Article 43.

Texte proposé par le gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

A titre exceptionnel et transitoire, en vue d'encourager la construction d'habitations familiales et populaires, le ministre des finances et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont autorisés à accorder, dans la limite d'un taux de 4 p. 100 et d'un capital investi de 2 milliards de francs, des bonifications d'intérêts pour les sommes qui seront consacrées à la construction de logements neufs, qu'elles proviennent d'emprunts contractés ou d'actions émises par des organismes d'H. B. M. y compris les offices publics d'H. B. M. en ce qui concerne les emprunts par des groupements professionnels nationaux ou régionaux, par des sociétés immobilières, par des associations coopératives ou syndicales et par des personnes ou entreprises isolées.

Un règlement d'administration publique fixera les modalités d'application du présent article.

Texte proposé par votre commission:

Disjoint.

Commentaires. — Cet article a été disjoint par votre commission des finances.

Comme il vous est indiqué sous l'article 29 *bis* A précédent, les dispositions votées par l'Assemblée nationale à l'article 43 ont été transférées sous cette rubrique où elles se trouvent logiquement mieux placées.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, votre commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Recettes et dépenses sur comptes spéciaux du Trésor.

Art. 1er. — Les ministres sont autorisés, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, à gérer conformément aux lois en vigueur les services commerciaux énumérés à l'état « A ». Les opérations de recettes et de dépenses de ces services seront imputées aux comptes spéciaux de commerce prévus par ledit état dans la limite du découvert maximum qui a été fixé pour chaque compte.

La comptabilité administrative des comptes de commerce sera suivie sur instruction du ministre des finances et les résultats provisoires seront présentés au Parlement sous forme d'un bilan commercial avant le 30 juin 1950; les profits et les pertes dégagés par ce bilan seront imputés au budget de l'exercice en cours.

Art. 2. — Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer au cours de l'exercice 1949 les dépenses énumérées à l'état « B », dont le total est arrêté à 60.530.300.000 F.

Ces dépenses sont imputées aux comptes d'affectation spéciale prévus par ledit état.

Le ministre des finances est autorisé à percevoir, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949 les recettes énumérées à l'état « B », et dont le total est évalué à 60.530.300.000 F.

Ces recettes sont imputées aux comptes d'affectation spéciale prévus par ledit état.

Les opérations de recettes et de dépenses des comptes d'affectation spéciale sont exécutées, contrôlées et réglées dans les mêmes conditions que celles du budget général, sous réserve des dispositions ci-après:

1° Sauf pendant les trois premiers mois de l'exercice, le total des dépenses de chaque compte d'affectation spéciale ne devra en aucun cas excéder le total des recettes du même compte;

2° Si les recettes sont, en cours d'exercice, supérieures de plus de 10 p. 100 aux évaluations, les crédits de dépenses pourront être majorés dans la limite de cet excédent par décret portant le contreseing du ministre des finances;

3° La loi de finances de l'exercice 1950 pourra autoriser l'imputation de tout ou partie de l'excédent de recettes d'un compte d'affectation spéciale aux recettes du même compte de l'exercice suivant;

4° Certains chiffres de dépenses limitativement énumérés à l'état « B » ont un caractère évaluatif. Les dépassements qui seraient constatés sur ces chiffres seront approuvés par la loi de règlement.

Art. 3. — Les ministres sont autorisés à gérer entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, conformément aux lois en vigueur, les comptes spéciaux de règlement avec les gouvernements étrangers et les comptes spéciaux de caractère monétaire énumérés à l'état « C ». Les découverts constatés à ces comptes ne devront pas excéder les limites prévues audit état. L'état « C » énumère ceux des comptes dont les opérations annuelles seront apurées par la loi de règlement et ceux dont les soldes seront reportés jusqu'à la clôture du compte.

Art. 4. — Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, les dépenses énumérées à l'état « D » et dont le total est arrêté au chiffre de 90.380.777.121 F.

Ces dépenses seront imputées aux comptes spéciaux d'investissement prévus par ledit état. Elles seront exécutées, contrôlées et réglées dans les mêmes conditions que les dépenses de reconstruction et d'équipement.

Les crédits qui n'auront pas été employés au 31 décembre 1949 pourront être reportés à l'exercice suivant par décret pris sur la proposition du ministre des finances.

Art. 5. — Le ministre des finances est autorisé, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, à accorder des avances de trésorerie pour une durée n'excédant pas deux ans, dans la limite fixée par l'état « E » et dont le total a été arrêté à 227.509 millions de francs.

Les avances seront imputées aux comptes spéciaux d'avances du Trésor prévus par ledit état.

Les recettes à provenir en 1949 du remboursement desdites avances et des avances antérieurement consenties seront imputées aux mêmes comptes. Leur montant total est évalué à 169.406 millions de francs, conformément à l'état « E » visé au premier alinéa du présent article.

Le ministre des finances est autorisé à renouveler pour deux années au plus les avances non remboursées depuis plus de deux ans énumérées à l'état « F » et dont le total est égal à 40.528.847.487 francs.

Art. 6. — Le ministre des finances est autorisé, à consolider sous forme de prêts à long terme les avances non remboursées depuis plus de deux ans énumérées à l'état « G » dont le total est égal à 55.100.111.311 francs.

Ces prêts porteront intérêt et seront remboursables par annuités ou à terme. Ils pourront, en outre, être stipulés remboursables par priorité sur le produit des premiers emprunts publics émis par les collectivités débitrices.

La consolidation du prêts sera constatée par une dépense à un compte d'investissement ouvert à cet effet. Les intérêts ou les annuités de remboursement concernant ces prêts seront versés au budget. Les remboursements de tout ou partie du capital par anticipation ou au terme du contrat de prêt seront affectés à l'équipement ou à la reconstruction.

Art. 7. — Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949 les dépenses effectuées en monnaies locales (marks et schillings) dans les territoires occupés. Ils sont autroisés à percevoir les recettes recouvrables dans ces territoires. Ces recettes et ces dépenses seront imputées aux comptes spéciaux d'opérations en territoires occupés ouverts par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 76 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946, les prévisions de ces comptes spéciaux seront fixées par un arrêté interministériel communiqué préalablement aux commissions des finances des deux Assemblées.

Ledit arrêté fixera également le découvert autorisé pour la même année, au titre des opérations effectuées en monnaies locales (marks et schillings) en ce qui concerne les comptes spéciaux créés:

1° Par l'article 6 de la loi susvisée en vue d'assurer la confection et la distribution aux agents du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes en service en territoires occupés des effets d'habillement;

2° Par l'article 75 de la même loi pour retracer les conversions de francs et de billets du Trésor libellés en francs contre marks ou schillings, ainsi que les opérations en sens inverse, auxquelles il est procédé par le Trésor ou pour son compte pour les besoins des personnels et des services français ou alliés.

TITRE II

Clôtures ou fusions de comptes.

Art. 8. — Les comptes spéciaux ouverts dans les écritures du Trésor et dont l'énumération est donnée à l'état « H » seront définitivement clos le 31 décembre 1948.

Les soldes accusés à la date du 31 décembre 1948 par les comptes visés audit état seront, dans les écritures du Trésor, transportés à un compte de résultat. Les recettes ou les dépenses de ces comptes qui ne seraient pas recouvrées ou payées au 31 décembre 1948 ou qui deviendraient exigibles après cette date seront effectuées au titre des recettes ou des dépenses du budget aux diligences des départements ministériels antérieurement chargés de la gestion des comptes spéciaux.

Art. 9. — Les comptes spéciaux ouverts dans les écritures du Trésor et dont l'énumération est donnée dans l'état « I » seront définitivement clos au 31 décembre 1949 au plus tard. Les opérations effectuées au titre de ces comptes pendant l'année 1949 seront considérées comme des opérations de liquidation non soumises aux dispositions des articles 41 à 46 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, modifiée par la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948.

Les soldes accusés à la date du 31 décembre 1949 par les comptes visés à l'alinéa précédent seront, dans les écritures du Trésor, transportés à un compte de résultat. Les recettes ou les dépenses de ces comptes qui ne seraient pas recouvrées ou payées au 31 décembre 1949 ou qui deviendraient liquides ou exigibles après cette date seront effectuées au titre des recettes ou des dépenses du budget, aux diligences des départements ministériels antérieurement chargés de la gestion des comptes spéciaux.

Art. 10. — Les comptes spéciaux ci-dessous désignés ouverts dans les écritures du Trésor seront définitivement clos le 31 décembre 1948

Les soldes accusés au 31 décembre 1948 par lesdits comptes seront repris et les opérations de recettes et de dépenses à effectuer pendant l'année 1949 retracées à des comptes nouveaux ouverts à cet effet, qui grouperont les opérations antérieurement suivies dans plusieurs comptes comme il est indiqué ci-après:

Comptes clos:

Assurances maritimes contre les risques de guerre.

Réassurances des risques de guerre au cours de transports terrestres, fluviaux ou aériens.

Comptes de rattachement:

Assurances et réassurances maritimes et transports. (Compte de commerce prévu à l'état A annexé à la présente loi.)

Comptes clos:

Achats d'immeubles et de fonds de commerce effectués par l'administration de l'enregistrement en vertu de son droit de préemption.

Compte d'emploi de diverses ressources affectées à des dépenses spéciales.

Subdivision:

Opérations du service central des ventes du mobilier de l'Etat.

Comptes de rattachement:

Opérations commerciales de l'enregistrement et des domaines. (Compte de commerce prévu à l'état A annexé à la présente loi.)

Comptes clos:

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (accord franco-argentin du 3 décembre 1946).

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (application de l'avenant du 31 mars 1948 à l'accord franco-brésilien du 8 mars 1946).

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (application de l'accord de payement franco-égyptien du 9 juin 1948).

Comptes de rattachement:

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France pour le compte de gouvernements étrangers prévu à l'état C annexé à la présente loi.)

Art. 11. — La date de clôture des comptes spéciaux énumérés ci-dessous fixée au 31 décembre 1948 par la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 est reportée au 31 décembre 1949.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Liquidation des dépenses d'occupation.

Dépenses provenant de l'apurement de débets résultant de faits de guerre.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Opérations pour le compte des possessions d'outre-mer privées de relations avec la métropole.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Dépenses des organisations civiles et militaires de la Résistance.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Liquidation des organismes professionnels (art. 169 de la loi du 7 octobre 1946).

Acquisition de droits dans des sociétés minières.

Commerce extérieur, importations.

Commerce extérieur, exportations.

Art. 12. — Le compte « Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat. — 7° Office des changes » sera transféré parmi les comptes d'apurement et son solde au 31 décembre 1948 sera soumis au Parlement pour être transféré aux découverts du Trésor au titre d'opérations anciennes provenant des faits de guerre. Les remboursements à recevoir ultérieurement sur ces avances seront imputés en recettes au budget général.

Art. 13. — Les crédits à ouvrir au ministre des forces armées, section « Guerre », à la suite de la clôture au 31 décembre 1948, conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente loi du compte « Renouvellement des approvisionnements en effets d'habillement, de couchage et d'ameublement des troupes métropolitaines » en vue de la réalisation des programmes de fabrication, d'habillement, de couchage et d'ameublement nécessaires aux besoins de l'armée, peuvent, pour la partie non consommée à la date de clôture des opérations budgétaires, être reportés à l'exercice suivant.

Dès le début d'un exercice, les deux tiers des disponibilités constatées sur l'exercice précédent dans les écritures du contrôleur des dépenses engagées pourront donner lieu à ouverture de crédits par décret pris dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi n° 48-32 du 7 janvier 1948

Le solde créditeur du compte spécial à la date de sa clôture sera inscrit en addition aux crédits applicables au chapitre « Programmes de l'habillement, du campement, du couchage et de l'ameublement des troupes métropolitaines », à charge pour ce chapitre de supporter les dépenses afférentes aux parties de programmes propres à l'armée de terre et aux collectivités rattachées pour lesquelles des provisions ont été constituées par les services intéressés avant la clôture du compte et ont été comprises dans le solde créditeur de ce dernier.

Chaque année, au cours du troisième trimestre, en fonction des modalités de réalisation du programme, il sera procédé par décret contresigné par les ministres chargés des administrations de la guerre et du budget au transfert du chapitre de l'habillement aux chapitres de personnels ouvriers du service de l'intendance, des crédits nécessaires au payement des salaires, primes et charges sociales des ouvriers temporaires qui, affectés aux ateliers en régie, ne rempliraient pas les conditions fixées par l'article 20 de la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 pour pouvoir être rémunérés sur le chapitre de l'habillement.

Art. 14. — Nonobstant les dispositions de l'article 205 du règlement du 3 avril 1869 et des textes subséquents sur la comptabilité des dépenses du département de la guerre, les dépenses résultant de l'exécution des programmes d'habillement, campement, couchage et ameublement des troupes de l'armée de terre, seront, à partir de la date de clôture des opérations de mandatement, imputées, quel que soit leur montant, sur les crédits de l'exercice en cours à l'époque de l'ordonnancement, sous réserve de l'observation des dispositions de la loi du 29 janvier 1831 et des textes subséquents.

A titre transitoire, en raison de la suppression du compte spécial visé à l'article précédent, toutes les créances se rapportant à l'exécution des programmes du service de l'habillement, du campement, du couchage et de l'ameublement nées antérieurement au 31 décembre 1948 seront, à compter du 1er janvier 1949, imputées sur les crédits de l'exercice 1949 au chapitre « Programmes du service de l'habillement, du campement, du couchage et de l'ameublement des troupes métropolitaines ».

De même, toutes les recettes antérieures non régularisées à la date du 1er janvier 1949 bénéficieront au même chapitre.

Art. 15. — La liquidation du compte spécial des transports maritimes prévue à l'article 9 ci-dessus sera effectuée dans les conditions ci-après:

Les armateurs gérants des navires affrétés par l'Etat en exécution de la charte-partie du 15 septembre 1946 devront, sauf impossibilité dûment justifiée, fournir les comptes de voyages prévus à l'article 5 du contrat de gérance annexé à la charte-partie au plus tard le 31 mars 1949.

Les armateurs gérants doivent reverser à l'Etat, avant le 31 mars 1949, toutes les sommes dont ils sont débiteurs au titre des voyages, à l'exclusion des frets et passages à la charge des services publics. Les sommes restant dues à la date du 31 mars 1949 porteront intérêt à 8 p. 100 au profit du Trésor.

Le ministre de la marine marchande dressera des états des sommes restant dues au compte spécial des transports maritimes par les différents départements ministériels au titre des frets et passages.

Ces états seront établis par exercice.

Il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'apurement géré par le ministre des finances, au débit duquel seront portées les sommes figurant sur les états dressés en exécution de l'alinéa précédent. Le compte spécial des transports maritimes sera crédité de sommes égales. Les excédents de dépenses de ce compte seront transportés aux découverts du Trésor par la loi de règlement de chaque exercice.

Toutefois, les sommes dues par les services publics au compte spécial des transports maritimes au titre de l'exercice 1948 seront recouvrées dans la forme ordinaire.

TITRE III

Ouverture de comptes.

Art. 16. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial de commerce intitulé « Gestion des titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat » et retraçant:

En dépenses: les dépenses afférentes aux achats de titres ou aux souscriptions à des augmentations de capital;

En recettes: le produit de la vente de titres ou de droits qui y sont attachés et le remboursement par le budget du montant des souscriptions.

Art. 17 — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial de commerce, géré par le ministre des finances et dénommé « Opérations concernant les entreprises sous réquisition ».

Ce compte retracera les recettes et les dépenses faites en application de la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition.

Art. 18. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale, géré par le ministre des finances et dénommé « Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat ». Ce compte comportera:

En recettes: le produit des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat;

En dépenses: les sommes versées, par dérogation à l'article 5 de l'ordonnance du 6 janvier 1945, aux fonctionnaires représentant l'Etat dans les organismes publics et d'économie mixte, et dont le montant sera fixé par décision concertée du ministre des finances et de chacun des ministres dont relèvent ces fonctionnaires.

Art. 19. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor, parmi les comptes de règlement avec les gouvernements étrangers un compte spécial géré par le ministre des finances et dénommé « Application de l'accord de payement avec les gouvernements militaires américain, britannique et français en Allemagne ». A ce compte seront imputés:

En dépenses: les avances à verser aux comptes ouverts à la Banque de France en vertu de l'accord de payement du 18 novembre 1948;

En recettes: les remboursements opérés sur lesdites avances.

Art. 20. — Le ministre des finances est autorisé à imputer à un compte spécial d'opérations monétaires intitulé « Pertes et bénéfices de change » toutes les pertes et tous les bénéfices constatés dans la comptabilité du Trésor entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949 en raison des fluctuations de change et dont la provision n'a pas été faite au budget de l'Etat. Toutes les opérations de ce compte arrêtées au 31 décembre 1949 seront présentées au Parlement avec la loi de règlement de l'exercice 1949 pour être transférées aux découverts du Trésor.

Toutes les opérations de même nature constatées antérieurement au 31 décembre 1948 feront l'objet d'une procédure d'apurement dont il sera rendu compte au Parlement au plus tard avec le projet de loi de règlement de l'exercice 1949.

Art. 21. — Les recettes effectuées en monnaie locale en Allemagne, autres que celles imputables aux comptes spéciaux visés à l'article 7 ci-dessus, seront constatées à un compte d'opérations en territoires occupés qui sera ouvert à cet effet et qui sera géré par le ministre des finances comme un compte d'affectation spéciale.

La nature et le montant de ces recettes ainsi que la destination qui pourra leur être donnée, seront déterminés par arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques, après communication aux commissions des finances des deux assemblées.

Art. 22. — Le ministre de l'agriculture est autorisé à imputer à un compte spécial d'investissement et dans la limite d'un montant global de 1.730 millions de francs les subventions sous forme de remise de titres d'annuités aux collectivités publiques et privées pour la réalisation de leurs travaux d'équipement rural, en application de l'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947.

Le ministre des travaux publics est autorisé à imputer à un compte spécial d'investissement et dans la limite d'un montant global de 600 millions de francs les subventions sous forme de remise de titres d'annuités aux collectivités publiques et privées pour la réalisation de travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure, en application de la loi n° 48-1540 du 1er octobre 1948.

Art 23. — Le ministre des finances est autorisé à verser à la Société nationale des chemins de fer français des acomptes en application de l'article 46 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946 pour le remboursement au service des importations et des exportations de la valeur du matériel destiné à la reconstitution de son réseau. Le montant total de ces acomptes est fixé à 9.286 millions de francs

La Société nationale des chemins de fer français est autorisée à émettre des emprunts dans la limite de la somme restant à sa charge, soit 2.321.781.121 F.

En attendant la réalisation de ces emprunts, le ministre des finances est autorisé à accorder à la Société nationale des chemins de fer français un prêt spécial portant intérêt, remboursable sur le produit desdits emprunts.

Les sommes qui seront dépensées par le Trésor en application du premier et du troisième alinéa du présent article et qui seront

immédiatement reversées au compte spécial « Importations et exportations » seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Art. 24. — Le ministre des finances est autorisé dans la limite d'un montant global de 15 milliards de francs à constituer ou à augmenter la dotation ou le capital des entreprises nationales existantes.

Ces dépenses seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Art. 25. — Le ministre des finances est autorisé, dans la limite d'un montant global de 2.250 millions de francs, à augmenter la dotation du fonds d'approvisionnement du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

Cette dépense sera imputée à un compte spécial d'investissement.

Art. 26. — Le ministre des finances est autorisé à imputer à un compte spécial d'investissement, et dans la limite d'un montant global de 2.300 millions de francs, les sommes à payer par voie de remise de bons du Trésor à deux ans d'échéance en remboursement des prélèvements effectués sur les avoirs des spoliés, en application des articles 44 à 51 de la loi n° 48-978 du 16 juin 1948 portant aménagements fiscaux.

Art. 27. — Le ministre des finances est autorisé à consentir aux crédits municipaux, dans la limite d'un montant global de 350 millions de francs, des prêts portant intérêt à 2 p. 100 et amortissables en quinze ans.

Ces dépenses seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Art. 28. — Le ministre des finances est autorisé, dans la limite d'un montant maximum de deux milliards de francs, à consentir au département de la Seine et à la ville de Paris, sur la proposition du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, des prêts destinés à la constitution et au maintien du fonds de roulement de la Régie autonome des transports parisiens. Ces prêts porteront intérêt au taux de 4 p. 100 et seront amortissables en quinze ans. Le montant des annuités versées au Trésor par le département de la Seine et la ville de Paris sera remboursé à ces collectivités par la Régie autonome des transports parisiens.

Les dépenses de l'Etat correspondant au versement des prêts seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Art. 29. — Le régime des prêts spéciaux prévus par les articles 1er et 2 de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947 en faveur des offices et sociétés d'habitations à bon marché continuera à être appliqué au cours de l'année 1949.

Les prêts que le ministre des finances et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont autorisés à consentir, en application des lois sur les habitations à bon marché, font l'objet de crédits d'engagement et de crédits de payement.

Pour l'année 1949, les crédits d'engagement sont fixés à 29.999.999.000 F et les crédits de payement à 21.999.999.000 F.

Les dépenses sont imputées à un compte spécial d'investissement.

Art. 29 *bis* A. — A titre exceptionnel et transitoire, en vue d'encourager la construction d'habitations familiales et populaires, le ministre des finances et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont autorisés à accorder des bonifications d'intérêts, dans la limite de 3.50 p. 100 l'an pendant vingt-cinq ans, pour les sommes qui seront consacrées à la construction de logements neufs, qu'elles proviennent d'emprunts contractés ou d'actions émises par des organismes d'H. B. M., y compris les offices publics d'H. B. M. en ce qui concerne les emprunts, par des groupements professionnels nationaux ou régionaux, par des sociétés immobilières, par des associations coopératives ou syndicales et par des personnes ou entreprises isolées.

Sur proposition de la commission interministérielle de prêts, instituée par l'article 3 de la loi du 3 septembre 1947, ce taux de bonification pourra être majoré d'un point pendant une période de deux à dix ans au maximum.

Pour l'année 1949, le montant des bonifications ne pourra dépasser 80 millions de francs et le montant des capitaux bonifiés n'excèdera pas deux milliards et demi de francs.

Un règlement d'administration publique fixera les modalités d'application du présent article.

Art. 29 *ter*. — Le ministre des finances déposera avant le 30 juin 1949 un projet de loi concernant les caisses et organismes divers recevant à quelque titre que ce soit le produit de taxes fiscales ou parafiscales, ou de redevances ou indemnités diverses résultant notamment de la législation des prix.

Le projet de loi précisera le statut de ces organismes, la nature des dépenses qu'ils sont autorisées à effectuer, les modalités de contrôle des comptes et les règles de placement des disponibilités.

Il prononcera la réintégration au Trésor sous forme de comptes spéciaux de tous les organismes gérés par des services administratifs de l'Etat.

Il fournira la liste de tous les organismes, fonds ou comptes qui sont actuellement gérés par des établissements publics ou des entreprises nationales sous la responsabilité du Trésor et qui devront désormais être prévus, suivis et contrôlés annuellement dans les mêmes conditions que les comptes spéciaux du Trésor.

Art. 29 *quater*. — Le ministre des finances transmettra aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République avant le 1er juin 1949:

1° La liste des sommes de plus de 100 millions de francs dues depuis plus de trois mois par des départements ministériels, des entreprises nationales, des collectivités ou des établissements publics à des services commerciaux de l'Etat, à des entreprises nationales ou à des établissements d'Etat à caractère industriel ou commercial, ainsi que les explications fournies par les services, établissements ou collectivités débitrices sur les motifs de ces retards et les précautions prises pour réserver les crédits;

2° La liste des sommes de plus de 100 millions de francs dues depuis plus de six mois, par des sociétés d'économie mixte, des groupements ou autres organismes privés fonctionnant sous le contrôle de l'Etat à des services commerciaux de l'Etat, des entreprises nationales ou des établissements d'Etat à caractère industriel ou commercial, ainsi que les motifs qui s'opposent à la poursuite immédiate des débiteurs.

Art. 29 *quinquies*. — Toute recette et toute dépense de l'Etat doit être ouverte au budget ou à l'un des comptes spéciaux visés à la présente loi pour son montant brut. Il est et demeure interdit d'imputer une dépense à un compte provisoire de recettes et de transférer ensuite le solde contracté à un compte définitif du budget ou du Trésor.

A titre exceptionnel et pour l'exercice 1949 seulement, un décret portant contreseing du ministre des finances ouvrira les lignes de recettes et les crédits nécessaires pour réintégrer au budget ou à un compte spécial les dépenses actuellement imputées à un compte provisoire de recettes.

Le décret pourra prévoir que les crédits ouverts au paragraphe précédent auront un caractère évaluatif et que les dépenses pourront être faites sans délégation préalable et même sans ordonnancement préalable.

TITRE IV

Dispositions spéciales.

Art. 30. — Par dérogation aux dispositions de l'article 40 de la loi n° 48-21 du 6 janvier 1948, relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, seront fixées chaque année à titre évaluatif, les recettes et les dépenses correspondant aux avances consenties par le Trésor aux départements, aux communes et à des établissements ou organismes divers sur le produit des centimes, impositions et taxes directes recouvrés à leur profit en application des articles 138 et 139 de la loi du 16 avril 1930, modifiés par les articles 16 et 17 de l'ordonnance n° 45-2674 du 2 novembre 1945, et des articles 9 à 16 de la loi n° 48-23 du 6 janvier 1948.

Pour l'année 1949, les recettes et les dépenses susvisées sont fixées conformément à l'état « E » annexé à la présente loi.

Art. 31. — Il est accordé au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, au titre des lois validées des 19 avril 1941 et 29 mars 1942 et des ordonnances n° 45-2058 du 8 septembre 1945 et n° 45-2677 du 2 novembre 1945, pour la réparation des dommages causés par les inondations dans les départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales en 1940 et en 1942 et dans le département de la Dordogne en 1944, des autorisations de programme s'élevant à 231.500.000 F et des autorisations de payement s'élevant à 308 millions 500.000 F réparties conformément au tableau ci-dessous:

Indemnités pour reconstitution des immeubles d'habitation et des immeubles bâtis et non bâtis des exploitations agricoles: autorisations de programme, néant; autorisations de payement, 77 millions de francs.

Indemnités pour reconstitution des immeubles, installations, ouvrages et éléments d'exploitation des services publics locaux: autorisations de programme, 231.500.000 F; autorisations de payement, 231.500.000 F.

Avances pour la reconstitution des immeubles à usage industriel ou commercial: autorisations de programme, néant; autorisations de payement, mémoire.

Allocations pour reconstitution des meubles meublants, objets ménagers et effets personnels: autorisations de programme, néant; autorisations de payement, mémoire.

Totaux: autorisations de programme, 231.500.000 F; autorisations de payement, 308.500.000 F.

Art. 32. — Sont prorogées jusqu'au 1er avril 1949 les dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 7 du décret du 14 octobre 1939 pris en application de l'article 26 du décret-loi du 26 septembre 1939, instituant un moratoire en faveur des organismes d'habitations à bon marché et de certains de leurs emprunteurs hypothécaires, locataires ou acquéreurs.

Art. 33. — En vue de permettre au crédit agricole mutuel de continuer à apporter son concours à la réalisation des investissements réalisés tant au moyen des prêts collectifs à long terme que dans le cadre des lois des 2 août 1923 et 16 avril 1935 et du décret du 17 juin 1938, le montant maximum des prêts pouvant être consentis pas l'Etat à la caisse nationale de crédit agricole est porté, en crédits d'engagement, de 6.700 millions à 12.400 millions de francs.

Ces prêts nouveaux seront répartis entre les objets auxquels ils sont affectés dans les mêmes conditions que les ressources fournies par le fonds de modernisation et d'équipement.

Art. 34. — Le montant maximum des avances que le ministre des finances est autorisé à consentir en vue d'assurer le financement des prêts visés ci-dessous est fixé, en crédits d'engagement, comme suit:

Prêts à long terme individuel. — Caisse nationale de crédit agricole: ancien plafond, 2.000 millions de francs; nouveau plafond, 3.000 millions de francs.

Amélioration de l'habitat rural (loi du 15 mai 1941). — Caisse nationale de crédit agricole: ancien plafond, 300 millions de francs; nouveau plafond, 500 millions de francs.

Accession à l'exploitation agricole des prisonniers, rapatriés et anciens déportés (ordonnance du 20 octobre 1945, titre III). — Caisse nationale de crédit agricole: ancien plafond, 2.250 millions de francs; nouveau plafond, 2.485 millions de francs.

Aménagement du foyer rural des prisonniers rapatriés et anciens déportés (ordonnance du 20 octobre 1945, titre IV). — Caisse nationale de crédit agricole: ancien plafond, 250 millions de francs; nouveau plafond, 18 millions de francs.

Prêts d'installation aux jeunes agriculteurs (loi du 24 mai 1946). — Caisse nationale de crédit agricole: ancien plafond, 3.500 millions de francs; nouveau plafond, 5.500 millions de francs.

Prêts aux artisans (loi validée du 21 mars 1941). — Chambre syndicale des banques populaires: ancien plafond, 250 millions de francs; nouveau plafond, 400 millions de francs.

Prêts aux sociétés coopératives de production (loi du 8 août 1947, art. 70). — Caisse centrale de crédit coopératif: ancien plafond, néant; nouveau plafond, 150 millions de francs.

Prêts aux sociétés coopératives de consommation (loi du 8 août 1947, art. 70). — Caisse centrale de crédit coopératif: ancien plafond, néant; nouveau plafond, 200 millions de francs.

Prêts à moyen terme pour favoriser l'industrie artisanale (loi du 21 mars 1941). — Caisse centrale de crédit coopératif: ancien plafond, néant; nouveau plafond, 120 millions de francs.

Prêts au crédit maritime (loi du 21 mars 1918, art. 27). — Caisse centrale de crédit coopératif): ancien plafond, 300 millions de francs; nouveau plafond; 900 millions de francs.

Art. 35. — Est porté en crédits d'engagement de 400 millions de francs à 1 milliard de francs le montant maximum des avances pouvant être consenties par l'Etat à la caisse nationale de crédit agricole en vue de l'attribution de prêts à long terme par l'intermédiaire des institutions de crédit agricole mutuel de l'Afrique du Nord.

En outre, le ministre des finances est autorisé à consentir, en crédits d'engagement, des avances à la caisse nationale de crédit agricole jusqu'à concurrence de 500 millions de francs destinées à l'attribution de prêts à long terme par l'intermédiaire des organismes de crédit agricole mutuel des départements d'outre-mer.

La caisse nationale est habilitée à passer avec ces institutions toutes conventions nécessaires à cet effet.

Art. 36. — Le montant maximum des avances que le ministre des finances est autorisé à consentir, en vertu de l'article 138 de la loi du 7 octobre 1946, à la caisse centrale de la France d'outre-mer, est porté à 10 milliards de francs.

Art. 37. — A compter du 1er janvier 1949, la caisse centrale de la France d'outre-mer cesse de consentir au Trésor, en Algérie et en Tunisie, les avances prévues par les articles 4, 5 et 6 de l'ordonnance du 2 février 1944.

Le ministre des finances est autorisé à passer avec la Banque de l'Algérie une convention tendant à fixer les conditions d'attribution et les règles d'utilisation des avances antérieurement consenties par la Banque à l'Etat, et à déterminer les modalités selon lesquelles s'imputera sur lesdites avances le montant des effets émis en exécution de l'article 6 de la loi portant autorisation des dépenses d'investissement pour l'exercice 1949, qui auront été escomptés ou rachetés par la banque.

Art. 37 *bis*. — Le montant maximum des garanties que le ministre des finances est autorisé à accorder au cours de l'année 1949 en application de la loi validée du 23 mars 1941 est fixé à 14 milliards de francs.

Art. 37 *ter*. — Le Gouvernement est autorisé, nonobstant l'expiration du délai de six mois prévu par l'article 17 de la loi n° 45-015 du 2 décembre 1945, à compléter l'article 7 du décret n° 46-1332 du 1er juin 1946 par l'adjonction de la disposition suivante:

« La même garantie peut être délivrée pour le compte de l'Etat, dans les mêmes conditions, à la Banque française du commerce extérieur ou à toute autre banque désignée par le ministre des finances, en vue du financement de fabrications destinées principalement à l'exportation ».

Art. 37 *quater*. — Est fixé à 50 millions de francs le montant maximum des garanties que le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder jusqu'au 31 décembre 1949 dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 de la loi n° 47-1497 du 13 août 1947 pour l'exportation de films français à l'étranger.

Art. 37 *quinquies*. — Si le montant des crédits ouverts par la présente loi s'avère insuffisant, le ministre des finances peut, en cas d'urgence, être autorisé par décret à imputer les sommes nécessaires à l'exécution des engagements assumés par l'Etat conformément aux lois en vigueur, aux comptes spéciaux d'investissement ci-après, visés à l'état « D »:

Prêts et garanties à des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales:

Garantie des avances consenties aux entreprises privées industrielles et commerciales (ordonnance du 6 novembre 1944);

Garantie des capitaux investis dans les entreprises privées en vue du financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays (loi du 23 mars 1941);

Garantie des avances consenties pour l'exportation des films français (loi du 13 août 1947).

Les dépenses supplémentaires qui seront ainsi effectuées seront soumises à la ratification du Parlement dans le plus prochain projet de loi relatif aux crédits des comptes spéciaux du Trésor.

Art. 37 *sexies*. — Par dérogation aux dispositions de l'article 43 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, les avances consenties pour l'aide à la production cinématographique pourront être imputées à la ligne correspondante du compte « Avances à divers organismes, services ou particuliers » même lorsque leur durée dépassera deux ans, sans toutefois excéder trois ans.

Art. 37 *septies*. — La loi validée du 15 septembre 1943 portant création d'une taxe d'encouragement à la production textile est abrogée.

Le solde créditeur du fonds d'encouragement à la production textile sera versé en recette au budget général.

TITRE V

Dispositions budgétaires.

Art. 38. — Il est ouvert aux ministres, pour les dépenses de l'exercice 1949 afférentes au fonctionnement des services dont les opérations étaient retracées dans les comptes spéciaux du Trésor clos le 31 décembre 1948 ou antérieurement, en application des dispositions de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, des lois subséquentes et de l'article 7 de la présente loi, des crédits s'élevant à une somme totale de 2.779.270.000 F et répartis conformément à l'état « J ».

Art. 39. — Les recettes afférentes aux opérations qui étaient retracées dans des comptes spéciaux clos le 31 décembre 1948 ou antérieurement, en application des dispositions de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, des lois subséquentes et de l'article 7 de la présente loi, seront imputées au cours de l'exercice 1949 à une ligne des produits divers du budget n° 115: « Recettes à provenir de l'apurement de comptes spéciaux clos en application de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 et des lois subséquentes » Les recettes à inscrire à cette ligne sont évaluées, pour l'exercice 1949, à la somme de 4.221.500.000 F.

Art. 40. — Il est ouvert aux ministres, pour les dépenses de l'exercice 1949 afférentes à la rémunération du personnel affecté à la gestion des comptes spéciaux du Trésor et rémunérés jusqu'alors sur ces comptes, des crédits s'élevant à une somme totale de 560 millions de francs et répartis conformément à l'état « K ».

Art. 41. — Les recettes à provenir du remboursement au budget général des dépenses de personnel des comptes de commerce en application de l'article 41 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 sont évalués à 410.294.000 francs et seront imputés à la ligne n° 144: « Remboursement par certains comptes spéciaux des dépenses de personnel applicables à leur fonctionnement », des produits divers du budget.

Art. 42. — Les dispositions de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 tendant à simplifier la procédure de vote du budget général de l'exercice 1949 et relative aux économies budgétaires sont applicables aux crédits ouverts par les articles 38 et 40 de la présente loi.

Art. 43. — . . . . . .

ETATS ANNEXES

Etat A. — COMPTES DE COMMERCE

Affaires allemandes et autrichiennes:

Fournitures d'effets d'habillement aux agents du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes en service dans les territoires occupés:

Crédits de dépenses, 265.860.000 F.
Prévisions de recettes, 282.210.000 F.
Découverts, 100 millions de francs.

Agriculture:

Règlement de fournitures et travaux mis à la charge des adjudicataires des coupes de bois domaniales et des adjudicataires du droit de chasse dans les forêts de l'Etat (1):

Crédits de dépenses, 126 millions de francs.
Prévisions de recettes, 126 millions de francs.
Découverts, néant.

Haut commissariat au ravitaillement:

Approvisionnement en denrées et produits alimentaires:

Crédits de dépenses, 100 milliards de francs.
Prévisions de recettes, 99 milliards de francs.
Découverts, 20 milliards de francs.

Education nationale:

Achat et cession des matériels des établissements relevant de l'éducation nationale (2):

Crédits de dépenses, 800 millions de francs.
Prévisions de recettes, 800 millions de francs.
Découverts, 280 millions de francs.

Industrie et commerce:

Opérations du groupement d'achat des carburants combustibles, lubrifiants et dérivés (loi du 31 octobre 1941):

Crédits de dépenses, 3.931.200.000 F.
Prévisions de recettes, 10.303.589.000 F.
Découverts (3), 10 milliards de francs.

Forces armées (guerre):

Subsistances militaires (4):

Crédits de dépenses, 20.770 millions de francs.
Prévisions de recettes, 20.103 millions de francs.
Découverts, 8 milliards de francs.

Finances:

Opérations commerciales de l'enrégistrement et des domaines (5):

Crédits de dépenses, 200 millions de francs.
Prévisions de recettes, 400 millions de francs.
Découverts, 35 millions de francs.

Réception et vente des marchandises de l'aide américaine:

Crédits de dépenses, mémoire.
Prévisions de recettes, mémoire.
Découverts, 15 milliards de francs.

Opérations de recettes et de dépenses afférentes à l'acquittement de l'impôt de solidarité nationale au moyen de valeurs émises par l'Etat, d'actions et parts attribuées à l'Etat et du prix de préemption des biens compris dans la déclaration du redevable:

Crédits de dépenses, 1 milliard de francs.
Prévisions de recettes, mémoire.
Découverts (6), 23 milliards de francs.

Assurances et réassurances maritimes et transports (7):

Crédits de dépenses, 960 millions de francs.
Prévisions de recettes, 300 millions de francs.
Découverts, néant.

(1) Anciennes subdivisions 1 et 2 du compte « Compte d'emploi de diverses ressources affectées à ces dépenses spéciales ».

(2) Compte antérieurement intitulé « Ravitaillement des organismes de jeunesse ».

(3) Dont plus de 7 milliards d'ores et déjà acquis.

(4) Compte antérieurement intitulé « Alimentation des troupes ou des groupements assimilés et fourrages ».

(5) Compte ouvert en application des dispositions de l'article 10 de la présente loi et retraçant les opérations des anciens comptes « Compte d'emploi de diverses ressources affectées à des dépenses spéciales, subdivision « Opérations du service central des ventes du mobilier de l'Etat » et « Achats d'immeubles et de fonds de commerce effectués par l'administration de l'enregistrement en vertu de son droit de préemption ».

(6) Dont plus de 21 milliards d'ores et déjà acquis.

(7) Compte ouvert en application des dispositions de l'article 10 de la présente loi et retraçant les opérations des anciens comptes « Assurances maritimes contre les risques de guerre » et « Réassurances des risques de guerre en cours de transports terrestres, fluviaux et aériens ».

Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat (1):

Crédits de dépenses, 12 milliards de francs.

Prévisions de recettes, 12 milliards de francs.

Découverts, 6 milliards de francs.

Opérations concernant les entreprises sous réquisition (2):

Crédits de dépenses, 500 millions de francs.

Prévisions de recettes, 500 millions de francs.

Découverts, 100 millions de francs.

Total: crédits de dépenses, 140.553.060.000 F; prévisions de recettes, 143.814.799.000 F.

Etat B. — COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Affaires économiques.

Opérations de recettes et de dépenses afférentes à la réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne:

Recettes:

1° Montant des ventes réalisées par la société nationale de vente des surplus, 12 milliards de francs.

2° Reliquat des exercices précédents, 31.500 millions de francs.

Total, 43.500 millions de francs.

Dépenses:

1° Versement forfaitaires à la société nationale de vente des surplus, 1.200 millions de francs.

2° Remboursement des frais de remise en état de matériel, des frais de stockage et des frais divers engagés par la société nationale de vente des surplus, 300 millions de francs.

3° Versement au fonds de modernisation et d'équipement (3), 10.500 millions de francs.

4° Versement du reliquat des exercices antérieurs aux comptes d'imputation définitive (3), 31.500 millions de francs.

Total, 43.500 millions de francs.

Finances.

Service financier des poursuites et du contentieux:

Recettes:

Produits des frais de poursuites, 600 millions de francs.

Dépenses (3):

1° Frais de poursuites et de procédures, 400 millions de francs.

2° Dépenses d'ordre (annulation et admission en non-valeur), 50 millions de francs.

3° Versements au budget général, 150 millions de francs.

Total, 600 millions de francs.

Compte d'emploi des condamnations et amendes pécuniaires (4):

Recettes:

Produit des amendes, transactions et confiscations civiles, pénales et administratives, 4.400 millions de francs.

Dépenses (3):

1° Restitutions et remboursements, 7 millions de francs.

2° Attributions à divers, 18 millions de francs.

3° Dépenses d'ordre (annulations et admissions en non-valeur), 875 millions de francs.

4° Versements au budget général:

Amendes civiles et pénales, 2.500 millions de francs.

Amendes administratives, 1 milliard de francs.

Total, 4.400 millions de francs.

Fonds de garantie des titres néerlandais circulant en France:

Recettes:

Produit de la taxe perçue à l'occasion de la validation des titres néerlandais circulant en France, 1.200 millions de francs.

Dépenses:

Couverture des risques résultant de la validation des titres néerlandais circulant en France, 1.200 millions de francs.

Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat (1):

Recettes:

Montant des jetons de présence et tantièmes versés par les organismes publics et sociétés d'économie mixte, 5 millions de francs.

Dépenses:

Indemnités attribuées aux fonctionnaires représentant l'Etat dans ces organismes ou sociétés, 5 millions de francs.

Service financier de la loterie nationale. — Exercice 1949:

Recettes:

Produit brut des émissions, 10.710 millions de francs.

Montant des lots acquis sur dixièmes rachetés, 113 millions de francs.

Montant des commissions versées par émetteurs de représentant de dixièmes, 2.300.000 F.

Recettes accidentelles, mémoire.

Excédent des recettes, exercice clos, mémoire.

Total, 10.825.300.000 F.

Dépenses:

Chap. 1er. — Attribution des lots (1), 6 milliards 426 millions de francs.

Chap. 2. — Dépenses administratives (personnel) (à reverser au budget général):

Personnel titulaire, 5.100.000 F.

Remboursement du personnel des administrations centrales exécutant des travaux pour le secrétariat général, 50.500.000 F.

Rémunération des auxiliaires et contractuels, 1.850.000 F.

Personnel de la régie de rachat de billets, 950.000 F.

Contribution complémentaire pour service pensions civiles (décret du 30 juin 1934 et 26 février 1938), 390.000 F.

Total, 58.790.000 F.

Chap. 3. — Contribution aux frais nécessités par le contrôle financier de l'Etat, 150.000 F.

Chap. 4. — Dépenses administratives (matériel):

Impression billets et timbres, 160 millions de francs.

Frais de tirage, 20.200.000 F.

Matériel, correspondance, etc., 4.400.000 F.

Location, chauffage, éclairage, etc., 460.000 francs.

Remboursements préfecture de police (frais de surveillance), 120.000 F.

Dépenses imprévues, 320.000 F.

Total, 185.500.000 F.

Chap. 5. — Frais de placement, 337 millions 500.000 F.

Chap. 6. — Propagande et publicité, 227 millions de francs.

Chap. 7. — Rachat de billets et reprise de dixièmes (2), 273 millions de francs.

Chap. 8. — Remboursement cas force majeure et débets admis en surséance indéf. (2), 300.000 F.

Chap. 9. — Versement du produit net (2), 3.317.060.000 F.

Chap. 10. — Dépenses exercices périmés (2), mémoire.

Chap. 11. — Dépenses exercices clos (2), mémoire.

Total, 10.825.300.000 F.

RÉCAPITULATION

Recettes et dépenses (3).

Opérations de recettes et de dépenses afférentes à la réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne: recettes, 43.500 millions de francs; dépenses, 43.500 millions de francs.

Services financiers des poursuites et du contentieux: recettes, 600 millions de francs; dépenses, 600 millions de francs.

Compte d'emploi des condamnations et amendes pécuniaires: recettes, 4.400 millions de francs; dépenses, 4.400 millions de francs.

Fonds de garantie des titres néerlandais circulant en France: recettes, 1.200 millions de francs; dépenses, 1.200 millions de francs.

Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat: recettes, 5 millions de francs; dépenses, 5 millions de francs.

Service financier de la loterie nationale (exercice 1949): recettes, 10.825.300.000 F; dépenses, 10.825.300.000 F.

Totaux: recettes, 60.530.300.000 F; dépenses, 60.530.300.000 F.

Etat C. — COMPTES DE RÈGLEMENT AVEC LES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. — COMPTES D'OPÉRATIONS MONÉTAIRES

1° Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.

Finances:

Fonds déposés au Trésor britannique par le Trésor français, 2.500 millions de francs.

Acquisition d'immeubles pour le compte du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (accord du 28 mai 1946), 1 milliard de francs.

Aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, néant.

Opérations de recettes et de dépenses résultant de l'accord conclu avec le gouvernement de Nouvelle-Zélande (loi n° 47-1770 du 10 septembre 1947), 1 milliard de francs.

Emploi des fonds de l'aide américaine par le gouvernement des Etats-Unis, néant.

Compte d'emploi des lires versées au Gouvernement français par le gouvernement italien en exécution de l'accord du 29 novembre 1947, néant.

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France pour le compte de gouvernements étrangers (1), néant.

Application de l'accord de payement avec les gouvernements militaires américain, britannique et français en Allemagne (2), 1.500 millions de francs.

Forces armées (guerre):

Règlement des créances françaises sur l'armée belge nées pendant la guerre, 100 millions de francs.

2° Comptes d'opérations monétaires.

Finances:

Application de la réforme monétaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (3), 2.050 millions de francs.

Opérations avec le Trésor du fonds de stabilisation des changes, néant.

Emission de billets du Trésor libellés en francs dans les territoires occupés, néant.

Conversion de francs et billets du Trésor libellés en francs (francs d'occupation) contre marks ou schillings ou inversement (3), 300 millions de francs.

Opérations de recettes et de dépenses résultant du jeu des contrats de garantie de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportation (3), 7 milliards de francs.

Pertes et bénéfices de change (3) (4), 20 milliards de francs.

Total, 35.450 millions de francs.

Etat D. — COMPTES D'INVESTISSEMENT

1° Comptes de dépenses.

Investissements de nature économique.

Agriculture:

Dépenses du fonds forestier national, 3 milliards de francs.

(1) Compte créé par l'article 16 de la présente loi.

(2) Compte créé par l'article 17 de la présente loi.

(3) Dépenses évaluatives.

(4) Compte figurant antérieurement parmi les comptes de recettes à classer.

(1) Compte créé par l'article 18 de la présente loi.

(2) Dépenses évaluatives.

(3) Tous ces comptes devant s'équilibrer, les prévisions de recettes sont égales à celles des dépenses.

(1) Compte ouvert en application des dispositions de l'article 10 de la présente loi et retraçant les opérations des anciens comptes « Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (accord franco-argentin du 3 décembre 1946) », « Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (application de l'avenant du 31 mars 1948 à l'accord franco-brésilien du 8 mars 1946) » et « Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (application de l'accord de payement franco-égyptien du 9 juin 1948) ».

(2) Compte créé par l'article 19 de la présente loi.

(3) Les soldes créditeurs ou débiteurs de ces comptes sont portés en fin d'année à un compte de résultat et ne sont pas repris en balance d'entrée.

(4) Compte créé par l'article 20 de la présente loi.

Subventions aux collectivités publiques et privées pour travaux d'équipement rural (loi n° 47-1501 du 14 avril 1947) (payements en titres d'annuités) (1), 1.730 millions de francs.

Finances:

Inondations d'octobre 1940 et d'avril 1942. — Financement des indemnités directement payées par le Crédit national (lois des 19 avril 1941 et 11 juin 1942), 308.500.000 F.

Acomptes de reconstitution de la Société nationale des chemins de fer français et prêt spécial destinés au remboursement au service des importations et des exportations du matériel importé pour le compte des chemins de fer (2), 11.607.781.121 F.

Contribution ou augmentation de la dotation des entreprises nationales (3), 15 milliards de francs.

Remboursement des prélèvements exercés sur les avoirs des spoliés (art. 44 à 51 de la loi du 16 juin 1948) (4), 2.200 millions de francs.

Travaux publics, transports et tourisme:

Subvention aux collectivités publiques et privées pour travaux d'équipement des ports (loi n° 48-1540 du 1er octobre 1948) (payements en titres d'annuité) (5), 600 millions de francs.

Investissements financiers (prêts et garanties).

Finances:

Prêts et garanties à des gouvernements, services ou ressortissants étrangers:

Garantie des emprunts autrichiens (lois des 31 décembre 1932 et 18 juil let1934), 243 millions de francs.

Garantie des emprunts émis par la compagnie franco-polonaise des chemins de fer (accord de Rambouillet), 9.404.000 F.

Garantie de l'emprunt grec 2,5 p. 100 or 1898, 4.100.000 F.

Garantie de l'emprunt 4,5 p. 100 émis par la Compagnie européenne du Danube, mémoire.

Garantie de l'emprunt du gouvernement tchécoslovaque 5 p. 100 1937-1942, mémoire.

Prêt au gouvernement polonais (loi du 10 septembre 1947) (6), mémoire.

Prêts et garanties à des collectivités et à des établissements publics ou à des services autonomes:

Augmentation de la dotation du fonds d'approvisionnement du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (7), 2.250 millions de francs.

Deuxième section (premier établissement) du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (1), 4.786.411.000 F.

Deuxième section (premier établissement) du budget annexe de la radiodiffusion française (7), 766.582.000 F.

Couverture du déficit d'exploitation du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (exercice clos) (7), 4.200 millions de francs.

Assurance-crédit (loi du 10 juillet 1928) (8), 400 millions de francs.

Prêts aux houillères nationales et non nationalisées, 1.650 millions de francs.

Caisses de crédit municipal (9), 350 millions de francs.

Département de la Seine et ville de Paris (Régie autonome des transports parisiens (10), 2.000 millions de francs.

Fonds de progrès social en Algérie, 2 millions 750.000 F.

(1) Compte créé par l'article 22 de la présente loi.

(2) Compte créé par l'article 23 de la présente loi.

(3) Compte créé par l'article 24 de la présente loi.

(4) Compte créé par l'article 26 de la présente loi.

(5) Compte créé par l'article 22 de la présente loi.

(6) Ancien compte: « Avances à des gouvernements ou services étrangers ». — 1° Gouvernement polonais (lois des 19 janvier 1937 et 10 septembre 1947) (partie).

(7) Ancien compte: « Avances aux budgets annexes » (partie).

(8) Ancien compte: « Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat » (17e).

(9) Compte créé par l'article 27 de la présente loi.

(10) Compte créé par l'article 28 de la présente loi.

Prêts et garanties à des organismes d'habitations à bon marché, de crédit immobilier ou de reconstruction, 21.999.999.000 F.

Prêts et garanties à des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales:

Prêts aux entreprises intéressant la reprise de l'activité économique, 100 millions de francs.

Prêts à moyen terme pour favoriser l'industrie artisanale, 120 millions de francs.

Prêts aux anciens prisonniers, déportés et réfugiés accordés par l'intermédiaire des banques populaires, en vue de la remise en activité d'entreprises (ordonnance du 5 octobre 1945, titre Ier), 150 millions de francs.

Prêts aux anciens prisonniers, déportés et réfugiés accordés par l'intermédiaire des banques populaires, en vue de l'installation d'entreprises (ordonnance du 5 octobre 1945, titre II), 150 millions de francs.

Garantie des avances consenties aux entreprises privées, industrielles et commerciales (ordonnance du 6 novembre 1944), 50 millions de francs.

Garantie des capitaux investis dans les entreprises privées en vue du financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays (loi du 23 mars 1941), 100 millions de francs.

Garanties consenties pour l'exportation de films français à l'étranger, 10 millions de francs.

Prêts artisanaux individuels consentis par l'intermédiaire de la chambre syndicale des banques populaires (art. 88 de la loi du 31 mars 1947), 300 millions de francs.

Prêts aux sociétés coopératives accordés par l'intermédiaire de la caisse centrale de crédit coopératif, 350 millions de francs.

Prêts au crédit maritime mutuel accordés par la caisse centrale de crédit coopératif (art. 27 de la loi du 21 mars 1948), 600 millions de francs.

Prêts par l'intermédiaire du Crédit hôtelier, commercial et industriel, aux industriels et commerçants victimes de calamités publiques (loi du 26 septembre 1948, art. 63), 500 millions de francs.

Prêts et garanties d'intérêt agricole ou rural:

Prêts agricoles à long terme (lois des 22 juillet 1932; 7 octobre 1946, art. 139; 23 décembre 1946, art. 83), 5.500 millions de francs.

Prêts pour faciliter la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes (loi du 2 août 1923), 1.800 millions de francs.

Prêts à des communes ou des syndicats de communes pour divers travaux d'équipement rural (décret du 17 juin 1938), 1.200 millions de francs.

Prêts pour l'amélioration du logement rural (loi du 15 mai 1941), 200 millions de francs.

Prêts d'installation aux jeunes agriculteurs consentis par l'intermédiaire du crédit agricole mutuel (loi du 24 mai 1946), 2 milliards de francs.

Prêts pour l'accession des prisonniers et déportés rapatriés à une exploitation agricole ou une entreprise artisanale rurale, consentis par l'intermédiaire du crédit agricole mutuel (ordonnance du 20 octobre 1945, titre III), 235 millions de francs.

Prêts pour l'installation et l'aménagement du foyer rural des prisonniers et déportés rapatriés, consentis par l'intermédiaire du crédit agricole mutuel (ordonnance du 20 octobre 1945, titre IV), 5 millions de francs.

Prêts consentis pour l'organisation ou l'assainissement du marché de la viande, 250 millions de francs.

Prêts à moyen terme aux viticulteurs victimes de sinistres non assurables (art. 63 de la loi du 21 mars 1948), 55 millions de francs.

Prêts aux agriculteurs victimes de calamités publiques (loi du 26 septembre 1948, art. 64), 600 millions de francs.

Prêts aux fonctionnaires de l'Etat pour l'acquisition de moyens de transport (1), 250 millions de francs.

Total, 90.380.777.121 F.

(1) Ancien compte « Avances à divers organismes, services ou particuliers » (16e). — Comptables et agents des administrations financières (partie).

2° *Compte de recettes.*

Recettes du fonds forestier national, 3 milliards de francs.

Versements du budget général en vue du financement des prêts:

A la deuxième section (premier établissement) du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, 4.786.411.000 F.

A la deuxième section (premier établissement) du budget annexe de la radiodiffusion française, 766.582.000 F.

Total, 8.552.993.000 F.

Etat E. — Comptes d'avances

Avances à des gouvernements ou services étrangers:

Gouvernement néerlandais (ordonnance des 5 décembre 1944 et 9 avril 1945): crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, 200 millions de francs.

Forces alliées (avances en numéraire pour le payement des dépenses) billets de banque, billets du Trésor: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Collectivités et établissements publics sarrois et régie des mines de la Sarre: crédits de dépenses, 3 milliards de francs; évaluation des recettes, 2.500 millions de francs.

Forces alliées (avances en numéraire pour le payement de dépenses effectuées à partir du 26 décembre 1945): crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Avances aux budgets annexes:

Imprimerie nationale: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, 200 millions de francs.

Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat:

Caisse nationale de crédit agricole: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, 9.500 millions de francs.

Caisse nationale des marchés de l'Etat: crédits de dépenses, 2 milliards de francs. évaluation des recettes, 600 millions de francs.

Office des biens et intérêts privés: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Office scientifique et technique des pêches maritimes: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Office national interprofessionnel des céréales: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, mémoire.

Office national d'immigration: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, 60 millions de francs.

Agence France-Presse: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, 203 millions de francs.

Manufacture nationale d'armes de Tulle: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, mémoire.

Régie autonome de la manufacture nationale de Saint-Etienne: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, mémoire.

Centre national d'information économique: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, mémoire.

Centre national de cinématographie: crédits de dépenses, 400 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Caisse centrale de la France d'outre-mer (2); crédits de dépenses, 10 milliards de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Avances aux collectivités locales:

Départements et communes (art. 70 de la loi du 31 mars 1932) (3); crédits de dépenses, 15.000 millions de francs; évaluation des recettes, 3.000 millions de francs.

(1) Crédits de dépenses compris dans le crédit de 15 milliards demandé au titre du compte « Avances aux collectivités locales, 1° Départements communes » (art. 70 de la loi du 31 mars 1932).

(2) Ligne créée par l'article 36 de la présente loi.

(3) Le crédit ouvert sous cette ligne concerne l'ensemble des avances allouées aux collectivités et établissements publics, en cas d'insuffisance momentanée de trésorerie, en vertu de l'article 70 de la loi du 31 mars 1932. Les avances d'un caractère particulier ou d'un montant élevé figurent sous des lignes spéciales de ce compte ou même d'autres comptes. Un regroupement sera opéré ultérieurement afin de rendre plus claire la présentation de ces opérations.

Départements et communes (payement des dépenses supplémentaires de personnel): crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, 200 millions de francs.

Départements et communes (art. 14 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946): crédits de dépenses, 100 millions de francs; évaluation des recettes, 100 millions de francs.

Département de la Seine: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, mémoire.

Ville de Paris: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, mémoire.

Départements et communes (art. 74 de la loi du 8 août 1947): crédits de dépenses, 600 millions de francs; évaluation des recettes, 300 millions de francs.

Chambres de commerce et régions économiques (loi n° 48-617 du 3 avril 1948): crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, 590 millions de francs.

Ville de Marseille: crédits de dépenses, 100 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Avances sur le produit des impositions revenant aux départements, communes, établissements et divers organismes: crédits de dépenses, 119.000 millions de francs; évaluation des recettes, 115.000 millions de francs.

Avances aux territoires et services d'outre-mer:

Service local des colonies: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Avances au fonds de stabilisation des changes: crédits de dépenses, 1.500 millions de francs; évaluation des recettes, 800 millions de francs.

Avances à la Société nationale des chemins de fer français:

Article 13 de la convention du 28 juin 1921 (fonds commun des grands réseaux de chemin de fer): crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Articles 24 et 25 de la convention du 31 août 1937 (avances sans intérêts): crédits de dépenses, 32.000 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Article 27 de la convention du 31 août 1937 (avance avec intérêts): crédits de dépenses, 32.000 millions de francs; évaluation des recettes, 32.000 millions de francs.

Convention du 8 janvier 1941: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte:

Sociétés nationales de constructions aéronautiques: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, 100 millions de francs.

Collectivités et établissements divers (remboursement d'emprunts contractés à l'étranger, décret du 28 août 1937, art. 120, loi du 16 avril 1949): crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Société Air-France: crédits de dépenses, 2.000 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Compagnie des câbles sud-américains: crédits de dépenses, 175 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Société professionnelle des papiers de presse: crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, 200 millions de francs.

Avances à des entreprises industrielles et commerciales:

Entreprises industrielles (décret-loi du 8 juillet 1940): crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Reprise industrielle et commerciale (lois des 20 juillet, 21 décembre 1940 et 14 octobre 1941): crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Employeurs: crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Séquestres gérés par l'administration des domaines: crédits de dépenses, 100 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Caisse de péréquation du sulfate de cuivre: crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, 110 millions de francs.

(1) Crédits de dépenses compris dans le crédit de 15 milliards demandé au titre du compte « Avances aux collectivités locales, 1° Départements et communes » (art. 70 de la loi du 31 mars 1932).

Avances à divers organismes, services ou particuliers:

Etablissements autorisés à faire des avances sur pensions: crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Caisses d'allocations familiales (loi du 15 juillet 1944): crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Caisses de solidarité des professions libérales: crédits de dépenses, 37 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Groupement des industriels de moteurs d'avion, à Aulnat: crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Secours national et Entr'aide française: crédits de dépenses, 100 millions de francs; évaluation des recettes, 230 millions de francs.

Services chargés de la recherche d'opérations illicites: crédits de dépenses, 26 millions de francs; évaluation des recettes, 26 millions de francs.

Allocations temporaires aux vieux (lois des 8 juillet et 4 septembre 1947): crédits de dépenses, 5.760 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Caisses de compensation des bonifications de salaires aux ouvriers belges et luxembourgeois: crédits de dépenses, 230 millions de francs; évaluation des recettes, 460 millions de francs.

Avances au Crédit national pour l'aide à la production cinématographique (1): crédits de dépenses, 850 millions de francs, évaluation des recettes, 500 millions de francs.

Avances affectées à des payements à l'étranger:

Banques étrangères diverses (service des emprunts français): crédits de dépenses, 1 milliard 750 millions de francs; évaluation des recettes, 1.750 millions de francs.

Banques diverses:

Service des emprunts extérieurs: crédits de dépenses, 781 millions de francs; évaluation des recettes, 777 millions de francs.

Règlement de dépenses par l'intermédiaire de services administratifs étrangers:

Provisions en dépôt: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Payements faits en provision restant à régulariser: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Totaux: crédits de dépenses, 227 milliards 599 millions de francs; évaluation des recettes, 169 milliards 406 millions de francs.

Etat F. — Avances renouvelées.

Avances à des gouvernements ou services étrangers.

Gouvernement néerlandais (ordonnance des 5 décembre 1944 et 9 avril 1945), 200 millions de francs.

Forces alliées (avances en numéraire pour le payement de dépenses) billets de banque, billets du Trésor, 13.281.069.322 F.

Avances aux budgets annexes:

Ecole centrale des arts et manufactures, 1 million de francs.

Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat:

Caisse nationale de crédit agricole, 1 milliard 500 millions de francs.

Office des biens et intérêts privés, 25 millions de francs.

Office scientifique et technique des pêches maritimes, 8.500.000 F.

Office national interprofessionnel des céréales, 6 milliards de francs.

Agence France-Presse, 73 millions de francs.

Manufacture nationale d'armes de Tulle, 65 millions de francs.

Régie autonome de la manufacture nationale de Saint-Etienne, 87.498.354 F.

Avances aux collectivités locales:

Départements et communes (art. 70 de la loi du 31 mars 1932), 300 millions de francs.

Départements et communes (payement des dépenses supplémentaires de personnel), 338 millions de francs.

(1) Ancien compte. — Prêts et garanties à des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales: 1° Prêts aux entreprises intéressant la reprise de l'activité économique.

Département de la Seine, 5.062 millions de francs.

Ville de Paris, 4.313 millions de francs.

Avances aux territoires et services d'outre-mer:

Service local des colonies, 175 millions de francs.

Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte:

Sociétés nationales de constructions aéronautiques, 613 millions de francs.

Société Air France, 6.810 millions de francs.

Avances à des entreprises industrielles ou commerciales:

Séquestres gérés par l'administration des domaines, 352.883.375 F.

Avances à divers organismes, services ou particuliers:

Groupement des industriels de moteurs d'avions à Aulnat, 4.182.476 F.

Secours national et Entr'aide française, 1.319.713.960 F.

Total, 40.528.847.487 F.

Etat G. — Avances consolidées

Avances à des gouvernements et services étrangers:

Gouvernement polonais (lois des 19 janvier 1937 et 10 septembre 1947), 835 millions de francs.

Gouvernement tchécoslovaque, 847 millions de francs.

Compagnie franco-polonaise des chemins de fer, 1.300 millions de francs.

Société anonyme libanaise « Les lettres françaises », 2.500.000 F.

Avances aux budgets annexes:

Postes, télégraphes et téléphones:

a) Couverture des déficits d'exploitation, 9.400 millions de francs.

b) Couverture des dépenses d'établissement, 14.200 millions de francs.

c) Dotation du fonds d'approvisionnement, 962 millions de francs.

Radiodiffusion française. — Couverture des dépenses d'établissement, 2.420 millions de francs.

Budget annexe de l'armement (constructions et armes navales), 1 milliard de francs.

Poudres, 1.145.637.470 F.

Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat:

Office nationale de la navigation, 915 millions de francs.

Réseau Méditerranée-Niger, 1.442 millions de francs.

Caisse de compensation des combustibles, 200 millions de francs.

Union générale des israélites de France, 45 millions de francs.

Assurance crédit (loi du 10 juillet 1928), 1.950 millions de francs.

Fonds de crédit maritime mutuel (art. 123 de la loi du 7 octobre 1946), 50 millions de francs.

Avances aux collectivités locales:

Départements et communes (art. 70 de la loi du 31 mars 1932) (1), 300 millions de francs.

Départements, communes et autres collectivités (instruction du 20 août 1940), 23 millions de francs.

Prêts aux collectivités locales (art. 2 *bis* de la loi du 22 octobre 1940, modifié par la loi du 28 août 1941), 10.500.000 F.

Département de la Seine (exécution du programme de grands travaux), 4.902.815.000 F.

Département de Seine-et-Oise (exécution du programme de grands travaux, 75.670.000 F.

Département des Bouches-du-Rhône (exécution du programme de grands travaux à exécuter à Marseille), 524.187.000 F.

Comité des transports parisiens, 400.000 F.

Avances aux territoires et services d'outre-mer:

Territoires d'outre-mer:

b) Avances remboursables sur le produit d'emprunt, 7.850.050.000 F.

c) Autres avances, 391 millions de francs.

Chemins de fer et port de la Réunion, 20 millions de francs.

(1) Consolidation des avances accordées aux caisses de crédit municipal.

Compte spécial de l'office de la marine marchande en Afrique, 165 millions de francs.

Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte:

Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais, 2 milliards de francs.

Compagnie des câbles sud-américains, 176.920.480 F.

Avances à des entreprises industrielles ou commerciales:

Entreprises titulaires de marchés intéressant la défense nationale, 5.879.361 F.

Avances à divers organismes, services ou particuliers:

Caisses de solidarité des professions libérales, 240 millions de francs.

Caisse de garantie pour assurances contre les risques de guerre des betteraves, sucres et alcools, 1.500 millions de francs.

Organismes de secours des prisonniers de guerre, 882.000 F.

Comptables et agents des administrations financières (partie: prêts aux fonctionnaires de l'Etat pour l'acquisition de moyens de transport), 200 millions de francs.

Total, 55.100.441.311 F.

Etat H. — COMPTES CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1948

Affaires allemandes et autrichiennes:

Service des transports automobiles français dans les zones françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche.

Services financiers dont les dépenses sont payables après mandatement:

Services des transports automobiles français dans les zones françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche.

Affaires économiques:

Opérations effectuées en application de la loi validée du 15 septembre 1943 portant création d'une taxe d'encouragement à la production textile.

Anciens combattants et victimes de guerre:

Meubles meublants, objets ménagers et vêtements destinés aux sinistrés.

Solde et hébergement des ressortissants étrangers en France.

Finances:

Prêts et garanties à des collectivités et à des établissements publics ou à des services autonomes.

Prêts avec intérêts à l'Algérie et au Maroc. Financement des travaux d'aménagement de la houillère de Kenadza et construction des chemins de fer de Bou-Arfa-Kenadza.

Prêts à l'office du Niger (loi du 19 mai 1941).

Prêts aux collectivités et établissements pour travaux de circonstance (ordonnance du 1er mai 1945).

Prêts et garanties à des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales:

Prêts consentis par l'intermédiaire du crédit hôtelier, commercial et industriel en vue d'améliorer l'équipement des entreprises (art. 87 de la loi n° 47-250 du 21 mars 1947).

Prêts à moyen terme aux petits industriels et commerçants par l'intermédiaire de la Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel (décret du 24 mai 1938).

Prêts aux industriels, commerçants et artisans alsaciens et lorrains consentis par l'intermédiaire du Crédit national et de la Caisse centrale de crédit hôtelier, industriel et commercial (ordonnance du 11 juillet 1945).

Prêts au Crédit national pour les opérations de crédits à moyen terme (convention du 10 décembre 1937 et du 11 février 1941).

Prêts pour travaux de réparation des bateaux de navigation intérieure endommagés par faits de guerre.

Prêts pour la reconstitution des entreprises de pêche accordés par l'intermédiaire du fonds de crédit maritime mutuel (loi du 4 mai 1946).

Avances pour couverture des déficits provenant d'opérations exceptionnelles de production, d'importation et de récupération portant sur des métaux ou des substances minérales.

Prêts et garanties d'intérêt agricole et rural:

Prêts agricoles à moyen terme (loi du 22 juillet 1932).

Prêts pour la mise en culture des terres incultes (loi du 19 février 1942).

Prêts pour la reprise de l'activité agricole consentis par l'intermédiaire du crédit agricole mutuel (ordonnance du 17 octobre 1944).

Compte de dépenses, comptes de recettes. — Achat de matériel pour réparation de réseaux de distribution d'eau des communes bombardées.

Service financier de la propagande et de la publicité.

Garantie des opérations d'émission de la banque de Syrie et du Liban (ordonnance du 25 juillet 1945 et loi du 21 août 1947).

Fonds reçus en monnaie d'occupation libellés en livres sterling.

Fonds reçus en monnaie d'occupation libellés en dollars.

Souscription de la France au capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Souscription de la France au fonds monétaire international.

Avances à des gouvernements ou services étrangers:

Gouvernement yougoslave (ordonnance du 13 décembre 1944).

Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat:

Office général d'assurances à Strasbourg.

Société nationale de vente des surplus.

Avances aux collectivités locales:

Communes et établissements publics communaux (décret du 26 septembre 1939).

Ville de Bastia (travaux de reconstruction).

Chambre de commerce (Haut-Rhin).

Avances aux services et territoires d'outre-mer:

Service des opérations de change de l'Afrique du Nord.

Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte:

Entreprises concessionnaires de services publics.

Avances à des entreprises industrielles et commerciales:

Caisse de péréquation du soufre.

Avances à divers organismes, services ou particuliers:

Bureau international des poids et mesures.

Caisses des congés payés du bâtiment (Haut-Rhin).

Caisse de refuge d'enfants (Haut-Rhin).

Ecole supérieure de filature (Haut-Rhin).

Avances affectées à des payements à l'étranger.

Banques diverses:

A. — « Règlement des dépenses à l'étranger. »

Haut commissariat de la République française en Syrie et au Liban et délégation générale de France au Levant.

Compagnie générale transatlantique. Constitution d'un fonds de roulement aux Etats-Unis.

Forces armées (guerre):

Renouvellement des approvisionnements en effet d'habillement, de couchage et d'ameublement des troupes métropolitaines.

Industrie et commerce:

Compte d'emploi de diverses ressources affectées à des dépenses spéciales:

Subdivision: pénalités pour excédents de consommation d'électricité et de gaz (arrêté du 8 juin 1945).

Participation française au contrôle et à l'exploitation des mines de charbon des territoires occupés par les armées alliées.

Marine marchande:

Comité provisoire de contrôle et d'exploitation des compagnies de navigation subventionnées. Exploitation des lignes maritimes contractuelles et d'intérêt général.

Santé publique et population:

Prêts et garanties à des collectivités et à des établissements publics ou à des services autonomes.

Prêts aux hôpitaux et établissements d'assistance pour acquisition de matériel hospitalier d'origine américaine.

Etat I. — COMPTES CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1949

Agriculture:

Couverture des besoins complémentaires en bois et produits forestiers.

Affaires économiques:

Opérations commerciales du service des importations et des exportations.

Finances:

Compte de dépenses, compte de recettes. — Liquidation des dépenses d'occupation (1).

Dépenses provenant de l'apurement de débets résultant de faits de guerre (1).

Compte de dépenses, compte de recettes. — Opérations pour le compte des possessions d'outre-mer privées de relations avec la métropole (1).

Compte de dépenses, compte de recettes. — Dépenses des organisations civiles et militaire de la résistance (1).

Compte de dépenses, compte de recettes. — Liquidation des organismes professionnels (art. 169 de la loi du 7 octobre 1946) (1).

Acquisition de droits dans des sociétés minières (1).

Reprise au gouvernement général de l'Algérie de rentes et valeurs du Trésor reçues en payement du prélèvement institué en Algérie sur le patrimoine des sociétés.

Opérations de reconstruction; constructions et travaux payés directement par l'Etat.

Acquisition et rétrocession des éléments essentiels du capital d'exploitation des agriculteurs éprouvés par les événements de guerre (ordonnance n° 45-873 du 24 avril 1945).

Compte d'emploi de diverses ressources affectées au personnel des administrations financières.

Service financier des poursuites et du contentieux.

Compte d'emploi des condamnations et amendes pécuniaires.

Liquidation des avoirs italiens en Tunisie.

Opérations de recettes et de dépenses afférentes aux fournitures de matériel, équipements et services faits par le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (art. 5 de l'accord financier du 27 mars 1945).

Aide aux forces alliées.

Opérations de recettes et de dépenses résultant de l'exécution de l'accord comportant règlement en matière de prêt-bail, d'aide réciproque, de surplus militaires et de créances de guerre (accord franco-américain du 28 mai 1946).

Bénéfice de l'échange des billets de banque (ordonnance du 30 mai 1945).

Reprise des bénéfices et indemnisation des pertes résultant de la modification des taux de change dans la zone franc.

Opérations consécutives à l'introduction du franc en Sarre.

Bénéfice de l'échange des billets de 5.000 F (loi du 30 janvier 1948).

Commerce extérieur, importation (2).

Commerce extérieur, exportation (2).

Forces armées (guerre):

Compte spécial de règlement des achats effectués par l'armée britannique en France.

Industrie et commerce:

Opérations du groupement d'achat des carburants, combustibles, lubrifiants et dérivés (loi du 31 octobre 1948).

Marine marchande:

Transports maritimes. Exploitation de navires.

Etat J. — *Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts par l'article 38 de la présente loi.*

Affaires étrangères.

II. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 620. — Frais de fonctionnement d'organes liquidateurs, 2.680.000 F.

Agriculture.

4e partie. — Personnel.

Chap. 175. — Personnel chargé de la liquidation du compte spécial « Opérations de recettes et de dépenses résultant de l'applica-

(1) Compte clos le 31 décembre 1948 en application de l'article 39 de la loi n° 48 24 du 6 janvier 1948; clôture reportée au 31 décembre 1949 (art. 11 de la présente loi).

(2) Compte clos le 31 décembre 1948 en application de l'article 39 de la loi n° 48 24 du 6 janvier 1948; clôture reportée au 31 décembre 1949 (art. 11 de la présente loi).

tion de l'ordonnance du 4 octobre 1944 (reprise normale des cultures sur certains territoires) ». — Traitements et indemnités, 10.100.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 363. — Dépenses entraînées par la liquidation du compte spécial « Opérations de recettes et de dépenses résultant de l'application de l'ordonnance du 4 octobre 1944 (reprise normale des cultures sur certains territoires) », 37 millions de francs.
Total, 47.100.000 F.

Finances et affaires économiques.

I. — FINANCES

1re partie. — Dette publique.

Chap. 029. — Remboursement par annuités des payements effectués au titre des lois des 11 juillet 1923 et 7 juillet 1934, 1.100.000 F.

4e partie. — Personnel.

Chap. 104. — Personnel du service de presse et de publicité. — Traitements et indemnités, 15 millions de francs.
Chap. 108. — Personnel temporaire du bureau de liquidation des opérations d'assurances des stocks de marchandises contre les risques terrestres de guerre et des opérations prévues par la loi du 13 août 1940. — Traitements et indemnités, 5 millions de francs.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 605. — Règlement de la part incombant à l'Etat dans des opérations d'assurances des risques de guerre en liquidation, 275 millions de francs.
Chap. 606. — Dépenses résultant de l'application de la loi du 13 août 1940 et des lois subséquentes, mémoire.
Chap. 607. — Dépenses résultant de la liquidation de l'office des assurances privées, mémoire

II. — AFFAIRES ÉCONOMIQUES

7e partie. — Subventions.

Chap. 505. — Opérations de liquidation de la section française à l'exposition internationale de New-York 1939, 1 million de francs.
Total, 297.100.000 F.

France d'outre-mer.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 605. — Dépenses d'apurement des comptes spéciaux définitivement clos, 178 millions 800.000 F.

Industrie et commerce.

4e partie. — Personnel.

Chap. 134. — Rémunération du personnel chargé des opérations du contingentement de l'électricité, 1.254.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 328. — Liquidation des opérations effectuées au titre de la participation française à l'exploitation des mines de la Sarre, 155 millions de francs.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 603. — Règlement des litiges afférents aux opérations retracées précédemment dans différents comptes spéciaux, 60 millions de francs.
Total, 216.254.000 F.

Marine marchande.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 608. — Liquidation des cargaisons déroutées ou arrêtées à l'étranger, 50 millions de francs.

Présidence du conseil.

VII. — HAUT COMMISSARIAT AU RAVITAILLEMENT

4e partie. — Personnel.

Chap. 114. — Liquidation des comptes spéciaux. — Traitements, salaires et indemnités, 21.996.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 308. — Liquidation des comptes spéciaux. — Matériel et frais de fonctionnement, 3.200.000 F.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 608. — Liquidation des comptes spéciaux. — Dépenses diverses, 1.541.978.000 F.
Total, 1.567.174.000 F.

Reconstruction et urbanisme.

4e partie. — Personnel.

Chap. 113. — Liquidation du service des constructions provisoires. — Dépenses de personnel, 17.291.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap 302 — Matériel, 1.100.000 F.
Chap. 306. — Frais de correspondance télégraphique et téléphonique, 300.000 F.
Chap. 307. — Loyer et indemnités de réquisition, 40.000 F.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 601. — Honoraires d'avoués, d'avocats et frais judiciaires, 200.000 F.
Chap. 614. — Liquidation du service des constructions provisoires. — Règlement des conventions de dépôt et des marchés non soldés au 31 décembre 1948, 400 millions de francs.
Total, 418.931.000 F.

Santé publique et population.

4e partie. — Personnel.

Chap. 145. — Salaire du personnel contractuel du service des surplus, 1.148.000 F.

RÉCAPITULATION

Affaires étrangères, 2.680.000 F.
Agriculture, 47.100.000 F.
Finances et affaires économiques, 297 millions 100.000 F.
France d'outre-mer, 178.880.000 F.
Industrie et commerce, 216.254.000 F.
Marine marchande, 50 millions de francs.
Ravitaillement, 1.567.174.000 F.
Reconstruction et urbanisme, 418.931.000 F.
Santé publique et population, 1.148.000 F.
Total, 2.779.270.000 F.

Etat K. — *Tableau par service et par chapitre des crédits ouverts par l'article 40 de la présente loi.*

Agriculture.

4e partie. — Personnel.

Chap. 176. — Personnel du compte spécial « Opérations de reconstruction: constructions et travaux payés directement par l'Etat ». — Subdivision 4 « Acquisition et rétrocession des éléments essentiels du capital d'exploitation des agriculteurs éprouvés par les événements de guerre » (ordonnance n° 45-875 du 24 avril 1945), 7 millions de francs.
Chap. 177. — Personnel du compte spécial « Couverture des besoins complémentaires en bois et produits forestiers ». — Personnel de bureau et de maîtrise, 28.685.000 F.
Total, 35.685.000 F.

Education nationale.

4e partie. — Personnel.

Chap. 105. — Personnel du compte spécial « Achat et cession des matériels des établissements relevant de l'éducation nationale ». — Traitements et indemnités, 78 millions de francs.

Finances et affaires économiques.

I. — FINANCES

4e partie. — Personnel.

Chap. 109. — Traitements du personnel du service des assurances contre les risques maritimes de guerre, 14.197.000 F.
Chap. 110. — Indemnités du personnel temporaire du service des assurances contre les risques maritimes de guerre, 2.540.000 F.
Chap. 115. — Personnel contractuel du service des importations et des exportations à la charge du compte spécial. — Traitements et indemnités (1), 32.650.000 F.
Chap. 116. — Personnel des comptes spéciaux « Commerce extérieur. — Importations » et « Commerce extérieur. — Exportations ». — Indemnités, 414.000 F.
Chap. 117. — Personnel du compte spécial « Aide aux forces alliées ». — Traitements et indemnités, 110.668.000 F.
Chap. 148. — Personnel du secrétariat général à la loterie nationale. — Traitements et indemnités, 58.790.000 F.
Chap. 149. — Personnel du compte spécial « Liquidation des dépenses d'occupation ». — Traitements et indemnités, 10.073.000 F.
Chap 158. — Traitements des agents contractuels de l'administration de l'enregistrement, 4.788.000 F.
Chap. 160. — Frais d'auxiliaires de l'administration de l'enregistrement, 17.230.000 F.
Total, 251.350.000 F.

Présidence du conseil.

VII. — HAUT COMMISSARIAT AU RAVITAILLEMENT

Chap. 115. — Personnel du compte spécial « Approvisionnement en denrées et produits alimentaires », 191.965.000 F.

RÉCAPITULATION

Agriculture, 35.685.000 F.
Education nationale, 78 millions de francs.
Finances et affaires économiques, 251 millions 350.000 F.
Ravitaillement, 191.965.000 F.
Total, 560 millions de francs.

ANNEXE N° 140

(Session de 1949. — Séance du 22 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), sur la proposition de résolution de MM. Cornu, Henri Cordier et Jézéquel, tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans le moindre délai possible, un projet de loi portant ouverture de **crédits** en vue de venir en **aide aux victimes** des derniers **ouragans** qui ont provoqué d'importants dégâts dans certains départements, et notamment dans les **Côtes-du-Nord,** par M. Cornu, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, des tempêtes d'une rare violence se sont abattues les 30 et 31 décembre dernier sur la région bretonne, et notamment sur la partie Sud du département des Côtes-du-Nord, causant de très importants dégâts, tant à des propriétés privées qu'à des ouvrages publics.

(1) Effectifs réduits des 2/5 par rapport aux effectifs de 1948.
(2) Voir le n°: Conseil de la République, 40 (année 1949).

Ce désastre rentre bien dans le cadre des calamités exceptionnelles pour lesquelles le pays est traditionnellement appelé à remplir son devoir de solidarité envers les provinces sinistrées.

L'administration préfectorale procède actuellement à l'instruction des requêtes formulées par la population et les maires, conformément aux directives de la circulaire n° 296 de M. le ministre de l'intérieur, en date du 26 juin 1948, en vue de fixer le montant des dégâts occasionnés.

Des milliers de pommiers ont été déracinés et de très nombreuses toitures arrachées.

L'aide apportée sera d'autant plus efficace qu'elle interviendra rapidement, et la proposition de résolution présentée par les sénateurs du département des Côtes-du-Nord a pour but essentiel d'inviter le Gouvernement à déposer, dans le moindre délai possible, un projet de loi portant ouverture de crédits destinés à la réparation des dégâts causés aux particuliers et aux collectivités publiques.

En conséquence, votre commission de l'intérieur, unanime, vous demande d'adopter sans la modifier cette proposition de résolution:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer, dans le moindre délai possible, un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes des derniers ouragans qui ont provoqué d'importants dégâts dans certains départements, et notamment dans les Côtes-du-Nord.

ANNEXE N° 141

(Session de 1949. — Séance du 22 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la **nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi** ou sous son contrôle et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les **dommages de guerre**, par M. Jean-Marie Grenier, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 23 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 22 février 1949, page 276, 1re colonne.)

ANNEXE N° 142

(Session de 1949. — Séance du 22 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables en **Afrique occidentale française** et au **Togo** les lois des 9 juillet 1934 et 2 avril 1946 portant modification aux **articles 187 et 193 du code d'instruction criminelle**, par M. Durand-Reville, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, la promulgation généralisée du code pénal métropolitain dans nos territoires d'outre-mer, dont on ne saurait qu'approuver le principe, n'a pas manqué de provoquer dans son application un certain nombre de difficultés dans les territoires de l'Union française.

Au surplus, si ce code a été promulgué dans son ensemble, la hâte que l'on a mise à le faire n'a pas permis au Gouvernement de promulguer en temps utile un certain nombre de textes législatifs ayant modifié le code pénal de la métropole, et ayant en particulier assorti les dispositions de certains de ces articles aux modifications de la procédure ou de la valeur des choses.

Le Gouvernement et les parlementaires sont constamment saisis par des autorités judiciaires des territoires d'outre-mer, de demandes tendant à réparer ces oublis.

J'ai eu l'honneur, moi-même, de déposer sur le bureau du Conseil de la République une proposition de résolution dont la commission souhaite la discussion d'urgence et tendant à demander au Gouvernement de promulguer un certain nombre de textes qui font à l'heure actuelle défaut à la magistrature coloniale pour lui permettre d'appliquer avec pertinence le code pénal.

C'est également le cas en ce qui a trait au projet de loi soumis aujourd'hui à l'approbation du Conseil, après qu'il ait été voté par l'Assemblée nationale.

On notera, en effet, que si la loi du 9 juillet 1934, modifiant et complétant les articles 187 et 193 du code d'instruction criminelle, a été étendue à l'Afrique occidentale française et au Togo, par le décret validé n° 2376 du 2 juin 1941, il n'en a pas été de même de la loi du 2 avril 1946 qui a modifié le paragraphe 3 de l'article 193 de ce code.

Par un paradoxe regrettable, les lois susvisées des 9 juillet 1934 et 2 avril 1946, si elles ont été rendues applicables respectivement à l'Afrique équatoriale française et aux autres territoires par les décrets n° 47-1616 du 25 août 1947 et n° 47-2210 du 19 novembre 1947, ne l'ont pas encore été à l'Afrique occidentale française et au Togo.

On ne peut que se montrer satisfait de voir la législation en cette matière uniformisée et de voir aujourd'hui appliquer les nouveaux articles 187 et 193 du code d'instruction criminelle, ce qui permettra aux cours et aux tribunaux de l'Afrique occidentale française et du Togo, comme dans les autres territoires de l'Union française, de décerner des mandats de dépôt ou d'arrêt contre les prévenus non détenus ou en fuite.

La commission de la France d'outre-mer du Conseil de la République, en vous invitant à approuver le projet de loi aujourd'hui soumis à votre avis, ne peut que souhaiter que les services qualifiés du département soumettent au parlement, dans les délais les plus brefs, un texte d'ensemble rendant applicables à tous les territoires de l'Union française dans lesquels ils n'auraient pas été promulgués, les textes de cette nature qui ne seraient pas contradictoires avec les conditions locales d'administration de la justice, ce qui ne manquera pas de favoriser une saine distribution de celle-ci dans les territoires d'outre-mer.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont déclarées applicables en Afrique occidentale française et au Togo les lois des 9 juillet 1934 et 2 avril 1946 portant modification des articles 187 et 193 du code d'instruction criminelle.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment le décret validé du 2 juin 1941 modifiant et complétant, en ce qui concerne l'Afrique occidentale française et le Togo, les articles 187 et 193 du code d'instruction criminelle.

ANNEXE N° 143

(Session de 1949. — Séance du 22 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les **dommages de guerre**, par M. Jean-Marie Grenier, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 23 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 22 février 1949, page 282, 1re colonne.)

ANNEXE N° 144

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, avec demande de discussion d'urgence, reportant la date des **élections** aux **conseils généraux** dans les **départements d'outre-mer**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de l'intérieur: administration générale, départementale et communale, Algérie.)

Paris, le 22 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 22 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi reportant la date des élections aux conseils généraux dans les départements d'outre-mer.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le renouvellement des conseils généraux qui, conformément aux dispositions de la loi n° 48-1480 du 25 septembre 1948, devait avoir lieu en mars 1949, se fera, pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, avant fin octobre 1949. Exceptionnellement, ce renouvellement sera général.

Art. 2. — Les renouvellements ultérieurs auront lieu aux mêmes date que dans la métropole et conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1871.

Art. 3. — Un projet de loi comportant sectionnement des quatre départements en cantons élisant les conseillers généraux, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1871, sera déposé dans les deux mois de la promulgation de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 145

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de résolution de MM. Bertaud, le général Corniglion-Molinier, Jacques Debû-Bridel, Mme Devaud, MM. Pierre de Gaulle, Jacques-Destrée, Bernard Lafay et Henry Torrès, tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la **suppression** de l'**article 14** de la **loi** n° 47-1733 **du 5 septembre 1947** et le **renouvellement** du **conseil général** de la **Seine** en même temps que les autres conseils généraux de province, par M. Vanrullen, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution qui nous est soumise par M. Bertaud et plusieurs de ses collègues tend à provoquer, en mars 1949, le renouvellement du conseil général de la Seine, prévu pour 1953 par la loi du 5 septembre 1947.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 2686, 3220, 5165, 5251, 5385, 5925 et in-8° 1491; Conseil de la République, II-129 (année 1948), 95 et 135 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 4931, 5662 et in-8° 1439; Conseil de la République: II-71 (année 1948).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3200, 3264, 5695 et in-8° 1485; Conseil de la République: 41, II-116 (année 1948), 105 et 136 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6365 et in-8° 1600.

(2) Voir le no: Conseil de la République, 81 (année 1949).

La raison invoquée pour justifier cette proposition de résolution est que les élections du conseil général de la Seine en 1945 n'avaient qu'un caractère provisoire et qu'il y a lieu de revenir à un régime normal.

Il importe tout d'abord de préciser qu'en matière d'élections au conseil général le département de la Seine possède un régime différent de celui de l'ensemble des départements. En effet, l'assemblée départementale comprend d'une part les quatre-vingt-dix conseillers municipaux de Paris, qui sont de droit conseillers généraux de la Seine; d'autre part, soixante conseillers généraux élus par les cantons suburbains de la Seine.

Il est de tradition de renouveler intégralement le conseil général de la Seine, alors qu'en vertu de la Constitution de 1875 les conseils généraux de province sont renouvelables par moitié.

D'autre part, du fait de la présence au sein de l'assemblée départementale des conseillers municipaux de Paris et, pour assurer le renouvellement intégral, les élections au conseil général dans les cantons suburbains ont toujours été fixées deux semaines après les élections au conseil municipal de Paris.

Par suite, ces élections, dès avant la guerre, n'avaient pas lieu en même temps que le renouvellement des conseils généraux de province mais dans le mois de renouvellement des conseils municipaux.

Il semble qu'il y ait lieu de maintenir cette tradition, le nombre des délégués de Paris et de banlieue ne permettant pas un renouvellement par moitié pour les assemblées départementales.

Par ailleurs, les auteurs de la proposition font état du caractère provisoire des élections de 1945, caractère affirmé par l'ordonnance n° 45-478 du 24 mars 1945, précisée par le décret n° 45-299 du 27 mars 1945.

Or, ce décret du 27 mars, portant fixation de la date de convocation des collèges électoraux, fut rapporté purement et simplement par un décret du 11 mai 1945. C'est une ordonnance du 20 août 1945 qui a ensuite décidé de procéder, en septembre de la même année, au renouvellement intégral des conseils généraux et il y a lieu de noter que, si l'ordonnance du 2 février et le décret de convocation du 12 mars précisaient bien qu'il s'agissait d'élire des conseillers provisoires, par contre, le terme « provisoire » ne figure à aucun endroit dans le nouveau texte.

Du reste, le fait qu'il s'agissait, cette fois, d'un renouvellement intégral indique bien le caractère définitif de la nouvelle assemblée, tandis que les textes précédents ne prévoyaient que des renouvellements partiels dans les cantons où l'établissement de la liste électorale aurait été terminé.

Il avait été procédé, entre juin et août 1945, à une revision exceptionnelle de la liste électorale permettant d'inscrire les prisonniers, déportés, réfugiés, etc., ce qui conférait bien un caractère définitif à l'élection.

On peut donc affirmer que les conseillers généraux de banlieue élus le 23 septembre 1945 l'étaient à titre définitif. Depuis cette époque cela n'a jamais été contesté et les textes récents n'ont fait que le confirmer. En particulier, lors de la discussion de la loi n° 47-1733 du 5 septembre 1947 devant l'Assemblée nationale, puis devant le Conseil de la République, aucune protestation n'a été émise à ce sujet. Seul, M. Marrane, parlant au nom du groupe communiste, s'est alors élevé contre l'adoption de l'article 14 prorogeant jusqu'en 1953 le mandat des conseillers généraux de la Seine, élus le 23 septembre 1945; mais il le faisait pour d'autres raisons que celles invoquées par les auteurs de la proposition de résolution en discussion.

On peut encore observer que s'il paraît normal dans certains cas de proroger le mandat des élus en exercice, par contre il n'est pas d'exemple, sauf en période d'hostilités, de cas où la durée du mandat ait été réduite.

Sans doute y a-t-il lieu pour revenir à un régime normal et conforme à la tradition d'avant guerre de prévoir le renouvellement à peu près simultané du conseil municipal de Paris et du conseil général pour la banlieue, mais c'est précisément le but visé par l'article 14 de la loi du 5 septembre 1947.

Pour atteindre ce but, il a été prévu une dérogation à la durée normale du mandat des conseillers élus en 1945. Si nous suivions les auteurs de la proposition de résolution, à cette dérogation unique et parfaitement justifiée, nous substituerions deux dérogations:

1° La réduction de la durée du mandat des conseillers généraux élus en 1945;

2° L'élection pour une durée de trois ans, au lieu de six ans, des nouveaux conseillers généraux de la banlieue parisienne.

Ceci fait suffisamment ressortir le caractère anormal de la proposition de résolution qui nous est soumise et c'est pourquoi, au nom de la majorité de votre commission de l'intérieur, je vous demande de ne pas l'adopter.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à provoquer l'abrogation de l'article 14 de la loi n° 47-1733 du 5 septembre 1947 prorogeant les pouvoirs des conseillers généraux de la Seine, et à prévoir, en 1949, des élections pour le conseil général de la Seine en même temps que le renouvellement de la première série sortante des conseillers généraux de province.

ANNEXE N° 146

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réglementation de la **propagande électorale** pour les **élections cantonales,** par M. Léo Hamon, au nom de M. de La Gontrie, sénateurs (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 26 février 1949 (compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 25 février 1949, p. 382, 1re colonne).

ANNEXE N° 147

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'**article 124** du **code des pensions militaires** d'invalidité et des victimes de la guerre, relatif aux anciens militaires internés pour **aliénation mentale,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des pensions [pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression].)

Paris, le 22 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi modifiant l'article 124 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, relatif aux anciens militaires internés pour aliénation mentale.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — L'article 124 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, annexé au décret du 20 octobre 1947, est complété par l'alinéa suivant:

« Lorsque les arrérages de la pension allouée à l'interné dont l'aliénation est la conséquence des troubles psychiques ayant ouvert droit à pension se trouvent insuffisants pour permettre à l'administrateur des biens de l'aliéné ou à son tuteur d'effectuer ledit versement, le complément est à la charge de l'Etat ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6289, 6469 et in-8° 1591; Conseil de la République: 137 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5592, 5989, 6267 et in-8° 1571.

ANNEXE N° 148

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, approuvant les **comptes définitifs** des recettes et des dépenses du **budget** local du **Togo.** — Exercices **1945 et 1946,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 22 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi approuvant les comptes définitifs des recettes et des dépenses du budget local du Togo. — Exercices 1945 et 1946.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Est approuvé le compte définitif du budget local du Togo, exercice 1945, arrêté en recettes à la somme de 141.041.673,80 F et en dépenses à la somme de 140.816.807,60 F, soit un excédent de recettes sur les dépenses de 224.866,20 F, qui a été versé à la caisse de réserve du territoire.

Art. 2. — Est approuvé le compte définitif du budget local du Togo, exercice 1946, arrêté en recettes à la somme de 224.031.379,20 F et en dépenses à la somme de 206.664.825,80 F, soit un excédent de recettes sur les dépenses de 17.366.553,40 F, qui a été versé à la caisse de réserve du territoire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 149

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du **compte définitif** des recettes et dépenses du **budget** local de la **Réunion (exercice 1946),** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 22 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi por-

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 5565, 6286 et in-8° 1575.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6136, 6285 et in-8° 1574.

tant approbation du compte définitif des recettes et dépenses du budget local de la Réunion (exercice 1946).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Est approuvé le compte définitif du budget local de la Réunion, exercice 1946, arrêté en recettes à la somme de 511.010.067,60 F et en dépenses à la somme de 440.279.138,30 F, soit un excédent des recettes sur les dépenses de 70.730.929,30 F, dont une partie (59.250.000 F) a été versée au budget local de l'exercice 1947 et le reliquat (11.480.929,30 F) à la caisse de réserve du territoire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 150

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de **crédits** au **budget de la France d'outre-mer (cyclone de la Nouvelle-Calédonie),** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 22 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la France d'outre-mer (cyclone de la Nouvelle-Calédonie).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre de la France d'outre-mer, sur l'exercice 1949, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 95 millions de francs et applicables aux chapitres ci-après du budget de son département:

Chap. 515 (nouveau). — Secours d'urgence aux victimes des cyclones de la Nouvelle-Calédonie, 25 millions de francs.

Chap. 516 (nouveau). — Participation aux dépenses de remise en état des installations des services publics de la Nouvelle-Calédonie, 70 millions de francs.

Total, 95 millions de francs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5564, 6284 et in-8° 1573.

ANNEXE N° 151

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant approbation du **compte définitif** des recettes et des dépenses du **budget annexe** du **chemin de fer** et du **wharf** du **Togo (exercice 1946),** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 22 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant approbation du compte définitif des recettes et des dépenses du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1946).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Est approuvé le compte définitif du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1946, arrêté en recettes à la somme de soixante-douze millions deux cent dix mille huit cent quarante-deux francs trente centimes (72 millions 210.842,30 F) et en dépenses à la somme de soixante-dix millions sept cent un mille cent cinquante-sept francs quatre-vingts centimes (70.701.157,80 F), soit un excédent des recettes sur les dépenses de un million cinq cent neuf mille six cent quatre-vingt-quatre francs cinquante centimes (1.509.684,50 F) qui a été versé au fonds de renouvellement du chemin de fer et du wharf.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 152

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, approuvant le **compte définitif** des recettes et dépenses du **budget** local de la **Côte française des Somalis (exercice 1946),** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 22 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi approuvant le compte définitif des recettes et dépenses du budget local de la Côte française des Somalis (exercice 1946).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Est approuvé le compte définitif du budget local de la Côte française des Somalis, exercice 1946, arrêté en recettes à la somme de 223.867.442,10 F et en dépenses à la somme de 157.474.306,50 F soit un excédent des recettes sur les dépenses de 66.393.135,60 F qui a été versé à la caisse de réserve.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6174, 6287 et in-8° 1576.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5231, 6288 et in-8° 1577.

ANNEXE N° 153

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant ouverture d'un **crédit de 590 millions** de francs comme conséquence d'une **distribution supplémentaire de 100 grammes de beurre** à l'occasion des **fêtes de fin d'année,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 22 février 1949

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 590 millions de francs comme conséquence d'une distribution supplémentaire de 100 grammes de beurre à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre de l'agriculture, au titre du budget des services du ravitaillement, pour l'exercice 1948, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 et par des textes spéciaux, un crédit de 590 millions de francs applicable au chapitre 6001: « Subvention au beurre ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6104, 6302 et in-8° 1578.

ANNEXE N° 154

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à modifier la loi du 31 juillet 1879, relative à l'**exécution** de la **fabrication des monnaies** par voie de **régie administrative** sous l'autorité du ministre des finances, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 22 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à modifier la loi du 31 juillet 1879, relative à l'exécution de la fabrication des monnaies par voie de régie administrative sous l'autorité du ministre des finances.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien, saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 4 de la loi du 31 juillet 1879 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art. 4.* — Il est créé une commission de contrôle de la circulation monétaire composée de onze membres désignés: deux par l'Assemblée nationale, un par le Conseil de la République, un par l'Assemblée de l'Union française, un par le conseil d'Etat, un par la cour des comptes, un par le conseil de la Banque de France, deux par l'académie des sciences et deux par la chambre de commerce de Paris.

« La commission élit son président; elle le choisit parmi ses membres.

« Les nominations sont faites pour trois ans, les membres sont rééligibles. Leurs fonctions sont gratuites. »

Art. 2. — Sont abrogées les dispositions de l'article 91 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 155

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à accorder un contingent exceptionnel de croix de la **Légion d'honneur** à l'occasion du **centième anniversaire** de la **Révolution de 1848** et du **tricentenaire** des **traités de Westphalie,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission de l'éducation nationale, des beaux arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.)

Paris, le 22 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 17 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à accorder un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du centième anniversaire de la Révolution de 1848 et du tricentenaire des traités de Westphalie.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien, saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — A l'occasion de la commémoration nationale du centième anniversaire de la Révolution de 1848 et du tricentenaire des traités de Westphalie, il est attribué le contingent exceptionnel ci-après de croix de la Légion d'honneur:

Trois croix de commandeur;

Trente croix d'officier;

Cent croix de chevalier.

Art. 2. — Les croix seront réparties par les soins du président du conseil des ministres, entre les différentes administrations publiques intéressées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 156

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à permettre aux **personnes originaires des territoires cédés à la France** par le traité de paix avec l'**Italie** du 10 février 1947 d'acquérir la **nationalité française** par déclaration, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 22 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 17 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à permettre aux personnes originaires des territoires cédés à la France par le traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947 d'acquérir la nationalité française par déclaration.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Les personnes de nationalité italienne nées dans les territoires cédés à la France par application du traité de paix du 10 février 1947 avec l'Italie, et qui n'ont pas acquis de plein droit la nationalité française conformément à l'article 19 dudit traité et à la loi du 13 décembre 1947, et leurs descendants résidant en France ou dans la principauté de Monaco pourront, jusqu'au 1er janvier 1950, réclamer la nationalité française par déclaration souscrite conformément à l'article 101 du code de la nationalité et dans les conditions prévues aux articles 57, 58 et 79 dudit code.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 157

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à **modifier** l'article 5 *bis* de la **loi** du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941, **qui régit la pêche fluviale en France,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

Paris, le 22 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 *bis* de la loi du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941, qui régit la pêche fluviale en France.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Dans le premier alinéa de l'article 5 *bis* de la loi du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941, sont supprimés les mots « mais de la rive seulement, ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 158

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant le **chapitre IV** du **titre III** du **livre II** du **code du travail,** par M. Saint-Cyr, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* de la République française du 25 février 1949 (compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 24 février 1949, page 298 3e colonne).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6135, 6323 et in-8° 1579.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4619, 4159, 5752 et in-8° 1588.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5698, 5942 et in-8° 1587.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4291, 4651 et in-8° 1572.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6161, 3861, 6472 et in-8° 1592; Conseil de la République: 138 (année 1949).

ANNEXE N° 159

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, maintenant provisoirement en vigueur au delà du 1er mars 1949 certaines **dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre** prorogées par la loi du 28 février 1948, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 24 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 24 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au delà du 1er mars 1949 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1948

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont provisoirement maintenues en vigueur, par dérogation à l'article 4 de la loi n° 48-341 du 28 février 1948, les dispositions législatives ou réglementaires suivantes :

Décret du 1er septembre 1939 autorisant la suppléance des offices publics et ministériels en temps de guerre ;

Décret du 4 octobre 1939 relatif aux mesures exceptionnelles d'hygiène ;

Décret du 31 mai 1940 relatif à l'exécution des peines d'emprisonnement d'une durée supérieure à un an et un jour ;

Loi validée du 1er juillet 1942 étendant aux non présents les articles 112, 113 et 114 du code civil relatifs à l'absence ;

Décret du 29 novembre 1939 relatif aux inventions intéressant la défense nationale ;

Loi validée du 17 novembre 1941 étendant l'allocation de salaire unique aux jeunes ménages sans enfants ;

Article 13 de l'ordonnance du 30 septembre 1944 relative à la réglementation provisoire de la presse périodique en territoire métropolitain libéré ;

Article 9 de l'ordonnance du 13 septembre 1945 relative à la réglementation provisoire de la presse périodique dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ;

Titre II et articles 45, 46, 47, 50, 52, 54 et 55 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, sous réserve des dispositions prévues à l'article 2 ci-après ;

Article 65 *bis* de la loi du 13 décembre 1932 relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves, modifiée par le décret du 23 décembre 1939 et l'ordonnance du 17 avril 1944 ;

Titre III de la loi du 1er août 1936 fixant le statut des cadres de réserve de l'armée de l'air.

Art. 2. — Les services publics ou d'intérêt public civils et militaires et les services des forces alliées ne pourront, en aucun cas, se prévaloir des dispositions prorogées par la loi précitée du 11 juillet 1938 pour réquisitionner à leur profit des immeubles, des droits immobiliers ou des fonds de commerce.

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.) : 6432 et in-8° 1606.

Les réquisitions immobilières dont lesdits services bénéficient actuellement seront caduques à la date du 1er mars 1949.

Toutefois, à titre transitoire, les services qui, à la date du 1er mars 1949, occupent encore les locaux précédemment réquisitionnés à leur profit bénéficient pour évacuer ces locaux, d'un délai expirant :

Le 1er mars 1950, lorsque l'immeuble réquisitionné est situé dans une commune déclarée sinistrée dans les conditions prévues par la loi provisoirement applicable du 15 juin 1943 ;

Le 1er septembre 1949, dans les autres cas, l'indemnité d'occupation due au prestataire étant déterminée dan sles mêmes conditions que l'indemnité de réquisition.

D'autre part, si, avant les dates ci-dessus, l'utilité publique a été déclarée en vue de l'expropriation de l'immeuble occupé, les délais prévus à l'alinéa précédent seront prorogés jusqu'à ce que l'expropriation soit prononcée.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux réquisitions prononcées en vertu de l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 relative aux travaux préliminaires à la reconstruction.

Art. 3. — Sont provisoirement maintenues en vigueur, dans les territoires autres que l'Indochine relevant du ministère de la France d'outre-mer, les dispositions législatives et réglementaires suivantes : »

Titre III de la loi du 1er août 1936 fixant le statut des cadres de réserve de l'armée de l'air ;

Articles 45, 46, 47, 49, 50, 52 et 55 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre ;

Articles 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 30 et 31 du décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938, dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies et décret du 2 septembre 1939 déterminant les conditions d'emploi des ressources de ces territoires.

Art. 4. — Les dispositions prorogées par la présente loi cesseront de s'appliquer au plus tard le 1er mars 1950.

Art. 5. — Les articles 1er, 2 et 4 de la présente loi sont applicables à l'Algérie.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 février 1949.

Le président,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 160

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, reportant la date des **élections** aux **conseils généraux** dans les **départements d'outre-mer,** par M. Léo Hamon au nom de M. Verdeille, sénateurs (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 26 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 25 février 1949, page 391, 2e colonne.)

ANNEXE N° 161

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE fait au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les **dommages de guerre,** par M. Driant, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, à la séance plénière du mardi 23 février, j'ai eu l'honneur de vous rapporter au nom de votre commission de la reconstruction la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale comme suite aux propositions de MM. Westphal et Crouzier, tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Ce complément à l'article 6 était ainsi libellé :

« 6° Les dommages causés par les troupes ou les services publics français ou alliés pendant la durée des hostilités. »

Votre commission de la reconstruction, à la suite d'un premier examen de cette proposition de loi m'avait chargé de rapporter favorablement sans modification le texte qui est celui qu'a adopté l'Assemblée nationale.

Le rapporteur pour avis de la commission de la justice et de la législation notre collègue M. Kalb avait donné un avis favorable sous réserve de la suppression dans le texte des mots : « ou les services publics ».

Le rapporteur pour avis de la commission des finances notre collègue M. Jean-Marie Grenier avait donné au nom de cette commission un avis défavorable sur l'ensemble du texte proposé.

Devant ces attitudes discordantes de vos commissions, notre collègue M. Chochoy, président de la commission de la reconstruction, a demandé, au cours de la discussion générale, le renvoi en commission.

Au cours d'une réunion commune tenue par vos commissions de la reconstruction et des finances et après avoir entendu le ministre de la reconstruction et le sous-secrétaire d'Etat aux finances, différents amendements furent présentés et après discussion générale l'accord s'est fait, au sein de votre commission de la reconstruction, sur un de ces amendements présenté par MM. Westphal, de Montalembert et Jacques Debû-Bridel qui limite le texte aux dommages immobiliers causés par les troupes françaises ou alliées pendant la durée des hostilités et qui précise cependant que les sommes reçues et qui n'ont pu permettre la reconstitution du dommage sont considérées comme acomptes

Mesdames, messieurs, à la suite de cette énumération de faits, je veux simplement vous faire remarquer que tous les membres de la commission de la reconstruction, en vous demandant d'adopter ce nouveau texte, vous donnent un exemple de la solidarité devant le malheur. Ils sont tous représentants de sinistrés et souvent sinistrés eux-mêmes, ils savent bien qu'en acceptant de nouveaux membres dans la grande famille des sinistrés ils retardent certainement le règlement des créances qui leurs sont dues. Cependant, c'est de grand cœur et avec beaucoup de compréhension qu'ils sollicitent de votre part à tous, l'égalité de traitement envers tous les sinistrés.

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre est complété ainsi qu'il suit :

« 6° Les dégâts et dommages immobiliers occasionnés par les troupes françaises ou alliées pendant la durée des hostilités. Les indemnités perçues et qui n'ont pu permettre la reconstitution du bien doivent être considérées comme des acomptes ».

ANNEXE N° 162

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs sur la proposition de résolution de MM. Bordeneuve et Lassagne tendant à inviter le Gouvernement à proroger les délais prévus par l'arrêté du 10 août 1945, et à permet-

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.) : 3200, 3264, 5695 et in-8° 1485 ; Conseil de la République : 41, II-116 (année 1948) et 105, 136 et 143 (année 1949).

tre ainsi aux **étudiants anciens combattants ou victimes de guerre,** de poursuivre leurs **études juridiques,** par M. Frédéric Cayrou, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution dont nous sommes saisis a pour objet d'assurer à une catégorie particulièrement digne d'intérêt d'étudiants anciens combattants ou victimes de guerre, le bénéfice d'une mesure de dédommagement prise, en 1945, surtout au profit des prisonniers qui, dans les réflexions d'un internement prolongé, avaient cru se réserver, par l'étude, un avancement compensateur à leur retour en France.

Durant leur captivité, le décret du 4 février 1943 avait déjà ouvert à ces étudiants tardifs la voie de la licence en droit, en leur proposant de substituer à la préparation du baccalauréat, celle d'examens plus accessibles aux facultés d'un homme fait: le certificat de capacité en droit et celui d'un certificat d'études supérieures de lettre, suffisante caution de leur formation générale. Aux titulaires de la première partie du baccalauréat, le texte offrait également de remplacer la deuxième partie par un certificat de lettres.

A tous, le décret accordait trois années, à compter de la date de leur rapatriement, pour parcourir ce circuit d'études et se trouver en mesure de se présenter au premier examen de la licence en droit.

En 1945, le bénéfice des mesures réparatrices d'abord réservées aux seuls prisonniers, fut justement étendu à tous les jeunes gens qui avaient participé aux combats de la libération ou qui avaient souffert de la guerre: résistants, engagés volontaires, déportés, blessés.

Un arrêté interministériel du 9 août 1945 institua à leur intention, des régimes spéciaux d'études et d'examens pour une période de cinq années.

Pour en bénéficier, il leur suffisait de s'inscrire dans une école d'Etat ou agréée par l'Etat, « dans un délai d'un an à compter de leur démobilisation, retour ou libération ». Ce délai devait être prolongé de la durée des congés de soins accordés pour blessures, ou maladies contractées en service ou dans les camps « sans que ce délai supplémentaire puisse toute fois excéder deux années ».

Un arrêté ministériel du 10 août 1945 qui fixait l'application des mesures générales aux études et examens des facultés de droit, reprit à peu près les dispositions du décret du 4 février 1943, mais en réduisant si strictement la durée des délais que les démobilisés de 1946, les malades, les blessés en traitement dans les hôpitaux, les combattants de l'Union française plus longtemps éloignés de la métropole, furent et demeurent exclus du bénéfice de ces dispositions, puisque l'année scolaire 1946-1947 était la dernière pour laquelle pussent être prises, dans de telles conditions, les inscriptions afférentes aux études et examens de la licence en droit.

Il est admissible que les rédacteurs de l'arrêté du 10 août 1945 aient sous-évalué la durée des suites de la guerre. Mais nous serions moins excusables si nous ne corrigions pas cette erreur d'appréciation qui lèse d'authentiques combattants des forces françaises libres, des hommes plus durement éprouvés par la captivité ou la déportation et qui, à ces titres, joignent le mérite de vouloir — par l'accomplissement d'études auxquelles ces textes leur ont inspiré de prétendre — améliorer leur situation et mettre en valeur des qualités acquises ou fortifiées pendant les années de guerre.

Votre commission vous demande d'adopter la proposition de résolution qui nous a été soumise.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

I. — A prendre un arrêté complémentaire autorisant les étudiants anciens combattants ou victimes de la guerre, titulaires de la première partie du baccalauréat ou de la capacité en droit, à bénéficier des dispositions de l'arrêté du 19 août 1945 jusqu'à la fin de l'année scolaire 1949-1950 s'ils sont actuellement démobilisés; ou selon les règles de prorogation de délais définies par les autres ordonnances et arrêtés de 1945, s'ils sont encore malades des suites de la guerre ou non rapatriés.

II. — A leur réserver justement ensuite le bénéfice des sessions spéciales en fonction de la durée de leurs empêchements du fait de la guerre.

(1) Voir le n°: Conseil de la République: 92 (année 1949).

ANNEXE N° 163

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à modifier la loi du 23 octobre 1884 sur les **ventes judiciaires d'immeubles,** présentée par M. Georges Maire, sénateur, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 11 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi du 23 octobre 1884 a instauré un régime spécial pour les ventes judiciaires d'immeubles de peu d'importance.

C'est une loi de dégrèvement, justifiée par l'exagération des frais que supportaient les ventes des biens de mineurs et d'incapables.

Ces frais étaient écrasants pour les petites propriétés

C'est pourquoi le législateur de 1884 a prescrit la restitution des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe et d'hypothèques perçus à l'occasion des actes à accomplir pour parvenir à l'adjudication d'immeubles dont le prix principal ne dépassait pas 2.000 F et elle imposait aux officiers ministériels une réduction d'un quart sur les émoluments alloués en taxe, lorsque le prix de l'immeuble ne dépassait pas 1.000 F.

Un décret-loi du 17 juin 1938 avait déjà élargi le champ d'application de cette loi en portant de 2.000 à 8.000 F et de 1.000 à 4.000 F les exonérations et réductions.

Depuis 1938, le franc a subi plusieurs dévaluations.

Il importe donc d'augmenter dans une proportion sensible les sommes retenues il y a onze ans, pour les mettre sinon en concordance, du moins davantage en harmonie avec la valeur actuelle de la monnaie, en substituant la somme de 60.000 F à celle de 8.000 F et la somme de 30.000 F à celle de 4.000 F.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — La loi du 23 octobre 1884, modifiée par le décret-loi du 17 juin 1938, est ainsi modifiée:

« *Art.* 1er, § 1er. — Les ventes judiciaires d'immeubles, dont le prix principal d'adjudication ne dépassera pas 60.000 F, seront l'objet des dégrèvements prévus aux articles 3 et 5 de la présente loi.

« § 2. — Les lots mis en vente par le même acte seront réunis pour le calcul du prix d'adjudication, et la valeur des lots non adjugés entrera dans ce calcul pour leurs mises à prix.

« La vente ultérieure des lots non adjugés profitera du bénéfice de la loi, d'après les mêmes règles.

« *Art.* 2, § 1er. — Le bénéfice de la présente loi s'applique à toutes les ventes judiciaires d'immeubles de la valeur constatée comme il est dit en l'article 1er, ainsi qu'à leurs incidents de subrogation, de surenchère et de folle enchère.

« § 2. — Dans les procédures n'ayant d'autre objet que la vente sur licitation, si les immeubles à liciter dont les mises à prix seront inférieures à 60.000 F appartiennent indivisément à des mineurs ou incapables et à des majeurs, ces derniers pourront se réunir aux représentants de l'incapable pour que la vente ait lieu sur requête, comme si les immeubles appartenaient seulement à des mineurs. L'avis du conseil de famille ne sera pas nécessaire lorsque la vente sera provoquée par les majeurs.

« § 3. — Dans les procédures où la licitation est incidente aux opérations de liquidation et partage, le bénéfice de la présente loi sera acquis à tous les actes nécessaires pour parvenir à l'adjudication, à partir du cahier des charges inclusivement; les frais antérieurs ne seront pas employés en frais de vente.

« *Art.* 3, § 1er. — Lorsque le prix d'adjudication calculé comme il est dit en l'article 1er ne dépassera pas 60.000 F et sera devenu définitif par l'expiration du délai de la surenchère (prévu par les art. 708 et 965 du code de procédure civile et 573 du code de commerce), toutes les sommes payées au Trésor public pour droits de timbre, d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque, applicables aux actes rédigés en exécution de la loi pour parvenir à l'adjudication, seront restituées ainsi qu'il est stipulé dans l'article 4 ci-après.

« § 2. — Lorsque le prix d'adjudication ne dépassera pas 30.000 F, les divers agents de la loi subiront une réduction d'un quart sur les émoluments à eux dus et alloués en taxe, conformément au tarif du 10 octobre 1841.

« § 3. — L'état des frais de poursuite sera dressé par distinction entre les droits du Trésor et ceux des agents de la loi; il sera taxé et annexé au jugement ou au procès-verbal d'adjudication.

« *Art.* 4, § 1er. — Le jugement ou le procès-verbal d'adjudication constatera que le bénéfice de la présente loi est acquis à la vente, si le prix d'adjudication ne dépasse pas 60.000 F. Il ordonnera la restitution par le Trésor public des sommes à lui payées pour les causes énoncées en l'article 3, lesquelles devront être retranchées de l'état taxé; et, de plus, il réduira d'un quart les émoluments des agents de la loi compris en l'état si le prix d'adjudication ou du procès-verbal d'adjudication relative à la fixation des droits à restituer sera susceptible d'opposition pendant trois jours, à compter de l'enregistrement de l'acte de vente de la part des intéressés. Cette opposition sera formée et jugée comme en matière d'opposition à taxe. S'il n'y a pas eu d'opposition, il en sera justifié par un certificat du greffier; en cas de jugement rendu sur l'opposition, il sera produit un extrait de ce jugement; le tout aura lieu sans frais.

« § 2. — Le receveur de l'enregistrement qui procédera à l'enregistrement du jugement ou du procès-verbal d'adjudication restituera à l'avoué poursuivant, sur sa simple décharge et sur la remise d'un extrait délivré sans frais de l'ordre de restitution, le tout dans les vingt-trois jours de cette adjudication, les sommes perçues par le Trésor public et comprises dans l'état taxé.

« § 3. — Le greffier du tribunal ou le notaire délégué pour la vente délivrera à l'adjudication un extrait suffisant pour la transcription de son titre, et au vendeur, mais seulement dans le cas de non payement du prix ou de non exécution des conditions ou d'adjudication, un extrait de la forme exécutoire.

« *Art.* 5. — Le tribunal devant lequel se poursuivra une vente d'immeuble dont la mise à prix sera inférieure à 60.000 F pourra, par le jugement qui doit fixer les jours et les conditions de l'adjudication ou par jugement qui autorisera la vente, ordonner:

« 1° Que les placards et insertions ne contiendront qu'une désignation très sommaire des immeubles; le prix des insertions sera de la moitié de celui fixé pour les autres ventes judiciaires;

« 2° Que les placards seront mêmes manuscrits et apposés sans procès-verbal d'huissier, dans les lieux que le tribunal indiquera et ce, par dérogation à l'article 699 du code de procédure civile.

« *Art.* 6. — Les dispositions de la présente loi ne pourront être appliquées qu'aux ventes judiciaires d'immeubles dont la poursuite ne serait pas commencée avant sa promulgation. »

ANNEXE N° 164

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir d'urgence les lois et décrets destinés à permettre l'**application** des dispositions des **statuts des**

déportés et internés de la Résistance et des **déportés et internés politiques,** présentée par MM. Gaston Charlet, Champeix et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des pensions [pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, pour consacrer moralement et matériellement l'hommage que la nation entendait rendre à ceux qui furent, dans l'internement ou la déportation, les « otages de la collectivité française », le Parlement a mis au point et voté deux textes:

Le premier, promulgué le 8 août 1948, définissait le statut et les droits des déportés et internés de la Résistance;

Le second, promulgué le 10 septembre suivant, réalisait le même objet pour les déportés et internés politiques.

Mais la publication au *Journal officiel* des textes susvisés était, à elle seule, insuffisante à satisfaire les légitimes revendications matérielles des victimes de l'oppression nazie et de leurs ayants droit.

En effet, dans les deux cas, il était précisé qu'un décret portant règlement d'administration publique devrait fixer les modalités d'application des lois dont il s'agit.

Pour la loi qui porte statut des déportés et internés de la Résistance, l'article 17 stipulait même que le décret d'application devait intervenir « dans un maximum de deux mois ».

Or, six mois se sont écoulés depuis la promulgation de ce statut, et la carence gouvernementale est sévèrement appréciée.

Par ailleurs, l'article 5 du statut des déportés et internés politiques stipulait expressément qu'un pécule était attribué aux déportés et internés ou à leurs ayants cause. Le deuxième alinéa dudit article précisait que son montant et les conditions de son attribution seraient fixés par une loi.

Cinq mois se sont écoulés sans que la moindre initiative gouvernementale se soit manifestée dans ce sens.

Nous avons déjà fait connaître publiquement notre sentiment en indiquant que des fleurs ou des rubans étaient insuffisants à calmer les inquiétudes et à apaiser les difficultés d'existence au milieu desquelles se débattent, depuis trois années, les internés ou déportés malades et sans ressources, ainsi que certains de leurs ayants droit dans la détresse.

La situation de la plupart des veuves est tragique, par suite du regrettable retard apporté à liquider leurs maigres pensions, et du fait aussi de la cessation de l'aide appréciable que leur ont apportée jusqu'à ces derniers temps les organismes semi-officiels créés dès la libération.

Il apparaît donc comme une nécessité, à la fois humaine et urgente, de rendre applicables les dispositions des deux statuts dont nous nous préoccupons aujourd'hui.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à promouvoir sans plus attendre les lois et décrets permettant l'application effective et immédiate des dispositions matérielles et financières contenues dans:

1° Le statut définitif des déportés et internés de la Résistance loi (n° 48-1251 du 6 août 1948);

2° Le statut et les droits des déportés et internés politiques (loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948).

ANNEXE N° 165

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à rendre la **liberté au commerce des engrais** par la **suppression du contingentement** et des répartitions départementales tout en maintenant la taxation en ce qui concerne les **prix plafond,** présentée par MM. Naveau, Brettes, Champeix, Durieux, Ferrant, Pierre Marty et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, dans son bulletin mensuel de statitisque industrielle de janvier 1949, le ministre de l'industrie et du commerce a donné les chiffres de la production actuelle d'engrais de notre pays.

Ces chiffres prouvent éloquemment que dans la presque totalité des différentes catégories d'engrais, la production des derniers mois est de loin très supérieure à celle de 1938.

Par ailleurs, des renseignements qui nous parviennent de toutes parts, tant des offices agricoles départementaux et régionaux que des fabricants, négociants ou répartiteurs, il ressort qu'une mévente générale des engrais simples et composés existe depuis deux ou trois mois sur le marché de ces produits.

Les motifs de cette mévente semblent être les suivants:

1° CAUSES PRINCIPALES

Celles-ci se manifestent dans les deux stades de l'utilisation des engrais et de leur distribution, sous les formes suivantes:

A. — *Trésorerie exiguë des utilisateurs.*

Bien que variable suivant les régions, la rétention de trésorerie chez l'utilisateur est générale et s'explique dans le détail comme suit:

a) Mévente des produits agricoles:

Particulièrement importante dans les régions productrice de céréales où le système actuel de collecte freine considérablement les rentrées de fonds;

Sensible également dans les zones de production viticole, de pommes de terre et de cultures maraîchères;

Moins accusée dans les départements producteurs de betteraves à sucre et de céréales secondaires.

b) Charges d'équipement et d'impôts:

Les besoins d'équipement et de modernisation des exploitants agricoles, ou produits industriels autres que les engrais (machines agricoles, pièces détachées, ferrures du bétail, chaussures, effets d'habillement, matériaux de construction) ont été satisfaits dans une proportion plus importante qu'au cours des années antérieures à 1948 absorbant une part importante des disponibilités financières de la culture grevées en outre par les nouveaux impôts sur les bénéfices agricoles.

c) Mauvaises récoltes:

Dans certaines régions productrices de pommes de terre et de cultures fruitières et viticoles, notamment dans l'Est et le Sud-Est, une sous-production a été constatée à la suite des gelées d'arbres fruitiers en hiver 1947-1948 et de l'atteinte grave du mildiou en été 1948.

d) Retard dans les payements des fournitures de blé et betteraves:

Celui-ci résulte d'un défaut de financement qui ne permet pas aux cultivateurs de réaliser au moins une partie rémunératrice de leurs récoltes, dès la livraison, au lieu d'attendre la période de février à avril, comme il est de règle présentement.

B. — *Stocks chez les distributeurs.*

La constatation du défaut d'écoulement des stocks constitués chez les distributeurs (négociants et coopératives) est générale; il s'ensuit un ralentissement et même dans certaines régions un arrêt total des demandes pour livraison immédiate se justifiant par:

Les livraisons tardives restées en magasin hors de la période d'automne;

Les retards de payement de la clientèle agricole motivés par les raisons exposées plus haut;

Le manque de place et les ennuis du stockage (engrais repris, sacs brûlés, double manutention) réduisant d'autant les marges bénéficiaires déjà amoindries.

2° CAUSES SECONDAIRES

Elles se caractérisent dans les observations d'ensemble énumérées ci-après:

Effet psychologique des hausses sensibles des prix des engrais parallèlement à un affaissement des prix des produits agricoles et viticoles provoquant une bouderie de la clientèle utilisatrice;

Crainte de constituer des approvisionnements anticipés en raison des risques de baisse ultérieure;

Espoir d'un assainissement de la monnaie et tendance à une thésaurisation des disponibilités en numéraires;

Offres de tonnages hors contingents incitant les distributeurs à se réserver pour l'époque extrême de l'emploi en culture;

Défectuosités des répartitions inter-départementales se traduisant par des réexpéditions onéreuses de contingents excédentaires de certains départements dans d'autres régions moins bien dotées au regard de leurs besoins réels.

A cet égard, il faut souligner que les répartitions départementales ne sont plus observées, atténuant ainsi, dans une certaine mesure, les causes de mévente.

Qualité parfois défectueuse des livraisons de certains fabricants.

Après cette recherche des causes présentées de la situation apparemment critique du marché des engrais, il semble cependant que sa physionomie actuelle tende vers une certaine normalisation et se rapproche sensiblement de l'aspect qu'il revêtait en période d'avant-guerre dans le cadre régulier du jeu de l'offre et de la demande.

Sur le plan particulier des engrais composés, ceux-ci, tout autant que le libre choix ait pu s'exercer dans le cadre du système de répartition en vigueur, paraissent avoir repris leur place d'avant-guerre dans la fumure nationale: tendance à l'accroissement dans les régions de grande culture intensive s'exprimant notamment en faveur des formules haute teneur.

Dans les régions de culture intensive, la demande est plus réservée.

La situation du marché des engrais, en général, ne paraît plus devoir justifier le maintien des répartitions tant de matières simples azotées, phosphatées et potassiques que d'engrais composés.

Seule, une liberté de vente de ces produits permettra aux fabricants d'en assurer l'écoulement, soit directement à l'utilisateur, soit par la prospection d'une clientèle de distributeurs en état de financer son approvisionnement, alors qu'elle est actuellement limitée dans ses achats par un contingentement mal adapté aux besoin réels.

Cette liberté acquise permettrait en outre de faire jouer la concurrence, particulièrement entre les fabricants d'engrais composés, et il est permis d'espérer une baisse sensible, sinon parallèle à la baisse des produits agricoles.

Certains exemples récents, celui du cuir en particulier, ayant cependant montré que la spéculation pouvait jouer et faire monter les prix quand la liberté était rendue à des produits essentiels, nous avons voulu garantir les utilisateurs contre les manœuvres toujours possibles et c'est pourquoi nous demandons le maintien de la taxation en ce qui concerne les prix plafond.

Les trois conditions suivantes étant remplies: accroissement de la production, suppression du contingentement et des réquisitions, garantie contre toute hausse spéculative, nous pensons que nous obtiendrons facilement l'assainissement du marché des engrais favorable à la fois au producteur et à l'utilisateur.

En conséquence, nous demandons au Conseil de la République d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à rendre la liberté au commerce des engrais par la suppression du contingentement et des répartitions départementales tout en maintenant la taxation en ce qui concerne les prix plafond.

ANNEXE N° 166

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à reviser certaines **rentes viagères constituées entre particuliers,** par M. Robert Chevalier, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, tout a été dit sur la tragique situation dans laquelle se trouve l'immense majorité des rentiers viagers. Si l'on s'accorde bien facilement sur les causes de leur détresse, par contre il est particulièrement difficile de déterminer équitablement les moyens propres à assurer la revalorisation de leurs rentes.

La proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale le 17 décembre 1948 tendant à la revision de certaines rentes viagères privées, si elle s'avère nécessaire au point de vue social, en raison des circonstances économiques, n'est pas sans émouvoir ceux qui considèrent, à juste titre, que le respect des conventions librement débattues et signées est la condition essentielle de la sécurité de la vie économique du pays ainsi que de la paix familiale et sociale.

Très louable dans les buts qu'elle recherche, il est certain que cette loi va créer un précédent susceptible d'avoir des conséquences considérables.

En effet, par un même souci de logique et d'équité, on sera tenté et peut-être amené à demander la revalorisation de toutes les créances anciennes quelle qu'en soit la nature: prix de vente payable à terme, soulte de partage ou d'échange, rapport en matière de succession, etc.

Cela est si vrai que la proposition de loi qui nous est soumise pour avis a, lors des débats à l'Assemblée nationale, fait l'objet d'un certain nombre d'amendements tendant à revaloriser les rentes constituées au moyen d'un capital en espèces ou comme charge d'un legs de sommes d'argent, ainsi que les pensions allouées à titre de réparations civiles et les rentes servies par les compagnies d'assurance. Pour ces dernières, la commission de la justice et de législation de l'Assemblée nationale s'est engagée à rapporter dans un délai de trois mois une seconde proposition de loi.

Il apparaît néanmoins évident que le législateur doit, aujourd'hui, intervenir exceptionnellement en faveur d'une catégorie de rentiers viagers particulièrement lésés à la suite de la vente, du don ou du legs, d'un immeuble ou d'un fonds de commerce, en tenant compte de l'enrichissement que le débiteur a pu retirer de l'opération pour des causes indépendantes de la nature même du contrat.

Votre commission vous propose donc de bien vouloir adopter le principe de la nécessité d'une revision de certaines rentes viagères constituées entre particuliers.

Ce principe admis, le texte voté par l'Assemblée nationale nous apparaît comme devant être modifié sur certains points, et ce, pour lui permettre d'être plus facilement applicable et plus juste.

En effet, ce texte impose au débirentier une augmentation de la rente avec — au cas de ventes successives ou de règlement de succession, si ce débirentier n'est pas le premier débiteur de la rente — un droit de recours contre les diverses personnes qui ont été chargées avant lui du service de cette rente.

Si, en bonne logique, cette thèse peut se défendre, en droit pur elle est insoutenable et, en pratique, irréalisable. En effet, dans la plupart des cas il est impossible de retrouver un individu qui, il y a vingt ans, a vendu un immeuble grevé de rente viagère, en imposant à son acquéreur la charge de cette rente. Et, s'il est retrouvé, quel recours a-t-on contre lui ? Quid s'il est insolvable ?

D'ailleurs, en pratique, ces aliénations successives de biens grevés de rente viagère sont assez rares, et il faut bien admettre que la revision ne pourra pas donner égale satisfaction à tous. Il faut s'attacher à établir un texte qui, dans la majorité des cas, pourra facilement et rapidement être appliqué en laissant aux tribunaux le soin de statuer sur certaines situations particulières.

C'est pourquoi votre commission vous propose de modifier les articles 1er et 2 de la loi à l'effet de prévoir que seul supportera la majoration le détenteur des biens aliénés, débiteur de la rente, sans recours contre les acquéreurs successifs desdits biens, ni contre leurs cohéritiers ou colégataires.

Pour la rédaction de cet article 1er modifié nous nous sommes donc inspirés de la notion d'enrichissement en capital et principalement de l'accroissement des revenus. C'est pourquoi nous vous proposons de ne considérer que les biens aliénés, donnés ou légués en toute propriété, et, par conséquent, de supprimer tout ce qui a trait à la nue propriété car l'usufruitier a pu bénéficier d'une revalorisation des revenus.

Nous avons pensé également qu'il était nécessaire de préciser que cette majoration devait avoir lieu de plein droit, de façon à ne soumettre à l'appréciation des tribunaux que les cas exceptionnels.

Sur ce point, enfin, la commission a estimé qu'il y avait lieu de fixer au jour de la promulgation de la présente loi (et non au 1er janvier 1946) la date extrême de l'application de la majoration de 100 p. 100, étant donné que nous ne considérons comme débiteur des majorations que le détenteur du bien aliéné, donné ou légué.

Aux termes de l'article 2, dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale, seul le débirentier pouvait s'adresser au tribunal pour obtenir une réduction du forfait sous certaines conditions.

Il a semblé à votre commission qu'il serait plus équitable de permettre au crédirentier, dans un même ordre d'idées, d'obtenir une majoration du forfait afin que celui-ci puisse recevoir une rente au moins égale au revenu net dont ledit bien est productif, abstraction faite des améliorations apportées par le ou les détenteurs successifs. Il en serait de même si la nouvelle valeur en capital de ce bien avait pris, depuis la date d'acquisition par le premier détenteur, une plus-value justifiant cette majoration.

Il nous est apparu qu'il y avait lieu de limiter le champ d'application de ces demandes en majoration au double des maxima du forfait prévu à l'article 1er. En effet, d'une manière générale, ces demandes ne se feront que pour les contrats les plus anciens. Le détenteur du bien, s'il a payé la rente pendant de très nombreuses années, peut alors estimer que sa dette est amortie. Plus son contrat d'acquisition sera ancien et plus il sera, en quelque sorte, pénalisé; c'est pour limiter ce risque que nous avons cru devoir fixer un maximum ne pouvant être dépassé dans aucun cas.

D'autre part, nous avons pensé qu'il n'était pas possible de maintenir l'article 3 concernant la revision des rentes consécutives à l'aliénation, don ou legs de valeurs mobilières ou droits incorporels quelconques, autres que les fonds de commerce, car en ce qui concerne ces biens, il est pratiquement impossible d'établir qu'ils ont acquis une plus-value pouvant être considérée comme définitive. Comment peut-on considérer que des actions, des obligations auront un jour une valeur définitive ?

Votre commission a estimé, également, qu'il était indispensable d'apporter toutes précisions nécessaires quant à la compétence des tribunaux.

Enfin, le projet qui nous est soumis par l'Assemblée nationale prévoit un recours pour obtenir une restitution partielle des droits de mutation par décès, conséquence de la revision des rentes viagères grevant les successions.

Pour toutes les raisons susindiquées cette disposition n'a pas été retenue.

C'est dans ces conditions que votre commission de la justice vous demande de bien vouloir adopter le texte dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les rentes viagères ayant pour objet le payement de sommes fixes en numéraire constituées avant le 1er janvier 1946 soit moyennant l'aliénation en pleine propriété de biens corporels meubles ou immeubles ou de fonds de commerce en vertu d'un contrat à titre onéreux ou à titre gratuit, soit comme charge d'un legs de ces mêmes biens, sont majorées dans les conditions suivantes.

La majoration de plein droit à la charge du détenteur du bien aliéné, donné ou légué, et débiteur de la rente à la date de la promulgation de la présente loi est égale:

A 300 p. 100 de la rente originaire si le titre d'acquisition du débiteur est antérieur au 1er septembre 1940;

A 200 p. 100 si sa date se place entre le 1er septembre 1940 et le 1er septembre 1944;

A 100 p. 100 si sa date se place entre le 1er septembre 1944 et la date de la promulgation de la présente loi.

Art. 2. — Nonobstant les taux de majoration ci-dessus fixés, le crédirentier de biens aliénés, donnés ou légués en toute propriété et susceptibles de revenus, pourra dans tous les cas, obtenir une majoration telle que la rente à verser soit au moins égale au loyer exigible, au jour de la demande, des biens dont le débirentier est détenteur. Pour la détermination de ce loyer il devra être fait abstraction des améliorations apportées par le ou les détenteurs successifs. Si les biens dont il est question ci-dessus ne sont ni loués ni affermés, le loyer exigible pourra être déterminé, à défaut d'accord amiable, par le juge compétent, en vertu de l'article 4 ci-après.

Il en sera de même s'il peut établir que la modification de la valeur en capital du bien acquis a pris, depuis la date de l'acquisition par le détenteur, une plus value qui justifie cette majoration supérieure aux forfaits ci-dessus prévus par l'article 1er.

Toutefois, la majoration prévue aux deux alinéas précédents ne pourra, en aucun cas, excéder le double des taux fixés à l'article 1er.

Enfin, le débirentier détenteur du bien aliéné, donné ou légué, et débiteur de la rente, pourra obtenir une diminution de la majoration à sa charge s'il apporte la preuve que la valeur en capital du bien acquis n'a pas augmenté depuis son acquisition dans une proportion égale à la majoration à sa charge en vertu de l'article 1er.

La preuve, à la charge du crédirentier ou du débirentier selon le cas, pourra se faire par expertise.

Si le bien reçu en contre-partie de la rente a été détruit par faits de guerre, le débirentier ne pourra être tenu des majorations prévues par la présente loi que lorsqu'il aura reconstitué le bien détruit par application de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Si ce débirentier vient à céder son droit aux dommages de guerre avant reconstitution, la majoration deviendra immédiatement exigible.

Art. 3. — Pour l'application des dispositions de la présente loi, l'héritier ou le légataire du bien grevé de la rente sera considéré comme ayant acquis ce dernier en vertu du titre d'acquisition de son auteur.

Art. 4. — Toutes les contestations relatives à l'application de la présente loi seront de la compétence du tribunal civil du lieu de la situation des biens immobiliers et fonds de commerce et, pour les meubles, du tribunal civil du domicile du crédirentier, le tout pour les rentes originaires supérieures à 5.000 F; jusqu'à ce dernier chiffre, le juge de paix du même lieu sera compétent.

Toutes les décisions rendues seront susceptibles d'appel dans les formes et délais de droit commun.

Art. 5. — Les demandes en revision émanant de débirentiers ne suspendront pas l'augmentation forfaitaire au profit des crédirentiers. En cas de diminution consacrée par décision de justice ou accord définitif, le trop perçu sera réparti, par fractions égales, sur chacune des échéances, au cours des douze mois suivant la décision ou l'accord.

Les demandes en revision des augmentations prévues à l'article 1er et qui ne pourront

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 313, 1229, 2699, 2719, 2765, 3364, 4205, 4501, 5585, 312, 2957, 4044, 5168, 5693 et in-8o 1447; Conseil de la République, 11-83 (année 1948).

être faites qu'une fois, devront, à peine de forclusion, être formées dans le délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 6. — A défaut d'accord amiable, le juge est saisi d'une demande en conciliation à la requête de la partie la plus diligente. Les parties sont convoquées au moyen d'un avertissement rédigé et délivré par le greffier qui en fait l'envoi par poste comme lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de conciliation, le procès-verbal fait mention des conditions de l'accord, qui ont force exécutoire. Dans le cas contraire, il indique sommairement que les parties n'ont pu s'entendre; il mentionne, en outre, les offres, demandes ou propositions faites par les intéressés.

Art. 7. — Tous jugements rendus, ainsi que tous actes, procès-verbaux, pièces ou rapports dressés ou établis en application de la présente loi sont dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

Les inscriptions d'hypothèque ou de nantissement qui seront prises pour assurer le payement des majorations prendront rang à leur date. Elles ne pourront garantir, le cas échéant, un capital supérieur à celui qui serait nécessaire pour assurer le service de la majoration ou fraction de majoration incombant, en exécution des dispositions de la présente loi, au détenteur actuel du bien affecté à la garantie de la rente.

ANNEXE N° 167

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de résolution de M. Coupigny tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi augmentant les **effectifs du service de santé des troupes coloniales,** par M. Saller, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition présentée par notre collègue M. Coupigny, et adoptée par la commission des territoires d'outre-mer vise essentiellement à régler le problème de la protection de la santé publique et privée dans les territoires d'outre-mer. Le personnel technique actuellement utilisé dans ces territoires pour combattre la maladie sous toutes ces formes appartenant presque exclusivement au corps du service de santé des troupes coloniales, notre collègue et la commission des territoires d'outre-mer demandent que les effectifs de ce corps actuellement fixés à 1020 unités soient progressivement portés à 1230 puis 1260.

La plus grande majorité des officiers du corps se trouvant en position de service hors cadres, à la charge des budgets locaux des territoires, qui contribuent également à leur entretien dans la métropole pendant la durée de leur congé, il n'en résulterait pour le budget de l'Etat au cours des prochains exercices qu'une charge relativement minime qui apparaît sans commune mesure avec le but poursuivi.

Votre commission des finances ne voit donc aucun inconvénient à l'adoption de la résolution qui vous est présentée. Elle estime cependant que le problème de la protection de la santé publique et privée dans les territoires d'outre-mer comporte différentes solutions relatives à la construction des établissements, à la formation du personnel, à l'augmentation massive des techniciens, à leur statut, à la distribution des soins, etc... qui forment un tout dont ne sauraient être dissociées que très temporairement des mesures fragmentaires comme celle qui vous est soumise.

Elle donne donc un avis favorable à la proposition de M. Coupigny sous la réserve que le Gouvernement soumette au Parlement le plus rapidement possible un projet d'ensemble réglant ce problème.

(1) Voir les nos: Conseil de la République: 21 et 93 (année 1949).

ANNEXE N° 168

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du **compte définitif** des recettes et dépenses du **budget** local de la **Réunion** (exercice **1946**), par M. Saller, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le compte définitif des recettes et des dépenses du budget local de la Réunion, exercice 1946, vous est soumis parce que le territoire en cause a bénéficié d'emprunts avec garantie de l'Etat. Il importe donc, pour s'assurer que la gestion financière dudit territoire au cours de l'exercice considéré n'a pas fait jouer la garantie de l'Etat, de vérifier que les dépenses au titre des annuités d'amortissement et d'intérêts ont effectivement correspondu aux échéances prévues à ce titre lorsque les emprunts ont été contractés.

Les renseignements fournis permettent de faire sur ce point des constatations rassurantes:

Echéances d'amortissement et d'intérêts prévues pour 1946, 346.980 F.

Dépenses imputées à ce titre à l'exercice 1946 du budget local, 346.980 F.

Il n'apparaît pas, dès lors, nécessaire de demander avec la commission des finances de l'Assemblée nationale que la cour des comptes soit désormais appelée à fournir, à l'appui des projets de l'espèce, un rapport appréciant l'exécution des budgets examinés. On n'aboutirait ainsi qu'à retarder à nouveau l'examen des comptes administratifs des budgets locaux des territoires d'outre-mer et à enlever tout intérêt aux observations qu'ils pourraient éventuellement provoquer et toute efficacité aux décisions que pourrait comporter l'acte d'approbation.

Votre commission des finances vous propose donc d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Article unique. — Est approuvé le compte définitif du budget local de la Réunion, exercice 1946, arrêté en recettes à la somme de 541.010.067,60 F et en dépenses à la somme de 440.279.138,30 F, soit un excédent des recettes sur les dépenses de 70.730.929,30 F, dont une partie (59.250.000 F) a été versée au budget local de l'exercice 1947 et le reliquat (11.480.929,30 F) à la caisse de réserve du territoire.

ANNEXE N° 169

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, approuvant les **comptes définitifs** des recettes et des dépenses du **budget** local du **Togo** (exercices **1945 et 1946**), par M. Saller, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, le compte définitif des recettes et des dépenses du budget local du Togo (exercice 1945 et 1946) vous est soumis par ce que le territoire en cause a bénéficié d'emprunts avec garantie de l'Etat. Il importe donc, pour s'assurer que la gestion financière dudit territoire au cours de l'exercice considéré n'a pas fait jouer la garantie de l'Etat, de vérifier que les dépenses au titre des annuités d'amortissement et d'intérêts ont effectivement correspondu aux échéances prévues à ce titre lorsque les emprunts ont été contractés.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6136, 6285 et in-8° 1574; Conseil de la République, n° 149 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5565, 6286 et in-8° 1575; Conseil de la République: 148 (année 1949).

Les renseignements fournis permettent de faire, sur ce point, des constatations rassurantes:

Echéances d'amortissement et d'intérêts prévues pour 1945, 5.473.608,40 F.

Dépenses imputées à ce titre à l'exercice 1945 du budget local, 5.473.608,40 F.

Echéances d'amortissement et d'intérêts prévues pour 1946, 2.532.940 F.

Dépenses imputées à ce titre à l'exercice 1946 du budget local, 2.531.602,50 F.

Il n'apparaît pas, dès lors, nécessaire de demander avec la commission des finances de l'Assemblée nationale, que la cour des comptes soit désormais appelée à fournir, à l'appui des projets de l'espèce, un rapport appréciant l'exécution des budgets examinés. On n'abourait ainsi qu'à retarder à nouveau l'examen des comptes administratifs des budgets locaux des territoires d'outre-mer et à enlever tout intérêt aux observations qu'ils pourraient éventuellement provoquer et toute efficacité aux décisions que pourrait comporter l'acte d'approbation.

Votre commission des finances vous demande donc d'adopter le projet de loi suivant;

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Est approuvé le compte définitif du budget local du Togo, exercice 1945, arrêté en recettes à la somme de 141.041.673,80 F, et en dépenses à la somme de 140.816.807,60 F, soit un excédent de recettes sur les dépenses de 224.866,20 F, qui a été versé à la caisse de réserve du territoire.

Art. 2. — Est approuvé le compte définitif du budget local du Togo, exercice 1946, arrêté en recettes à la somme de 224.031.379,20 F et en dépenses à la somme de 206 millions 664.825,80 F, soit un excédent de recettes sur les dépenses de 17.366.553,40 F qui a été versé à la caisse de réserve du territoire.

ANNEXE N° 170

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, approuvant le **compte définitif** des recettes et dépenses du **budget** local de la **Côte française des Somalis (exercice 1946),** par M. Saller, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le compte définitif des recettes et des dépenses du budget local de la Côte française des Somalis (exercice 1946) vous est soumis parce que le territoire en cause a bénéficié d'emprunts avec garantie de l'Etat. Il importe donc, pour s'assurer que la question financière dudit territoire au cours de l'exercice considéré n'a pas fait jouer la garantie de l'Etat, de vérifier que les dépenses au titre des annuités d'amortissement et d'intérêts ont effectivement correspondu aux échéances prévues à ce titre lorsque les emprunts ont été contractés.

Les renseignements fournis permettent de faire sur ce point des constatations rassurantes:

Echéances d'amortissement et d'intérêts prévus pour 1946, 2.705.000 F.

Dépenses imputées à ce titre à l'exercice 1946 du budget local, 2.891.172,40 F.

Il n'apparaît pas, dès lors, nécessaire de demander avec la commission des finances de l'Assemblée nationale, que la cour des comptes soit désormais appelés à fournir, à l'appui des projets de l'espèce, un rapport appréciant l'exécution des budgets examinés. On n'aboutirait ainsi qu'à retarder à nouveau l'examen des comptes administratifs des budgets locaux des territoires d'outre-mer et à enlever tout intérêt aux observations qu'ils pourraient éventuellement provoquer et toute efficacité aux décisions que pourrait comporter l'acte d'approbation.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 5231, 6286 et in-8° 1577; Conseil de la République: 152 (année 1949).

Votre commission des finances vous propose donc d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Article unique. — Est approuvé le compte définitif du budget local de la Côte française des Somalis, exercice 1946, arrêté en recettes à la somme de 223.867.442,10 F et en dépenses à la somme de 157.474.306,50 F, soit un excédent des recettes sur les dépenses de 66 millions 393.135,60 F qui a été versé à la caisse de réserve.

ANNEXE N° 171

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du **compte définitif** des recettes et des dépenses du **budget annexe** du **chemin de fer** et du **wharf du Togo (exercice 1946),** par M. Saller, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le compte définitif des recettes et des dépenses du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1946), vous est soumis parce que le territoire en cause a bénéficié d'emprunts avec garantie de l'Etat. Il importe donc, pour s'assurer que la gestion financière dudit territoire au cours de l'exercice considéré n'a pas fait jouer la garantie de l'Etat, de vérifier que les dépenses au titre des annuités d'amortissement et d'intérêts ont effectivement correspondu aux échéances prévues à ce titre lorsque les emprunts ont été contractés.

Les renseignements fournis permettent de faire sur ce point des constatations rassurantes. Aucun emprunt n'a été contracté, donc la garantie de l'Etat ne joue pas; mais le budget étant un budget annexe au budget local pour lequel la garantie de l'Etat peut jouer, il suit le sort du budget principal en ce qui concerne la procédure d'approbation.

Votre commission des finances vous propose donc d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Article unique. — Est approuvé le compte définitif du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1946, arrêté en recettes à la somme de 72.210.842,30 F et en dépenses à la somme de 70.701.157,80 F, soit un excédent des recettes sur les dépenses de 1.509.684,50 F, qui a été versé au fonds de renouvellement du chemin de fer et du wharf.

ANNEXE N° 172

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture d'un **crédit de 590 millions** de francs comme conséquence d'une **distribution supplémentaire de 100 grammes de beurre** à l'occasion des **fêtes de fin d'année,** par M. Fléchet, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, la distribution du beurre aux consommateurs met en jeu un mécanisme de subventions. En effet, pour réduire la charge qu'impose à la consommation la suppression de la subvention aux produits oléagineux, le Gouvernement a décidé de ramener, par le jeu d'une subvention budgétaire, les prix de vente des beurres fermier et laitier au niveau du prix d'achat à la ferme du beurre fermier.

Cette subvention est versée aux fabricants de beurre laitier, aux ramasseurs et malaxeurs qui, en application de l'arrêté fixant les prix du beurre, sont tenus de vendre cette denrée à un prix inférieur à son prix de revient.

Cette mesure, qui se traduit par une réduction du prix de vente au consommateur, entraînera pour les trois premiers mois de l'année 1949 une dépense de 4.730 millions, dont le détail figure au chapitre correspondant du budget du haut commissariat au ravitaillement.

Pour les derniers jours de l'année 1948, le Gouvernement avait décidé une distribution supplémentaire de 100 g de beurre. Cette distribution était tout à fait possible car, en effet, d'après les chiffres fournis par les services ministériels, il y aurait eu 8.500 t de beurre de collectes en novembre 1948, contre 4.800 t en novembre 1947, 7.500 t en décembre 1948 contre 4.200 en décembre 1947.

Le détail des crédits de subventions nécessités par ladite distribution de 100 g de beurre vous est fourni par le tableau suivant:

Beurre fermier non malaxé: 60 t; taux de la subvention, par kilogramme, 70 F; dépenses prévues, 4.200.000 F.

Beurre fermier malaxé: 745 t; taux de la subvention, par kilogramme, 120 F; dépenses prévues, 89.400.000 F.

Beurre laitier livré au commerce: 2.821 t; taux de la subvention, par kilogramme, 160 F; dépenses prévues, 451.360.000 F.

Beurre laitier livré aux producteurs, 403 t; taux de la subvention, par kilogramme, 120 F; dépenses prévues, 48.360.000 F.

Total, 593.320.000 F.

Arrondi à 590 millions de francs.

Votre commission des finances, qui a entendu M. le haut commissaire au ravitaillement, sur les problèmes généraux de son ressort, s'est félicitée de ce que la date du 1er avril 1949 puisse être envisagée pour mettre fin au système ci-dessus décrit. Compte tenu de ce que la demande de crédits présentée est une régularisation comptable d'une mesure qu'elle approuve, votre commission des finances vous demande d'adopter le texte suivant:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre de l'agriculture, au titre du budget des services du ravitaillement, pour l'exercice 1948, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 et par des textes spéciaux, un crédit de 590 millions de francs applicable au chapitre 6004: « Subvention au beurre ».

ANNEXE N° 173

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les **publications destinées à la jeunesse,** par M. Lassagne, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, à plusieurs reprises le Parlement a manifesté son intérêt pour tout ce qui concerne la formation de la jeunesse.

Il n'est pas un républicain qui ne se préoccupe, à juste titre, de l'éducation des futurs citoyens d'une démocratie que l'on voudrait bien vivante, et de la santé morale du pays.

Or, les rudes conditions du civisme et le sens même de nos institutions requièrent certaines contraintes salutaires. C'est le sens du projet de loi qui est aujourd'hui soumis au Conseil de la République.

On sait, par une expérience trop souvent répétée pour nous, qu'en plus des deuils, des souffrances et des ruines, les guerres entraînent comme séquelle un relâchement général des mœurs, un effacement des valeurs intellectuelles devant de nouveaux critères matériels assez contestables. Des exemples de violence, le tragique abandon de l'enfance aux entraînements de son inspiration viennent encore ajouter à ce climat de corruption étalée et impudente risquant de compromettre gravement l'équilibre de cerveaux d'adolescents.

De même qu'il ne servirait de rien de nous réjouir de l'accroissement de la natalité en France si l'insuffisance de notre équipement scolaire devait aboutir à multiplier le nombre des analphabètes, de même il serait vain d'assurer l'instruction universelle si les nourritures spirituelles offertes aux jeunes lecteurs devaient tendre à augmenter le nombre des êtres anormaux, antisociaux, délinquants et criminels, tant il est vrai que « science sans conscience n'est que ruine dans l'âme ».

Il n'est point dans mon intention de recommander la censure *a posteriori* ou de prôner cet « ordre moral » jadis imposé par voie d'autorité. La fable du jeune Hercule à la croisée des routes perdrait toute sa valeur d'apologie du libre arbitre si le chemin vers la sage Minerve devenait un sens obligatoire et l'accès à Vénus un sens interdit. Mais la jeunesse n'a pas toujours, hélas, l'attitude résolue du héros grec.

Force nous est bien de constater que, discrètes en tous temps, les séductions un peu austères de la vertu sont trop peu accessibles de nos jours, cachées ou étouffées qu'elles se trouvent sous l'étalage multicolore de la tentation.

En somme, à dire vrai, le choix n'est pas entre deux voies également signalées, la vertu est la seule à ne pas bénéficier de la publicité.

L'opinion s'émeut du grand nombre des délinquants mineurs. Certes, la presse n'est point seule à porter la responsabilité de toutes les tragédies où les enfants jouent des rôles sanglants. Elle représente, néanmoins, par sa persistance, sa répétition, sa commodité, un des facteurs les plus importants de cet accroissement de la criminalité juvénile.

On peut aussi la rendre responsable de cette transformation inquiétante de la mentalité de certains jeunes gens qui se construisent un monde à l'image des aventures dont trop de publications les intoxiquent.

C'est pourquoi le projet de loi réglementant ces publications a été accueilli avec sympathie.

Tout a été dit lors de la discussion du projet de loi à l'Assemblée nationale. La commission de la justice est compétente en matière de textes répressifs; la commission de la presse, en matière de publications; néanmoins, il est apparu à nos collègues de la commission de l'éducation nationale qu'ils ne sauraient se désintéresser d'une question qui touche de si près à l'enfance et à l'adolescence. C'est pourquoi nous apporterons ici les remarques suivantes:

A propos de l'article 2, la commission a exprimé ses réserves quant à la rédaction du texte et aux interprétations qui risquent d'en être données.

L'article 3 est un des plus importants en ce qu'il institue une commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications. Il n'y aura pas lieu de soupçonner la partialité de cette commission de surveillance dont les membres sont choisis dans un esprit d'équité qu'il convient de saluer en passant.

Les observations de la commission sur ce point ont porté simplement sur la proportion de représentants des associations familiales et sur le nombre de représentants de l'enseignement public et privé. Le Conseil de la République se prononcera sur ce point.

L'article 12 a semblé peu opportun à la commission pour deux raisons:

1° Il n'est pas à sa place dans un texte de loi moralisateur;

2° En fixant un maximum de la surface réservée à des dessins d'origine étrangère, il risque d'entraîner des mesures de rétorsion préjudiciables à la renommée de la production intellectuelle française.

Par ailleurs, les difficultés d'arbitrage quant à la mensuration des surfaces de dessins d'origine française ou étrangère ne plaident pas en faveur de l'adoption de cet article. Il est apparu à la commission qu'on pouvait faire confiance au comité de direction des périodiques et à la commission de surveillance pour préciser les valeurs changeantes en surface et en intérêt des productions étrangères et françaises sans qu'il soit nécessaire

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6174, 6287 et in-8° 1576; Conseil de la République, 151 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6104, 6302 et in-8° 1578; Conseil de la République, 153 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3838, 5305, 5813, 6096 et in-8° 1544; Conseil de la République: 71 et 130 (année 1949).

d'en fixer une fois pour toutes la proportion à 75 p. 100.

Votre commission de la presse a d'ailleurs demandé la disjonction de cet article 12.

C'est sous réserve de ces observations que votre commission de l'éducation nationale rapporte un avis favorable à ce projet de loi et qu'elle vous demande de l'adopter.

ANNEXE N° 174

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de résolution de M. Coupigny, tendant à inviter le Gouvernement à accélérer l'application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des modalités particulières à la réalisation du **reclassement du personnel du service de santé des troupes coloniales,** par M. Saller, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution qui vous est présentée ne peut que recevoir l'agrément de votre commission des finances pour deux raisons:

La première, parce que l'extension aux territoires d'outre-mer d'un décret récent reclassant le personnel du service de santé militaire constitue en soi une mesure d'équité, logiquement et juridiquement inévitable;

La seconde, parce qu'il n'en résultera pour le budget de l'Etat qu'une charge infime, correspondant exclusivement à l'augmentation de traitement des quelques officiers du service de santé des troupes coloniales qui sont en service outre-mer dans les formations militaires.

Votre commission des finances donne donc un avis favorable à la proposition de résolution de M. Coupigny, adoptée par la commission de la France d'outre-mer.

ANNEXE N° 175

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à rendre dans les moindres délais la **liberté de vente à l'or produit par les départements et territoires d'outre-mer** de l'Union française, présentée par MM. Durand-Réville, Grassard et Robert Aubé, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la France d'outre-mer.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, ce problème extrêmement important de la liberté de la vente à rendre à l'or produit par les départements et les territoires d'outre-mer de l'Union française n'est pas nouveau pour le Conseil de la République.

A plusieurs reprises, notre Assemblée s'est penchée sur cette question et a tenu chaque fois par son attitude à indiquer avec netteté au Gouvernement la solution positive qu'elle désirait lui voir adopter.

C'est ainsi que lors de la discussion de la loi n° 48-178 du 2 février 1948 qui a rendu la détention, le transport et le commerce de l'or entièrement libres sur le territoire français, l'un d'entre nous, le docteur Grassard, a demandé à M. le ministre des finances comment l'on devait interpréter le terme « territoire français ».

Sans hésitation, M. le ministre a déclaré: « Je réponds que cela vise « tous les territoires français, y compris les territoires de l'Union française. Des décrets d'application seront pris dans chaque territoire ». Puis le ministre voulut bien confirmer que son interprétation du terme « territoire français » s'appliquait aussi bien à l'article 1er qu'à l'article 2 (*Journal officiel* du 3 février 1948, p. 174, 2e et 3e colonnes).

Or, depuis, aucun décret d'application n'a été pris concernant les territoires de l'Union française.

Le 28 mars, un autre d'entre nous, M. Durand-Réville, signalait, dans une question écrite au ministre de la France d'outre-mer, qu'au cours pratiqué à cette époque, il était souvent plus avantageux d'exploiter une tonne de gravier à béton qu'une tonne de gravier aurifère. M. le ministre de la France d'outre-mer, dans sa réponse reconnaissait le bien fondé de cette remarque.

Le 27 mai dernier, le docteur Grassard s'inquiétant à nouveau de la situation des producteurs d'or, demandait au ministre des finances quelles mesures il comptait prendre pour encourager utilement la production aurifère et éviter qu'en certains territoires, une part importante ne s'évade vers un marché incontrôlable. Cette question écrite est restée sans réponse.

Quelque temps plus tard, le 15 juillet, l'un de nous encore, M. Durand-Réville, déposait sur le bureau de notre Assemblée, avec un exposé des motifs détaillé, reprenant l'ensemble de la question, la proposition de résolution n° 715, « tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans les moindres délais la liberté de vente de l'or « dans les territoires d'outre-mer de l'Union française ». En même temps, nos collègues MM. Fodé Mamadou Touré, Ousmane Socé, Alioune Diop, Charles - Cros, Gustave, Mamadou M'Bodge, Amadou-Doucouré et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., dans une proposition de résolution invitaient également le Gouvernement « à rendre applicable par décret, aux territoires d'outre-mer, la loi n° 48-178 du 2 février 1948 portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes et, corrélativement, de certaines dispositions fiscales ».

Ces deux propositions de résolution rapportées au nom de la commission de la France d'outre-mer, par l'un d'entre nous encore, étaient reprises en une seule proposition que notre Assemblée votait à l'unanimité dans sa séance du 4 août 1948.

Parallèlement, l'Assemblée nationale et l'Assemblée de l'Union française, par les voix de MM. les députés Malbrant, Mamba Sano et des conseillers Cortinchi, Guyard et d'Arboussier (ce dernier toutefois avec des arguments différents) réclamaient aussi la liberté de vente.

Tout dernièrement, enfin, le 4 février 1949, MM. les députés Malbrant, Bayrou et Castellani et les membres du groupe d'action démocratique et sociale, ont repris la question et viennent de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de résolution n° 6322, tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au marché de l'or dans les départements et territoires d'outre-mer.

Pourquoi donc, demanderez-vous, ce nouveau débat, puisque tout a déjà été dit et que notre Assemblée a exprimé son avis? Oui, tout a été dit et même excellemment dit, mais depuis la discussion de la proposition de M. Durand-Réville, il y a eu un fait important nouveau. Le Gouvernement s'est engagé dans la voie que vous lui aviez tracée, mais il l'a fait si tardivement et à pas si mesurés qu'une fois de plus, la hausse du prix de revient dépasse les avantages accordés et rend à nouveau précaire la situation des producteurs.

Le Gouvernement, en effet, vient, depuis quelques jours, convaincu semble-t-il par la solidité de nos arguments, d'autoriser la vente libre sur le marché métropolitain, mais, contrairement à ce que vous aviez, avec la proposition de M. Durand-Réville, voté, pour la moitié seulement de la production, l'autre devant être réalisée sur les marchés étrangers de la zone dollar. Toutefois, quelques avantages complètent cette formule. C'est ainsi que l'or stocké depuis le 18 octobre, bénéficiera de cette disposition et que les dollars provenant des ventes seront laissés à la disposition des territoires producteurs qui, dans une proportion qui reste à fixer, les ristourneront aux exploitants. Une première remarque s'impose immédiatement, car il est spécifié que les dollars en question seront décomptés au cours d'achat en vigueur, pour les opérations commerciales, dans le territoire de production, au moment de la cession des devises.

Il eût été plus légitime et sans doute plus fécond pour la communauté monétaire de l'Union française de décompter ces dollars au cours du marché libre. Un premier correctif s'impose à ce sujet, car si nous prenons la moyenne du dollar commercial du mois dernier, son cours n'est que de 252 contre 318 au marché libre. Mais, telle que la formule a été fixée, le gramme d'or fin sera réalisé sur la base moyenne de 270 F C. F. A. ou 540 F métropolitains, alors que ces jours derniers son prix officiel, sur le marché libre de Paris était encore pratiqué aux environs de 740 F métropolitains. La comparaison de ces deux chiffres suffirait seule à condamner un système maintenant sans raison valable, une inégalité aussi flagrante qui s'inscrit en opposition avec le préambule de notre Constitution affirmant solennellement que la France forme, avec les peuples d'outre-mer, une union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs.

Les répercussions économiques seront encore plus graves et dépasseront de beaucoup cette immoralité.

La première constatation que l'on en peut faire réside dans un fait brutal: la production totale, qui était en 1938 de près de 8 t, s'est abaissée graduellement d'année en année pour ne plus être que de 3 t environ. Et l'on ne peut que sourire tristement en pensant aux espérances grandioses et chimériques du plan qui prévoit une production de 36 t pour 1955.

En Afrique occidentale française, où l'exploitation est surtout artisanale, la production a pratiquement cessé depuis 1941. En 1938, elle était de 4 t; elle est tombée à 173 kg en 1947. En réalité, l'exploitation n'a pas diminué d'autant, mais l'or mal payé passe la frontière des territoires anglais voisins. Ce trafic est incontrôlable dans des régions aussi étendues et aux frontières mal matérialisées.

En Afrique équatoriale française et au Cameroun, où la production revêt un caractère industriel, en majeure partie assurée par des sociétés et où, par conséquent, un contrôle plus rigoureux rend les évasions moins faciles, la production enregistre également une baisse sensible. D'un maximum de 3.700 kg atteints en 1941 pour l'ensemble de ces territoires, elle est tombée à 2.500 t en 1947.

En Guyane et à Madagascar, mêmes phénomènes de régression. La production, respectivement de 1.300 et de 420 kg en 1938, n'est plus que de 460 et 100 kg en 1947.

L'effort fait par le Gouvernement est insuffisant pour redresser cette situation.

Avant la dévaluation de janvier 1948 et jusqu'au 18 octobre dernier, les producteurs d'outre-mer touchaient 205 F C. F. A. environ par gramme d'or. Ils vont maintenant, suivant la nouvelle formule, bénéficier d'un supplément de 65 F C. F. A. par gramme, ce qui représente une augmentation de 32 p. 100. Or, pour prendre l'exemple de l'Afrique équatoriale française, l'indice économique est passé de 600 le 15 janvier à 865 le 15 octobre, soit en augmentation de 44 p. 100 suivant un calcul déjà vieux de trois mois, par conséquent, en dessous de la réalité actuelle, qui est certainement supérieure. L'augmentation apparente de la rémunération est donc purement illusoire et reste très inférieure à la hausse des prix de revient.

Le retard de la hausse des prix de l'or sur la cadence de hausse de l'indice s'accroit encore, et les exploitants ne peuvent disposer d'aucune marge, ni pour l'abaissement de la teneur limite d'exploitabilité qui assurerait une exploitation plus rationnelle des gisements, ni pour satisfaire à des obligations d'équipement mécanique qui moderniserait les méthodes, ni, enfin, pour supporter les charges sociales qu'ils seraient heureux de prendre au profit de leurs travailleurs pour peu que ce leur fût possible.

Par rapport au prix de l'or en 1939, qui était à 41 F le gramme, les producteurs ne seront donc réajustés qu'au coefficient 6,5, alors que le coefficient de hausse de l'indice spécifiquement minier était en Afrique équatoriale française de 10 au mois de janvier.

Il n'est pas sans intérêt de le rapprocher du prix de vente du gramme d'or pratiqué à Paris à la même époque et qui dépassait largement 800 F, soit 400 F C. F. A., c'est-à-dire les 41 F de 1939 multipliés à peu près exactement par l'indice minier. C'est ce qui faisait dire, avec quelque apparence de raison à l'un de nous dans sa proposition de résolution du 15 juillet dernier, que « le cours libre de l'or était le thermomètre exact du prix de revient ».

(1) Voir les nos: Conseil de la République: 22 et 94 (rectifié) (année 1949).

La politique actuelle qui consiste à refuser le juste prix a donc les conséquences les plus funestes.

Les producteurs, pour conserver une certaine rentabilité à leurs affaires, ont été conduits à « l'écrémage » systématique de leurs gisements, c'est-à-dire à n'exploiter que les teneurs supérieures à leur limite d'exploitabilité. Si l'on songe que les trois quarts des réserves alluvionnaires sont constituées par des formations dont la teneur est comprise entre 0,5 et 1 g, il serait logique de tout mettre en œuvre pour rendre exploitables ces basses teneurs. A l'heure actuelle, les exploitants ne peuvent plus s'attaquer aux alluvions à moins d'un gramme de teneur. Avant la guerre, les sociétés bien organisées sortaient dans certains cas du 0,25 g. On mesure ainsi le terrain perdu et perdu à jamais car, si ce 0,25 g pouvait être rentable avant guerre, c'est parce qu'il était pris simultanément avec des teneurs plus fortes qui faisaient une moyenne acceptable. Or, lorsqu'il ne restera plus de teneurs riches à proximité de gisements, ce sera l'abandon définitif du permis.

La mécanisation pourrait venir au secours de cette situation, mais outre que la majorité des gisements alluvionnaires se trouve située en tête de rivières, à « flat » étroit non mécanisable, il faudrait, pour équiper les gisements qui le permettent, disposer de capitaux que le prix actuel de l'or n'autorise pas à réunir. Un effort sérieux a cependant été réalisé dans ce sens, mais si le prix de l'or n'était pas rajusté, il ne pourrait être continué car les machines en place ne pourraient être entretenues ni amorties.

Que dire enfin des réalisations sociales qu'employeurs et employés auraient intérêt à voir appliquer. Le travailleur indigène ne montre pas une ardeur très marquée pour le travail des mines. Pour l'inciter à ce travail de première nécessité mais qu'il juge plus ingrat que d'autres, il faudrait lui donner des avantages incontestables. Là encore, les exploitants miniers ont été les premiers à les leur fournir; mais si l'on songe qu'à l'heure actuelle une plantation de bananes rapporte beaucoup plus qu'un « placer » et nécessite un nombre de travailleurs infiniment moins élevé, on comprend que les exploitants ne peuvent pas se montrer aussi généreux qu'ils le désireraient.

Rien cependant n'est encore perdu. Nos territoires d'outre-mer nous offrent des possibilités importantes. Le député Malbrant signalait qu'au Moyen-Congo une mission de prospection avait permis de cuber sur un seul massif de schistes cristallins près de 4 tonnes d'or à plus de 6 grammes la tonne. En Oubangui, des collines alluvionnaires recélant de l'or pépitique viennent d'être repérées. Un peu partout des filons de quartz aurifères ont été situés. Faute de moyens mécaniques appropriés, leur étude n'est qu'à ses débuts. C'est cependant tout l'avenir minier d'outre-mer qui est ainsi en jeu. Pour que ces richesses entrent dans l'économie nationale, il suffirait de moderniser les méthodes en mécanisant ce qui peut l'être et en avantageant les travailleurs indigènes. Il faudrait en un mot se décider à pratiquer une véritable politique de l'or, économique et sociale. La première partie de cette politique dépend du Gouvernement, elle commande la seconde, que les employeurs ne demandent qu'à appliquer.

Il paraît donc nécessaire de rompre définitivement avec une série de systèmes qui ont fait successivement faillite et d'autoriser les producteurs à réaliser la totalité de leur production sur le marché libre métropolitain. C'est le seul moyen de leur assurer le prix optimum dont ils ont besoin économiquement.

Le seul argument valable qui puisse être opposé est celui que ne manquera pas de formuler le ministère des finances en faisant observer que la vente totale sur le marché libre lui ferait perdre une rentrée appréciable de devises.

Si cet argument a effectivement sa valeur puisque cette carence peut atteindre 2 millions 360.000 dollars, il ne nous convainc pas car il nous apparaît qu'en contre-partie l'Etat réalisera un double bénéfice qui compensera largement l'inconvénient.

En effet, les ventes ayant lieu à Paris, la France:

1° Conservera la totalité de son or dont elle a un besoin aussi pressant que de devises;

2° Par le seul fait d'adopter la seule solution offrant le prix de réalisation optimum, elle récupérera l'or qui, actuellement, s'évade clandestinement sur les marchés étrangers, et dont la quantité estimée à 5 tonnes est de beaucoup supérieure à la portion contrôlée.

Il ne nous paraît donc pas possible de prétendre qu'en définitive l'Union française n'y gagnera pas, puisqu'elle aura à sa disposition un tonnage d'or important qui ne peut manquer de devenir générateur de ressources.

Forts ainsi des résultats à attendre d'une telle mesure et dans l'intérêt de la métropole et des territoires d'outre-mer, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante que l'un d'entre nous, dans la précédente législature, avait eu déjà le bonheur de vous faire approuver.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à rendre dans les moindres délais la liberté de vente de l'or produit par les départements et territoires d'outre-mer de l'Union française.

ANNEXE N° 176

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à rendre la **liberté au commerce de l'essence,** présentée par M. Roger Duchet les membres des groupes des républicains indépendants et du centre républicain d'action rurale et sociale, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la production industrielle.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le 26 juillet 1947, le Conseil de la République adoptait une résolution invitant le Gouvernement à rendre à partir du 1er octobre 1947 la liberté au commerce de l'essence. Depuis cette date le régime de la répartition de l'essence, quelque défectueux qu'il se soit révélé, n'a pas été modifié. Or, ce régime, qui ne correspondait déjà plus en 1947 à l'état du marché, est devenu en 1949 particulièrement néfaste. Le retour à la liberté du commerce de l'essence est, à l'heure actuelle, à la fois nécessaire et parfaitement réalisable.

1° En premier lieu, on peut considérer le régime de liberté en matière de carburants comme nécessaire pour développer la circulation routière et le tourisme, faire disparaître le marché parallèle et supprimer un nombre considérable d'emplois improductifs.

a) Le développement de la circulation routière est de toute évidence une nécessité d'ordre national. Nos moyens de transport sont redevenus importants ainsi que l'indique le tableau suivant:

Véhicules de tourisme et camionnettes: en 1938, 1.817.000; en 1949, 1.517.9000.

Camions, camions tracteurs, autobus: en 1938, 431.000; en 1949, 750.000.

Tracteurs agricoles: en 1938, 25 à 30.000; en 1949, 80.000.

Si l'on constate une certaine diminution des moyens de transports légers par rapport à 1938, les moyens de transport lourds se sont, par contre, sensiblement accrus, et l'effectif des tracteurs agricoles est passé du simple au triple (50 p. 100 des tracteurs fonctionnent à l'essence, 25 p. 100 au gas oil et 25 p. 100 au pétrole lampant). La disparition de 300.000 voitures légères et camionnettes, et le vieillissement de l'ensemble du parc, empêcheraient cependant la consommation, en cas de retour à la liberté de l'essence, d'atteindre son niveau de 1938.

D'autre part, le matériel de distribution était évalué en 1947 à 250 chalands-citernes, 2.000 wagons-citernes et 3.000 camions-citernes. Les capacités de stockage étaient de 1.300.000 mètres cubes (soit 1 million de tonnes). Cet outillage, qui dépassait largement en 1947 les besoins de la distribution, n'a pas cessé de s'accroître entre temps.

L'insuffisance du trafic routier n'est pas due à une pénurie de matériel roulant ou de matériel de distribution. Elle est due surtout à la réglementation du commerce de l'essence.

b) Le marché parallèle alimentait de toute évidence, jusqu'à ces derniers temps, une grande partie de la circulation, notamment celle des voitures légères et des camionnettes. Le marché noir de l'essence procurait aux trafiquants de toutes natures, les bénéfices les plus substantiels. L'état du marché au mois de janvier vient de révéler un fait nouveau: 5 p. 100 des bons distribués n'ont pas été utilisés. Or on n'a constaté aucune diminution de la circulation dans les grandes villes, à Paris notamment. Ce sont les petits industriels et les petits commerçants, ceux qui ont réellement besoin d'essence et dont l'activité est nécessaire à la prospérité nationale qui n'ont pu circuler, étant donné les prix prohibitifs de l'essence au marché noir! Cette tendance à la sous-consommation se confirme au mois de février. Le rationnement qui entraînait déjà le marché noir, entraîne maintenant une asphyxie de la circulation. Il peut avoir, dans les tout prochains mois, les conséquences les plus redoutables pour l'ensemble de l'économie française. Le système du double secteur ne serait qu'un palliatif tout à fait dérisoire. Les opérations du marché parallèle s'exerceraient en effet sur les nouveaux bons distribués aux usagers. Un resserrement du contrôle permettant une répression effective des fraudes obligerait à des dépenses qui ne correspondraient pas aux bénéfices qu'on en pourrait retirer. D'autre part, le système du double secteur, ou marché noir officiel, n'est pas digne d'un Etat qui se respecte. La liberté fera disparaître le marché noir, rançon du rationnement.

c) Enfin, l'organisation de la répartition exige un personnel très nombreux, et dont l'activité reste entièrement improductive. En 1947, M. Jules Boyer, conseiller de la République, rapportant au nom de la commission des transports la proposition de résolution sus-énoncée, s'exprimait sur ce point de la manière suivante: « Se rend-on bien compte des centaines de fonctionnaires que la répartition des carburants occupe tant à la section de répartition « pétrole et carburants » que dans les préfectures ?

« Ces fonctionnaires sont doublés ou triplés dans tous les organismes sous-répartiteurs : directions ministérielles, chambres de commerce, chambres des métiers, syndicats patronaux, etc.

« Dans chaque service de l'Etat, dans chaque organisme ou société industrielle de quelque importance un agent doit être chargé de demander et d'obtenir les tickets si nécessaires à toute activité quelle qu'elle soit, de les attribuer, d'en tenir la comptabilité, d'être prêt à justifier éventuellement de leur emploi.

« Après le circuit descendant des bons qui va de la section de l'O. C. R. P. I. au consommateur, c'est le circuit remontant qui va du consommateur au contrôle éventuel.

« Les bons doivent être manipulés et comptabilisés par le détaillant (pompistes), puis remis à l'importateur qui en est comptable à l'égard de l'O. C. R. P. I.

« Il est difficile d'imaginer et de se représenter clairement ce que coûte de temps et d'énergies inutilement dépensés cette formidable « cuisine » qui se prolonge depuis l'émission jusqu'à la définitive destruction des innombrables tickets et coupures émis chaque mois. »

Depuis cette époque, la situation n'a pas évolué. Le même nombre de personnes continue à consacrer ses activités tant dans les services publics que dans les entreprises privées, à la distribution ou à l'obtention des bons d'essence.

2° Mais la liberté du commerce de l'essence n'est pas seulement nécessaire; elle est parfaitement réalisable.

L'évolution de la consommation d'essence, pour le secteur civil, par rapport aux stocks, a été la suivante, au cours du deuxième semestre 1948 et du début de l'année 1949:

Juillet 1948 : consommation mensuelle, 147.031 tonnes; stocks, 256.920 tonnes.

Août 1948: consommation mensuelle: 146.992 tonnes; stocks, 281.910 tonnes.

Septembre 1948: consommation mensuelle, 172.515 tonnes; stocks, 205.129 tonnes.

Octobre 1948 : consommation mensuelle, 126.630 tonnes; stocks, 175.600 tonnes.

Novembre 1948: consommation mensuelle, 121.081 tonnes; stocks, 139.578 tonnes.

Décembre 1948: consommation mensuelle, 125.000 tonnes; stocks, 153.950 tonnes.

Janvier 1949 : consommation mensuelle, 109.700 tonnes; stocks, 206.000 tonnes.

Les services compétents estiment qu'au mois d'avril 1949, la consommation d'essence sera de 158.000 tonnes pour 260.000 tonnes de stocks.

On voit que la consommation accuse une pointe à la fin des mois d'été. Pour que la marge de sécurité soit conservée, il faut donc prévoir, à la même époque, un accroissement similaire du stockage. Cet accroissement peut être obtenu de deux manières différentes: ou par un supplément d'importations ou par une modification des proportions de l'essence et des produits lourds raffinés en France. Examinons successivement les deux branches de cette alternative.

a) Le chiffre des importations supplémentaires nécessaires à la liberté du marché est de 50.000 tonnes au moins.

La tonne d'essence rendue en France coûtait à l'Etat 60 dollars en 1948. Elle ne lui en coûte plus que 40 en 1949, car les cours ont baissé et baisseront vraisemblablement encore. Pour importer 50.000 tonnes d'essence, il faut donc prévoir 2 millions de dollars. Cette somme comparée au coût global de nos importations est minime. Sans doute pourrait-on en supprimer certaines importations parfaitement inutiles. Il faut ajouter que l'Etat perçoit 25 F par litre d'essence vendu, soit 32.500 F par tonne. Chaque dollar qu'il débourse pour acheter de l'essence lui rapporte ainsi 800 F net.

On peut se demander pourquoi l'Etat n'achète pas plus d'essence puisque l'opération en définitive lui est largement profitable. Il n'est donc pas exclu que la marge de 50.000 tonnes, théoriquement nécessaire pour éviter les à-coups que pourrait produire le retour à la liberté du marché, s'avère pratiquement trop importante, par suite du prix pour ainsi dire prohibitif de l'essence.

D'autre part le Gouvernement avait éprouvé, en 1946 et 1947, certaines difficultés pour se procurer de l'essence ou du pétrole brut à l'extérieur. Mais depuis 1948 cet obstacle est désormais levé.

b) Cependant l'essence n'est pas seule en cause. La place occupée par le gaz-oil dans l'ensemble de la consommation des carburants en France n'est pas négligeable, comme le montre les chiffres suivants:

Carburant auto (essence): en 1938, 2.710.000 tonnes, en 1948, 1.618.500 tonnes.

Gaz-oil: en 1938, 780.000 tonnes; en 1948, 703.000 tonnes.

Pétrole carburant: en 1938, néant; en 1948, 80.000 tonnes

Or, contrairement aux stocks d'essence, les stocks de gas oil sont considérables et permettent un volant de près de quatre mois de consommation. On s'en rendra compte en considérant la consommation et le stockage mensuels de gas oil au cours du deuxième trimestre 1948.

Juillet 1948: consommation, 51.595 tonnes; stocks, 195.440 tonnes.

Août 1948 : consommation, 53.267 tonnes ; stocks, 195.440 tonnes.

Septembre 1948: consommation, 67.911 tonnes; stocks, 219.747 tonnes.

Octobre 1948; consommation, 58.960 tonnes; stocks, 219.447 tonnes.

Novembre 1948: consommation, 60.534 tonnes; stocks, 220.970 tonnes.

Décembre 1948: consommation, 63.015 tonnes; stocks, 220.127 tonnes.

D'autre part, le fuel et les produits lourds obtenus par raffinage du pétrole sont à l'heure actuelle en excédent, de telle manière que la France est obligée d'en exporter.

Il suit de là que, les stocks de gas oil étant considérables par rapport à la demande, et le fuel en quantité telle qu'on l'exporte actuellement, on aurait avantage à raffiner, pour un même volume de pétrole brut, c'est-à-dire pour une même somme de dollars, moins de fuel, et plus d'essence.

L'opération est techniquement réalisable, si l'on intensifie le procédé de « cracking » dans les raffineries. Le procédé permet d'obtenir 40 et même 45 p. 100 d'essence. Or, le procédé actuellement utilisé, « le topping », ne donne que 20 p. 100 d'essence. On pourrait atteindre 33 p. 100 d'essence environ si l'on mettait en marche nos installations de « cracking ».

Les importations supplémentaires d'essence, que nous avons estimées à 50.000 tonnes, s'avéreraient inutiles, si de 20 p. 100 nous passions à 33 p. 100 d'essence raffinée. Les raffineries produisent en effet, à l'heure actuelle, 200.000 tonnes d'essence par mois. Elles pourraient, en utilisant les installations de « cracking », en produire 330.000 environ.

Ce procédé est entre nos mains. Il ne coûterait pas un centime de plus.

Si nous voulons développer à la fois nos installations de cracking et de topping (ce développement est prévu par le programmme général d'investissement) les dépenses engagées pour importantes qu'elles soient, seront rapidement rentables. Mais nous n'en sommes pas là. Nous y viendrons peut-être si la production d'automobiles devait rapidement s'accroître, nécessitant ainsi une augmentation de la consommation d'essence.

Pour le moment, nous croyons avoir montré que le retour au régime de la liberté de l'essence est à la fois nécessaire et réalisable. Seul le choix de la date à laquelle ce retour deviendrait effectif peut prêter à controverse. Il faudrait éviter que cette date coïncide avec une période de pointe, par crainte du stockage, de l'augmentation de prix, etc.

Le mois d'octobre 1949 semble convenable. D'ici là, en donnant une allocation mensuelle importante à tous les véhicules, on porterait déjà un sérieux coup au marché parallèle et l'on permettrait aux usagers de s'accoutumer progressivement au régime normal de la liberté complète.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République rappelle que la liberté du commerce de l'essence est nécessaire au développement de la circulation routière et du tourisme, à la suppression d'un grand nombre d'emplois improductifs, à la disparition d'un scandaleux marché noir et invite le Gouvernement à rendre cette liberté effective à partir du 1er octobre prochain au plus tard.

ANNEXE N° 177

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, établissant des **servitudes** dans l'intérêt des **transmissions radioélectriques,** par M. Bertaud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la nécessité d'assurer au maximum la protection des transmissions radioélectriques, qui assurent essentiellement les liaisons modernes entre la France, les différentes parties de l'Union française et les Etats des cinq continents, a conduit le Gouvernement à faire mettre au point par les services techniques compétents et en collaboration avec les organismes appelés à supporter les conséquences de son initiative, un projet de loi établissant des servitudes dans l'intérêt de ces transmissions.

Ce projet de loi, soumis à l'examen de l'Assemblée nationale, a été adopté par elle, le 21 janvier 1949, après toutefois, quelques modifications.

Ce sont les dispositions de ce texte que nous devons examiner. Nous avons donc étudié un à un chaque article et s'il est apparu, au terme de cette étude, que nous pouvions conclure à une acceptation d'ensemble des conclusions de l'Assemblée nationale, nous devons, cependant, considérer qu'il est nécessaire de modifier le premier alinéa de l'article 4 pour le rendre compréhensible et lui restituer sa véritable portée. Ce faisant, d'ailleurs, nous rejoignons le texte proposé par le Gouvernement, texte qui n'a d'autre but que de garantir le bon fonctionnement des centres radiogonométriques, non seulement à installer mais encore existants.

Que dit, en effet, le premier alinéa de l'article 4 adopté par l'Assemblée nationale ?

« Les zones qui seront soumises à servitudes sont fixées, avant l'établissement de chaque centre, dans le délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi, par un plan d'établissement des servitudes, après une enquête publique effectuée dans les conditions prévues au règlement d'administration publique visé à l'article 6 ».

Il y a là une anomalie qui apparaît à un examen même superficiel du texte. Subordonner, en effet, la création des zones de servitudes, avant l'établissement de chaque centre, dans un délai d'un an à dater de la promulgation de la loi, équivaudrait à dire que, passé ce délai d'un an, toute création nouvelle serait exclue du bénéfice des garanties de fonctionnement que le Gouvernement s'efforce de consacrer par la loi soumise à votre approbation. Ou la précision relative à la période pendant laquelle un plan d'établissement des servitudes peut être établi ne signifie absolument rien (et il faut la supprimer), ou, au contraire, elle renferme en elle-même une adaptation à une situation de fait qu'il nous faut déterminer et ce membre de phrase occupe alors dans le texte, une place logique qui nous fait conclure à son maintien.

Or, la situation particulière, à laquelle elle s'applique, existe: elle figurait dans la rédaction initiale de ce premier alinéa de l'article 4, tel qu'il a été présenté à l'Assemblée nationale, dans le libellé indiqué antérieurement.

Cette fois, nous comprenons fort bien les intentions des rédacteurs. Il s'agit d'assurer le bon fonctionnement des stations existantes, en établissant dans un délai d'un an, à dater de la promulgation de la loi, les zones de servitudes destinées à empêcher la perturbation de la propagation des ondes radioélectriques.

Nous pensons que la commission de l'Assemblée nationale, en modifiant le exte qui lui était proposé, a voulu établir une discrimination entre ce qui était à créer et ce qui existait déjà, dans un légitime souci d'éviter des sujétions aux propriétés situées dans les zones primaires et secondaires autour des centres et, peut être aussi, de réduire au minimum les obligations financières qui pourraient résulter pour l'Etat de certaines contraintes.

Notre souci de respecter des droits acquis et de ne pas grever le budget des ministères compétents par de trop lourdes charges n'est pas moindre dans cette Assemblée que dans l'autre; nous devons considérer cependant que la nécessité de se plier aux exigences de la technique moderne et d'assurer a nos stations émettrices et réceptrices le maximum de rendement, en créant autour de chacune d'elles des champs favorables à l'élimination du plus grand nombre de parasites ou d'éléments perturbateurs, doit justifier certaines mesures exceptionnelles, d'ailleurs conformes à l'intérêt général.

La question peut se poser de savoir si le transfert d'un centre existant serait moins onéreux que l'établissement autour de ce centre des zones de servitudes créées par la présente loi: elle ne nous a pas laissés indifférents. Nous avons demandé des précisions et des chiffres a l'administration compétente et les renseignements qui nous ont été fournis n'ont fait que confirmer notre opinion: le transfert serait beaucoup plus onéreux que l'aménagement. On nous a donné comme exemple l'un des centres les plus proches de Paris, celui de Bagneux. Situé dans une zone où peuvent se rencontrer un ensemble moyen d'obstacles à dégager, l'importance des sommes nécessaires à son transfert dépasserait de beaucoup le montant des indemnités qui pourraient être versées aux propriétaires des biens immeubles et meubles assujettis: en effet, le transfert coûterait à l'Etat environ

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3126, 6001 et in-8° 1529; Conseil de la République: 50 (année 1949).

500 millions, alors que l'établissement des zones de servitudes ne lui reviendra qu'à 10 millions.

Dans ces conditions, la commission des moyens de communication, faisant sien l'exposé des motifs présenté par le Gouvernement et considérant qu'il est indispensable de protéger les installations radioélectriques (nécessaires au balisage de certaines directions, à la radiogonométrie et aux liaisons géographiques hertziennes contre les obstacles matériels susceptibles de dévier ou d'arrêter les faisceaux reçus ou émis) vous propose d'adopter le texte du projet de loi voté par l'Assemblée nationale, en le complétant, au 1er alinéa de l'article 4, par les mots: « ou pour les centres existants » après: « chaque centre ».

Ces modifications aboutissent au texte suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Afin d'empêcher que des obstacles ne perturbent la propagation des ondes radioélectriques émises ou reçues par les centres de toutes natures, exploités ou contrôlés par les différents départements ministériels, il est institué certaines servitudes, dans l'intérêt des transmissions radioélectriques.

L'étendue, la nature, le mode d'établissement et le contrôle de ces servitudes sont fixés aux articles suivants.

Art. 2. — Autour de chaque station émettrice ou réceptrice d'ondes radioélectriques utilisant des aériens directifs, ainsi qu'autour des laboratoires et centres de recherches radioélectriques, il peut être créé deux zones de servitude respectivement dites « zone primaire de dégagement » et « zone secondaire de dégagement ».

Entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 mégacycles par seconde (c'est-à-dire de longeur d'onde inférieure à 10 mètres), il peut être créé une zone de servitude dite « zone spéciale de dégagement ».

Art. 3. — Dans toute zone primaire, secondaire ou spéciale de dégagement, il est interdit, sauf autorisation du ministre dont les services exploitent ou contrôlent le centre, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède une cote fixée par le décret prévu à l'article 4 ci-après.

Lorsque la configuration du terrain le permet, les zones sont divisées en plusieurs parties, une cote particulière étant fixée pour chaque partie.

Dans la zone primaire de dégagement d'un centre radiogoniométrique, il est en outre interdit de créer ou de conserver tout ouvrage métallique fixe ou mobile.

Dans les zones boisées, l'établissement des centres projetés est subordonné à une décision préalable du ministre de l'agriculture constatant que le maintien de l'état boisé n'est pas reconnu indispensable dans le périmètre des servitudes à imposer.

Art 4. — Les zones qui seront soumises à servitudes sont fixées, avant l'établissement de chaque centre, ou pour les centres existants, dans le délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi, par un plan d'établissement des servitudes après une enquête publique effectuée dans les conditions prévues au règlement d'administration publique visé à l'article 6.

La préparation du dossier d'enquête s'effectue comme suit: sur la demande du ministre intéressé, à laquelle est joint un projet de plan, le préfet désigne par arrêté les communes sur le territoire desquelles les agents qualifiés sont autorisés à procéder à une étude préliminaire. Ces agents ont la faculté de pénétrer dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes situées sur le territoire de ces communes.

Après achèvement de l'enquête visée au 1er alinéa du présent article, le plan des servitudes qui en résulte est approuvé par décret pris sous le contreseing du ministre dont les services doivent exploiter ou contrôler le centre, sur avis du comité de coordination des télécommunications de l'Union française, ainsi que sous le contreseing du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme.

L'accord préalable du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre de l'agriculture est requis dans tous les cas. Leur accord intervient après avis du comité technique de l'électricité. En cas d'avis défavorable de cet organisme et lorsque le plan oblige à modifier ou supprimer des ouvrages publics, d'intérêt public ou des bâtiments à usage industriel, commercial ou d'habitation, des monuments historiques ou sites classés et protégés par la loi, le plan est soumis à l'approbation du Parlement.

Si l'accord entre les ministres n'intervient pas, il est statué par décret pris en conseil d'Etat.

Les servitudes portées au plan sont instituées à dater du jour de publication du décret ou de promulgation de la loi; elles sont supprimées ou modifiées selon la même procédure.

Art. 5. — Le décret visé à l'article précédent entraîne déclaration d'utilité publique; il fixe en outre:

Le ou les points de repère matérialisant la cote qui ne doit pas excéder la partie la plus haute des obstacles fixes ou mobiles, dans les zones primaires et secondaires de dégagement.

Les cotes rapportées au nivellement général que ne doit pas excéder la partie la plus haute des obstacles fixes ou mobiles en chaque partie d'une zone spéciale de dégagement.

Art. 6. — Un règlement d'administration publique, pris sur le rapport du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, après avis du comité de coordination des télécommunications de l'Union française et du comité technique de l'électricité détermine:

1° La limite supérieure de l'étendue des zones de dégagement;

2° Les modalités suivant lesquelles les plans d'établissement des servitudes sont soumis à enquête publique avant approbation.

Art. 7. — Lorsque l'application de la présente loi entraîne la suppression ou la modification de bâtiments constituant des immeubles par nature en application des articles 518 et 519 du code civil, et à défaut d'accord amiable, l'expropriation de ces immeubles, a lieu conformément aux dispositions du décret du 8 août 1935, modifié et complété par le décret du 30 octobre 1935, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Après suppression ou modification des bâtiments ainsi acquis et lorsque les lieux ont été mis en conformité avec les exigences de la présente loi, l'administration peut procéder à la revente des immeubles expropriés, sous garantie d'un droit de préemption aux propriétaires dépossédés et sous réserve du respect par l'acquéreur des servitudes imposées par la présente loi.

Art. 8. — Dans les autres cas, les servitudes instituées par la présente loi ouvrent droit à indemnité s'il en résulte une modification à l'état antérieur des lieux déterminant un dommage direct, matériel et actuel. A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée par le conseil de préfecture.

La demande d'indemnité doit, à peine de forclusion, parvenir au ministre chargé de l'exécution des travaux dans le délai d'un an à compter de la notification aux intéressés des dispositions qui leur sont imposées.

Art. 9. — Les infractions à la présente loi et aux règlements d'administration publique pris pour son application sont passibles d'une amende de 5.000 à 500.000 F.

Sur réquisition du ministère public agissant à la demande du ministre intéressé, le tribunal saisi de la poursuite impartit aux personnes qui contreviennent aux dispositions de la présente loi, sous peine d'une astreinte de 500 à 5.000 F par jour de retard, un délai pour régulariser la situation. Dans le cas où ce délai n'est pas observé, l'astreinte prononcée court à partir de l'expiration dudit délai jusqu'au jour où la situation est effectivement régularisée.

Si cette régularisation n'est pas intervenue dans l'année de l'expiration du délai, le tribunal peut, sur réquisition du ministère public agissant dans les mêmes conditions, relever à une ou plusieurs reprises le montant de l'astreinte même au delà du maximum prévu ci-dessus.

Le tribunal peut autoriser le reversement d'une partie des astreintes lorsque la situation aura été régularisée et que le redevable établira qu'il a été empêché d'observer, par une circonstance indépendante de sa volonté, le délai qui lui avait été imparti.

En outre, si à l'expiration du délai fixé par le jugement la situation n'a pas été régularisée, l'administration peut faire effectuer les travaux d'office aux frais et risques des personnes civilement responsables.

Les astreintes sont recouvrées par les comptables directs du Trésor, sur réquisition du ministre intéressé ou de son délégué.

Les personnes qui auront été condamnées par application du présent article et qui, dans les trois années qui suivent, commettraient une nouvelle infraction aux dispositions du présent article, seront punies d'une amende de 10.000 à 1.000.000 de F et d'un emprisonnement de onze jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les infractions à la présente loi pourront être constatées par des procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire, les gendarmes et les fonctionnaires assermentés de l'administration intéressée.

Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve contraire. Ils seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

Art. 10. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux départements et aux territoires d'outre-mer.

ANNEXE N° 178

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, établissant des **servitudes** et **obligations** dans l'intérêt des **réceptions radioélectriques,** par M. Berlaud, sénateur (1).

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, nous ne reviendrons pas ici sur les raisons qui ont incité votre commission des moyens de communication à modifier le texte du 1er alinéa de l'article 4 du projet de loi, puisque nous les avons exposées tout au long de notre premier rapport, relatif aux transmissions radioélectriques et qu'elles valent également en ce qui concerne les réceptions.

En conséquence, votre commission, à l'unanimité, vous demande d'adopter le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Afin d'assurer le fonctionnement des réceptions radioélectriques effectuées dans les centres de toute nature, exploités ou contrôlés par les différents départements ministériels, il est institué certaines servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques.

L'étendue, la nature, le mode d'établissement et le contrôle de ces servitudes et obligations sont fixés aux articles suivants.

Art. 2. — Les centres de réception radioélectriques exploités en contrôlés par les différents départements ministériels sont classés en trois catégories, d'après leur importance, la nature du service qu'ils assurent et leur situation géographique. Le classement de tout centre est effectué sur avis du comité de coordination institué par le décret n° 45-311 du 2 mars 1945, et qui prend le nom de « Comité de coordination des télécommunications de l'Union française », par arrêté du ministre dont le département exploite ou contrôle le centre.

Des servitudes dans l'intérêt des réceptions radioélectriques.

Art. 3. — Aux abords de tout centre classé comme il vient d'être dit à l'article 2, il est institué une zone de protection radioélectrique. De plus, pour les centres de première catégorie, il est institué à l'intérieur de la zone de protection une zone de garde radioélectrique:

a) Dans la zone de protection radioélectrique, il est interdit aux propriétaires ou usa-

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3127, 6003 et in-8° 1530; Conseil de la République, 51 (année 1949).

gers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçue par le centre et présentant pour les appareils du centre un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre;

b) En outre, dans la zone de garde radioélectrique, il est interdit de mettre en service du matériel électrique susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre ou d'apporter des modifications à ce matériel, sans l'autorisation du ministre, dont les services exploitent ou contrôlent le centre.

Art. 4. — Les zones qui seront soumises à servitudes seront fixées, avant l'établissement de chaque centre, ou pour les centres existants, dans le délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi, par un plan des servitudes après enquête publique effectuée dans les conditions fixées au règlement d'administration publique visé à l'article 18.

La préparation du dossier d'enquête s'effectue comme suit:

Sur la demande du ministre intéressé, à laquelle est jointe un projet de plan, le préfet désigne par arrêté les communes sur le territoire desquelles les agents qualifiés sont autorisés à procéder à une étude préliminaire. Ces agents ont la faculté de pénétrer dans les propriétés non closes de mur ou de clôtures équivalents situés sur le territoire de ces communes, ainsi qu'à l'intérieur des propriétés même closes, et des bâtiments, à condition, en ce qui concerne les propriétés closes et les bâtiments, qu'ils aient été expressément mentionnés dans ledit arrêté. Les propriétaires et usagers sont tenus de se prêter aux investigations nécessaires et, notamment, de faire fonctionner à la demande des agents les installations et appareils que ceux-ci considèrent comme susceptibles de produire des troubles. En cas d'opposition, il y sera procédé d'office. Les frais et dommages causés par ces investigations sont à la charge de l'administration.

Après achèvement de l'enquête visée au premier alinéa du présent article, le plan de servitude qui en résulte est approuvé par décret pris sous contre-seing du ministre intéressé et du ministre de l'industrie et du commerce sur avis du comité de coordination des télécommunications de l'Union française et du comité technique de l'électricité.

En cas d'avis défavorable de ces comités, le plan est soumis à l'approbation du Parlement.

Les servitudes portées au plan sont instituées à dater du jour de publication du décret ou de promulgation de la loi; elles sont supprimées ou modifiées selon la même procédure.

Art. 5. — Le décret visé à l'article précédent fixe les servitudes imposées aux propriétaires ou usagers d'installations électriques en fonctionnement dans les zones de protection et de garde radioélectrique au jour de la promulgation du décret, servitudes auxquelles il devra être satisfait dans un délai maximum d'un an à partir de ce jour.

Art. 6. — Dans le cas où l'établissement des servitudes instituées par la présente loi cause aux propriétés et ouvrages un dommage direct, matériel et actuel, il est dû aux propriétaires et à tout ayant droit une indemnité compensant le dommage qu'ils éprouvent.

La demande d'indemnité doit, à peine de forclusion, parvenir au ministre intéressé dans le délai d'un an à compter de la notification faite aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

A défaut d'un accord amiable entre l'intéressé et l'administration, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence du conseil de préfecture.

Des obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques.

Art. 7. — Sur l'ensemble du territoire, y compris les zones de servitudes, la mise en exploitation de toute installation électrique figurant sur la liste dressée par arrêté interministériel pris en application de l'article 17 ci-après, est subordonné à une autorisation préalable. Cette autorisation intervient suivant la procédure prévue aux articles 4 ou 14 de la loi du 15 juin 1906 et aux articles 14 et 15 de la présente loi.

Art. 8. — Tout propriétaire ou usager d'une installation électrique, située en un point quelconque du territoire, même hors de zones de servitudes, et produisant ou propageant des perturbations gênant l'exploitation d'un centre de réception radioélectrique public ou privé, est tenu de se conformer aux dispositions qui lui seront indiquées, en vue de faire cesser le trouble, par le ministre dont les services exploitent ou contrôlent le centre; il doit notamment se prêter aux investigations autorisées par un arrêté préfectoral, réaliser les modifications prescrites et maintenir les installations en bon état de fonctionnement.

Art. 9. — Les frais que motivent les modifications des installations préexistantes incombent à l'administration qui les prescrit dans la mesure où ces modifications excèdent la mise en conformité avec les lois, décrets et arrêtés en vigueur et, notamment, les textes concernant la protection de la radiodiffusion contre les troubles parasites industriels.

Dans le cas où les obligations précitées causent un dommage direct, matériel et actuel au propriétaire ou usager, il est fait application de l'article 6 ci-dessus.

Des mesures d'application.

Art. 10. — Lorsqu'un centre de réception radioélectrique dépend de plusieurs administration, les pouvoirs conférés par la présente loi sont dévolus aux différents ministres intéressés et les décrets d'application portent leur contreseing.

Art. 11 — Les infractions à la présente loi qui entrent dans la catégorie générale des troubles occasionnés aux auditeurs de radiodiffusion et qui tombent de ce fait sous le coup des textes organisant la protection des auditions sont constatées par les fonctionnaires assermentés de la radiodiffusion française.

Les autres infractions, en particulier celles relatives au matériel situé dans les zones de servitudes, sont constatées par des fonctionnaires assermentés de la ou des administrations intéressées.

Les propriétaires ou usagers des installations, même situées en dehors des zones de servitudes dans lesquelles ont été constatées des perturbations constituant des infractions aux dispositions de la présente loi et du règlement d'administration publique pris pour son application, sont tenus de prendre toutes les mesures utiles pour faire cesser ces perturbations. S'ils ne le font pas eux-mêmes, il y est procédé d'office par les soins de l'administration, compte tenu des dispositions de l'article 9 ci-dessus.

Art 12. — Les modalités du contrôle des servitudes et obligations résultant des articles 3, 7 et 8, les conditions dans lesquelles interviennent les autorisations prévues aux articles 3 *b*) et 7 et les pénalités encourues en cas d'infraction sont celles fixées par la loi du 15 juin 1906.

Art. 13. — Les autorisations prévues à l'article 2 de la loi du 15 juin 1906 ne seront accordées qu'avec l'assentiment du ou des ministres intéressés dans tous les cas où, en vertu de la présente loi, il y a lieu à autorisation préalable à la mise en service.

Art 14. — L'avis des ministres dont les services exploitent ou contrôlent des centres de réception radioélectrique est ajouté, le cas échéant, à ceux en conformité desquels sont accordées les autorisations prévues à l'article 4 de la loi du 15 juin 1906.

Art. 15. — Aux conférences prévues à l'article 14 de la loi du 15 juin 1906 prennent part, le cas échéant, les représentants des ministres dont l'administration exploite ou contrôle des centres de réception radioélectrique.

Art. 16. — Les dispositions de l'article 24 de la loi du 15 juin 1906 sont applicables aux contraventions concernant le fonctionnement dse centres de réception radioélectrique.

Art. 17. — Des arrêtés, pris par le ministre des postes, télégraphes et téléphones et par le ministre de l'industrie et du commerce, après avis du comité de coordination des télécommunications de l'Union française et du comité technique de l'électricité, déterminent la liste et les caractéristiques du matériel électrique qui ne peut sans autorisation préalable:

a) Etre mis en service, modifié ou transformé dans une zone de protection ou de garde radioélectrique;

b) Etre mis en service sur l'ensemble du territoire, même hors des zones de servitudes.

Art. 18. — Un règlement d'administration publique, pris sur le rapport du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du ministre de l'industrie et du commerce, après avis du comité de coordination des télécommunications de l'Union française et du comité technique de l'électricité, détermine:

I. — La plus grande distance qui, pour chaque catégorie, peut séparer le périmètre des zones de protection et de garde radioélectrique et les limites des centres.

II. — Les modalités suivant lesquelles les plans d'établissement de servitudes sont soumis à enquête publique avant approbation.

Art. 19. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux départements et aux territoires d'outre-mer.

ANNEXE N° 179

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux **comptes spéciaux du Trésor** (exercice **1949**), par M. Canivez, au nom de M. Malécot, sénateurs (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 25 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 24 février 1949, p. 322, 2e colonne.)

ANNEXE N° 180

(Session de 1949. — Séance du 24 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les **publications destinées à la jeunesse**, par Mme Marie-Hélène Cardot, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, j'ai l'honneur de vous présenter l'avis de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi relatif aux publications destinées à la jeunesse. Ce projet pose le problème de la protection morale de l'enfance et doit passer au premier plan de nos préoccupations puisqu'il intéresse l'avenir même du pays.

Il s'agit de milliers d'enfants et d'adolescents qui parfois ont vécu durant de longs mois, de longues années, dans des conditions de danger moral que nul ne peut nier, dans un foyer d'où bien souvent le père était absent, soit qu'il fût mort au combat, retenu prisonnier ou arraché à sa famille comme déporté. Ces enfants, innocentes victimes, dont les petites âmes connurent trop tôt la souffrance, désertèrent un foyer attristé par la préoccupation constante de la pauvre maman éplorée, qui devait seule en assumer la charge, avec celle non moins obsédante de l'absence du papa. Ces enfants se trouvaient souvent livrés à eux-mêmes dans l'ambiance déprimante et désaxée que nous avons connue sous l'occupation allemande. Vivant une vie amorale qui a laissé une forte empreinte sur leur imagination et leur esprit, la lecture d'illustrés malsains aidant, ces enfants n'eurent jamais l'occasion de former leur volonté, d'affermir leur caractère et furent insensiblement amenés à accepter les solutions de facilité et les compromis les plus dangereux.

On ne saurait assez dire l'action sournoise de cette littérature amorale et frelatée, exempte de toute vérité, de tout idéal, parfois de vraisemblance, et qui achemine notre belle jeunesse de France vers les maisons de correction, voire même les prisons.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5944, 6110, 6197 et in-8° 1580; Conseil de la République, 109 et 139 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3838, 5305, 5813, 6096 et in-8° 1541; Conseil de la République, 71, 130 et 173 (année 1949).

Quelle déception pour ceux qui, pendant quatre ans et davantage, ont risqué leur vie pour maintenir intact le génie, l'idéal français, qui ont supporté toutes les souffrances, dans l'espoir de voir renaître, de ces souffrances mêmes, une France plus noble, plus grande, régénérée par la jeunesse.

Qu'est-elle devenue, cette immense espérance proclamée par nos martyrs jusqu'au poteau d'exécution?

Pour remettre un peu d'ordre dans les esprits, il faut réagir courageusement; le combat nouveau paraît plus âpre, plus dur que celui mené dans la clandestinité, aggravé par les divisions, qui, hélas! existent, parmi ceux mêmes qui ont combattu côte à côte dans les différents champs de bataille.

Mais nous devons nous retrouver tous, pour clamer notre mépris envers ceux qui mettent leur talent à exposer et à se complaire dans ce qu'il y a de plus vil, de plus grossier, assumant ainsi une très lourde responsabilité morale plutôt que d'entraîner ces jeunes au service de causes exaltantes de justice, de fraternité qui peuvent seules aider au relèvement des ruines accumulées par la guerre dans tous les domaines.

L'an dernier, dans cette Assemblée, un long débat fut instauré à la suite de la question orale posée par notre éminent collègue, M. Pernot, concernant l'aggravation de la criminalité juvénile. A ce moment, M. le garde des sceaux nous a promis de faire vite, de ne pas différer une question aussi grave, qui avait retenu l'attention de l'unanimité de notre Assemblée. Le statut de la presse enfantine que nous sommes heureux de voir apparaître n'est qu'un des premiers textes présentés pour assainir la presse tout entière; nous attendons impatiemment d'autres réalisations indispensables, car ce poison moral fait d'énormes progrès. Nous nous souvenons tous de l'appel poignant de M. le pasteur La Gravière, et il ne servirait à rien de dénoncer ces abus et ces dangers si l'on n'apportait pas en même temps les réformes indispensables.

M. le garde des sceaux, avait bien voulu adresser une circulaire à tous les procureurs de la République leur prescrivant d'interdire diverses publications, mais ce n'est pas suffisant, ces mesures ont été appliquées, et des quantités d'illustrés continuent à paraître et à être exposés dans les kiosques, les bibliothèques de gare, ou des voyageurs très pressés, sans prendre le temps de choisir, achètent, sans discernement la plupart du temps, pour assurer avec la distraction de leurs enfants, la tranquillité de leur voyage. En principe, ces publications tombent sous le coup des dispositions du code de la famille, concernant les outrages aux bonnes mœurs, mais en fait les parquets n'interviennent que si des protestations véhémentes les y obligent.

C'est ainsi que de trop nombreux jeunes gens abordent l'existence dans un grave déséquilibre psychophysiologique, dont les effets se prolongent non seulement sur leur vie entière, mais sur leur postérité, causant des troubles nerveux et mentaux indiscutablement reconnus par des médecins autorisés.

Sachez qu'en 1939, cinq ou six journaux dangereux réservés à la jeunesse tiraient à 2 millions d'exemplaires, alors que 10 journaux bien faits ne dépassaient guère le chiffre de 1 million. Ces publications nocives savent capter l'intérêt de leurs jeunes lecteurs, dont le cerveau, si malléable, enregistre avec admiration toutes les aventures invraisemblables et les histoires d'apaches qui leur sont présentées en faisant appel aux instincts les plus bas et les plus grossiers.

L'enfant est formé par la famille, il n'appartient pas à l'Etat, et tous les pères et mères ont le droit et le devoir de s'inquiéter de la presse enfantine.

De plus, cette presse déshonorée nous déshonore doublement. Elle déshonore aux yeux des enfants les hommes honnêtes, les parents qui proposent ou tolèrent ces récits démoralisants. Elle nous déshonore aux yeux de l'étranger, pour lequel la France fut toujours un guide d'éducation.

Enfin, les efforts tentés par ces hommes et ces femmes dévoués pour obtenir un choix de ces illustrés susceptibles d'être mis entre les mains des enfants, va trouver sa récompense. Je pense aux expositions de presse enfantine, afin de pouvoir discerner en toute équité les journaux bons, passables ou franchement mauvais.

Mais il faudra poursuivre obstinément la lutte, chacun de nous devra s'y employer, pour que s'épanouisse dans la propreté, l'honnêteté, la moralité, la conscience, la joie de vivre, une génération pure, idéaliste, et une enfance plus heureuse. Notre vigilante attention, mes chers collègues, ne devra jamais se relâcher.

Nous regrettons que tous les journaux fassent, plus complaisamment mention de scandales, de crimes odieux, alors qu'il serait aussi facile d'attirer l'attention sur tant d'exemples de moralité, de dévouement filiaux, fraternels ou simplement humains, allant parfois même jusqu'à l'héroïsme. Nous souhaitons que le statut de la presse enfantine soit efficace, et s'affirme, ainsi, comme un exemple pour l'assainissement ultérieur de la presse des adultes.

Votre commission de la famille, dans ses délibérations, a été entièrement d'accord sur le principe du statut de la presse enfantine, mais jugeant insuffisante la rédaction de l'article 2 du projet, vous propose de le modifier de la façon suivante:

« Les publications visées à l'article 1er ne doivent comporter aucune illustration, aucun récit, aucune chronique, aucune rubrique, aucune insertion de nature à émouvoir d'une façon malsaine l'âme enfantine. En particulier doit être exclu tout sujet concernant le banditisme, le vol, la débauche ou faisant appel au mensonge ou à des sentiments de lâcheté ou de haine. Sont également visés par le même article tous actes qualifiés crimes ou délits ou de nature à démoraliser l'enfance ou la jeunesse.

« Le texte de ces publications doit être rédigé en un français correct ». (Le paragraphe 2 sans changement.)

La commission a d'autre part, retenu la suggestion faite par un de ses membres tendant à encourager les publications scolaires, par une sélection des meilleurs articles qui seraient susceptibles d'être vendus aux éditeurs de journaux pour enfants.

C'est sous la réserve de ces observations et de l'amendement à l'article 2 que votre commission de la famille, de la population et de la santé publique donne un avis favorable au projet de loi qui vous est soumis.

ANNEXE N° 181

(Session de 1949. — Séance du 25 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à provoquer une **baisse des taux de frets maritimes** appliqués aux **produits exportés** par les **territoires africains** de l'Union française, plus particulièrement aux **bois coloniaux,** présentée par M. Durand-Réville, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la France d'outre-mer.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les compagnies de navigation françaises et étrangères, dont des lignes régulières desservent les territoires africains de l'Union française, sont groupées en pool et appliquent des tarifs communs de fret aux produits qui sont exportés de ces territoires à destination de la France et des autres pays de l'Europe continentale.

Si les produits des mêmes territoires sont destinés à l'Angleterre, les mêmes tarifs sont appliqués par les compagnies françaises et hollandaises; par contre, la compagnie anglaise faisant partie du pool est libre de fixer les tarifs qui lui conviennent.

Les tarifs du pool qui étaient déjà très élevés, ont encore été augmentés à compter du 1er janvier dernier, de 15 à 18 p. 100. Ils vont porter un coup fatal au développement de certaines productions, dont plus particulièrement celle des bois coloniaux.

Les taux de fret sont passés, en effet, pour ces bois de:

6.210 F à 7.110 F la tonne, 4.560 F à 5.500 F le mètre cube pour les bois bruts, rondins ou équarris;

3.570 à 4.110 F le mètre cube pour les bois débités;

3.040 à 3.500 F la tonne pour les traverses de chemin de fer;

3.500 à 4.030 F le mètre cube pour les parquets et merrains.

Sauf pour un petit nombre d'essences privilégiées dont on commence d'ailleurs à trouver le prix excessif, nos bois tropicaux étaient déjà, dans leur ensemble, assez difficiles à placer à des cours rémunérateurs, tant dans la métropole qu'à l'étranger. Leur prix de revient n'a fait que monter sans cesse depuis la libération; les salaires payés au personnel européen et plus encore au personnel indigène des exploitations, de même que les prix du matériel d'équipement des chantiers de coupe et des scieries, ont presque doublé durant l'année 1948 et sont loin, encore actuellement, d'être stabilisés, alors que les cours des bois ont au contraire, pour la plupart, depuis six mois, subi un affaissement considérable et accusent actuellement, comme nombre de produits de grande consommation, une nouvelle tendance à la baisse sur tous les marchés du monde.

La hausse des frets intervenue au 1er janvier 1949 peut avoir ainsi des conséquences graves. Elle contribue, pour une large part à faire maintenir, dans de nombreux cas, par les producteurs de bois, des prix de vente qui, s'ils deviennent de moins en moins rémunérateurs, n'en rebutent pas moins les acheteurs. Il y a risque dans ces conditions de voir se fermer complètement certains marchés, notamment étrangers, où la concurrence s'exerce déjà sévèrement.

Il est en tout cas indéniable que le développement de la production forestière des territoires africains de l'Union française est loin de prendre l'ampleur qui avait été prévue lors de l'élaboration du plan de production et il ne faut en chercher de motif ailleurs que dans le manque d'équilibre entre les prix de revient et les prix possibles de vente. Les entreprises nouvelles qui se sont ou devaient s'installer ralentissent pour la plupart l'exécution de leur programme, tandis que nombre de petits exploitants de bois divers, rendus circonspects par la situation actuelle du marché des bois, envisagent de fermer leurs chantiers de coupe à plus ou moins brève échéance.

Les nouveaux tarifs de fret constituent donc une grave menace pour l'accroissement de la production forestière africaine.

Il n'est d'ailleurs que de faire un rapprochement de ces tarifs avec les prix de revient en C. I. F. port européen pour juger combien peut être lourde leur incidence sur ces prix.

Pour l'okoumé — qualité loyale et marchande — et les essences très appréciées — transportées en brut, le fret — 110 / — compte pour près de 35 p. 100.

Pour les qualités secondes des mêmes bois et pour les autres essences, dont la valeur en fob est très inférieure à celle des essences précédentes le fret compte pour 45 à 60 p. 100 et même davantage dans certains cas.

C'est nettement excessif.

Il convient d'ajouter que les frets appliqués par les compagnies de navigation anglaises et belges pour les bois similaires en provenance de la Côte d'Or, de la Nigeria, du Cabinda et du Congo belge, sont très sensiblement moins chers, ce qui handicape très sérieusement le placement des bois tropicaux français et restreint d'autant le chiffre des devises qui pourraient être rapatriées par l'exportation de ces bois, ou des fabrications métropolitaines qui en sont issues, sur les pays étrangers.

Les compagnies maritimes belges appliquent des taux très bas (110/) pour les importations faites de Boma et de Cabinda sur Anvers, d'où les bois sont répartis, tant en Belgique même que dans les pays voisins, Hollande et Allemagne notamment.

Quant aux compagnies anglaises, elles appliquent bien entendu les tarifs du pool, pour les bois coloniaux français exportés sur la France et les pays du Nord et du Centre européen (Belgique, Hollande, Danemark, Suède et Norvège). Par contre, elles consentent une légère réduction (130/ au lieu de 140/) quand les chargements pris dans nos territoires d'outre-mer sont destinés à l'Angleterre et, s'il s'agit de bois chargé en Nigeria ou en Gold Coast — toujours pour la Grande-Bretagne — leurs tarifs de transport maritime ne sont plus que de 110/.

Ainsi, Belgique et Angleterre peuvent recevoir, pour leurs propres besoins ou pour être réexportés sur d'autres pays européens, des bois similaires — sauf okoumé — à ceux de nos territoires forestiers africains et pour lesquels il est payé 110/ de fret, alors que les bois tropicaux français doivent, pour les mêmes destinations, payer 140/.

Cette différence — plus de 1.600 F par tonne — est assez importante pour rendre pratiquement impossible sur la plupart des marchés européens, l'écoulement de tous nos bois africains qui peuvent être concurrencés par les bois belges et anglais.

Elle est assez importante aussi pour nous inciter à demander au Conseil de la République d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, en présence du taux de fret appliqué par les compagnies françaises de navigation aux bois exportés par les territoires africains de l'Union française, bois dont certains deviennent de placement difficile dans la métropole et pratiquement impossible à l'étranger, où ils sont concurrencés par des bois similaires d'autres provenances, transportés à meilleur compte, invite le Gouvernement à provoquer un abaissement de ces taux de fret.

ANNEXE N° 182

(Session de 1949. — Séance du 25 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réglementation de la **propagande électorale** pour les **élections cantonales,** par M. de Montalembert, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 26 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 25 février 1949, page 383, 1re colonne.)

ANNEXE N° 183

(Session de 1949. — Séance du 25 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, maintenant provisoirement en vigueur au delà du 1er mars 1949 certaines **dispositions législatives et réglementaires** du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1948, par M. Georges Pernot, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 26 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 25 février 1949, page 391, 2e colonne.)

ANNEXE N° 184

(Session de 1949. — Séance du 1er mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, fixant la **date** des **élections** aux **chambres de métiers,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 26 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 25 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi fixant la date des élections aux chambres de métiers.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 5 de la loi du 26 juillet 1925 portant création de chambres de métiers est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 5. — Les membres de chambres de métiers sont élus pour six ans; ils sont indéfiniment rééligibles, le renouvellement a lieu par moitié dans chaque catégorie tous les trois ans, dans le courant de novembre. Lors de la constitution d'un chambre de métiers, l'ordre de renouvellement dans chaque catégorie est fixé par le sort. »

Art. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi du 6 mars 1946 modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 rétablissant les élections aux chambres de métiers, le premier renouvellement partiel aura lieu en novembre 1949 et portera sur la moitié des membres de chaque catégorie. Les membres des chambres de métiers qui n'auront pas été soumis à ce renouvellement partiel resteront en fonction jusqu'à l'installation des membres qui seront élus en novembre 1952.

Art. 3. — Le préfet doit mettre à la disposition des candidats les enveloppes nécessaires à l'expédition des circulaires et des bulletins de vote qui seront envoyés en franchise aux électeurs.

Quiconque se servira de la franchise prévue à l'alinéa ci-dessus pour adresser aux électeurs tout document autre que ceux visés ci-dessus sera puni d'une amende de 5.000 à 100.000 F et d'un emprisonnement de six jours à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 185

(Session de 1949. — Séance du 1er mars 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi ouvrant des **crédits** pour **secourir** les **populations** des communes de **Kerrata** et d'**Oued Marsa** (Constantine), victimes du **séisme** du 17 février 1949, présentée par MM. Jules Valle, Tucci, Ou Rabah Abdelmadjid et Sisbane (Chéril), sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le 17 février 1949, une secousse sismique a gravement éprouvé une partie du département de Constantine. Le désastre s'étend de la commune de plein exercice de Kerrata à la commune mixte d'Oued-Marsa. On compte deux morts, dix-sept blessés et les dégâts matériels sont évalués à plusieurs centaines de millions touchant non seulement des intérêts privés mais aussi le domaine public.

Cette catastrophe vient aggraver la situation des habitants de ces régions, rendue déjà difficile par des tremblements de terre précédents. Aussi, le Conseil de la République voudra-t-il exprimer son entière solidarité aux populations sinistrées en adoptant la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer, d'urgence, un projet de loi ouvrant un crédit de 200 millions à titre provisionnel, mis à la disposition du gouverneur général de l'Algérie, afin de faire face aux besoins urgents résultant des tremblements de terre qui viennent de se produire dans le département de Constantine.

ANNEXE N° 186

(Session de 1949. — Séance du 1er mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à porter de quatre-vingts à cent vingt l'**effectif des baudets nationaux,** par M. Charles Brune, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le mulet vient, aujourd'hui, au premier rang des produits de l'élevage qui nous sont demandés.

La France, qui doit plus que jamais orienter sa production vers l'exportation, peut fort bien, dans les années qui vont venir, élargir encore la place qu'elle s'est taillée sur le marché du mulet en Europe centrale et méridionale.

Jusqu'à présent nous n'avons pu suffire aux demandes de l'Afrique du Nord, de l'Espagne, de l'Italie, de la Suisse, de la Grèce et de la Turquie.

Il nous a fallu contingenter sévèrement les mulets à la sortie pour ne pas appauvrir dangereusement le cheptel français, tout en tentant de répondre partiellement à la demande étrangère, afin de maintenir en haleine nos acquéreurs traditionnels.

C'est ainsi que nous n'avons autorisé à la sortie, depuis la libération, que les contingents suivants:

Espagne, 1.100 mulets; Italie, 500 mulets; Andorre, 500 mulets; Suisse, 250 mulets, sans compter l'Afrique du Nord qui puise abondamment dans la production métropolitaine, sans donner lieu à octroi de licences.

Il faut ajouter à ces contingents plusieurs milliers de mules et muletons qui, depuis la fermeture de la frontière espagnole, ont franchi les Pyrénées clandestinement.

On peut estimer qu'il est sorti de France, par an, officiellement ou non, depuis la cessation des hostilités, à peu près 1.000 à 1.500 mulets, mules et muletons.

La production française est basée sur les chiffres suivants:

Nombre de baudets nationaux, 80;
Nombre de baudets particuliers, 300;
Nombre de juments livrées aux baudets, 14.000,

pour une production annuelle de 3.500 à 4.000 mulets, sur lesquels on ne peut songer à l'heure actuelle en exporter plus de 2.000.

Or, l'Espagne, à elle seule, serait preneur de 5 à 6.000 mules par an.

Mais pour répondre à la demande étrangère, il nous faut accroître la production, qui satisfait modestement nos besoins nationaux. C'est dans cet esprit que, sous les auspices du service des haras, une « Journée du mulet » s'est tenue le 17 novembre 1948, au comité national interprofessionnel des chevaux

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6289, 6469 et in-8° 1591; Conseil de la République: 137 et 146 (année 1949.)

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6132 et in-8° 1536; Conseil de la République, 156 année 1949.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6099 et in-8° 1640.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3590, 4631 et in-8° 1536; Conseil de la République: 73 (année 1949).

et mulets. Les conclusions suivantes en ont été tirées:

1° Encouragement à la production du baudet dans le Poitou, qui ne peut fournir que cinquante baudets par an à l'exportation;

2° Augmentation du nombre des baudets nationaux.

En effet, seul le nombre des baudets à la saillie limite à l'heure actuelle la production mulassière, puisque la jumenterie, qui peut leur être livrée du jour au lendemain, sera toujours suffisante en quantité pour alimenter la clientèle des baudets en service et accroître la production mulassière au rythme même du nombre de ceux-ci.

L'accroissement de l'effectif des baudets nationaux, parfaitement justifié par les raisons ci-dessus, répondra aux vœux des producteurs et aussi à ceux des collectivités locales, telles que les conseils généraux du Cantal, des Hautes-Pyrénées, de la C. G. A. du Gers, etc.

L'achat de ces reproducteurs, qui pourra s'échelonner sur deux ou trois ans, serait couvert par le prélèvement sur le pari mutuel au titre de l'élevage.

En conséquence votre commission de l'agriculture vous demande d'adopter la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'effectif des baudets nationaux est porté de quatre-vingts à cent vingt têtes.

ANNEXE N° 187

(Session de 1949. — Séance du 1er mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de **crédits** au **budget de la France d'outre-mer (cyclone de la Nouvelle-Calédonie),** par M. Saller, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale dans sa séance du 15 février 1949, tendant à ouvrir 95 millions de crédits destinés à réparer les dégâts causés en Nouvelle-Calédonie par les deux cyclones de janvier et mars 1948, reçoit de votre commission l'avis le plus favorable.

Cependant, votre commission, examinant les conditions dans lesquelles ces crédits seront utilisés, a été amenée à constater que les crédits sont demandés au titre de l'exercice 1948 et que les règlements comptables en vigueur dans la métropole et dans les territoires d'outre-mer ne permettront pas d'effectuer toutes les dépenses prévues avant la clôture des périodes d'exécution du budget de 1948.

Votre commission des finances vous propose donc, afin que le geste de solidarité de la métropole envers la Nouvelle-Calédonie puisse avoir sa pleine efficacité, d'ajouter un article 2 permettant le report à l'exercice 1949 des dotations non employées pendant l'exercice 1948 et, en conséquence, de bien vouloir donner avis favorable au texte suivant:

PROJET DE LOI

Article 1er. — Il est ouvert au ministre de la France d'outre-mer sur l'exercice 1948, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 95 millions de francs et applicables aux chapitres ci-après du budget de son département.

Chap. 515 (nouveau). — Secours d'urgence aux victimes des cyclones de la Nouvelle-Calédonie, 25 millions de francs.

Chap. 516 (nouveau). — Participation aux dépenses de remise en état des installations des services publics de la Nouvelle-Calédonie, 70 millions de francs.

Total, 95 millions de francs.

Art. 2 (nouveau). — La fraction des crédits ouverts à l'article précédent non utilisée à la clôture de l'exercice 1948 pourra être reportée par décret sur l'exercice 1949.

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 5564, 6284 et in-8° 1573; Conseil de la République, 150 (année 1949).

ANNEXE N° 188

(Session de 1949. — Séance du 1er mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Bénigne Fournier et des membres de la commission de l'agriculture, tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'**indemnité** accordée aux propriétaires **d'animaux abattus pour cause de morve** par application de l'article 36 de la loi du 21 juin 1898 sur le code rural, par M. Charles Brune, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution qui vous est soumise tend à inviter le Gouvernement à uniformiser le taux des indemnités accordées aux propriétaires d'animaux abattus comme étant atteints de certaines formes de maladies contagieuses, visées par la loi du 21 juin 1898 sur le code rural, modifiée par la loi du 7 juillet 1933, relative à la prophylaxie de la tuberculose des bovidés.

Elle vise singulièrement l'uniformisation du taux des indemnités dans le cas d'abatage d'équidés.

A l'heure actuelle, deux maladies des équidés: la morve et la dourine, donnent droit, sous certaines conditions, à l'attribution d'indemnités aux propriétaires d'animaux sacrifiés par ordre de l'autorité. Mais ces indemnités varient avec la maladie entraînant l'abatage. Cette indemnité est de 1.500 francs au maximum pour un animal sacrifié pour cause de morve. Elle de 80.000 ou de 120.000 francs au maximum, suivant le sexe de l'animal abattu, dans le cas de dourine. Il y a là une disproportion qu'il est indispensable de faire disparaître.

En effet, dans un cas comme dans l'autre, l'indemnité a, avant tout, pour but d'inviter les propriétaires d'animaux à faire déclaration de la maladie dont sont atteints ceux-ci, afin de déclencher sans retard les mesures de prophylaxie. Elle est par là-même à la base de la protection de notre cheptel.

Il y a lieu d'ajouter que le nombre d'équidés sacrifiés pour cause de morve est très faible, cette maladie ayant pratiquement disparu de notre territoire et ne réapparaissant qu'épisodiquement. Il n'est pas à craindre, par suite, que l'égalisation du taux des indemnités attribuées dans le cas de morve et de dourine constitue une charge incompatible avec la situation financière de l'Etat.

Elle constituera une mesure de sauvegarde de la richesse nationale et une mesure d'équité à l'égard des propriétaires d'équidés atteints de morve pour qui l'abatage systématique de leurs animaux peut se traduire par la ruine.

C'est pour cet ensemble de raisons que votre commission de l'agriculture, unanime, vous demande d'adopter le texte de la proposition de résolution qui vous est présentée en son nom:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à reviser, sans tarder, le montant de l'indemnité accordée aux propriétaires d'animaux abattus pour cause de morve, par application des dispositions de l'article 36 de la loi du 21 juin 1898 sur le code rural, modifiées par celles de l'article 3 de la loi du 7 juillet 1933 et à rendre cette indemnité égale à celles dont bénéficient les propriétaires d'équidés abattus pour cause de dourine.

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 122 (année 1949).

ANNEXE N° 189

(Session de 1949. — Séance du 1er mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **création de postes** aux **cours d'appel** de **Paris,** d'**Amiens** et de **Colmar** et à l'administration centrale du ministère de la justice, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 1er mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 22 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant création de postes aux cours d'appel de Paris, d'Amiens et de Colmar et à l'administration centrale du ministère de la justice.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: Edouard Herriot.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont créées à la cour d'appel de Paris deux nouvelles chambres comprenant le personnel suivant:

Deux présidents de chambre;
Quatre conseillers;
Un avocat général;
Un substitut général;
Quatre greffiers;
Un agent de service.

Art. 2. — Est créé un poste de conseiller à la cour d'appel d'Amiens.

Art. 3. — Est créé un poste de conseiller à la chambre détachée à Metz de la cour d'appel de Colmar.

Art. 4. — Le tableau A annexé au décret du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire, modifié en dernier lieu par la loi validée du 19 mai 1944, est à nouveau modifié comme suit:

Cour d'appel de:

Paris: 7 départements; 16 chambres; 1 premier président; 30 présidents de chambres; 67 conseillers; 1 procureur général; 13 avocats généraux; 21 substituts; 1 greffier en chef; 30 greffiers.

Amiens: 3 départements; 2 chambres; 1 premier président; 2 présidents de chambres; 7 conseillers; 1 procureur général; 1 avocat général; 2 substituts; 1 greffier en chef; 3 greffiers.

Colmar: 2 départements; 3 chambres; 1 premier président; 3 présidents de chambres; 7 conseillers; 1 procureur général; 2 avocats généraux; 2 substituts.

Colmar (chambre détachée à Metz): 1 département; 1 chambre; 1 président de chambre; 4 conseillers; 1 avocat général; 1 substitut.

Art. 5. — Il est créé à l'administration centrale du ministère de la justice:

Un poste de magistrat ayant rang de substitut au tribunal de première instance de la Seine;

Un poste de magistrat ayant rang de substitut-adjoint au tribunal de première instance de la Seine;

Trois postes de magistrat ayant rang de substitut de deuxième classe.

Art. 6. — En conséquence, l'article 3 de la loi du 31 décembre 1936, modifié en dernier lieu par l'ordonnance n° 45-1966 du 1er septembre 1945, portant réorganisation du ministère de la justice, qui a complété par un

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.): 5631, 6250, 3183, 6465 et in-8° 1601; Conseil de la République, 32 (année 1948).

tableau C le décret du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire, est, compte tenu des déductions d'effectifs résultant de la loi du 31 décembre 1945, modifié à nouveau comme suit:

TABLEAU C

Personnel de l'administration centrale du ministère de la justice.

« 15 magistrats ayant rang de substitut au tribunal de première instance de la Seine;

« 20 magistrats ayant rang de substitut-adjoint au tribunal de première instance de la Seine;

« 21 magistrats ayant rang de substitut de première classe;

« 20 magistrats ayant rang de substitut de deuxième classe ».

Art. 7. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa publication.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 190

(Session de 1949. — Séance du 1er mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, fixant la **date** des **élections** aux **chambres de métiers,** par M. Tharradin, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 2 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 1er mars 1949, page 427, 1re colonne.)

ANNEXE N° 191

(Session de 1949. — Séance du 2 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale autorisant le Président de la République à ratifier deux **avenants** à la **convention générale** entre la **France** et la **Belgique** du 17 janvier 1948 sur la **sécurité sociale,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 25 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 25 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux avenants à la convention générale entre la France et la Belgique du 17 janvier 1948 sur la sécurité sociale.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier les deux avenants à la convention générale entre la France et la Belgique, du 17 janvier 1948, sur la sécurité sociale.

Un exemplaire de ces avenants sera annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6099 et in-8° 1610; Conseil de la République, 184 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5387 6383 et in-8° 1612.

ANNEXE N° 192

(Session de 1949. — Séance du 2 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale modifiant l'**article 25** du **livre Ier** du **code du travail,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 1er mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 25 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi modifiant l'article 25 du livre 1er du code du travail.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 25 du livre Ier du code du travail est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 25. — En matière de louage de services, si un patron, un employé, un ouvrier ou un apprenti se trouve astreint aux obligations imposées par le service préparatoire ou se trouve rappelé sous les drapeaux à un titre quelconque, le contrat de travail ou d'apprentissage ne peut être rompu à cause de ce fait.

« Tout militaire libéré du service militaire légal et réemployé dans le délai d'un mois suivant sa libération, dans l'établissement où il travaillait au moment de son départ pour l'armée, bénéficiera de tous les avantages qu'il avait acquis au moment de son départ.

« Un droit de priorité à l'embauchage, valable durant une année à dater de sa libération, est réservé à tout travailleur qui n'aura pu être réemployé à l'expiration de la durée légale de son service militaire dans l'établissement où il travaillait au moment de son départ. »

Art. 2. — L'intitulé du paragraphe 2 de la section première du chapitre 2 du titre II du livre Ier du code du travail, est modifié comme suit:

« Règles particulières aux personnes soumises à des obligations militaires ou prémilitaires. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4389, 6475 et in-8° 1611.

ANNEXE N° 193

(Session de 1949. — Séance du 2 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République, tendant à définir les conditions dans lesquelles les **militaires dégagés des cadres** peuvent concourir pour la **Légion d'honneur** et la **médaille militaire,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la défense nationale.)

Paris, le 1er mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 22 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à définir les conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur et la médaille militaire.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

Nouvelle délibération

(Application de l'article 36, alinéa 2, de la Constitution.)

PROPOSITION DE LOI

TENDANT A DÉFINIR LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LES MILITAIRES DÉGAGÉS DES CADRES PEUVENT CONCOURIR POUR LA LÉGION D'HONNEUR ET LA MÉDAILLE MILITAIRE

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 30 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 sont applicables à tous les militaires rayés des cadres de l'armée active, par application des dispositions législatives relatives au dégagement des cadres antérieures à la promulgation de la présente loi.

Art. 2. — Les militaires rayés des cadres de l'armée active, admis à concourir pour la Légion d'honneur ou la médaille militaire au titre de l'armée active, concourront entre eux. Ceux qui seront inscrits aux tableaux de concours y figureront sous une rubrique spéciale intitulée : « Militaires dégagés des cadres ». Un contingent annuel de décorations avec traitement leur sera réservé.

Les titres de ces militaires seront appréciés dans les mêmes conditions que ceux des militaires en activité. Ceux de ces titres qui résultent de l'ancienneté leur seront comptés comme s'ils étaient en activité de service pendant la période au cours de laquelle ils sont admis à concourir au titre de l'armée active.

Ceux de ces militaires qui n'ont pas été compris dans l'un au moins des travaux normaux de concours établis après la cessation des hostilités et qui ne sont plus proposables, la période au cours de laquelle ils pouvaient concourir au titre de l'armée active étant révolue, seront, s'ils en font la demande, compris dans le premier travail normal de concours à intervenir, à condition que cette période n'ait pas pris fin avant la publication du premier tableau de concours normal postérieur à la cessation des hostilités.

Art. 3. — Les officiers qui, dégagés des cadres, ont été mis en non-activité par suppression d'emploi, concourront entre eux pour la Légion d'honneur dans les mêmes conditions que les militaires en activité de service. Ceux qui seront inscrits au tableau y figureront sous une rubrique spéciale intitulée : « Militaires dégagés des cadres, en non-activité par suppression d'emploi ». Un

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5380, 5381, 6171, 6341 et in-8° 1309, 1503 et 1596; Conseil de la République: 997, II-113 et in-8° II-37 (année 1948).

contingent annuel de décorations avec traitement leur sera réservé.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

TEXTE DE LA DEMANDE DE NOUVELLE DÉLIBÉRATION FORMULÉE PAR M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 25 janvier 1949.

Monsieur le président,

Conformément à l'article 36, paragraphe 2, de la Constitution, j'ai l'honneur de demander à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République de délibérer à nouveau sur la loi tendant à définir les conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur et la médaille militaire.

La rédaction actuelle du troisième alinéa de l'article 2 me paraît être en contradiction aussi bien avec le reste du texte qu'avec l'ensemble de la législation relative à l'attribution des décorations. Pour éviter cette discordance, il conviendrait d'apporter à cet alinéa les modifications nécessaires.

Je vous prie de bien vouloir agréer, monsieur le président, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Signé: VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République,
Le président du conseil des ministres,
Signé: HENRI QUEUILLE.
Le ministre de la défense nationale,
Signé: PAUL RAMADIER.

ANNEXE N° 194

(Session de 1949. — Séance du 2 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à accorder aux **jeunes travailleurs** des **professions agricoles** et forestières des **congés payés** d'une durée identique à ceux des autres professions, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

Paris, le 1er mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 22 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à accorder aux jeunes travailleurs des professions agricoles et forestières des congés payés d'une durée identique à ceux des autres professions.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'alinéa 2 de l'article 54 G et l'alinéa 2 de l'article 54 J du Livre II du code du travail sont applicables aux professions agricoles et forestières.

Art. 2. — Un règlement d'administration publique, pris dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, en déterminera les conditions d'application.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3886, 5036, 6381 et in-8° 1594.

ANNEXE N° 195

(Session de 1949. — Séance du 2 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier l'article 3 de l'acte dit loi du 5 mars 1943 relatif à la réglementation de l'**activité des entreprises privées** participant au service extérieur des **pompes funèbres,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 1er mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 22 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'acte dit loi du 5 mars 1943, relatif à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de bien vouloir saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 3 de l'acte dit loi du 5 mars 1943 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 3. — Un règlement d'adminstration publique déterminera les conditions dans lesquelles pourront être faites les offres de service à l'occasion d'un décès en vue d'obtenir, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, la commande de fournitures funéraires ou le règlement de convois. Sont interdits les démarches quelconques sur la voie publique ou dans un lieu ou édifice public ouvert au public ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 196

(Session de 1949. — Séance du 2 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale constatant la nullité de l'acte dit loi du 14 février 1941, complétant la loi du 15 mars 1928 facilitant l'**aménagement des lotissements défectueux,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie.)

Paris, le 1er mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 22 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi constatant la nullité de l'acte dit loi du 14 février 1941, complétant la loi du 15 mars 1928 facilitant l'aménagement des lotissements défectueux.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit loi du 14 février 1941 complétant l'article 12 de la loi du 15 mars 1928 facilitant l'aménagement des lotissements défectueux.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos 3969, 6193, et in-8° 1598.
(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4876, 5892 et in-8° 1597.

ANNEXE N° 197

(Session de 1949. — Séance du 2 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à reconnaître la **coopération dans le commerce de détail** et à organiser son statut, par M. Rochereau, sénateur (1)

Mesdames, messieurs, dès avant la guerre de 1914, le législateur a tenu à réglementer les diverses formes de coopération dans le domaine économique.

Une loi du 4 décembre 1913 a donné son statut à la coopération maritime; une loi du 25 février 1917 a organisé la coopération de production; une loi du 7 mai 1912 a organisé les coopératives de consommation; celle du 5 août 1920 a établi les bases du crédit mutuel et de la coopération agricole. Enfin, une loi du 27 décembre 1923 a défini la coopération artisanale dont le statut fut ultérieurement fixé par une loi du 1er mai 1929.

La coopération commerciale faisait exception puisqu'aucun texte ne l'avait réglementée, et pourtant cette forme d'activité n'était pas nouvelle, puisque, dès 1885, avait été fondée à Reims une société coopérative d'achat de commerçants détaillants.

Depuis 1936, les efforts de la fédération nationale des sociétés coopératives de commerçants ont tendu à promouvoir le statut de la coopération commerciale et, dans ce but, un certain nombre de projets furent déposés sur le bureau de la Chambre des députés, notamment en 1936, 1937 et 1939. Pour des raisons diverses, ces projets ne purent venir en discussion publique devant les Chambres.

La proposition de loi due à l'initiative de M. Jean Cayeux et adoptée par l'Assemblée nationale comble une lacune importante de notre législation: lors de la discussion devant le Parlement du texte qui devait aboutir à la loi du 10 septembre 1947 portant statut général de la coopération, M. Ramadier, alors président du conseil, précisait qu'il n'y avait malheureusement pas de loi pour définir le statut particulier de la coopération commerciale.

Le rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale par M. Poimbœuf rappelle très exactement le caractère spécial de la coopération commerciale et les conditions dans lesquelles ce statut s'insère dans le cadre général de la coopération.

(1) Voir les nos Assemblée nationale (1re législ.): 18, 5707 et in-8° 1462; Conseil de la République: II-105 (année 1948).

Il nous a paru nécessaire d'apporter un certain nombre de modifications au texte voté par l'Assemblée nationale: sans toucher à l'essentiel d'une proposition qui demeure acquise, nous avons pensé, dans un but de simplification, à modifier un certain nombre d'articles

La commission tient à souligner que le Gouvernement a déposé le 11 février 1949 sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet concernant le statut de la coopération commerciale et de la coopération d'entreprises industrielles (n° 6426 Assemblée nationale).

Certaines dispositions de ce texte lui ayant paru plus claires et plus simples que celles votées par l'Assemblée nationale, votre commission vous propose de les substituer à quelques articles de la proposition actuellement en discussion. Des explications complémentaires seront données au Conseil de la République au fur et à mesure de la discussion des articles.

Notre commission des affaires économiques s'est montrée favorable au principe de la reconnaissance de la coopération entre commerçants détaillants. Elle tient toutefois à souligner que la forme coopérative ne doit en aucun cas entraîner d'exonérations fiscales, qui, prenant figure de véritables privilèges, seraient de nature à fausser les règles d'une saine concurrence.

Les modifications apportées par votre commission au texte adopté par l'Assemblée nationale sont précisées dans le tableau comparatif ci-dessous:

Tableau comparatif.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 1er. — Les sociétés coopératives d'achats en commun de commerçants détaillants ont pour objet exclusif:

a) De fournir en totalité ou en partie à leurs sociétaires les marchandises et denrées destinées à la revente à leur clientèle et à l'équipement de leur profession;

b) De constituer et entretenir, à cet effet, tous stocks de marchandises, posséder tous magasins ou entrepôts particuliers, procéder à toutes opérations, transformations et manipulations nécessaires.

Les sociétaires ne supporteront, outre le prix de revient, qu'une majoration provisoire et forfaitaire destinée à assurer le fonctionnement de la société et dont l'excédent sera ristourné en fin d'exercice.

Art. 2. — Les sociétés coopératives d'achats en commun de commerçants détaillants doivent être constituées sous la forme de sociétés à capital et personnel variables et conformément à la législation applicable à la coopération. Toutefois l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867 et les articles 1er à 7 de l'acte dit loi du 4 mars 1943 ne leur sont pas applicables.

Elle ne poursuivent pas la réalisation de bénéfices, mais sont commerciales par leur forme

Art 3. — Les sociétés coopératives d'achats en commun de commerçants détaillants sont constituées par des détaillants exerçant le même commerce ou des commerces similaires précisés par les statuts, à l'exclusion des entreprises à succursales multiples.

Art 4 — Les parts sociales ne pourront être d'un montant nominal inférieur à cinq cents francs. Elles devront être libérées d'un quart au moins lors de leur souscription et en totalité dans un délai de trois ans maximum à partir de la date à laquelle leur souscription est devenue définitive.

Le sociétaire qui ne se sera pas conformé aux dispositions prévues au paragraphe précédent sera, après mise en demeure par lettre recommandée, et expiration d'un délai de trois mois à dater de l'envoi de la lettre, exclu de plein droit de la société .

Art 5. — Les fonctions des administrateurs sont gratuites.

Art. 6. — Chaque associé dispose d'une seule voix à l'assemblée générale, quel que soit le nombre de ses actions.

Sont, en outre, applicables aux assemblées générales des sociétés coopératives de commerçants les dispositions prévues par l'article 4 de la loi du 7 mai 1917, modifié par celle du 3 juillet 1925, ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation.

Art. 7. — Les sociétés peuvent constituer entre elles toutes unions ayant les mêmes objets que ceux définis à l'article 1er de la présente loi.

Ces unions devront se conformer pour leur constitution et leurs statuts aux mêmes règles que les sociétés. Elles appliqueront, pour le droit de vote aux assemblées, l'une des dispositions prévues à l'article 9, paragraphe 2, de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947.

Art. 8. — Peuvent seules être considérées comme sociétés coopératives d'achats en commun de commerçants détaillants ou unions de ces sociétés et sont seules autorisées à prendre ce titre et à l'adjoindre à leur dénomination les sociétés et unions de sociétés d'achats en commun constituées par des commerçants détaillants dans le but d'effectuer les opérations visées à l'article 1er et qui se conforment pour leur constitution et leur fonctionnement à toutes les prescriptions de la présente loi.

Art. 9. — Tous organismes ou groupements de commerçants détaillants devront se constituer dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, soit sous la forme de société coopérative d'achats en commun de commerçants détaillants, selon les prescriptions de la présente loi, soit sous l'une des formes prévues par la législation des sociétés commerciales.

Art. 10. — Seront punis d'une peine de six jours à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 200.000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement, les auteurs d'infractions aux dispositions de l'article précédent et tous ceux qui, postérieurement à la promulgation de la présente loi, constitueraient ou tenteraient de constituer des organismes d'achats en commun entre commerçants détaillants non conformes aux dispositions qui précèdent.

Le tribunal pourra, en outre, ordonner la cesssation des opérations de l'organisme ou groupement contrevenant, la confiscation des marchandises achetées et, s'il y a lieu, la fermeture des locaux utilisés.

Art. 11. — Les dispositions ci-dessus sont applicables à l'Algérie et aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Texte proposé par votre commission:

Art. 1er. — Les sociétés coopératives d'achats en commun de commerçants détaillants ont pour objet exclusif:

a) De fournir à leurs sociétaires les marchandises et denrées destinées à la revente à leur clientèle et à l'équipement de leur profession;

b) De constituer et entretenir, à cet effet, tous stocks de marchandises, posséder tous magasins ou entrepôts particuliers, procéder à toutes opérations, transformations et manipulations nécessaires.

Art. 2. — Les sociétés coopératives d'achats en commun de commerçants détaillants sont des sociétés à capital variable constituées et fonctionnant conformément aux dispositions du titre III de la loi du 24 juillet 1867; elles sont régies par la présente loi et par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947.

Art. 3. — Conforme.

Art. 4. — Les parts sociales ne pourront être d'un montant nominal inférieur à mille francs. Elles devront être libérées en totalité au moment de leur souscription.

Art. 5. — Conforme.

Art. 6. — Les assemblées convoquées en vue de modifier les statuts délibèrent valablement si la moitié au moins des membres inscrits à la date de la convocation sont présents ou représentés.

Les assemblées qui procèdent à la désignation des premiers administrateurs des sociétés anonymes et statuent sur la déclaration faite par leurs fondateurs, conformément à l'article 24 de la loi du 24 juillet 1867, délibèrent valablement si la moitié au moins des souscripteurs d'actions sont présents ou représentés.

Les assemblées qui procèdent à l'approbation des apports en nature prévue à l'article 4 de la loi précitée du 24 juillet 1867 délibèrent valablement si sont représentés la moitié au moins des membres inscrits à la date de la convocation dont l'apport n'est pas soumis à vérification.

Dans tous les autres cas, l'assemblée générale délibère valablement lorsque le tiers des membres inscrits à la date de la convocation sont présents ou représentés.

Dans tous les cas prévus au présent article, les associés qui ont exprimé leur suffrage par correspondance, quand les statuts les y autorisent, comptent pour la détermination du quorum.

Art. 6 *bis* (nouveau). — Lorsque le quorum déterminé à l'article 4 ci-dessus n'est pas atteint, une nouvelle assemblée est convoquée au moins dix jours à l'avance par insertion dans un journal d'annonces légales du département où la société a son siège. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Art. 6 *ter* (nouveau). — Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Toutefois une majorité des deux tiers des associés présents ou représentés est requise pour toute modification aux statuts

Art. 6 *quater* (nouveau). — L'assemblée spéciale prévue aux alinéas 4 et 5 de l'article 31 du code de commerce doit réunir la moitié au moins des actionnaires appartenant à la catégorie visée. Elle est convoquée et délibère dans les conditions établies aux articles 4, 5 et 6 ci-dessus pour la modification des statuts.

Art. 6 *quinquies* (nouveau). — Les sociétés constituées conformément aux dispositions de la présente loi peuvent obtenir, pour leurs opérations de crédit, l'aval de la caisse centrale de crédit coopératif.

Art. 7. — Conforme.

Art. 8. — Tout groupement de commerçants détaillants créé en vue d'effectuer sous sa propre responsabilité des opérations d'achat en commun de marchandises doit se constituer sous une forme commerciale. Les groupements existants devront revêtir cette forme dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Toute société coopérative formée par des commerçants détaillants en vue de l'objet défini à l'article 1er ci-dessus doit se conformer aux dispositions de la présente loi. Les sociétés existantes disposent à cette fin d'un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 9. — Supprimé.

Art. 10. — Supprimé.

Art. 10 *bis*. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux sociétés coopératives d'achat en commun de produits pharmaceutiques.

Art. 11. — La présente loi est applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Sous réserve des modifications qui vous sont proposées, votre commission des affaires économiques vous propose d'adopter le texte qui vous est soumis dans le dispositif suivant:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les sociétés coopératives d'achats en commun de commerçants détaillants ont pour objet exclusif:

a) De fournir à leurs sociétaires les marchandises et denrées destinées à la revente à leur clientèle et à l'équipement de leur profession;

b) De constituer et entretenir, à cet effet, tous stocks de marchandises, posséder tous magasins ou entrepôts particuliers, procéder à toutes opérations, transformations et manipulations nécessaires.

Art. 2. — Les sociétés coopératives d'achats en commun de commerçants détaillants sont des sociétés à capital variable constituées et fonctionnant conformément aux dispositions du titre III de la loi du 24 juillet 1867; elles sont régies par la présente loi et par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947.

Art. 3. — Les sociétés coopératives d'achats en commun de commerçants détaillants sont constituées par des détaillants exerçant le même commerce ou des commerces similaires précisés par les statuts, à l'exclusion des entreprises à succursales multiples.

Art. 4. — Les parts sociales ne pourront être d'un montant nominal inférieur à 1.000 F. Elles devront être libérées en totalité au moment de leur souscription.

Art. 5. — Les fonctions des administrateurs sont gratuites.

Art. 6. — Les assemblées convoquées en vue de modifier les statuts délibèrent valablement si la moitié au moins des membres inscrits à la date de la convocation sont présents ou représentés.

Les assemblées qui procèdent à la désignation des premiers administrateurs des sociétés anonymes et statuent, sur la déclaration faite par leurs fondateurs, conformément à l'article 24 de loi du 24 juillet 1867, délibèrent valablement si la moitié au moins des souscripteurs d'actions sont présents ou représentés.

Les assemblées qui procèdent à l'approbation des apports en nature prévue à l'article 4 de la loi précitée du 24 juillet 1867 délibèrent valablement si sont représentés la moitié au moins des membres inscrits à la date de la convocation dont l'apport n'est pas soumis à vérification.

Dans tous les autres cas, l'assemblée générale délibère valablement lorsque le tiers des membres inscrits à la date de la convocation sont présents ou représentés

Dans tous les cas prévus au présent article, les associés qui ont exprimé leur suffrage par correspondance, quand les statuts les y autorisent, comptent pour la détermination du quorum.

Art. 6 *bis* (nouveau). — Lorsque le quorum déterminé à l'article 4 ci-dessus n'est pas atteint, une nouvelle assemblée est convoquée au moins dix jours à l'avance par insertion dans un journal d'annonces légales du département où la société a son siège. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Art. 6 *ter* (nouveau). — Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Toutefois une majorité des deux tiers des associés présents ou représentés est requise pour toute modification aux statuts.

Art. 6 *quater* (nouveau). — L'assemblée spéciale prévue aux alinéas 4 et 5 de l'article 31 du code de commerce doit réunir la moitié au moins des actionnaires appartenant à la catégorie visée. Elle est convoquée et délibère dans les conditions établies aux articles 4, 5, 6 ci-dessus pour la modification des statuts.

Art. 6 *quinquies* (nouveau). — Les sociétés constituées conformément aux dispositions de la présente loi peuvent obtenir, pour leurs opérations de crédit, l'aval de la caisse centrale de crédit coopératif.

Art. 7. — Supprimé.

Art. 8. — Tout groupement de commerçants détaillants créé en vue d'effectuer sous sa propre responsabilité des opérations d'achat en commun de marchandises doit se constituer sous une forme commerciale. Les groupements existants devront revêtir cette forme dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Toute société coopérative formée par des commerçants détaillants en vue de l'objet défini à l'article 1er ci-dessus doit se conformer aux dispositions de la présente loi. Les sociétés existantes disposent à cette fin d'un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 9. — Supprimé.

Art. 10. — Supprimé.

Art. 10 *bis*. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux sociétés coopératives d'achat en commun de produits pharmaceutiques.

Art. 11. — La présente loi est applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

ANNEXE N° 198

(Session de 1949. — Séance du 2 mars 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à la **nomination** d'une **commission** spéciale de de la **réforme administrative,** présentée par M. Saller et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, sénateurs. — (Renvoyée à la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, à juste titre, l'opinion publique réclame avec insistance la solution d'un des problèmes les plus importants que pose le redressement financier: celui de la réduction des dépenses de l'Etat et particulièrement des frais de fonctionnement des administrations publiques.

Certains pensent que cette solution consiste simplement à revenir aux organisations et aux effectifs d'avant guerre. Ils oublient que, dans l'intervalle des deux grands conflits mondiaux, le système administratif hérité des premier et troisième Empire — qui, à l'époque, avait pour unique objet d'assurer l'autorité — avait subi de nombreuses modifications de détail, mais qu'il avait déjà mérité des critiques presque aussi vives que celles d'aujourd'hui parce qu'en l'absence de toute réforme de structure, il s'était révélé incapable de se mettre réellement au service du public, de remplir d'une façon satisfaisante les tâches de toutes sortes que le progrès technique et l'évolution sociale imposent à la puissance publique.

Le problème n'est pas, en effet, de revenir en arrière. Dans le monde moderne où le droit des individus s'affirme, en même temps que se développent rapidement les notions de collectivité et d'entr'aide, l'autorité publique est sans cesse sollicitée, parfois même par les organisations privées qui en contestent le plus la compétence, à arbitrer les intérêts opposés, à se substituer aux particuliers pour assurer l'impartialité. Dans les pays les plus attachés aux traditions constantes du libéralisme, les interventions de l'Etat se multiplient et la nécessité se fait chaque jour sentir de transformations profondes portant sur la nature de ses attributions comme sur les méthodes qu'il applique, pour les adapter aux progrès de la science et de la moralité publique.

Cela ne signifie en aucune manière que l'Etat doive tout absorber, que l'on doive substituer à l'initiative privée si féconde en résultats une sorte de dirigisme minutieux et stupide qui règle par avance et coule dans un même moule les actes de chaque citoyen. Dans l'état de pauvreté extrême où deux guerres mondiales ont laissé la France et le monde, il serait criminel de ne pas favoriser toutes les facultés créatrices de progrès et de richesses. La seule condition à leur imposer est qu'elle ne s'exercent pas aux dépens de la collectivité ou des individus et qu'elles respectent cette loi primordiale de la vie en société qui veut que la liberté de l'homme finisse où commence celle d'autrui.

L'Etat doit donc avoir la possibilité de contrôler l'activité des initiatives privées, à l'occasion, lorsqu'elle concerne des besoins essentiels à la nation, de les orienter dans le sens le plus utile; mais ce contrôle n'aura de raison d'être que s'il s'effectue avec compétence et de façon efficace, s'il abandonne le formalisme pour les réalités, s'il ne cherche pas systématiquement à paralyser ou réprimer, mais plutôt à guider et prévenir. C'est dans un même esprit que le contrôle des services publics de gestion doit, d'ailleurs, fonctionner et le rapport récent de la cour des comptes montre à quel point les organisations de contrôles existantes sont insuffisantes, même pour sévir, *a fortiori* pour empêcher les abus, quelles modifications radicales il faut par conséquent apporter à leur composition, leurs attributions et leurs méthodes de travail.

Les considérations qui viennent d'être exposées, si incomplètes soient-elles, font apparaître que le système administratif dont il faut doter le pays pourrait être divisé en quatre grandes branches que l'on peut déjà distinguer dans l'organisation actuelle: services d'autorité, services de coordination, services de gestion et services de contrôle. Mais, à la différence de la confusion et de l'imprécision qui règnent actuellement et qui permettent tous les abus, tant en matière de dépenses qu'en matière de fonctionnement, chacune de ces catégories et même chaque service doit voir son champ d'action nettement délimité, doit recevoir des attributions entièrement distinctes de celles des autres, en rapport avec les tâches qu'il doit remplir et, surtout avec les conditions de la vie moderne, doit, enfin, démontrer périodiquement son utilité autrement que par le jeu des discussions financières, en soumettant le bilan de son activité à la nation et à ses représentants.

Les réformes que tout ceci implique sont multiples: énumération des services, définition exacte de leurs devoirs et de leurs prérogatives, répartition des tâches aux différents échelons, revision de règlements conçus pour la plupart à une époque où le rôle de l'exécutif n'était que d'exercer l'autorité, établissement de rapports nouveaux et réguliers entre les administrations et le Parlement, etc.

Ces réformes, qui pour être effectivement appliquées doivent faire l'objet de lois organiques, ne peuvent à l'évidence être étudiées par les administrations seulement, quelque puisse être leur souci de s'évader des routines. Elles n'ont pas, en effet, pour objet principal d'apporter aux services des facilités et des garanties nouvelles; elles cherchent surtout à donner satisfaction au public. Elles doivent donc être étudiées par ceux-là qui ont reçu mission de représenter le public. Ils feront naturellement appel à toutes les compétences et en premier lieu aux administrations intéressées, mais ils ne se contenteront point des mesures d'apparence dont nous avons été trop souvent gratifiés depuis deux ans et qui, sauvegardant l'essentiel du système ancien pour préserver les situations acquises, n'ont, à aucun degré, diminué le sentiment d'insatisfaction de la population à l'égard des administrations publiques.

C'est dans le but d'effectuer cette large étude, mesdames et messieurs, qu'il nous est apparu indispensable de créer, au Conseil de la République, une commission spéciale de la réforme administrative, chargée d'établir un projet fixant la structure des administrations publiques et de donner son avis sur toutes les mesures intéressant leurs attributions et leur composition. Nous soumettons donc à votre approbation la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, conformément à l'article 11 du règlement, décide la création d'une commission parlementaire spéciale de trente membres, dénommée « commission de la réforme administrative », composée selon les modalités de l'article 16 du règlement et soumise, en ce qui concerne son fonctionnement, aux dispositions des articles 24 à 31 du règlement.

Le Conseil de la République décide que la commission sera chargée:

Après toutes études et enquêtes appropriées, de déposer, avant le 1er décembre 1949, un rapport exposant les réformes administratives nécessaires et proposant un projet fixant le nombre, la nature, les attributions et la composition des administrations publiques, tant centrales que départementales et locales;

Entre temps d'étudier tous projets ayant le même objet soumis au Conseil de la République.

ANNEXE N° 199

(Session de 1949. — Séance du 2 mars 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les **publications destinées à la jeunesse,** par M. Georges Maire, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 5 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 4 mars 1949, p. 532, 1re colonne.)

(1) Voir les nos: Assemblée nationale 1re législature), 3838, 5305, 5813, 6096 et in-8° 1544; Conseil de la République, 71, 130, 173 et 180 (année 1949).

ANNEXE N° 200

(Session de 1949. — Séance du 2 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **ouverture de crédits supplémentaires** pour la couverture des **dépenses** entraînées par la tenue à Paris de la **troisième session de l'Organisation des Nations Unies**, par M. Bolifraud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, les crédits nécessaires à la préparation et à la tenue, à Paris, de la troisième session de l'assemblée générale des Nations unies, ont été ouverts par une loi du 16 juin 1948 qui les a arrêtés à 836.360.000 francs.

Pour divers motifs qui seront analysés ci-après, ces dotations se révèlent maintenant insuffisantes.

Des crédits supplémentaires ont, en conséquence, été demandés par le Gouvernement par un projet de loi n° 5839 auquel est venue s'ajouter une lettre rectificative, et accordés sans modifications par l'Assemblée nationale.

Le tableau ci-après résume l'ensemble de l'opération:

CHAPITRES OU LIGNES DE RECETTES	CRÉDITS ouverts ou prévisions de recettes de la loi du 16 juin 1948.	CRÉDITS supplémentaires ou recettes prévues sur l'exercice 1948 (1).	TOTAUX pour l'exercice 1948.	CRÉDITS supplémentaires ou recettes prévues sur l'exercice 1949 (1).	TOTAUX pour les deux exercices.
1	2	3	4 (2+3)	5	6 (4+5)
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
I. — *Dépenses.*					
Tenue à Paris de la 3e assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de personnel:					
Exercice 1948: chapitre 115	28.200.000	1.200.000	29.400.000	»	34.450.000
Exercice 1949: chapitre 117	»	»	»	5.050.000	
Remboursements à différents ministères:					
Exercice 1948: chapitre 3071	11.400.000	»	11.400.000	»	11.400.000
Tenue à Paris de la 3e assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de matériel et travaux:					
Exercice 1948: chapitre 3112	788.942.000	225.650.000	1.014.592.000	»	1.074.292.000
Exercice 1949: chapitre 3112	»	»	»	59.700.000	
Conséquence de la fermeture du théâtre national populaire:					
Exercice 1948: chapitre 3113	7.818.000	»	7.818.000	»	7.818.000
	836.360.000	226.850.000	1.063.210.000	64.750.000	1.127.960.000
II. — *Recettes.*					
A. — Exercice 1948:					
Recettes spéciales résultant de la tenue à Paris de la 3e assemblée générale des Nations Unies	53.520.000	11.300.000	64.820.000	»	64.820.000
B. — Exercice 1949:					
Produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines	»	»	»	50.000.000	50.000.000
Recettes du service technique des conférences internationales	»	»	»	15.000.000	15.000.000
	53.520.000	11.300.000	64.820.000	65.000.000	129.820.000
III. — *Récapitulation.*					
Excédent des dépenses sur les recettes	782.840.000	215.550.000	998.390.000	(2) 250.000	998.140.000

(1) Projet n° 5839 et lettre rectificative.
(2) Excédent de recettes.

Remarquons immédiatement que la simple différence comptable des crédits et des recettes ne donne pas un bilan complet de l'opération. Les travaux effectués au Palais de Chaillot ont en effet, pour partie, été effectués à titre permanent au bénéfice des organismes ou services affectataires du bâtiment qui sont, comme vous le savez, le Théâtre national populaire, le Musée des arts et traditions populaires, le Musée de l'homme et le Musée de la marine. Lors de la discussion de la loi du 16 juin 1948, le coût de ces installations définitives a été évalué à 250 millions en nombre rond, ce qui ramène la charge nette aux environs de 750 millions.

En regard de cette dépense, mais sans possibilité de chiffrage, il convient de placer, d'une part, les sommes certainement fort importantes qui ont été dépensées sur notre territoire par les délégués étrangers, d'autre part et surtout, l'honneur fait à notre pays par le choix dont il a été l'objet pour être le siège de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Pour ces divers motifs, il ne peut évidemment être question de discuter le principe des autorisations qui nous sont demandées. Deux points cependant peuvent retenir l'attention du Conseil de la République:

1° Les motifs qui ont conduit à un dépassement des crédits ouverts par la loi du 16 juin 1948 sont-ils légitimes ?

2° L'administration a-t-elle bien procédé à toutes les récupérations possibles sur les installations temporaires ?

I. — *Les crédits supplémentaires demandés.*

Le Gouvernement appuie sa demande sur les considérations suivantes:

a) La hausse des salaires;

b) La prolongation de la durée de la session: trois mois et demi au lieu de deux mois, prévision initiale;

c) L'insuffisance de précision dans le programme primitif des travaux; il a été nécessaire en particulier de réquisitionner l'hôtel d'Iéna et de le mettre en état pour y installer les bureaux des délégations;

d) La nécessité de terminer les travaux dans les délais impartis, ce qui n'a pu être obtenu que par le recours au travail en heures supplémentaires.

Les deux premières justifications sont pertinentes et n'appellent pas d'observations. Les deux autres, en revanche, sont plus discutables. Nous reconnaîtrons évidemment que pour ce genre d'opérations, de caractère exceptionnel et qui mettent en jeu des intérêts internationaux, il n'est pas possible d'atteindre une très grande précision dans les évaluations, ni de prévoir des limitations trop strictes. Il n'en demeure pas moins que les crédits ont été ouverts au mois de juin, trois mois seulement avant l'ouverture de la session, et qu'ils doivent maintenant être majorés de 35 p. 100 environ. On déplorera tout particulièrement qu'il ait fallu avoir recours au travail en heures supplémentaires et de nuit, alors qu'en juin il avait été affirmé au rapporteur de la commission des finances, notre collègue M. Landry, que l'état d'avancement des travaux excluait toute crainte de retard.

Malgré ces observations, votre commission n'a pas cru devoir refuser les crédits demandés.

II. — *Les récupérations sur les installations temporaires.*

Le présent projet de loi fixe à 50 millions de francs le montant de ces récupérations, à inscrire à la ligne de recettes n° 70: « Produits et revenus du domaine ».

On notera en premier lieu qu'au mois de juin dernier le montant des mêmes récupérations avait été chiffré à 71 millions, dont 52 pour les appareils et 19 pour les matériaux. L'administration, consultée au sujet de cette différence, a fait connaître que le montant réel des récupérations n'avait pas décru (on peut même penser qu'il a dû s'accroître, comme celui des dépenses corrélatives, en raison de la hausse des prix) mais qu'il ne lui avait pas paru nécessaire de prévoir un chiffre de recettes supérieur à celui qu'exigeait, en vertu de l'article 16 de la loi des maxima, la couverture du crédit de 64.750.000 francs demandé sur l'exercice 1949. Votre commission a donc pris acte de cette affirmation, faisant confiance à l'administration des domaines, qui a la charge de ce matériel, pour

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature), 5839, 6113, 6251 et in-8° 1560; Conseil de la République, 112 (année 1949).

en assurer la liquidation dans les conditions les plus avantageuses pour le Trésor.

Certaines remarques peuvent cependant être présentées. Si, en principe, le matériel en cause est cédé à titre onéreux, même aux administrations publiques, il est cependant des cas où il sera remis gratuitement. C'est ce qui se produit notamment pour les installations de radiodiffusion qui bénéficient à l'administration de la radiodiffusion française. Il ne faut pas se dissimuler qu'en l'espèce il y a un accroissement sans crédit des ressources praticulières mises à la disposition de ces services.

Un autre service bénéficiant de cessions gratuites est le service technique des conférences internationales, qui utilisera ce matériel pour l'organisation de futures conférences internationales: conférence d'Annecy sur les accords tarifaires, conférence des télécommunications, etc. Il est certain que cette mesure doit être approuvée dans son principe. On comprendrait malaisément que lors de chaque conférence il faille acheter un matériel nouveau. Nous devons toutefois remarquer que l'importance de ces conférences est variable et qu'elles ne se tiennent qu'à intervalles irréguliers. On peut, dès lors, se demander s'il est vraiment de bonne administration de laisser ainsi sans emploi un important mobilier. La question avait déjà été soulevée l'an dernier au nom de la commission des finances par M. Alain Poher, rapporteur général, lors de l'ouverture de la première tranche des crédits qu'on nous demande aujourd'hui de compléter. Elle a pris une nouvelle actualité depuis la publication du dernier rapport de la cour des comptes.

Si, en effet, pour un organisme de l'importance de l'ensemble de l'administration française, il serait peu justifié d'envisager une gestion unique du matériel, il n'en demeure pas moins qu'il est également néfaste de maintenir entre les divers services des cloisons étanches. Certains d'entre eux s'accroissent ou même se créent. D'autres se contractent ou disparaissent. Il serait désirable qu'il puisse y avoir entre eux une sorte d'organisme de compensation qui veille à ce que les matériels devenus inutiles ne soient pas dilapidés. Cet organisme aurait également l'intérêt de centraliser les commandes de matériel courant afin d'obtenir l'abaissement des prix d'achat.

Faut-il toutefois que cet organisme soit créé de toutes pièces, ou ne convient-il pas plutôt de confier ces attributions à l'administration du mobilier national ou à celle des domaines ? Votre commission ne prétend pas ici résoudre cette question qui appelle une étude approfondie, mais elle demande que le Gouvernement veuille bien nous donner l'assurance que cette étude sera entreprise et qu'il nous en communiquera les conclusions.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des finances vous engage à voter le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre du budget général (services civils) pour l'exercice 1948, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1437 du 11 septembre 1948, portant aménagement, dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 226.850.000 F et répartis par chapitre comme suit:

Chap. 115. — Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de personnel, 1.200.000 F.

Chap. 3112. — Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de matériel et travaux, 225.650.000 F.

Total, 226.850.000 F.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères au titre du budget général (services civils) pour l'exercice 1949, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, portant fixation du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 64 millions 750.000 F et répartis par chapitre comme suit:

Chap. 117. — Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de personnel, 5.050.000 F.

Chap. 3112. — Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de matériel et travaux, 59.700.000 F.

Total, 64.750.000 F.

Art. 3. — Les crédits ouverts au titre de l'exercice 1948 au chapitre 3112 « Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de matériel et travaux » du budget des affaires étrangères par la loi n° 48-979 du 16 juin 1948 portant ouverture de crédits en vue de la préparation et de la tenue à Paris de la troisième session de l'organisation des Nations Unies, ainsi que les crédits ouverts au même chapitre par l'article 1er de la présente loi, pourront être reportés à l'exercice 1949 par décret contresigné du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre des affaires étrangères.

Art. 4. — Le ministre des affaires étrangères est autorisé à percevoir le prix de location des bureaux de l'hôtel d'Iéna mis à la disposition des délégations des nations représentées à l'assemblée générale des Nations Unies.

Art. 5. — Les recettes à provenir des dispositions de l'article 4 ci-dessus sont évaluées à la somme de 3 millions de francs et applicables à la ligne « Recettes spéciales résultant de la tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies » des produits divers du budget pour l'exercice 1948.

Art. 6. — L'évaluation des recettes prévues à cette ligne, telle qu'elle résultait de l'article 3 de la loi n° 48-979 du 16 juin 1948 est majorée d'une somme de 8.300.000 F.

Art. 7. — Les évaluations de recettes arrêtées par la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du budget de l'exercice 1949 et relative à diverses dispositions d'ordre financier sont majorées d'une somme de 65 millions de francs répartie comme suit:

I. — *Produits recouvrables en France.*

§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat:

Ligne n° 70: « Produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines. », 50 millions de francs.

§ 4. — Produits divers:

Ligne n° 2 *bis* (nouvelle): « Recettes du service technique des conférences internationales », 15 millions de francs.

Total égal, 65 millions de francs.

ANNEXE N° 201

(Session de 1949. — Séance du 2 mars 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant intégration des **militaires** dans l'organisation générale de la **sécurité sociale**, par M. Pierre Boudet, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission des finances a examiné le projet de loi qui vous est actuellement soumis, essentiellement sous l'angle de ses répercussions financières, et plus particulièrement de ses répercussions éventuelles budgétaires.

Il résulte, de renseignements fournis par le ministère du travail et de la sécurité sociale, en accord avec les services de la défense nationale, que les effectifs militaires en activité assujettis à la sécurité sociale, pour l'année 1949, peuvent être évalués à 192.000, y compris la gendarmerie, ainsi répartis:

25.000 officiers; 121.000 sous-officiers; 43.000 hommes de troupe.

Sur la base d'une cotisation de 1,25 p. 100, actuellement appliquée aux fonctionnaires civils, les recettes s'élèveront à:

182 millions pour les officiers; 225 millions pour les sous-officiers; 25 millions pour les hommes de troupe, soit au total 432 millions.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4716, 3852, 4296, 4488, 5266 (rectifié) et in-8° 1446; Conseil de la République: II-81 (année 1948) et 106 (année 1949).

Si l'on admet que l'Etat employeur versera de son côté une part égale au volume des cotisations prélevées sur les assujettis, c'est environ un demi-milliard qui devra être inclus dans les dépenses ressortissant au ministère de la défense nationale.

En ce qui concerne les militaires retraités, la répercussion sur le budget de la défense nationale, de la part de cotisation versée par l'Etat, sera nulle puisqu'elle sera inscrite au budget des finances.

Son évaluation est, par ailleurs, beaucoup plus difficile. De renseignements fournis par les services des finances, il y aurait environ:

75.000 militaires pensionnés pour ancienneté; 195.000 militaires sous pension proportionnelle; 100.000 pensions reversibles,

soit au total 370.000.

Mais il convient de remarquer que la plus grande partie des titulaires de pension proportionnelle ou reversible (80 p. 100) exerceut une activité civile et se trouveront, de ce fait, exclus du régime de sécurité sociale militaire.

D'autre part, une certaine fraction des pensionnés pour ancienneté (20 p. 100) semble devoir se trouver dans le même cas.

Finalement on peut évaluer à un chiffre situé entre 100.000 et 150.000 le nombre des retraités militaires ou assimilés (pensions de reversion) qui seront assujettis au régime militaire de sécurité sociale.

La part de l'Etat employeur correspondant à ces retraités et basée, en analogie avec les modalités en cours chez les fonctionnaires, à 75 p. 100 du traitement de pension, ne semble pas devoir dépasser 150 millions qui, comme il a été indiqué plus haut, seront à la charge du budget des finances.

Telle est la charge supplémentaire que l'on pourrait, très approximativement, envisager pour l'exercice 1949, si le régime de sécurité sociale des militaires qui vous est proposé, était entré en application au 1er janvier dernier.

Celle-ci n'étant prévue que pour le 1er juin prochain, cette charge se trouvera réduite d'environ 50 p. 100 et peut être évaluée, pour l'exercice 1949, à environ:

215 millions au titre du budget de la défense nationale;

75 millions au titre du budget des finances.

Ceci constitue une dépense supplémentaire qui, en conséquence des dispositions de la loi des maxima, ne devrait être envisagée qu'à concurrence d'une recette équivalente à opérer sur d'autres chapitres des budgets correspondants.

Cette question n'a pas échappé à votre commission des finances qui, ayant adopté l'ensemble du projet de loi, se réserve de réexaminer l'aspect particulier qui vient d'être évoqué lorsqu'elle sera amenée à étudier le budget définitif militaire de l'exercice 1949 et de rechercher les économies correspondantes.

En ce qui concerne le texte qui vous est présenté, un certain nombre de modifications aux modalités d'application vous seront proposées au cours de la discussion des articles.

Actuellement, dans le cadre de la discussion générale, je me propose de ne retenir que deux points essentiels qui touchent au principe même de l'organisation de la sécurité sociale des militaires.

Le premier point concerne le fonctionnement même du régime qui dépendra finalement de la rédaction de l'article 8 du projet.

Le texte de cet article présentait initialement, dans le projet gouvernemental, une réserve prudente. Il n'y était pas spécifié si la caisse des militaires devrait être intégrée dans l'organisation nationale de la sécurité sociale ou si, au contraire, on envisageait pour elle un fonctionnement autonome.

L'Assemblée nationale elle-même n'apporta pas davantage de précisions sur ce sujet. Le texte qui fut soumis aux délibérations de votre commission de la défense nationale prêtait ainsi à diverses interprétations.

Après une discussion approfondie, la commission de la défense nationale s'est prononcée pour le « rattachement » de la sécurité sociale des militaires à l'organisme national.

Votre commission des finances s'est elle-même longuement penchée sur cette question. Certains de ses membres pensent que « rattachement » ne veut pas forcément dire « intégration », et que l'on peut concevoir une certaine autonomie de gestion tout en permet-

tant à la caisse centrale de la sécurité sociale d'opérer des compensations éventuelles au profit d'une caisse autonome qui lui est rattachée.

Mais la majorité de votre commission des finances s'est ralliée à l'autonomie totale. Sa décision en ce sens a été dictée par les considérations suivantes:

1° Les militaires constituent dans la nation un corps à part auquel l'Etat demande des services d'une nature spéciale. Il est donc normal et souhaitable que la protection sociale des militaires et de leur famille fasse l'objet de dispositions spéciales. En fait, les garanties accordées aux militaires en service s'apparentent non pas à celles des salariés du régime général, mais à celle des fonctionnaires civils (il n'existe pas de garantie de demi-salaire, par exemple, le statut militaire donnant sur ce point des avantages plus élevés);

2° La gestion d'une caisse autonome, organisme forcément moins lourd que le régime général, sera incontestablement facilitée par l'unité des risques. Il n'est pas douteux que la diversité des professions dans le cadre du régime général a des incidences importantes sur l'ensemble des risques, ne serait-ce que dans les difficultés inhérentes au contrôle médical, difficultés moins grandes pour des assurés qui vivent dans un cadre social unique, le même pour tous;

3° Les grands corps sociaux représentant une masse importante de travailleurs ont déjà donné la preuve que la gestion autonome était préférable. Il existe en effet une caisse autonome des mineurs et une caisse autonome de la Société nationale des chemins de fer français qui fonctionnent à la satisfaction des assurés et dont notamment la politique sanitaire et sociale est généralement plus efficace et plus souple que celle du régime général.

La question d'un déséquilibre possible entre recettes et dépenses a été elle-même longuement évoquée dans le sens de savoir qui compensera le déficit éventuel: la sécurité sociale générale ou l'Etat?

Tout d'abord, il a semblé à la majorité de votre commission qu'il appartient par construction, à un régime de sécurité sociale, d'assurer son propre équilibre grâce à la fixation judicieuse du taux des cotisations, ainsi qu'à la distribution équitable et justifiée des prestations.

Et si, par aventure, un cas de force majeure met en péril, malgré une bonne gestion, la caisse autonome militaire (par exemple épidémie), est-il indiqué de disposer *a priori* que ce sont les cotisants du régime général qui devront compenser l'excès de dépenses survenu à ce propos?

Il semble que, dans un cas de ce genre, « l'Etat patron », qui a lui-même fixé les conditions particulières de vie et de service des militaires, devrait subvenir par la voie budgétaire au déséquilibre momentané ainsi survenu.

C'est pour cet ensemble de considérations qu'en fin de compte la majorité de votre commission vous propose d'introduire, à l'article 8, la notion d'autonomie et de supprimer celle de rattachement à la caisse nationale.

La deuxième modification de base, à laquelle s'est ralliée votre commission des finances, concerne la fusion en une seule caisse des opérations relatives à la sécurité sociale des fonctionnaires civils et celles des militaires.

Le principal argument de cette décision consiste dans le fait que l'économie totale d'une caisse englobant les seuls militaires reposerait sur une assise peut-être insuffisante (320.000 environ), alors que chacun sait qu'en matière de sécurité sociale comme en matière d'assurance, un certain volume de cotisants est indispensable, de façon à assurer une proportion unitaire relativement faible des maladies ou accidents.

Il est apparu à votre commission que l'apport de 200.000 fonctionnaires civils dont les risques couverts sont les mêmes que ceux des militaires, donnerait à la future caisse autonome un afflux de cotisations et une assiette des risques améliorée, et une diminution du pourcentage des charges de gestion.

Cette position de la commission des finances correspond d'ailleurs aux vœux des organisations mutualistes de fonctionnaires qui souhaitent l'autonomie mais la croient plus viable dans un organisation de sécurité sociale englobant tous les serviteurs de l'Etat, qu'ils soient civils ou militaires.

Tels sont, mesdames et messieurs, les avis formulés par la commission des finances sur le projet de loi. Il va sans dire que si ces conclusions sont adoptées, le titre même du projet devra être modifié. La commission proposera de reprendre le texte même des rapports de MM. Anxionnaz, Billat et Viatte, députés, et d'intituler le projet actuel: « Projet de loi tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux militaires en activité de service ou non, ainsi qu'à leur famille ».

ANNEXE N° 202

(Session de 1949. — Séance du 3 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions sur les propositions de résolution: 1° de M. Debré et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés tendant à modifier les **articles 20 et 90 du règlement** du Conseil de la République; 2° de MM. Léo Hamon, Ernest Pezet, de Menditte, Gatuing, Grimal et des membres du groupe du mouvement républicain populaire tendant à la modification des **articles 20 et 27 du règlement** et à l'insertion d'un **article 91** *bis*; 3° de Mme Devaud tendant à modifier l'**article 75 du règlement** du Conseil de la République; 4° de M. Colonna tendant à modifier les **articles 87, 88, 89, 90 et 91 du règlement** du Conseil de la République; 5° de M. Georges Pernot, Mme Devaud et des membres du groupe du parti républicain de la liberté tendant à modifier l'**article 7 du règlement** du Conseil de la République; 6° de M. Landry et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés tendant à l'insertion d'un **article 42** *bis* dans le **règlement**, par M. Debré, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, depuis le renouvellement du Conseil de la République, diverses propositions ont été présentées en vue d'apporter à notre règlement un certain nombre de modifications.

En voici l'énumération suivant leur ordre de dépôt:

Proposition de M. Debré: n° II-57, 1948.
Proposition de M. Hamon: n° II-62, 1948.
Proposition de Mme Devaud: n° II-98, 1948.
Proposition de M. Colonna: n° II-121, 1948.
Proposition de M. Pernot: n° 6, 1949.
Proposition de M. Landry: n° 16, 1949.

En outre, la commission du suffrage universel, à la suggestion de plusieurs de ses membres, a fait porter son examen sur divers articles dont le caractère incomplet ou obscur est apparu à l'expérience des deux premières années.

Votre commission, au cours de plusieurs séances tenues en décembre, janvier et février, a examiné l'ensemble des modifications proposées. Certaines étaient d'importance (notamment les modifications à l'article 20, aux articles 87 à 91 — et celles, qui n'ont pas été acceptées, à l'article 75). D'autres étaient de simple technique parlementaire.

Les conclusions de la commission vous sont présentées suivant l'ordre des articles du règlement qu'elles intéressent.

I. — *Election du bureau du Conseil de la République.*

Articles 2 et 10.

Votre commission estime qu'il est souhaitable d'adopter, en cette matière, des dispositions analogues à celles que l'Assemblée nationale a, récemment, adoptées.

Il n'est pas conforme à un bon travail parlementaire que des débats, même de simples discussions, ou des actes importants pour une Assemblée, tel la désignation de son bureau, puissent être organisés ou avoir lieu sous la seule direction du doyen d'âge.

Dans ces conditions, il vous est proposé de modifier comme suit les articles 2 et 10 du règlement:

Texte actuel du règlement:

Art. 2. — A l'ouverture de la première séance de chaque session annuelle, le plus âgé des membres présents occupe le fauteuil.

Les six plus jeunes sénateurs présents remplissent les fonctions de secrétaires jusqu'à l'élection du bureau définitif.

Aucun débat ne peut avoir lieu avant l'installation du bureau définitif.

Art. 10 (sixième alinéa):

Aussitôt après la proclamation du résultat du scrutin pour l'élection du président, les présidents des groupes se réunissent pour établir, selon la règle de proportionnalité inscrite à l'article 11 de la Constitution, la liste des candidats aux fonctions de vice-présidents, secrétaires et questeurs. Cette liste, remise au doyen d'âge, est immédiatement affichée.

Texte proposé par votre commission:

Art. 2. — A l'ouverture de la première séance de chaque session annuelle, le plus âgé des membres présents occupe le fauteuil jusqu'à la proclamation de l'élection du président.

2e alinéa. — Conforme.

Aucun débat ne peut avoir lieu sous la présidence du doyen d'âge.

Art. 10 (sixième alinéa):

Aussitôt après la proclamation du résultat du scrutin pour l'élection du président, les présidents des groupes se réunissent pour établir, selon la règle de proportionnalité inscrite à l'article 11 de la Constitution, la liste des candidats aux fonctions de vice-présidents, secrétaires et questeurs. Cette liste est remise au président qui la fait immédiatement afficher.

Dans la suite de l'article 10, les mots: doyen d'âge » sont remplacés par le mot « président ».

II. — *Répartition des dossiers d'élection entre bureaux.*

Article 4.

Les deux premiers alinéas de l'article 4 sont périmés depuis la promulgation de la loi du 23 septembre 1948 relative à l'élection des membres du Conseil de la République. Le Conseil a, d'ailleurs, adopté le 16 novembre une motion tendant à établir un mode de répartition des dossiers d'élection correspondant à la législation en vigueur. Votre commission estime qu'il y a lieu d'introduire définitivement cette modification dans le règlement. L'article 4 serait alors modifié comme suit:

Texte actuel du règlement:

Art. 4 (deux premiers alinéas):

Le procès-verbal de la commission centrale de recensement instituée par l'article 17 de la loi du 27 octobre 1946, ainsi que ceux des élections faites par l'Assemblée nationale en exécution des articles 1er et 20 de la même loi sont respectivement renvoyés à l'examen de deux bureaux désignés par le sort.

Les procès-verbaux des autres élections sont répartis entre les quatre bureaux restants par ordre alphabétique des départements, circonscriptions et territoires d'outre-mer, autant que possible proportionnellement au nombre total de ces élections. Ils sont examinés par des commissions de trois membres au moins, formées dans chaque bureau par la voie du sort.

. . . . . .

Texte proposé par votre commission:

Art. 4. — (En remplacement des deux premiers alinéas actuels.)

Les procès-verbaux des élections sont répartis entre les six bureaux tirés au sort, par ordre alphabétique des départements, circonscriptions et territoires d'outre-mer, autant que possible proportionnellement au nombre total de ces élections.

III. — *Droits des sénateurs qui ne sont pas encore validés.*

Article 7. — Proposition n°6 de M. Pernot.

M. Pernot et plusieurs de nos collègues, par la proposition de résolution n° 6, suggèrent de préciser le texte de l'article 7 de notre

(1) Voir les n°s: Conseil de la République: II-57, II-62, II-98, II-121 (année 1948), 6 et 16 (année 1949).

règlement qui concerne les droits du sénateur dont les pouvoirs n'ont pas encore été validés.

L'idée de cette proposition est à la fois de préciser que le sénateur, dès son élection, et sauf décision contraire du Conseil, jouit de tous les droits et prérogatives attachés à la fonction de membre du Conseil de la République et, en même temps, de frapper de caducité les actes à portée législative, propositions et amendements notamment, lorsque l'élection de leur auteur n'aura pas été validée.

La préoccupation de M. Pernot paraît justifiée. Votre commission a adopté le principe de la proposition. Sa forme en a été complétée de manière à éviter toute obscurité.

L'article 7 serait dès lors modifié comme suit:

Texte actuel du règlement:

Art. 7. — Les sénateurs dont les pouvoirs n'ont pas encore été validés peuvent prendre part aux délibérations et aux votes. Toutefois, le droit de vote est suspendu pour tout sénateur dont l'admission a été, par décision du Conseil, ajournée ou soumise à enquête.

Les sénateurs non validés ne votent sur la vérification de leurs pouvoirs, ni dans les bureaux, ni en Assemblée générale. Ils ne peuvent déposer ni proposition de loi ou de résolution, ni amendement.

Texte proposé par votre commission:

Art. 7. — Les sénateurs dont les pouvoirs n'ont pas encore été validés jouissent de tous les droits et prérogatives attachés à la fonction de membre du Conseil de la République. Toutefois, le droit de vote est suspendu pour tout sénateur dont l'admission a été, par décision du Conseil, ajournée ou soumise à enquête.

Les sénateurs non validés ne votent sur la vérification de leurs pouvoirs, ni dans les bureaux, ni en Assemblée générale.

En cas d'invalidation, toute proposition de loi ou de résolution, ou tout amendement émanant du sénateur invalidé est considéré comme caduc, à moins d'être repris, en l'état, dans un délai de huit jours, par un membre du Conseil de la République.

IV. — *Examen en commission des propositions de loi présentées par des sénateurs membres du Conseil de la République.*

Article 20. — Proposition n° II-57 de M. Debré; proposition n° II-62 de M. Hamon.

L'article 14 de la Constitution reconnaît aux membres du Conseil de la République le droit d'initiative législative, mais il interdit au Conseil de la République de discuter immédiatement les propositions de loi déposées par les membres de cette Assemblée qui sont « transmises sans débat » au bureau de l'Assemblée nationale.

L'article 20 de l'actuel règlement reprend, à peu près dans les mêmes termes, les dispositions de l'article 14 de la Constitution, auquel il se réfère expressément.

Il semble cependant que la Constitution ne s'oppose pas à un examen préalable des propositions déposées par des membres du Conseil. On peut, en effet, concevoir le renvoi de la proposition émanant d'un ou plusieurs sénateurs à la commission compétente; celle-ci l'étudie et, par un rapport circonstancié, donne son avis. La transmission de la proposition au bureau de l'Assemblée est accompagnée de ce rapport.

Cette procédure, si elle était adoptée, présenterait un grand avantage: le Conseil de la République, par la voix de ses commissions compétentes, donnerait un avis sur les propositions dues à l'initiative de ses membres. Ce ne serait qu'après une discussion entre commissaires et la confection d'un rapport, peut-être la mise au point de la réforme proposée, que l'Assemblée nationale serait saisie. Le texte qu'elle recevrait aurait été mûri par une réflexion collective. L'autorité de la seconde Assemblée en serait à coup sûr renforcée et il serait plus difficile à l'Assemblée nationale d'écarter sans examen une proposition qui ne serait pas seulement l'œuvre d'un sénateur, ou d'un groupe de sénateurs, mais qui aurait déjà fait l'objet d'une étude de la part d'une commission parlementaire.

Votre commission du suffrage universel, considérant les avantages de cette réforme, a donc retenu, à l'unanimité, le principe des propositions semblables faites à ce sujet par le rassemblement des gauches républicaines et le mouvement républicain populaire (propositions II-57 et II-62). Son examen l'a conduit à étudier les deux objections qui pouvaient leur être opposées.

La première objection est d'ordre constitutionnel. L'article 14 de la Constitution a interdit au Conseil de la République un débat sur une proposition due à l'initiative d'un de ses membres. Les mots « transmis sans débat » ont un sens parlementaire précis. Ce que la Constitution a entendu rejeter c'est la discussion en séance publique, c'est la prise de position par un vote public. Elle n'a pas entendu refuser l'examen d'une proposition individuelle ou collective par une commission qui est un organe de travail intérieur à une assemblée. La modification proposée ne dépasse donc pas le cadre du pouvoir reconnu au Conseil.

Il est une seconde objection qui mérite attention. Le droit d'initiative est reconnu par la Constitution à tout parlementaire membre du Conseil de la République. Les dispositions de l'article 14 interdisent à un membre du Conseil de la République de faire discuter sa proposition par ses collègues de la même assemblée mais, en même temps, elles lui ouvrent un droit: celui de voir sa proposition de loi discutée par les membres de l'Assemblée nationale. La modification du règlement qui aboutirait à imposer l'examen en commission avant la transmission à l'Assemblée nationale peut apparaître comme une diminution de ce droit, peut-être même comme sa suppression pratique si la commission tarde indéfiniment à étudier la proposition qui lui est envoyée.

Cette objection tombe si l'on donne à l'examen en commission un caractère facultatif. On peut envisager de laisser à chaque sénateur, auteur d'une proposition de loi, le droit de soumettre sa proposition à une commission ou de refuser de le faire s'il estime préférable de la transmettre sans délai à l'Assemblée nationale.

Votre commission, toutefois, a hésité longtemps avant de retenir cette suggestion. Plusieurs de ses membres estimaient que l'examen des propositions de loi issues de l'initiative d'un ou de plusieurs sénateurs devait être considéré comme une prérogative que le Conseil de la République se donnait à lui-même. L'objet de la modification envisagée est d'ajouter à toutes les propositions de loi déposées par les sénateurs une qualité particulière due à l'examen en commission. Le caractère obligatoire de cette procédure doit être considéré comme le moyen d'assurer un meilleur travail parlementaire: l'Assemblée nationale, accablée de tâches, sera saisie d'initiatives déjà étudiées. En même temps, toute proposition signée d'un sénateur sortira de notre Assemblée avec une chance supplémentaire de retenir l'attention du Gouvernement et de l'opinion. Donner à cette procédure nouvelle le caractère facultatif ne serait-ce pas nuire, à l'avance, au succès de la réforme?

Malgré la valeur de cette argumentation, la commission a estimé qu'on ne pouvait empêcher un sénateur ni de demander la transmission à l'Assemblée nationale sans examen préalable, ni de reprendre le même droit au cas où le délai fixé à la commission ne serait pas respecté. Il est à souhaiter que ces facilités de la réglementation demeurent l'exception et que les sénateurs, en soumettant leurs propositions à l'examen des commissions, s'astreignent à suivre une procédure qui donnera aux propositions dont ils seront les auteurs un intérêt supplémentaire.

Après examen des deux propositions II-57 et II-62, la commission du suffrage universel vous propose donc une modification substantielle au règlement actuel de notre Assemblée:

Texte actuel du règlement:

Art. 20. — Les projets et propositions de loi adoptés par l'Assemblée nationale, transmis par le président de cette dernière et dûment authentifiés, ainsi que les propositions de résolution présentées par les sénateurs, sont déposés sur le bureau du Conseil de la République, imprimés, distribués et renvoyés à l'examen de la commission compétente ou d'une commission spéciale du Conseil.

Les propositions de loi présentées par les sénateurs sont déposées sur le bureau du Conseil, imprimées, distribuées et transmises sans débat au président de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 14 de la Constitution.

Texte proposé par votre commission:

Art. 20 (1er alinéa). — Conforme.

Les propositions de loi présentées par les sénateurs sont déposées sur le bureau du Conseil, imprimées et distribuées. Elles sont renvoyées à l'examen de la commission compétente ou d'une commission spéciale du Conseil de la République, laquelle fera son rapport dans les conditions fixées à l'article 27. Elles sont, accompagnées du rapport, transmises sans débat au président de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 14 de la Constitution.

Toutefois, à la demande expresse de l'auteur ou des auteurs d'une proposition, celle-ci est transmise au président de l'Assemblée nationale sans examen préalable en commission.

Si le rapport n'est pas établi dans le délai déterminé, l'auteur ou les auteurs de la proposition peuvent demander également la transmission sans délai au président de l'Assemblée nationale.

V. — *Caducité des propositions de résolution.*

[Article 23.]

Le Conseil de la République est désormais une assemblée permanente: il ne sera plus, en effet, renouvelé intégralement, mais par moitié. Il paraît donc utile d'introduire dans le règlement une disposition destinée à éviter l'accumulation progressive d'affaires que les commissions ou l'Assemblée ne peuvent pas retenir pour quelque cause que ce soit. C'est là sans doute une disposition difficile et qu'il faut édicter avec prudence mais on peut admettre, semble-t-il, qu'il n'est pas injustifié d'abandonner les propositions de résolution qui n'ont pas encore été votées à l'expiration de la session annuelle suivant celle au cours de laquelle elles ont été déposées.

C'est pourquoi votre commission vous propose l'addition suivante à l'article 23:

Texte actuel du règlement:

Art. 23. — Les propositions de résolution repoussées par le Conseil ne peuvent être reproduites avant le délai de trois mois.

Texte proposé par votre commission:

Art. 23 (1er alinéa). — Conforme.

Celles sur lesquelles le Conseil n'a pas statué deviennent caduques de plein droit à l'expiration de la session annuelle qui suit celle au cours de laquelle elles ont été déposées. Elles peuvent toutefois être reprises, en l'état, dans le délai d'un mois.

VI. — *Organisation des débats.*

[Article 37.]

L'organisation des débats d'une assemblée parlementaire pose des problèmes délicats. L'article 37 du règlement du Conseil de la République (identique à l'article 39 du règlement de l'Assemblée nationale), ne donne à la conférence des présidents que des droits très limités.

Si le texte est aussi restrictif, c'est qu'il a toujours été très difficile de faire accepter par les Assemblées des dispositions qui restreignent la liberté d'expression des parlementaires.

Les raisons qui ont motivé la discrétion de notre règlement restent toujours valables. Une seule modification a paru utile. Le règlement ne permet pas à la conférence des présidents de préparer l'organisation d'un débat avant la décision du Conseil. Une fois celle-ci intervenue, il faut réunir à nouveau la conférence, ce qui est une cause, inutile, de retards fâcheux et peut même faire renoncer à l'organisation du débat.

On pourrait permettre à la conférence des présidents, lorsqu'elle estime utile l'organisation d'un débat, de la préparer de sa propre initiative, étant entendu que ses décisions ne prendront effet qu'une fois le principe de l'organisation du débat ratifié par le Conseil.

Cette suggestion amène la modification suivante du paragraphe 2 de l'article 37:

Texte actuel du règlement:

Art. 37 (alinéa 2). — Si l'organisation de la discussion est décidée, la conférence des présidents, prévue par l'article 32, convoque les orateurs inscrits n'appartenant à aucun groupe représenté; elle fixe, mais avec l'accord des orateurs inscrits, l'ordre des interventions annoncées et établit le nombre de séances probables et leurs dates.

Texte proposé par votre commission:

Art. 37 (alinéa 2). — Si l'organisation de la discussion est décidée, ou si la conférence des présidents, prévue par l'article 32, a l'intention de la proposer au Conseil, la conférence convoque...

(Le reste sans changement.)

VII. — *Contestations sur le procès-verbal.*

[Article 39.]

L'adoption du procès-verbal n'a jamais donné lieu à un débat prolongé. Votre commission a estimé utile de sanctionner par un article du règlement cette coutume de sagesse. Elle vous propose donc d'ajouter, entre le quatrième et le cinquième alinéa de l'article 39, un nouvel alinéa ainsi rédigé:

Texte actuel du règlement:

Art. 39 (4e alinéa). — Au début de chaque séance, le président soumet à l'adoption du Conseil le procès-verbal de la séance précédente. Le procès-verbal de la dernière séance d'une session est soumis à l'approbation du conseil avant que cette séance soit levée.

Texte proposé par votre commission:

Art. 39 (4e alinéa). — Conforme.

La parole est donnée pour cinq minutes au maximum à tout sénateur qui la demande pour une observation sur le procès-verbal.

VIII. — *Interpellations de collègue à collègue.*

[Article 42.]

Les interpellations de collègue à collègue sont interdites à l'Assemblée nationale, mais le règlement actuel du Conseil n'en parle pas. L'expérience a révélé que cette lacune est gênante. Votre commission a jugé utile d'y apporter remède.

L'article 42 du règlement sera ainsi complété par l'alinéa nouveau suivant:

« Art. 42. — (Dernier alinéa nouveau.) — Les interpellations de collègue à collègue sont interdites. »

IX. — *Interdiction de lire à la tribune.*

[Articles 42 à 55. — Proposition n° 16 de M. Landry.]

M. Landry, dans l'exposé des motifs de sa proposition, fait remarquer les inconvénients de l'usage, qui s'est institué parfois, des lectures à la tribune. Ces lectures allongent les débats, les rendent fastidieux, permettent une obstruction injustifiée. Le prestige des assemblées parlementaires en est atteint. Au surplus, il arrive comme le fait remarquer l'auteur de la proposition, que le texte qui fait l'objet de la lecture n'ait pas été composé par l'orateur: il y a là une sérieuse déformation du régime parlementaire.

On peut ajouter au commentaire de notre collègue une réflexion d'un autre ordre: quand un rapport a été distribué, il est inutile que l'orateur à la tribune, dans les mêmes termes, répète ce que chaque parlementaire intéressé a pu lire et même, dirons-nous, a dû lire.

Seulement, une réglementation des lectures à la tribune n'est pas aussi simple qu'on pourrait le penser. Il n'est pas possible, en effet, d'interdire à un orateur de préparer minutieusement le discours qu'il entend prononcer. Il ne faut pas, non plus, supprimer la possibilité de citer des documents en reproduisant leur texte intégral.

Votre commission, après examen, a reconnu qu'il était légitime de prévoir une interdiction de lecture s'agissant d'un rapport distribué. Elle a hésité à vous proposer des mesures complémentaires. Après avoir envisagé de distinguer les textes ou documents imprimés (dont la lecture aurait été interdite) de ceux qui seraient simplement écrits ou dactylographiés (dont la lecture aurait été tolérée), elle a estimé qu'il n'était pas possible de prescrire une telle réglementation. La lecture à la tribune a ses inconvénients. Il est plus grave encore de la limiter par des dispositions qui risqueraient de la détruire. Il appartient à la sagesse du Conseil, à l'autorité de son président, de veiller autant que possible au bon usage d'une liberté indispensable. Dans ces conditions, votre commission ne vous propose qu'une modification limitée à l'article 55 et de ne pas donner suite à la modification, peut-être justifiée mais dangereuse, que notre collègue vous propose à l'article 42.

Texte actuel du règlement:

Art. 55. — Les projets et propositions transmis par l'Assemblée nationale, ainsi que les propositions de résolution, sont, en principe, soumis à une seule délibération en séance publique.

Il est procédé, tout d'abord, à une discussion générale du rapport fait sur le projet ou la proposition.

. . . . . .

Texte proposé par votre commission:

Art. 55 (1er alinéa). — Conforme.

Il est procédé, tout d'abord, à une discussion générale du rapport fait sur le projet ou la proposition. Le rapporteur ouvre cette discussion. Lorsque le rapport a été imprimé et distribué, il se borne à le compléter et à le commenter sans en donner lecture.

X. — *Organisation des discussions budgétaires.*

[Article 60.]

L'expérience a montré que les débats à l'occasion du budget peuvent dévier de leur objet. Il arrive, en effet, que les orateurs s'inscrivent en cours de discussion moins pour parler du sujet que pour présenter des observations qui sont de véritables digressions. Votre commission estime utile de prévoir l'organisation préalable des débats budgétaires. La modification serait édictée par une disposition à insérer au début de l'article 60.

Article 60.

La discussion générale du budget et celle des budgets particuliers doit toujours être organisée conformément à l'article 37...

(La suite sans changement.)

XI. — *Scrutin public à la tribune.*

[Article 75. — Proposition n° II-98 de Mme Devaud.]

Par la proposition n° II-98, Mme Devaud propose une nouvelle restriction à l'emploi du scrutin à la tribune. Désormais, il ne serait possible d'employer ce mode de votation qu'une seule fois pour chaque débat. Cette disposition remplacerait la règle actuelle qui donne à chaque groupe le droit de réclamer l'emploi du scrutin public à la tribune une fois par débat.

Cette réforme va très loin. On peut même admettre qu'elle aboutit pratiquement à la suppression du scrutin public à la tribune puisqu'il suffirait de demander l'application de ce système pour l'adoption d'un article non contesté; aussitôt il deviendrait impossible de voter à la tribune pendant tout le reste de la discussion.

A beaucoup d'esprits, cette proposition paraît excessive. Toutefois, avant de l'apprécier, il est indispensable d'examiner attentivement le problème.

Le scrutin public à la tribune est l'exception dans la procédure parlementaire française. La règle des débats dans nos assemblées est, à défaut du vote à main levée ou par assis et debout, le scrutin public par dépôt de bulletins dans l'urne avec un système aussi large que possible de délégation de vote. Cette procédure, depuis de longues années, fait l'objet de très sévères critiques. Les votes qui révèlent des centaines de voix alors qu'un très petit nombre de parlementaires siègent en séance font sourire, et parfois davantage... On se plaît à mettre en comparaison la procédure anglaise qui ne connaît, à défaut de vote par assis et debout ou à main levée, que le vote personnel. La vérité est qu'on ne peut séparer la procédure du scrutin de l'ensemble des méthodes de travail parlementaire et même des règles constitutionnelles. Le nombre des textes émanant tant du Gouvernement que des parlementaires, l'importance des amendements et des contre-projets, la liberté laissée au Parlement d'organiser librement ses débats et ses scrutins, d'autres règles, comme celles en vigueur pour les examens budgétaires: autant de causes qui conduisent aux longues discussions et aux votes nombreux. Le régime parlementaire anglais, inutile d'insister, est tout à fait différent. Aucune des caractéristiques que nous venons d'indiquer ne se retrouve dans la procédure parlementaire britannique.

Dès lors, il n'est pas étonnant que le scrutin personnel, c'est-à-dire le scrutin public à la tribune, soit dans notre Droit une procédure anormale comme le montrent les dispositions de l'article 75 de notre règlement. La proposition présentée par Mme Devaud est donc conforme à la tradition et aux usages. Si des critiques lui sont adressées, c'est simplement une question de mesure, ce ne peut être pour une question de principe.

Les conditions actuelles du régime parlementaire exigent qu'on prête à la proposition de notre collègue une attention plus précise encore. L'article 20 de la Constitution ne permet à l'Assemblée nationale d'écarter en tout ou partie un amendement apporté au texte primitif par le Conseil de la République qu'en votant la seconde lecture de la loi à la majorité absolue de ses membres si au Conseil de la République le vote sur l'ensemble a conduit à l'adoption du texte à la même majorité. Cette disposition de l'article 20 est importante. Elle est la seule arme qui permette à notre Assemblée de donner à son avis une valeur supérieure à celle d'une simple consultation. Or, le jeu combiné de l'article 20 de la Constitution et du scrutin public à la tribune permet de supprimer, en fait, cette mince garantie qui est donnée à la valeur de nos travaux. Il est, en effet, à peu près impossible, par la voie du scrutin public à la tribune, d'obtenir la majorité constitutionnelle. Pour le moins, les conditions pour obtenir la majorité constitutionnelle, par la voie du scrutin public à la tribune, seront très rarement réalisées. Au surplus, ainsi que l'expérience l'a montré, si ces conditions sont réalisées, nul ne demande le scrutin public à la tribune. Au contraire, le scrutin public à la tribune est exigé chaque fois que la majorité constitutionnelle étant obtenue par le scrutin public ordinaire, ne l'est pas au scrutin public à la tribune. En d'autres termes, les dispositions actuelles de l'article 75 permettent à une minorité du Conseil d'enlever totalement à notre Assemblée le bénéfice de l'article 20 de la Constitution. D'une manière plus précise, disons que les dispositions actuelles de l'article 75 donnent à une minorité, qui peut être très faible, de l'Assemblée le droit de priver la majorité du bénéfice de la seule disposition constitutionnelle qui consacre notre autorité.

Les réflexions qui précèdent conduisent donc à examiner très sérieusement la proposition de Mme Devaud. Votre commission n'y a pas manqué.

Elle a estimé tout d'abord que la règle suggérée par l'auteur de la proposition ne pouvait être acceptée. Elle aboutit en fait à une suppression, qui ne paraît pas possible, du scrutin à la tribune, au moins pour toute discussion de nature législative.

Elle a examiné attentivement une autre proposition qui lui était faite, d'une nature toute différente. Il s'agissait de substituer à la rédaction très stricte envisagée par Mme Devaud une règle qui tint compte, beaucoup plus franchement, des raisons pour lesquelles le Conseil de la République est amené à envisager la diminution de l'emploi du scrutin public à la tribune. Elle était ainsi conçue:

« Le scrutin public à la tribune, pour le vote sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi, ne peut être ordonné que si le vote à l'Assemblée nationale a eu lieu dans la même forme ».

L'objet d'une telle disposition était de rétablir tant bien que mal notre autorité. Elle pouvait, le cas échéant, être complétée par une disposition supplémentaire rétablissant, mais avec des conditions plus strictes qu'elles ne sont actuellement édictées, le droit de demander le scrutin à titre tout fait excep-

tionnel, même quand l'Assemblée nationale pour son vote d'ensemble n'en avait pas fait usage.

Votre commission, finalement, a rejeté cette nouvelle proposition. Elle reconnaît qu'effectivement le jeu de l'article 20 de la Constitution, combiné avec le mécanisme du scrutin public à la tribune, présente des inconvénients mais ils ne lui sont pas paru de nature à motiver une réglementation nouvelle dont les conséquences pourraient peut-être dépasser ce qu'il était possible de prévoir.

Pour cette raison, votre commission du règlement n'a pas jugé bon de modifier la rédaction actuelle de l'article 75 et vous demande de repousser la proposition de Mme Devaud.

XII. — *Question orale avec débat ou interpellation.*

[Articles 87 à 91. — Proposition n° II-57 de M. Debré; proposition n° II-62 de M. Hamon; proposition n° II-121 de M. Colonna.]

Le précédent Conseil de la République, lors de la rédaction de son règlement, avait examiné le problème du droit d'interpellation. Sa commission du suffrage universel en avait assez longuement discuté. Malgré le désir de plusieurs conseillers, de tendances politiques variées, le droit d'interpeller n'avait pas été inscrit dans le texte du règlement. La « question orale avec débat » avait finalement été considérée comme la procédure normale mise à la disposition de tout membre du Conseil de la République pour s'adresser au Gouvernement afin de provoquer une discussion sur un problème déterminé.

L'expérience exige aujourd'hui un nouvel examen de cette procédure. On remarque d'abord que le débat institué sur une question orale n'aboutit à aucune conclusion. D'après l'article 90, lorsque les orateurs inscrits ont achevé ou lorsque la clôture a été prononcée, le président « constate que le débat est terminé ». Cette disposition, c'est le moins qu'on en puisse dire, est insolite et condamne à l'avance tout débat à la stérilité.

On observe, ensuite, que la terminologie employée, « question orale », n'est pas de nature à favoriser de larges discussions. Certes, la procédure des articles 87 et suivants a été employée au cours des deux dernières années pour quelques grands débats. Mais ils furent des exceptions et la manière même dont cette procédure est réglementée risque de la limiter à l'avance à des discussions d'ordre secondaire.

Les propositions II-57, II-62 et II-121 nous invitent à un nouvel examen de la procédure qui permet à une assemblée non seulement d'être renseignée, mais d'ouvrir un débat. Il n'est pas douteux qu'une des tâches d'un parlement est l'étude des grandes questions politiques. C'est par une discussion libre et générale sur les problèmes intéressant le sort de l'Etat qu'un parlement peut, au nom de la nation, assurer le contrôle de l'action gouvernementale et préciser certaines directives. C'est aussi par une telle discussion que la nation peut être tenue au courant de la vie politique générale et de l'importance, pour son avenir, des graves questions d'ordre intérieur ou extérieur.

Notre collègue, M. Colonna, par sa proposition II-121, suggère que l'interpellation soit rétablie.

Une objection lui a été faite aussitôt. Une assemblée comme le Conseil de la République qui, au terme de la Constitution, ne peut mettre en cause la responsabilité politique du Gouvernement, n'aurait pas le pouvoir de l'interpeller, pas plus que d'interpeller isolément un ministre. D'après cette objection, il existerait donc, entre l'interpellation et le vote de confiance ou la motion de censure, un lien qui ne pourrait être rompu.

Votre commission, après examen, a écarté cette thèse qui lui a paru juridiquement incorrecte.

Sans doute, sous la IIIe République, il existait un lien effectif entre la procédure d'interpellation et celle du vote de confiance. C'était là le résultat des règles constitutionnelles et de la tradition parlementaire en usage depuis 1875. Lorsque le ministère Léon Bourgeois avait contesté au Sénat le droit de le mettre en minorité après interpellation, le refus des crédits opposé par la Haute Assemblée avait amené le retrait du ministère. Depuis lors, dans l'une et l'autre assemblée, interpellation et vote de confiance étaient liés.

Sous la IVe République, il n'en est pas de même. La Constitution qui nous régit aujourd'hui prend soin d'établir une séparation entre l'interpellation et la motion de confiance ou de censure. En effet, aux termes de ses articles 49 et 50, la responsabilité politique du Gouvernement ne peut être mise en jeu devant l'Assemblée nationale que par une procédure très précise. Si cette procédure n'est pas ouverte, le vote qui suit l'interpellation n'exerce pas d'influence sur l'existence du Gouvernement. La Constitution de 1946 a ainsi pris soin d'indiquer que la mise en jeu de la responsabilité gouvernementale n'était liée à aucune autre procédure que celle qui était indiquée par ces textes désormais précis, davantage même: impératifs. De telles dispositions sont d'ailleurs conformes au fonctionnement du système parlementaire. L'expérience de la IIIe République a montré que les chutes trop fréquentes de ministères aboutissaient à une déviation du régime. Couper l'interpellation du vote de confiance ayant une sanction politique a été l'une des idées importantes de la réforme constitutionnelle telle qu'elle a été souhaitée et en partie réalisée.

Cette modification est d'autant plus justifiée que l'interpellation existe alors même que l'Assemblée ne peut mettre en cause la responsabilité gouvernementale. Au cours de notre histoire, le droit d'interpeller a été reconnu aux parlementaires avant que le droit de renverser un ministère ait été reconnu au Parlement. Comment en serait-il autrement ? Le droit d'interpeller est considéré par la tradition et par la doctrine comme un droit parlementaire essentiel. Tout membre d'une assemblée, qui est le Parlement ou qui compose le Parlement, a le droit de provoquer au sein de l'assemblée dont il est membre, une discussion en posant une question à un ministre ou au Gouvernement tout entier, c'est-à-dire en interpellant. Tant que la Constitution ne l'interdit pas expressément, le droit d'interpeller est lié à l'existence même d'une assemblée politique composée de membres élus par la nation souveraine.

Votre commission, toutefois, n'a pas cru devoir suivre entièrement notre collègue M. Colonna. Alors même qu'il lui était proposé de limiter les demandes d'interpellation aux problèmes politiques de portée générale à l'exclusion des faits individuels ou d'actes à portée locale ou occasionnelle, elle a considéré que la procédure d'interpellation avait, du fait de l'usage qui était fait de ce mot depuis tant d'années, un caractère nettement déterminé. L'opinion publique, en général, et l'opinion parlementaire en particulier verraient dans la renaissance de ce terme la volonté de notre assemblée, moins de provoquer un débat utile que de revenir sur une idée essentielle de la Constitution, suivant laquelle le Gouvernement ne peut, en aucun cas, être responsable devant le Conseil de la République. Elle a estimé qu'il convenait, même par les termes employés, de marquer notre souci de demeurer dans les limites imposées par la Constitution.

Elle a, dès lors, émis un avis favorable au maintien de la terminologie adoptée par l'ancien conseil, c'est-à-dire la question orale avec débat.

Mais, si elle a retenu le mot, elle ne retient pas la procédure actuellement en vigueur et vous propose d'importantes modifications.

Elle vous propose des modifications de forme destinées à marquer le changement de caractère: la question orale avec débat doit normalement revêtir un certain aspect solennel. Il s'agit, pour une assemblée parlementaire, d'assurer l'exercice d'un droit fondamental.

Elle vous propose, en particulier, d'instituer une procédure très précise pour la fixation de la date de discussion. Il y a là des dispositions à prendre qui permettent d'assurer à tout parlementaire la possibilité d'expliquer les raisons pour lesquelles il a déposé sa question et aussi d'inviter le Gouvernement à une première explication.

Elle vous propose de supprimer l'obligation d'accompagner la question orale de la signature d'un président de groupe, d'un président de commission ou de trente sénateurs. Le droit de provoquer un débat à la suite d'une question est un droit individuel.

Enfin et surtout, elle vous propose de terminer la discussion par une vote de l'Assemblée: c'est là, qu'en fait, se trouve la modification la plus importante. Le choix, à cet égard, peut se faire entre trois modalités: la proposition n° II-57 innove en prévoyant une « motion exprimant ou refusant la satisfaction de l'Assemblée pour la réponse donnée »; la proposition n° II-62 envisage une proposition de résolution pour laquelle elle prévoit une procédure de discussion accélérée; la proposition n° II-121 revient au système classique des ordres du jour.

Cette troisième solution est sans doute la plus simple, mais la commission a estimé qu'il ne convenait pas de la retenir pour une raison de terminologie. A tort ou à raison, du fait de l'usage, le vote sur l'ordre du jour a pris le caractère très précis d'un vote politique. La détermination du vote est fonction avant tout de la volonté de voir le Gouvernement demeurer en place ou s'en aller. Il n'appartient pas au Conseil d'émettre de tels votes. C'est pourquoi, réserve faite du cas où en l'absence de proposition, le président doit mettre aux voix le passage à l'ordre du jour pur et simple, la commission vous suggère de terminer le débat après question orale par le vote d'une proposition de résolution. En cas de pluralité de propositions, le Conseil devra statuer sur la priorité. Les explications de vote sont naturellement autorisées, mais réglementées comme il est d'usage en pareil domaine.

Pour les raisons exposées ci-dessus, votre commission vous propose la modification comme suit des articles 87 à 91:

Texte actuel du règlement:

Art. 87. — Tout sénateur qui désire poser au Gouvernement une question orale suivie de débat, en remet au président du Conseil de la République le texte, accompagné d'une demande de débat signée, soit par un ou plusieurs présidents de groupes, soit par le président d'une commission générale mandaté par cette commission, soit par trente sénateurs au moins.

Le président du Conseil de la République donne connaissance au Conseil du texte de la question et de la demande de débat. Il en informe le Gouvernement.

Art. 88. — La conférence des présidents prévue par l'article 32 du présent règlement examine obligatoirement les demandes de débat sur une question orale, et soumet au Conseil de la République des propositions concernant la suite à y donner. Dans le cas où la conférence des présidents propose de donner suite à la demande de débat, elle peut, soit proposer en même temps une date, soit proposer que la date soit fixée ultérieurement après entente avec le Gouvernement.

Peuvent seuls intervenir, pendant cinq minutes chacun, dans la discussion des propositions de la conférence des présidents concernant une demande de débat sur une question orale, l'auteur de la demande ou l'un de ses collègues désigné par lui pour le suppléer, les présidents des groupes ou leurs délégués, et le Gouvernement.

Art. 89. — Dans le cas où le Conseil de la République a décidé de ne pas donner suite à une demande de débat sur une question orale, l'auteur de la question conserve le droit de la poser dans les conditions prévues par les articles 84, 85 et 86.

Art. 91. — La jonction de plusieurs questions orales avec débat ne peut être proposée que si elles portent sur des questions connexes, et à partir du moment où le Conseil de la République a statué sur chacune des demandes de débat.

Une demande de jonction n'est recevable que si elle s'applique à des demandes de débat admises par le Conseil au cours de trois séances consécutives au plus.

Art. 90. — Dans le débat ouvert sur une question orale, le président donne la parole successivement à l'auteur de la question et aux sénateurs qui se sont fait inscrire ou qui demandent la parole.

Le débat peut être organisé conformément à l'article 37.

Lorsque tous les orateurs inscrits ont parlé ou lorsque la clôture a été prononcée par le Conseil de la République, le président constate que le débat est terminé.

Art. 91. — (Voir *supra*.)

Texte proposé par votre commission:

Art. 87. — Tout sénateur qui désire poser au Gouvernement une question orale suivie de débat en remet au président du Conseil de la République le texte accompagné d'une demande de débat.

Le président informe immédiatement le Gouvernement de cette demande. Il donne connaissance au Conseil de la République du texte de la question et de la demande de débat au premier jour de séance qui suit le dépôt de la demande.

Art. 88. — La fixation de la date de discussion des questions orales avec débat a lieu dans la séance du jeudi, soit sur proposition de la conférence des présidents, soit après notification au président du Conseil de la République de l'accord intervenu pour ledit jour entre le Gouvernement et l'auteur de la question.

Toutefois, sur demande écrite de l'auteur de la question, remise en même temps que la question et revêtue de la signature de trente membres, dont la présence doit être constatée par appel nominal, le Conseil, informé sans délai de la question par le président, peut décider par assis et levé, sans débat, qu'il sera procédé à la fixation de la date de discussion immédiatement après que le Gouvernement en aura été informé.

Le Conseil procède aux fixations de date, sans débat sur le fond, après avoir entendu le Gouvernement.

Pour toute fixation de date, les interventions ne peuvent excéder cinq minutes. Seuls peuvent intervenir l'auteur de la question ou l'un de ses collègues désigné par lui pour le suppléer, les présidents des groupes ou leurs délégués, et le Gouvernement.

Dans le cas où le Conseil de la République décide de renvoyer à la suite le débat sur une question orale, l'auteur de la question conserve le droit de la poser dans les conditions prévues par les articles 84, 85 et 86.

Art. 89. — La jonction de plusieurs questions orales avec débat ne peut être proposée que si elles portent sur des questions connexes, et à partir du moment où le Conseil de la République a statué sur chacune des fixations de dates prévues par l'article 88.

Aucune demande de jonction n'est plus recevable après les trois séances qui suivent celle où le Conseil a fixé la date d'un débat sur une question orale, ou dès que ce débat a commencé.

Art. 90. — Le débat sur une question orale doit toujours être organisé comme il est dit à l'article 37.

Le droit de prendre la parole pour développer sa question est personnel. Toutefois, le président du groupe auquel appartient l'auteur de la question ou, à son défaut, l'auteur lui-même peut désigner un autre membre de son groupe pour le suppléer en cas d'empêchement.

L'auteur de la question a un droit de priorité pour répondre au Gouvernement.

Art. 91. — Après clôture de la discussion générale d'une question orale avec débat, il est donné lecture des propositions de résolution consécutives à la question orale qui, par dérogation aux articles 20 et 41, sont discutées, séance tenante, sans renvoi à la commission compétente; s'il n'est pas déposé de proposition de résolution, le président constate qu'il y a lieu de passer à la suite de l'ordre du jour.

Les propositions de résolution sont remises au président qui en donne lecture.

Une modification ou addition de signature ou de texte à une proposition de résolution n'est recevable que si elle a été déposée avant que le président ait donné lecture de ladite proposition.

Le passage pur et simple à la suite de l'ordre du jour, s'il est proposé, a toujours la priorité.

La priorité est ensuite de droit pour les propositions de résolution qui demandent une commission d'enquête consécutive à la question orale.

Le président soumet des propositions de résolution au vote du Conseil de la République qui statue, s'il y a lieu, sur les questions de priorité. Néanmoins, si le Gouvernement demande la priorité, il est statué, sur l'heure, sur celle-ci.

Seuls peuvent prendre la parole sur les propositions de résolution, en dehors de l'un des signataires, les présidents des groupes ou leurs délégués, le Gouvernement et, éventuellement, le président de la commission intéressée ou l'un de ses membres qu'elle aura mandaté.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, votre commission du suffrage universel vous propose d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 2, 4, 7, 10, 20, 23, 39, 42, 55, 60 ET 87 A 91 DU RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 1er. — 1° Le premier alinéa de l'article 2 est complété comme suit:

« ...jusqu'à la proclamation de l'élection du président ».

2° Le dernier alinéa de l'article 2 est modifié comme suit:

« Aucun débat ne peut avoir lieu sous la présidence du doyen d'âge ».

3° La deuxième phrase du sixième alinéa de l'article 10 est modifiée comme suit:

« Cette liste est remise au président qui la fait immédiatement afficher ».

4° Dans la suite de l'article 10, les mots: « doyen d'âge » sont remplacés par le mot: « président ».

Art. 2. — Les deux premiers alinéas de l'article 4 sont remplacés par le texte suivant:

« Les procès-verbaux des élections sont répartis entre les six bureaux tirés au sort, par ordre alphabétique des départements, circonscriptions et territoires d'outre-mer, autant que possible proportionnellement au nombre total de ces élections. »

Art. 3. — *a*) La première phrase de l'article 7 est ainsi rédigée:

« Les sénateurs dont les pouvoirs n'ont pas encore été validés jouissent de tous les droits et prérogatives attachés à la fonction de membre du Conseil de la République. »

b) La dernière phrase de l'article est remplacée par la phrase suivante:

« En cas d'invalidation, toute proposition de loi ou de résolution ou tout amendement émanant du sénateur invalidé est considéré comme caduc, à moins d'être repris, en l'état, dans un délai de huit jours, par un membre du Conseil de la République. »

Art. 4. — Le second alinéa de l'article 20 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les propositions de loi présentées par les sénateurs sont déposées sur le bureau du Conseil, imprimées et distribuées. Elles sont renvoyées à l'examen de la commission compétente ou d'une commission spéciale du Conseil de la République, laquelle fera son rapport dans les conditions fixées à l'article 27. Elles sont, accompagnées du rapport, transmises sans débat au président de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 11 de la Constitution.

« Toutefois, à la demande expresse de l'auteur ou des auteurs d'une proposition, celle-ci est transmise au président de l'Assemblée nationale sans examen préalable en commission.

« Si le rapport n'est pas établi dans le délai déterminé, l'auteur ou les auteurs de la proposition peuvent demander également la transmission sans délai au président de l'Assemblée nationale. »

Art. 5. — L'article 23 est complété par les deux alinéas suivants

« Celles sur lesquelles le Conseil n'a pas statué deviennent caduques de plein droit à l'expiration de la session annuelle qui suit celle au cours de laquelle elles ont été déposées.

« Elles peuvent toutefois être reprises, en l'état, dans le délai d'un mois. »

Art. 6. — Le début du deuxième alinéa de l'article 37 est modifié comme suit::

« Si l'organisation de la discussion est décidée, ou si la conférence des présidents, prévue par l'article 32, a l'intention de la proposer au Conseil, la conférence convoque... » (Le reste sans changement.)

Art. 7. — Il est inséré, entre le 4e et le 5e alinéa de l'article 39, un nouvel alinéa ainsi conçu:

« La parole est donnée, pour cinq minutes au maximum, à tout sénateur qui la demande pour une observation sur le procès-verbal ».

Art. 8. — L'article 42 est complété par un nouvel alinéa ainsi conçu:

« Les interpellations de collègue à collègue sont interdites ».

Art. 9. — Le second alinéa de l'article 55 est complété par la phrase suivante:

« Le rapporteur ouvre cette discussion. Lorsque le rapport a été imprimé et distribué, il se borne à le compléter et à le commenter sans en donner lecture ».

Art. 10. — Il est inséré au début de l'article 60 un nouvel alinéa ainsi rédigé:

« La discussion générale du budget et celle des budgets particuliers doit toujours être organisée conformément à l'article 37 ».

Art. 11. — L'article 87 est rédigé comme suit:

« *Art.* 87. — Tout sénateur qui désire poser au Gouvernement une question orale suivie de débat en remet au président du Conseil de la République le texte accompagné d'une demande de débat.

« Le président informe immédiatement le Gouvernement de cette demande. Il donne connaissance au Conseil de la République du texte de la question et de la demande de débat, au premier jour de séance qui suit le dépôt de la demande ».

Art. 12. — L'article 88 est rédigé comme suit:

« *Art.* 88. — La fixation de la date de discussion des questions orales avec débat a lieu dans la séance du jeudi, soit sur proposition de la conférence des présidents, soit après notification au président du Conseil de la République de l'accord intervenu pour ledit jour entre le Gouvernement et l'auteur de la question.

« Toutefois, sur demande écrite de l'auteur de la question, remise en même temps que la question et revêtue de la signature de trente membres, dont la présence doit être constatée par appel nominal, le Conseil informé sans délai de la question par le président, peut décider, par assis et levé, sans débat, qu'il sera procédé à la fixation de la date de discussion immédiatement après que le Gouvernement en aura été informé.

« Le Conseil procède aux fixations de date, sans débat sur le fond, après avoir entendu le Gouvernement.

« Pour toute fixation de date, les interventions ne peuvent excéder cinq minutes. Seuls, peuvent intervenir, l'auteur de la question ou l'un de ses collègues désigné par lui pour le suppléer, les présidents des groupes ou leurs délégués, et le Gouvernement.

« Dans le cas où le Conseil de la République décide de renvoyer à la suite le débat sur une question orale, l'auteur de la question conserve le droit de la poser dans les conditions prévues par les articles 84, 85 et 86 ».

Art. 13. — L'article 89 est rédigé comme suit:

« *Art.* 89. — La jonction de plusieurs questions orales avec débat ne peut être proposée que si elles portent sur des questions connexes, et à partir du moment où le Conseil de la République a statué sur chacune des fixations de dates prévues par l'article 88.

« Aucune demande de jonction n'est plus recevable après les trois séances qui suivent celle où le Consei a fixé a date d'un débat sur une question orale, ou dès que ce débat a commencé ».

Art. 14. — L'article 90 est rédigé de la façon suivante:

« *Art.* 90. — Le débat sur une question orale doit toujours être organisé comme il est dit à l'article 37.

« Le droit de prendre la parole pour développer sa question est personnel. Toutefois, le président du groupe auquel appartient l'auteur de la question ou, à son défaut, l'auteur lui-même, peut désigner un autre membre de son groupe pour le suppléer en cas d'empêchement.

« L'auteur de la question a un droit de priorité pour répondre au Gouvernement. »

Art. 15. — L'article 91 est rédigé comme suit:

« *Art.* 91. — Après la clôture de la discussion générale d'une question orale avec dé-

bat, il est donné lecture des propositions de résolution consécutives à la question orale qui, par dérogation aux articles 20 et 41, sont discutées, séance tenante, sans renvoi à la commission compétente; s'il n'est pas déposé de proposition de résolution, le président constate qu'il y a lieu de passer à la suite de l'ordre du jour.

« Les propositions de résolution sont remises au président qui en donne lecture.

« Une modification ou addition de signature ou de texte à une proposition de résolution n'est recevable que si elle a été déposée avant que le président ait donné lecture de ladite proposition.

« Le passage pur et simple à la suite de l'ordre du jour, s'il est proposé, a toujours la priorité.

« La priorité est ensuite de droit pour les propositions de résolution qui demandent une commission d'enquête consécutive à la question orale.

« Le président soumet les propositions de résolution au vote du Conseil de la République qui statue, s'il y a lieu, sur les questions de priorité. Néanmoins, si le Gouvernement demande la priorité, il est statué, sur l'heure, sur celle-ci.

« Seuls peuvent prendre la parole sur les propositions de résolution, en dehors de l'un des signataires, les présidents des groupes ou leurs délégués, le Gouvernement et, éventuellement, le président de la commission intéressée ou l'un de ses membres qu'elle aura mandaté ».

PROPOSITION DE RESOLUTION

L'article 75 du règlement du Conseil de la République est modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 75. — 8e alinéa: Le scrutin public à la tribune ne peut être demandé qu'une seule fois au cours d'un débat sur un projet législatif ou sur une proposition d'initiative parlementaire. »

PROPOSITION DE RESOLUTION

Il est inséré, dans le règlement du Conseil de la République, un article 42 *bis* ainsi conçu:

« *Art.* 42 bis. — Les interventions consistant en lectures ne sont admises que dans les discussions générales. Elles ne dureront pas plus de dix minutes, et ne pourront être apportées, pour un même groupe politique, que par un seul membre ».

ANNEXE N° 203

(Session de 1949. — Séance du 3 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la production industrielle sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 concernant les **mines, minières et carrières,** par M. Aubert, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi qui vous est soumise fut déposée le 30 juin 1947 par M. Gerber, conseiller de la République. Son objectif essentiel était de prévoir une procédure permettant de reviser l'évaluation de l'indemnité due au propriétaire du sol, en contre-partie de la servitude qui lui est imposée du fait de l'occupation temporaire de son terrain par l'explorateur ou le concessionnaire de mines.

La loi de 1810, qui constitue encore la charte de l'exploitation minière, fixe à son article 43 les modalités de l'indemnisation dans les termes suivants:

« Si les travaux ne sont que passagers et si le sol où ils ont eu lieu peut être mis en culture au bout d'un an comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée à une somme double du produit net du terrain endommagé. (L. 27 juillet 1880.) Lorsque l'occupation ainsi faite prive le propriétaire de la jouissance du sol, pendant plus d'une année, ou lorsque, après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, les propriétaires peuvent exiger du concessionnaire ou de l'exploiteur l'acquisition du sol. — La pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de la surface doit être achetée en totalité, si le propriétaire l'exige. — Le terrain à acquérir ainsi sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation. — Les contestations relatives aux indemnités réclamées par les propriétaires du sol aux concessionnaires des mines, en vertu du présent article, seront soumises aux tribunaux civils. — Les dispositions des paragraphes 2 et 3 relatives au mode de calcul de l'indemnité au cas d'occupation ou d'acquisition des terrains, ne sont pas applicables aux autres dommages causés à la propriété par les travaux de recherche ou d'exploitation; la réparation de ces dommages reste soumise au droit commun. »

Déterminée au début de l'occupation temporaire, l'indemnité prévue dont le montant est lié au produit net du terrain occupé, cesse vite, dans les périodes d'instabilité monétaire, de correspondre au manque à gagner réel infligé au propriétaire du sol.

C'est pour remédier à cette situation que fut votée, en 1932, une loi permettant la revision pendant six mois de l'indemnité prévue par la loi de 1810.

La loi du 28 avril 1932 était ainsi conçue:

Art. 1er. — Tout propriétaire d'un terrain occupé antérieurement au 1er juillet 1928, en vertu de l'article 43 de la loi du 21 avril 1810, modifié par les lois des 27 juillet 1880 et 16 décembre 1922, aura le droit de faire reviser l'évaluation du produit net du terrain occupé d'après son état au moment où l'occupation a commencé et sa valeur locative actuelle. L'indemnité a lui due par le concessionnaire sera fixée au double du produit ainsi revisé à compter du jour de la demande en revision.

Art. 2. — La demande en revision prévue par la présente loi devra être intentée, à peine de forclusion, dans les six mois à dater de sa promulgation.

Depuis cette date, il est bien connu que la valeur de la monnaie n'a fait que décroître. Il est apparu au signataire de la proposition de loi qu'il s'imposait d'ouvrir, par voie législative, aux propriétaires du sol, un nouveau droit à une demande de revision de l'évaluation du produit net du terrain occupé.

La superficie des terrains occupés temporairement et le montant des indemnités de double produit constitue un ensemble assez peu important: (voir tableau ci-dessous). Un « déséquilibre financier » n'est pas à redouter d'une adaptation des taux des indemnités aux conditions économiques nouvelles.

HOUILLÈRES DE BASSIN	SUPERFICIES occupées temporairement (1). ha	a	ca	INDEMNITÉ annuelle de double produit (1).
Aquitaine	2	75	»	9.600 »
Auvergne	2	49	38	7.164 »
Blanzy	127	80	69	4.295 »
	»	»	23	»
	»	87	96	36.040 »
Cévennes	»	86	83	»
	4	85	56	»
Dauphiné	4	77	77	17.115 »
Loire	73	22	46	263.402 »
Lorraine	7	00	00	»
Nord et Pas-de-Calais	143	29	61	320.132 05
	206	95	91	»
Provence	»	»	»	»
Totaux	574	91	40	652.748 05

(1) A la date du 21 juillet 1948.

Dans son texte initial, la proposition de loi prévoyait:

1° Que l'évaluation du produit net pourrait être fixée chaque année d'après l'état du terrain et la valeur locative actuelle;

2° Que les contestations relatives aux indemnités seraient de la compétence du juge de paix.

L'Assemblée nationale a sensiblement modifié le dispositif qui lui a été soumis. Elle a adopté un texte aux termes duquel:

1° Il est ouvert, au profit des propriétaires d'un terrain occupé, un droit à la revision de l'évaluation du produit net, aboutissant à une indemnité affectée d'un indice;

2° La demande en revision ne pourra être présentée que dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

Ces dispositions, soumises aujourd'hui au Conseil de la République, répondent à l'objet initial de la proposition de loi. Elles sont inspirées cependant de la loi du 28 avril 1932 qui prévoit une période de six mois pendant laquelle doit être intentée la demande en revision. Toutefois, à la différence de ce qui fut décidé en 1932, la nouveauté du texte consiste dans la mise en jeu d'une indemnité indexée qui présente l'avantage:

a) De ne pas revenir, après une période nouvelle d'instabilité monétaire, au payement d'indemnités « anachroniques »;

b) De bloquer en seule période de six mois toute la procédure de revision.

Par ailleurs, le nouveau dispositif ne modifie pas les règles antérieures de compétence juridictionnelle. Il laisse au tribunal civil son rôle de tribunal de premier ressort.

Votre commission, tout en donnant son adhésion à ces dispositions votées par l'Assemblée nationale, a constaté la nécessité de prévenir certains litiges qui pourraient survenir à propos de la fixation de l'indemnité indexée notamment quant aux choix des indices.

Certains de ses membres ont fait remarquer qu'il serait possible sur ce point de faire appel à la même procédure qu'en matière de baux ruraux.

C'est pour répondre au souci de voir apporter ces précisions par voix réglementaire qu'elle vous propose un article 3 nouveau, qu'un règlement d'administration publique vienne fixer les modalités d'application de la loi.

En conclusion, votre commission de la production industrielle vous demande d'adopter le texte qu'elle vous soumet et dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Tout propriétaire d'un terrain occupé antérieurement au 1er septembre 1948 en vertu de l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, modifié par les lois du 27 juillet 1880 et 16 décembre 1922, aura le droit de faire reviser l'évaluation du produit net du terrain occupé, d'après l'état de ce terrain au moment de l'occupation et de manière à tenir compte des variations de la conjoncture économique, par le jeu d'une indemnité indexée.

La revision de l'indemnité portera effet à compter du jour de l'introduction de la demande.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 1864, 5811 et in-8° 1481; Conseil de la République: 363 (année 1947) et 14 (année 1949).

Art. 2. — La demande en revision prévue par la présente loi devra être présentée, à peine de forclusion, dans les six mois à dater de la promulgation.

Art 3 (nouveau). — Un règlement d'administration publique fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

ANNEXE N° 204

(Session de 1949. — Séance du 3 mars 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant intégration des **militaires** dans l'organisation générale de la **sécurité sociale,** par M. Laurent-Thouverey, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 4 mars 1949 (compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 3 mars 1949, page 477, 3e colonne).

ANNEXE N° 205

(Session de 1949. — Séance du 3 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à compléter l'article 78 de la loi du 1er septembre 1948, en vue d'assurer aux **Français exerçant leur activité professionnelle hors de la métropole,** mais appelés à y revenir périodiquement, le **droit de sous-louer** l'appartement dont ils sont locataires pendant et pour la durée de leur séjour hors de la France métropolitaine, présentée par M. Durand-Réville, sénateur, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi sur les loyers du 1er septembre 1948 lèse actuellement d'une façon grave, encore qu'involontaire, comme je n'avais pas manqué de le faire déjà ressortir au cours de sa délibération par le Conseil de la République, ceux de nos nationaux qui exercent leur activité professionnelle hors de la métropole et tout spécialement ceux qui servent dans les territoires de l'Union française.

L'article 10, paragraphe 2 de ce texte subordonne en effet le droit au maintien dans les lieux à une occupation annuelle de huit mois, période qui, à condition qu'elle demeure annuelle, peut être diminuée si l'activité du locataire justifie une occupation de durée inférieure.

Ces dispositions ne peuvent, en aucun cas, s'appliquer aux Français servant outre-mer. La durée de leur séjour étant suivant le territoire de deux ou trois années sans interruption, il leur sera en effet impossible, à moins de se dédoubler, de remplir les conditions d'occupation des lieux puisque, dans tous les cas, cette occupation doit demeurer « annuelle ».

On pourrait croire, cependant, en s'inspirant des termes de l'article 24 que le colonial, locataire d'un appartement, pourra le sous-louer pendant et pour la durée de son séjour hors de la métropole. Cette hypothèse ne peut être considérée que comme tout à fait éventuelle, puisque l'article 78 de la loi interdit la sous-location sans l'autorisation du propriétaire et que ce dernier s'opposera toujours en principe à cette sous-location, puisque par cette interdiction le locataire colonial n'étant plus en mesure de conserver son logement, l'appartement pourra être mis, aux conditions que tout le monde connaît, à la disposition de nouveaux candidats locataires.

Ainsi, dans tous les cas, l'application de la loi du 1er septembre 1948 consacre la situation d' « errant » qui est faite, pour la durée de sa carrière, au colonial, dont le foyer devra être limité aux quelques malles que les règlements l'autorisent à transporter avec lui.

Si par chance il est déjà locataire en titre d'un appartement, il devra donc s'attendre à en être expulsé lorsqu'il repartira au loin et après avoir, pendant deux ou trois années, pratiqué hôtels de brousse et cases indigènes (les logements de fonction sont rares et la crise du logement sévit aussi outre-mer), il est condamné à revenir pour la durée de son congé ou de son détachement, vivre dans la métropole à l'hôtel, à des tarifs dépassant souvent, pour peu qu'il ait de la famille, le montant de son traitement, son mobilier personnel demeurant au garde-meuble ou devant être vendu à vil prix.

Cette situation, jointe au malaise suscité actuellement dans les territoires d'outre-mer par l'insuffisance des traitements, n'est pas sans influer sur le recrutement public ou privé et singulièrement sur la qualité de ce recrutement et contribue à expliquer les difficultés éprouvées fréquemment par les services de transit dans la mise en route du personnel de l'administration coloniale.

Il apparaît urgent de mettre fin à cette situation que beaucoup considèrent comme une iniquité et c'est dans ce but que j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil de la République la proposition de loi suivante, qui tout en respectant l'esprit de la loi, lequel est d'éviter que des logements demeurent inoccupés, et sans léser les droits des propriétaires, puisque la réglementation actuelle autorise déjà la sous-location partielle sans leur consentement, permettra aux Français servant outre-mer de ne plus être des nomades sans foyer.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 78 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est complété *in fine* par les deux alinéas suivants:

« Tout Français exerçant habituellement ses fonctions ou son activité dans la métropole, mais appelé à y revenir régulièrement pour des périodes de congé ou d'activité professionnelle, pourra sous-louer l'appartement dont il est locataire pendant et pour la durée de son séjour hors de France, nonobstant toutes clauses contraires au contrat de location.

« Le droit au maintien dans les lieux ne lui sera pas opposable par son sous-locataire sous la condition écrite et acceptée par ce dernier qu'il pourra reprendre les lieux à son retour ou au retour normal ou anticipé de sa famille dans la métropole. »

ANNEXE N° 206

(Session de 1949. — Séance du 3 mars 1949.)

2e RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant l'organisation et la composition du **Haut Conseil de l'Union française,** par M. Charles-Cros, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 5 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 4 mars 1949, p. 504, 3e colonne.)

ANNEXE N° 207

(Session de 1949. — Séance du 3 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux **baux à loyer** de locaux ou d'**immeubles à usage commercial, industriel** ou **artisanal** détruits par suite d'**actes de guerre,** par M. Reynouard, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi qui vous est soumise a un objet nettement défini. Elle a pour but de régler les rapports entre sinistrés propriétaires et sinistrés locataires, les rapports entre les sinistrés et l'Etat étant définis par la loi du 28 octobre 1946 dont je ne rappellerai que les principes essentiels.

La loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre proclame, en son article 1er, l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre. L'article 2 de la même loi précise que « les dommages certains, matériels et directs, causés aux biens immobiliers par les faits de guerre... ouvrent droit à réparation intégrale ».

Quant aux rapports entre sinistrés, propriétaires et sinistrés locataires, nous trouvons à la base les articles 1722 et 1741 du code civil, aux termes desquels le bail se trouve résilié de plein droit par la destruction de l'immeuble loué. Lors de la guerre 1914-1918, une loi du 17 avril 1919, en son article 65, avait prévu qu'une loi spéciale interviendrait en la matière. Il n'en fut rien, et ceci probablement parce que le législateur de l'époque avait reculé devant les difficultés rencontrées pour résoudre la question.

Il n'en fut pas de même lors de la dernière guerre et, le 28 juillet 1942, intervenait l'acte dit loi qui posait le principe que les baux des loyers à usage d'habitation ou à usage professionnel ne seraient pas résiliés, contrairement aux dispositions des articles du code civil susrappelés. Leurs effets seraient suspendus à compter du jour du sinistre, pour être reportés sur l'immeuble reconstruit, ou réparé, pour une durée égale au temps restant à courir, et ce, à compter de la réception des travaux, quel que soit le terrain sur lequel serait reconstruit l'immeuble sinistré.

Au contraire, légiférant sur les baux à usage commercial, industriel ou artisanal, le même texte posait le principe que ces baux ne pourraient être reportés que si l'immeuble sinistré était reconstruit ou réparé à l'emplacement même de l'immeuble détruit. Il ajoutait que, si le nouvel immeuble présentait une diminution de la surface utilisable, seuls les locataires les plus anciens auraient la possibilité de faire reporter leur bail sur celui-ci, créant ainsi un droit de préférence entre les locataires sinistrés.

Il importait donc de supprimer cette distinction un peu arbitraire entre les deux catégories de locataires sinistrés, et de faire une situation égale aux uns et aux autres en alignant les locations commerciales sur les locations à titre d'habitation.

Tel est le but des différentes propositions de loi qui ont abouti au texte adopté par l'Assemblée nationale qui vous est soumis aujourd'hui.

Je ne vous parlerai que pour mémoire de la proposition n° 1225 déposée par M. Coty, député, qui tendait uniquement, semble-t-il, à rendre obligatoire et légal un état de fait assez répandu, grâce auquel le locataire sinistré avait pu se réinstaller sur le terrain même du local détruit, en reprenant son fonds dans un local provisoire, généralement un baraquement en bois. Cette proposition de loi, qui risquait de créer un statut légal contraire à une reconstruction définitive des immeubles, a été écartée par la commission de la justice de l'Assemblée nationale et a disparu du texte soumis à votre appréciation.

Une autre proposition de loi déposée par MM. Laniel, Triboulet, Crouzier et Lecacheux, députés, sous le n° 2340, avait un caractère bien différent. Elle avait pour but d'élargir le texte de l'acte dit loi du 28 juillet 1942, qu'elle modifiait en ses articles 1er, 2 et 3 en permettant au locataire commerçant de se rétablir, même en dehors de l'emplacement immédiat de l'ancien immeuble, mais « quelque part dans le quartier » où il habitait avant le sinistre. Ce projet prévoyait le contrôle des associations syndicales après avis obligatoire des chambres de commerce, des

(1) Voir les nos: Assemblée ntionale (1re législ.): 4716, 3852, 4296, 4188, 5266 (rectifié) et in-8° 1146; Conseil de la République: II-81 (année 1948), 106 et 201 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature), 5299, 5356 et in-8° 1432; Conseil de la République, II-63 (année 1948) et 39 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature), 1225, 1340, 4668, 4020, 4336, 5825, 5852 et in-8° 1474; Conseil de la République, II-108 (année 1948).

unions commerciales locales et des services de remembrement, en vue de l'aménagement des quartiers remembrés, afin d'obtenir que ceux-ci comportent la reconstruction de magasins ou boutiques en nombre suffisant pour la réinstallation des sinistrés. Elle envisageait enfin une modification de loyer possible en cas d'affectation différente des lieux, ou d'une augmentation de leur importance.

Dans un premier rapport, M. Garet, député, au nom de la commission de la justice, a proposé à l'Assemblée nationale de rejeter la partie du texte de la proposition n° 2340 prévoyant l'intervention des associations syndicales, qui aurait eu pour résultat, à ses dires, notamment, d'imposer à des propriétaires sinistrés des locataires nouveaux, avec lesquels ils n'avaient eu antérieurement aucun lien juridique, créant ainsi une sorte de réquisition déguisée.

La commission de la reconstruction et des dommages de guerre consultée a donné un avis favorable au texte proposé par la commission de la justice dans un exposé nourri de M. Yvon, député, qui appelait cependant l'attention de l'Assemblée sur trois cas restant sans solution: *a*) lorsque le propriétaire transfèrera ses dommages de guerre dans une autre commune; *b*) lorsqu'il reconstruira même son bien dans un autre quartier; c) lorsqu'il changera, avec l'autorisation du ministre, la destination de son immeuble, en précisant que ces trois cas ne pouvaient être traités dans le cadre des modifications apportées à l'article 1722 du code civil et à l'article 2 de la loi du 28 juillet 1942 (ce qui ne nous paraît pas tout à fait exact pour les deux premiers, ainsi que nous le verrons tout à l'heure).

C'est à ce moment-là qu'intervint la proposition de loi de M. Pierre Chevallier, déposée sous le n° 4668 dont l'économie est particulièrement complexe, et qui tendait à préciser dans un seul texte les droits des locataires industriels et commerçants, sinistrés ou évincés pour des raisons d'urbanisme ou des nécessités de remembrement, quelles que soient leurs situations tant en ce qui concerne les rapports entre les locataires et l'Etat (loi du 28 octobre 1946), qu'entre les locataires et les propriétaires (articles 1722 et 1741 du code civil et acte dit loi du 28 juillet 1942). Il élargissait ainsi singulièrement le champ d'application de la loi en visant une nouvelle catégorie de locataires évincés pour urbanisme ou remembrement et en réglant en outre les rapports des locataires avec l'Etat.

De plus, à la date du 1er septembre 1948, intervenait une nouvelle loi sur les baux à loyer d'habitation, qui, dans son article 83, venait d'abroger dans l'acte dit loi du 28 juillet 1942 tout ce qui touchait aux rapports entre bailleurs et preneurs d'immeubles à usage d'habitation.

C'est ainsi que la commission de la justice de l'Assemblée nationale a été appelée à revoir le texte précédemment élaboré par elle en y ajoutant ce qui subsistait de l'acte dit loi du 28 juillet 1942, après la promulgation de la loi du 1er septembre 1948, restant ainsi dans le cadre des mesures dérogatoires aux dispositions des articles 1722 et 1741 du code civil, se refusant à suivre M. Pierre Chevallier sur le terrain plus large choisi par celui-ci qu'elle déclarait devoir faire l'objet d'une proposition de loi différente et peut-être souhaitable. La commission de la reconstruction et des dommages de guerre, saisie à nouveau pour avis, déclarait approuver cette manière de voir.

Cependant, au cours des débats devant l'Assemblée nationale, le texte de la commission devait recevoir quelques modifications. C'est ainsi que le champ d'application de la loi s'est trouvé changé:

1° Par l'adjonction à l'article 1er du cas où l'immeuble serait reconstruit dans une localité différente;

2° Par l'autorisation donnée au locataire à l'article 2 de changer la nature de son commerce ou de son industrie dans le cas où l'immeuble serait construit sur un autre terrain ou dans le cas où les servitudes d'urbanisme feraient obstacle au rétablissement dans l'immeuble reconstruit de l'activité commerciale ou industrielle précédemment exercée.

3° Enfin l'article 3 qui déclarait applicables, en cas d'expropriation des lieux loués, les dispositions des articles précédents était pourvu d'un second paragraphe. Celui-ci, prévoyant le cas où le propriétaire assimilé à un sinistré total, en application de la législation sur la reconstruction, avait décidé de procéder à la reconstruction de l'immeuble, donnait au locataire une option entre l'indemnité d'éviction due au titre de l'expropriation et le bénéfice du report prévu par la présente loi.

Telle a été l'élaboration du texte qui vous est soumis.

Cependant, et dans le cadre même du texte voté par l'Assemblée, il semble que certaines modifications ou précisions soient souhaitables.

C'est ainsi que dans l'article 1er, alinéa 2, votre commission de la justice vous propose de tenir compte pour la fixation du loyer nouveau des dépenses engagées pour la reconstruction ou la réparation si celles-ci excèdent le montant de l'indemnité due aux termes de la loi du 28 octobre 1946 et aussi de la modification de la nature de l'exploitation. Il lui est apparu en effet d'une part que le propriétaire sinistré, qui faisait un effort pour reconstruire ou réparer au delà de l'indemnité qui lui était due, devait recevoir un supplément de loyer du locataire qui allait bénéficier de cet effort. Dans les mêmes conditions, il lui est apparu juste que le locataire sinistré qui modifiait la nature de son exploitation fasse participer le propriétaire, par un supplément de loyer, à l'avantage qu'il retirerait de ce changement.

Certains d'entre nous avaient désiré voir ajouter un nouvel alinéa à l'article 1er à l'effet de prévenir les droits des acquéreurs de l'exploitation qu'ils estimaient devoir être précisés comme étant les mêmes que ceux de leur auteur. Votre commission a estimé cette précision inutile, la chose n'étant pas contestable aux termes du droit commun. Le texte n'a donc pas été complété de ce chef.

Nous rappelons en outre que l'Assemblée nationale a admis que la loi s'appliquerait à l'immeuble réparé ou reconstruit même sur un autre terrain et « quelle que soit la localité où a lieu la reconstruction ». Cette question délicate a été tranchée par le vote d'un amendement à la proposition de loi soumise à l'Assemblée nationale. Votre commission, après en avoir longuement délibéré, a été d'accord dans son ensemble pour maintenir le texte de l'Assemblée.

A l'article 2, alinéa 1er, et à la fin de la première phrase, il nous est apparu que le mot « endommagé », s'il convenait à l'immeuble partiellement détruit, ne convenait plus à celui qui l'a été totalement et nous avons pensé devoir lui substituer celui de « sinistré » beaucoup plus général. Il s'agit là d'une rectification qui ne peut donner matière à discussion.

Cette première phrase qui prévoit la notification faite par le propriétaire aux locataires ou à leurs représentants de son intention de reconstruire a été modifiée en ce sens que le propriétaire devra préciser le nouvel emplacement de l'immeuble s'il reconstruit sur un autre terrain.

A ce même alinéa 1er, il nous avait été proposé de prévoir que le locataire, de son côté, pourrait prévenir son propriétaire de son intention de bénéficier de la loi. Cette proposition n'a pas été retenue, il est apparu en effet que le locataire pouvait toujours faire cette intervention s'il la jugeait utile et que la loi ne lui apporterait rien de nouveau à cet égard.

Il a été nécessaire de mettre en harmonie l'alinéa 2 du même article avec les modifications apportées à l'ensemble du texte. La rédaction nouvelle de cet alinéa n'a pas d'autre but et prévoit les différents cas où l'immeuble reconstruit ne permet pas le report de tous les baux. La préférence est alors donnée aux locataires les plus anciens qui auront fait connaître leur intention d'occuper les lieux, et ce dans la mesure où la nature de leur exploitation est conforme aux règles de l'urbanisme.

Le troisième alinéa de l'article 2 a attiré tout particulièrement l'attention de votre commission. Elle a pensé que l'expression « peut être autorisé » était incomplète. Elle a même eu l'intention de préciser que cette autorisation pouvait résulter soit du bail, soit d'un nouvel accord des parties, soit enfin d'une décision de justice. Cependant, afin de ne pas alourdir le texte et considérant que tout de même la proposition qui vous était soumise ne pouvait enlever aux locataires les droits qu'ils avaient déjà, elle a renoncé à faire cette modification totale. Elle a tenu simplement à ajouter au texte, après les mots « titulaires du bail », les mots « si celui-ci ne le prévoit pas », de façon à éviter une contestation toujours possible.

Il y a lieu de noter que l'article 2 en prévoyant le cas où l'immeuble réparé ou reconstruit a une surface utilisable inférieure à celle du précédent immeuble a donné un droit de préférence aux locataires les plus anciens.

Il donne au locataire le droit de changer la nature de son exploitation si la reconstruction est faite sur un autre terrain, et dans le cas où les servitudes d'urbanisme font obstacle au rétablissement de ladite exploitation dans l'immeuble réparé ou reconstruit.

Cette dernière question a retenu longtemps l'attention de votre commission qui, en définitive, vous propose d'adopter le texte de l'Assemblée, sous réserve de la modification ci-dessus analysée.

Pour le cas où le propriétaire décide de « transférer ses dommages » dans une autre localité, il a paru opportun d'obliger le propriétaire à aviser ses locataires de cette intention. Il devra le faire par lettre recommandée avec accusé de réception dans la huitaine qui suivra le dépôt de sa demande d'autorisation. Tel est l'objet du dernier alinéa de l'article 2 qui vous est proposé. Les organismes compétents auront à veiller à la régularité de cette prescription et ne devront donner l'autorisation sollicitée que dans la mesure où les prescriptions ci-dessus auront été respectées.

Un article 2 *bis* a été inséré dans le nouveau texte qui vous est soumis. L'importance de ce texte ne vous échappera pas. Il prévoit la possibilité pour le locataire de prendre les lieux et places du propriétaire qui ne reconstruit pas et ce, sous certaines conditions de forme et de fond.

Les droits du propriétaire sont sauvegardés par l'obligation faite au locataire qui usera de cette faculté de régler, d'une part, la valeur réelle du terrain au jour de sa demande, en cas de sinistre total, ou une somme égale à la valeur des éléments résiduels, en cas de sinistre partiel, et, d'autre part, une somme égale à celle à laquelle le propriétaire aurait droit au titre de l'indemnité d'éviction.

Le prix ainsi déterminé sera payable en deux fractions, dont la première, au moins égale à la moitié du prix, sera versée au moment de la régularisation de l'acte, et la seconde dans un délai de cinq ans avec intérêts au taux légal prévu en matière civile. L'inscription d'office du privilège du vendeur et de l'action résolutaire sera la garantie du propriétaire pour la partie du prix payable à terme.

Dans le cas de payement par rente viagère, prévu à l'alinéa 5 de l'article 29 de la loi du 28 octobre 1946, le capital nécessaire à la constitution de la rente devra être consigné.

Ce même article prévoit la constitution toujours souhaitable d'une société entre les locataires sinistrés et, en cas d'impossibilité, la faculté pour le propriétaire de choisir le locataire acquéreur.

La situation des collectivités publiques, propriétaires d'immeubles sinistrés, vis-à-vis de leurs locataires n'avait pas été envisagée par le texte voté par l'Assemblée nationale. Votre commisssion a cru devoir assimiler le sort de ces personnes morales à celui des autres propriétaires. Elle l'a fait par un article 3 *bis* conçu en ce sens.

Par ailleurs, il nous a semblé qu'il y avait lieu de préciser la portée de l'article 4 qui constate la nullité de l'acte dit loi du 28 juillet 1942, en déclarant que la nouvelle loi ne porterait pas atteinte aux effets de ce texte résultant de son application antérieure à la publication de la présente loi.

Deux conditions sont exigées pour que la loi nouvelle ne s'applique pas: d'une part, que la reconstruction ne soit pas définitive et, d'autre part, qu'il n'existe pas un contrat de bail qui, bien entendu, devra comporter date certaine pour être opposable au locataire ancien. Le but de cet article est d'éviter les difficultés nombreuses qui n'auraient d'autre solution que la voie judiciaire.

Enfin, à l'article 6, votre commission a jugé utile de préciser le tribunal qui aura à connaître des litiges soulevés par l'applica-

tion de la présente loi. Elle a pensé que le choix du tribunal de la situation de l'immeuble s'imposait et que, d'autre part, il n'y avait pas lieu de déroger à la procédure de droit commmun en cette matière, les procédures d'exception étant souvent des sources de difficultés aboutissant ainsi à un but nettement opposé à celui qui avait été souhaité.

C'est dans ces conditions et pour les raisons susindiquées que votre commission de la justice vous demande de bien vouloir adopter le texte dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Nonobstant les dispositions des articles 1722 et 1741 du code civil, les baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal portent sur l'immeuble réparé ou reconstruit, même sur un autre terrain et quelle que soit la localité où a lieu la reconstruction en remplacement de l'immeuble détruit en totalité ou en partie par suite d'actes de guerre.

Dans le cas où, par application des dispositions de l'alinéa précédent, le bail est reporté sur l'immeuble réparé ou reconstruit, son prix peut être revisé, à la demande de la partie la plus diligente, si la réparation ou la reconstruction a eu pour effet de modifier l'importance, la disposition ou la situation de l'immeuble. Il sera tenu compte, le cas échéant, dans cette revision, de toutes dépenses excédant le montant de l'indemnité due aux termes de la loi du 28 octobre 1946 et, éventuellement, de la modification de la nature de l'exploitation.

Les baux interrompus par le sinistre sont considérés comme ayant été suspendus et reprennent cours à la date à laquelle la réinstallation aura été possible.

Art. 2. — Le propriétaire notifiera aux locataires ou à leurs représentants, par lettre recommandée avec accusé de réception, son intention de réparer ou reconstruire l'immeuble sinistré, en précisant, le cas échéant, le nouvel emplacement. Dans les trois mois qui suivront cette notification ou, dans le cas où elle n'aurait pu être faite aux intéressés, dans les trois mois qui suivront l'affichage à la mairie de la situation de l'immeuble, d'une demande spéciale d'autorisation de réparer ou de reconstruire déposée par le propriétaire, les locataires devront, à peine de forclusion, faire connaître leur intention d'occuper dans les conditions prévues par l'article ci-dessus un local dans l'immeuble réparé ou reconstruit.

Lorsque l'immeuble reconstruit ne permet pas le report de tous les baux, la préférence est accordée aux locataires les plus anciens qui auront fait connaître leur intention d'occuper les lieux dans la mesure où la nature de l'exploitation est conforme aux règles de l'urbanisme ayant présidé à la reconstruction de l'immeuble ou de l'îlot de reconstruction dans lequel il est compris.

Dans le cas où l'immeuble de remplacement a été construit sur un autre terrain, le titulaire du bail, si celui-ci ne le prévoit, peut être autorisé à changer la nature de son commerce ou de son industrie.

Il en est de même dans le cas où les servitudes d'urbanisme font obstacle au rétablissement dans l'immeuble reconstruit de l'activité commerciale ou industrielle précédemment exercée.

Quand le propriétaire d'un immeuble détruit qui comportait des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal demandera le transfert de ses dommages dans une autre localité, il devra en aviser ses locataires par lettre recommandée avec accusé de réception dans la huitaine qui suivra le dépôt de la demande d'autorisation.

Art. 2 *bis* (nouveau). — Lorsque le propriétaire décidera de ne pas reconstruire, il devra notifier au locataire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire avant toute demande d'indemnité d'éviction et au plus tard dans le mois de l'ouverture de la période de reconstruction.

Dans les deux mois de la réception de cette notification, le locataire aura la faculté de se substituer au propriétaire pour la reconstruction de l'immeuble, en faisant connaître à ce dernier, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire, qu'il entend acquérir pour son compte le terrain affecté à la reconstruction de l'immeuble sinistré ou les ruines de cet immeuble et le droit aux indemnités de dommages de guerre et en offrant de payer, à titre de prix cumulativement:

1° Une somme égale à la valeur réelle du terrain au jour de sa demande en cas de sinistre total, ou une somme égale à la valeur des éléments résiduels pour les immeubles sinistrés partiellement;

2° Une somme au moins égale à celle à laquelle le propriétaire aurait le droit au titre de l'indemnité d'éviction.

Dans le cas prévu à l'alinéa 5 de l'article 19 de la loi du 28 octobre 1946, la portion du prix afférente à l'indemnité d'éviction est égale au capital nécessaire à la constitution de la rente viagère visée audit texte.

En cas de pluralité des demandes faites par des locataires du même immeuble, ceux-ci auront la faculté de se constituer en société civile immobilière pour bénéficier des dispositions ci-dessus. Si la constitution de cette société n'est pas intervenue dans un délai de trois mois à partir de la dernière des notifications prévues à l'alinéa 2 du présent article, le propriétaire aura la faculté de désigner librement le locataire acquéreur.

Si le propriétaire n'exerce pas ce choix dans le mois qui suit l'expiration du délai ci-dessus, la faculté d'acquisition appartiendra de droit au locataire le plus ancien, par lui ou son auteur acceptant d'acquérir la totalité de l'immeuble.

L'acquisition sera régularisée par acte authentique dans les trois mois de la déclaration prévue à l'alinéa 2 ci-dessus ou dans le mois qui suivra l'expiration des délais prévus aux alinéas 4 et 5. Elle comportera le payement comptant d'une somme égale au moins à la moitié du prix tel qu'il est déterminé ci-dessus.

Le surplus du prix sera payable dans un délai de cinq ans avec intérêt au taux légal en matière civile.

Ce payement sera garanti par le privilège du vendeur inscrit d'office lors de la transcription de l'acte de vente.

Art. 3. — Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables en cas d'expropriation des lieux loués.

Cependant, dans le cas où le propriétaire est assimilé à un sinistré total par application de la législation sur la reconstruction et a décidé de procéder à la reconstruction de l'immeuble, le locataire peut opter entre l'indemnité d'éviction due au titre de l'expropriation et le bénéfice du report prévu par la présente loi.

Art. 3 *bis* (nouveau). — L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, sont tenus aux mêmes obligations que les propriétaires sinistrés pour les immeubles qu'ils possédaient et dans lesquels étaient installés des commerçants.

Art. 4. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit loi du 28 juillet 1942 relatif aux baux à loyer d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre.

L'acte dit loi du 28 juillet 1942 continuera néanmoins à s'appliquer aux immeubles nouveaux qui ne seraient pas définitivement reconstruits et n'auraient pas fait l'objet d'un contrat de bail antérieurement à la publication de la présente loi.

Art. 5. — Les dispositions de la présente loi sont d'ordre public.

Art. 6. — Les contestations relatives à l'application de la présente loi seront de la compétence du tribunal de la situation de l'immeuble.

ANNEXE N° 208

(Session de 1949. — Séance du 3 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **répartition de l'abattement global** opéré sur le **budget des travaux publics, des transports et du tourisme** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 3 mars 1949.

Monsieur le président,

Dansa séance du 1er mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des travaux publics, des transports et du tourisme par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — L'abattement global de 3005.950.000 F opéré sur les crédits ouverts au budget des travaux publics, des transports et du tourisme (I. — Travaux publics, transports et tourisme) par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) en vue de limiter le total des dépenses ordinaires civiles au chiffre de 750 milliards de francs prévu par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques, est porté à 3.052.053.000 F et réparti par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETAT ANNEXE

Travaux publics, transports et tourisme.

4e partie. — Personnel.

Chap. 100. — Traitements du ministre et du personnel titulaire de l'administration centrale, 800.000 F.

Chap. 101. — Fonctionnaires détachés à l'administration centrale, aux conseils et aux comités, 402.000 F.

Chap. 102. — Traitements du personnel des cadres complémentaires de l'administration centrale, 55.000 F.

Chap. 103. — Administration centrale. — Rémunération du personnel contractuel, 967.000 F.

Chap. 104. — Salaires du personnel auxiliaire de l'administration centrale, 150.000 F.

Chap. 105. — Allocations et indemnités diverses du personnel de l'administration centrale, 185.000 F.

Chap. 106. — Ingénieurs des ponts et chaussées. — Traitements et indemnités, 2 millions 773.000 F.

Chap. 107. — Ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat. — Traitements et indemnités, 4.972.000 F.

Chap. 108. — Adjoints techniques des ponts et chaussées. — Traitements et indemnités, 3.426.000 F.

Chap. 109. — Commis des ponts et chaussées. — Traitements et indemnités, 685.000 F.

Chap. 110. — Agents de bureau des ponts et chaussées. — Traitements et indemnités, 653.000 F.

Chap. 111. — Traitements des agents des cadres complémentaires du service des ponts et chaussées, 1.514.000 F.

Chap. 112. — Salaires des employés contractuels de bureau du service des ponts et chaussées, 753.000 F.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 6226, 6523, et in-8° n° 1628.

Chap. 113. — Rémunérations du personnel contractuel du service des ponts et chaussées, 275.000 F.
Chap. 114. — Salaires du personnel auxiliaire du service des ponts et chaussées, 10.237.000 F.
Chap. 115. — Personnel non spécialisé du contrôle des transports. — Traitements et indemnités, 754.000 F.
Chap. 116. — Personnel spécialisé du contrôle des transports. — Traitements et indemnités, 1.380.000 F.
Chap. 118. — Primes de rendement des fonctionnaires des ponts et chaussées, 1 million 421.000 F.
Chap. 119. — Officiers de ports et surveillants de ports du service maritime. — Traitements, salaires et indemnités, 655.000 F.
Chap. 120. — Personnel des ports maritimes de commerce. — Traitements et salaires, 827.000 F.
Chap. 121. — Personnel des phares et balises. — Traitements et salaires, 1.780.000 F.
Chap. 122. — Personnel de la navigation intérieure. — Traitements et salaires, 3 millions 185.000 F.
Chap. 123. — Ouvriers titulaires des services des travaux publics des départements d'outre-mer. — Traitements et indemnités, 334.000 F.
Chap. 124. — Ouvriers permanents des parcs et ateliers des ponts et chaussées. — Salaires et indemnités, 51.195.000 F.
Chap. 125. — Conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées. — Salaires, 378.915.000 F.
Chap. 126. — Conducteurs de chantiers et agents des ponts et chaussées. — Indemnités diverses, 54 millions de francs.
Chap. 127. — Frais spéciaux d'assurance des ouvriers des services des ponts et chaussées en Alsace et en Lorraine, 110.000 F.
Chap. 128. — Bonifications des pensions des agents bénéficiaires de régimes particuliers de retraite, 6.000 F.
Chap. 130. — Ecole nationale des ponts et chaussées. — Traitements et salaires, 65.000 F.
Chap. 131. — Ecole nationale des ponts et chaussées. — Allocations et indemnités diverses, 20.000 F.
Chap. 132. — Laboratoire central des ponts et chaussées. — Traitements, salaires et indemnités, 113.000 F.
Chap. 133. — Commissariat général au tourisme. — Traitements et indemnités du personnel titulaire, 128.000 F.
Chap. 134. — Commissariat général au tourisme. — Salaires et indemnités du personnel auxiliaire, 45.000 F.
Chap. 141. — Dépenses de personnel nécessitées par l'organisation et le contrôle des transports routiers, 5 millions de francs.
Chap. 142. — Indemnités de résidence, 5 millions 700.000 F.
Chap. 143. — Supplément familial de traitement, 4 millions de francs.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 300. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 200.000 F.
Chap. 301. — Matériel de l'administration centrale, 1.500.000 F.
Chap. 302. — Personnel du service des ponts et chaussées. — Remboursement de frais, 13.740.000 F.
Chap. 303. — Personnel du contrôle des transports. — Remboursement de frais, 282.000 F.
Chap. 305. — Personnel des ports maritimes de commerce. — Remboursement de frais, 71.000 F.
Chap. 306. — Personnel des phares et balises. — Remboursement de frais, 176.000 F.
Chap. 307. — Personnel de la navigation intérieure. — Remboursement de frais, 1 million 392.000 F.
Chap. 308. — Service des ponts et chaussées. — Matériel, 5 millions de francs.
Chap. 311. — Commissariat général au tourisme. — Remboursement de frais, 40.000 F.
Chap. 313. — Institut géographique national. — Remboursement de frais, 836.000 F.
Chap. 314. — Institut géographique national. — Matériel et frais de fonctionnement, 8 millions de francs.
Chap. 315. — Ecole nationale des ponts et chaussées. — Matériel, 93.000 F.
Chap. 316. — Laboratoire central des ponts et chaussées. — Matériel, 277.000 F.
Chap. 317. — Musée permanent des travaux publics. — Matériel, 44.000 F.
Chap. 318. — Dépenses de matériel nécessitées par l'organisation et le contrôle des transports routiers, 1.050.000 F.
Chap. 319. — Frais de changement de résidence, 208.000 F.
Chap. 322. — Impressions et publications du ministère, 735.000 F.
Chap. 323. — Frais de correspondance télégraphique et téléphonique, 1 million de francs.
Chap. 324. — Acquisition de véhicules automobiles, 2 millions de francs.
Chap. 326. — Congrès et missions à l'étranger, 500.000 F.
Chap. 327. — Entretien des immeubles destinés aux services des ponts et chaussées, 220.000 F.
Chap. 328. — Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires, 541.791.000 F.
Chap. 329. — Entretien des routes du domaine de Chambord, 150.000 F.
Chap. 330. — Voies de navigation intérieures. — Entretien et réparations ordinaires, 95.500.000 F.
Chap. 331. — Ports maritimes. — Entretien et réparations ordinaires, 57 millions de francs.
Chap. 332. — Phares, balises et signaux divers. — Entretien et réparations ordinaires, 13.050.000 F.
Chap. 333. — Phares, balises et signaux divers. — Entretien et réparations ordinaires des établissements de signalisation maritime des territoires d'outre-mer, 3 millions de francs.

6e partie. — Charges sociales.

Chap. 400. — Allocations familiales, 18 millions 600.000 F.
Chap. 401. — Prestations en espèces assurées par l'Etat au titre du régime de la sécurité sociale, 300.000 F.
Chap. 402. — Œuvres sociales, 196.000 F.

7e partie. — Subventions.

Chap. 503. — Subvention pour le fonctionnement des postes de secours sur route, 15.000 F.
Chap. 504. — Subvention pour l'entretien des chaussées de Paris, 7.500.000 F.
Chap. 505. — Subvention pour le fonctionnement des organismes de tourisme, 15 millions 1.000 F.
Chap. 506. — Exploitation réglementée des voies navigables et prime compensatrice sur les frets, 8.439.000 F.
Chap. 507. — Subvention à la société française de navigation danubienne, 360.000 F.
Chap. 508. — Subventions aux ports autonomes, 6.720.000 F.
Chap. 509. — Participation de l'Etat aux dépenses du personnel de la voirie départementale de la Seine, 1.720.000 F.
Chap. 510. — Subvention exceptionnelle pour la couverture du déficit d'exploitation des sociétés de transports de la région parisienne en 1949, 1.700.001.000 F.
Chap. 512. — Insuffisance d'exploitation des chemins de fer secondaires d'intérêt général, 2.731.000 F.
Chap. 513. — Insuffisance du produit de l'exploitation des chemins de fer placés sous séquestre ou frappés de déchéance, 9 millions 531.000 F.
Chap. 514. — Subventions annuelles aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local et de tramways, 513.000 F.
Total pour les travaux publics, transports et tourisme, 3.052.053.000 F.

ANNEXE N° 209

(Session de 1949. — Séance du 4 mars 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant l'organisation et la composition du **haut conseil de l'Union française**, par M. Brizard, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 5 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 4 mars 1949, page 507, 1re colonne.)

ANNEXE N° 210

(Session de 1949. — Séance du 4 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **ouverture de crédits** provisoires et autorisation d'**engagement de dépenses** au titre des **dépenses militaires** pour les mois de **mars** et **avril 1949**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 4 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 3 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour les mois de mars et avril 1949.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier. — BUDGET GÉNÉRAL

Art 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses militaires ordinaires et des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour les mois de mars et d'avril 1949, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 58.966.477.000 F ainsi répartie:

Défense nationale:

Section commune, 4.968.177.000 F.
Section air, 11.539.614.000 F.
Section guerre, 19.922.330.000 F.
Section marine, 10.052.037.000 F.
France d'outre-mer, 12.484.289.000 F.
Total égal, 58.966.477.000 F.

Art. 2. — Les ministres sont autorisés à engager, au titre du budget général, pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement, des dépenses s'élevant à la somme totale de 7.840 millions de francs et réparties par service et par chapitre conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Ces autorisations de programme seront couvertes tant par les crédits ouverts par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

TITRE II. — BUDGETS ANNEXES

Art. 3. — Les crédits provisoires applicables aux dépenses d'exploitation, d'études et de prototypes et aux dépenses de reconstruction et d'équipement imputables sur les budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale sont fixés pour les mois de

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5299, 5356 et in-8° 1432; Conseil de la République: II-63 (année 1948) 39 et 206 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6591, 6663 et in-8° n° 1633.

mars et d'avril 1949 à la somme totale de 22.689.742.000 F, ainsi répartie:

Constructions aéronautiques, 8.050 millions de francs.

Constructions et armes navales, 5 milliards 632.775.000 F.

Fabrications d'armement, 5.265.633.000 F.

Service des essences, 2.614.467.000 F.

Service des poudres, 1.126.867.000 F.

Total égal, 22.689.742.000 F.

Art. 4. — Le ministre de la défense nationale est autorisé à engager, au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement imputables sur les budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale, des dépenses s'élevant à la somme totale de 5.107 millions de francs et réparties par service et par chapitre conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Ces autorisations de programme seront couvertes tant par les crédits ouverts par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

TITRE III. — DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 5. — Les crédits ouverts par les articles 1er et 3 de la présente loi seront répartis par chapitres au moyen de décrets pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 6. — Pour assurer la continuité du fonctionnement des services, les ministres sont autorisés, jusqu'au 30 avril 1949, à engager sur les chapitres ci-après, en excédent des crédits ouverts pour les quatre premiers mois de l'année 1949, des dépenses limitées à la moitié de ces crédits:

Défense nationale.

SECTION AIR

Chap. 326. — Entretien du matériel des télécommunications.

Chap. 327. — Entretien du matériel automobile et matériel divers.

SECTION GUERRE

Chap. 319. — Service de santé.

Chap. 327. — Matériel automobile blindé et chenillé. — Entretien.

Chap. 328. — Matériel d'armement. — Entretien.

Chap. 329. — Munitions. — Entretien.

Chap 331. — Services annexes gérés par la direction du matériel. — Fonctionnement.

Chap. 332. — Matériel du génie. — Entretien.

Chap. 333. — Matériel des transmissions. — Entretien.

Chap. 341. — Etudes et expérimentations techniques.

Chap. 342. — Service du génie. — Entretien des immeubles et du domaine militaire.

France d'outre-mer.

II. — *Dépenses militaires.*

Chap. 356. — Fonctionnement du service de santé.

En outre, les ministres sont autorisés, jusqu'au 15 décembre 1949, à engager des dépenses en excédent des crédits ouverts pour les quatre premiers mois de l'année dans les limites ci-après fixées:

Défense nationale.

SECTION AIR

Chap. 318. — Habillement et campement, 700 millions de francs.

Chap. 3182. — Couchage et ameublement, 50 millions de francs.

Chap. 325. — Entretien et réparation des matériels aéronautiques, 2.134 millions de francs.

Chap. 333. — Matériel roulant, 400 millions de francs.

Chap. 334. — Matériel d'équipement des bases, 200 millions de francs.

SECTION GUERRE

Chap. 336. — Matériel automobile. — Fabrication et reconditionnement, 443 millions de francs.

Chap. 337. — Armement léger. — Réalisation, 1.515 millions de francs.

Chap. 338. — Munitions. — Réalisation, 6.193 millions de francs.

Chap. 339. — Matériel du génie. — Réalisation, 121.700.000 F.

Chap. 340. — Matériel des transmissions. — Réalisation, 265.500.000 F.

SECTION MARINE

Chap. 318. — Habillement, campement, couchage et ameublement, 800 millions de francs.

Chap. 327. — Approvisionnements de la marine, 700 millions de francs.

Chap. 330. — Entretien du matériel de série de l'aéronautique navale, 530 millions de francs.

Chap 332. — Entretien des bâtiments de la flotte (y compris les dragueurs) et des matériels militaires, 1.500 millions de francs.

Chap. 338. — Combustibles et carburants, 1.500 millions de francs.

France d'outre-mer.

II. — *Dépenses militaires.*

Chap. 352. — Alimentation de la troupe, 3 milliards de francs.

Chap. 353. — Habillement, campement, couchage et ameublement, 1.071 millions de francs.

Chap. 354. — Remonte et fourrages, 52 millions de francs,

Chap. 357. — Fonctionnement du service de l'artillerie, 2.460 millions de francs.

Chap. 358. — Fonctionnement du service des transmissions, 240 millions de francs.

Chap. 359. — Fonctionnement du service automobile, 2 milliards de francs.

Chap. 360. — Fonctionnement du service des constructions. — Loyers. — Travaux du génie en campagne, 1 milliard de francs.

Budget annexe des fabrications d'armement.

Chap. 362. — Fabrications d'armement. — Fonctionnement. — Matières et marchés à l'industrie, 3 milliards de francs.

Budget annexe du service des essences.

Chap. 394. — Achat, entretien et renouvellement des matériels extra-industriels, 145 millions de francs.

Les autorisations prévues au présent article se substituent à celles accordées par l'article 6 de la loi n° 48-1995 du 31 décembre 1948.

Art. 7. — Le ministre de la défense nationale est autorisé à engager, jusqu'au 15 décembre 1949, au titre du chapitre 318: « Habillement et campement. — Programmes » de la section guerre, des dépenses s'élevant à la somme de 9 milliards de francs.

Cette autorisation de programme, qui se substitue à celle accordée par l'article 7 de la loi n° 48-1995 du 31 décembre 1948, sera couverte tant par les crédits ouverts par ladite loi et par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

Art. 8. — Les crédits globaux ouverts aux chapitres de la section commune et des sections « air », « guerre » et « marine » pour le payement des prestations familiales des personnels civils et militaires seront répartis entre les chapitres intéressés de chacune des sections correspondantes du budget de la défense nationale par arrêté conjoint du ministre de la défense nationale et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 9. — Il est interdit aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses imputables sur les crédits, les autorisations d'engagement de dépenses et les autorisations de programmes accordés par les articles 1er, 2, 3, 4, 6 et 7 de la présente loi et qui ne résulteraient pas de l'application des lois et ordonnances antérieures ou de dispositions de la présente loi.

Les ministres ordonnateurs ainsi que le ministre des finances et des affaires économiques seront personnellement responsables des décisions prises à l'encontre des dispositions ci-dessus.

Art. 10. — Le Gouvernement déposera, au plus tard le 31 mars 1949, sur le bureau de l'Assemblée nationale, le projet du budget définitif portant fixation des dépenses militaires pour 1949.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXÉS

Etat A. — *Tableau par service et par chapitre des autorisations de programme accordées au titre du budget général.*

Défense nationale.

SECTION COMMUNE

Reconstruction.

Chap. 8060. — Gendarmerie. — Reconstruction, 100 millions de francs.

Equipement.

Chap. 9040. — Construction de logements militaires, 250 millions de francs.

Chap. 9150. — Gendarmerie. — Equipement, 90 millions de francs.

Total pour la section commune, 440 millions de francs

SECTION AIR

Reconstruction.

Chap. 800. — Bases. — Reconstruction, 136 millions de francs.

Chap. 802. — Service du matériel. — Reconstruction, 6 millions de francs.

Equipement.

Chap. 900. — Bases. — Travaux et installations, 534 millions de francs.

Chap. 902. — Commissariat. — Travaux et installations, 3 millions de francs.

Chap. 904. — Service du matériel. — Travaux et installations, 20 millions de francs.

Chap. 907. — Service de santé. — Travaux et installations, 3 millions de francs.

Chap. 910. — Télécommunications. — Fabrications, 710 millions de francs.

Total pour la section air, 1.412 millions de francs.

SECTION GUERRE

Equipement.

Chap. 900. — Service de l'intendance. — Equipement, 85 millions de francs.

Chap. 901. — Service de santé. — Equipement, 45 millions de francs.

Chap. 903. — Service du génie. — Equipement, 30 millions de francs.

Chap. 905. — Service des transmissions. — Equipement, 64 millions de francs.

Chap. 907. — Achat à la société nationale de vente des surplus, 400 millions de francs.

Chap. 912. — Matériel lourd, 600 millions de francs.

Total pour la section guerre, 1.224 millions de francs.

SECTION MARINE

Reconstruction.

Chap. 892. — Service de santé. — Reconstruction, 41 millions de francs.

Chap. 804. — Travaux de renflouements. 84 millions de francs.

Equipement.

Chap. 903 — Service technique des transmissions. — Equipement, 250 millions de francs.

Chap. 904. — Refontes et gros travaux pour la flotte, 1.627 millions de francs.

Chap. 9042. — Etudes techniques d'armement et prototypes, 550 millions de francs.

Chap. 9043. — Matériels communs d'armement radars et munitions, 891 millions de francs

Chap. 905. — Travaux maritimes. — Travaux et installations, 55 millions de francs.

Total pour la section marine, 3.498 millions de francs.

RECAPITULATION

Section commune, 440 millions de francs.
Section air, 1.412 millions de francs.
Section guerre, 1.224 millions de francs.
Section marine, 3.498 millions de francs.
Total pour la défense nationale, 6.574 millions de francs.

France d'outre-mer.

II. — DÉPENSES MILITAIRES

Equipement.

Chap. 950 — Travaux et installations domaniales 432 millions de francs.
Chap. 953 — Motorisation et mécanisation des unités, 831 millions de francs.
Total pour la France d'outre-mer, 1.266 millions de francs.
Total pour l'état A, 7.840 millions de francs.

Etat B. — *Tableau par service et par chapitre des autorisations de programme accordées au titre des budgets annexes.*

Constructions aéronautiques.

Chap. 336. — Etudes et prototypes, 2.500 millions de francs.
Chap. 932. — Equipement technique et industriel, 1.710 millions de francs.
Total pour les constructions aéronautiques, 4.210 millions de francs.

Fabrications d'armement.

Chap. 365 — Etudes, recherches et prototypes. — Matières et marchés à l'industrie, 500 millions de francs.

Service des poudres.

Matériel :
Chap. 3702. — Reconstruction. — Matériel et matières d'œuvres, 47 millions de francs.
Chap. 3703. — Equipement. — Matériel et matières d'œuvres, 320 millions de francs.
Total pour le service des poudres, 367 millions de francs.

RÉCAPITULATION

Constructions aéronautiques, 4.210 millions de francs.
Fabrications d'armement, 500 millions de francs.
Service des poudres, 367 millions de francs.
Total pour l'état B, 5.107 millions de francs.

ANNEXE N° 211

(Session de 1949. — Séance du 4 mars 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant l'organisation et la composition du **Haut Conseil de l'Union française,** par M. Léo Hamon, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 5 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 4 mars 1949, p. 507, 3e colonne.)

ANNEXE N° 212

(Session de 1949. — Séance du 4 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur la proposition de résolution de MM. Giauque, de Bardonnèche, Mme Claeys, MM. Dassaud, Héline, de Pontbriand, Ternynck, Michel Yver et des membres de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) tendant à inviter le Gouvernement: 1° à **abroger le décret** n° 48-1713 du **9 novembre 1948;** 2° à déposer, avant le 31 mars 1949, un projet de loi fixant les **modalités d'application du rapport constant** précisées par l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 et assurant la mise à **parité absolue des pensions de guerre avec les traitements des fonctionnaires,** par M. Giauque, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission des pensions m'a fait l'honneur, dont je la remercie, de vous présenter le rapport sur la proposition de résolution n° 100, rédigée par ses membres, tendant à inviter le Gouvernement.

1° A abroger le décret n° 48-1713 du 9 novembre 1948;

2° A déposer, avant le 31 mars 1949, un projet de loi fixant les modalités d'application du rapport constant précisées par l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 et assurant la mise à parité absolue des pensions de guerre avec les traitements des fonctionnaires.

Avant d'aborder au fond l'objet de cette proposition, permettez-moi, avec toute la sincérité et la cordialité du militant d'association de mutilés, profondément imprégné des souffrances de ceux qu'il s'est donné comme tâche sacrée de défendre dans cette Assemblée, d'attirer votre bienveillante attention sur le caractère éminemment important du vote que vous allez être appelés à faire.

A cet égard, votre commission des pensions ne s'y est point trompée, elle sait que ce vote aura une influence considérable sur le sort futur de toutes les victimes de la guerre, car, quelque paradoxal que cela puisse paraître, du meilleur qu'on attendait de l'application des dispositions de l'article 11 de la loi du 27 février 1948, est sorti le pire par l'effet d'un machiavélisme qui nous a rempli de stupeur.

Votre commission, consciente de la gravité du problème posé, soucieuse de lui donner la solution de justice qu'il comporte, a tenu non seulement à apporter à la proposition de résolution qu'elle vous présente une adhésion de principe, mais encore à témoigner de son ferme désir de la voir adopter par l'unanimité de cette Assemblée, en décidant que des représentants de tous les partis et formations politiques pris dans son sein lui apporteraient la caution de leurs signatures, car, lorsqu'il s'agit d'affirmer ou de sauvegarder les droits des victimes de la guerre, tous les cœurs battent à l'unisson.

Il importe ensuite que vous connaissiez les grands principes sur la base desquels a été établie l'indemnisation des victimes de la guerre.

Ces principes sont implicitement définis par l'article 1er de la loi du 31 mars 1919, dite loi Lugol, article ainsi conçu :

« La République, reconnaissante envers ceux qui ont assuré le salut de la patrie, proclame et détermine, conformément aux dispositions de la présente loi, le droit à la réparation due: 1° aux militaires des armées de terre et de mer affectés d'infirmités résultant de la guerre; 2° aux veuves, aux orphelins et aux ascendants de ceux qui sont morts pour la France ».

Et dans les articles suivants la loi précise que « le droit à réparation pour les militaires sera fonction du degré d'invalidité de leurs infirmités ».

Si la formule de l'indemnisation fondée sur le coût moyen de la vie n'a pas été introduite dans la loi, du moins le législateur de l'époque s'en est-il nettement inspiré en fixant à 2.400 francs la pension de l'invalide à 100 p. 100. Les débats auxquels a donné lieu la fixation de ce taux ont fait clairement ressortir qu'il correspondait au coût moyen de la vie en 1919.

Plus tard, une loi du 30 décembre 1928 a fixé le taux de la pension de la veuve de guerre non remariée à la moitié de la pension allouée à un invalide à 100 p. 100.

Ainsi le droit à réparations des victimes de la guerre repose sur ces trois principes:

Indemnisation des militaires, selon le pourcentage d'invalidité;

Mise à parité de la pension de l'invalide à 100 p. 100 avec le coût moyen de la vie;

Fixation de la pension de veuve de guerre non remariée à la moitié de la pension de l'invalide à 100 p. 100.

Par l'organe de leurs groupements nationaux, les victimes de la guerre ont constamment lutté pour faire respecter l'application de ces principes; malheureusement, leurs efforts se sont sans cesse heurtés à l'hostilité des pouvoirs publics, hostilité habilement dissimulée d'ailleurs derrière maints prétextes, dont la guerre et ses conséquences budgétaires ont été le thème essentiel.

Depuis l'année 1937, la situation des victimes de la guerre est allée sans cesse en s'aggravant, à tel point qu'elles durent, à maintes reprises, dans le lointain passé déjà, mais surtout depuis la libération, recourir à des manifestations dans la rue de plus en plus fréquentes.

Ceci montre combien grave est le problème qui nous est posé et combien il importe de lui donner, de toute urgence, une solution conforme à l'équité dont se réclament les intéressés.

Les victimes de la guerre ne veulent rien de plus, il y a longtemps qu'elles savent combien il est vain de faire vibrer la corde de la reconnaissance et cet état d'esprit les a conduit à demander au Parlement de lier, légalement, leur situation matérielle à celle du personnel de la fonction publique.

Cette détermination, mes chers collègues, n'a pas été prise sans une cruelle amertume. Ne consacre-t-elle pas l'abandon du caractère de créance privilégiée dont le législateur de 1919 s'était plu à qualifier leurs droits à pension? N'apporte-t-elle pas, une fois de plus la preuve que la justice sans la force est impuissante? Car s'il est vrai qu'en demandant que soit créé un lien de droit entre les pensions et les traitements, les victimes de la guerre ont voulu obtenir réparation des disparités qu'accusent leurs pensions, par rapport aux traitements des fonctionnaires, maintes expériences leur ont prouvé et leur prouvent actuellement que leur déclassement est dû principalement au fait que leurs moyens d'action sur les pouvoirs publics sont loin d'atteindre à la puissance de ceux qui sont à la portée du personnel de la fonction publique. Telle est la tactique à laquelle les victimes de la guerre sont réduites à recourir pour sauvegarder leurs droits de plus en plus méconnus et violés.

L'excellent esprit qui anime tous les membres du Parlement, l'action énergique des nombreux défenseurs des victimes de la guerre qu'il compte dans son sein ont abouti au vote de l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, lequel stipule ce qui suit:

« Il sera établi, avant le 31 juillet 1948, par règlement d'administration publique, un rapport constant entre les taux des pensions militaires d'invalidité et de victimes de la guerre et les taux des traitements bruts des fonctionnaires ».

Quelle a été la volonté du législateur en votant ces dispositions?

A-t-il voulu consacrer d'une manière définitive la disparité existant antérieurement au 1er janvier 1948, entre les taux des pensions et ceux des traitements?

A-t-il voulu permettre que des améliorations de traitement soient accordées dans l'avenir aux fonctionnaires sans que les pensions de guerre en soient heureusement affectées?

Non, certes! Les débats du 6 février 1948 à l'Assemblée nationale, ceux du 20 février au Conseil de la République, nous persuadent du contraire.

Sans doute nous rétorquera-t-on que le texte de l'article 11 ne contient aucune disposition précisant que les pensions de guerre seront mises à parité absolue avec les traitements des fonctionnaires.

C'est vrai! mais il ne contient, non plus, aucune disposition contraire et je ne crois pas émettre une contre-vérité en affirmant que la clause de parité eût été introduite dans la loi si M. le ministre des anciens combattants d'alors n'avait pas apporté aux auteurs d'amendements appartenant aux deux assemblées, le veto constitutionnel.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature), 5299, 5356 et in-8° 1432; Conseil de la République, 11-63 (année 1948), 39, 206 et 209 (année 1949).

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 100 (année 1949).

Quoi qu'il en soit, un règlement d'administration a été pris, il fait l'objet d'un décret portant la date du 9 novembre 1948.

Ce décret n'est pas l'œuvre de la commission instituée en vue de son élaboration. La proposition de résolution vous l'indique avec suffisamment de précision pour que je ne reviennen pas sur ce sujet.

Il est l'œuvre du Gouvernement, c'est lui qui porte l'entière responsabilité de ses imperfections, de ses déviations, bref, des criantes injustices qu'il contient, criantes au point qu'elles soulèvent l'indignation de toutes les victimes de la guerre.

Quelles sont ces injustices ? Je ne les énumérerai pas toutes car je ne désire pas lasser votre attention.

La plus grave consiste dans la disparité qui existe entre les taux des pensions et ceux des traitements à laquelle il ne remédie nullement.

Dans l'exposé des motifs de la proposition de résolution qui vous est soumise, un exemple de cette disparité vous est donné par la comparaison établie entre la pension du mutilé à 100 p. 100 d'invalidité et le traitement de l'huissier de première classe de ministère, d'une part au 30 septembre 1937, d'autre part au 1er janvier 1949. Il ressort de cet exemple que le mutilé à 100 p. 100 perçoit actuellement une pension inférieure de 32 p. 100 au traitement dudit huissier tandis qu'à la date du 30 septembre 1939 cette pension et ce traitement étaient, à 100 F près, à parité.

Je me permets de préciser que l'exemple dont il a été fait choix ne donne qu'une indication atténuée de la marge de dévaluation des taux des pensions par rapport aux taux des traitements. D'autres exemples, pris parmi les pensionnés de guerre atteints d'infirmités d'un taux inférieur à 85 p. 100 d'invalidité ou parmi les veuves de guerre, feraient ressortir un pourcentage de dévaluation nettement supérieur à 32 p. 100.

En l'état actuel des choses, il faudrait majorer de 48 p. 100 la pension du mutilé à 100 p. 100 pour la mettre à parité avec le traitement de l'huissier de première classe. Ceci doit vous éclairer sur l'importance du préjudice dont sont victimes les pensionnés de guerre.

A cette injustice, objet de leurs douloureuses méditations, le décret du 9 novembre 1948 en ajoute d'autres. Je n'en citerai qu'une pour ne pas allonger démesurément ce rapport, mais celle-ci, du moins, il est de mon devoir de vous la signaler car elle est l'illustration parfaite de ce machiavélisme auquel j'ai fait allusion au début de cet exposé.

Un article de ce décret prévoit qu'une variation des traitements de la fonction publique dans laquelle n'apparaîtra pas un coefficient de variation unique n'affectera pas les pensions de guerre si, d'autre part, les retraites des fonctionnaires n'en sont pas elles-mêmes affectées.

En termes concrets, cela veut dire qu'une indemnité de vie chère à taux unique allouée aux fonctionnaires n'affectera les pensions de guerre que dans le cas où le bénéfice de cette indemnité sera étendu aux fonctionnaires retraités.

Je n'hésite pas à déclarer qu'une telle disposition viole la loi du 27 février 1948 en ce qu'elle introduit un facteur de variation, celui des retraites de fonctionnaires, qui lui est absolument étranger et auquel, à aucun moment des débats dans les deux Assemblées il n'a été fait allusion.

Tout porte à croire qu'on a voulu ainsi frustrer les victimes de la guerre du bénéfice de certaines indemnités déjà accordées aux fonctionnaires, par exemple l'indemnité de 2.500 F allouée pour la période juillet-août 1948, et de celles dont ils pourront bénéficier dans l'avenir.

Ce n'est certes pas ce qu'a voulu le législateur: il se doit de l'exprimer avec force en demandant l'abrogation de ce décret dont les dispositions sont franchement mauvaises. Le Gouvernement se doit au surplus de respecter la volonté du législateur en déposant, ainsi que le lui demande la proposition de résolution qui vous est soumise, un projet de loi qui définisse les modalités du rapport constant prévu par l'article 11 de la loi du 27 janvier 1948, dans un sens conforme à une juste appréciation des droits des victimes de la guerre.

Tel est l'esprit qui a présidé au dépôt de notre proposition de résolution. Votre commission des pensions vous la soumet avec confiance; les victimes de la guerre savent qu'elles ne font pas appel en vain à votre équité. Faites votre devoir, il restera ensuite au Gouvernement à faire le sien.

Votre commission vous demande, en conséquence, de bien vouloir adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A abroger le décret n° 48-1713 du 9 novembre 1948, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 relatif aux taux des pensions militaires d'invalidité et de victimes de la guerre;

2° A déposer avant le 31 mars 1949 un projet de loi fixant les modalités d'application du rapport constant prévu par l'article 11 susvisé et assurant la mise à parité absolue des pensions de guerre avec les traitements des fonctionnaires.

ANNEXE N° 213

(Session de 1949. — Séance du 4 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur la proposition de résolution de MM. Hippolyte Masson, Auberger, Dassaud, Amadou Doucouré, Pierre Marty, Charles Okala, Patient et les membres du groupe socialiste tendant à inviter le Gouvernement à **réaliser immédiatement la péréquation des pensions** prévue par la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme et à **verser de toute urgence les acomptes** fixés par le décret n° 48-1575 du 9 octobre 1948, par M. Dassaud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission a la certitude de traduire la pensée unanime des membres de cette Assemblée en donnant un acquiescement total à la proposition de résolution qui vous est présentée. Elle vous demande de vous y associer, en adoptant ce texte, dans le plus bref délai.

Le vote de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, nous le répétons avec les auteurs de la proposition, « a eu un retentissement immense chez les retraités de tous ordres qui, pour la première fois, voyaient aboutir une de leurs légitimes et justes revendications ».

Si l'application des mesures prévues pour la péréquation des pensions nécessite certains délais, du moins pouvait-on attendre plus de célérité de la part des services responsables. Nous avons le regret de constater que, cinq mois après la promulgation de la loi:

a) Le règlement d'administration publique prévu par l'article 64 dans un délai de deux mois n'est pas encore publié;

b) Aucun des décrets d'assimilation nécessités par la mise en vigueur des articles 61 à 87 n'a encore été pris, aucune instruction n'étant parvenue aux services intéressés;

c) Les imprimés nécessaires aux opérations, à la délivrance des titres, distribués à quelques administrations seulement, ne sont pas en place, ce qui paralyse la mise en œuvre des revisions.

Et cependant, une « lettre commune » n° 804 adressée le 15 octobre 1948 à MM. les ministres et secrétaires d'Etat par le ministère des finances (service de la dette viagère) indiquait que « l'exécution des dispositions nouvelles peut d'ores et déjà être entreprise, sans attendre l'intervention du règlement d'administration publique prévu à l'article 69, dans tous les cas qui ne soulèvent aucune difficulté particulière de liquidation, ni question d'assimilation de grade ou de classe, et dans la mesure où sont connus les nouveaux traitements ou soldes prenant effet du 1er janvier 1948. »

Ces instructions n'ont reçu, et pour cause, aucun commencement d'exécution, si bien que les fonctionnaires retraités depuis le 1er janvier 1948 (et même au delà) en restent toujours au régime des « avances sur pension », que les retraités attendent le bénéfice de la péréquation et que les plus anciens d'entre eux, ceux dont la pension a été liquidée d'après les traitements de 1930 et dont la situation pourra faire l'objet des redressements prévus par l'article 61, voient sans cesse reculer comme un mirage la réalisation d'une mesure de justice pour laquelle la priorité leur aurait cependant été acquise.

Notre intention n'est pas d'alourdir ce rapport par des détails techniques ou des comparaisons chiffrées trop abondants. Il convient cependant d'établir la situation actuelle des retraités de quelques catégories vi-à-vis de celle que leur assurait la péréquation intégrale.

Un sous-brigadier des douanes, titulaire d'une pension initiale de 10.300 F, devait recevoir, à compter du 1er janvier 1948: 147.375 F (pension normale aux trois quarts sur 196.500 F).

Il percevra: (coefficient 8,5), 87.500 F: écart: 59.825 F (1).

A compter du 1er janvier 1949, il devrait obtenir 167.250 F (pension sur 223.000 F).

Il percevra (coefficient 9): 92.700 F.: écart: 74.550 F.

Un surveillant chef pénitentiaire (28 ans de service, indice 210, pension principale 7.781 F) perçoit en 1948: 75.000 F (56 p. 100 de 210.450), soit un écart de 59.652 F (pour 1948).

Un instituteur (classe exceptionnelle, 37 ans et demi de service, incide 360. Pension principale 17.625 F) perçoit:

En 1948: 149.812 F, au lieu de 229.500 F. Ecart: 79.688 F.

Pour 1949: 158.625 F, au lieu de 284.250 F. Ecart: 125.625 F.

S'il s'agit d'un instituteur de même ancienneté et de même valeur professionnelle, retraité sur la base des traitements de 1930, les chiffres deviennent:

En 1949: 121.125 F, au lieu de 229.500 F. Ecart: 108.375 F.

En 1949: 128.250 F, au lieu de 284.250 F. Ecart: 156.000 F.

Nul ne peut soutenir que cette situation doive se prolonger: notre assemblée affirmera donc la nécessité de réaliser immédiatement la péréquation.

Un effort particulier doit être accompli dans cette intention. M. le ministre déclare (réponse du 3 février à M. Albert Lamarque) « étudier une organisation du service qui puisse, de façon expédiente, permettre la réalisation aussi rapide que possible de la péréquation prévue par la loi ».

Le 3 mars, un mois après cette intervention, ne pourrons-nous dire avec les auteurs de la proposition que « ces promesses paraissent tellement semblables à celles qui ont été faites au mois de septembre dernier que nous croyons nécessaire pour le Parlement de manifester à nouveau sa volonté ».

En attendant la réalisation de la péréquation, le Gouvernement a prévu, par décrets des 9 octobre 1948 (n° 48-1575) et 12 janvier 1949 (n° 49-45) une « avance sur péréquation » portant la pension principale à 8,5 fois (décret du 9 octobre 1948) puis à 9 fois (décret du 12 janvier 1949) sa valeur initiale, les mêmes coefficients étant applicables aux majorations pour trois enfants et plus, élevés jusqu'à l'âge de seize ans, et, éventuellement, aux pensions temporaires d'orphelins.

La mise au point des instructions nécessaires à l'application du premier de ces décrets a été particulièrement longue et délicate, du fait de la complexité des opérations comprenant: le rappel de l'avance proprement dite, l'indemnité de cherté de vie (allouée par décret du 9 octobre 1948, n° 48-1573, à compter du 1er septembre 1948), le rappel des majorations pour enfants, celui qui peut éventuellement revenir aux titulaires de pensions temporaires d'orphelins, la retenue de l'impôt cédulaire pour la période du 1er janvier au 31 août 1948, et, le cas échéant, le remboursement de l'impôt cédulaire perçu en trop à

(1) Voir le n°: Conseil de la République: 79 (année 1949).

(1) Il n'est pas tenu compte, dans nos chiffres, de l'indemnité de cherté de vie puisqu'elle doit faire l'objet d'un ajustement sur la base de 12.000 F (montant de l'indemnité des actifs) et qu'elle est actuellement limitée à 6.000 F seulement.

partir du 1er septembre 1948. Cette simple énumération prouve la complexité d'opérations devant faire l'objet d'un seul payement et la lenteur inévitable avec laquelle elles devaient s'opérer.

Mais les retraités attendent, depuis le 9 octobre, un modeste rappel — dont nous établirons l'insuffisance, d'ailleurs, — et une indemnité de « cherté de vie », qu'on ne leur alloue qu'après des délais exagérés.

La circulaire d'application est parvenue aux services fin décembre; des crédits ont été mis à la disposition des trésoriers-payeurs, chargés d'effectuer l'établissement des quittances du rappel, pour la rémunération du personnel chargé du travail supplémentaire. Mais les règlements, qui portent parfois sur des effectifs particulièrement lourds, se font à une cadence forcément lente et, vraisemblablement, la date du 15 mars 1949, fixée par M. le ministre des finances comme terme à ces premières opérations, se trouvera dépassée.

Quoi qu'il en soit, l'application des décrets des 9 octobre 1948 et 12 janvier 1949 est en cours et on peut avoir l'espoir que, dans des délais maintenant abrégés, les intéressés pourront enfin recevoir leur dû.

Mais cette mesure ne peut les satisfaire.

Ils observent à juste titre que les dispositions de la loi du 20 septembre 1948 leur garantissaient des avantages que méconnaissent les dispositions mises en vigueur:

Le minimum vital (ou, plus exactement, le minimum actuellement appliqué pour la mise en train de la loi, et chiffré à 91.600 F) devrait être garanti à tous les titulaires d'une pension d'ancienneté.

Or ce n'est qu'à partir de 10.180 F que la pension d'ancienneté bénéficiera de ce taux, alors que toutes celles qui sont inférieures à ce montant — et elles sont nombreuses! — restent « bloquées » à un total nettement inférieur (jusqu'à 8.888 F pension initiale, total pour 1949, 80.000 F seulement).

Les pensions moyennes, on l'a vu plus haut par les exemples donnés, sont maintenues à un taux (9 fois la pension intitiale) qui laisse un écart inadmissible avec ce que donnerait la péréquation.

Il est incontestable que, dans la fixation d'un coefficient applicable à tous, il faille conserver une « marge de sécurité » suffisante afin de ne pas dépasser le résultat escompté de la péréquation. Le bénéfice du reclassement sera inégal pour les catégories de fonctionnaires et on ne peut évidemment tabler que sur des situations calculées au minimum. Mais les coefficients appliqués s'avèrent trop bas.

Si le taux de 9 fois la pension peut provisoirement être maintenu aux pensions élevées (qui se trouveront plus favorisées lorsque l'éventail des rémunérations d'activité sera complètement ouvert et que les pensions correspondantes s'en trouveront mathématiquement ajustées) il ne suffit pas, de loin, à assurer aux pensions moyennes, même à celles des agents appartenant à des catégories non encore reclassées (car il en existe: ex-commis administratifs) et l'on peut, sans crainte d'exagération, en demander un relèvement sensible.

Cette revendication est soutenue par la Fédération générale des retraités devant le ministre des finances, ses sections départementales l'ont traduites devant les préfets et nous en avons nous-mêmes eu l'écho dans nos circonscriptions.

La question appelle une solution d'extrême urgence, seule capable de remédier à la misère de nombreux retraités; c'est pourquoi nous proposons à votre approbation le texte suivant:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

A réaliser, de la façon la plus rapide, la péréquation des pensions prévue par la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires.

Il regrette le long retard apporté à l'application de cette réforme, comme aux dispositions des décrets n° 48-1575 du 9 octobre 1948 et n° 49-45 du 12 janvier 1949 dont il souligne l'insuffisance et dont il demande l'élévation immédiate.

ANNEXE N° 214

(Session de 1949. — Séance du 8 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **ouverture de crédits** provisoires et autorisation **d'engagement de dépenses** au titre des **dépenses militaires** pour les mois de **mars** et **avril 1949**, par M. Pierre Boudet, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi soumis au Parlement vise à accorder aux départements militaires les crédits provisoires nécessaires à leur fonctionnement pendant les mois de mars, avril et mai 1949.

Son contenu peut être décomposé en quatre parties, à savoir:

Crédits de payement;
Autorisations de programme;
Budgets annexes;
Dispositions spéciales.

I. — Crédits de payement

Le montant total des crédits de payement demandés par le Gouvernement est de 88 milliards 419.721 000 F ainsi décomposés:

Défense nationale, 69.723.290.000 F.
France d'outre-mer, 18.726.434.000 F.

Nous remarquerons que la loi portant fixation des maxima pour l'année 1949, a attribué 350 milliards de crédits de payement à la défense nationale, dont le Gouvernement lui-même a envisagé la répartition secondaire suivante dans l'exposé du projet de loi relatif aux douzièmes provisoires pour janvier et février:

Défense nationale proprement dite, 270 milliards.

France d'outre-mer, 80 milliards.

Les crédits de payement que le Gouvernement vous demande dans le présent projet de loi, pour les trois mois à venir, représentent pour un exercice entier:

Défense nationale proprement dite, 69 milliards $723.290.000 \times 4 = 278.893.160.000$ F.

France d'outre-mer, $18.726.434.000 \times 4 = 74$ milliards 905.736.000 F.

Total, 353.798.896.000 F.

Il résulte, de cette considération, que le rythme de dépenses qui nous est proposé aujourd'hui conduirait à dépasser de 3.798 millions le plafond annuel que le Gouvernement s'est imposé.

Il en résulte aussi que la cause principale de l'excès de dépenses en est à la défense nationale (plus 8.893 millions), alors que les dépenses militaires de la France d'outre-mer restent en-dessous du maximum prévu (moins 5.095 millions).

Mais pour se faire une idée exacte de la situation, il convient de tenir compte des crédits ouverts au titre des deux premiers mois de l'année.

Les deux premiers douzièmes ont ouvert:

45.280 millions environ au titre de la défense nationale;

17.400 millions environ au titre de la France d'outre-mer,

Ce qui représente une dépense annuelle de:

271.680 millions environ pour la défense nationale;

104.400 millions environ pour la France d'outre-mer,

Soit 376.080 millions au total.

Ces chiffres indiquent qu'au début de cette année, c'est le département de la France d'outre-mer qui a disposé d'un volume de crédits dépassant la fraction mathématique à laquelle la loi de maxima lui aurait laissé droit, tandis que la défense nationale proprement dite restait, à 1 milliard et demi près, dans la marge moyenne qui lui était impartie.

Si le rythme des crédits accordés au titre des mois de janvier et février était resté le même au cours des mois suivants et jusqu'à la fin de l'année, on serait arrivé à un total annuel de 376 milliards, excédent de 26 milliards sur le plafond légal.

L'ensemble des crédits accordés au titre des cinq premiers mois, dans le cas bien entendu où le Parlement voterait sans modification le projet actuel du Gouvernement, se monterait à:

Défense nationale, 115.001.089.000 F.
France d'outre-mer, 36.118.657.000 F.
Total, 151.119.746.000 F.

Si une cadence moyenne analogue était adoptée pour les sept mois restant à courir, on aboutirait aux dépenses annuelles suivantes:

Défense nationale, 276.002.613.000 F.
France d'outre-mer, 86.684.777.000 F.
Total, 362.687 390.000 F.

Il est donc indiscutable que le projet qui vous est soumis constitue, du point de vue comptabilité budgétaire, un progrès sensible sur le projet provisoire du début de l'année, puisque l'on tombe d'une dépense annuelle de 376 milliards à une dépense annuelle de 362 milliards.

Il y a lieu d'ajouter que le Gouvernement justifie cet excès de dépenses en début d'exercice, par le fait qu'il est nécessaire, pour le bon rendement des fabrications et des marchés, de commander certains matériels par grandes masses et d'engager de ce fait, des sommes relativement importantes dont, par contre-coup, le budget se trouvera allégé en fin d'année.

Une autre raison du dépassement initial du plafond moyen prévu, provient de la progressivité inévitable que l'on doit observer dans la réduction des effectifs.

II. — Autorisations de programme

Le volume des autorisations de programme demandées par le Gouvernement s'élève à 7.840 millions de francs.

Cette somme correspond:

D'une part, pour 3.673 millions, à la revalorisation d'opérations anciennement prévues;

D'autre part, pour 4.167 millions, au lancement d'opérations nouvelles dont le détail est donné par le document parlementaire n° 6591 de l'Assemblée nationale.

III. — Budgets annexes

Les crédits demandés au titre des budgets annexes, dont il est bon de rappeler qu'ils ne viennent pas, du point de vue budgétaire, en addition des crédits ouverts au titre du budget général, se montent à 31.031.612.000 F ainsi répartis:

Constructions aéronautiques, 12.075 millions de francs.

Constructions et armes navales, 8.449 millions 162.000 F.

Fabrication d'armement, 7.898.450.000 F.

Service des essences, 3.921.700.000 F.

Service des poudres, 1.600.300.000 F.

D'autre part, au titre des mêmes budgets annexes, un certain nombre d'autorisations de programme sont demandées d'un total de 5.907 millions de francs, dont 76 millions seulement constituent des opérations nouvelles s'appliquant uniquement au service des poudres.

IV. — Dispositions spéciales

L'article 5 du projet de loi prévoit, comme il est de coutume en matière de crédits provisoires, que la répartition des crédits qui seront ouverts en application du présent projet de loi, seront répartis ultérieurement par décret.

L'article 6 porte autorisation d'engagement de dépenses au titre d'un certain nombre de chapitres du budget ordinaire, de façon à permettre le déroulement sans à-coups des commandes et des livraisons.

L'article 7 concerne tout spécialement le chapitre de l'habillement de l'armée de terre, pour lequel une autorisation de programme est demandée afin de permettre de passer dès maintenant des marchés dont l'exécution est assez lente. Il convient de souligner aussi que cette mesure est la conséquence normale de la suppression récente du compte spécial de l'habillement.

L'article 8 prévoit la répartition entre les divers départements militaires, air, guerre, marine, des crédits relatifs aux prestations familiales et qui sont demandés globalement dans la section commune. Cette disposition

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6591, 6663 et in-8° 1633; Conseil de la République: 210 (année 1949).

vise simplement à faciliter les opérations administratives correspondantes.

Enfin on trouve comme dernier article du projet le texte habituel portant interdiction de mesures nouvelles.

Modifications apportées par l'Assemblée nationale.

Sur proposition de sa commission des finances, l'Assemblée nationale a décidé de n'accorder que deux douzièmes provisoires au lieu de trois.

Les crédits de payement se sont trouvés ainsi ramenés pour les mois de mars et avril, à 58.966.477.000 F. ainsi répartis:

Défense nationale:
Section commune, 4.968.177.000 F.
Section air, 11.539.644.00 F.
Section guerre, 19.922.330.000 F.
Section marine, 10.052.037.000 F.
France d'outre-mer, 12.484.289.000 F.

De même les crédits de payement accordés au titre des budgets annexes sont ramenés à 22.689.742.000 F.

Ainsi répartis:

Constructions aéronautiques, 8.050 millions de francs.

Constructions et armes navales, 5.632 millions 775.000 F.

Fabrications d'armement, 5.265.633.000 F.
Service des essences, 2.614.467.000 F.
Service des poudres, 1.126.867.000 F.

En ce qui concerne les autorisations de programme et les dispositions spéciales, l'Assemblée nationale n'a apporté aucune modification au projet gouvernemental.

Elle a toutefois précisé, dans un article 10 que « le Gouvernement déposera au plus tard pour le 31 mars 1949, sur le bureau de l'Assemblée nationale, le projet de budget définitif portant fixation des dépenses militaires pour 1949.

Propositions de la commission des finances du Conseil de la République.

La première question que s'est posée votre commission des finances fut celle de savoir si elle adopterait le principe des deux douzièmes ou celui des trois douzièmes.

Dans l'hypothèse des deux douzièmes, le Conseil de la République se trouverait avoir à examiner dans le seul mois d'avril, à la fois le budget des dépenses militaires et celui des dépenses civils pour lequel une prorogation du délai d'examen par le Parlement ne saurait manquer d'intervenir.

Si l'on tient compte du fait qu'une intersession, si brève soit-elle, interviendra de toute façon au cours dudit mois à l'occasion des fêtes de Pâques, on conçoit facilement que les délais qui seront impartis à l'ensemble du Parlement et, plus spécialement, en tout état de cause, au Conseil de la République, pour l'examen du budget définitif, seront extrêmement courts et ne permettraient pas une étude approfondie du sujet.

Elle s'est donc prononcée, à une très forte majorité, pour le rétablissement de trois douzièmes provisoires, en souhaitant que l'Assemblée nationale accueille favorablement les motifs qui l'ont conduite à cette décision.

Mais, par contre, elle estime que ce plus long délai doit uniquement permettre une étude plus poussée du Parlement, ce qui entraîne la nécessité pour le Gouvernement de déposer son projet définitif au plus tard le 31 mars.

Cette disposition de principe étant adoptée, votre commission a pris pour base d'examen le projet gouvernemental.

Elle a entendu le ministre de la défense nationale, tout particulièrement sur la question des autorisations de programme concernant les opérations nouvelles.

Après un échange de vues au cours duquel divers avis se sont manifestés sur la politique immobilière des départements militaires, elle n'a finalement apporté aucune modification aux propositions chiffrées initiales.

Une seule réduction indicative a été apportée à l'article 4 concernant les autorisations de programme demandées au titre des budgets annexes. Cette réduction indicative d'un million, effectuée au titre du chapitre 336 des constructions aéronautiques (études et prototypes) vise à demander que l'on poursuive la réalisation des appareils en cours de montage jusqu'à ce qu'il ait été procédé à une enquête par les sous-commissions parlementaires chargées de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale.

Votre commission a appris en effet qu'une décision venait d'intervenir pour arrêter définitivement la fabrication du cargo lourd « Cormoran ». Or, au cours d'un échange de vues prolongé auquel participa M. le ministre de la défense nationale, il est apparu:

D'une part, que plusieurs milliards étaient d'ores et déjà dépensés ou engagés pour la fabrication de cet appareil;

D'autre part, que le deuxième avion de ce type, muni des modifications destinées à améliorer son rendement et à éviter le retour de l'accident qui arriva au premier, serait prêt à faire ses essais dans trois semaines;

Enfin que les autorisations de programme ont été accordées par le Parlement lors des précédents budgets en vue spécialement de cette fabrication, situation qui semblerait devoir justifier une nouvelle consultation de celui-ci sur l'opportunité d'une annulation de l'opération.

Ces considérations ont amené votre commission à penser qu'il paraissait de bonne gestion, sous l'angle financier, laissant à la commission de la défense nationale le soin de se prononcer sur la question proprement dite de l'emploi et de l'utilité, de poursuivre l'opération jusqu'à l'essai prochain.

Sous réserve de ces observations, votre commission des finances a adopté l'ensemble du projet gouvernemental et vous propose de ratifier vous-même sa décision, en donnant avis favorable au projet de loi ci-dessous.

PROJET DE LOI

PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS PROVISOIRES ET AUTORISATION D'ENGAGEMENT DE DÉPENSES AU TITRE DES DÉPENSES MILITAIRES POUR LES MOIS DE MARS, AVRIL ET MAI 1949

TITRE Ier. — BUDGET GÉNÉRAL

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre, au titre des dépenses militaires ordinaires et des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour les mois de mars, d'avril et de mai 1949, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 88.419.724.000 F, ainsi répartie:

Défense nationale:
Section commune, 7.452.266.000 F.
Section air, 17.309.466.000 F.
Section guerre, 29.883.495.000 F.
Section marine, 15.078.063.000 F.
France d'outre-mer, 18.726.434.000 F.
Total égal, 88.419.724.000 F.

Art. 2. — Les ministres sont autorisés à engager, au titre du budget général, pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement, des dépenses s'élevant à la somme totale de 7.840 millions de francs et réparties par services et par chapitres conformément à l'état *A* annexé à la présente loi.

Ces autorisations de programme seront couvertes tant par les crédits ouverts par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

TITRE II.— BUDGETS ANNEXES

Art. 3. — Les crédits provisoires applicables aux dépenses d'exploitation, d'études et de prototypes et aux dépenses de reconstruction et d'équipement imputables sur les budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale sont fixés pour les mois de mars, d'avril et de mai 1949 à la somme totale de 34.034.612.000 F ainsi répartie:

Constructions aéronautiques, 12.075 millions de francs.

Constructions et armes navales, 8.449 millions 162.000 F.

Fabrication d'armement, 7.898.450.000 F.
Service des essences, 3.921.700.000 F.
Service des poudres, 1.690.300.000 F.
Total égal, 34.034.612.000 F.

Art. 4. — Le ministre de la défense nationale est autorisé à engager, au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement imputables sur les budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale, des dépenses s'élevant à la somme totale de 5.906 millions de francs et réparties par services et par chapitres conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Ces autorisations de programme seront couvertes tant par les crédits ouverts par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

TITRE III. — DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 5. — Les crédits ouverts par les articles 1er et 3 de la présente loi seront répartis par chapitres au moyen de décrets pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 6. — Pour assurer la continuité du fonctionnement des services, les ministres sont autorisés, jusqu'au 31 mai 1949, à engager sur les chapitres ci-après, en excédent des crédits ouverts pour les premiers cinq mois de l'année 1949, des dépenses limitées aux trois cinquièmes de ces crédits:

Défense nationale.

SECTION AIR

Chap. 326. — Entretien du matériel des télécommunications.
Chap. 327. — Entretien du matériel automobile et matériels divers.

SECTION GUERRE

Chap. 319. — Service de santé.
Chap. 327. — Matériel automobile blindé et chenillé. — Entretien.
Chap. 328. — Matériel d'armement. — Entretien.
Chap 329. — Munitions. — Entretien.
Chap. 331. — Services annexes gérés par la direction du matériel. — Fonctionnement
Chap. 332. — Matériel du génie. — Entretien.
Chap. 333. — Matériel des transmissions. — Entretien.
Chap. 341. — Etudes et expérimentations techniques.
Chap. 342. — Service du génie. — Entretien des immeubles et du domaine militaire.

France d'outre-mer.

II. — *Dépenses militaires.*

Chap. 356. — Fonctionnement du service de santé.

En outre, les ministres sont autorisés, jusqu'au 15 décembre 1949, à engager des dépenses en excédent des crédits ouverts pour les cinq premiers mois de l'année dans les limites ci-après fixées:

Défense nationale.

SECTION AIR

Chap 318. — Habillement et campement, 700 millions de francs.
Chap 3182. — Couchage et ameublement, 50 millions de francs.
Chap. 325. — Entretien et réparation des matériels aéronautiques, 2.134 millions de francs.
Chap. 333. — Matériel roulant, 400 millions de francs.
Chap 334. — Matériel d'équipement des bases, 200 millions de francs.

SECTION GUERRE

Chap. 336. — Matériel automobile. — Fabrication et reconditionnement, 443 millions de francs.
Chap 337 — Armement léger. — Réalisation, 1.515 millions de francs.
Chap. 338. — Munitions. — Réalisation, 6.193 millions de francs.
Chap. 339. — Matériel du génie. — Réalisation, 121.700.000 F.
Chap. 340. — Matériel des transmissions. — Réalisation, 265.500.000 F.

SECTION MARINE

Chap. 318. — Habillement, campement, couchage et ameublement, 800 millions de francs.
Chap. 327. — Approvisionnements de la marine, 700 millions de francs.

Chap. 330. — Entretien du matériel de série de l'aéronautique navale, 530 millions de francs.
Chap. 332. — Entretien des bâtiments de la flotte (y compris les dragueurs) et des matériels militaires, 1.500 millions de francs.
Chap. 338. — Combustibles et carburants, 1.500 millions de francs.

France d'outre-mer.

II. — *Dépenses militaires.*

Chap. 352. — Alimentation de la troupe, 8 milliards de francs.
Chap. 353. — Habillement, campement, couchage et ameublement, 1.071 millions de francs.
Chap. 354. — Remonte et fourrages, 52 millions de francs.
Chap. 357. — Fonctionnement du service de l'artillerie, 2.460 millions de francs.
Chap. 358. — Fonctionnement du service des transmissions, 240 millions de francs.
Chap. 359. — Fonctionnement du service automobile, 2 milliards de francs.
Chap. 360. — Fonctionnement du service des constructions. — Loyers. — Travaux du génie en campagne, 1 milliard de francs.

Budget annexe des fabrications d'armement.

Chap. 362. — Fabrications d'armement. — Fonctionnement. — Matières et marchés à l'industrie, 3 milliards de francs.

Budget annexe du service des essences.

Chap. 394. — Achat, entretien et renouvellement des matériels extra-industriels, 145 millions de francs.
Les autorisations prévues au présent article se substituent à celles accordées par l'article 6 de la loi n° 48-1990 du 31 décembre 1948.

Art. 7. — Le ministre de la défense nationale est autorisé à engager, jusqu'au 15 décembre 1949, au titre du chapitre 318: « Habillement et campement. — Programmes » de la section guerre, des dépenses s'élevant à la somme de 0 milliards de francs.
Cette autorisation de programme, qui se substitue à celle accordée par l'article 7 de la loi n° 48-1995 du 31 décembre 1948, sera couverte tant par les crédits ouverts par ladite loi et par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

Art. 8. — Les crédits globaux ouverts aux chapitres de la section commune et des sections « Air », « Guerre » et « Marine » pour le payement des prestations familiales des personnels civils et militaires, seront répartis entre les chapitres intéressés de chacune des sections correspondantes du budget de la défense nationale par arrêté conjoint du ministre de la défense nationale et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 9. — Il est interdit aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses imputables sur les crédits, les autorisations d'engagement de dépenses et les autorisations de programme accordés par les articles 1er, 2, 3, 4, 6 et 7 de la présente loi et qui ne résulteraient pas de l'application des lois et ordonnances antérieures ou de dispositions de la présente loi.
Les ministres ordonnateurs ainsi que le ministre des finances et des affaires économiques seront personnellement responsables des décisions prises à l'encontre des dispositions ci-dessus.

Art. 10. — Le Gouvernement déposera, au plus tard le 31 mars 1949, sur le bureau de l'Assemblée nationale, le projet de budget définitif portant fixation des dépenses militaires pour 1949.

Etat A. — *Tableau, par service et par chapitre, des autorisations de programme accordées au titre du budget général.*

Défense nationale.

SECTION COMMUNE

Reconstruction.

Chap. 8060. — Gendarmerie. — Reconstruction, 100 millions de francs.

Equipement.

Chap. 9040. — Construction de logements militaires, 250 millions de francs.
Chap. 9150. — Gendarmerie. — Equipement, 90 millions de francs.
Total pour la section commune, 440 millions de francs.

SECTION AIR

Reconstruction.

Chap. 800. — Bases. — Reconstruction, 136 millions de francs.
Chap. 802. — Service du matériel. — Reconstruction, 6 millions de francs.

Equipement.

Chap. 900. — Bases. — Travaux et installations, 534 millions de francs.
Chap. 902. — Commissariat. — Travaux et installations, 3 millions de francs.
Chap. 904. — Service du matériel. — Travaux et installations, 20 millions de francs.
Chap. 907. — Service de santé. — Travaux et installations, 3 millions de francs.
Chap. 910. — Téléconnmunications. — Fabrications, 710 millions de francs.
Total pour la section air, 1.412 millions de francs.

SECTION GUERRE

Equipement.

Chap. 900. — Service de l'intendance. — Equipement, 85 millions de francs.
Chap. 901. — Service de santé. — Equipement, 45 millions de francs.
Chap. 903. — Service du génie. — Equipement, 30 millions de francs.
Chap. 905. — Service des transmissions. — Equipement, 64 millions de francs.
Chap. 907. — Achat à la Société nationale de vente des surplus, 400 millions de francs.
Chap. 912. — Matériel lourd, 600 millions de francs.
Total pour la section guerre, 1.224 millions de francs.

SECTION MARINE

Reconstruction.

Chap. 802. — Service de santé. — Reconstruction, 41 millions de francs.
Chap. 804. — Travaux de renflouements, 84 millions de francs.

Equipement.

Chap. 903. — Service technique des transmissions. — Equipement, 250 millions de francs.
Chap. 904. — Refontes et gros travaux pour la flotte, 1.627 millions de francs.
Chap. 9042. — Etudes techniques d'armement et prototypes, 550 millions de francs.
Chap. 9043. — Matériels communs d'armement, radars et munitions, 891 millions de francs.
Chap. 905. — Travaux maritimes. — Travaux et installations, 55 millions de francs.
Total pour la section marine, 3.498 millions de francs.

RÉCAPITULATION

Section commune, 440 millions de francs.
Section air, 1.412 millions de francs.
Section guerre, 1.224 millions de francs.
Section marine, 3.498 millions de francs.
Total pour la défense nationale, 6.574 millions de francs.

France d'outre-mer.

II. — DÉPENSES MILITAIRES

Equipement.

Chap. 950. — Travaux et installations domaniales, 432 millions de francs.
Chap. 953. — Motorisation et mécanisation des unités, 834 millions de francs.
Total pour la France d'outre-mer, 1.266 millions de francs.
Total pour l'état A, 7.840 millions de francs.

Etat B. — *Tableau, par service et par chapitre, des autorisations de programme accordées au titre des budgets annexes.*

Constructions aéronautiques.

Chap. 936. — Etudes et prototypes, 3.299 millions de francs.
Chap. 932. — Equipement technique et industriel, 1.740 millions de francs.
Total pour les constructions aéronautiques, 5.039 millions de francs.

Fabrications d'armement.

Chap. 365. — Etudes, recherches et prototypes. — Matières et marchés à l'industrie, 500 millions de francs.

Service des poudres.

Matériel

Chap. 3702. — Reconstruction. — Matériel et matières d'œuvres, 47 millions de francs.
Chap. 3703. — Equipement. — Matériel et matières d'œuvres, 320 millions de francs.
Total pour le service des poudres, 367 millions de francs.

RÉCAPITULATION

Constructions aéronautiques, 5.039 millions de francs.
Fabrications d'armement, 500 millions de francs.
Service des poudres, 367 millions de francs.
Total pour l'état B, 5.906 millions de francs.

ANNEXE N° 215

(Session de 1949. — Séance du 8 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale autorisant le Président de la République à ratifier les **accords** relatifs à la **sécurité sociale** intervenus le 12 octobre 1948 entre la **France et la Tchécoslovaquie**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 7 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 4 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier:

1° La convention générale sur la sécurité sociale;
2° L'accord complémentaire à la convention générale du 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie sur la sécurité sociale, régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et établissements assimilés.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6133, 6477 et in-8° 1634.

Conclus le 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 216

(Session de 1949. — Séance du 8 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant **modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires** ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, et prévoyant à titre exceptionnel des **réductions de loyers,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 8 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 8 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, et prévoyant à titre exceptionnel des réductions de loyers.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 6 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi modifié:

« Dans les communes où le maintien dans les lieux n'est pas applicable, il est pourtant accordé de plein droit... (le reste de l'article sans changement).

Art. 1er *bis*. — L'article 7 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi modifié:

« Dans les communes où le maintien dans les lieux n'est pas applicable, il est pourtant accordé au locataire, sous-locataire, cessionnaire de bail ou occupant qui bénéficie du deuxième alinéa de l'article 40 ou auquel le propriétaire a imposé ou tenté d'imposer un loyer supérieur au prix licite. »

Art. 1er *ter*. — Il est inséré à l'article 26 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, entre les mots: « de la valeur locative » et « desdits locaux » les mots: « et des loyers ».

Art. 2. — Le quatrième alinéa de l'article 31 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi modifié:

« Les majorations prévues à l'alinéa précédent ne seront applicables aux loyers maintenus en application de l'alinéa 2 du présent article que lorsque le prix résultant de l'application des alinéas 1er et 3 ci-dessus aura atteint le loyer ainsi maintenu. »

Art. 2 *bis* (nouveau). — Dans l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, les mots: « la valeur locative » figurant aux 1er, 2e et 4e alinéas sont remplacés par les mots: « le loyer ».

Art. 2 *ter* (nouveau). — Le troisième alinéa de l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est rédigé ainsi qu'il suit:

« En cas de désaccord, le locataire ou l'occupant devra, à peine de forclusion, aviser, dans les deux mois, le propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire, de la valeur qu'il propose lui-même, en en précisant les éléments constitutifs. »

Art. 3. — Il est inséré dans la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 un article 34 *bis* ainsi conçu:

« *Art.* 34 bis. — Les prix résultant de l'application des alinéas 1er et 3 de l'article 31 sont également applicables aux loyers dus par les locataires ou occupants entrés dans les lieux postérieurement au 1er janvier 1949.

« Ils pourront également être déterminés conformément aux dispositions de l'article 34 ».

Art. 4. — L'article 36 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les dispositions des articles qui précèdent ne sont pas applicables à la détermination du loyer des cours, jardins ou terrains loués ou occupés accessoirement aux locaux visés à la présente loi. Ce loyer fera l'objet d'une évaluation séparée. Un décret pris sur le rapport du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre chargé des affaires économiques fixera les divers prix maxima du mètre carré en tenant compte des usages locaux. A défaut d'accord amiable, il sera procédé à l'évaluation du loyer par justice. Le juge devra tenir compte de tous éléments d'appréciation, notamment de la proximité de l'habitation, des possibilités de culture et des plantations existant au moment de la location.

« Il sera procédé de même pour l'évaluation du loyer des locaux tels que remises et garages, loués ou occupés accessoirement aux locaux visés par la présente loi et n'ayant aucune affectation commerciale ou industrielle ».

Art. 4 *bis* (nouveau). — Le décret prévu à l'article précédent et les arrêtés préfectoraux d'application qu'il comportera devront intervenir dans le délai de deux mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 5. — A titre exceptionnel, le loyer résultant de l'application des alinéas 1er et 3 de l'article 31 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, subira, de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité, pour le premier semestre de l'année 1949, et nonobstant tous accords ou conventions contraires conclus antérieurement, un abattement de:

10 p. 100 pour les locaux des catégories 2 B et 2 C;

15 p. 100 pour les locaux des catégories 3 A et 3 B;

20 p. 100 pour les locaux de la quatrième catégorie.

Pour le deuxième semestre de l'année 1949, ces abattements seront réduits de moitié. Ils porteront sur le prix résultant de l'application des dispositions des premier et troisième alinéas de l'article 31 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948.

Ces abattements ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de ramener le loyer exigible au cours de chacun de ces deux semestres à un montant inférieur au loyer pratiqué au 31 décembre 1948.

Art. 6. — Les dispositions des articles 1er à 4 ci-dessus ont un caractère interprétatif.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 6118, 6148, 6613 et in-8° 1644.

ANNEXE N° 216 (*Rectifiée*)

(Session de 1949. — Séance du 8 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, portant **modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires** ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, et prévoyant, à titre exceptionnel, des **réductions de loyers,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 8 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 8 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, et prévoyant, à titre exceptionnel, des réductions de loyers.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 6 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi modifié:

« Dans les communes où le maintien dans les lieux n'est pas applicable, il est pourtant accordé de plein droit... »

(Le reste de l'article sans changement.)

Art. 1er *bis*. — L'article 7 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi modifié:

« *Art.* 7. — Dans les communes où le maintien dans les lieux n'est pas applicable, il est pourtant accordé au locataire, sous-locataire, cessionnaire de bail ou occupant qui bénéficie du deuxième alinéa de l'article 40 ou auquel le propriétaire a imposé ou tenté d'imposer un loyer supérieur au prix licite. »

Art. 1er *ter* (nouveau). — Il est inséré, à l'article 26 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, entre les mots: « de la valeur locative » et: « desdits locaux », les mots: « et des loyers ».

Art. 2. — Le quatrième alinéa de l'article 31 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi modifié:

« Les majorations prévues à l'alinéa précédent ne seront applicables aux loyers maintenus en application de l'alinéa 2 du présent article que lorsque le prix résultant de l'application des alinéas 1er et 3 ci-dessus aura atteint le loyer ainsi maintenu. »

Art. 2 *bis* (nouveau). — Dans l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, les mots: « la valeur locative » figurant aux premier, deuxième et quatrième alinéas, sont remplacés par les mots: « le loyer ».

Art. 2 *ter* (nouveau). — Le troisième alinéa de l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est rédigé ainsi qu'il suit:

« En cas de désaccord, le locataire ou l'occupant devra, à peine de forclusion, aviser, dans les deux mois, le propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire, de la valeur qu'il propose lui-même, en en précisant les éléments constitutifs. »

Art. 3. — Il est inséré dans la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 un article 34 *bis* ainsi conçu:

« *Art.* 34 bis. — Les prix résultant de l'application des alinéas 1er et 3 de l'article 31 sont également applicables aux loyers dus par les locataires ou occupants entrés dans les lieux postérieurement au 1er janvier 1949.

« Ils pourront également être déterminés conformément aux dispositions de l'article 34. »

(1) Voir les nos Assemblée nationale (1re législ.): 6118, 6148, 6613 et in-8° 1644.

Art. 4. — L'article 36 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 36. — Les dispositions des articles qui précèdent ne sont pas applicables à la détermination du loyer des cours, jardins ou terrains loués ou occupés accessoirement aux locaux visés à la présente loi. Ce loyer fera l'objet d'une évaluation séparée. Un décret pris sur le rapport du ministre chargé de la reconstruction et de l'urbanisme fixera les divers prix maxima du mètre carré en tenant compte des usages locaux. A défaut d'accord amiable, il sera procédé à l'évaluation du loyer par justice. Le juge devra tenir compte de tous éléments d'appréciation, notamment de la proximité de l'habitation, des possibilités de culture et des plantations existant au moment de la location.

« Il sera procédé de même pour l'évaluation du loyer des locaux, tels que remises et garages, loués ou occupés accessoirement aux locaux visés par la présente loi et n'ayant aucune affectation commerciale ou industrielle. »

Art. 4 *bis*. — Le décret prévu à l'article précédent et les arrêtés préfectoraux d'application qu'il comportera devront intervenir dans le délai de deux mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 5. — A titre exceptionnel, le loyer résultant de l'application des alinéas 1er et 3 de l'article 31 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 subira, de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité, pour le premier semestre de l'année 1949, et nonobstant tous accords ou conventions contraires conclus antérieurement, un abattement de:

10 p. 100 pour les locaux des catégories 2 B et 2 C;

15 p. 100 pour les locaux des catégories 3 A et 3 B;

20 p. 100 pour les locaux de la quatrième catégorie.

Pour le deuxième semestre de l'année 1949, ces abattements seront réduits de moitié. Ils porteront sur le prix résultant de l'application des dispositions des premier et troisième alinéas de l'article 31 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948.

Ces abattements ne peuvent, en aucun cas, avoir pour effet de ramener le loyer exigible au cours de chacun de ces deux semestres à un montant inférieur au loyer pratiqué au 31 décembre 1948.

Art. 6. — Les dispositions des articles 1er à 4 ci-dessus ont un caractère interprétatif.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 217

(Sesssion de 1949. — Séance du 8 mars 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à assurer la **diffusion,** par le retour de la liberté de vente, des **alcools dénaturés à usages ménagers et à usages industriels,** présentée par MM. Edouard Barthe, Claparède et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, sénateurs. — (Renvoyée à la commission du ravitaillement et des boissons.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les pouvoirs publics ont décidé de réserver 740.000 hectolitres d'alcool pour les usages ménagers.

Ce carburant est recherché par les petites gens parce qu'il répond dans les meilleures conditions a des besoins domestiques.

Les disponibilités de ce contingent (de 740.000 hl à 90°) permettraient, sans difficulté, de donner satisfaction aux parties prenantes habituelles si celles-ci pouvaient se faire servir sans être obligées de se plier aux contraintes de quantités et de dates imposées par la réglementation actuellement en vigueur.

On constate, en effet, alors que les pouvoirs publics ont voulu mettre à la disposition des foyers domestiques les quantités d'alcool suffisantes à leurs besoins, que celles-ci ne sont pas demandées parce que les intéressés ne disposent pas, ni en nombre, ni en temps voulu, des titres de répartition nécessaires.

Et cela s'explique, car il est difficile de définir avec exactitude les besoins réels de chacun. Il faut un long délai pour que les titres émis par la caisse centrale de répartition de Paris arrivent à l'utilisateur, après être passés par les échelons des préfectures et mairies qui occupent inutilement de nombreux fonctionnaires et deviennent une gêne pour la diffusion du produit.

A tous les échelons d'ailleurs, en dépit des inconvénients maintes fois signalés, on a tendance à se constituer une réserve de précaution, distribuée *in extremis*, et souvent trop tard pour qu'elle puisse être utilisée en raison de la durée de validité limitée du ticket. Il est hors de doute qu'ainsi un grand nombre de tickets restent inutilisés chaque trimestre.

On observe également que les augmentations d'attribution de tickets faites à certaines localités restent sans résultats pratiques faute, de la part des municipalités, d'en informer à temps leurs administrés. Les catégories d'utilisateurs qui pourraient prétendre à ce supplément, lasses de tous les refus essuyés dans le passé, ignorantes de ces nouvelles possibilités ou insuffisamment informées, ne se font pas connaître et des besoins, nombreux et justifiés, restent ainsi à satisfaire.

Et l'on arrive à ce résultat paradoxal: le produit existe mais les utilisateurs ne sont pas en mesure de l'acquérir suivant le moment qui leur convient et dans les quantités qui leur sont nécessaires.

Il n'existe pas d'autre remède à cette situation que de rendre à ce produit la liberté totale par suppression de la réglementation, très justifiée en temps de pénurie, mais qui, par ses contraintes et ses lenteurs, agit maintenant en période de relative abondance, en sens inverse de ce qu'ont voulu les pouvoirs publics

On objectera peut-être qu'en état de liberté, cet alcool pourra être détourné en partie de sa destination et aller, par exemple, aux usages industriels ou à la carburation.

L'alcool à usages ménagers, dénaturé avec un méthylène à forte teneur en impuretés pyrogénées, ne convient pas aux usages industriels. L'alcool utilisé par les industriels pour leurs fabrications est nettement différent, il est d'ailleurs à 95° et les utilisateurs sont très exigeants quant à sa pureté.

Reste l'argument de l'alcool utilisé comme carburant. Là encore, il faut tenir compte de ce que:

L'alcool à usages ménagers est assez fortement hydraté et ne se mélange pas à l'essence;

Son prix dépasse actuellement 50 F au litre, alors que le carburant auto est vendu environ 10 F moins cher;

Enfin, il faut 1 litre 75 d'alcool pour obtenir la valeur énergétique d'un litre d'essence.

C'est dire qu'à cause de ces inconvénients, hydration, prix, moindre rendement, il ne pourra être recherché par les automobilistes qui, même au prix du marché noir, lui préféreront toujours le carburant normal.

Pour ces raisons, nous pensons que rien ne s'oppose au retour à la liberté de vente de l'alcool à usages ménagers et que la prise de cette mesure est la seule qui puisse vraiment permettre de donner pleine satisfaction aux utilisateurs et, par voie de conséquence, aux pouvoirs publics qui ont attribué les quantités nécessaires à cet objet.

Il est logique et urgent d'assurer, comme par le passé, la diffusion de cet alcool à l'échelon grossistes et détaillants, sur tout l'ensemble du territoire.

De même pour l'alcool à 95° à usages industriels (peintures et vernis et solvants), la liberté de vente s'impose. En effet, les disponibilités (250.000 hl environ) sont largement suffisantes pour les besoins de la clientèle (130.000 hl environ).

Il résulte donc que les bons de répartition de cet alcool, émis par la direction de la chimie au ministère de la production industrielle nont plus d'utilité; ils constituent au contraire, à des variantes près, les mêmes entraves que celles indiquées ci-dessus pour l'alcool à usages ménagers.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, considérant que le contingent d'alcool pour usages ménagers et d'alcool à usages industriels est suffisant pour répondre au besoins des utilisateurs;

Que le maintien des tickets de distribution rend difficile sa diffusion et empêche la vente du produit;

Demande au Gouvernement de rendre la liberté de vente des alcools dénaturés à usages ménagers et à usages industriels.

ANNEXE N° 218

(Session de 1949. — Séance du 8 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relative à l'évaluation des **bénéfices agricoles** pour **l'année 1949,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

Paris, le 8 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 8 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi relative à l'évaluation des bénéfices agricoles pour l'année 1949.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

N. B. — Délai supplémentaire (articles 64, 2e alinéa, et 66, 2e alinéa, du règlement de l'Assemblée nationale): 1 jour.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Pour l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles en vue de l'impôt dû au titre de l'année 1949, il est institué une procédure spéciale de conciliation.

L'instruction des affaires qui doivent être soumises à la commission centrale est assurée par une sous-commission comprenant, d'une part, trois représentants de l'administration, dont deux désignés par le ministre des finances et un désigné par le ministre de l'agriculture et, d'autre part, trois représentants de la Confédération générale de l'agriculture, dont un représentant de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles intéressée.

Lorsque viendra en discussion devant cette sous-commission l'évaluation des bénéfices forfaitaires d'une culture spéciale du département, le représentant de la fédération des syndicats d'exploitants agricoles intéressée pourra être remplacé sur sa demande par un représentant du syndicat le plus représentatif de cette culture spéciale.

La sous-commission consigne le résultat de ses travaux dans un rapport mentionnant les points d'accord et les points de désaccord

La commission centrale examine les rapports en séance plénière.

Aucune convocation de la commission centrale ne sera effectuée avant le 15 mai 1949.

Aucune décision ne sera prise par elle avant le vote par le Parlement d'un projet de loi

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6338, 6482 et in-8° 1645.

spécial comportant aménagements au décret du 9 décembre 1948, en ce qui concerne les dispositions relatives à la fiscalité agricole. Ce projet de loi sera déposé à la date du 31 mars 1949 selon la procédure d'urgence.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 219

(Session de 1949. — Séance du 9 mars 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant extension à l'**Algérie** de la loi du 18 mars 1918 réglementant la **fabrication** et la **vente** des **sceaux, timbres** et **cachets officiels**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 8 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 1er mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant extension à l'Algérie de la loi du 18 mars 1918 réglementant la fabrication et la vente des sceaux, timbres et cachets officiels.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit;

PROJET DE LOI

Article unique. — La loi du 18 mars 1918, réglementant la fabrication et la vente des sceaux, timbres et cachets officiels, est étendue à l'Algérie.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 220

(Session de 1949. — Séance du 9 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale modifiant l'**article 48** de l'**ordonnance** du 23 novembre 1944 relative à l'**organisation** de la **justice musulmane** en **Algérie**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 8 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 1er mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi modifiant l'article 48 de l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — L'article 48 de l'ordonnance du 23 novembre 1944, relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 48. — Le greffier de la cour d'appel d'Alger notifie le dispositif de l'arrêt dans le mois, à la partie qui a obtenu l'annulation. La notification est faite dans les formes prévues au décret du 17 avril 1889.

« Cette partie est tenue, dans les deux mois de la notification, de saisir la juridiction de renvoi dans les formes prévues par ledit décret. L'avertissement à la partie adverse porte copie du dispositif de l'arrêt. Lorsque ce dernier délai et les formes prescrites ne sont pas observés, l'arrêt d'annulation est réputé non avenu entre les parties. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 221

(Session de 1949. — Séance du 9 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif à la **prorogation des sociétés arrivées à leur terme statutaire** qui, par suite de faits de guerre, n'ont pu procéder à cette prorogation, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 8 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 1er mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à la prorogation des sociétés arrivées à leur terme statutaire qui, par suite de faits de guerre, n'ont pu procéder à cette prorogation:

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les sociétés dont le siège social ou l'exploitation est situé sur le territoire de l'Union française qui, arrivées à leur terme statutaire, n'ont pu procéder à leur prorogation par suite de faits de guerre, de l'occupation ou d'un séquestre prononcé en vertu de lois de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français, peuvent proroger leur durée avec effet rétroactif au jour de ce terme, dans les conditions où ladite prorogation aurait pu être valablement décidée avant la date de leur expiration.

Art. 2. — La décision relative à la prorogation visée à l'article précédant devra intervenir au plus tard dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi ou au plus tard dans les six mois qui suivront la cessation des hostilités pour les parties de l'Union française actuellement en état de guerre.

Art. 3. — La réunion et la délibération des assemblées générales ayant pour but de proroger la durée des sociétés arrivées à leur terme statutaire se feront conformément aux dispositions prévues par leurs statuts.

Les actes accomplis dans les limites prévues par les statuts par toutes personnes ayant pouvoir de gérer, d'administrer la société, depuis l'arrivée du terme fixé pour sa durée jusqu'à la date de la décision de prorogation prévue par la présente loi, seront considérés comme valables.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er mars 1949.

Signé: EDOUARD HERRIOT,
Le président,

ANNEXE N° 222

(Session de 1949. — Séance du 9 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938 relatif à l'**organisation** et à l'**unification** du **régime d'assurance des marins**, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la marine et des pêches.)

Paris, le 8 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 1er mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938 relatif à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le dernier alinéa de l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Sous réserve des dispositions de l'article 65, le marin français propriétaire pour la totalité d'un bateau d'un tonnage inférieur à 50 tonneaux, armé à la pêche en première ou deuxième zone ou à la navigation côtière, est exonéré, dès le jour du débarquement, de toutes charges autres que le rapatriement à l'égard des marins blessés ou malades appartenant à l'équipage du bateau sur lequel il est lui-même embarqué.

« Les marins copropriétaires pour la totalité d'un ou plusieurs bateaux bénéficient de l'exonération prévue ci-dessus pour les propriétaires uniques, à condition d'être tous embarqués sur les bateaux leur appartenant.

« Le bénéfice de l'exonération est continué au marin propriétaire qui est dans l'obligation d'abandonner la navigation en raison d'une invalidité définitive ou temporaire donnant droit aux indemnités ou pensions servies sur la caisse générale de prévoyance, ou lorsqu'il est convoqué pour une période de service militaire.

« Il est également continué aux marins copropriétaires lorsque celui ou ceux d'entre eux qui ont abandonné la navigation se trouvent dans le cas prévu à l'alinéa précédent.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5563, 6370 et in-8° 1618
(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5418, 6371 et in-8° 1619.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4231, 4076, 6306 et in-8° 1620.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature). 4949, 6024, 6330 et in-8° 1622.

« Si le marin propriétaire ou copropriétaire vient à décéder, sa veuve ou ses orphelins continuent à bénéficier de l'exonération à laquelle il avait droit de son vivant. Toutefois, les orphelins cessent de bénéficier de cet avantage lorsque le plus jeune d'entre eux atteint l'âge limite prévu par l'article 13 du présent décret ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er mars 1949.

Le président,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 223

(Session de 1949. — Séance du 9 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs sur la proposition de résolution de MM. Pujol, Canivez, Paul-Emile Descomps, Madoumier, Mamadou M'Bodje, Louis Lafforgue et des membres du groupe socialiste tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant le Parlement un projet de loi mettant à la charge de l'Etat les **dépenses d'entretien et de fonctionnement** des **établissements publics du second degré** actuellement existants et les **dépenses de construction** des nouveaux établissements, dépenses qui sont jusqu'à présent supportées par les communes, par M Pujol, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution déposée par les membres socialistes de la commission de l'éducation nationale est l'expression de l'un des nombreux maux dont souffre notre enseignement public, et essaie d'apporter un remède à la situation des collèges communaux, en modifiant profondément le financement des dépenses d'entretien, de fonctionnement des établissements publics et des dépenses de construction des nouveaux établissements.

Nous voulons, tout d'abord, affirmer la nécessité de maintenir ces collèges qui donnent un enseignement aussi éminent que les lycées d'Etat — Lakanal a enseigné dans le plus petit d'entre eux — et, d'autre part, chaque année, nous avons le plaisir de couronner au concours général des candidats présentés par les collèges nationaux.

Mais le but de notre proposition c'est d'abord d'unifier le régime des établissements du second degré; l'enseignement du second degré vit en effet sous un régime mixte: toutes les dépenses d'entretien et de fonctionnement sont tantôt supportées par l'Etat (lycées, écoles nationales professionnelles) tantôt par les communes (collèges classiques, collèges modernes, collèges techniques).

C'est ensuite d'unifier le régime budgétaire de l'enseignement du second degré. A l'heure actuelle, une considération capitale nous guide: il est impossible aux communes d'assurer l'entretien des collèges du second degré — si bien de l'enseignement laïque est susceptible d'en souffrir et que les contribuables locaux déjà lourdement frappés sont surchargés de taxes accablantes — nous pourrions citer de nombreux exemples. Nous nous contenterons de quelques-uns: la ville de Pontoise (10.500 habitants) doit faire face à l'entretien d'un collège de garçons et d'un collège de jeunes filles pour lesquels elle est tenue d'inscrire à son budget ordinaire des crédits qui se sont élevés, en 1948, à 2 millions 146.000 F epour le collège de garçons et à 737.000 F pour le collège de jeunes filles.

La ville de Montbéliard (14.900 habitants) doit entretenir quatre établissements: un collège classique de garçons, un collège classique de jeunes filles, un collège technique de garçons et un collège technique de jeunes filles; elle vient de voter un crédit de 2 millions de francs pour la remise en état d'un local devant servir au collège technique féminin. Il faut, d'ailleurs, signaler que ces crédits (exemple de Pontoise) sont purement évaluatifs, qu'ils ne couvrent que les dépenses courantes d'entretien et qu'il y a lieu d'y ajouter les sommes nécessaires aux grosses réparations, aux agrandissements rendus indispensables par l'augmentation de la population scolaire, aux amortissements des emprunts contractés antérieurement pour la construction des bâtiments.

Si l'on veut bien ajouter que ces communes ont, en général, la charge de cours complémentaires qui, bien que dépendant de la direction de l'enseignement du premier degré, sont, eux aussi, des établissements du second degré à caractère général ou régional, l'on conviendra sans peine qu'il est nécessaire d'apporter d'urgence une solution à ce problème afin de défendre et de faire prospérer l'enseignement du second degré, base de la culture française.

A fortiori, ce que nous venons de dire concernant les dépenses d'entretien est valable pour les dépenses de construction d'établissements nouveaux. L'Etat verse aux communes une subvention pouvant atteindre 75 p. 100 du montant des travaux; nous pensons qu'il devrait prendre à sa charge la totalité de la dépense.

En effet, de criantes injustices traduisent le désordre où vit, ou plutôt meurt à l'heure actuelle, l'enseignement du second degré.

De petites villes n'ont, le plus souvent, qu'une population de 2.000 à 10.000 habitants: je cite au hasard, Remiremont, Brioude, Dié, Traignac, Adge, Apt, Barcelonnette, Auxonne, Civray, Gray, Issoire, etc.

Des localités comme celles de Bourganeuf, Donay, ont à supporter les charges d'entretien de deux collèges modernes (garçons et filles). Le Dorat (2.000 habitants) en Haute-Vienne, Saint-Léonard, dans le même département, ont à veiller à l'entretien, l'une d'un collège de jeunes filles, l'autre de deux collèges modernes.

Il convient de signaler que ce problème est tellement aigü qu'un grand nombre de municipalités ont sollicité du ministère de l'éducation nationale la transformation de collèges en lycées ou la nationalisation des collèges techniques. Cette solution, heureuse pour les localités qui ont eu le privilège d'obtenir satisfaction — elles sont, d'ailleurs, peu nombreuses — laisse hélas! la question en l'état pour les autres localités. Fait plus paradoxal encore, les communes ayant obtenu la prise en charge de leurs établissements par l'Etat sont, généralement, des villes importantes: Fontainebleau, Saumur, Brive, etc. ayant un budget substantiel, alors que les petites villes au budget si difficile à équilibrer, ne peuvent espérer du fait du modeste effectif de leurs écoles, une nationalisation de ces dernières.

Bien mieux, dans le programme d'aménagement de la région parisienne, il a été prévu, sous l'impulsion énergique de M. Monod, directeur de l'enseignement du second degré, la création incessante à charge de l'Etat, de lycées et établissements du second degré. Or, les villes qui sont, d'ores et déjà favorisées: Montmorency, Montgeron (Mantes détruite exceptée), sont des villes relativement prospères alors que les villes de Pontoise, d'Etampes et de Rambouillet se trouvent accablées par les frais d'entretien, de réfection d'établissements pour lesquels l'Etat ne donne aucune subvention.

La commission de l'éducation nationale a longuement discuté de cette proposition de résolution. Les communes, a-t-on dit, aiment leurs collèges et veulent conserver leur pouvoir de contrôle — pouvoir de contrôle qui ne peut s'exercer que sur les bâtiments, sur les notes à payer. On a dit, également, que les villes qui entretiennent un collège bénéficient d'un afflux de transactions commerciales et que le collège représente une augmentation de capitaux versés par les communes environnantes à la cité universitaire mère; nous ne pouvons accorder une importance quelconque à cet argument, qui, après la réforme des finances, où les taxes de transaction seront redistribuées, nous apparaît comme périmé. En réalité, les communes souffrent. L'enseignement laïque en souffrira également.

Et c'est pour remédier à un mal interne de la constitution de l'enseignement du second degré, c'est pour dresser un programme d'avenir (organique et budgétaire), que nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer devant le Parlement un projet de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses d'entretien et de fonctionnement des établissements publics du second degré actuellement existants et les dépenses de construction des nouveaux établissements.

(1) Voir le n°: Conseil de la République: 49 (année 1949).

ANNEXE N° 224

(Session de 1949. — Séance du 9 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **création de postes** aux **cours d'appel de Paris, d'Amiens** et de **Colmar** et à l'administration centrale du ministère de la justice, par M. Delalande, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi voté par l'Assemblée nationale, le 22 février 1949, a pour objet de créer deux nouvelles chambres à la cour d'appel de Paris, un poste de conseiller à la cour d'appel d'Amiens, un autre poste de conseiller à la chambre détachée à Metz de la cour d'appel de Colmar et cinq postes de magistrats détachés à l'administration centrale du ministère de la justice.

En réalité, ces initiatives ont déjà été approuvées en grande partie par le Parlement, puisque les lois du 13 août 1947 et du 14 septembre 1948, portant fixation de crédits applicables aux dépenses des budgets ordinaires des exercices 1947 et 1948 ont, notamment, prévu la création, à compter du 1er octobre 1947, de deux nouvelles chambres à la cour d'appel de Paris. Mais il restait, ce qui n'avait pas été fait, à modifier le décret-loi du 25 juin 1934, relatif à l'organisation judiciaire. Il ne s'agit donc, pour ces deux nouvelles chambres, que d'une régularisation.

Cette création correspond d'ailleurs à une nécessité.

En effet, la cour d'appel de Paris a, parmi les juridictions du même degré, une situation exceptionnelle puisqu'elle doit examiner à elle seule près de 30 p. 100 des affaires soumises à l'ensemble des cours de la France métropolitaine. Malgré l'effort accompli précédemment, il restait encore au rôle du 1er janvier 1948, 15.252 affaires civiles et commerciales et 13.317 affaires correctionnelles. Les deux nouvelles chambres permettront d'évacuer ces affaires anciennes et d'assurer, dans l'avenir un rythme plus normal du cours de la justice dont la lenteur est souvent critiquée et est, en fait, une cause d'inefficacité.

Quant à la création de deux postes de conseillers, l'un à la cour d'Amiens et l'autre à la chambre de Metz, elle est également nécessitée, à titre exceptionnel, en attendant une révision générale des effectifs des cours d'appel de province, par le nombre d'affaires en cours devant ces juridictions. La cour d'appel d'Amiens, qui possède deux chambres avec un effectif de six conseillers, doit juger deux fois plus d'affaires pénales que les cours de même effectif. Quant à la chambre de la cour d'appel de Colmar, détachée à Metz, elle comporte trois conseillers dont l'un doit présider les assises de la Moselle, alors que les deux autres sont absorbés par les fonctions de président de tribunal militaire et de membre de la chambre des mises en accusation, si bien que cette juridiction éprouve les plus grosses difficultés pour se constituer régulièrement, outre le nombre élevé d'affaires qu'elle doit juger.

Enfin, le projet de loi voté par l'Assemblée nationale tend à créer cinq postes de magistrats à l'administration centrale du ministère de la justice. Cette augmentation ne correspond pas à l'accroissement des affaires qui sont du ressort de cette administration. La

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5631, 6250, 3183, 6165 et in-8° 1601; Conseil de la République: 32 (année 1948) et 189 (année 1949)

commission de révision des codes, la surveillance des officiers ministériels d'Algérie, le contrôle des services judiciaires des nouveaux départements français exigeraient un nombre de postes de fonctionnaires supérieur à celui dont la création est demandée.

Or, le rétablissement de la collégialité des tribunaux de première instance, qui devra être partout effective, le 20 septembre prochain, oblige l'administration centrale à se priver du concours d'un certain nombre de magistrats de province qui étaient délégués au ministère et dont certains ont déjà regagné leur poste normal. Il apparaît donc indispensable de compenser ces départs. Le nombre de cinq magistrats délégués à l'administration centrale, demandé par le Gouvernement, semble même un minimum.

Quant à l'incidence budgétaire, elle sera nulle. Les crédits afférents à la création des deux nouvelles chambres à la cour d'appel de Paris étaient déjà inscrits dans les lois budgétaires des années précédentes. Et pour permettre la création de postes nouveaux à son administration centrale, le ministère de la justice a recouru à l'utilisation de certains crédits déjà inscrits à son budget depuis 1947. Ces créations, dont la nécessité est indispensable, n'entraînent donc aucune dépense nouvelle et faciliteront une meilleure administration de la justice.

Notre collègue, M. Charlet, avait déposé une proposition de loi tendant à créer une chambre supplémentaire à la cour d'appel de Limoges. Cette proposition a été rejetée, la commission de la justice de l'Assemblée nationale ayant estimé que cette réforme, peut-être justifiée, devait s'inscrire dans le cadre d'une revision générale des effectifs des cours d'appel de France.

Votre commission sera d'accord pour demander à la chancellerie d'étudier ce problème sur le plan national.

C'est dans ces conditions que nous vous demandons de donner un avis favorable au projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont créées à la cour d'appel de Paris deux nouvelles chambres comprenant le personnel suivant.

Deux présidents de chambre;
Quatre conseillers;
Un avocat général;
Un substitut général;
Quatre greffiers;
Un agent de service.

Art. 2. — Est créé un poste de conseiller à la cour d'appel d'Amiens.

Art. 3. — Est créé un poste de conseiller à la chambre détachée à Metz de la cour d'appel de Colmar.

Art. 4. — Le tableau A annexé au décret du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire, modifié en dernier lieu par la loi validée du 19 mai 1944, est à nouveau modifié comme suit:

Cour d'appel de:

Paris: 7 départements; 16 chambres; 1 premier président; 30 présidents de chambres; 67 conseillers; 1 procureur général; 13 avocats généraux; 21 substituts; 1 greffier en chef; 30 greffiers.

Amiens: 3 départements; 2 chambres; 1 premier président; 2 présidents de chambres; 7 conseillers; 1 procureur général; 1 avocat général; 2 substituts; 1 greffier en chef; 3 greffiers.

Colmar: 2 départements; 3 chambres; 1 premier préisdent; 3 présidents de chambres; 7 conseillers; 1 procureur général; 2 avocats généraux; 2 substituts.

Colmar (chambre détachée à Metz): 1 département; 1 chambre; 1 président de chambres; 4 conseillers; 1 avocat général; 1 substitut.

Art. 5. — Il est créé à l'administration centrale du ministère de la justice:

Un poste de magistrat ayant rang de substitut au tribunal de première instance de la Seine;

Un poste de magistrat ayant rang de substitut-adjoint au tribunal de première instance de la Seine;

Trois postes de magistrats ayant rang de substitut de 2e classe.

Art. 6. — En conséquence, l'article 3 de la loi du 31 décembre 1936, modifié en dernier lieu par l'ordonnance n° 45-1966 du 1er septembre 1945, portant réorganisation du ministère de la justice, qui a complété par un tableau C le décret du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire est, compte tenu des déductions d'effectifs résultant de la loi du 31 décembre 1945, modifié à nouveau comme suit:

TABLEAU C

Personnel de l'administration centrale du ministère de la justice.

15 magistrats ayant rang de substitut au tribunal de première instance de la Seine;
20 magistrats ayant rang de substitut-adjoint au tribunal de première instance de la Seine;
21 magistrats ayant rang de substitut de 1re classe;
20 magistrats ayant rang de substitut de 2e classe.

Art. 7. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa publication.

ANNEXE N° 225

(Session de 1949. — Séance du 9 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'**article 380** du **code pénal (vol entre parents)**, par M. Gaston Charlet, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi qui fait l'objet du présent rapport émanait de M. Bétolaud, député, et répondait au souci d'éviter que la bienveillance du code pénal en matière de vol entre parents continue de consacrer certaines immunités réellement excessives.

La proposition de loi, votée après un bref débat par l'Assemblée nationale, apporte au texte de l'article 380 du code pénal une restriction. Désormais, les vols commis entre alliés aux mêmes degrés n'échapperont à l'application de la loi pénale que si le mariage qui a créé l'alliance dure encore, c'est-à-dire s'il n'y a eu ni décès, ni divorce et aussi à la condition que les soustractions n'aient pas lieu dans une période où les époux auraient été autorisés à vivre séparément, ce qui exclut l'immunité au cas où les époux sont en état de séparation de corps.

Sur le fond même de cette proposition de loi, votre commission ne peut que manifester son accord. La restriction envisagée ne porte pas atteinte, en effet, au but général que se propose l'article 380, introduit dans notre code dès l'origine, pour des considérations basées sur la nécessité de maintenir la paix dans les ménages et dans les familles.

Tout au plus suggérons-nous, par un double scrupule de symétrie et de précision, de rétablir le mot « mères » apparemment oublié à la deuxième ligne de l'alinéa 2 de l'article unique, lorsqu'on y vise les soustractions commises par les ascendants au préjudice de leurs enfants ou autres descendants.

Sous réserve de cette rectification bien anodine, votre commission vous propose d'émettre un avis conforme au texte voté par l'Assemblée nationale, qui apparaîtrait en définitive comme suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le premier alinéa de l'article 380 du code pénal est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles les soustractions commises:

« 1° Par des maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé;

« 2° Par des enfants ou autres descendants ou préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendants, par des pères ou mères ou autres ascendants au préjudice de leurs enfants ou autres descendants;

« 3° Par des alliés aux mêmes degrés, à condition que les soustractions soient commises pendant la durée du mariage et en dehors d'une période pendant laquelle les époux sont autorisés à vivre séparément ».

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 708, 1669 et in-8° 1566; Conseil de la République: 117 (année 1949).

ANNEXE N° 226

(Session de 1949. — Séance du 9 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine et des pêches sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant abrogation de l'acte dit loi du 31 mars 1942 relative à la **fusion** des **entreprises de desserte** des **îles côtières** et de traversée des estuaires de l'Atlantique, par M. Rochereau, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi qui vous est soumis ne paraît pas d'une importance suffisante pour retenir longtemps votre attention.

Notre excellent collègue de l'Assemblée nationale, M. Louis Michaud, a fait dans son rapport un historique très clair et très complet auquel je vous renvoie volontiers, de la tentative de fusion, sous le gouvernement de fait de l'époque, des entreprises de desserte des îles côtières et de traversée des estuaires de l'Atlantique.

Cette tentative s'est soldée par un échec, les armateurs n'ayant pas jugé utile de donner suite à l'invitation qui leur était faite.

Comme, d'autre part, les usagers ne tireraient aucun avantage de la fusion envisagée, il n'y a aucun inconvénient à consacrer l'état de fait que constitue la non-application de la « loi » par une abrogation formelle de celle-ci.

Je vous propose donc, mesdames, messieurs, de donner un avis favorable au projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit loi du 31 mars 1942 relative à la fusion des entreprises de desserte des îles côtières et de traversée des estuaires de l'Atlantique.

Toutefois, cette nullité ne porte pas atteinte aux effets découlant de l'application dudit acte antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

ANNEXE N° 227

(Session de 1949. — Séance du 9 mars 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 1er du titre Ier de l'arrêté du 3 février 1948 fixant les **modalités d'application** de la **loi** n° 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de **dépenses** et ouverture de **crédits** au titre du **budget de reconstruction et d'équipement** pour l'exercice **1947**, présentée par MM. Courrière, Méric, Assaillit, Auberger, Grégory et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des finances.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 1er de l'arrêté du 3 février 1948 fixant les modalités d'application de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 stipule que:

« Les collectivités publiques ou privées peuvent obtenir, pour la réalisation de travaux d'équipement rural, le bénéfice des subventions prévues par l'article 1er de la loi susvisée.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 2629, 5946 et in-8° 1542; Conseil de la République: 70 (année 1949).

« A cet effet, elles doivent s'engager, par délibération spéciale, à couvrir par voie d'emprunt auprès de toutes personnes physiques ou morales, à l'exclusion des organismes publics ou privés distributeurs de crédit et des sociétés d'assurances, une fraction de la dépense au moins égale au montant de la participation financière de l'Etat... »

Tel est présentement encore le régime en vigueur relatif aux travaux d'équipement.

La plupart des communes rurales, pour réaliser des travaux d'adduction d'eau ou d'électrification, sont dans l'impossibilité absolue de réaliser par emprunt local une somme correspondante à la participation financière de l'Etat.

Dans de nombreux départements, la sécheresse continue et les difficultés s'avèrent chaque jour plus difficiles à surmonter: les corvées d'eau sont devenues quotidiennes; le bétail souffre; la terre ne nous donne plus ce que nous sommes en droit d'attendre d'elle et nos populations rurales sont privées des bienfaits de l'eau.

Par ailleurs, il est inconcevable de penser qu'à notre époque de nombreuses communes sont privées du concours précieux de la lumière et de la force électriques. Il est grand temps de mettre un terme à cette situation pour le moins invraisemblable.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à modifier sans délai l'article 1er de l'arrêté du 3 février 1948 fixant les modalités d'application de la loi n° 47-1501 à seule fin de permettre:

1° Aux communes de moins de 2.000 habitants de percevoir en capital le montant de la participation financière de l'Etat pour les travaux d'adduction d'eau et d'électrification;

2° Aux communes de plus de 2.000 habitants de bénéficier des subventions prévues par la loi n° 47-1501 à condition toutefois que par emprunt local les communes susindiquées réalisent une somme correspondant aux 30 p. 100 de la participation financière de l'Etat.

ANNEXE N° 228

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création d'un **budget annexe des prestations familiales agricoles** et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, par M. Bolifraud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi qui vous est aujourd'hui soumis tend à créer un budget annexe des allocations familiales agricoles rassemblant, en dépenses, le montant de ces prestations et certains frais accessoires, et en recettes, la fraction des cotisations des assujettis affectée à la couverture des prestations ainsi que diverses taxes parafiscales concourant au même objet.

La question des allocations familiales agricoles a donné lieu, comme vous le savez, à de grandes difficultés. Celles-ci sont loin d'être encore résolues. Le Gouvernement doit, d'ailleurs, en application de l'article 3 de la loi du 17 août 1948, soumettre au Parlement, avant le 30 avril 1949, les textes portant statut général de la sécurité sociale agricole.

Il serait d'ailleurs désirable qu'il nous donne dès à présent l'assurance qu'il se préoccupe actuellement de donner suite à cette disposition.

Il a semblé que ces difficultés de fond pourraient plus facilement être résolues si l'on avait une vue claire de l'ensemble de la question familiale agricole.

Jusqu'à présent, les prestations sont versées par les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles qui perçoivent également les cotisations. Celles-ci étant loin de couvrir les dépenses, une partie de la différence est réglée par le fonds national de solidarité agricole, bénéficiant lui-même de taxes affectées, sans préjudice, le cas échéant, d'une subvention de l'Etat. Cependant aucun document ne récapitule l'ensemble de ces opérations.

L'objet du nouveau budget annexe est précisément de combler cette lacune, et en même temps de montrer clairement ce qui peut être nécessaire pour assurer l'équilibre du système. Il y a donc là, sur le plan administratif et financier, un progrès très net.

En même temps — notons-le pour apaiser certaines inquiétudes qui ont été exprimées — le texte proposé par le Gouvernement ne modifie en rien la législation actuelle et n'impose aucune charge nouvelle aux agriculteurs. Si le budget annexe ne devait pas être créé, les cotisations n'en seraient pas plus légères. L'erreur quelquefois commise à ce sujet vient vraisemblablement de ce que le budget annexe présenté pour 1949 paraît équilibré sans qu'il ait été besoin d'avoir recours à une subvention de l'Etat, alors que, comme je viens de le rappeler, de telles subventions avaient été antérieurement nécessaires.

Cette amélioration, tout à fait indépendante de la forme du budget annexe, est pour la plus grande partie la conséquence de la bonne récolte de 1948 qui a amélioré le rendement des taxes. Toutefois l'équilibre définitif n'a été réalisé que par l'affectation d'une recette de 3 milliards de francs, qui était antérieurement dévolue au budget général (reversement du service des alcools).

Signalons également que le nouveau budget annexe présente un caractère assez particulier du fait que ses recettes ne sont pas des recettes d'Etat, pas plus d'ailleurs que ses dépenses. Certains ont vu là un danger d'étatisation. L'objection ne semble pas convaincante, car il est nécessaire avant tout que la Nation, par l'intermédiaire du Parlement, ait une connaissance précise de ces opérations dont le montant est très élevé (45.600 millions pour le présent exercice). Toutes précautions ont d'ailleurs été prises pour éviter une confusion avec le budget général. Il s'agit donc d'une conception toute nouvelle du budget annexe, et qui peut être féconde.

Je préciserai, enfin, qu'un premier projet de budget annexe avait été déposé en juin 1948. Comme il ne put être voté à temps, le Gouvernement le retira et lui substitua celui qui est en discussion devant nous et dont nous allons maintenant examiner les différents articles.

EXAMEN DES ARTICLES

TITRE Ier

Organisation administrative.

Article 1er.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est institué un budget annexe des prestations familiales agricoles rattaché, pour ordre, au budget général de l'Etat et dont la gestion administrative est confiée au ministère de l'agriculture.

Ce budget comporte:

En recettes:

1° Les divers impôts, taxes et amendes actuellement affectés au fonds national de solidarité agricole, ainsi que les ressources affectées au budget annexe par la présente loi ou qui seront affectées par les lois ultérieures;

2° La fraction des cotisations dues par les assujettis, affectée au service des prestations familiales agricoles;

3° Les dons et legs;

4° Les prélèvements sur le fonds de réserve visé à l'article 2 de la présente loi;

5° Eventuellement, les avances du Trésor.

En dépenses:

1° Les versements au fonds national de solidarité agricole afin de permettre le payement par les caisses des diverses prestations familiales prévues en faveur des travailleurs de l'agriculture, ainsi que les autres dépenses mises à sa charge par les textes en vigueur à la date de la promulgation de la présente loi;

2° Le remboursement au budget général, à titre de fonds de concours, des sommes correspondant à la rémunération des agents de l'Etat dont l'activité est consacrée en tout ou en partie au service des prestations familiales agricoles, ainsi que les dépenses de matériel de ce service;

3° Les remboursements consécutifs aux frais de fonctionnement du budget annexe;

4° Les frais de fonctionnement de la commission supérieure des allocations familiales agricoles;

5° Le remboursement des avances du Trésor;

6° Les versements à effectuer au fonds de réserve et, éventuellement, au budget général.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Il est institué un budget annexe des prestations familiales agricoles rattaché, pour ordre, au budget général de l'Etat et dont la gestion administrative est confiée au ministre de l'agriculture assisté de la commission supérieure des allocations familiales agricoles faisant fonction de comité de gestion du budget annexe.

Texte repris à l'article 4.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires: — Dans le texte proposé par le Gouvernement, l'article 1er avait pour objet, d'une part, d'instituer le budget annexe et, d'autre part, de fixer sa contexture.

L'Assemblée nationale a préféré en transférer la deuxième partie à un article 4 (nouveau).

En ce qui concerne la première, elle l'a adoptée en précisant seulement que pour la gestion du budget annexe, le ministre de l'agriculture serait assisté par la commission supérieure des allocations familiales agricoles.

Le nouveau texte n'a donné lieu à aucune observation de la part de votre commission.

Article 2.

Texte proposé parle Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le rôle du comité de gestion du budget annexe des allocations familiales agricoles est:

1° De donner son avis motivé sur le projet de budget annexe des allocations familiales agricoles qui est ensuite arrêté par le ministre de l'agriculture et le ministre des finances avant d'être soumis au Parlement;

2° De contrôler l'exécution du budget et spécialement le recouvrement des recettes et la marche des avances prévues à l'article 6. A cet effet, la caisse centrale des allocations familiales agricoles lui communique au moins trimestriellement le montant des prestations payées et des cotisations encaissées par les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles;

3° De présenter toutes suggestions et observations ayant trait à la gestion financière des allocations familiales agricoles;

4° De contrôler les dépenses complémentaires des caisses (frais de gestion, action sanitaire et sociale et investissements).

Texte proposé par votre commission:

1er et 2e alinéas. — Conforme.

2° De suivre l'exécution...

(Le reste sans changement.)

Exposé des motifs et commentaires. — Ce texte, ajouté par l'Assemblée nationale, a pour objet de définir le rôle du comité de gestion du budget annexe, comité qui n'est autre, ainsi qu'il a été indiqué sous l'article précédent, que la commission supérieure des allocations familiales agricoles.

Votre commission l'a approuvé sous réserve d'une légère amélioration en son alinéa 2° où il est dit que le rôle du comité est de « contrôler » l'exécution du budget, etc... Le terme de contrôle a un sens administratif bien déterminé et s'applique notamment à l'action des membres du Parlement, et encore plus particulièrement à celle du rapporteur particulier du budget intéressé.

Il a donc paru préférable — sans que cela ôte d'ailleurs quoi que ce soit à l'efficacité de l'action du comité — d'employer le mot « suivre » qui évite toute confusion.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6009, 6361, 6368 et in-8° 1564; Conseil de la République: 113 (année 1949).

TITRE II

Article 3.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le budget annexe est substitué aux droits et obligations du fonds national de solidarité agricole.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article a également été ajouté par l'Assemblée nationale. Le projet primitif prévoyait qu'à côté du budget annexe continuerait à exister le fonds national de solidarité agricole, organisme qui jusqu'à présent assure le service des allocations familiales agricoles.

Le nouveau texte décide la fusion du fonds avec le budget annexe, réalisant ainsi une simplification et une clarification très utiles.

Article 4.

Texte proposé par le Gouvernement:

Voir article 1er.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le budget annexe comporte en recettes:

1° Les divers impôts, taxes et amendes actuellement affectés au fonds national de solidarité agricole, ainsi que les ressources affectées au budget annexe par la présente loi ou qui seront affectées par les lois ultérieures;

2° La fraction des cotisations dues par les assujettis, affectée au service des prestations familiales agricoles;

3° Les dons et legs;

4° Les prélèvements sur le fonds de réserve visé à l'article 5 de la présente loi;

5° Eventuellement, les avances du Trésor.

Les charges de la profession (cotisations et impositions additionnelles à l'impôt foncier non bâti) ne pourront pas dépasser, à partir du 1er janvier 1950, 25 p. 100 de l'ensemble des charges, y compris la couverture des dépenses complémentaires.

En dépenses:

1° Les versements destinés au payement par les caisses des diverses prestations familiales prévues en faveur des travailleurs de l'agriculture, ainsi que les autres dépenses mises à la charge du fonds national de solidarité agricole par les textes en vigueur à la date de la promulgation de la présente loi;

2° Le remboursement au budget général, à titre de fonds de concours, des sommes correspondant à la rémunération des agents de l'Etat dont l'activité est consacrée entièrement au service des prestations familiales agricoles, ainsi que les dépenses de matériel de ce service;

3° Les remboursements consécutifs aux frais de fonctionnement du budget annexe;

4° Les frais de fonctionnement de la commission supérieure des allocations familiales agricoles;

5° Le remboursement des avances du Trésor;

6° Les versements à effectuer au fonds de réserve.

Texte proposé par votre commission:

1er, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e alinéas. — Conformes.

7e alinéa. — Disjoint.

(Le reste sans changement.)

Exposé des motifs. — Ainsi qu'il a été indiqué sous l'article 1er, la seconde partie de cet article a été reprise par la présente disposition qui détermine ainsi la contexture du budget annexe, tant en recettes qu'en dépenses.

L'Assemblée nationale lui a, en séance publique, apporté deux modifications:

L'une de peu d'importance, tendant à décider que le budget annexe remboursera au budget général la rémunération des agents dont l'activité est entièrement, et non pas seulement en partie, consacrée au service des prestations familiales agricoles;

L'autre, au contraire très importante, disposant que les charges de la profession agricole (cotisations et impositions additionnelles à l'impôt foncier non bâti) ne pourront pas, à partir du 1er janvier 1950, dépasser 25 p. 100 de l'ensemble des charges, y compris la couverture des dépenses complémentaires.

A l'origine cette modification, résultant d'un amendement de M. Charpentier, devait prendre effet du 1er janvier 1949. Mais le ministre de l'agriculture observa que la part de la profession, prévue dans le texte en discussion, devrait ainsi être ramenée de 15.290 millions de francs (8.600 millions de cotisations + 3 milliards d'imposition additionnelle + 3.690 millions de cotisations complémentaires) à 12.322 millions de francs

$$\frac{45.600.000.000 + 3.690.000.000}{4}$$

Il en serait résulté une insuffisance de recettes de 2 à 3 milliards qui, faute de ressources autres, n'aurait pu être couverte que par une subvention de l'Etat. Dans ces conditions, M. Pflimlin opposa l'article 48 du règlement de l'Assemblée.

M. Charpentier modifia alors son texte, la date d'application étant reportée au 1er janvier 1950. Le Gouvernement hésita à invoquer l'article 48 et l'amendement fut adopté.

Commentaires. — Présentant cet article à votre commission, votre rapporteur signala d'abord qu'à son avis l'article 48 eût été applicable en la circonstance. En effet rien dans cette disposition n'indique que son objet est limité aux dépenses nouvelles applicables dès l'exercice en cours. Adopter la solution contraire conduirait d'ailleurs à ôter toute portée pratique à l'article 48 du règlement de l'Assemblée nationale, et à son correspondant au Conseil de la République, l'article 47, puisqu'il suffirait, pour l'éluder, de donner aux augmentations de dépenses dont la Constitution interdit l'initiative aux membres du Parlement, une date de mise en vigueur différée.

Votre commission, tout en se ralliant à ce point de vue, a considéré qu'il lui appartenait d'examiner la question en elle-même, et non par le biais de cette disposition de procédure.

A ce titre, votre rapporteur lui a fait observer que, s'il n'est pas douteux que la profession agricole ne doit couvrir que pour partie la charge des prestations familiales de ses membres, il n'est nullement assuré que le chiffre de 25 p. 100 représente le pourcentage optimum. Il se peut qu'à l'avenir le développement des ressources parafiscales le fasse apparaître comme peu avantageux pour les assujettis.

A tout le moins il est prématuré de prendre dès maintenant position sur cette mesure qui conditionne l'équilibre du budget de 1950. Il semble particulièrement inopportun d'introduire ce texte dans le cadre de la présente loi qui — on l'a rappelé plus haut — ne fait qu'organiser une présentation budgétaire sans modifier les bases de la législation actuelle sur les prestations familiales agricoles.

Faisant siennes ces différentes considérations, votre commission a décidé, à la majorité des voix, de disjoindre du texte qu'elle a l'honneur de vous présenter, l'alinéa ajouté par l'Assemblée nationale.

Article 5 (ancien 2).

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est constitué un fonds de réserve alimenté par les excédents de recettes du budget annexe et dont le montant maximum est fixé au quart du montant des dépenses du budget annexe de l'exercice précédent. Les disponibilités de ce fonds de réserve sont déposées au Trésor.

Les prélèvements sur le fonds de réserve sont autorisés par arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Le présent article crée un fonds de réserve chargé d'assurer la permanence des opérations du budget annexe en ce qu'il reçoit, dans les années bénéficiaires, l'excédent des recettes sur les dépenses, quitte à les reverser en période de déficit.

Il ne donne lieu à aucune observation.

Article 6 (ancien 3).

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder au budget annexe des prestations familiales agricoles, pour pallier l'insuffisance momentanée de ses recettes courantes, des avances de trésorerie dans la limite d'un montant maximum de sept milliards.

A ces avances viendra s'ajouter le montant du fonds de roulement attribué au fonds national de solidarité agricole par l'article 116 de la loi du 31 décembre 1945 et les textes subséquents.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Ce texte autorise le ministre des finances à accorder au budget annexe, à titre de fonds de roulement, des avances de trésorerie. Le plafond de ces avances est fixé au chiffre de 7 milliards, auquel vient s'ajouter le montant du fonds de roulement déjà attribué au fonds national de solidarité agricole, 3 milliards, soit au total 10 milliards.

Article 7 (ancien 4).

Texte proposé par le Gouvernement:

En fin d'exercice, les excédents de recettes ou de dépenses du budget annexe sont réglés comme suit:

Les excédents de recettes sont affectés d'abord au remboursement des avances du Trésor, et en premier lieu de celles qui ont été consenties au fonds national de solidarité agricole, ensuite au fonds de réserve institué par l'article 2. Lorsque le fonds de réserve atteint le maximum fixé par ledit article, les excédents de recettes profitent au budget général.

Les excédents de dépenses sont couverts par un prélèvement sur le fonds de réserve ou, à défaut, par les avances du Trésor prévues par l'article 1er.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

1er alinéa. — Conforme.

Les excédents de recettes sont affectés d'abord au remboursement des avances du Trésor, et en premier lieu de celles qui ont été consenties au fonds national de solidarité agricole, ensuite au fonds de réserve institué par l'article 5. Lorsque le fonds de réserve atteint le maximum fixé par ledit article, les excédents de recettes seront reportés sur l'exercice suivant.

Le reste sans changement.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 7 fixe la dévolution des excédents de recettes en fin d'exercice.

Il était prévu dans le projet du Gouvernement qu'après avoir servi au remboursement des avances, puis à la constitution du fonds de réserve, ces excédents seraient, quand le fonds de réserve aurait atteint son maximum, versés au budget général.

L'Assemblée nationale a préféré qu'ils soient, dans ce dernier cas, reportés à l'exercice suivant, pour bien montrer l'autonomie du budget annexe.

Cet article n'appelle pas d'objections de la part de votre commission

Article 8 (ancien 5).

Texte proposé par le Gouvernement:

Tout aménagement de la législation sur les prestations familiales susceptible d'entraîner un accroissement des dépenses à la charge du budget annexe doit, lorsque le montant de la dépense supplémentaire dépasse les disponibilités du fonds de réserve, faire l'objet d'une création de recettes correspondantes au budget annexe des prestations familiales agricoles. Ces recettes résultent soit d'une augmentation des ressources existantes, soit de la création de ressources nouvelles.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Toute disposition législative nouvelle sur les prestations...

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Retour au texte du Gouvernement.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article dispose que toute modification de la législation sur les prestations familiales sus-

ceptible d'entraîner un accroissement de dépenses supérieur aux disponibilités du fonds de réserve doit donner lieu à la création de recettes correspondantes pour le budget annexe. C'est la conséquence de la nécessité d'équilibrer ce dernier.

L'Assemblée nationale a cru devoir substituer aux termes « tout aménagement de la législation » employés par le Gouvernement, ceux de « toute disposition législative nouvelle ». — Il résulte des débats que les deux expressions avaient paru synonymes, la seconde étant toutefois plus claire.

En fait, comme l'a remarqué votre commission, il n'y a pas de synonymie. Beaucoup de dispositions concernant les prestations familiales sont, dans le cadre de la loi, réglées par des décrets ou des arrêtés, par exemple les zones de salaires. Ne pas prévoir l'incidence de ces derniers textes conduirait à compromettre gravement l'équilibre futur du budget annexe.

Votre commission a repris dans ces conditions le texte du Gouvernement et vous prie de vous rallier à cette mesure.

Article 9 (ancien 6).

Texte proposé par le Gouvernement:

Un agent comptable justiciable de la cour des comptes est chargé d'effectuer les recettes et les dépenses du budget annexe des prestations familiales agricoles.

Les fonctions d'agent comptable du budget annexe sont exercées par l'agent comptable de la caisse nationale de crédit agricole.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article crée un emploi d'agent comptable, comme pour tout budget annexe et le confie à l'agent comptable de la caisse nationale de crédit agricole. Il n'appelle pas d'observations.

Article 10 (ancien 7).

Texte proposé par le Gouvernement:

Les cotisations à la charge des assujettis continuent d'être assises par les comités départementaux des prestations familiales agricoles et perçues par les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles.

Les cotisations sont affectées pour partie au service des prestations, pour partie aux dépenses complémentaires qui comprennent notamment les frais de gestion, l'action sanitaire et sociale et les investissements.

L'évaluation du produit des cotisations affectées aux dépenses complémentaires et leur emploi sont mentionnés, à titre indicatif, dans le budget annexe des prestations familiales agricoles.

Les conditions d'application du présent article seront fixées par arrêté des ministres de l'agriculture et des finances et des affaires économiques.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Le présent article confirme les règles actuelles de calcul des cotisations par les comités départementaux des allocations familiales agricoles. Il dispose en plus qu'il sera fait de ces cotisations deux parts, l'une versée au présent budget annexe, l'autre servant à la couverture des dépenses complémentaires des caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles (frais de gestion, action sanitaire et sociale, investissements).

Ces dépenses complémentaires ne figurent donc pas dans l'équilibre du budget annexe. Il aurait pu paraître plus logique de les y porter en recettes et dépenses, de façon à avoir une vue absolument complète des prestations familiales agricoles. Les organismes intéressés ont beaucoup insisté pour que cette solution soit écartée afin de marquer nettement que les cotisations d'allocations familiales ne représentent pas des recettes d'Etat. On évite également ainsi de fonctionnariser les agents des caisses.

Il a été donné satisfaction à cette demande; toutefois les grandes masses des dépenses complémentaires doivent être mentionnées, à titre indicatif, dans le budget annexe des prestations familiales agricoles. Elles le sont ci-après, à concurrence de 3.600 millions, à la suite du tableau annexé à l'article 27.

Article 11 (ancien 8).

Texte proposé par le Gouvernement:

Les dispositions des articles 143 du code général des impôts directs et 232 du code de l'enregistrement ne s'opposent pas à ce que le service des contributions directes et celui de l'enregistrement communiquent aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles, les renseignements qui leur sont nécessaires pour l'assiette des cotisations des prestations familiales agricoles.

Les agents de l'administration des contributions directes et de l'enregistrement peuvent obtenir, au siège des caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles, la communication des documents d'assiette desdites cotisations.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article organise l'échange de renseignements entre les administrations des contributions directes et de l'enregistrement et les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles. Il a été adopté sans modification.

Article 12 (ancien 9).

Texte proposé par le Gouvernement:

Toute personne appelée à l'occasion de ses fonctions ou atributions à intervenir dans l'établissement des cotisations visées à l'article précédent est tenue au secret professionnel dans les termes de l'article 378 du code pénal et passible des peines prévues audit article.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 12 oblige au secret professionnel, comme il est normal, les personnes appelées à connaître du montant des cotisations des prestations familiales agricoles.

Article 13 (ancien 10).

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre de l'agriculture fournira chaque année au Parlement, avant le 31 octobre, un rapport sur l'application de la présente loi pendant l'exercice écoulé.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Article 14 (ancien 11).

Texte proposé par le Gouvernement:

Le régime en vigueur antérieurement à la promulgation de la présente loi sera provisoirement maintenu jusqu'au 31 décembre 1948.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

La présente loi est applicable à dater du 1er janvier 1949.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

TITRE III

Dispositions diverses.

Article 15 (ancien 12).

Texte proposé par le Gouvernement:

Le recouvrement de la taxe sur les betteraves, instituée par la loi du 10 février 1942 modifiée, est assuré par l'administration des contributions indirectes à partir de la campagne 1949-1950 et pour les campagnes suivantes.

La dite taxe sera acquittée les 31 mars et 30 septembre de chaque année sur déclaration fournie à l'administration des contributions indirectes.

Toute infraction sera constatée et poursuivie comme en matière de taxe sur les transactions et sera assortie des pénalités prévues pour celles-ci.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article a pour objet de confier à l'administration des contributions indirectes la charge de recouvrer la taxe sur les betteraves jusqu'ici perçue par la caisse de garantie contre les risques de guerre, rattachée au groupement national interprofessionnel de la production betteravière (G. N. I. P. B.).

Il a été l'objet devant l'Assemblée nationale de plusieurs propositions d'amendement tendant au maintien du *statu quo*. Mais l'Assemblée a finalement reconnu qu'il était beaucoup plus régulier de confier ce genre de recouvrements à une grande administration financière plutôt qu'à un groupement privé et transitoire, ce transfert ne devant pas au surplus augmenter beaucoup les tâches de l'administration. Elle a, dans ces conditions, voté le texte sans modification. Votre commission vous propose d'approuver cette décision.

Texte proposé par le Gouvernement:

A compter du 1er janvier 1949, est attribué au budget annexe des prestations familiales agricoles le reversement du service des alcools affectés antérieurement au buget général de l'Etat par l'article 14 de la loi n° 47-1127 du 25 juin 1947.

Article 16 (ancien 13).

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — La présente disposition a pour objet d'affecter au budget annexe le reversement effectué par le service des alcools, en application de la loi du 25 juin 1947, par imputation sur le prix de vente des alcools destinés à la consommation de bouche.

Elle a fait l'objet d'une vive discussion à l'Assemblée nationale. On demandait en effet que le versement continue à être fait au budget général qui, en contre-partie, verserait une subvention au budget annexe. En plus de son avantage de clarté, les auteurs de la proposition y voyaient celui de pouvoir obtenir plus facilement, dans l'avenir, la suppression de ce reversement qui d'après eux met le budget du service des alcools en déficit, contrairement aux règles d'une saine gestion.

La discussion s'est terminée par l'application de l'article 48 à ce projet de réduction des recettes du budget annexe.

A propos du même article, a été présentée une fois de plus la proposition d'autoriser à nouveau la fabrication des apéritifs à base d'alcool, et cette fois encore la proposition a été rejetée.

M. Sclafer a indiqué à votre commission que certains de nos collègues se proposaient de défendre devant le Conseil de la République une disposition analogue. Certes, cette mesure se recommanderait à votre commission des finances par le fait qu'elle apporterait au budget des ressources supplémentaires substantielles. Mais sa réalisation se heurte à de nombreuses considérations d'ordre moral ou sanitaire bien connues dont l'appréciation échappe toutefois à la compétence de la même commission. Il est donc apparu à cette dernière qu'à propos de cet amendement il lui conviendrait de s'en remettre à la sagesse du Conseil de la République.

Articles 17 (ancien 14) à 24 (ancien 21).

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 14. — Pour le recouvrement des cotisations qui leur sont dues, les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles peuvent, par simple lettre recommandée, faire opposition sur les fonds détenus pour le compte de l'assujetti par tout tiers détenteur.

Ladite lettre recommandée doit mentionner l'indication exacte de la caisse mutuelle procédant à la saisie, les nom et qualité du saisi et du tiers saisi, les causes de la saisie et la somme pour laquelle elle est faite. Cette lettre doit aussi viser la présente loi et porter à la connaissance du tiers saisi les dispositions de l'article 16 ci-après.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 17. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 17. — Pour le recouvrement des cotisations qui leur sont dues, les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles peuvent, par simple lettre recommandée, faire opposition sur les fonds détenus pour le compte de l'assujetti par tout tiers détenteur.

Ladite lettre recommandée doit mentionner l'indication exacte de la caisse mutuelle procédant à la saisie, les nom et qualité du saisi et du tiers saisi, les causes de la saisie et la somme pour laquelle elle est faite. Cette lettre doit aussi viser la présente loi et porter à la connaissance du tiers saisi les dispositions de l'article 19 ci-après.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 15. — L'opposition porte non seulement sur les sommes dont le tiers détenteur est débiteur envers l'assujetti au moment de la notification, mais encore sur les sommes dont il deviendrait débiteur par la suite.

L'indisponibilité résultant de l'opposition est expressément limitée au montant de la créance de la caisse, mentionné dans la lettre recommandée prévue à l'article 24.

Si, à l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la réception de ladite lettre recommandée, le tiers saisi n'a pas reçu l'avis de validation prévu à l'article 20 de la présente loi, l'opposition cessera de produire effet.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 18. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 18. — L'opposition porte non seulement sur les sommes dont le tiers détenteur est débiteur envers l'assujetti au moment de la notification, mais encore sur les sommes dont il deviendrait débiteur par la suite.

L'indisponibilité résultant de l'opposition est expressément limitée au montant de la créance de la caisse, mentionné dans la lettre recommandée prévu à l'article 14.

Si, à l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la réception de ladite lettre recommandée, le tiers saisi n'a pas reçu l'avis de validation prévu à l'article 23 de la présente loi, l'opposition cessera de produire effet.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 16. — Dans le délai de huitaine de l'opposition, et sous peine de forclusion, la caisse mutuelle d'allocations familiales agricoles devra requérir le juge de paix du domicile du saisi de convoquer ce dernier aux fins de validation de la saisie-arrêt.

Il est procédé à cette convocation au moyen d'une lettre recommandée, adressée par le greffier, avec avis de réception, cette lettre doit préciser l'objet de la convocation.

Le délai pour la comparution est de trois jours francs à partir de la date de remise figurant à l'avis de réception; il est complé et augmenté conformément aux dispositions de l'article 1033 du code de procédure civile.

Par lettre recommandée avec avis de réception, le greffier préviendra le tiers saisi des jour, heure et lieu de la comparution, pour lui permettre de présenter ses observations soit par lettre, soit verbalement.

Les lieu, jour et heure de la comparution sont indiqués verbalement ou par écrit à la caisse créancière au moment où elle formule sa réquisition.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 19. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 19. — Reprise du texte du Gouvernement.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 17. — Le saisi doit comparaître en personne, sauf en cas d'empêchement dûment justifié.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 20. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 20. — Reprise du texte du Gouvernement.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 18. — Le juge de paix, assisté de son greffier, dresse procès-verbal sommaire de la comparution des parties.

Quand les parties conviennent d'un arrangement, le juge de paix en donne acte.

Quand les parties ne conviennent pas d'un arrangement, le juge de paix peut refuser la validation, si la procédure est irrégulière ou s'il y a contestation sérieuse sur l'existence ou le chiffre de la créance.

Quand le débiteur ne se présente pas et n'a justifié d'aucun empêchement, le juge de paix valide la saisie-arrêt.

La décision du juge de paix est sans appel lorsqu'il se prononce dans les limites de sa compétence en dernier ressort et à charge d'appel dans le cas contraire.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 21. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 21. — Reprise du texte du Gouvernement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 19. — Dans le délai de quarante-huit heures, le greffier avise le tiers saisi par lettre recommandée de la décision intervenue.

Un même avis est adressé au débiteur s'il ne s'est pas présenté.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 22. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 22. — Reprise du texte du Gouvernement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 20. — S'il n'a pas été notifié au tiers saisi d'autres oppositions ou si le montant des sommes dont il est débiteur est suffisant pour couvrir toutes les oppositions, le tiers saisi est tenu de verser sans autre formalité à la caisse saisissante, par voie de prélèvement sur les créances de l'assujetti, le montant en principal et accessoires des cotisations.

Dans le cas contraire, il est procédé à une distribution par contribution dans les formes du droit commun.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 23. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 23. — Reprise du texte du Gouvernement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 21. — Pour le recouvrement des cotisations et majorations de cotisations visées à l'article 28 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises, les percepteurs des contributions directes peuvent recourir à la procédure simplifiée de saisie-arrêt instituée par les articles 15 à 20 de la présente loi.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 24. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 24. — Pour le recouvrement des cotisations et majorations de cotisations visées à l'article 28 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française, les percepteurs des contributions directes peuvent recourir à la procédure simplifiée de saisie-arrêt instituée par les articles 18 à 23 de la présente loi.

Exposé des motifs et commentaires. — Les articles 17 à 24 visaient à organiser la procédure du recouvrement des cotisations d'allocations familiales agricoles. Ils auraient dû normalement faire l'objet d'un avis de la commission de législation de l'Assemblée nationale. Mais cette commission ayant omis d'en demander le renvoi, M. Defos du Rau en a proposé en séance la disjonction, qui a été votée.

Cette mesure a l'inconvénient de compromettre le recouvrement et, partant, l'équilibre du budget annexe. Votre commission a estimé opportun, dans ces conditions, de les reprendre, sauf rectifications consécutives au changement de numération des articles, afin de permettre à notre commission de législation de s'en saisir pour avis.

Article 25 (ancien 22).

Texte proposé par le Gouvernement:

Des décrets contresignés par le ministre de l'agriculture et le ministre des finances et des affaires économiques fixeront les règles de comptabilité applicables par les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Article 26 (ancien 23).

Texte proposé par le Gouvernement:

Des décrets contresignés par le ministre de l'agriculture et le ministre des finances et des affaires économiques fixeront en tant que de besoin les conditions d'application de la présente loi.

Texte voté par l'Assemblée:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

TITRE IV

Fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles.

Article 27 (ancien 24).

Texte proposé par le Gouvernement:

Le budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1949 est fixé en recettes et en dépenses à la somme de 45.000 millions de francs conformément à l'état annexé à la présente loi.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article renvoie au tableau fixant le budget annexe en dépenses et en recettes.

Les propositions faites se signalent par l'absence complète de toute justification à l'appui des chiffres avancés. Votre commission n'a pas exigé pour cette fois les développements qui sont de règle pour les budgets, étant entendu que ceux-ci devront être produits à l'avenir; sous cette réserve elle vous propose d'adopter le présent article et l'état qui lui est annexé.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent votre commission des finances vous demande de voter le texte dont la teneur suit:

RROJET DE LOI

TITRE Ier

Organisation administrative.

Art. 1er. — Il est institué un budget annexe des prestations familiales agricoles rattaché, pour ordre, au budget général de l'Etat et dont la gestion administrative est confiée au ministre de l'agriculture assisté de la comsion supérieure des allocations familiales agricoles faisant fonction de comité de gestion du budget annexe.

Art. 2. — Le rôle du comité de gestion du budget annexe des allocations familiales agricoles est:

1° De donner son avis motivé sur le projet de budget annexe des allocations familiales agricoles qui est ensuite arrêté par le ministre de l'agriculture et le ministre des finances avant d'être soumis au Parlement;

2° De suivre l'exécution du budget et spécialement le recouvrement des recettes et la marche des avances prévues à l'article 6. A cet effet, la caisse centrale des allocations familiales agricoles lui communique au moins trimestriellement le montant des prestations payées et des cotisations encaissées par les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles;

3° De présenter toutes suggestions et observations ayant trait à la gestion financière des allocations familiales agricoles;

4° De contrôler les dépenses complémentaires des caisses (frais de gestion, action sanitaire et sociale et investissements);

TITRE II

Organisation financière.

Art. 3. — Le budget annexe est substitué aux droits et obligations du fonds national de solidarité agricole.

Art. 4. — Le budget annexe comporte en recettes:

1° Les divers impôts, taxes et amendes actuellement affectés au fonds national de solidarité agricole, ainsi que les ressources affectées au budget annexe par la présente loi ou qui seront affectées par les lois ultérieures;

2° La fraction des cotisations dues par les assujettis, affectée au service des prestations familiales agricoles;

3° Les dons et legs;

4° Les prélèvements sur le fonds de réserve visé à l'article 5 de la présente loi;

5° Eventuellement, les avances du Trésor.

En dépenses:

1° Les versements destinés au payement par les caisses des diverses prestations familiales prévues en faveur des travailleurs de l'agriculture, ainsi que les autres dépenses mises à la charge du fonds national de solidarité agricole par les textes en vigueur à la date de la promulgation de la présente loi;

2° Le remboursement au budget général, à titre de fonds de concours, des sommes correspondant à la rémunération des agents de l'Etat dont l'activité est consacrée entièrement au service des prestations familiales agricoles, ainsi que les dépenses de matériel de ce service;

3° Les remboursements consécutifs aux frais de fonctionnement du budget annexe;

4° Les frais de fonctionnement de la commission supérieure des allocations familiales agricoles;

5° Le remboursement des avances du Trésor;

6° Les versements à effectuer au fonds de réserve.

Art. 5. — Il est constitué un fonds de réserve alimenté par les excédents de recettes du budget annexe et dont le montant maximum est fixé au quart du montant des dépenses du budget annexe de l'exercice précédent. Les disponibilités de ce fonds de réserve sont déposées au Trésor.

Les prélèvements sur le fonds de réserve sont autorisés par arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 6. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder au budget annexe des prestations familiales agricoles, pour pallier l'insuffisance momentanée de ses recettes courantes, des avances de trésorerie dans la limite d'un montant maximum de sept milliards.

A ces avances viendra s'ajouter le montant du fonds de roulement attribué au fonds national de solidarité agricole par l'article 416 de la loi du 31 décembre 1945 et les textes subséquents.

Art. 7. — En fin d'exercice, les excédents de recettes ou de dépenses du budget annexe sont réglés comme suit:

Les excédents de recettes sont affectés d'abord au remboursement des avances du Trésor, et en premier lieu de celles qui ont été consenties au fonds national de solidarité agricole, ensuite au fonds de réserve institué par l'article 5. Lorsque le fonds de réserve atteint le maximum fixé par ledit article, les excédents de recettes seront reportés sur l'exercice suivant.

Les excédents de dépenses sont couverts par un prélèvement sur le fonds de réserve ou, à défaut, par les avances du Trésor prévues par l'article 1er.

Art. 8 — Tout aménagement de la législation sur les prestations familiales susceptibles d'entraîner un accroissement des dépenses à la charge du budget annexe doit, lorsque le montant de la dépense supplémentaire dépasse les disponibilités du fonds de réserve, faire l'objet d'une création de recettes correspondantes au budget annexe des prestations familiales agricoles. Ces recettes résultent soit d'une augmentation des ressources existantes, soit de la création de ressources nouvelles.

Art. 9. — Un agent comptable justiciable de la cour des comptes est chargé d'effectuer les recettes et les dépenses du budget annexe des prestations familiales agricoles.

Les fonctions d'agent comptable du budget annexe sont exercées par l'agent comptable de la caisse nationale de crédit agricole.

Art 10. — Les cotisations à la charge des assujettis continuent d'être assises par les comités départementaux des prestations familiales agricoles et perçues par les caisses mutelles d'allocations familiales agricoles.

Les cotisations sont affectées pour partie au service des prestations, pour partie aux dépenses complémentaires qui comprennent notamment les frais de gestion, l'action sanitaire et sociale et les investissements.

L'évaluation du produit des cotisations affectées aux dépenses complémentaires et leur emploi sont mentionnés, à titre indicatif, dans le budget annexe des prestations familiales agricoles.

Les conditions d'application du présent article seront fixées par arrêté des ministres de l'agriculture et des finances et des affaires économiques.

Art. 11. — Les dispositions des articles 143 du code général des impôts directs et 232 du code de l'enregistrement ne s'opposent pas à ce que le service des contributions directes et celui de l'enregistrement communiquent aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles, les renseignements qui leur sont nécessaires pour l'assiette des cotisations des prestations agricoles.

Les agents de l'administration des contributions directes et de l'enregistrement peuvent obtenir, au siège des caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles, la communication des documents d'assiette desdites cotisations.

Art. 12. — Toute personne appelée à l'occasion de ses fonctions ou attributions à intervenir dans l'établissement des cotisations visées à l'article précédent est tenue au secret professionnel dans les termes de l'article 378 du code pénal et passible des peines prévues audit article.

Art. 13. — Le ministre de l'agriculture fournira chaque année au Parlement, avant le 31 octobre, un rapport sur l'application de la présente loi pendant l'exercice écoulé.

Art. 14. — La présente loi est applicable à dater du 1er janvier 1949.

TITRE III

Dispositions diverses.

Art. 15. — Le recouvrement de la taxe sur les betteraves, instituée par la loi du 10 février 1942 modifiée, est assuré par l'administration des contributions indirectes à partir de la campagne 1949-1950 et pour les campagnes suivantes.

Ladite taxe sera acquittée les 31 mars et 30 septembre de chaque année sur déclaration fournie à l'administration des contributions indirectes.

Toute infraction sera constatée et poursuivie comme en matière de taxe sur les transactions et sera assortie des pénalités prévues pour celles-ci.

Art. 16. — A compter du 1er janvier 1949, est attribué au budget annexe des prestations familiales agricoles le reversement du service des alcools affecté antérieurement au budget général de l'Etat par l'article 14 de la loi n° 47-1127 du 25 juin 1947.

Art. 17. — Pour le recouvrement des cotisations qui leur sont dues, les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles peuvent, par simple lettre recommandée, faire opposition sur les fonds détenus pour le compte de l'assujetti par tout tiers détenteur.

Ladite lettre recommandée doit mentionner l'indication exacte de la caisse mutuelle procédant à la saisie, les nom et qualité du saisi et du tiers saisi, les causes de la saisie et la somme pour laquelle elle est faite. Cette lettre doit aussi viser la présente loi et porter à la connaissance du tiers saisi les dispositions de l'article 19 ci-après.

Art. 18. — L'opposition porte non seulement sur les sommes dont le tiers détenteur est débiteur envers l'assujetti au moment de la notification, mais encore sur les sommes dont il deviendrait débiteur par la suite.

L'indisponibilité résultant de l'opposition est expressément limitée au montant de la créance de la caisse, mentionné dans la lettre recommandée prévue à l'article 14.

Si, à l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la réception de ladite lettre recommandée, le tiers saisi n'a pas reçu l'avis de validation prévu à l'article 23 de la présente loi, l'opposition cessera de produire effet.

Art. 19. — Dans le délai de huitaine de l'opposition, et sous peine de forclusion, la caisse mutuelle d'allocations familiales agricoles devra requérir le juge de paix du domicile du saisi de convoquer ce dernier aux fins de validation de la saisie-arrêt.

Il est procédé à cette convocation au moyen d'une lettre recommandée, adressée par le greffier avec avis de réception, cette lettre doit préciser l'objet de la convocation.

Le délai pour la comparution est de trois jours francs à partir de la date de remise figurant à l'avis de réception; il est compté et augmenté conformément aux dispositions de l'article 1033 du code de procédure civile.

Par lettre recommandée avec avis de réception, le greffier préviendra le tiers saisi des jour heure et lieu de la comparution, pour lui permettre de présenter ses observations soit par lettre, soit verbalement.

Les lieu, jour et heure de la comparution sont indiqués verbalement ou par écrit à la caisse créancière au moment où elle formule sa réquisition.

Art. 20. — Le saisi doit comparaître en personne, sauf en cas d'empêchement dûment justifié.

Art. 21. — Le juge de paix, assisté de son greffier dresse procès-verbal sommaire de la comparution des parties.

Quand les parties conviennent d'un arrangement, le juge de paix en donne acte.

Quand les parties ne conviennent pas d'un arrangement, le juge de paix peut refuser la validation, si la procédure est irrégulière ou s'il y a contestation sérieuse sur l'existence ou le chiffre de la créance.

Quand le débiteur ne se présente pas et n'a justifié d'aucun empêchement, le juge de paix valide la saisie-arrêt.

La décision du juge de paix est sans appel lorsqu'il se prononce dans les limites de sa compétence en dernier ressort et à la charge d'appel dans le cas contraire.

Art. 22. — Dans le délai de quarante-huit heures, le greffier avise le tiers saisi par lettre recommandée de la décision intervenue.

Un même avis est adressé au débiteur s'il ne s'est pas présenté.

Art. 23. — S'il n'a pas été notifié au tiers saisi d'autres oppositions ou si le montant des sommes dont il est débiteur est suffisant pour couvrir toutes les oppositions, le tiers saisi est tenu de verser sans autre formalité à la caisse saisissante, par voie de prélèvement sur les créances de l'assujetti, le montant en principal et accessoires des cotisations.

Dans le cas contraire, il est procédé à une distribution par contribution dans les formes du droit commun.

Art. 24. — Pour le recouvrement des cotisations et majorations de cotisations visées à l'article 28 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises, les percepteurs des contributions directes peuvent recourir à la procédure simplifiée de saisie-arrêt instituée par les articles 18 à 23 de la présente loi.

Art. 25. — Des décrets contresignés par le ministre de l'agriculture et le ministre des finances et des affaires économiques fixeront les règles de comptabilité applicables par les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles.

Art. 26. — Des décrets contresignés par le ministre de l'agriculture et le ministre des finances et des affaires économiques fixeront en tant que de besoin les conditions d'application de la présente loi.

TITRE IV

Fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles.

Art. 27. — Le budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1949 est fixé en recettes et en dépenses à la somme de 45.600 millions de francs conformément à l'état annexé à la présente loi.

ETAT ANNEXE

TABLEAU PAR SERVICE ET PAR CHAPITRE DES RECETTES ET DES DEPENSES DU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES POUR L'EXERCICE 1949

Recettes pour l'exercice 1949.

Chap. 1er. — Cotisations, 8.600 millions de francs.

Chap. 2 — Imposition additionnelle à l'impôt foncier non bâti, 3.000 millions de francs.

Chap. 3. — Taxe sur les céréales, 12.750 millions de francs.

Chap. 4. — Taxe sur les viandes, 7.500 millions de francs.

Chap. 5. — Taxe sur les betteraves, 3.500 millions de francs.

Chap. 6. — Taxe sur les vins, cidres, poirés et hydromels, 5.350 millions de francs.

Chap. 7. — Part fiscale du produit de rétrocession des alcools, 3.000 millions de francs.

Chap. 8. — Taxe sur les tabacs, 950 millions de francs.

Chap. 9. — Taxe sur les bois, 950 millions de francs.

Chap. 10. — Produits des amendes, mémoire.

Chap. 11. — Dons et legs, mémoire.

Chap. 12. — Prélèvement sur le fonds de réserve, mémoire.

Chap. 13. — Produit des avances du Trésor, mémoire.

Total des recettes, 45.600 millions de francs.

Dépenses pour l'exercice 1949.

Versements destinés aux prestations.

Chap. 1er. — Allocations familiales aux salariés agricoles, 11.783 millions de francs.

Chap. 2. — Allocations familiales aux non salariés agricoles 15.000 millions de francs.

Chap. 3. — Allocations de salaire unique, 12.330 millions de francs.

Chap. 4. — Allocations prénatales des salariés agricoles, 1.670 millions de francs.

Chap. 5. — Allocations prénatales des non salariés agricoles, 1.470 millions de francs.

Chap. 6. — Allocations de maternité des salariés agricoles, 1.500 millions de francs.

Chap. 7. — Allocations de maternité des non salariés agricoles, 1.700 millions de francs.

Autres dépenses.

Chap. 8. — Versement au budget général de la rémunération des agents de l'Etat participant au service des prestations familiales agricoles, 5.490.000 F.

Chap. 9. — Versement au budget général des frais de matériel du service des prestations familiales agricoles, 760.000 F.

Chap. 10. — Versement au budget général d'une partie des dépenses de personnel occasionnées par le contrôle des lois sociales agricoles, 40.900.000 F.

Chap. 11. — Versement au budget général d'une partie des dépenses de matériel occasionnées par le contrôle des lois sociales agricoles, 19.440.000 F.

Chap. 12. — Remboursement des frais de fonctionnement du budget annexe, mémoire.

Chap. 13. — Frais de fonctionnement de la commission supérieure des prestations familiales agricoles, 400.000 F.

Chap. 15. — Reversements et restitutions de droits indûment perçus, 100.000 F.

Chap. 16. — Versement à l'institut national des appellations d'origine pour les vins et eaux-de-vie, 800 millions de francs.

Chap. 17. — Remboursement des avances du Trésor, mémoire.

Chap. 18. — Versement au fonds de réserve, mémoire.

Chap. 19. — Versement au budget général, mémoire.

Total des dépenses, 45.600 millions de francs.

Conformément aux dispositions de l'article 7 du présent projet, une partie des cotisations perçues sur les assujettis par les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles est affectée discrétionnairement par celles-ci à la couverture de dépenses complémentaires (frais de gestion, action sanitaire et sociale et investissements).

L'évaluation du produit de ces cotisations et leur emploi pour l'année 1949 sont mentionnés à titre indicatif dans le tableau suivant:

Cotisations complémentaires, 3.690 millions de francs.

Personnel des caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles, 1.265 millions de francs.

Matériel des caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles, 385 millions de francs.

Investissements, 406 millions de francs.

Action sanitaire et sociale, 324 millions de francs.

Fonds de roulement, 1.310 millions de francs.

Total, 3.690 millions de francs.

ANNEXE N° 229

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant autorisation des **dépenses d'investissement** (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'**exercice 1949**, transmis à M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 10 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 9 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Dispositions générales.

Art. 1er. — Jusqu'à l'approbation par le Parlement du plan de modernisation et d'équipement, dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi n° 48-1268 du 17 août 1948, le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à consentir, en 1949, sur les ressources du fonds national de modernisation et d'équipement, des avances et des prêts dont le total est arrêté à la somme de 269 milliards de francs, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Au cours de l'année 1949, le découvert du fonds national de modernisation et d'équipement ne devra pas dépasser le chiffre de 20 milliards de francs.

Ces avances et prêts seront faits par arrêtés après avis du commissaire général au plan et de la commission des investissements.

Le Gouvernement devra soumettre avant le 31 mars à l'approbation du Parlement le plan de modernisation et d'équipement de la métropole définissant pour quatre années les objectifs à atteindre pour développer la production nationale et assurer l'équilibre de la balance des comptes.

Art. 2. — Il est accordé au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, pour 1949, au titre des dépenses mises à la charge de la caisse autonome de la reconstruction, des autorisations de programme s'élevant à 359 milliards 650 millions de francs et des autorisations de payement d'un montant total de 270 milliards de francs, réparties conformément à l'état B annexé à la présente loi. Cette répartition pourra être modifiée en cours d'exercice par décrets contresignés par le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le ministre des finances. Toutefois, les crédits prévus au titre des indemnités pour reconstitution des meubles d'usage courant ou familial ne pourront qu'être majorés, mais en aucun cas diminués.

Les dépenses visées au paragraphe II de l'état B annexé à la présente loi seront imputées à un compte d'affectation spéciale qui sera crédité des provisions et des remboursements de la caisse autonome de la reconstruction.

Les autorisations de programme et de payement afférentes aux indemnités de reconstitution seront automatiquement majorées, en cours d'exercice, du montant des indemnités affectées au remboursement des dépenses payées, pendant l'exercice 1949 ou les exercices antérieurs, au titre des divers travaux, constructions, acquisitions ou avances visés à l'état B annexé à la présente loi.

Les payements effectués par la remise de titres émis en application de l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 s'imputeront sur les autorisations de payement accordées par le présent article.

Les payements effectués par la remise de titres émis en application de l'article 10 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 donneront lieu à majoration en cours d'exercice des autorisations de payement accordées par le présent article. Les autorisations de programme seront corrélativement majorées dans la limite du double des majorations des autorisations de payement. Le rattachement des majorations des autorisations de programme et de payement aux lignes intéressées de l'état B annexé à la présente loi sera effectué trimestriellement par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre des finances.

Les redevances d'occupation des constructions provisoires constituent une ressource de la caisse autonome de la reconstruction.

Elles sont obligatoirement affectées à l'entretien et à l'amélioration desdites constructions.

Art. 3. — Dans la mesure où le total des ressources affectées en 1949 à la reconstruction et à l'équipement s'élèverait à un niveau supérieur à celui des charges prévues à l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, les versements au fonds de modernisation et d'équipement et à la caisse autonome de la reconstruction fixés par ledit article seront majorés à due concurrence par décrets pris en conseil des ministres.

Ces majorations seront affectées par priorité à la caisse autonome de la reconstruction à concurrence du montant des crédits de payement bloqués en application de l'alinéa 2 de l'article 3 *quater* ci-après.

Des autorisations supplémentaires pourront être accordées dans la limite de ces majorations, et selon la même procédure, en ce qui concerne:

1° Les autorisations de programme et de payements afférentes aux indemnités de dommage de guerre et à la reconstruction accordées par l'article 2 ci-dessus;

2° Les prêts du fonds de modernisation et d'équipement prévus à l'article 1er ci-dessus;

3° Les dépenses de travaux neufs des entreprises nationales visées à l'article 7 ci-après;

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5943, 5965, 6010, 6276, 6649, 6713, 6334, 6578, 6586 et in-8° 1655.

4° Les dépenses de travaux neufs qui feront l'objet d'une tranche spéciale de constructions scolaires.

Art. 3 A (nouveau). — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme est autorisé à imputer dans la limite de 50 millions de francs en autorisations de programme, et de 50 millions de francs en autorisations de payement, sur les dotations inscrites au 3° du paragraphe 2 de l'état B « Travaux préliminaires à la reconstruction », les dépenses afférentes à la revision du recensement des dommages immobiliers.

Art. 3 B (nouveau). — Le deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Ils pourront, en outre, être admis en souscription, pour une valeur au moins égale à leur valeur nominale, à des emprunts émis postérieurement par l'Etat ou garantis par lui, ainsi qu'à des emprunts émis par les communes et syndicats de communes, en vue de l'exécution de travaux d'équipement ruraux, les limites et conditions de l'admission en souscription étant fixées, dans le premier cas, par les contrats d'émission des emprunts et, dans le second cas, par arrêté du ministre des finances. »

Art. 3 *bis*. — Le troisième alinéa de l'article 9 *quater* de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, modifiée uar la loi n° 48-424 du 12 mars 1948, est complété par la dispositions suivante:

« Cette condition ne sera pas exigée si la commission admet le bien-fondé des motifs particuliers invoqués par le contribuable pour en être dispensé. »

Dans le deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 48-424 du 12 mars 1948, les mots: « jusqu'à la fin du mois suivant celui au cours duquel les rôles auront été mis en recouvrement », sont remplacées par les mots: « jusqu'au 30 avril 1949 ».

Art 3 *ter*. — I. — Les deux premiers alinéas de l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 sont modifiés ainsi qu'il suit:

« A compter du 1er janvier 1949, et dans la limite du montant dont le règlement n'est pas différé en exécution de l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, modifiée par la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948, seront payées, pour moitié par remise de titres, les indemnités de dommages de guerre afférentes aux biens indiqués aux alinéas 6, 7 et 8 du présent article, lorsqu'elles concernent:

« Soit les reconstitutions reconnues prioritaires à partir de 1949;

« Soit les reconstitutions reconnues prioritaires avant 1949 et non encore entreprises avant 1949;

« Soit les reconstitutions reconnues prioritaires et entreprises avant 1949, en ce qui concerne les programmes nouveaux lancés à partir de 1949.

« Ces dispositions s'appliquent aux biens ci-après:

« Immeubles d'habitation appartenant à des personnes morales »;

II. — Le cinquième alinéa de l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 est complété par les mots:

« ...associations et sociétés sans but lucratif effectuant des reconstructions d'édifices cultuels, d'établissements hospitaliers et d'enseignement. »

Art. 3 *quater*. — Le blocage prévu par l'article 14, troisième alinéa de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 est supprimé en ce qui concerne les versements à la caisse autonome de la reconstruction.

Il est bloqué, sur les crédits de l'etat B annexé à la présente loi, un montant de 90 milliards de francs en autorisations de programme et un montant de 45 milliards de francs en crédits de payement. La répartition de ces montants entre les différentes lignes de l'état B sera effectuée par décret dans le délai de vingt jours à dater de la promulgation de la présente loi.

Les ressources particulières nouvelles, qui seraient affectées à la reconstruction en 1949 et versées à la caisse autonome de la reconstruction, seraient utilisées, par priorité, pour réaliser par décret en conseil des ministres le déblocage des autorisations de programme et de payement bloquées en vertu du deuxième alinéa du présent article.

Art. 3 *quinquies*. — L'article 11, premier alinéa, de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 est modifié ainsi qu'il suit:

« La caisse autonome de la reconstruction est autorisée à émettre des titres, en 1949, dans la limite de 31.250 millions de francs, pour l'application de l'article 9 ci-dessus et de 58.750 millions de francs pour l'application de l'article 10 ci-dessus. »

Titre II

Dispositions relatives à l'équipement.

Art. 4. — L'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Art. 12. — Le fonds de modernisation et d'équipement créé par les lois n°s 48-30 et 48-31 du 7 janvier 1948 consent, soit directement, soit par l'entremise des établissements de crédits spécialisés et dans les conditions qui seront fixées par décret, des avances ou des prêts libellés en francs ou en devises étrangères, aux entreprises, organismes et collectivités qui procèdent aux investissements prévus par le plan de modernisation et d'équipement.

« Les opérations du fonds de modernisation et d'équipement sont assujetties aux règles fixées par l'article 41 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, à l'exception des dispositions dudit article interdisant les opérations d'avances ou de prêts.

« Les intérêts payés et les remboursements effectués par les bénéficiaires visés au premier alinéa du présent article sont versés au fonds de modernisation et d'équipement qui peut les affecter en tout ou partie à de nouvelles avances ou à de nouveaux prêts. »

Art. 5. — Le ministre des finances est autorisé:

1° A émettre en Algérie, en Tunisie et au Maroc, pendant l'année 1949, dans la limite de 18 milliards de francs, des effets à court terme pour financer les opérations de prêts et d'avances du fonds de modernisation et d'équipement dans ces territoires;

2° A consentir, dans la même limite, sur les ressources supplémentaires du fonds de modernisation et d'équipement ainsi constituées, ou à défaut sur des ressources qui seront mises localement à la disposition du fonds par le Trésor métropolitain, des avances et des prêts aux collectivités, organismes et entreprises qui procèdent dans ces territoires à des investissements productifs. Ces avances ou prêts seront attribuées suivant la procédure prévue à l'article 4 de la présente loi.

Art. 6. — Le montant maximum des dépenses de travaux neufs que les entreprises nationales visées aux articles 9 et 10 de la loi n° 48-32 du 7 janvier 1948 sont autorisées à payer en 1949 est fixé à la somme de 259.800 millions de francs, répartie conformément à l'état C annexé à la présente loi.

En ce qui concerne les rubriques afférentes à une même entreprise, cette répartition pourra être modifiée en cours d'exercice par arrêté pris sur avis de la commission des investissements.

Art. 7. — Les entreprises visées à l'article précédent sont autorisées à émettre des emprunts soit pour la couverture des dépenses de travaux neufs autorisées audit article, soit pour la couverture des dépenses supplémentaires susceptibles d'être autorisées dans les conditions fixées à l'article 3 ci-dessus. L'objet et les modalités d'émission de ces emprunts seront déterminés par arrêté du ministre des finances.

Art. 8. — Les nouveaux engagements effectués et les marchés passés par les entreprises visées à l'article 6 ci-dessus, en vertu des autorisations accordées par ledit article, seront soumis au visa préalable des contrôleurs d'Etat ou des missions de contrôle placés auprès de ces entreprises lorsqu'ils seront supérieurs, en un ou plusieurs lots, à un montant fixé par arrêté du ministre des finances.

Les résultats de ce contrôle portés à la connaissance de la commission des investissements.

Art. 9. — Les dépenses qui peuvent être faites ou engagées au cours de l'exercice 1949 par l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger sont fixées à 112 millions de francs, se répartissant ainsi qu'il suit:

Désignation:

A. — Travaux, 20.
B. — Acquisition de matériel roulant, 50.
C. — Charges du capital, 22.
D. — Dépenses rattachées et diverses, 20.
Total, 112.

Ces dépenses seront couvertes soit par le produit d'emprunts effectués dans les conditions prévues par l'article 7 de l'ordonnance n° 45-2681 du 2 novembre 1945 fixant l'organisation administrative et le régime financier du réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger, soit par des prêts du fonds de modernisation et d'équipement.

Art. 10. — Le ministre des finances est autorisé, jusqu'au 31 décembre 1952, à donner la garantie de l'Etat à l'intérêt des titres qui seront émis par les sociétés françaises par actions ayant pour objet exclusif de financer, sous quelque forme que ce soit, les organismes de recherche de produits pétroliers en France, dans les départements et territoires d'outre-mer, et dans les territoires et Etats associés et ce, sur un capital maximum de cinq milliards de francs.

Art. 10 *bis*. — Le montant des obligations garanties que la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien a été autorisée à émettre, au titre de l'année 1948, par l'article 66 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948, est porté de 200 à 470 millions de francs.

Art. 10 *ter*. — L'Etat est autorisé à participer au capital de la société anonyme « Charbonnages Nord-Africains » au delà de la somme de 330 millions de francs fixée par l'article 185 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, dans la limite de 17 p. 100 du capital social.

Art. 10 *quater*. — L'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 est modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 1er. — Le ministre de l'agriculture est autorisé à subventionner au cours des années 1949 et 1950 des travaux d'équipement rural effectués par des collectivités publiques et privées. La subvention de l'Etat est versée moitié en capital, moitié en annuités pour les collectivités qui font appel pour leur financement à l'emprunt local.

« Dans un délai d'un mois à compter de la promulgation de la présente loi, des modalités spéciales réduisant la part de l'emprunt local dans le financement seront fixées par décret pour les communes sinistrées et les communes économiquement faibles.

« Pour les subventions de l'Etat payables en annuités le montant de l'annuité est calculé pour permettre l'amortissement sur un délai minimum de quinze ans au taux de 5 p. 100 du montant de la subvention en capital que l'Etat pourrait allouer suivant les barèmes en vigueur au moment de l'attribution.

« Les subventions de l'Etat sont payables en capital et en annuités d'amortissement, suivant le barème établi avant l'application de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947.

« Le volume annuel des travaux pouvant donner lieu à une subvention de l'Etat est fixé pour chacune des années 1949 et 1950 à un montant de 25 milliards de francs comportant une annuité à la charge de l'Etat de 600 millions de francs.

« Les communes dont les projets ont été agréés, mais n'ont pu être exécutés du fait des difficultés de placement des emprunts locaux, bénéficieront d'un droit de priorité, pour l'application des dispositions ci-dessus. »

Art. 10 *quinquies* (nouveau). — Il est ajouté, après l'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement, un article 1er *bis* (nouveau) ainsi conçu:

« *Art.* 1er bis. — Les collectivités qui disposeront de fonds libres pourront les affecter à tout ou partie des dépenses qu'elles devraient couvrir par l'emprunt local et bénéficieront, en ce qui concerne les fonds ainsi employés, des annuités de l'Etat dans les conditions fixées par le troisième alinéa de l'article 1er de la présente loi.

« Les offres de concours consenties par les intéressés, soit en nature, soit en argent, en vue de l'exécution des travaux, entreront en compte comme fonds libres pour l'application du présent article. »

Art. 10 *sexies* (nouveau). — Le ministre de l'éducation nationale est autorisé à subventionner, au cours des années 1949 et 1950, des travaux de construction d'écoles primaires publiques.

La participation de l'Etat s'effectuera sous la forme de subventions en capital, ou en annuités si les communes en font la demande, et dans la proportion fixée par le décret du 21 avril 1939, le taux maximum des subventions prévu par ce décret étant élevé à 85 p. 100.

TITRE III

Dispositions relatives à la reconstruction.

Art. 11. — Dans la mesure où il ne provient pas de la reprise des titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, le produit des emprunts émis en 1949 par les groupements de sinistrés constitués en application de l'article 44 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947, sera utilisé dans les conditions suivantes:

Il servira en premier lieu à couvrir les payements à faire en 1949 pour la continuation ou l'achèvement des opérations déjà engagées au compte des groupements.

Le surplus sera consacré, dans la proportion que fixeront les groupements eux-mêmes:

a) Soit à compléter le financement de reconstitutions admises à l'ordre de priorité de 1948 et 1949 et qui se trouveraient insuffisamment dotées;

b) Soit à couvrir tout ou partie de la fraction des indemnités afférentes aux reconstitutions admises ou à admettre à l'ordre de priorité de 1949 et dont le payement est différé en exécution de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946, modifié par la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948;

c) Soit à entreprendre le financement de reconstitutions non encore admises audit ordre de priorité et qui feront l'objet d'un ordre de priorité supplémentaire.

Les groupements auront également la faculté de décider qu'une partie de ces majorations pourra être utilisée au financement de la part différée de reconstructions entreprises antérieurement à 1949, sous réserve qu'elles aient été légalement autorisées et qu'il soit démontré que les travaux de reconstitution sont ou risquent d'être arrêtés faute de trésorerie.

Les payements effectués en application du présent article donneront lieu à majoration en cours d'exercice des autorisations de payement accordées par l'article 2 ci-dessus. Les autorisations de programme seront affectées de la même majoration que les autorisations de payement; elles pourront être toutefois affectées d'une majoration plus forte, au plus égale au double de la majoration de l'autorisation de payement, dans la mesure où les fonds d'emprunts recevront l'utilisation prévue à l'alinéa *c* du troisième paragraphe du présent article.

Le rattachement des majorations des autorisations de programme et de payement aux lignes intéressées de l'état B annexé à la présente loi sera effectué trimestriellement par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre des finances.

Art. 12. — Des décrets fixeront les conditions dans lesquelles les dispositions des articles 44 à 48 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947, relatifs aux groupements de sinistrés, seront applicables en Algérie et dans les départements de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ainsi que dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer.

Art. 13. — Les groupements de sinistrés autorisés à contracter des emprunts dans les conditions fixées par les articles 44 à 49 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947, ne pourront requérir l'inscription du privilège prévu au dernier alinéa de l'article 46 de ladite loi qu'après fixation définitive de l'indemnité de reconstitution et seulement pour assurer la garantie de la partie de la somme avancée au sinistré qui excédera le montant de cette indemnité.

Par dérogation à l'article 46 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, les groupements de sinistrés et les établissements prêteurs habilités en exécution de l'article 44 de ladite loi ou de l'article 149 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 pourront inscrire concurremment leurs privilèges respectifs.

Art. 14. — Le ministre des finances est autorisé à émettre en 1949 des titres pour l'application de la loi du 26 août 1948 relative à l'indemnité d'éviction, dans la limite d'un plafond de deux milliards de francs.

Art. 15. — En vue de poursuivre l'expérimentation des diverses techniques de la construction et le contrôle de leur prix de revient, la construction d'immeubles d'habitation à caractère définitif pourra être entreprise par l'Etat sur l'initiative du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945, dont les dispositions sont à nouveau prorogées à cet effet pendant l'année 1949.

Art. 16. — Les dispositions de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 sont prorogées pour l'année 1949 en ce qui concerne la construction d'immeubles d'habitation par des associations syndicales de reconstruction. Ces dispositions s'appliquent également aux sociétés coopératives de reconstruction agréées, instituées par la loi du 16 juin 1948.

Art. 17. — Le montant maximum des emprunts bénéficiant de la garantie de l'Etat que l'office national de la navigation est autorisé à contracter en 1949, par application de l'article 59 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946, est fixé à 1.500 millions de francs.

Art. 18. — Les avances consenties aux entreprises d'armement à la pêche en application des dispositions des articles 149 et 150 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 pourront bénéficier de la garantie de l'Etat dans les conditions qui seront fixées par un décret contresigné du ministre des finances et du ministre de la marine marchande.

Les inscriptions hypothécaires prises en vertu du présent article au profit des établissements prêteurs, tant sur les navires donnés en gage que sur tous biens immobiliers affectés également en garantie, seront dispensées pendant toute la durée du prêt du renouvellement décennal. Les conventions à intervenir entre le ministre des finances et des affaires économiques et les établissements prêteurs pour l'application des dispositions qui précèdent seront dispensées des droits de timbre et d'enregistrement. Tous actes et écrits relatifs à ces avances seront dispensés du timbre et exonérés de tous droits d'enregistrement et d'hypothèque. Les honoraires des notaires et le salaire des conservateurs et receveurs des douanes seront réduits de moitié.

Art. 19. — Le dernier alinéa de l'article 57 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946, est complété comme suit: « Les prix qui en résulteront serviront de base au calcul des indemnités de dommages de guerre. »

Art. 19 *bis* (nouveau). — Les travaux de reconstitution de la flotte de commerce et de pêche devront être confiés par priorité aux chantiers français de constructions navales et aux arsenaux maritimes dans le cadre de la reconversion.

Art. 20. — Le ministre de la marine marchande est autorisé à engager, en 1949, sur compte spécial d'investissement, au titre de la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche, des dépenses s'élevant à 70.523 millions de francs, soit 35.523 millions de francs pour la poursuite et la revalorisation des travaux en cours et 35 milliards de francs pour la conclusion d'opérations nouvelles.

Art. 21. — Le ministre des travaux publics et des transports est autorisé à engager, en 1949, sur compte spécial d'investissement, au titre de la reconstitution de la flotte rhénane, des dépenses s'élevant à la somme de 200 millions de francs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXES

Etat A. — *Tableau des avances et des prêts autorisés sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement.*

(En millions de francs.)

I. — Prêts aux entreprises nationales et à la S.N.C.F.:

1° Prêts aux Charbonnages de France et houillères de bassin, 65.000.
2° Prêts à l'Electricité de France, 97.300.
3° Prêts au Gaz de France, 7.000.
4° Prêts à la S.N.C.F., 32.500.
Total pour les prêts aux entreprises nationales et à la S.N.C.F., 201.800.

II. — Prêts aux établissements de crédit spécialisés ou à effectuer par leur intermédiaire:

5° Avances ou prêts pour l'équipement de l'agriculture et l'industrie de l'azote, 24.000.
6° Prêts pour l'équipement des entreprises industrielles (autres que celles visées aux lignes 1° à 5°), 23.000.
7° Prêts pour l'équipement des chemins de fer appartenant à des collectivités publiques, 200.
Total pour les prêts aux établissements de crédit spécialisés ou à effectuer par leur intermédiaire, 47.200.
8° III. — Prêts à effectuer pour la réalisation des investissements faits en dehors de la métropole, 20.000.
Total pour l'état A, 269.000.

Etat B. — *Tableau des autorisations de programme et de payement de dépenses accordées au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre.*

(En millions de francs.)

§ 1er. — Indemnités et avances payées aux sinistrés:

1° Indemnités pour reconstructions des immeubles de toute nature (loi du 28 octobre 1946): autorisations de programme, 197.500; autorisations de payement, 142.500.
2° Indemnités pour reconstitution des meubles d'usage courant ou familial (loi du 28 octobre 1946): autorisations de programme, 15.000; autorisations de payement, 12.000.
3° indemnités pour reconstitution des biens autres que ceux visés aux 1° et 2°: cheptel, matériel agricole, industriel, commercial, etc. (loi du 28 octobre 1946), autorisations de programme, 66.250; autorisations de payement, 58.200.
4° Allocations d'attente (loi du 30 août 1947): autorisations de programme, 500; autorisations de payement, 500.
5° Avances aux sinistrés étrangers (loi du 18 octobre 1946, article 12): autorisations de programme, 500; autorisations de payement, 500.
6° Indemnités d'éviction (lois des 28 octobre 1946 et 26 août 1948): autorisations de programme, 1.000; autorisations de payement, 1.000.
Total pour le paragraphe 1er: autorisations de programme, 280.750; autorisations de payement, 214.700.

§ 2. — Dépenses effectuées par l'Etat pour la reconstruction:

1° Travaux de voirie et de réseaux d'assainissement et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité (ordonnance n° 45-2062 du 8 septembre 1945, articles 16, 17, 18 et 20): autorisations de programme, 18.000; autorisations de payement, 10.000.
2° Acquisitions ou expropriations de terrains (loi validée des 11 octobre 1940-12 juillet 1941, article 10 et article 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947): autorisations de programme, 2.000; autorisations de payement, 1.600.
3° Travaux préliminaires à la reconstruction (ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945, article 21 et article 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947): autorisations de programme, 8.900; autorisations de payement, 5.700.
4° Constructions et aménagements provisoires et réparations urgentes exécutées d'office (ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945. — Titres II et III): autorisations de programme, 24.500; autorisations de payement, 15.900.

5° Construction d'immeubles d'habitation par l'Etat (ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945): autorisations de programme, 5.800; autorisations de payement, 11.000.

6° Constructions expérimentales par l'Etat d'immeubles d'habitation (ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 et article 14 de la présente loi): autorisations de programme, 1.700; autorisations de payement, 1.200.

7° Avances aux associations syndicales et aux sociétés coopératives de reconstruction pour la construction d'immeubles d'habitation (ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 et article 15 de la présente loi) et aux groupements de reconstruction pour l'installation des services communs (article 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947): autorisations de programme, 12.000; autorisations de payement, 3.900.

Total pour le paragraphe 2: autorisations de programme, 72.900; autorisations de payement, 49.300.

§ 3. — Participation de la France à la reconstruction des territoires d'outre-mer de l'Union française et des pays de protectorat (lois des 21 et 28 octobre 1946, loi du 30 mars 1947, articles 50 et 51, et article 8 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947): autorisations de programme, 6.000; autorisations de payement, 3.000.

Total pour l'état B: autorisations de programme, 359.650; autorisations de payement, 270.000.

Etat C. — *Tableau par catégories de travaux des dépenses de travaux neufs des entreprises nationales et de la S.N.C.F.*

(En millions de francs.)

Charbonnages de France et houillères de bassin:

Habitations et œuvres sociales, 7.000.
Travaux neufs à moyen terme et enseignement technique, 12.500.
Grands ensembles, 27.500.
Industries de la houille, 18.000.
Total pour les Charbonnages de France, 65.000.

Electricité de France:

Grand équipement (hydraulique), 56.300.
Grand équipement (thermique), 16.000.
Grand équipement (transport), 14.000.
Travaux complémentaires de premier établissement, 5.000.
Distribution et répartition, 13.000.

Gaz de France:

Divers et charges annexes d'équipement, 13.000.
Total pour Electricité de France et Gaz de France, 124.300.

Société nationale des chemins de fer français:

I. — Etablissement:
Matériel roulant, 1.770.
Mobilier et outillage, 1.550.
Electrification, 13.900.
Installations fixes, 6.640.
Participations financières et divers, 860.
Equipement hydroélectrique, 700.
Total pour l'établissement, 25.420

II. — Reconstitution:
Matériel roulant, 31.010.
Mobilier et outillage, 1.620.
Installations fixes, 12.450.
Total pour la reconstitution, 45.080.
Total pour la Société nationale des chemins de fer français, 70.500.
Total pour l'état C, 259.800.

ANNEXE N° 230

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi rendant applicables dans les **territoires d'outre-mer: 1°** la loi du 24 mai 1946 modifiant les **articles 169 et 171 du code pénal; 2°** la loi du 24 novembre 1943, validée par l'ordonnance du 28 février 1945 et l'ordonnance du 8 février 1945, modifiant les **articles 174 et 177 du code pénal; 3°** la loi du 8 octobre 1943, validée par l'ordonnance du 28 février 1945, modifiant l'**article 373 du code pénal,** par M. Durand-Reville, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution dont vous êtes saisis tend à compléter les mesures prises par le Gouvernement en vue de la promulgation du code pénal français dans les territoires d'outre-mer de l'Union française. Lors de la promulgation de ce code dans les territoires et départements d'outre-mer, il semble que l'on ait omis de promulguer un certain nombre de lois qui avaient modifié dans la métropole le code pénal, assortissant certaines dispositions de celui-ci aux conditions économiques de la vie sociale si profondément modifiées par les tribulations monétaires qu'a connues notre pays depuis des années.

Ma proposition de résolution, dont la commission de la France d'outre-mer m'a fait l'honneur de me confier le rapport, vise à réparer certaines de ces omissions:

1° Les articles 169 et 171 du code pénal prévoient, vous vous en souvenez, des peines criminelles lorsque le montant des détournements de deniers publics est supérieur à 3.000 F.

Ces articles ont été modifiés dans la métropole par la loi du 24 mai 1946 qui a porté ce minimum à 100.000 F.

La même modification s'impose dans nos territoires d'outre-mer sous peine de voir s'encombrer inutilement les rôles des cours criminelles qui doivent être saisies actuellement dans tous les cas où le détournement atteint 3.000 F, c'est-à-dire pratiquement dans tous les cas.

A notre connaissance, la loi du 24 mai 1946 n'a été promulguée dans aucun des territoires de l'Union française, en dehors de la métropole;

2° L'article 174 du code pénal qui traite des concussions commises par des fonctionnaires et officiers publics ne correspond plus aux conditions actuelles de l'existence, particulièrement en ce qui a trait aux pénalités appliquées.

C'est ainsi qu'en faisant de la concussion un crime puni de la réclusion chaque fois que les sommes détournées sont supérieures à 300 F, l'article 174 du code pénal dans sa forme ancienne aboutit pratiquement à faire de toutes ces infractions des crimes justiciables de la cour criminelle.

La répression est ainsi retardée et les rôles de cette haute juridiction en sont lourdement encombrés. La loi du 24 novembre 1943, validée par les ordonnances des 8 et 28 février 1945, a mis fin à cet état de choses dans la métropole.

Cette loi n'a été promulguée dans les territoires de l'Union française qu'en Indochine par le décret du 2 juin 1944. Les autres territoires d'outre-mer se voient donc appliquer encore la rédaction ancienne de l'article 174 du code pénal. Il y a lieu de promulguer dans ces territoires la loi qui fait de ces infractions un délit dans tous les cas, tout en élevant le maximum des peines applicables à ce délit: jusqu'à dix ans d'emprisonnement et l'amende jusqu'à 500.000 F.

Les raisons qui ont conduit le législateur à modifier ainsi l'article 174 dans la métropole sont valables dans nos territoires d'outre-mer.

Il en est de même en ce qui concerne l'article 177 du code pénal qui traite de la corruption passive commise par des fonctionnaires.

Cet article applicable dans nos territoires d'outre-mer (en dehors de l'Indochine où la loi du 24 novembre 1943 a été promulguée comme nous l'avons indiqué tout à l'heure) dans sa teneur initiale, ne correspond plus aux conditions actuelles tant par les pénalités encourues que par les modalités même d'application du texte.

Les raisons qui ont conduit le législateur à le modifier pour la métropole doivent être admises en ce qui a trait aux territoires d'outre-mer dans lesquels la loi de modification n'a pas encore été promulguée:

3° Enfin, en ce qui a trait aux dénonciations calomnieuses, c'est l'ancienne rédaction de l'article 373 du code pénal qui est applicable dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, à l'exception cependant également de l'Indochine où la loi du 8 octobre 1943, validée par l'ordonnance du 28 février 1945 a été promulguée.

Or, cet article, ou du moins la jurisprudence qui s'est instituée en vue de son application, subordonne les poursuites contre le dénonciateur à la reconnaissance par voie judiciaire (non-lieu ou acquittement de la personne dénoncée) de la fausseté de la dénonciation.

Il en résulte qu'aucune poursuite ne peut avoir lieu pour dénonciation calomnieuse, sans qu'il ait été au préalable ouvert une instruction contre la personne dénoncée.

Etant donné le nombre des dénonciations malveillantes qui, depuis quelque temps, encombrent les parquets de nos territoires d'outre-mer, il semble qu'il y aurait intérêt, comme je vous le suggère dans la proposition de résolution soumise à votre approbation, à adopter la législation métropolitaine plus simple et plus efficace, telle qu'elle ressort des modifications apportées par la loi du 8 octobre 1943 à l'article 373 du code pénal.

Il suffirait, dans ces conditions, et puisque seule une loi peut apporter la modification souhaitée, que le Gouvernement déposât devant le Parlement un projet de loi rendant applicable dans les territoires d'outre-mer, comme à la métropole et en Indochine, la loi du 8 octobre 1943.

C'est pour cet ensemble de raisons que votre commission de la France d'outre-mer vous invite à voter la résolution que j'ai eu l'honneur de proposer au Conseil de la République, en en modifiant cependant le texte pour tenir compte de la promulgation déjà faite en Indochine, par décret du 2 juin 1944 d'une part, de la loi du 24 novembre 1943 validée par les ordonnances des 8 et 28 février 1945 et, par décret du 29 avril 1944, d'autre part, de la loi du 8 octobre 1943 validée par l'ordonnance du 28 février 1945.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer de l'Union française la loi du 24 mai 1946 modifiant les articles 169 et 171 du code pénal.

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer de l'Union française à l'exception de l'Indochine, où elles le sont déjà:

1° La loi du 24 novembre 1943 validée par les ordonnances des 8 et 28 février 1945 modifiant les articles 174 et 177 du code pénal;

2° La loi du 8 octobre 1943 validée par l'ordonnance du 28 février 1945 modifiant l'article 373 du code pénal.

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 111 (année 1949).

ANNEXE N° 231

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant relèvement du montant des **pensions** allouées **aux sapeurs-pompiers** communaux volontaires, par M. Verdeille, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la loi n° 46-1054 du 14 mai 1946 a porté le taux maximum des pensions d'invalidité des sapeurs-pompiers communaux à 12.000 F.

Or, depuis cette date, le principe a été admis de la parité entre le taux de ces pensions et celui des pensions militaires.

Pour cette raison, la loi du 14 avril 1947 a été votée par le Parlement, en vue de réajuster le montant de la pension viagère à laquelle a droit le sapeur non professionnel blessé en service commandé.

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.): 5120, 5067, 5977 et in-8° 1532; Conseil de la République: 53 (année 1949).

Les pensions militaires ont été relevées à plusieurs reprises depuis la promulgation de cette loi.

En effet:

1° La loi de finances du 13 août 1917 a porté, dans son article 12, le coefficient d'augmentation des pensions de guerre de 3 1/2 à 5 à compter du 1er juillet 1917;

2° La loi de finances du 22 février 1918 a élevé ce même coefficient à 9 et 8 1/2 à compter du 1er janvier 1918;

3° Enfin, l'article 24 de la loi n° 48-1137 du 14 septembre 1948 a majoré les taux ci-dessus de 20 p. 100 à compter du 1er juillet 1918.

Par voie de conséquence, les taux maxima des pensions de sapeurs-pompiers doivent être portés de 21.000 F à 27.000 F pour la période comprise entre le 1er juillet 1917 et le 1er janvier 1918; de 27.000 F à 36.000 F du 1er janvier 1918 au 30 juin 1918, et de 36.000 F à 43.000 F à compter du 1er juillet 1918.

Tel est l'objet du présent projet de loi que votre commission de l'intérieur, unanime, vous demande de bien vouloir adopter.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — La pension viagère à laquelle a droit le sapeur-pompier non professionnel atteint en service commandé d'une incapacité de travail permanente et absolue, est portée de 21.000 F à 27.000 F pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1917, de 27.000 F à 36.000 F pour la période du 1er janvier au 30 juin 1918 et de 36.000 F à 43.000 F à compter du 1er juillet 1918.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget général, pour l'exercice 1918 (dépenses ordinaires des services civils), en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1137 du 14 septembre 1918 portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1918 des dotations de l'exercice 1917 reconduites à l'exercice 1918 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles), un crédit de 5.800.000 F applicable au chapitre 317 « Dépenses de protection civile » du budget de l'intérieur.

ANNEXE N° 232

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **refuser l'homologation de deux décisions** votées par l'**Assemblée algérienne** au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1918, créant auprès de la radiodiffusion d'Algérie un organisme dénommé « **Comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie** »; tendant à porter de **8** à **12** le nombre des **délégués à l'Assemblée algérienne** appelés à siéger au « **Comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie** », par M. François Dumas, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le statut organique de l'Algérie prévoit, en son article 15, que les décisions prises par l'Assemblée algérienne doivent être homologuées par décret.

Le dernier paragraphe de l'article 16 stipule qu'en « cas de refus d'homologation, la décision de l'Assemblée algérienne est déférée au Parlement, qui statue ».

C'est dans ces conditions que l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi confirmant le refus d'homologation par le Gouvernement, des décisions de l'Assemblée algérienne créant un comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie.

M. le ministre de l'intérieur a motivé ce refus par les trois raisons suivantes:

a) Ces textes ont été votés par l'Assemblée au cours de sa session extraordinaire, sans qu'ils aient été inscrits à l'ordre du jour de la session, fixé par arrêté du gouverneur général, conformément aux dispositions du statut de l'Algérie;

b) L'Assemblée algérienne n'avait pas à statuer par voie de décision, attendu que le service de la radiodiffusion en Algérie a été organisé par l'ordonnance du 2 novembre 1945 en service d'Etat et que ses dépenses sont supportées pour les trois quarts par le budget métropolitain;

c) Pour des raisons techniques et internationales, il n'est pas désirable que la radiodiffusion soit organisée autrement qu'en service d'Etat.

L'Assemblée nationale, sur la proposition de sa commission de l'intérieur, a considéré que le premier des trois motifs invoqués ci-dessus suffisait pour justifier le refus d'homologation opposé par le Gouvernement.

En effet, les décisions de l'Assemblée algérienne qui:

D'une part, créent, auprès de la radiodiffusion de l'Algérie, un organisme dénommé: « Comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie »;

D'autre part, tendent à porter de 8 à 12 le nombre des délégués appelés à siéger au comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie;

ont été votées au cours d'une session extraordinaire de juin-juillet 1918, sans qu'elles aient été inscrites à l'ordre du jour de cette session.

Or, l'article 35 du statut de l'Algérie édicte, *in fine*, que « l'objet de la session extraordinaire est limitativement précisé par la convocation ».

Les deux autres irrégularités invoquées par le ministre de l'intérieur s'insèrent dans le cadre de l'ordonnance n° 45-2618, du 2 novembre 1945, sur l'organisation de la radiodiffusion et de la télévision en Algérie. Cette ordonnance, qui a force de loi, stipule en son article 1er:

« Le service de la radiodiffusion et de la télévision en Algérie est confié à la radiodiffusion française qui en assure le fonctionnement avec les mêmes attributions que dans la métropole, et en accord avec le gouverneur général, dans les conditions ci-après définies. »

Il résulte de ces conditions:

a) Que les charges de fonctionnement de la radiodiffusion et de la télévision en Algérie sont inscrites au budget annexe de la radiodiffusion française. Celui-ci reçoit du gouverneur général, à titre de participation, une subvention correspondant au produit de la taxe algérienne sur les récepteurs (article 4 de l'ordonnance précitée);

b) Qu'une fraction de cette subvention doit être affectée aux dépenses des émissions musulmanes que la radio d'Alger doit assurer, parallèlement aux émissions en langue arabe et en langue berbère que la radiodiffusion française assure pour le compte du gouvernement général et sous sa direction (article 6 de l'ordonnance);

c) Que le directeur général de la radio française arrête l'ensemble des programmes des émissions métropolitaines qui sont destinées également à l'Algérie, en règle la retransmission ou les relais, et que seuls les programmes parlés d'Algérie sont soumis à l'agrément du gouverneur général (article 5 de l'ordonnance).

Il faut également considérer:

1° Que la participation financière de l'Algérie est actuellement de l'ordre de 25 p. 100, compte tenu des sommes investies dans les travaux entrepris par la radiodiffusion française pour l'amélioration du réseau algérien, et que 75 p. 100 des dépenses sont supportées par le budget métropolitain;

2° Que si Radio-Algérie devait vivre uniquement avec le produit de la taxe algérienne, son développement serait compromis;

3° Qu'un réseau radiophonique dépend surtout des longueurs d'ondes attribuées par des conférences internationales, auxquelles l'Algérie ne peut pas être représentée directement.

D'autres raisons encore seraient à retenir qui montrent que le service de la radiodiffusion en Algérie est un service national français dépassant le cadre purement algérien et, qu'à ce titre, il est largement aidé par le budget métropolitain, ce qui implique, en contre-partie, des obligations. C'est ainsi qu'est établie l'illégalité de toute décision tendant à le faire gérer directement par un comité de gestion et de surveillance, puisque c'est l'ordonnance précitée du 2 novembre 1945 qui a organisé la radiodiffusion et la télévision en Algérie.

Est-ce à dire qu'aucun comité ne doit être institué auprès de ce service, tout au moins à titre consultatif? Certes non, puisque des pourparlers étaient déjà engagés, qui ont été arrêtés par les décisions irrégulières de l'assemblée algérienne, et qui tendaient à la création d'un comité ayant pour rôle essentiel la recherche de tous les moyens de perfectionner les émissions de Radio-Algérie. Nous souhaitons que ce projet soit repris le plus tôt possible, à la diligence du gouvernement général.

Mais ce comité ne peut avoir pour mission, comme le précise la décision n° 48 de l'assemblée algérienne, de prendre ou proposer toutes les mesures relatives au fonctionnement du service, depuis le recrutement du personnel jusqu'au contrôle des émissions, et cela contrairement aux dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945.

Votre commission de l'intérieur, qui a à connaître de l'affaire dans le cadre du statut organique de l'Algérie et des textes réglementaires, n'a pu que constater le bien-fondé des motifs, tant de forme que de fond, invoqués par le Gouvernement pour refuser d'homologuer les deux décisions n° 48 de l'assemblée algérienne.

C'est donc dans une voie toute différente et en liaison avec les pouvoirs publics nationaux que doit être recherché le mode d'association des populations algériennes à l'établissement des programmes d'émission.

D'autre part, votre commission de l'intérieur a saisi de la question la commission de la presse, de la radio et du cinéma, en présence de M. Mitterrand, secrétaire d'Etat à l'information. M. le ministre, comme M. le président de la commission, ont confirmé qu'il s'agissait, en la circonstance, non pas de statuer sur le fond de décisions d'organisation de Radio-Algérie, mais sur la situation de ces décisions au regard du statut de l'Algérie et de la législation en vigueur. Dans ces conditions, la commission de la presse, de la radio et du cinéma a laissé à celle de l'intérieur le soin de rapporter seule la question.

C'est sans débats que l'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi qui vous est soumise et qui, en un article unique, ratifie le refus d'homologation du Gouvernement.

Votre commission de l'intérieur, pour les raisons qu'elle a exposées, conclut à l'adoption de ce texte.

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Les décisions votées par l'assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1918, créant auprès de la radiodiffusion d'Algérie un organisme dénommé « comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie », tendant à porter de huit à douze le nombre des délégués à l'assemblée algérienne appelés à siéger au comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie, ne sont pas homologuées.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5577, 6195 et in-8° 1561; Conseil de la République: 115 (année 1949).

ANNEXE N° 233

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à la **revision des forfaits** en matière de bénéfices industriels et commerciaux appliqués aux **artisans ruraux** en vue de **proportionner l'effort fiscal** qui leur est demandé à leurs **facultés contributives**, présentée par MM. Chazette, Pauly, Champeix, Gaston Charlet, Madoumier et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des finances.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, au cours de la séance du 25 février 1949, l'Assemblée nationale, discutant de la politique agricole du Gouvernement et tenant compte de la situation créée dans le monde paysan par la mévente de nombreux produits de la terre, votait par 389 voix contre 181 un ordre du jour d'où nous extrayons ces phrases: « L'Assemblée

nationale demande au Gouvernement d'amener la baisse des produits industriels et des services nécessaires aux agriculteurs, et qui déterminent leurs prix de revient; de proportionner l'effort fiscal demandé à l'agriculture à ses facultés contributives, compte tenu des nécessités de son équipement. »

Nous avons pensé qu'il y avait lieu d'associer aux cultivateurs les artisans ruraux en vue de les faire bénéficier de mesures semblables. Avec quelques semaines de retard, ils vont, en effet, être touchés à leur tour par la crise agricole; c'est à eux, en premier lieu, qu'on demandera de justifier de la baisse des produits industriels et des services indispensables à l'agriculture.

Cet effort de compression des marges bénéficiaires ou de diminution des salaires horaires actuellement accordés qui sera soit sollicité, soit imposé, les artisans ruraux sont prêts à le consentir; mais ils demandent en contre-partie une diminution des charges qui les frappent et particulièrement des charges fiscales.

L'an dernier, lors de la discussion des aménagements à apporter à la loi créant le prélèvement exceptionnel, le groupe socialiste avait déjà demandé que des mesures soient prises en faveur des artisans; or, les renseignements qui nous sont parvenus des diverses régions de France semblent montrer que contrairement aux espoirs des artisans ruraux les forfaits qui leur sont appliqués ont été fortement, trop fortement, majorés.

C'est pourquoi nous demandons au Gouvernement de se pencher sur la situation de ces modestes travailleurs indispensables à notre agriculture et nous pensons que le Conseil de la République acceptera de voter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à faire procéder à la revision des forfaits en matière de bénéfices industriels et commerciaux appliqués aux artisans ruraux en vue de proportionner l'effort fiscal qui leur est demandé à leurs facultés contributives.

ANNEXE N° 234

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, reconduisant l'**allocation temporaire aux vieux** pour le **premier trimestre de** l'année **1949** et modifiant la loi du 14 juillet 1905 relative à l'**assistance obligatoire** aux **vieillards,** aux **infirmes** et aux **incurables** privés de ressources, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 10 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le premier trimestre de l'année 1949 et modifiant la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'allocation temporaire, instituée par les articles 2 à 6 de la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946, et dont les conditions d'attribution ont été modifiées par l'article 3 de la loi n° 47-1250 du 8 juillet 1947, l'article 4 de la loi n° 47-1706 du 4 septembre 1947, le deuxième alinéa de l'article 1er de la loi n° 48-35 du 7 janvier 1948 et les articles 3 et 5 de la loi n° 48-1522 du 29 septembre 1948, continuera d'être servie pour le premier trimestre de 1949 au taux de 1.600 F par mois.

Art. 2. — Le financement de l'allocation prévue par l'article précédent sera assuré par une avance du Trésor recouvrable sur les caisses qui seront créées, en vue de servir des allocations de vieillesse, dans le cadre des organisations autonomes prévues par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées.

Le remboursement de ces avances devra intervenir dans le délai fixé par l'article 2 de la loi n° 48-471 du 21 mars 1948.

Art. 2 *bis* (nouveau). — Le crédit de dépenses de 5.700 millions de francs prévu à l'état E annexé à l'article 5 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949, relative aux comptes spéciaux du Trésor (exercice 1949), allocations temporaires aux vieux (lois des 8 juillet et 4 septembre 1947), est porté à 11.520 millions de francs.

Art. 3. — Dans le premier alinéa de la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946, les mots suivants ont été supprimés:

« Dans les mêmes conditions que les ressources provenant de l'épargne. »

Art. 4. — Dans le cinquième alinéa de l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905, modifié par l'article 14 de la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946, les mots suivants sont supprimés:

« Soit de l'allocation temporaire instituée par le titre Ier de la présente loi... »

Art. 5. — Il est ajouté à l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, un huitième alinéa ainsi rédigé:

« L'allocation temporaire instituée par la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946 ne peut en aucun cas, être comprise dans les ressources déductibles au sens du présent article. »

Art. 6. — La deuxième phrase du troisième alinéa de l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905, modifiée par la loi n° 48-1522 du 29 septembre 1948, est remplacée par les dispositions suivantes:

« Les taux sont portés à 1.300 F et à 1.600 F pour les infirmes et incurables âgés de moins de soixante ans. »

Art. 7. — Par dérogation aux dispositions de l'article 5 de la loi du 14 juillet 1905, les sommes perçues par les assistés au cours du quatrième trimestre 1948 leur demeurent acquises.

Art. 8. — Les dispositions des articles 3, 4, 5 et 6 ont effet à partir du 1er janvier 1949.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6668, 6671, 6711, 6733 et in-8° 1657.

ANNEXE N° 235

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la reconstitution et des dommages de guerre sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux **baux à loyer** de locaux ou d'**immeubles à usage commercial, industriel** ou **artisanal** détruits par suite d'**actes de guerre,** par M. Louis André, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 11 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 10 mars 1949, page 617, 1re colonne).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 1225, 1340, 4020, 4336, 4668, 5825, 5852 et in-8° 1474; Conseil de la République: 11-108 (année 1948) et 207 (année 1949).

ANNEXE N° 236

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à **exonérer** de certains impôts les **bénéfices** réalisés par les **sociétés d'investissement,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

Paris, le 10 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 4 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à exonérer de certains impôts les bénéfices réalisés par les sociétés d'investissement.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Il est inséré dans le décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 un article 125 *bis* ainsi conçu:

« *Art.* 125 bis. — Par dérogation aux dispositions des articles 39, 92 et 95 du présent décret, les bénéfices réalisés par les sociétés d'investissement constituées dans les conditions prévues par le titre premier de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sont exonérés, tant de l'impôt sur les sociétés que, lorsqu'ils sont distribués par elles, de la taxe proportionnelle, dans la mesure où ils proviennent des produits nets de leur portefeuille ou des plus-values qu'elles réalisent sur la vente des titres ou parts sociales faisant partie de ce portefeuille. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 mars 1949.

Le président,
signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 237

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **création de postes** aux **cours d'appel** de **Paris,** d'**Amiens** et de **Colmar** et à l'administration centrale du ministère de la justice, par M. Emilien Lieutaud, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 11 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du conseil de la République du 10 mars 1949, page 649, 3e colonne.)

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6446, 6580 et in-8° 1636.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3183, 5621, 6250, 6465 et in-8° 1601; Conseil de la République, 32 (année 1948), 189 et 224 (année 1949).

ANNEXE N° 238

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relative à l'évaluation des **bénéfices agricoles** pour l'année **1949**, par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 11 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du conseil de la République du 10 mars 1949, page 650, 3e colonne.)

ANNEXE N° 239

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relative à l'évaluation des **bénéfices agricoles** pour l'année **1949**, par M. Dulin, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 11 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du conseil de la République du 10 mars 1949, page 650, 2e colonne.)

ANNEXE N° 240

(Session de 1949. — Séance du 10 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 1er de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945, en ce qui concerne **l'exercice des professions de médecin, chirurgien dentiste** et de **sage-femme** par certains **praticiens étrangers,** par M. Le Basser, sénateur (3).

Mesdames, messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique un rapport sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 1er de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1935, en ce qui concerne l'exercice des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage femme par certains praticiens étrangers.

Les lois des 30 novembre 1892, 21 avril 1933, 26 juillet 1935 régissant la pratique de la médecine en France permettaient à des étrangers de venir exercer leur profession dans notre pays. La loi de 1892 exigeait le diplôme d'Etat français, la loi de 1935 exigeait la nationalité française, mais prévoyait que dans certains cas des étrangers pourraient venir en France exercer sous réserve de réciprocité.

Or, l'ordonnance du 24 septembre 1945 n'a pas repris cette dernière disposition.

Le Gouvernement, suivi en cela par l'Assemblée nationale, a demandé de rétablir cette disposition en intercalant après le paragraphe 2° de l'article 1er de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 deux alinéas sur la rédaction desquels votre commission a délibéré.

L'article 1er de l'ordonnance en cause est ainsi conçu:

Nul ne peut exercer la profession de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, s'il n'est:

1° Muni du diplôme d'Etat;

2° Citoyen ou sujet français ou ressortissant d'un pays placé sous protectorat de la France.

Deux conditions sont donc exigées: nationalité française et diplôme d'Etat.

Et il n'est plus question d'échanges sous bénéfice de réciprocité.

Le but des dispositions nouvelles qui vous sont proposées est double:

1° Il s'agit de permettre un échange de praticiens avec des Etats étrangers, ce qui convient à l'expansion de la science française et à l'admission, en France, d'hommes de science qualifiés dont certains ont rendu à notre pays des services remarquables dans des périodes difficiles;

2° Il s'agit, aussi, d'autoriser certains praticiens attachés à des fondations hospitalières étrangères ayant acquis droit de cité en France, à exercer dans la métropole.

Ce double but est louable. Il faut avoir en mémoire les services que l'hôpital américain de Neuilly a rendus à notre pays, lors de la guerre 1914-1918, lors de la guerre 1939-1940 et après la Libération. Il faut aussi penser que cet hôpital est intégré dans l'armement hospitalier parisien, que son existence est nécessaire, que des médecins français y exercent à côté de médecins américains également qualifiés.

En considération de ce qui est exposé, votre commission vous propose d'adopter le texte qui vous est soumis avec deux modifications cependant. La première, sans importance essentielle, concerne la rédaction du second alinéa. La deuxième est plus importante: il s'agit d'intercaler, après la phrase: « lorsqu'un établissement hospitalier, établi sur le territoire français par un organisme étranger aura obtenu la reconnaissance d'utilité publique » la mention: « avant la promulgation de la présente loi ».

L'objet de cette modification est le suivant:

La France va au devant d'une pléthore médicale puisqu'en 1952, 10.000 médecins nouveaux environ exerceront leur art. Le projet de loi tel qu'il nous est transmis donnerait la possibilité à des praticiens étrangers attachés à des fondations hospitalières étrangères établies en France et reconnues d'utilité publique de venir concurrencer nos praticiens nationaux. L'amendement qui vous est présenté a donc pour but de limiter la portée de ce texte.

Sous la réserve de ces observations, votre commission vous demande d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est intercalé, après le paragraphe 2° de l'article 1er de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945, deux alinéas ainsi conçus:

« Toutefois, lorsqu'un Etat étranger accorde à des médecins, chirurgiens-dentistes ou sages-femmes nationaux français, ou ressortissants français, le droit d'exercer leur profession sur son territoire, le ressortissant de cet Etat pourra être autorisé à pratiquer son art en France par arrêté du ministre de la santé publique et de la population, si des accords ont été passés à cet effet avec cet Etat, et si l'équivalence de la valeur scientifique du diplôme est reconnue par le ministre de l'éducation nationale. Ces accords, conclus avec l'agrément du ministre de la santé publique et de la population, devront comporter obligatoirement la parité effective et stipuleront le nombre des praticiens étrangers que chacun des deux pays autorisera à exercer sur son territoire. Les autorisations seront données individuellement après avis des organisations syndicales nationales et des ordres intéressés, aux praticiens ayant satisfait à l'examen de culture générale tel qu'il est prévu dans le décret n° 47-158 du 15 janvier 1947, cet examen comportant en plus une épreuve écrite sur la connaissance des lois médico-sociales affectée d'un coefficient égal à celui de la composition française. Elles pourront être retirées à tout moment.

« Lorsqu'un établissement hospitalier, établi sur le territoire français par un organisme étranger, aura obtenu la reconnaissance d'utilité publique avant la promulgation de la présente loi, le ministre de la santé publique et de la population pourra autoriser, par arrêté individuel, certains praticiens attachés à cet établissement à exercer leur art en France, par dérogation aux dispositions des paragraphes 1° et 2° ci-dessus et après avis des organisations nationales intéressées. Ces praticiens devront être inscrits au tableau de l'ordre intéressé. Le nombre maximum par établissement hospitalier de ces praticiens autorisés sera fixé par arrêté conjoint du ministre de la santé publique et de la population et du ministre des affaires étrangères et l'autorisation ne sera valable que pour la période durant laquelle lesdits praticiens seront effectivement attachés à cet établissement. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6338, 6182 et in-8° 1645; Conseil de la République, 218 (année 1949).

(2) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.), 6338, 6482 et in-8° 1645; Conseil de la République, 218 et 238 (année 1949).

(3) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.), 5725, 5980 et in-8° 1537; Conseil de la République, 69 (année 1949).

ANNEXE N° 241

(Session de 1949. — Séance du 11 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant autorisation de **dépenses d'investissement** (reconstruction modernisation et équipement pour le mois de **mars 1949,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 11 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 11 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le mois de mars 1949.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les crédits d'investissement, dont les maxima sont fixés par l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, pourront être utilisés du 1er au 31 mars 1949 à concurrence du douzième de leur montant, dans les conditions qui seront déterminées par décrets pris en conseil des ministres.

Art. 2. — I. — Les deux premiers alinéas de l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 sont modifiés ainsi qu'il suit:

« A compter du 1er janvier 1949, et dans la limite du montant dont le règlement n'est pas différé en exécution de l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 modifiée par la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948, seront payées pour moitié par remise de titres, les indemnités de dommages de guerre afférentes aux biens indiqués aux alinéas 6, 7 et 8 du présent article, lorsqu'elles concernent:

« Soit les reconstitutions reconnues prioritaires à partir de 1949;

« Soit les reconstitutions reconnues prioritaires avant 1949 et non encore entreprises avant 1949;

« Soit les reconstitutions reconnues prioritaires et entreprises avant 1949, en ce qui concerne les programmes nouveaux lancés à partir de 1949.

« Ces dispositions s'appliquent aux biens ci-après:

« Immeubles d'habitation, appartenant à des personnes morales. »

II. — Le 5e alinéa de l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 est complété par les mots:

« ...associations et sociétés sans but lucratif effectuant des reconstructions d'édifices cultuels d'établissements hospitaliers et d'enseignement. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6760, 6789 et in-8° 1662.

Art. 3. — Le blocage prévu par l'article 14, 3e alinéa, de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 est supprimé en ce qui concerne les versements à la caisse autonome de la reconstruction.

Il est bloqué, sur les autorisations de versements à la caisse autonome de la reconstruction figurant à l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, un montant de 45 milliards de francs en crédits de payement.

Les ressources particulières nouvelles, qui seraient affectées à la reconstruction en 1949 et versées à la caisse autonome de la reconstruction seront utilisées, par priorité, pour réaliser par décret en conseil des ministres, le déblocage des autorisations de payements bloquées en vertu du deuxième alinéa du présent article.

Art. 4. — L'article 11, premier alinéa de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 est modifié ainsi qu'il suit:

« La caisse autonome de la reconstruction est autorisée à émettre des titres, en 1949, dans la limite de 31.250 millions de francs pour l'application de l'article 9 ci-dessus, et de 58.750 millions de francs pour l'application de l'article 10 ci-dessus. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 242

(Session de 1949. — Séance du 11 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'**article** 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 tendant à simplifier la **procédure de vote du budget général de l'exercice 1949** et relatif aux économies budgétaires, et l'**article 14** de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des **maxima des dépenses publiques** et évaluation des voies et moyens, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). —

Paris, le 11 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 11 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 tendant à simplifier la procédure de vote du budget général de l'exercice 1949 et relative aux économies budgétaires, et l'article 14 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le délai de deux mois prévu au cinquième alinéa de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 pour le vote par le Parlement des projets de loi tendant à la réalisation des économies imposées par la limitation du montant total des dépenses ordinaires des services civils est porté à trois mois.

Art. 2. — Le montant du blocage prévu par l'alinéa 2 de l'article 14 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 pour les crédits applicables aux dépenses budgétaires est ramené de 75 à 60 p. 100.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6759 et in-8° 1661,

Art. 3. — La limite du 31 mars 1949 prévue par l'alinéa 4 de l'article 14 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 pour l'intervention des textes de déblocage est reportée au 30 avril 1949.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 243

(Session de 1949. — Séance du 11 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier les **accords** relatifs à la **sécurité sociale** intervenus le 12 octobre 1948 entre la **France** et la **Tchécoslovaquie,** par M. Tharradin, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 12 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 11 mars 1949, page 668, 3e colonne.)

ANNEXE N° 244

(Session de 1949. — Séance du 11 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, reconduisant l'**allocation temporaire aux vieux** pour le **premier trimestre de** l'année **1949** et modifiant la loi du 14 juillet 1905 relative à l'**assistance obligatoire** aux **vieillards,** aux **infirmes** et aux **incurables** privés de ressources, par M. Tharradin, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 12 mars 199199. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 11 mars 1949, page 669, 2e colonne).

ANNEXE N° 245

(Session de 1949. — Séance du 11 mars 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, reconduisant l'**allocation temporaire aux vieux** pour le **premier trimestre de** l'année **1949** et modifiant la loi du 14 juillet 1905 relative à l'**assistance obligatoire** aux **vieillards,** aux **infirmes** et aux **incurables** privés de ressources, par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (3).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 12 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 11 mars 1949, page 669, 3e colonne).

ANNEXE N° 246

(Session de 1949. — Séance du 11 mars 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les conditions dans lesquelles la **réforme administrative** a été appliquée aux **administrations centrales** et assimilées, à supprimer le **cadre des agents supérieurs** et à intégrer ceux-ci dans le corps des **administrateurs civils,** présentée par MM. Charles Rune, Baratgin, Dulin, Gadoin et Bernard Lafay, sénateurs. — [Renvoyée à la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie.)]

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la réforme de la fonction publique a eu essentiellement pour but de créer dans les administrations centrales un cadre d'élite — le corps des administrateurs civils — chargé des fonctions de direction, de conception, de mise en application de la politique définie par le Gouvernement et de la préparation de tous textes réglementaires.

Le recrutement de ce cadre est désormais assuré par les élèves de l'école nationale d'administration, instituée par l'ordonnance du 9 octobre 1945. Cependant, à l'origine et à titre transitoire, des agents appartenant aux cadres supérieurs des administrations centrales furent, après examen de leurs titres et leurs mérites par des commissions créées à cet effet, intégrés directement dans le corps des administrateurs civils. Les agents non intégrés furent placés, à l'exclusion de tous autres, dans le cadre provisoire des agents supérieurs.

Depuis lors, les agents ainsi écartés du corps des administrateurs civils, non seulement n'ont cessé de protester contre le principe même d'une telle discrimination entre fonctionnaires issus d'un même recrutement et chargés de fonctions identiques, mais de plus se sont constamment élevés avec vigueur contre les conditions dans lesquelles avait été réalisée cette discrimination.

Ils ont en effet toujours soutenu que les commissions d'intégration, où siégeaient des fonctionnaires de même grade que celui des agents à sélectionner, ne pouvaient, de toute évidence, avoir l'objectivité nécessaire et faire preuve de l'impartialité indispensable pour opérer les choix qui leur étaient demandés.

Un très grand nombre d'agents supérieurs ont introduit, notamment pour ce motif, des pourvois devant les juridictions administratives à l'effet de faire annuler des décisions jugées par eux comme entachées d'irrégularité.

En prononçant par l'arrêt Trèbes du 4 mars 1949 l'annulation des opérations d'intégration au ministère de la guerre, le conseil d'Etat vient de leur donner raison. La Haute Assemblée a, en effet, constaté que les commissions instituées dans cette administration comprenait des fonctionnaires en concurrence directe pour l'intégration avec ceux dont elles avaient à apprécier des titres; elle a jugé que la présence de ces fonctionnaires était inconciliable avec les garanties que le décret du 18 octobre 1945 avait entendu donner aux personnels en cause.

Or, et c'est là qu'apparaît l'incidence considérable de l'arrêt Trèbes: dans toutes les administrations centrales les commissions d'intégration ont été composées de la même façon qu'au ministère de la guerre. Il est raisonnable, en conséquence, de penser que des décisions identiques à celle de l'arrêté Trèbes seront prochainement prises par les juridictions administratives à l'égard des recours introduits devant elles par des agents supérieurs appartenant aux différents ministères.

La confusion qui résulterait d'une annulation générale des opérations dans toutes les administrations centrales serait inimaginable, surtout si l'on songe que les nominations, reclassements, promotions de classe et d'échelon intervenus depuis le 1er janvier 1946, dans les deux cadres d'administrateurs et d'agents supérieurs, se trouveraient ainsi remis en cause.

Il importe d'éviter que pareille éventualité se produise.

Les pouvoirs publics n'ont pas intérêt à voir renaître dans le sein des administrations centrales, à l'occasion d'une nouvelle sélection, l'agitation et la fièvre qui ont accompagné la première opération d'intégration. Cela ne pourrait que nuire à la bonne marche des services.

La seule solution, qui nous paraisse s'imposer et qui soit au surplus conforme à l'équité, est l'intégration dans le corps des administrateurs civils des fonctionnaires qui en ont été écartés.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6133, 6477 et in-8° 1634; Conseil de la République, 215 année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6668, 6671, 6711, 6733 et in-8° 1657; Conseil de la République, 234 année 1949).

(3) Voir les nos: Assemblée nationale 1re législ.), 6668, 6671, 6711, 6733 et in-8° 1657; Conseil de la République, 231 et 244 (année 1949).

Malgré l'injuste disqualification professionnelle dont ils ont été frappés, ces fonctionnaires ont conservé l'estime de leurs chefs; ils ont été maintenus, dans bien des cas de préférence à des administrateurs, à des postes comportant des responsabilités élevées et ce n'est certainement pas sans raison que, le 3 mars dernier, le conseil supérieur de la fonction publique, composé de la plupart des directeurs de personnel des administrations centrales, a proposé de relever de 50 points l'indice maximum de leur traitement.

Cela établit d'ailleurs avec évidence que la sélection recherchée n'a jamais été réalisée.

Nous vous demandons, en conséquence, d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à reconsidérer, d'urgence, les conditions dans lesquelles la réforme administrative a été réalisée dans les administrations centrales et assimilées, en conséquence à supprimer le cadre des agents supérieurs desdites administrations et à intégrer ceux-ci dans le corps des administrateurs civils.

ANNEXE N° 247

(Session de 1949. — Séance du 11 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **exonérer** de certains impôts les **bénéfices** réalisés par les **sociétés d'investissement**, par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 12 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 11 mars 1949, page 671, 2e colonne).

ANNEXE N° 248

(Session de 1949. — Séance du 11 mars 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à supprimer et à faire supprimer toute **surtaxe postale aérienne** dans le transport du **courrier** de toute nature à l'intérieur de l'**Union française**, présentée par M. Durand-Réville, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la France d'outre-mer.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, j'avais l'honneur, au cours de la précédente législature, de déposer sur le bureau du Conseil de la République, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la surtaxe postale aérienne dans le transport du courrier à l'intérieur de l'Union française.

Cette proposition de résolution, renvoyée à l'époque à l'examen de votre commission de la France d'outre-mer, fut étudiée par elle et j'avais eu le privilège de recevoir de celle-ci le mandat de rapporter favorablement en son nom devant le Conseil de la République, les conclusions d'une résolution à laquelle ses membres, convaincus sans doute par l'exposé des motifs dont je l'avais fait précéder, attachaient unanimement, le plus grand prix.

Le Gouvernement à l'époque, comme c'était son droit aux termes de notre règlement, préféra faire écarter la discussion de cette proposition de résolution de l'ordre du jour du Conseil de la République. Il y aurait sans doute de la part de l'auteur de cette proposition de résolution, quelque outrecuidance à penser que les arguments qu'il avait développés en faveur de son initiative, avaient, dès lors, convaincu également le Gouvernement, cependant que ce dernier ne fut peut-être pas prêt alors, matériellement, à donner suite à une résolution que nos prédécesseurs n'eussent certainement pas manqué en séance publique d'appuyer d'une approbation qui s'était déjà manifestée au sein de votre commission de la France d'outre-mer.

Quoi qu'il en soit, l'administration des P.T.T. décidait le 10 janvier dernier de donner satisfaction, mais dans une certaine mesure seulement, aux desiderata dont le ministre responsable de l'administration des P.T.T. avait préféré éviter la discussion publique.

Nous ne pouvons ici tout d'abord que lui exprimer notre reconnaissance de nous avoir suivis, ne fût-ce que partiellement.

Aux termes de la décision intervenue, le transport par avion s'opère désormais sans surtaxe, des correspondances ne pesant pas plus de 20 grammes, destinées non seulement à l'Afrique du Nord, mais à tous les territoires et départements français d'outre-mer.

Cette innovation, partie de ce que nous demandions nous-mêmes, n'est pas sans intérêt puisque la surtaxe aérienne pour les lettres jusqu'à 20 grammes envoyées à Madagascar, à la Martinique ou en Indochine par exemple, était auparavant de 20 F par 5 grammes. Mais les lettres de plus de 20 grammes, les journaux et les périodiques conservent un traitement tout à fait différent et d'ailleurs variable suivant leurs destinations:

1° Les surtaxes aériennes applicables à ces objets n'ont subi aucune augmentation pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Elles restent de 6 F pour 20 grammes pour les lettres, 5 F pour les imprimés, échantillons, etc..., 4 F par 20 grammes pour les journaux;

2° Lorsque le destinataire est l'A.O.F., l'A.E.F., le Cameroun ou la Côte française des Somalis, les surtaxes aériennes qui étaient de 20 F, 25 F ou 12 F, suivant les objets, bénéficient d'une diminution et sont ramenées respectivement à 15 F par 5 grammes pour les lettres, 20 F par 20 grammes pour les imprimés et 10 F par 20 grammes pour les journaux;

3° Quant aux territoires, sans doute plus lointains, tels que Madagascar, la Réunion, l'Inde française, l'Indochine, la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Saint-Pierre et Miquelon, la Nouvelle-Calédonie et les Etablissements français de l'Océanie, les surtaxes aériennes supportées par les objets qui leur sont destinés ont subi une augmentation de 50 p. 100 pour les lettres, de 60 p. 100 pour les imprimés et de 60 p. 100 pour les journaux Ces surtaxes sont ainsi désormais de 30 F par 5 grammes pour les lettres (au lieu de 20 F), de 40 F pour les imprimés (au lieu de 25 F) et de 20 F par 20 grammes pour les journaux (au lieu de 12 F).

Sans doute ne peut-on que se réjouir des avantages substantiels qu'à notre appel, l'administration des postes, télégraphes et téléphones a bien voulu instituer en faveur de certaines correspondances et de certaines destinations.

Mais pour les lettres pesant plus de 20 grammes, pour les imprimés, pour les journaux et périodiques, on ne saurait manquer de déplorer la discrimination que paraît faire l'administration des postes, télégraphes et téléphones (discrimination fort sensible puisque le tarif varie dans certains cas du simple au double), entre les différents territoires et départements de l'Union française.

On comprend sans doute que les techniciens de la poste aérienne appuient leurs barèmes sur des considérations relatives au nombre de kilomètres à franchir. Mais on ne saurait s'empêcher d'opposer à ces considérations matérielles les raisons d'ordre moral qui militent en faveur d'une bienveillance plus totale à l'égard du seul moyen moderne de vivifier les échanges économiques et culturels dont on conviendra qu'ils sont la condition primordiale de la cohésion d'une Union française qui s'affirme chaque jour davantage plus solidement groupée autour de la métropole.

On aura quelque idée de la barrière que constitue cette surtaxe postale aérienne à l'échange des idées entre les différents territoires de l'Union française, lorsque l'on saura que pour une revue hebdomadaire, d'un poids moyen de 100 grammes, la réforme apportée au tarif de l'administration des postes, télégraphes et téléphones aboutit à ce résultat que les frais d'envoi par avion passent de 60 à 100 F par livraison.

On souhaite, n'est-il pas vrai, que la pensée française atteigne les territoires lointains de la France d'outre-mer, qu'il s'agisse de départements, de territoires ou d'états associés chaque jour en un volume accru. Dans la pratique, ce désir se traduirait par une augmentation du nombre de pages des journaux et périodiques quittant chaque semaine la métropole à destination de ces terres lointaines. Les directions de ces publications sont, dans les conditions nouvelles, singulièrement plus réticentes encore que par le passé à augmenter le nombre de pages ou le format de leurs journaux et cela est fort dommage car nos territoires d'outre-mer sont ainsi toujours privés de la connaissance de certains aspects de la vie et de certains sujets de la pensée métropolitaines dont la surtaxe postale aérienne avait, autrefois déjà, interdit de les tenir au courant.

Nous sera-t-il permis d'ailleurs de rappeler que ce que l'administration accordait ainsi d'une main était dans une certaine mesure repris par elle de l'autre, puisque aussi bien, la suppression de la surtaxe postale aérienne pour les lettres et cartes pesant moins de 20 grammes, s'accompagnait, on s'en souvient, d'une augmentation générale et massive des tarifs postaux ordinaires.

Enfin, par un singulier paradoxe, la bienveillance administrative paraît s'être cantonnée à l'envoi des correspondances privées de la métropole vers les divers territoires de l'Union française, se refusant à s'étendre jusqu'à faire supprimer la surtaxe, toujours en vigueur, pour le courrier aérien émanant de nos territoires lointains et portant à la métropole l'expression quotidienne des aspirations intellectuelles et morales, et des nécessités économiques aussi, des populations de la France des cinq parties du monde.

J'entends bien que les offices postaux des territoires français d'outre-mer sont autonomes et que c'est à eux qu'il appartiendrait administrativement d'étendre au courrier aérien issu des territoires où ils exercent leur monopole postal, les mesures que l'administration métropolitaine a déjà prises en faveur de certaines catégories de courrier aérien. Il n'en reste pas moins qu'il y a là une question de politique générale et que les directives en cette matière doivent être données sinon par l'administration des postes, télégraphes et téléphones, mais par le Gouvernement lui-même où la voix de M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé des postes, télégraphes et téléphones, pourrait avantageusement se faire entendre dans ce sens.

On voudrait connaître n'est-il pas vrai, la démarche d'esprit qui a conduit le Gouvernement à limiter ainsi strictement une bienveillance inspirée cependant de motifs également valables pour l'ensemble des relations postales de tous les territoires de l'Union française.

Les arguments que je me permettais déjà de développer dans ma proposition de résolution n° 585 du 22 juin dernier, me paraissent en effet n'avoir rien perdu d'une force qui n'a cependant emporté qu'une partie des positions de l'administration. Ce ne sont pas en effet que les liens administratifs qui nouent les différents éléments de l'Union française, ce sont aussi des liens économiques et surtout culturels.

Une vie économique intense, un courant régulier d'échanges entre la France et les territoires d'outre-mer les plus lointains exigent des relations postales faciles, peu coûteuses. Les correspondances doivent pouvoir s'échanger librement et s'accompagner de tous les documents commerciaux et techniques que nécessitent des relations continues et le jeu de l'offre et de la demande. Le coût très élevé de la surtaxe aérienne grève les frais généraux de sommes considérables qui nuisent à ces relations et qui risquent même de les interdire ou de ne les réserver tout au moins qu'aux maisons les plus puissantes, seules capables, par leur chiffre d'affaires, d'amortir des dépenses très élevées.

Si nous quittons le domaine matériel pour pénétrer dans le domaine spirituel, il est de notre devoir et de l'intérêt de la France d'écarter toute mesure qui, en pénalisant les envois de correspondances aux longues distances, empêche les différents membres de

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6446, 6580 et in-8° 1636; Conseil de la République: 236 (année 1949).

l'Union française d'échanger leurs idées, leurs sentiments, de nouer entre eux des relations confiantes et compréhensives.

Si, sur le terrain de la prépondérance économique la métropole se voit contester par la concurrence internationale sa situation privilégiée traditionnelle, il lui reste en tout cas cette culture dans laquelle évoluent depuis des années les populations qui forment aujourd'hui l'Union française et qui représente un énorme capital pour les élites des différents territoires, capital que nous n'avons pas le droit de laisser dépérir.

La langue et la culture françaises ont meublé l'esprit de ces élites autochtones. Si la France veut conserver dans ce domaine pacifique sa suprématie, il est indispensable qu'elle n'inflige pas aux journaux, aux revues, aux correspondances qui partent de France vers les pays lointains et qui en reviennent, des frais de transport excessifs. La culture française ne doit pas être dans l'Union française un luxe réservé à quelques privilégiés. Or, un journal de moins de 40 grammes vendu sur la base de 15 F le numéro en France coûte actuellement plus de double de frais d'envoi dans certains territoires de l'Union française si on veut l'envoyer par avion et si on n'utilise pas l'avion il est sans intérêt de l'envoyer: il a perdu tout intérêt d'actualité.

Aussi bien, un des principes essentiels des services postaux est qu'ils doivent assurer leur tâche dans les conditions les plus avantageuses pour le public. Dans le service postal international, on admet comme règle générale que toute correspondance doit emprunter la voie la plus rapide et la plus directe. De toute évidence, l'expéditeur serait en droit de protester si les autorités postales se mettaient à transporter ses lettres par voiture à cheval ou par bateau à voile simplement parce que ce mode de transport serait le meilleur marché. Le bateau à vapeur est à son tour démodé et périmé devant l'avion. A l'époque où l'avion restait l'exception, il était admissible que les correspondances prissent normalement le bateau et qu'une surtaxe fut payée par ceux qui désiraient utiliser l'avion. Il n'était point cependant question à ce moment de faire payer plus cher une correspondance pour Brazzaville que pour Dakar, pour Nouméa que pour Djibouti, preuve en soit que dans les collections de timbres de nos enfances, une seule page suffisait à contenir les vignettes destinées à affranchir les correspondances émanant de la métropole vers ce qu'on appelait alors les « colonies françaises » quelles qu'en fussent les distances. Ce phénomène aurait paru aussi anormal que si l'on avait demandé un prix plus élevé pour envoyer une correspondance à Nice plutôt qu'à Dijon ou à Pau plutôt qu'à Tours. Dès l'instant, aujourd'hui encore, où il n'est utilisé que des moyens de transport français, le prix est le même pour toutes les destinations.

On admettra d'ailleurs qu'il ne saurait être question aujourd'hui d'utiliser pour le transport des correspondances un autre moyen que l'avion; celui-ci est entré dans les mœurs; il est devenu une nécessité, comme le chemin de fer a remplacé la diligence.

Tous les citoyens de l'Union française ont donc le droit d'exiger que leurs correspondances soient acheminées par le moyen le plus rapide qui est l'avion, au même prix, quelle que soit la distance, et dès l'instant où ne sont utilisés que des moyens de transport nationaux.

Mais il y a plus. A l'examen comparatif des deux textes modifiant successivement, les 1er décembre 1948 et 10 janvier 1949, les tarifs postaux aériens entre la métropole et les territoires d'outre-mer, on constate que depuis le 10 janvier:

a) Les postes, télégraphes et téléphones ont supprimé la surtaxe aérienne pour la catégorie L. C. (lettres et cartes) qui partent de France pour les territoires d'outre-mer, Afrique du Nord comprise, à condition qu'ils pèsent 20 grammes au maximum. Comme nous le précisions tout à l'heure, les journaux n'ont pas bénéficié de cette mesure et d'autre part, la surtaxe postale aérienne s'applique à la totalité du poids dès que celui-ci est supérieur à 20 grammes.

b) Par contre, les postes, télégraphes et téléphones n'ont pas maintenu dans le nouveau régime de la surtaxe aérienne, le tarif de transport moyen qui avait été institué en décembre pour l'ensemble des territoires d'outre-mer, la France et l'Afrique du Nord. Il a été établi un taux différant du simple au double entre les tarifs pour les territoires de l'Afrique tropicale et les tarifs pour les territoires plus lointains.

L'Union française se trouve ainsi divisée maintenant en quatre tranches:

1° France métropolitaine;
2° Afrique du Nord;
3° Afrique tropicale;
4° Autres territoires,

et l'application des dispositions présentement en vigueur conduit pour les seules lettres et cartes à l'établissement du tableau comparatif ci-dessous:

SURTAXE AÉRIENNE

Catégorie lettres-cartes.

	I ALGERIE, TUNISIE, MAROC		II A.O.F., TOGO, A.E.F., CAMEROUN, COTE DES SOMALIS		III AUTRES TERRITOIRES	
	1er décembre au 10 janvier.	Après le 10 janvier.	1er décembre au 10 janvier	Après le 10 janvier.	1er décembre au 10 janvier.	Après le 10 janvier.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
10 grammes	—	—	40	—	40	—
20 grammes	—	—	80	—	80	—
30 grammes	12	12	120	90	120	180
40 grammes	12	12	160	120	160	240
50 grammes	18	18	200	150	200	300
70 grammes	24	24	280	210	280	420
100 grammes	30	30	400	300	400	600

Si l'on veut établir une comparaison plus complète et moins détaillée des tarifs postaux aériens pour l'Union française on aboutit au résultat suivant:

a) Pour les transports aériens postaux, il y a lieu à surtaxe se percevant sur la totalité du poids. Cette surtaxe est exceptionnellement supprimée pour les lettres inférieures ou égales à 20 grammes;

b) Dans ces conditions, la tarification générale de la poste aérienne pour l'Union française se présente comme suit:

DESTINATION	LETTRES ET CARTES		AUTRES OBJETS		JOURNAUX	
	1er décembre au 10 janvier.	Depuis le 10 janvier.	1er décembre au 10 janvier.	Depuis le 10 janvier.	1er décembre au 10 janvier.	Depuis le 10 janvier.
Algérie, Tunisie, Maroc	(1) 6 F par 20 g.	(2) 6 F par 20 g.	5 F par 20 g.	5 F par 20 g.	4 F par 20 g.	4 F par 20 g.
Afrique occidentale française, Togo, Afrique équatoriale française, Cameroun, Côte des Somalis.	20 F par 5 g.	(2) 15 F par 5 g.	25 F par 20 g.	20 F par 20 g.	12 F par 20 g.	10 F par 20 g.
Madagascar, Réunion, Guadeloupe, Guyane, Martinique, Saint-Pierre et Miquelon, Indochine, Nouvelle-Calédonie, Territoires d'Océanie.		(2) 30 F par 5 g.		40 F par 20 g.		20 F par 20 g.

(1) Tarification au 1er décembre, publiée au *Journal officiel* du 16 février 1949.
(2) Tarification au 10 janvier, non publiée.

c) Les tarifs fixés au 10 janvier ne sont valables, comme nous l'avons relevé tout à l'heure, que dans le sens France-territoires d'outre-mer. En sens inverse, ce sont les anciens tarifs fixés par les gouvernements locaux qui subsistent. Ceux-ci maintiennent la surtaxe postale aérienne pour les lettres et cartes d'un poids inférieur à 20 grammes dans les relations de ces territoires avec la métropole ou entre eux.

Il en coûte donc plus cher pour écrire de Dakar à Paris pour une lettre inférieure à 20 grammes que pour écrire de Paris à Dakar, et l'on aboutit au paradoxe suivant, que si l'on veut envoyer, de Sidi-Bel-Abbès, par exemple, à Conakry, une lettre de 20 grammes, l'expéditeur a tout intérêt à l'envoyer sous double enveloppe à des amis habitant Paris. Il lui en coûtera alors 15 F. Ses amis affranchiront la seconde enveloppe pour Conakry qui ne leur coûtera encore que 15 francs, soit au total 30 F. Cependant, si l'on préfère envoyer directement de Sidi-Bel-Abbès à Conakry, l'expéditeur aura à payer quatre fois la surtaxe aérienne de 20 F, soit 80 F, plus 15 F d'affranchissement normal, au total 95 F. Il faut avouer que ce résultat est pour le moins ahurissant !

Le nouveau régime institué par la décision du 10 janvier, s'il apporte dans le sens que nous souhaitons des progrès certains dont nous ne saurions qu'être reconnaissants à l'administration des postes, télégraphes et téléphones ne peut être considéré par nous comme donnant satisfaction aux préoccupations dont nous nous sommes déjà fait l'écho au cours de la précédente législature, préoccupations d'un ordre, on en conviendra, singulièrement plus élevé que les considérations matérielles auxquelles l'administration et le Gouvernement s'en sont tenus pour mesurer leur bienveillance.

En effet, l'administration:

1° A maintenu son principe d'asseoir la surtaxe sur la totalité du poids de l'objet. Elle n'a donc pas accordé une franchise de poids exempte de surtaxe et n'a admis un certain privilège que d'une façon tout à fait exceptionnelle;

2° L'administration est revenue à l'idée d'une surtaxe proportionnelle à la distance, idée qu'elle avait abandonnée en décembre. Il nous est donc toujours loisible de faire ces mêmes objections que nous avions formulées auparavant, en demandant pourquoi il coûte plus cher d'écrire à la Réunion, département français, plutôt que dans le Var ou la Haute-Garonne et pourquoi on n'applique pas alors en France, en vertu du même principe, une méthode de calcul des tarifs postaux proportionnelle à la distance ?

Mais l'administration semble avoir été un peu... légère dans une décision certainement prise après un exemple trop hâtif. On en peut donner à nouveau un exemple frappant: pour envoyer une lettre de 20 grammes de Paris à Dakar, on payera 15 F (affranchissement sans surtaxe). Si la lettre 21 grammes, on payera 90 F. Mais si on divise cette lettre de 21 grammes en deux lettres de moins de 20 grammes, on ne payera plus que 30 F. L'administration, qui aura deux objets à transporter au lieu d'un, demandera cependant un prix moins élevé.

On peut conclure, par conséquent, en disant que les mesures prises récemment par l'administration des postes françaises, quelle que soit la bonne volonté manifestée par elle, bonne volonté dont nous sommes heureux de lui donner acte, ne paraissent pas s'inspirer du sens de l'Union française ainsi que des obligations de relations rapides que comporte une telle construction.

L'avantage obtenu par la décision du 10 janvier, avantage non négligeable, ne répond pas pour autant à l'objectif qu'il faut atteindre et qui, nous ne nous lasserons pas de le répéter, est la suppression dans tous les sens de la surtaxe postale aérienne dans les relations postales entre les citoyens de l'Union française.

C'est cet ensemble de considérations qui nous amène à proposer à l'approbation du Conseil de la République, qui manifeste si constamment le sens des nécessités qui commandent l'Union française qui s'affirme, la résolution suivante.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à supprimer ou à faire supprimer toutes surtaxes postales aériennes dans le transport du courrier de toute nature à l'intérieur de l'Union française.

ANNEXE N° 249

(Session de 1949. — Séance du 11 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'**article 2** de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 tendant à simplifier la procédure de **vote du budget général de l'exercice 1949** et relative aux économies budgétaires et l'**article 14** de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des **maxima des dépenses publiques** et évaluation des voies et moyens, par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 12 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 11 mars 1949, page 672, 1re colonne.)

ANNEXE N° 250

(Session ord. — Séance du 11 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant autorisation de **dépenses d'investissement** (reconstruction, modernisation et équipement) pour le mois de **mars 1949,** par M. Pellenc, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 12 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 11 mars 1949, page 672, 3e colonne).

ANNEXE N° 251

(Session de 1949. — Séance du 12 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant création d'une **Assemblée représentative territoriale** élue en **Cochinchine,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (3). — (Renvoyé à la commission de la France d'outre-mer.)

Paris, le 12 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 11 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi portant création d'une assemblée représentative territoriale élue en Cochinchine.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, Monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — En exécution de l'article 77 de la Constitution, il est institué en Cochinchine une assemblée territoriale comprenant 64 membres élus, dont 16 nationaux français et 48 vietnamiens, délibérant en commun.

L'Assemblée se réunit au chef-lieu du territoire.

Art. 2. — La section française se compose de:

Seize membres titulaires et huit membres suppléants élus séparément au scrutin majoritaire à un tour par les représentants des professions libérales et des organisations syndicales et corporatives.

Art. 3. — La section vietnamienne se compose de:

1° Deux membres titulaires et deux membres suppléants, élus séparément par chaque conseil de province parmi ses membres au scrutin majoritaire à un tour, après le renouvellement des conseils de province.

Pour ces élections, les conseils provinciaux de Baria et du Cap-Saint-Jacques ne forment qu'un seul collège électoral siégeant à Baria;

2° Huit membres titulaires et quatre membres suppléants représentant les villes de Saïgon et de Cholon, élus par:

a) Les membres en activité des chambres de commerce et d'agriculture de Cochinchine domiciliés dans la région de Saïgon-Cholon.

b) Les membres des assemblées représentatives ayant siégé dans la région de Saïgon-Cholon antérieurement au 1er janvier 1940, c'est-à-dire: conseil colonial de Cochinchine, conseil municipal de Saïgon, commission municipale de Cholon, chambres de commerce et d'agriculture de Cochinchine.

Les membres de ces assemblées devront justifier de six mois de résidence dans la région Saïgon-Cholon à la promulgation de la présente loi.

Ils ne devront pas être appelés à voter dans une autre circonscription par application du paragraphe 1er de l'article 3 du projet de loi

c) Les membres des organisations professionnelles, syndicales et corporatives fonctionnant régulièrement dans la région Saïgon-Cholon à la promulgation de la présente loi.

Art. 4. — Cette assemblée a pour compétence exclusive de donner son avis, conformément à l'article 75 de la Constitution, sur le changement de statut territorial de la Cochinchine, au sein de l'Union française, soit par son rattachement à l'Etat associé du Viet-Nam, soit par le choix d'un des statuts prévus à l'article 60 de la Constitution.

Art. 5. — Un décret en conseil des ministres précisera les modalités d'application de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 mars 1949.

Le président.
signé : EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 252

(Session de 1949. — Séance du 12 mars 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à élaborer d'urgence un programme de **conversion** de la **forêt gabonaise** en **forêt** pure d'**okoumès,** présentée par M. Durand-Réville, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la France d'outre-mer.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, j'ai l'honneur de reprendre ci-dessous la proposition de résolution que, sous le n° 1.003, j'avais déposée sur le bureau du Conseil de la République à la fin de la précédente législature. La date en effet de son dépôt, l'encombrement de l'ordre

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6759 et in-8° 1661; Conseil de la République, 242 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6760, 6789 et in-8° 1662; Conseil de la République: 241 (année 1949).

(3) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.): 6664, 6779 et in-8° 1674.

du jour du Conseil en cette fin de session, n'avaient pas permis à la commission de la France d'outre-mer à laquelle elle avait été renvoyée, d'étudier ma proposition, ni, par conséquent, au Conseil de la République lui-même d'en délibérer.

Il convient aujourd'hui, par conséquent, de remettre à l'étude le problème que je m'étais permis d'y évoquer et c'est la raison pour laquelle, reprenant des motifs qui demeurent pleinement valables, je viens demander au Conseil de la République de donner son approbation aux solutions que je suggère en vue de l'enrichissement de la forêt équatoriale.

Les immenses forêts qui couvrent les territoires d'outre-mer formant l'Union française sont, comme d'ailleurs toutes les forêts tropicales, extrêmement hétérogènes. Des centaines d'espèces d'arbres poussent souvent pied à pied et les espèces qui sont appréciées de l'industrie, espèces relativement peu nombreuses, sont généralement dispersées à un point tel, que l'on ne rencontre guère, comme moyenne et pour chacune d'elles, qu'un sujet exploitable tous les 2, 4, 6 et même parfois 10 hectares.

L'okoumé qui est fourni par la forêt gabonaise, et dont cette colonie a, en fait, le monopole de production, fait toutefois exception à cette règle. La moyenne des okoumés rencontrés dans les peuplements exploités et atteignant les dimensions voulues pour l'exportation, peut être chiffrée à 1,5 par hectare, mais, par endroits, la densité est beaucoup plus intéressante, allant jusqu'à 8 et 10 arbres, parfois même davantage, aux dimensions requises, tandis que le nombre à l'hectare de sujets de dimensions inférieures, se trouve en d'autres points beaucoup plus considérable encore.

L'okoumé couvre littéralement en effet de ses jeunes pousses les terrains défrichés qui sont abandonnés par les cultivateurs indigènes. Il s'y développe rapidement au début, mais bientôt sa végétation est contrariée par le voisinage d'autres essences ou même simplement par la trop forte densité des tiges. Il faut intervenir pour assurer sa prédominance.

Il s'agit en tout cas d'une essence facile à régénérer ou à multiplier, pour peu que l'on prenne les dispositions qui s'imposent.

Au surplus, le bois fourni est des plus appréciés et ses débouchés — limités actuellement et par le prix et par les possibilités de production — apparaissent extrêmement importants. C'est non seulement en effet le meilleur bois connu pour la fabrication de panneaux contreplaqués, fabrication qui ne cesse de prendre de l'extension dans tous les pays du monde, mais c'est aussi un excellent bois de menuiserie et l'un des meilleurs bois tropicaux pour la fabrication de la cellulose.

Ainsi que le signale M. l'inspecteur général des forêts tropicales Aubréville, dans une étude très documentée parue récemment dans le *Bulletin scientifique de la section technique d'agriculture tropicale*, si le Gabon était couvert de forêts pures ou presque pures d'okoumé, comme le sont, de résineux, les forêts des pays scandinaves et du Canada, l'okoumé occuperait, sur le marché mondial des bois, une place comparable à celle des résineux; tous les arbres de choix, au fût parfait, seraient, comme ils le sont aujourd'hui, employés par l'industrie du déroulage; les autres, moins bien conformés, approvisionneraient des scieries, des usines de panneaux de fibres et des usines de pâte à papier. La question du prix, qui a gêné et gênera encore le développement des utilisations de cette essence, se réglerait sans difficulté si de telles forêts existaient, car bien que considérée comme une espèce abondante, au sens que l'on donne à cette qualification dans la forêt tropicale hétérogène, l'okoumé, dans la forêt gabonaise actuelle, demeure, en comparaison des pins, sapins, épicéas fournis par les forêts nordiques, une essence sporadique dont l'exploitation est relativement onéreuse.

Le service forestier du Gabon, dont la création remonte tout au plus à une vingtaine d'années et dont on ne saurait trop louer les initiatives et le souci de maintenir, sinon d'augmenter la productivité de la forêt en okoumé, tout en poussant au développement des coupes, eut, dès le début de son fonctionnement, son attention attirée sur le très grand intérêt de cette essence. Il s'attacha en conséquence à étudier les conditions de sa régénération et de sa multiplication dans les massifs où elle croît spontanément. Assez vite, il put conclure:

1° Que l'okoumé était une essence de lumière, une essence envahissante dès qu'elle rencontre les conditions favorables à sa germination et à sa végétation;

2° Qu'il se régénérait naturellement dans les peuplements exploités, mais que la majeure partie des semis, abondonnés à eux-mêmes, au milieu des ronces et des autres espèces arbustives, et d'une façon générale, sous le couvert plus ou moins épais d'arbres qui sont restés debout et sans intérêt commercial — parce que de dimensions trop petites ou constitués d'un bois qui n'est pas apprécié par l'industrie — dépérissaient progressivement, si bien que c'est à peine si les sujets arrivent à « percer » et à acquérir par la suite un fort développement, peuvent remplacer en nombre les sujets abattus;

3° Que l'on pouvait, par contre, augmenter très sensiblement le nombre des sujets viables et activer leur développement par des éclaircies successives, surtout si l'on prenait la précaution préalable de faire disparaître, par abattage ou simple annelation à la base, les gros arbres d'espèces sans intérêts qui encombrent les massifs;

4° Qu'il n'est possible cependant d'obtenir des peuplements purs et de forte densité qu'en partant de terrains forestiers défrichés, en tout cas exploités à blanc. Les parties de forêt détruites par les indigènes en vue de cultures vivrières se repeuplent ainsi naturellement en okoumé, très rapidement et très abondamment, dès que l'emplacement de ces cultures est abandonné pour un autre.

Il convient de rendre hommage aux remarquables travaux des collaborateurs de la direction des forêts au ministère de la France d'outre-mer et du service des eaux et forêts du Gabon, qui ont permis, avec des moyens cependant à peu près nuls, d'aboutir en un laps de temps relativement court à des conclusions aussi nouvelles et originales que fécondes pour peu qu'on veuille bien désormais les utiliser. Nous considérons comme un privilège aujourd'hui de pouvoir nous référer, à l'appui de la présente proposition de résolution, aux travaux de M. l'inspecteur général Aubréville, de MM. les conservateurs des eaux et forêts Gazonnaud et Franzini, de l'inspecteur Le Ray, des contrôleurs Giguet et Raynaud... et de tant d'autres de leurs collaborateurs, dont l'œuvre exclusive de toute tapageuse publicité fait honneur à la science sylvicole française.

Des comptages opérés par le conservateur Gazonnaud, en particulier en 1945, dans diverses parcelles de forêt réservée, régénérées sur terrains de culture et qui furent, dès 1935, l'objet de dégagements par le service forestier local, donnent à cet égard des indications du plus haut intérêt:

Dans une première parcelle de seize ans, ces comptages ont révélé la présence de 790 okoumés à l'hectare, dont un peu plus de 50 p. 100 ayant de 7 à 16 cm. de diamètre — à 1,50 m. du sol — 44 p. 100 ayant de 17 à 30 cm. et près de 40 p. 100 ayant de 39 à 48 cm. La hauteur des fûts, à l'étage dominant, atteint de 30 à 32 cm.;

Dans une deuxième parcelle, de vingt-cinq ans environ, on a dénombré 833 sujets, dont près de 54 p. 100 de 5 à 15 cm. de diamètre, 45 p. 100 de 16 à 39 cm. et 1,5 p. 100 de 40 à 54 cm. La rapidité de végétation a été un peu moins grande dans cette deuxième parcelle que dans la première, l'intervention du service forestier ayant eu lieu plus tardivement. La densité des deux peuplements reste d'autre part beaucoup trop forte et de nouvelles éclaircies s'imposent à bref délai.

Ces deux exemples confirment ce qui vient d'être dit. On en pourrait citer d'autres, si l'on ne craignait d'allonger inutilement cet exposé.

Le service forestier local, fort des constatations faites, préconise en conséquence, pour l'enrichissement de la forêt, l'intensification des cultures vivrières, avec déplacement fréquent — en massifs boisés peu riches en okoumé — et des défrichements par ses propres soins sur des bandes parallèles de 20 m. de largeur, alternant avec des bandes de même importance dans lesquelles on se bornerait à éliminer par annelation les sujets de grande taille, gênants pour le développement des semis faits dans leur voisinage.

Le premier cycle d'exploitation de la zone peuplée d'okoumés, dans la forêt gabonaise, avait été estimé pouvoir fournir annuellement une moyenne de 300.000-320.000 t. de grumes de cette essence, ceci pendant une cinquantaine d'années, temps suffisant pour permettre aux peuplements de se reconstituer et aux okoumés de moyenne taille restés debout de fournir à nouveau des sujets atteignant les dimensions exploitables.

Or, d'après les travaux du service des eaux et forêts du Gabon, dont la compétence en la matière ne saurait être mise en doute, en admettant que si, grâce à ses facilités de régénération, l'okoumé peut, dans les conditions où il a été exploité jusqu'ici, maintenir sa prédominance dans les massifs exploités et continuer à fournir à chaque rotation cette moyenne de 1,5 arbre par hectare; les 52.000 ha qui, théoriquement, seraient exploitables chaque année (1) ne pourraient guère produire, une fois le premier cycle d'exploitation épuisé et les très vieux arbres disparus, qu'une moyenne de 230.000 à 240.000 t. de bois exportable.

Que représente cette médiocre moyenne, en regard des dizaines de millions de mètres cubes de résineux qui sont jetés chaque année sur le marché mondial par les pays nordiques et des quantités non moindres qui pourraient être fournies par les forêts d'Araucaria existant dans le Sud du Brésil?

Que représentent-ils également en regard des besoins mondiaux et croissants en matière ligneuse?

En réalité, la production est très réduite, alors qu'elle pourrait être développée considérablement, et elle est onéreuse dans des conditions qui ne peuvent être améliorées que si l'on arrive à augmenter, et très sensiblement, la densité à l'hectare des arbres exploitables.

Partant des diverses données ci-dessus, le service colonial des eaux et forêts propose un programme de protection et d'enrichissement en okoumés de la forêt gabonaise. Par des méthodes fondées sur l'expérience et qui permettraient la transformation de cette forêt, nous sommes convaincus qu'en deux générations de cinquante ans on pourrait faire du Gabon un des premiers pays forestiers du monde.

En laissant de côté, en effet, les parties marécageuses ou accidentées de la zone de forêt accessible où pousse l'okoumé et qui est d'environ 2.600.000 ha, l'aire susceptible d'être enrichie serait approximativement de 2 millions d'hectares.

Dans une première période de cinquante ans, il serait possible de créer des peuplements renfermant une moyenne de 156 arbres par hectare, ce qui, à 5 m³ seulement par arbre, donnerait 780 m³ par hectare. Si l'on procédait par bandes, comme indiqué précédemment, la production serait réduite de moitié. En se basant sur un minimum de 200 m³ par hectare, pour s'assurer un large coefficient de sécurité, 2 millions d'hectares traités ainsi, à raison de 40.000 ha par an, assureraient donc, à partir de la cinquante et unième année, une production minimum annuelle de 8 millions de mètres cubes, production qui pourrait encore augmenter par la suite si l'on enrichissait également les bandes intercalaires laissées en état.

La rentabilité des travaux à entreprendre est ainsi certaine. Sur la base des salaires payés en 1945, le prix de revient de l'hectare enrichi est estimé à 1.000 F, auxquels s'ajouteraient 720 F pour la direction et la surveillance des travaux et les achats de matériel. Les 40.000 ha prévus reviendraient donc, au taux de 1945, à 60 millions. Mettons quatre et même cinq fois plus aujourd'hui, pour être larges, soit 300 millions au maximum. Mais les 8 millions de mètres cubes que cette surface de 40.000 ha pourrait fournir dans cinquante ans vaudraient eux-mêmes,

(1) La zone accessible où croît l'okoumé est estimée à 2.600.000 ha.

toujours sur les bases actuelles, un minimum de 20 milliards — bois sur pied — et pourraient alimenter un commerce d'exportation d'au moins 20 milliards (tous ces chiffres en francs C. F. A.).

L'effort financier et technique à entreprendre serait donc assez grand en valeur absolue, mais relativement très faible par rapport aux résultats escomptés. C'est, avant tout, une question de volonté, de décision et de confiance dans l'avenir. C'est aussi, à notre avis, une ambition de grandeur pour l'Afrique équatoriale française, qui a été beaucoup trop négligée jusqu'ici et dont la richesse, du moins pour le Gabon, réside essentiellement dans la production forestière.

L'idée doit faire son chemin de forcer les appréhensions et les scepticismes. Le service local des eaux et forêts est prêt d'autre part à assumer la responsabilité de l'entreprise.

La métropole doit pouvoir financer sans grande difficulté un tel projet. Un point seul paraît délicat: c'est celui du recrutement de la main-d'œuvre qui sera nécessaire à l'exécution des travaux. On sait en effet qu'il y a pénurie de travailleurs en Afrique équatoriale française. La question ne doit pas cependant être insoluble. Tout d'abord on pourra employer au maximum des appareils puissants pour le défrichement des sols; ensuite on pourra faire appel à une main-d'œuvre étrangère à la fédération. Le Gabon ne doit-il pas recevoir dès cette année un premier contingent de travailleurs nigériens, à la suite d'un accord intervenu entre les gouvernements français et anglais?

Il y va en tout cas de l'avenir du Gabon et des populations indigènes qui l'habitent, populations qui ne manqueraient pas de tirer de très gros avantages d'un développement aussi considérable de la production forestière du pays. Il y va aussi de l'intérêt et du prestige de la métropole. Outre les avantages de toutes sortes qu'elle retirera ultérieurement de l'opération, elle doit prouver au monde, en la menant à bien, qu'elle est amplement digne de conserver la tutelle qu'elle exerce sur tout les territoires de l'Union française.

Ces motifs nous paraissent suffisants pour demander au Conseil de la République d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à s'inspirer des résultats des observations et des expériences du service forestier de l'Afrique équatoriale française, démontrant que grâce aux qualités sylvicoles remarquables de l'okoumé, il serait possible de transformer, en quelques dizaines d'années, le Gabon maritime en l'un des pays forestiers les plus riches des régions tropicales et à prendre, avec le concours des assemblées locales intéressées et du Fides, toutes dispositions utiles, techniques et financières pour élaborer d'urgence un vaste programme de conversion de la forêt gabonaise en une forêt d'okoumé et pour exécuter ce programme par tranches quinquennales.

ANNEXE N° 253

(Session de 1949. — Séance du 12 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant création d'une **assemblée représentative territoriale** élue en **Cochinchine,** par M. Louis Gros, sénateur (1).

NOTA. Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 mars 1949, page 681, 3e colonne.)

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6664, 6779 et in-8° 1674; Conseil de la République, 251 (année 1949).

ANNEXE N° 254

(Session de 1949. — Séance du 12 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant autorisation **des dépenses d'investissement** (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'**exercice 1949,** par M. Pellenc, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, au cours du débat budgétaire quelque peu précipité, qui s'est instauré à la fin de l'année dernière, le Parlement a été amené à voter une loi dite « loi des maxima » à laquelle le Conseil de la République n'a d'ailleurs pas cru pouvoir donner son adhésion.

Cette loi adoptée dans la forme et la teneur issues de la première délibération de l'Assemblée nationale comportait notamment la fixation à 620 milliards de francs le plafond des dépenses autorisées pour l'exercice 1949 au titre des investissements (reconstruction, modernisation et équipement).

Le projet de loi qui est soumis à votre examen n'a pas tant pour objet d'effectuer des abattements par rapport au maximum ainsi défini, que de fixer de façon détaillée l'usage qui sera fait des sommes votées.

D'ailleurs, saisissant l'occasion du dépôt de ce projet, le Gouvernement en a profité pour y insérer un grand nombre de dispositions codifiant, complétant ou modifiant la réglementation afférente à divers objets — la reconstruction en particulier — faisant de cette loi, après la loi sur les comptes spéciaux, l'analogue d'un troisième morceau de loi de finances, ce qui fait qu'elle ne correspond plus très bien à l'appellation de « loi des investissements » qu'on lui a donnée.

Peut-être conviendrait-il, conformément à un désir exprimé par votre commission que, dans l'avenir, la loi des investissements conservât bien son véritable caractère, en ne renfermant que des dispositions d'ordre financier.

Le rapport présenté à l'Assemblée nationale par M. Pleven, à l'occasion de l'examen de la présente loi, s'est principalement attaché à mettre en lumière l'importance de l'effort accompli par le pays, depuis la libération, dans le domaine des investissements et à montrer, en particulier, la part afférente pour cette année à chaque catégorie d'activité.

Votre rapporteur pense, en conséquence, qu'il n'est pas nécessaire de refaire ici un tableau, présenté par M. Pleven de façon aussi saisissante et parfaitement documentée.

Il pense plus utile de chercher à apporter sa contribution à l'étude de ce projet, en s'attachant à un autre aspect de la question.

Puisque ce dernier ne constitue en quelque sorte qu'un maillon dans la chaine des opérations successives effectuées jusqu'ici, ou à réaliser dans le plan général d'équipement — dont le Parlement n'a d'ailleurs pas encore été saisi — votre rapporteur va s'efforcer de dégager quelques considérations sur la place que ce maillon semble tenir dans la politique générale des investissements, comment il peut en commander les développements, l'orientation qu'il semble amorcer, ce qu'on peut en attendre et ce qui, à son avis, doit être réformé.

A cette occasion, il s'efforcera également de signaler certaines méthodes, certaines pratiques auxquelles il faudra renoncer, si l'on veut redresser certains abus relevés dans le fonctionnement du secteur nationalisé.

Dans cette tâche, votre rapporteur a été puissamment secondé par notre collègue Saller, qui, vice-président d'une commission de modernisation du commissariat du plan, avant son accession au Conseil de la République, apporte à votre commission des finances le fruit d'une expérience exceptionnelle, en ce qui concerne ces diverses questions.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5943, 5965, 6010, 6276, 6649, 6713, 6331, 6578, 6586; Conseil de la République: 229 (année 1949).

Rappels préliminaires sur les dépenses d'investissements.

Les dépenses d'investissement auxquelles l'Etat a à faire face sont de deux ordres:

Les dépenses de reconstruction ou de reconstitution;

Les dépenses de modernisation ou d'équipement.

La classification budgétaire de ces deux sortes de dépenses et le traitement particulier dont elles ont été l'objet jusqu'ici, du point de vue de leur examen par les Assemblées parlementaires, résultent moins de préoccupations d'ordre logique que de l'évolution des conceptions sur la nature de ces dépenses, le moyen de les couvrir et de les contrôler.

Il existe, en fait, en raison de la façon spéciale dont elles ont été traitées jusqu'ici, une répartition de l'ensemble de ces dépenses d'investissement en quatre grandes catégories:

1° Les dépenses d'équipement et de reconstruction réalisées pour les services publics et sur le domaine public;

2° Les dépenses entraînées par la reconstitution des biens privés;

3° Les dépenses afférentes à la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche;

4° Les dépenses correspondant aux investissements des activités de base, et qui portent essentiellement sur la S. N. C. F., les charbonnages de France, l'Electricité de France et le Gaz.

Les dépenses d'équipement et de reconstruction réalisées pour les services publics et sur le domaine public sont incluses, pour 1949, dans leur généralité, dans le budget de ces services publics.

Quant aux trois dernières catégories, qui sont seules visées dans le présent projet de loi, il leur correspond des comptes spéciaux, au nombre de cinq, définis dans la « loi des maxima » et qui correspondent aux dénominations suivantes:

Pour l'équipement: fonds de modernisation.

Pour la reconstruction:

Caisse autonome de reconstruction;

Reconstitution de la flotte de commerce et de la flotte de pêche;

Reconstitution de la flotte rhénane;

Reconstitution de la S. N. C. F.

La nature des opérations couvertes par les trois derniers comptes spéciaux apparaît clairement et n'a pas besoin de commentaires.

Quant aux opérations couvertes par les deux premiers et s'effectuant par l'intermédiaire du fonds de modernisation ou de la caisse autonome de reconstruction, peut-être est-il utile de préciser à quels objets en définitive elles correspondent:

Le fonds de modernisation assure le financement d'opérations qui se classent comme suit:

1° Directement (secteur nationalisé): S. N. C. F., houillères, électricité, gaz;

2° Par l'intermédiaire d'établissements de crédit: industrie de l'azote, agriculture, entreprises industrielles;

3° Directement ou en partie par l'intermédiaire de caisses locales: investissements faits en Afrique du Nord et dans la Sarre.

La caisse autonome de la reconstruction assume les charges suivantes:

1° Dépenses pour des travaux effectués par l'Etat;

2° Versements directs aux sinistrés;

3° Participation à la reconstruction dans les territoires d'outre-mer.

Ces quelques rappels permettent de se rendre compte des divers domaines intéressés par le problème des investissements et des limites d'application du présent projet.

Ils permettront certainement à notre Assemblée d'appuyer de son autorité le désir exprimé par M. Pleven, rapporteur à l'Assemblée nationale, de voir grouper dorénavant en un document unique l'ensemble des dépenses d'investissement, réparties actuellement dans les budgets des ministères, dans la loi sur les comptes spéciaux et dans le présent projet, afin de mesurer dans sa totalité « l'effort public d'investissement » — et votre commission des finances ajoute: « afin que le contrôle parlementaire sur l'affectation et l'utilisation de ces fonds puisse être plus efficacement assuré. »

Analyse du projet actuel.

Le projet actuellement soumis à l'examen du Conseil de la République comporte, pour l'année en cours, l'utilisation intégrale des 620 milliards de francs de crédits prévus dans « la loi des maxima ».

Ces crédits se répartissent comme suit entre les divers comptes spéciaux et les divers attributaires dont nous avons précédemment donné l'énumération.

Fonds de modernisation: 260 milliards de francs:

1° Secteur nationalisé:

S. N. C. F., 32.500 millions de francs;
Houillères, 65.000 millions de francs;
Electricité, 97.300 millions de francs;
Gaz, 7.000 millions de francs;

2° Prêts effectués par l'intermédiaire d'établissements de crédits:

Agriculture, industrie de l'azote, 24.000 millions de francs;
Entreprises industrielles, 23.000 millions de francs;
Chemins de fer de collectivités publiques, 200 millions de francs;

3° Prêts destinés aux investissements en Afrique du Nord et dans la Sarre, 20.000 millions de francs.

Caisse autonome de reconstruction: 270 milliards:

1° Dépenses pour des travaux effectués par l'Etat (1), 49.300 millions.

2° Versements directs aux sinistrés (1), 214.700 millions.

3° Participation aux dépenses des territoires d'outre-mer, 6.000 millions.

Reconstruction du réseau de la Société nationale des chemins de fer: 38 millions.

Reconstruction de la flotte de commerce et de pêche: 42.400 millions.

Reconstruction de la flotte rhénane: 600 millions.

On peut donner à ces diverses dépenses d'investissement une présentation faisant mieux ressortir les quatre champs d'activité principaux auxquels elles sont affectées: d'une part, la reconstruction des habitations, d'autre part, la production, l'énergie qui est la condition primordiale de son développement et les transports qui en sont l'auxiliaire indispensable.

En établissant alors une distinction entre ce qui est simplement la réparation des dommages de guerre et ce qui vise spécialement à accroître le potentiel économique de la nation, on peut établir le tableau suivant:

1° Dépenses destinées à la réparation des dommages de guerre:

Reconstitution des moyens de transport, 81 milliards.
Reconstitution des moyens de production, 109 milliards.
Reconstruction des habitations, 161 milliards.
Total, 351 milliards

2° Dépenses destinés à accroître le potentiel économique de la nation:

Moyens de transport, 32,7 milliards.
Energie, 169,3 milliards.
Production, 67 milliards.
Total, 269 milliards

On voit alors que l'effort effectué en faveur de ces diverses activités s'élève respectivement à:

Production (agriculture et industrie), 176 milliards, soit 28,4 p. 100.
Energie, 165 milliards, soit 27,3 p. 100.
Moyens de transoprt, 113,7 milliards, soit 18.3 p. 100.
Habitations, 161 milliards, soit 26 p. 100.

La première question qui se pose alors est de savoir si dans la limite des 620 milliards fixés par la loi des maxima, les sommes afférentes à ces diverses activités ont été judicieusement réparties en tenant compte des objectifs à atteindre et de la nécessité de satisfaire dans la même proportion aux diverses catégories de besoins du pays.

On ne saurait effectuer cette étude sans se référer tout d'abord au plan de modernisation et d'équipement établi en 1946 par l'équipe dirigée par M. Jean Monnet, et adopté le 11 janvier 1947 par le Gouvernement: d'abord parce qu'il constitue l'inventaire le plus complet des ressources et des besoins de la nation, des moyens de mettre en œuvre et des méthodes à appliquer pour restaurer la puissance économique française; ensuite parce qu'il a reçu au cours des années 1947 et 1948 des commencements d'exécution trop importants pour que l'on ne soit pas dans une garnde mesure tenu de poursuivre cette exécution; enfin, parce qu'il a servi de base au plan quadriennal 1949-1952 dont le projet en cours d'examen constitue la première tranche.

Certes, ce plan quadriennal qui se substitue au plan Monnet n'est pas encore connu, ni même, peut-être, définitivement arrêté; mais la commission des finances a pu savoir que son établissement par les services compétents était terminé et les renseignements que nous ont fournis les représentants du Gouvernement, ajoutés à ceux que l'on peut puiser dans les documents produits à l'appui du projet de loi, ont permis d'en connaître les lignes essentielles.

Il est donc possible de comparer les deux plans, d'apprécier les similitudes ou les différences qui existent entre eux, par là même de dégager les vues du Gouvernement sur l'orientation à donner à l'activité économique de la nation, et enfin avec ces éléments de juger si le projet actuel répond bien au but que l'on doit s'assigner.

Le plan Monnet.

Le plan Monnet avait essentiellement pour objet de développer la production nationale afin d'assurer l'indépendance économique de la France et d'élever le niveau de vie individuel ou collectif de la population. Il préconisait à cet effet l'accroissement du rendement du travail, le plein emploi de la main-d'œuvre et le développement des échanges extérieurs, ces divers buts ne pouvant être atteints que par la modernisation des équipements comme des méthodes considérée comme une nécessité vitale.

Des objectifs de production étaient donc fixés dans les domaines les plus importants, des mesures de modernisation étaient recommandées, ainsi que des moyens propres à assurer la réalisation du plan.

L'accent mis sur le développement de la production était à chaque instant souligné : « L'exécution du plan d'investissement est commandée par celle d'un plan de production d'autant plus vigoureux que l'économie française doit créer, en même temps que les biens d'équipement dont elle a besoin, la masse croissante des biens de consommation inséparables d'un effort productif. Fabriquer des machines-outils, du matériel agricole, des camions, des locomotives, des wagons, drainer et irriguer les terres, achever l'électrification des campagnes... exige un effort considérable de production qui vient s'ajouter à celui qui est nécessaire pour approvisionner la population, reconstruire les maisons d'habitation détruites et accroître la quantité de marchandises vendues au dehors. » (1)

Le niveau général de production à atteindre en 1950 était fixé à 125 p. 100 de celui de 1929, année de prospérité.

Il s'appliquait, en premier lieu, aux six ressources-clefs qui « conditionnent le développement de toute l'économie »:

1° Electricité pour la consommation intérieure, 39,5 milliards de kwh dont 23 milliards par l'énergie hydraulique;

2° Charbon pour la consommation intérieure, 65 millions de tonnes;

3° Acier, 11 millions de tonnes, dont 9,8 pour la consommation intérieure;

4° Ciment, 13,5 millions de tonnes, pour la consommation intérieure;

5° Machines agricoles, 200.000 tracteurs pour la consommation intérieure;

6° Transports, 240 millions de tonnes pour la Société nationale des chemins de fer français, 58 millions de tonnes pour la navigation fluviale et 1.470.000 tonnes pour les transports routiers.

Corrélativement, les activités de production se voyaient assigner les buts suivants qui devaient permettre, en ce qui concerne:

L'agriculture, « d'améliorer le niveau alimentaire de la population et d'alléger la balance commerciale »;

Les secteurs industriels, « de couvrir les besoins intérieurs et d'alléger la balance des comptes en évitant d'acheter au dehors des produits onéreux ou en contribuant au développement des ventes à l'étranger ».

a) Agriculture: les superficies cultivées devaient passer à 30 millions d'hectares et le rendement augmenter de 25 p. 100 environ par rapport à la moyenne 1934-1938, particulièrement pour les céréales, les pommes de terre et les racines fourragères; la production animale devait être portée à 1.680.000 tonnes; la consommation d'engrais devait atteindre 2.100.000 tonnes et l'équipement rural nécessiter 366 milliards de dépenses (valeur juin 1946).

b) Industries utilisant des matières premières principalement importées:

Carburants: la capacité de raffinage devait passer à 12 millions de tonnes en 1950;

Textiles: les niveaux de production devaient s'élever à 280.000 tonnes pour les filés de coton, 42.000 pour les filés de lin, 140.000 pour les filés de laine, 46.000 tonnes pour les tissus de rayonne, 72.000 tonnes pour les fibres de fibranne et 76.000 tonnes pour les filés de rayonne.

c) Industries utilisant des matières principalement nationales:

Automobiles: production de 475.000 véhicules;

Machines-outils à travailler le métal: production d'ici 1950 de 250.000 machines nouvelles.

d) Matériaux de construction, bâtiments et travaux publics:

Production de chaux, plâtre, briques et tuiles, moëllons et pierres de taille, sables et graviers, ardoises, triple de celle de 1938 et capacité de travail permettant de terminer en dix ans la reconstruction de tous les immeubles entièrement détruits; en outre, construction d'environ un million de logements nouveaux

Le plan Monnet ne se bornait pas à fixer ces objectifs de production. Il établissait, compte tenu de la consommation courante, le bilan des besoins et des ressources tant en matières (énergie et métaux ferreux), en main-d'œuvre et devises, qu'en moyens de financement.

Il était notamment souligné que les six ressources-clefs nécessitaient 536 milliards d'investissements (valeur juin 1946) et les secteurs essentiels de la production, 980 milliards.

En dehors des possibilités d'auto-financement et du crédit bancaire, il était prévu le recours à des organisations comme le Crédit agricole (ou un fonds collectif d'équipement rural) et le Crédit national, ainsi « qu'une politique de baisse du taux général de l'intérêt et surtout de différenciation des taux suivant les emplois, ce qui, avec le contrôle des émissions de valeurs mobilières, permettra à l'Etat d'orienter l'investissement de l'épargne » (1). « L'action des pouvoirs publics », était-il ajouté (page 104) « doit se traduire par la mise à la disposition des entrepreneurs et des exploitants des moyens matériels et des facilités de financement nécessaires » et plus loin (page 106): « la répartition des ressources en crédit, que la nationalisation du crédit a mis entre les mains de l'Etat est un élément essentiel pour l'orientation des investissements et la réalisation du plan. Cette répartition doit se faire en fonction du plan ».

En bref, exception faite pour l'indemnisation des dommages de guerre, le plan Monnet se présentait en 1947 comme un plan de production portant sur les produits essentiels, agricoles et industriels, doublé d'un plan d'équipement proportionné concernant l'énergie et les transports, le but étant de satisfaire les besoins intérieurs, au besoin en important des matières premières, puis d'exporter des produits transformés, aussi chers que possible.

L'ensemble était d'autant plus cohérent et équilibré que tous les moyens de réalisation étaient prévus, qu'il s'agisse des méthodes à appliquer, des moyens matériels ou des procédés de financement.

L'intervention de l'Etat était reconnue indispensable mais le dirigisme prenait une une forme aussi souple que possible, compa-

(1) La décomposition détaillée figure à l'état B (page 54 et 112 du présent rapport).

(1) Rapport général sur le premier plan de modernisation et d'équipement, page 23.

(1) Page 91 du rapport général sur le premier plan de modernisation et d'équipement.

tible avec le caractère français, puisque, dans la conception, les projets étaient étudiés et délibérés au sein de commissions groupant avec des fonctionnaires, les organisations patronales et ouvrières et que, dans l'exécution, les initiatives privées gardaient toute la liberté désirable, leurs efforts, simplement orientés par le contrôle de la répartition des matières et de la distribution du crédit, pouvant s'exercer dans le cadre de réalisations assez importantes pour que chacun y trouve matière à s'affirmer.

Conjonction des efforts privés et publics sur un petit nombre d'objectifs, convergence dans l'action en vue d'obtenir l'indépendance économique, telles étaient les caractéristiques principales du plan Monnet.

Le plan quadriennal.

En 1947 et 1948, l'exécution du plan Monnet s'est poursuivie sans qu'il y ait modification des objectifs, ni même des méthodes, mais avec une tendance très nette, particulièrement en 1948, à diminuer l'effort de production et de modernisation au profit de l'effort d'équipement et de reconstruction. Entre temps, l'on enregistrait une dépréciation continue de la monnaie et un assèchement rapide des disponibilités en devises qui auraient eu tous deux pour conséquence de paralyser complètement l'exécution du plan, si un élément nouveau, l'aide américaine, n'était venu à point nommé fournir le secours indispensable sous forme d'importations de matières premières et de biens d'équipement.

Mais cette aide est consentie dans le cadre d'un programme de reconstruction européenne comportant nécessairement l'ajustement des programmes nationaux de redressement économique et le développement des échanges inter-européens et ceci a donné naissance au plan dit quadriennal, 1949-1952.

Comme il a été exposé plus haut le contenu exact de ce plan n'est pas encore connu et l'on ne sait de ses grandes lignes que les renseignements de caractère général fournis en commission des finances par les représentants du Gouvernement et les indications tirées du programme de 1949.

Si le plan Monnet continue officiellement à servir de base aux efforts à entreprendre pour le redressement économique, en fait, ses objectifs et ses méthodes ne sont pas entièrement maintenus. En matière de transport l'effort à réaliser reste le même, mais en matière d'énergie, il est réduit: la production de charbon qui devait atteindre un niveau de 65 millions de tonnes en 1950 n'est plus prévue que pour 60 millions en 1952; la production d'électricité de 1939, 5 milliards de kwh en 1950 à 39 milliards en 1952; par contre, le raffinage de carburants passera de 12 à 13, 7 millions de tonnes.

Dans le domaine de la production, l'objectif pour l'acier brut passe de 11 à 14, 3 millions de tonnes, l'augmentation prévue étant destinée à l'exportation; des niveaux sont fixés pour certains métaux non ferreux : plomb, zinc et aluminium dont la production mondiale est insuffisante et qui, avec les fibres artificielles et les pâtes à papier, passent au rang des produits de base. Par contre, la production de ciment et de matériaux de construction qui devait alimenter la reconstruction est fortement réduite (ciment, 8 millions de tonnes en 1952 contre 13,5 en 1950, dans le plan Monnet).

Les modifications les plus importantes concernent:

1° L'agriculture:

« La nécessité d'équilibrer par nous-mêmes d'ici quatre ans notre balance courante avec l'étranger (1) a obligé à reviser les objectifs de production agricole assignés aux commissions de modernisation et à les aménager en vue de la possibilité d'exporter des produits agricoles de base, au lieu que le but primitif était seulement que la France se suffise à elle-même. Tels qu'ils ont été approuvés par le conseil supérieur de l'agriculture, les nouveaux objectifs fixés pour 1952 sont appelés à changer radicalement l'orientation de l'agriculture française traditionnellement tournée vers la satisfaction des besoins intérieurs et qui devrait devenir exportatrice de blé, de viande et de produits laitiers. » (3e rapport semestriel sur la réalisation du plan de modernisation et d'équipement, page 35.)

2° Les industries mécaniques:

Qu'il s'agisse de l'industrie textile, de l'industrie des machines outils, de l'industrie automobile, il n'est plus rien prévu. Or, ces industries étaient classées naguère dans les secteurs prioritaires de la production. Le plan Monnet prévoyait à leur profit une intervention de l'Etat en ce qui concerne la répartition des matières et des devises, ainsi que la distribution du crédit, ceci en vue d'assurer à la fois la consommation intérieure et l'exportation. Non seulement on ne leur assigne plus d'objectifs, mais il n'est plus question du tout d'une aide financière qu'il apparaissait cependant indispensable, il y a deux ans, de leur accorder.

Le plan quadriennal apparaît donc résolument orienté vers la production agricole et la production des matières premières industrielles, nécessaires tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation — la production des objets fabriqués devenant un objectif secondaire, n'ayant plus désormais pour but que la satisfaction des besoins intérieurs. Il est donc à l'opposé du plan Monnet qui prévoyait presqu'exclusivement des produits fabriqués. (1)

L'un recherchait l'indépendance économique en modernisant et développant tous les secteurs essentiels de la production française, au besoin en important des matières premières destinées à être transformées avant consommation ou exportation.

L'autre poursuit l'équilibre de la balance des comptes en développant au maximum la production des matières premières en vue de l'exportation.

Le plan Monnet, pour atteindre les objectifs assignés, faisait appel à tous les initiatives, en accordant assez largement l'aide de l'Etat à celles qui n'avaient pas les moyens matériels et de financement nécessaires.

Le plan quadriennal — comme on le verra plus loin — limite au contraire, pour la plus grande partie, l'aide de l'Etat aux entreprises publiques, ne faisant en fait appel, en dehors de ces dernières, qu'aux entreprises privées assez puissantes économiquement pour se passer de son concours.

On assiste donc à une modification profonde de la politique économique — provoquée peut-être par la nécessité d'ajuster conceptions et programmes anglais et français — mais aussi à une modification profonde dans la mise en œuvre des divers éléments susceptibles de concourir à la réalisation des nouveaux objectifs assignés.

La commission des finances n'a pas discuté des déviations subies quant à ses objectifs par le plan Monnet. Elle n'a eu d'ailleurs à en connaître que par l'audition d'un représentant du plan; elle ne pourra en conséquence formuler un jugement que lorsqu'elle sera en possession du plan quadriennal lui-même.

Mais elle a eu la préoccupation légitime d'examiner si du moins dans le cadre nouveau assigné aux diverses activités nationales, les dispositions financières prévues pour 1949, en vue d'exécuter la première tranche du plan quadriennal, — et qui préfigurent évidemment les tranches futures, — répondaient bien à l'objectif assigné, et s'il n'y aurait pas notamment, dans ce but, un meilleur emploi des crédits affectés en 1949 aux investissements.

Le programme 1949 et l'aide à la production.

Si on laisse de côté les crédits affectés à la reconstruction des biens privés, le projet de loi consacre:

47 milliards à la production de la métropole;

202 milliards, soit 4,5 fois plus, aux auxiliaires de cette production;

20 milliards à la Sarre et l'Afrique du Nord.

Cela appelle immédiatement l'observation suivante:

Les ressources affectées à la production dans la métropole, exclusivement réservées à l'agriculture et à quelques-unes des industries essentielles, sont infimes, si bien qu'il apparaît que l'Etat renonce à intervenir dans le développement de la production de la façon dont il l'avait primitivement envisagé, en stimulant cette dernière par un élargissement de la distribution du crédit.

Poussant plus loin les investigations, on constate que les prêts du fonds de modernisation aux initiatives privées correspondent aux prévisions suivantes:

Agriculture (répartition provisoire, prêts aux entreprises et aux collectivités):

Machinisme et matériel de défense des végétaux, 3 milliards.

Autres investissements (sélection des plants, etc.), 0,8 milliard.

Hydraulique agricole, 2 milliards.

Voirie agricole, 0,6 milliard.

Remembrement, 0,1 milliard.

Fumières, fosses à purins, silos, 1 milliard.

Adductions d'eau, 2 milliards.

Electrification, 1,5 milliard.

Habitat rural, 0,2 milliard.

Production forestière et pisciculture, 0,1 milliard.

Equipement frigorifique, 0,9 milliard.

Industries alimentaires non coopératives, 2 milliards.

Industries alimentaires coopératives, 4,5 milliards.

Industrie de l'azote, 5 milliards.

Total, 24 milliards.

Industries:

Mines de fer, cokeries et centrales sidérurgiques, train à bande de l'Est, raffinage du pétrole, machinisme agricole, produits chimiques de base, équipement des ports maritimes, tourisme à devises, au total, 23 milliards.

Cela permet de s'apercevoir que l'agriculture aujourd'hui prônée comme « notre première industrie nationale », va recevoir en 1949, année de démarrage, donc la plus importante, du plan quadriennal, une aide de l'Etat fixée à:

Production végétale (machinisme et matériel de défense des végétaux, sélection des plans), 3,8 milliards.

Amélioration foncière (hydraulique agricole, voirie, remembrement), 3,7 milliards.

Production forestière et pisciculture, 0,4 milliard.

Industries alimentaires (coopératives, non coopératives et équipement frigorifique), 7,4 milliards.

Services publics ruraux (électrification, adductions d'eau, habitat rural [1]), 3,7 milliards.

Si l'on retranche de cette énumération les fonds dont la gestion sera confiée à des services publics, on voit qu'il restera à répartir entre 6 millions de paysans, à titre de prêt pour développer leur production, une somme de 15,3 milliards, c'est-à-dire à peine quelques milliers de francs par exploitation.

Or, la structure de la production agricole française est telle que les petits propriétaires qui en assurent la plus grande partie ne peuvent disposer que des prêts qui leur sont consentis avec l'aide de l'Etat; il n'ont pas accès sur le marché financier, le crédit bancaire ne leur est pas familier ou accessible, les bas de laine ou les lessiveuses se sont bien souvent vidés; ils ne trouveront donc que les prêts du crédit agricole ou du fonds de modernisation pour effectuer les investissements considérables que l'on attend d'eux.

Quant aux industries, qui doivent satisfaire aux besoins de la consommation intérieure et aux besoins de l'exportation, elles ne recevront globalement que 23 milliards « ce qui obligera le fonds de modernisation à n'accorder les avances qu'avec une extrême parcimonie et uniquement dans le cas où, faute de ces avances, les objectifs impératifs de 1952 seraient gravement compromis. » (rapport Pleven, page 32). Encore ces 23 milliards d'avances ne concernent-ils que les ressources-clefs non nationalisées: sidérurgie, transports et machinisme agricole et, parmi les activités essentielles, seulement le raffinage du pétrole, les produits chimiques de base et le tourisme.

(1) Cette nécessité n'est pas nouvelle, elle était également la préoccupation dominante du plan Monnet. On eût mieux fait de dire la nécessité d'ajuster nos programmes à ceux des autres pays européens.

(1) Voir les tableaux comparatifs des objectifs de production et d'exportation du plan Monnet et du plan quadriennal.

(1) L'habitat rural est mentionné à cette place pour conserver la classification qui figure dans le rapport présenté à l'Assemblée nationale.

Rien n'est prévu pour les constructions mécaniques et le textile qui devaient jouir « d'une priorité très élevée dans l'attribution des ressources disponibles ».

Rien non plus n'est prévu pour les industries de la machine-outil jugées naguère « essentielles pour la modernisation de l'ensemble de l'économie française, si nous ne voulions pas rester entièrement dépendants de l'étranger pour notre équipement ». (Rapport sur le premier plan de modernisation, pages 29 et 55.)

Peut-on penser, dans ces conditions, que les objectifs fixés seront atteints ? Où croit-on que l'agriculture trouvera l'argent pour acquérir les tracteurs et le matériel agricole, effectuer les aménagements fonciers, qui sont nécessaires pour produire en 1952 les 10 millions de tonnes de blé les 8 millions de tonnes de céréales secondaires, les 540.000 tonnes de corps gras, les 2.200.000 tonnes de viande, les 1.300.000 tonnes de sucre, les 175 millions d'hectolitres de lait qui lui sont demandés ?

Où pense-t-on que les industries de transformation, qui doivent fournir le matériel et les objets fabriqués sans lesquels l'agriculture serait dans l'incapacité d'accroître ou même de maintenir sa production, trouveront les fonds nécessaires pour moderniser leur outillage et abaisser leurs prix de revient ? Ces industries ne doivent-elles pas également travailler pour toute la Nation ? Seront-elles en mesure de fournir tous les produits qu'on attend d'elles à des prix compatibles avec le niveau des salaires ?

Toutes ces questions n'ont sans doute pas manqué d'être étudiées et le fait qu'on ne leur trouve pas une réponse dans le projet qui nous est soumis semble démontrer que le Gouvernement s'appuyant sur les résultats du récent emprunt juge les perspectives du marché financier en 1949 et dans les années suivantes assez satisfaisantes pour que les entreprises privées trouvent sans difficultés tous les moyens financiers dont elles auront besoin en faisant appel à l'épargne.

On ne peut tenir, en effet, pour valable l'argumentation suivant laquelle d'autres crédits ayant été prévus dans le budget ordinaire, dans les comptes spéciaux ou au titre de la reconstruction, particulièrement en faveur de l'agriculture, les dotations du présent projet sont suffisantes. Il suffit pour s'en rendre compte de constater que ces crédits ont une affectation spéciale à des équipements de caractère public ou collectif, qui ne permet pas de les employer au développement et à la modernisation de la production des entreprises privées.

En conclusion, pour leur modernisation et le développement de leurs possibilités de production, les entreprises agricoles ou industrielles devront s'adresser à l'épargne privée ou aux crédits bancaires, et moyennant d'ailleurs un loyer de l'argent assez élevé.

Cela risque de limiter les efforts productifs à celles de ces entreprises dont l'activité présente déjà une surface importante. Cela laisse en tout cas à peu près complètement hors du circuit la majorité des exploitants agricoles.

On peut donc se demander comment seront atteints les niveaux de production escomptés.

Ainsi les 47 milliards réservés pour l'aide à la production dans la métropole, sont sans conteste, insuffisants par rapport aux autres investissements, et sous ce rapport le projet examiné n'apparaît pas équilibré, et ne répond pas au but envisagé.

Le programme 1949 et les investissements « extra-métropolitains »,

La même remarque s'applique et avec plus de pertinence encore, aux crédits réservés aux investissements « extra-métropolitains ».

Sous ce vocable, le projet prévoit des investissements: dans la Sarre pour 2,5 milliards; en Afrique du Nord pour 17,5 milliards.

Aucun renseignement n'est donné quant à l'utilisation des 2,5 milliards de la Sarre; il s'agit sans doute de prêts aux industries minières et sidérurgiques.

En ce qui concerne les 17,5 milliards destinés à l'Afrique du Nord, auxquels viendront s'ajouter 18 milliards d'emprunts à court terme qui seront émis sur place en 1949, il est indiqué qu'ils serviront:

A l'achat de tracteurs et de machines agricoles;

A la poursuite du programme d'hydraulique agricole;

A l'équipement frigorifique;

Aux recherches de pétrole, de charbon et de minerais;

A la poursuite du programme électrique;

A l'équipement portuaire, routier et ferroviaire:

En bref, à la fois à des travaux d'équipement public ou collectif et à des travaux de production.

Quand on examine les objectifs de production fixés par le plan quadriennal à l'Afrique du Nord:

Minerai de fer, 6 millions de tonnes.
Minerai de manganèse, 400.000 tonnes.
Minerai de plomb, 174.000 tonnes.
Electricité, 2 milliards de kw.
Céréales, 55 millions de quintaux.
Phosphates, corps gras, etc...

quand on constate que pour atteindre ces objectifs, il faudra parfois plus que doubler la production actuelle, l'on peut, à bon droit, se poser la même question qu'en ce qui concerne la métropole: où prendra-t-on l'argent nécessaire pour faire tous les achats et tous les travaux qu'il y aura lieu d'effectuer ?

Mais on avait, jusqu'à ce jour, le sentiment que l'outre-mer — ou « l'extra-métropole », pour parler comme le projet — concernait un grand nombre de départements et de territoires que la Constitution a inclus dans la République française (ou qui deviendront des pays associés), départements et territoires dont l'activité économique est solidaire de l'activité métropolitaine et doit être améliorée comme celle-ci si l'on veut parvenir à un équilibre effectif de la balance des comptes.

On avait d'autant plus ce sentiment que le plan Monnet de 1946 consacrait tout un secteur à ces départements et territoires, que la loi du 30 avril 1946 avait fait au Gouvernement obligation de les mettre en valeur et que le plan quadriennal lui-même fait état de certains objectifs de production en ce qui les concerne.

Or, le programme 1949 ne tient aucun compte de tout cela, en oubliant purement et simplement les départements et territoires d'outre-mer dans la répartition des crédits affectés aux investissements, notamment dans la distribution de la manne de 280 milliards qui constitue la contre-valeur de l'aide américaine.

Cette omission est apparue tellement choquante qu'elle a été relevée à l'Assemblée nationale. On a alors tenté d'expliquer que les départements et territoires d'outre-mer recevaient par ailleurs (budget ordinaire et comptes spéciaux) force crédits qui suffisaient au développement de leur production.

Le malheur est que cette affirmation est erronée et qu'elle repose sur une confusion qui se manifeste tout au long du projet de loi sur les investissements entre l'équipement public ou collectif et l'équipement privé.

Les subventions prévues pour le F. I. D. E. S. (1) sont, aux termes mêmes de la loi du 30 avril 1946 et des décrets d'application du 24 octobre 1946, entièrement et obligatoirement réservées aux dépenses d'équipement public. C'est pourquoi, d'ailleurs, elles sont inscrites en 1949 au budget des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement avec les autres dépenses publiques de reconstruction et d'équipement de la métropole. Ces subventions forment, avec les avances consenties par la caisse centrale de la France d'outre-mer, grâce aux 10 milliards alloués par l'article 36 de la loi sur les comptes spéciaux, des budgets qui ne retracent que les opérations publiques relatives au développement économique et social de ces départements ou territoires. Conformément aux dispositions d'un des décrets du 24 octobre 1946, reproduites dans l'exposé des motifs dudit article 36, la caisse centrale ne peut utiliser ces 10 milliards qu'aux avances consenties aux collectivités publiques; les prêts qu'elle est autorisée à effectuer aux entreprises privées s'occupant du développement de la production doivent être alloués sur ses fonds propres, c'est-à-dire, son capital, ses réserves et ses bénéfices qui n'atteignent actuellement que quelques centaines de millions.

Donc, si aucune avance du fonds de modernisation n'est prévue dans la loi sur les investissements au profit des entreprises privées des départements et territoires d'outre-mer, ces entreprises se trouveront dans une situation pire encore que celles de la métropole, parce qu'il n'existe pratiquement pas dans ces pays d'épargne privée et parce qu'un nombre infime d'entre elles — celles qui relèvent de certaines banques d'affaires — sera en mesure de placer des titres d'emprunt ou d'augmentation de capital sur le marché de Paris, alors que la quasi-totalité de la production des corps gras, du coton, du cacao, du café... est le fait de millions de cultivateurs autochtones qui n'ont actuellement aucun moyen de production, aucune réserve pour en acquérir et qui, ayant épuisé, par des procédés primitifs de culture extensive, les terres sur lesquelles ils travaillent, ne peuvent continuer leur effort que si ces moyens leur sont fournis.

Or, le plan quadriennal leur demande, pour assurer l'équilibre de la balance des comptes en 1952, de porter:

De 210 à 360.000 tonnes d'huiles, la production des corps gras;

De 95 à 330.000 tonnes celle du sucre;

De 25 à 50.000 tonnes celle du coton fibre;

De 85 à 91 500 tonnes celle du cacao.

Comment y arriveront-ils si aucun moyen de financement ne leur est fourni ?

On est surpris de ne trouver aucune réponse à cette question, d'autant plus que le Gouvernement sait que les investissements outre-mer sont les plus rentables, parce qu'il [illegible] d'immenses richesses naturelles jusqu'ici inexploitées parce que ces pays peu peuplés peuvent aisément avoir une balance production-consommation créditrice.

On se demande alors pourquoi il ne songe pas à faire immédiatement l'effort le plus considérable pour doter les producteurs de ces pays des moyens qui leur ont jusqu'ici manqué, afin que l'économie générale de la métropole, aussi bien que des autres territoires de l'Union, en retire effectivement les bénéfices substantiels indispensables à son relèvement.

Sans vouloir s'abandonner aux hypothèses, il faut cependant remarquer que cette politique n'est pas sans inconvénients, peut-être même sans danger, du fait même qu'il s'agit d'une masse considérable de ressources encore inexploitées, et susceptibles dans la pénurie actuelle de tenter de gros groupements financiers.

Il n'est évidemment pas question de les exclure. Mais l'Etat ne saurait leur livrer, par son imprévision ou sa carence, un quasi monopole, dont les organismes locaux, les petites exploitations abandonnées à merci feraient en définitive les frais.

La mise en valeur des territoires doit faire appel concurremment à tous les concours, et réserver en particulier leur place aux entreprises autochtones pour que le développement économique et social s'effectue de façon équilibrée.

D'ailleurs, ce ne sont pas là les seules craintes que l'on puisse formuler.

Il peut se faire, comme cela s'est déjà vu dans le passé, que certains groupes auxquels ont pourrait s'adresser, s'opposent, en raison des intérêts qu'ils peuvent déjà détenir dans des activités industrielles, établies dans les pays les plus anciens de l'Empire, à la création ou au développement d'industries concurrentes dans les autres parties, en leur refusant tout crédit.

Il peut se faire également qu'ils n'aient pas de disponibilités leur permettant d'y consacrer immédiatement pour leur compte des moyens assez puissants, et qu'ils songent alors à s'agréger des concours extérieurs, notamment des concours américains qui, ceux-là, ne seraient plus « dépersonnalisés » comme le sont les crédits de l'aide Marshall.

Etant donné d'ailleurs les sollicitations dont les capitaux américains sont l'objet dans le monde entier, ils peuvent se montrer particulièrement exigeants. Un article de l'hebdomadaire américain *Business Week* s'exprime d'ailleurs comme suit à propos des investissements privés français et étrangers à effectuer dans l'Union française, selon les projets du ministère de la France d'outre-mer:

« Quelle espèce de profits le plan envisagé accordera-t-il aux prêteurs américains ? On peut parier, à coup sûr, que le Gouvernement

(1) Voir en ce qui concerne le F. I. D. E. S. pages 46 et suivantes (examen des articles).

français insistera pour accorder son approbation préalable aux principaux projets et n'accordera des contrats qu'aux compagnies dans lesquelles les capitaux français représenteront plus de la moitié des actions. »

Faut-il interpréter ces déclarations comme exprimant des craintes ou des intentions ? Et quels sont les projets du ministère de la France d'outre-mer dont il est question ?

Quoi qu'il en soit, cela donne la démonstration qu'il se pose là une question d'intérêt fondamental non seulement pour la métropole mais pour les territoires de l'Union française, question qui mérite autre chose que le silence du projet gouvernemental.

Qu'on fasse appel à tous les concours susceptibles d'aider au redressement économique de l'Union française, c'est très bien, mais à condition de les réglementer — voire même de les discipliner — et surtout à cette condition formelle que l'Etat apporte son soin, sa protection et son aide matérielle à la création, au développement et à l'indépendance de toutes les entreprises autochtones ou nationales qui, ayant acquis droits et expérience, ne demandent pas autre chose que des moyens d'action plus grands pour prendre une part plus grande dans les efforts de redressement national.

Il apparaît en résumé que les mesures prévues dans le projet en cours d'examen, qui constitue la première tranche du plan quadriennal, sont, en ce qui concerne la production proprement dite — qu'il s'agisse de la métropole ou des territoires d'outre-mer — tout à fait disproportionnés pour les objectifs à atteindre.

L'aide apportée par l'Etat à ce secteur est tout à fait insuffisante, cependant que dans le même temps les industries auxiliaires de la production (énergie et transports), beaucoup plus largement dotées, utilisent, comme on le verra par la suite, les fonds qui leur sont attribués à des dépenses souvent d'urgence moindre, parfois somptuaires et parfois anormales lorsqu'elles servent à combler des déficits d'exploitation

On peut donc dire que ce projet n'est pas équilibré, que si, à l'occasion des tranches successives de réalisation du programme, des redressements n'étaient pas effectués, les objectifs envisagés ne seraient pas atteints — à moins de recourir à l'intervention de puissants groupements financiers contre lesquels l'Etat, aussi bien que les particuliers, auraient alors du mal à se défendre, ce qui ne serait pas sans danger.

Les pratiques viciées dans le finarcement des investissements.

C'est au début de 1947, au moment de l'approbation du « plan Monnet » par le Gouvernement, qu'on aurait dû, en bonne règle, se poser la question du financement des investissements — et un plan financier aurait dû accompagner le plan des travaux à réaliser.

A la vérité, cette préoccupation semble avoir été primée par celle de se procurer et de répartir les matières premières, dont la pénurie était encore grande — et c'est leur disponibilité qui a conditionné le lancement des opérations et non les conditions dans lesquelles ces opérations devraient un jour être financées.

C'est ainsi que les entreprises comprises dans les activités de base, profitant de l'approbation générale donnée par le Gouvernement au programme de modernisation, mirent aussitôt en train tous les travaux qu'elles jugeaient utiles, le seul frein étant constitué par les atributions de matériaux dont elles bénéficiaient.

Il en résulta un développement des opérations qui n'était pas toujours équilibré d'un secteur à l'autre et qui n'était pas toujours en harmonie avec la hiérarchie des besoins du pays.

Mais à l'heure actuelle, les préoccupations financières ayant repris la première place, et conditionnant désormais la réalisation du plan, beaucoup de ces opérations influent et pèsent même parfois, d'une façon assez lourde, sur le programme actuel d'investissement.

On peut donner de ce qui précède des illustrations multiples choisies dans des domaines différents.

Tel est le cas de l'usine de l'Oued el Agrioum, dépendant de l'Electricité et Gaz d'Algérie, à laquelle on a consacré des sommes voisines de deux milliards, dont on ne sait pas encore si le barrage destiné à l'alimenter sera effectué, et dont, en tout état de cause, le projet apparaît actuellement comme discutable, à la fois dans son principe et ses modalités.

Tel est le cas, pour les charbonnages, du grand lavoir central, dont parle la mission d'enquête sur le coût et le rendement des services publics et dont la construction a été entreprise à la suite d'une proposition de dépenses de 190 millions, alors que le coût total de l'ouvrage est estimé actuellement à plusieurs milliards, et son caractère d'urgence quelque peu discutable.

Tel est encore le cas, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français pour ces centaines de locomotives achetées inconsidérément, ou encore pour l'électrification de la ligne Paris-Lyon, dont l'utilité n'est certes pas en cause, mais qui va absorber une cinquantaine de milliards qu'on ne peut consacrer de ce fait à des opérations destinées à satisfaire des besoins plus urgents.

Si les organismes, qui avaient à connaître des divers problèmes posés par le relèvement économique du pays s'attachèrent à leur solution, sans coordination suffisante des activités ressortissant aux divers secteurs industriels, sans direction d'ensemble, sans contrôle parlementaire effectif et surtout sans se préoccuper outre mesure d'un plan financier destiné à régler méthodiquement le rythme de leurs travaux, inversement ceux à qui incombait la gestion des finances publiques se sont moins souciés de discipliner ces activités, de les contenir dans le cadre d'un plan financier cohérent que de se procurer pour leur compte — ce qui est bien plus grave encore — à l'occasion de cette activité, des ressources destinées à parer essentiellement aux déficits des budgets publics dont ils avaient la charge.

Ce n'est plus un secret en effet que depuis 1947 les fonds du trésor, des établissements d'épargne, les prêts provenant des banques, au lieu d'être transformés en investissements comme on l'annonçait, étaient utilisés pour la plus grande part à combler les déficits budgétaires et ceux du secteur nationalisé.

C'est ainsi qu'en 1947, sur 1.215 milliards collectés, 852 milliards, soit plus de 70 p. 100 furent consacrés à des dépenses courantes, dont 601 milliards, soit la moitié, à combler le déficit du budget, 363 milliards seulement, soit moins de 30 p. 100 furent utilisés à des investissements proprement dits — investissements dont nous avons montré qu'ils n'avaient d'ailleurs pas été toujours très rationnellement effectués

Ces chiffres montrent à quel « gaspillage » de l'effort national on s'est livré, surtout si l'on considère que pour être ramenés à la parité actuelle lesdits chiffres devraient être doublés.

On se demande comment le pays a pu résister à une telle saignée.

Au cours de cette même année 1947, 166 milliards furent affectés au secteur nationalisé. Le quart environ, soit 37 milliards devait servir ouvertement à couvrir les dépenses d'exploitation. Mais il n'est pas prouvé que les 129 milliards restant soient tous allés à des investissements et que l'utilisation de ces derniers crédits n'ait pas servi également en partie à combler encore des déficits d'exploitation.

Tant d'abus devaient provoquer une réaction.

Le Parlement laissé dans l'ignorance — et d'ailleurs jusque-là complètement impuissant — tenta par les lois des 6 janvier et 21 mars 1948 d'y mettre bon ordre pour l'exercice 1948.

Les dispositions nouvelles conduisirent à la revision des programmes et à l'étude de moyens de financement autres que les moyens inflationnistes, expédients auxquels on avait recouru jusqu'alors. Et c'est en particulier dans ce but que fut constitué le fonds de modernisation, qui doit permettre désormais d'y voir plus clair tant en ce qui concerne l'utilisation des crédits qu'en ce qui concerne les recettes destinées à financer les travaux correspondants.

Mais la survivance du passé est tenace et la distinction qui s'imposait entre « dépenses courantes » et « investissements productifs » est restée encore assez imprécise au cours de l'exercice 1948.

Il est vrai qu'en ce qui concerne les services publics, cette distinction était en fait de peu d'intérêt, car le budget ordinaire a couvert les unes et les autres par le moyen de l'impôt — ce qui n'est d'ailleurs pas très orthodoxe en matière financière.

Et, comme s'il s'agissait d'une mesure compensatrice, cette distinction, pas beaucoup plus rigoureuse en ce qui concerne les entreprises nationalisées, conduisit à la pratique inverse : l'emprunt servant en partie à couvrir des dépenses d'exploitation.

Seulement, dans ce dernier cas la chose est plus grave, car de telles pratiques contribuent à entretenir et à perpétuer les vices de fonctionnement de ces sociétés nationalisées, dont les comptes, faute de cet appoint extérieur, ne seraient pas équilibrés.

D'ailleurs, si ces pratiques abusives échappent à l'attention du Parlement, il faut bien dire que les services publics ne les ignorent point.

Ils s'arrangent même parfois pour en parler — de façon plus ou moins incidente et voilée, il est vrai — peut-être pour ne point se voir reprocher un jour de ne pas l'avoir relevé.

En voici un exemple caractéristique, concernant les Charbonnages. La commission des investissements, créée par décret du 10 juin 1948, en application de la loi du 21 mars 1948 — commission qui est chargée d'examiner les programmes proposés au Parlement, les tranches successives à réaliser et les moyens de les financer — accorde aux houillères un crédit de 14 miliards et demi qu'elle justifie de la façon suivante : « la nécessité de maintenir le programme de « travaux techniques courants », qui sont en réalité par nature, des opérations de renouvellement qui devraient, comme tels, être financés par le compte d'exploitation et faute desquels le potentiel matériel de production risquerait de n'être pas préservé ».

Or, la commission des investissements, en raison de sa constitution, du plan où se situe son activité, de l'autorité qui doit s'attacher à ses travaux est d'autant plus critiquable que n'ignorant pas ces anomalies, elles les a en quelque sorte, légitimées.

Elle s'est contentée, comme une boîte à lettres en la circonstance, d'accepter les chiffres qui lui ont été transmis par le commissariat général du plan, sans les discuter. Et cet organisme les a lui-même transmis après avis de l'une de ses commissions intérieures (la commission des investissements des activités de base) qui dit avec la plus grande inconscience — tellement ce genre d'opérations correspond à une pratique entrée dans les mœurs — « qu'on peut s'efforcer de réduire les programmes, mais qu'en tout cas, ces crédits de travaux neufs sont incompressibles, car ils constituent l'un des éléments du prix de revient ».

Pas un instant ne semble venir à l'esprit des membres de ces commissions de coordination et de contrôle qui fonctionnent en cascade, la pensée qu'il faut s'acheminer, ne serait-ce que progressivement, vers un assainissement de la situation du secteur nationalisé et la renonciation à de telles pratiques. On ne fait dans ce but aucune réduction, fût-elle de principe, pour témoigner de cette volonté de réforme et d'économie dans le fonctionnement des entreprises intéressées

Cela revient à admettre en définitive comme un postulat que tout va bien, et qu'il n'y a plus aucune amélioration sur laquelle on puisse compter ou bien qu'il s'agit d'un mal incurable dont il faut bien s'accomoder.

Et c'est cet état d'esprit à tous les échelons, qui plus que le fait lui-même, est peut-être ce qu'il y a de plus inquiétant.

Alors, pourquoi les entreprises en cause chercheraient-elles à s'améliorer, puisqu'il n'y a plus l'aiguillon de la nécessité ?

C'est en tout cas l'honneur du Conseil de la République d'avoir été le seul à relever et à signaler à l'opinion à l'occasion de l'examen de la loi des maxima, ces pratiques abusives et de s'être attaché le premier à les réformer, alors que même pour l'exercice 1949 la commission des investissements des activités de base, le commissariat général du plan, la commission des investissements, le Gouvernement et l'Assemblée nationale n'avaient pas réussi à dresser des barrières suffisamment efficaces contre cette sorte de « virus filtrant », qui contamine le secteur nationalisé.

Examen général des investissements du secteur nationalisé.

Il s'agit essentiellement de la S.N.C.F., des Charbonnages, du Gaz et de l'Electricité.

Les observations générales précédemment formulées concernant la répartition privilégiée des crédits dont bénéficient les entreprises du secteur industriel de l'Etat, le caractère discutable de certaines opérations engagées, les « primes de mauvaise gestion », qui leur sont parfois allouées sous forme de subventions camouflées, prennent ici toute leur signification

Mais ce ne sont pas là les seules remarques que l'on puisse faire à ce sujet. On peut en faire encore de sérieuses concernant d'une part les renseignements à peu près inexistants, fournis au Parlement pour justifier les centaines de milliards qui sont accordés à ces sociétés et, d'autre part, l'éparpillement entre plusieurs rubriques d'un même projet de loi ou même entre plusieurs projets foncièrement différents des avantages divers réservés à certaines d'entre elles et qui ôtent à l'esprit la possibilité de se faire une idée exacte de leur énormité.

C'est ainsi par exemple que le Gaz et Electricité de France se voient attribuer 124 milliards. sur présentation d'un simple tableau ne comportant que l'énumération de 97 localités où des travaux sont ou seront engagés, sans autre explication qu'un chiffre indiquant la puissance escomptée, mais sans indication aucune sur la dépense entraînée par chacune des opérations — ce qui permettrait au moins d'effectuer des comparaisons sur l'intérêt respectif de chacune d'entre elles.

La même observation s'applique aux autres sociétés nationalisées.

Il ne s'agit évidemment pas, pour ces entreprises qui doivent être gérées avec plus de souplesse que les administrations publiques, d'imposer les règles budgétaires étroites qui s'appliquent à ces dernières.

Mais, entre cette procédure et celle du crédit donné « dans la nuit », il y a place pour un système qui permette de fournir au Parlement au moins autant de renseignement qu'en ont eus, pour prendre leurs décisions, les conseils d'administration.

A l'heure actuelle le Parlement est dans l'incapacité de juger.

Aussi, votre commission est-elle d'avis qu'il y aura lieu dorénavant de soumettre aux Assemblées pour chacune des entreprises intéressées à l'appui des demandes de crédits, non plus un simple catalogue d'opérations — qui s'avérerait au surplus analogue, sinon identique, d'une année à l'autre et par conséquent sans aucun intérêt — mais le budget provisionnel détaillé (budget d'exploitation et budget des travaux) que les services n'ont certainement pas manqué d'établir et que le Parlement doit connaître avant de se prononcer.

D'ailleurs, pour répondre à la seconde remarque que nous avons formulée, votre commission demande que cette mesure soit complétée par le rappel dans un document unique de l'ensemble des dispositions financières, sur lesquelles le Parlement est appelé à se prononcer et intéressant, pour l'exercice en cours, chacune de ces sociétés.

Ainsi l'importance exacte de l'effort accompli pourra-t-il prendre sa pleine signification et le fonctionnement des sociétés intéressées être plus justement apprécié. L'exemple de la Société nationale des chemins de fer français qui est donné plus loin montrera l'utilité de cette façon de procéder.

La Société nationale des chemins de fer français.

La Société nationale des chemins de fer français est celle des entreprises nationalisées qui a donné lieu aux plus vives critiques lors des travaux de votre commission.

Certaines dépenses somptuaires engagées par cette société alors que des travaux indispensables, comme la réfection de certains ouvrages d'art provisoires, n'avaient pas encore été amorcés, l'existence dans certaines branches de l'exploitation d'un personnel pléthorique ou mal utilisé, le maintien en service de lignes onéreuses alors que par une meilleure coordination de son activité avec celle des transporteurs privés des économies substantielles pouvaient être réalisées, la charge de grands travaux qui n'étaient pas de première urgence, un peu trop hâtivement entrepris et évidemment l'importance considérable des déficits que par des artifices divers cette société demande à l'Etat de combler: telles sont les questions qui ont été agitées.

Il ne peut s'agir, dans le cadre de ce rapport, de faire le procès ou de prendre la défense de cette société. Ce sera éventuellement le rôle de la sous-commission de contrôle des entreprises nationalisées.

Il s'agit pour l'instant, à l'occasion de ce projet de montrer seulement: d'abord quel sera l'effort total accompli par les finances publiques pour l'exercice en cours, ensuite quelle est la part des crédits versés à cette société, au titre du budget des investissements, qui seront effectivement employés à cet effet.

L'effort total imposé aux finances publiques peut aisément se chiffrer en rassemblant toutes les dispositions déjà votées ou proposées:

1° Le présent projet de loi prévoit:
Au titre établissement, 25.420 millions.
Au titre reconstruction, 45.080 millions.
Soit au total, 70.500 millions;

2° Le budget des travaux publics comporte au chapitre 511 pour la Société nationale des chemins de fer français une somme de 8.120 millions.

Il est juste de dire qu'on a indiqué à votre commission que cette somme correspondait au remboursement des charges imposées à la Société nationale des chemins de fer français du fait des réductions de tarifs dont bénéficiaient certaines catégories de voyageurs Cela n'a d'ailleurs pas été contrôlé.

3° L'article 23 de la loi sur les comptes spéciaux accorde à la Société nationale des chemins de fer français une somme de 9.286 millions à titre d'acompte pour le remboursement de sa dette à l'Impex, en contrepartie des fournitures reçues.

Ce même article 23 autorise la société à émettre un emprunt de 2.322 millions (chiffre arrondi) pour la part restante de sa dette, évaluée forfaitairement à 11.607 millions.

Mais cette dernière somme est bien loin de représenter le total exact de la dette réelle. Celle-ci est évaluée à 25 milliards par le rapporteur du budget des comptes spéciaux à l'Assemblée nationale, M. Jean Blocquaux.

Comme dans la liquidation générale des comptes, l'Impex sera débiteur de la différence, l'Etat en assumera bien la charge. C'est donc en définitive un « cadeau de 13 milliards » qui a été fait à la Société nationale des chemins de fer français et pour l'Etat l'analogue d'une subvention d'égale somme attribuée à cette société.

4° Dans la même loi relative aux comptes spéciaux, mais dans un état annexé, l'état E, figure au compte 21-07 *bis* une avance avec intérêts de 35 milliards — ramenée à 32 par notre Assemblée.

Si l'on totalise ces diverses sommes, on arrive, même en laissant de côté les 8 milliards correspondant au remboursement des charges obligatoires, à dépasser le chiffre de 130 milliards.

Tel est l'effort des finances publiques accompli pour la Société nationale des chemins de fer français cette année.

Quant au crédit de 70,5 milliards, la justification de son utilisation tient dans le projet gouvernemental en deux tableaux, comportant en tout trente-cinq lignes, où l'on ne trouve qu'une simple énumération, de caractère très général, des opérations envisagées.

Votre rapporteur, lors de la discussion de la loi des maxima au mois de décembre dernier, avait déjà eu l'occasion de signaler au Conseil de la République que, sur cette somme, plus de 30 milliards n'étaient, en définitive, destinés qu'à couvrir des charges d'exploitation.

Il confirme en tous points les déclarations effectuées à cette époque. Et si l'on y regardait de plus près, ce chiffre serait assez sensiblement dépassé.

La Société nationale des chemins de fer français, entre autres anomalies, n'impute pas en effet sur ses dépenses d'exploitation, la part annuelle qui correspond au renouvellement de son matériel hors d'usage. Elle procède à l'entretien et au maintien de son parc de matériel roulant avec les fonds qui devraient être destinés à l'augmenter.

D'ailleurs, la Société nationale des chemins de fer français ne finance pas davantage sur son budget la part de 20 p. 100 du montant des réparations des dommages de guerre qui, normalement, n'est pas remboursée par l'Etat. Cette part, qui représente une somme de 7 milliards, est également imputée sur les versements effectués par le fonds de modernisation.

L'imputation anormale sur le budget des investissements d'au moins 30 milliards de « dépenses courantes » ne s'explique que parce que la gestion de la Société nationale des chemins de fer français n'est pas rationnellement conduite.

Chaque fois qu'on hasarde un propos de cette nature, qui semble cependant tomber sous le sens commun, on se voit rétorquer: « Il faudra alors augmenter les tarifs. »

On part là encore du postulat que « tout va très bien » et qu'il n'y a rien à changer à l'organisation, qu'aucune économie ne peut être réalisée.

Votre rapporteur est dans un esprit exactement contraire. Il n'a pas eu la possibilité — et cela sortirait d'ailleurs du cadre de sa mission présente — d'étudier en détail les postes sur lesquels des économies pouvaient être à coup sûr effectuées.

Il se borne donc à signaler une direction dans laquelle on doit pouvoir réaliser des économies considérables: la contraction du réseau, pour le cantonner le plus possible dans le transport des grandes masses à grande distance, en laissant à la route les petites distances et les petits tonnages.

Cette idée n'est pas une idée en l'air, puisque le protagoniste — qui ne peut être suspecté — en était dès 1934, le directeur général du réseau du Nord, M. Javary, quelques années avant la nationalisation.

D'ailleurs, avant guerre, on pouvait faire dans le réseau deux parts d'égale longueur, dont la première assurait 82 p. 100 du trafic et la seconde 18 p. 100. Les chiffres se trouvent peut-être quelque peu modifiés à l'heure actuelle, mais le fait subsiste: une bonne partie du réseau ferré est exploitée à perte, alors qu'exploitée par route elle serait profitable à l'économie du pays.

Les houillères.

Les charbonnages recourent également aux fonds publics par des voies diverses; et le désir exprimé, en ce qui concerne la S. N. C. F., de voir rassembler dans un document unique les indications relatives à l'ensemble de l'effort financier, réalisé chaque année par le Trésor ou le budget, conserve là aussi toute sa valeur.

Le projet de loi en cours d'examen attribue aux houillères un crédit de 65 milliards dont la justification est la suivante:

Habitations et œuvres sociales, 7.000 millions.

Travaux neufs à moyen terme, 12.500 millions.

Grande ensembles, 27.500 millions.

Industries de la houille, 18.000 millions.

D'une manière générale, une grande partie des travaux prévus au titre d'investissement ne sont en réalité que des travaux destinés à maintenir constante la capacité de production — et la couverture des frais qu'ils entraînent doit être normalement imputée au compte d'exploitation.

D'ailleurs, on ne saurait mieux faire pour appuyer avec plus de vigueur cette thèse, que de se référer au rapport établi sous l'autorité de M. Brin, président de la cour des comptes, par la mission d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Voici ce que dit ce rapport:

« L'exploitation d'une mine ou d'une partie de mine conduit à son épuisement, et pour maintenir l'extraction au même niveau, il est nécessaire d'exécuter constamment des travaux préparatoires dont l'importance est sensiblement la même d'une année à l'autre. »

Pour les auteurs du rapport, il faut, en outre, faire périodiquement des travaux plus importants, appelés « grands ensembles » tels que fonçage ou équipement de puits. Pour ceux-ci, il est d'ailleurs assez difficile de dis-

tinguer ce qui est la part destinée à maintenir la production, c'est-à-dire la part du renouvellement et ce qui constitue un équipement supplémentaire pour accroître la production.

« Les travaux nécessaires pour maintenir la capacité de production à un niveau constant sont du renouvellement, ajoutent-ils, et ils doivent être financés en totalité par les amortissements, tandis que seul l'équipement supplémentaire peut normalement permettre le recours au crédit.

« La conséquence à en tirer sur le plan financier est qu'il est indispensable, à moins de consommer la substance de l'entreprise, de prélever annuellement sur les résultats d'exploitation un certain forfait d'amortissement.

« L'expérience acquise conduit à consacrer à ce forfait au moins 10 p. 100 du prix de revient de l'exploitation. »

Votre rapporteur a effectué, après un examen serré, la ventilation des crédits en question, et il lui est apparu qu'une trentaine de milliards, dont 3 pour les cockeries, 9 pour les travaux à moyen terme et 18 pour les grands ensembles ne correspondaient pas, en réalité, à des investissements — puisqu'ils servaient non pas à augmenter le potentiel productif, mais uniquement à entretenir le niveau de la production.

En ce qui concerne les habitations, votre rapporteur croit devoir appeler l'attention sur la gravité du problème qui ne va pas manquer de se présenter.

En effet, l'article 23 du statut du mineur a étendu le droit au logement à tout le personnel retraité. Il en résulte que dans une dizaine d'années environ, 50.000 personnes conserveront leur logement sans continuer à travailler, et il en faudra le même nombre pour les attribuer aux nouveaux ouvriers mineurs — si tant est que le nombre ne soit pas augmenté.

En évaluant à 2 millions 1/2 le coût moyen actuel d'un logement, la dépense totale entraînée par la construction des logements nécessaires sera de 125 milliards, soit 12 milliards et demi par an environ.

Le crédit envisagé pour 1949 est donc manifestement insuffisant, et si l'on ne prend pas des dispositions adéquates, les abords des mines seront bientôt congestionnés et on ne pourra plus avoir sur place du personnel pour y travailler.

Peut-on, dans les houillères, faire des économies et assainir les comptes d'exploitation en y incorporant notamment, sans augmentation du prix du charbon, les dépenses de renouvellement ou d'amortissement? Assurément oui, par une réduction notamment des effectifs improductifs, qui se sont multipliés à tous les degrés de la hiérarchie depuis la nationalisation, et par une augmentation du rendement au fond.

Il semble que le Gouvernement effectue des efforts et enregistre des résultats déjà appréciables dans cette direction. Il n'est que d'y persévérer.

Electricité et Gaz de France.

La commission de la production industrielle, sous la présidence éclairée de notre collègue Delfortrie, a effectué une étude approfondie des conditions de fonctionnement de cette société, ce qui dispense votre rapporteur de s'y arrêter longuement.

Toutes les observations de caractère général, précédemment formulées, s'appliquent à cette société.

Certains de nos collègues ont signalé que de substantielles économies pouvaient être effectuées, tant en ce qui concerne l'exploitation — branche dans laquelle les effectifs, surtout dans les emplois supérieurs, avaient été, selon la règle habituelle, sérieusement renforcés — qu'en ce qui concerne les travaux, dont les conditions d'attribution, la conduite et la surveillance laissaient beaucoup à désirer.

C'est une question sur laquelle la sous-commission des entreprises nationalisées est décidée à se pencher, aussitôt que le bureau du Conseil de la République lui aura fourni les moyens matériels de travailler.

L'examen des crédits affectés aux investissements relatifs au Gaz de France a fait apparaître que là encore une partie des 7 milliards demandés — au moins un milliard — était destinée au renouvellement des installations et ne constituait en fait qu'une participation à la couverture du déficit d'exploitation.

La situation défavorable dans laquelle se présente la gestion de cette société a déjà fait l'objet d'un débat, nos collègues s'en souviennent, à la fin du mois de décembre dernier, et des dispositions doivent être prises par le Gouvernement pour y remédier.

Le tableau suivant fait connaître, en milliards de francs, pour les trois dernières années le montant des dépenses d'investissement que les entreprises nationalisées ont été autorisées à effectuer.

Année 1946:

Charbonnages: reconstruction, néant; équipement, 9; total, 9.

Electricité de France: reconstruction, néant; équipement, néant; total, néant.

Gaz de France: reconstruction, néant: équipement, néant; total, néant.

S.N.C.F.: reconstruction, 27,5; équipement, 18,7; total, 46,2.

Année 1947:

Charbonnages: reconstruction, 1,5; équipement, 26,9; total, 28,4.

Electricité de France, Gaz de France: reconstruction, 0,7; équipement, 35,5; total, 36,2.

S.N.C.F.: reconstruction: 47,2; équipement, 15; total, 62,2.

Année 1948:

Charbonnages reconstruction, 1,5; équipement, 51,4; total, 52,9.

Electricité de France, Gaz de France: reconstruction, 0,7; équipement, 70,5; total, 71,2.

S.N.C.F.: reconstruction, 35,2; équipement, 19,7; total 54,9.

Reconstruction.

Les sommes affectées en 1949 à la reconstruction des biens privés dans le budget des investissements s'élèvent à 270 milliards. Le rapport présenté au nom de la commission des finances à l'Assemblée nationale par M. Pleven, fait remarquer que ce chiffre ne mesure pas l'effort total de solidarité accompli en faveur de ceux qui ont souffert par ceux qui ont été épargnés.

Cela est sans doute exact.

Mais il faut bien remarquer que cet effort est assez lent à produire ses effets au gré de ceux qui attendent, et qui, au rythme de la reconstruction actuelle attendront encore de très nombreuses années.

Il faut dire que dans les premières années qui ont suivi la libération, l'insuffisance des approvisionnements en métaux ferreux a entravé le développement des industries des matériaux de construction, du bâtiment et des travaux publics.

Mais il faut dire aussi que les Gouvernements successifs ne semblaient pas particulièrement pressés de hâter les reconstructions individuelles, et semblaient plus enclins à réserver leurs faveurs à une politique de constructions collectives effectuées par l'Etat.

Des plans d'urbanisme furent élaborés, des procédés techniques tendant à accroître la productivité de la main-d'œuvre furent recherchés, l'Association française de normalisation fut mise à contribution, une commission chargée d'examiner les matériaux nouveaux fut créée, des chantiers expérimentaux furent ouverts, un centre scientifique et technique du bâtiment fut organisé, bref toute l'activité se concentra essentiellement sur des opérations d'atelier, de laboratoire ou de bureau..., si bien qu'au début de 1948, la reconstruction des immeubles totalement détruits n'avait pratiquement pas encore commencé.

Quant à l'Etat lui-même, il n'avait terminé en tout et pour tout que 1.500 logements, 13.000 autres il est vrai étant en chantier.

Il est vraiment dommage que la reconstruction des biens privés, à qui fut attribuée 91 milliards seulement en 1947, n'ait pu tirer un bénéfice plus grand de l'effort public accompli sur le plan financier cette même année, en recueillant une part plus importante des 1.215 milliards collectés (le double au taux actuel), dont une bonne partie a été, comme on l'a vu, gaspillée — car c'est là un effort que le pays ne peut plus accomplir une seconde fois avec la même intensité.

Mais il ne sert à rien d'épiloguer sur le passé, d'autant qu'on semble s'être enfin rendu compte des erreurs anciennes.

L'Etat a renoncé à développer son programme de constructions, la loi du 30 mars et le décret du 19 juillet 1947 ont confié aux sinistrés eux-mêmes le soin d'effectuer leur reconstruction, soit à titre individuel, soit par l'intermédiaire d'associations coopératives ou syndicales. L'autorisation d'émettre des emprunts leur a été donnée. La loi de son côté fixe, pour 1948, à 181 milliards la contribution de l'Etat à la réparation des dommages de guerre. La caisse autonome de la reconstruction a été créée.

Il existe à l'heure actuelle, plusieurs centaines de groupements réunissant plus de 50.000 sinistrés.

Ces diverses dispositions peuvent donner un certain essor à la reconstruction, mais à une condition, c'est que l'Etat ait une action adjuvante et non une action freinatrice.

Il faut qu'il favorise, maintenant que le succès de son emprunt a été assuré, l'émission d'emprunts effectués par les syndicats de sinistrés; il faut qu'il simplifie et accélère les formalités de financement, qui étirent les travaux sur des délais considérables — du fait des opérations administratives interminables — qui préludent, pour un même dommage, aux versements des tranches successives d'indemnité.

Il faut surtout qu'il s'efforce aussitôt que possible et le plus possible, de substituer le payement en deniers au payement en titres, qui risquera de bloquer un jour l'œuvre de reconstruction.

A cet égard, il convient de signaler que notre collègue Chochoy avait soumis au Conseil de la République une proposition de résolution invitant le Gouvernement à modifier les dispositions votées en décembre dernier, de manière à permettre à toutes les opérations engagées avant le 1er janvier 1949, d'être payées intégralement en numéraire et non partie en numéraire, partie en titres d'annuité, comme la loi des investissements le prévoyait.

Le Gouvernement a déféré à ce désir. Les dispositions correspondantes ont été incluses dans la rédaction initiale du projet qui vous est soumis, mais par la suite elles en ont été extraites et incorporées dans une loi de douzième provisoire que nous avons votée le 11 mars dernier.

Cependant le Conseil de la République était allé plus loin, demandant comme suite à une proposition de notre collègue Tellier que le payement intégral en numéraire soit effectué pour toutes les opérations prioritaires, même après la date du 1er janvier de cette année.

En terminant ce rapide coup d'œil sur la reconstruction des biens privés, votre rapporteur signale que les circonstances psychologiques et financières semblent favorables à l'inauguration d'une grande politique de reconstruction, qui doit aller de pair d'ailleurs avec une politique de l'habitat, conditionnée pour une large part, par la politique des loyers.

Le Gouvernement dira certainement que telle est sa préoccupation.

Mais on peut se demander alors pour quelles raisons, dans le plan quadriennal, qui déborde cependant de deux années le terme des prévisions du plan Monnet, on fixe désormais de nouveaux objectifs qui sont très en deçà de ceux qu'on s'était antérieurement assignés, en ce qui concerne les éléments qui conditionnent la construction.

En effet, la production de ciment fixée par le plan Monnet à 13,5 millions de tonnes, est ramenée, dans le plan quadriennal, à 8 millions de tonnes, soit une réduction de 42 pour 100.

Et encore, sur cette production, une partie est prévue pour l'exportation.

Quant aux matériaux de construction, dont 67,9 millions de tonnes devaient être mis à la disposition de notre économie, il n'en est même plus question.

Il y a lieu de remarquer que le plan quadriennal, auquel nous faisons allusion, n'est encore qu'officieux et il se peut qu'il y ait des erreurs ou des lacunes dans sa rédaction actuelle.

Mais peut-être n'était-il pas inutile de signaler ce fait.

D'ailleurs, votre commission de la reconstruction ne manquera pas de vous fournir sur les diverses questions aussi rapidement évoquées, un avis beaucoup plus autorisé.

Propositions de la commission et conclusion.

Il est toujours délicat de faire subir des transformations profondes à la seule partie connue d'un ensemble dont on ignore quels sont exactement la structure et les contours.

On court le risque de le défigurer, et de lui faire perdre ainsi son sens et sa portée.

Cela explique les hésitations de votre commission à traduire elle-même par des modifications sensibles à l'économie générale du projet qui vous est soumis, les observations multiples que votre rapporteur a effectuées en son nom.

Votre commission demande cependant que le Gouvernement, apporte à l'occasion des textes ultérieurs, qui définiront les tranches de réalisations successives du plan quadriennal, des correctifs aux insuffisances ou aux faiblesses du présent projet.

Elle demande que dans l'application des ressources que le pays peut consacrer chaque année aux investissements une répartition mieux équilibrée soit effectuée entre la part destinée à la production proprement dite (production industrielle et production agricole) et la part destinée aux auxiliaires de la production (énergie et transports).

Elle demande que la même préoccupation inspire la politique gouvernementale en ce qui concerne l'aide de l'Etat aux entreprises privées, aux « petits producteurs » et aux « isolés », de manière à ne pas laisser aux seules entreprises nationalisées ou aux seules grosses organisations industrielles ou financières la possibilité de concourir — parfois au détriment des précédents — au relèvement de notre économie.

Elle demande également que cette politique s'inspire de la nécessité d'effectuer un effort plus important qu'il n'est prévu à l'heure actuelle en faveur des territoires de l'Union française, qui doivent apporter une contribution particulièrement importante à l'équilibre de la balance des comptes — équilibre qu'il faudra réaliser à tout prix quand l'aide Marshall prendra fin, afin de ne pas sacrifier l'indépendance économique de notre pays.

Elle demande enfin que l'on revienne à des pratiques financières normales dans la gestion du secteur nationalisé, et que les crédits d'investissements qui sont attribués à ce secteur ne soient pas en réalité, pour une large part, des subventions déguisées, destinées à masquer des déficits d'exploitation — et consistant au surplus une prime à la pérennité d'une mauvaise administration, dont le développement d'autres activités productives plus sainement gérées fait les frais.

Sur ce dernier point d'ailleurs, votre commission des finances à l'unanimité a décidé que les 61 milliards qui d'après les remarques précédemment formulées étaient suspects de servir à ces fins abusives feraient pour leur attribution l'objet d'une procédure spéciale, votre sous-commission des entreprises nationalisées étant appelée à donner son avis avant qu'ils ne soient mis à la disposition des entreprises intéressées.

Ainsi le contrôle de leur utilisation sera-t-il assuré.

Votre commission a par ailleurs, et également à l'unanimité, décidé d'affecter à l'équipement des entreprises de production et de transport dans les départements et territoires d'outre-mer les retenues qui seraient éventuellement effectuées sur ces crédits.

Ce sont ces propositions que traduisent les articles 1 *bis* et 1 *ter* nouveaux introduits dans le texte du projet par votre commission.

Votre rapporteur croit d'ailleurs pouvoir déclarer, tant au nom de la commission des finances qu'au nom de la sous-commission de contrôle des entreprises nationalisées, dont il assume la présidence, que l'intention de ces dernières n'est pas de procéder sous prétexte de redresser la situation des entreprises en cause, à une suppression radicale et brutale de tous les crédits dont on leur avait jusqu'ici laissé espérer le versement. La guérison des maux dont elles souffrent depuis de longues années ne peut évidemment s'effectuer que par paliers. Mais il déclare non moins nettement que dès cette année un effort substantiel devra être accompli, et que l'esprit de compréhension des commissions parlementaires intéressées ne se manifestera que dans la mesure où se manifestera en face une égale bonne volonté.

C'est en d'autres termes, puisque ces commissions parlementaires ont un caractère permanent, comme la mission qui leur est confiée, une collaboration étroite qui devra s'établir entre elles, le Gouvernement et les entreprises nationalisées pour redresser dans les moindres délais toutes les défectuosités constatées, avec le désir sincère pour ces dernières de s'imposer tous les sacrifices nécessaires pour y arriver.

Avant de clore ce trop long exposé votre rapporteur voudrait se permettre de faire quelques observations personnelles, susceptibles de provoquer vos réflexions.

L'objectif essentiel de notre pays semble être à l'heure présente la nécessité de réaliser l'équilibre de la balance des payements pour 1952, époque où les crédits du plan Marshall cesseront de soutenir notre économie. A défaut de cet équilibre, en effet, et dans l'impossibilité de céder en compensation comme par le passé quoi que ce soit d'un stock d'or désormais inexistant, ce serait nécessairement ou l'effondrement de notre niveau de vie, ou le développement pour l'étranger de créances dont les divers éléments de notre patrimoine national deviendraient le gage. Cela porterait une atteinte plus ou moins sérieuse à notre indépendance économique, et peut-être même politique.

Cet équilibre de la balance commerciale est réalisé — du moins sur le papier — par le plan quadriennal tel qu'il semble avoir été élaboré.

En effet pour 1952, le montant de nos importations pour la métropole est chiffré à 2.117 millions de dollars.

Le montant des exportations doit atteindre le chiffre de 1.983 millions de dollars.

La balance des comptes sera donc déficitaire de 134 millions de dollars.

A ce déficit viendra d'ailleurs s'ajouter encore un déficit de 33 millions de dollars résultant de la balance des éléments indivisibles tels que: prêts, service de la dette, intérêts et dividendes, etc. Cela fera au total 167 millions de dollars.

On compte sur la balance commerciale des territoires d'outre-mer pour équilibrer ce déficit, avec 480 millions de dollars d'exportation contre 313 millions d'importation.

Se rend-on bien compte de ce que ces prévisions ont de tendu ? De l'inexistence ou de la précarité de la marge de sécurité ? De la nécessité impérieuse qui s'attache en tout cas, si l'on n'en était déjà convaincu, à la mise en valeur intensive de ces territoires d'outre-mer qui deviennent en quelque sorte dans le nouveau plan le gage de notre indépendance future ?

Par ailleurs, les exportations envisagées doivent être essentiellement constituées par des produits agricoles (30 p. 100 de plus qu'en 1947) et des matières premières industrielles non transformées (275 p. 100 de plus qu'en 1947).

Par contre les produits industriels transformés seront en diminution très sensible: 10 p. 100 pour l'industrie mécanique et électrique et 40 p. 100 pour l'industrie textile

Cette transformation profonde dans les objectifs de notre production est peut-être une nécessité internationale économique ou politique, ce n'est pas le lieu d'en discuter ici.

On peut cependant souligner que cette nouvelle orientation présente quelque analogie avec celle que l'on a voulu assigner à la France dans les premiers mois de l'occupation.

Se rend-on, en tout cas, exactement compte des répercussions économiques, sociales et peut-être même politiques que cette transformation peut avoir, étant donné le court délai dans lequel elle devra s'opérer ?

Ce sera la fermeture de nombreuses entreprises dans le secteur de la mécanique, de l'électricité, des textiles en particulier, le licenciement de la main-d'œuvre — et sans doute le chômage — en attendant son remploi, souvent dans une région différente et pour des tâches également différentes pour lesquelles elle n'est nullement préparée: l'agriculture, les industries extractives, les industries minières, la sidérurgie.

Croit-on dans ces conditions que les objectifs assignés pourront être vraiment atteints, le niveau de vie actuel maintenu, la balance des comptes équilibrée. En un mot croit-on réellement être assez fort ou assez habile pour commander aux « réalités de la vie » qu'elles épousent en moins de quatre ans tous les contours nouveaux imposés par les « prévisions d'un papier » ?

Votre rapporteur ne le pense, hélas! pas.

Il pense qu'on ne peut pas tabler, pour cette nouvelle politique économique, sur un succès prochain, car elle présente à son sens un défaut grave, celui de ne pas tenir compte de deux éléments essentiels lorsqu'il s'agit de modifier aussi profondément l'activité traditionnelle d'une nation: d'abord le temps, à défaut duquel une évolution devient une révolution; ensuite le facteur humain, qui à la différence de la matière inerte se venge souvent des chiffres et des équations.

On peut bien en effet — et c'est relativement facile — décider sur le papier que d'ici quatre ans la France limitera considérablement ses industries de transformation et multipliera par quatre ses industries extractives ou sa sidérurgie.

Mais croit-on que touchée par ces changements, la forte proportion de travailleurs français, occupée aujourd'hui aux tâches délicates qu'impliquent les industries de produits finis — tâches dans lesquelles avec une formation professionnelle patiemment acquise s'affirment nos qualités traditionnelles de jugement, de méthode et de précision — abandonnera de gaîté de cœur cette activité et les cieux sous lesquels elle s'exerce pour reprendre dans une autre contrée une activité nouvelle, qui rendra vaines leurs acquisitions antérieures et les rapprochera du manœuvre ou de l'ouvrier sans spécialité.

Or, on ne relève un pays que dans un élan collectif et dans un climat, que seul peut créer le sentiment de la quiétude, de la sécurité, de la stabilité que l'on va pouvoir enfin s'assurer pour l'avenir. Et c'est précisément l'inverse que va engendrer ce projet!

Votre rapporteur s'excuse de n'avoir pas clos son exposé sur la même note d'optimisme que le rapporteur du projet à l'Assemblée nationale. Il envisage lui l'échéance de 1952 avec quelque appréhension parce qu'elle est beaucoup trop rapprochée pour des transformations de cette importance. Et la France va subir la plus grande part des remous de l'Europe en train de se réorganiser.

Peut-être les questions ainsi exposées eussent-elles mieux trouvé leur place au moment de l'examen du plan quadriennal lui-même. Cependant le projet actuel en est l'amorce, et effleurer ces questions dès maintenant c'est donner à nos collègues plus de temps pour y songer.

Tel est le but que votre rapporteur s'est proposé.

. . . . . .

EXAMEN DES ARTICLES

TITRE Ier. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er.

Autorisation d'avances et de prêts sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances est autorisé à consentir en 1949, sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement, des avances et des prêts dont le total est arrêté à la somme de 269 milliards de francs, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Au cours de l'année 1949, le découvert du fonds de modernisation et d'équipement ne devra pas dépasser le chiffre de 20 milliards de francs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Jusqu'à l'approbation par le Parlement du plan de modernisation et d'équipement, dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi n° 48-1268 du 17 août 1948, le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à consentir, en 1949, sur les ressources du fonds national de modernisation et d'équipement, des avances et des prêts dont le

total est arrêté à la somme de 269 milliards de francs, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Au cours de l'année 1949, le découvert du fonds national de modernisation et d'équipement ne devra pas dépasser le chiffre de 20 milliards de francs.

Ces avances et prêts seront faits par arrêtés après avis du commissaire général au plan et de la commission des investissements.

Le Gouvernement devra soumettre avant le 31 mars, à l'approbation du Parlement, le plan de modernisation et d'équipement de la métropole définissant pour quatre années les objectifs à atteindre pour développer la production nationale et assurer l'équilibre de la balance des comptes.

Texte proposé par votre commission:

Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à consentir, en 1949, sur les ressources du fonds national de modernisation et d'équipement, des avances et des prêts dont le total est arrêté à la somme de 269 milliards de francs, conformément à l'état A anexé à la présente loi et compte tenu des modalités prévues à l'article 1 *bis* ci-après.

Conforme.

Les avances et les prêts concernant les départements et territoires d'outre-mer visés par la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 seront consentis dans les conditions fixées par ladite loi. Ils auront exclusivement pour objet de favoriser le développement et la modernisation des entreprises de production et de transport et particulièrement des entreprises autochtones.

Tous ces prêts et avances seront faits par arrêtés après avis du commissaire général au plan, de la commission financière du Parlement.

Le Gouvernement devra soumettre à l'approbation du Parlement, dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, le plan de modernisation et d'équipement de la métropole définissant pour quatre années les objectifs à atteindre pour développer la production nationale et assurer l'équilibre de la balance des comptes.

Etat A. — *Tableau des avances et des prêts autorisés sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement.*

LIGNE du compte spécial.	DÉSIGNATION DES PRÊTS	SOMMES — Propositions du Gouvernement.	Votes de l'Assemblée nationale.	Propositions de la commission des finances du Conseil de la République.
		millions de francs.	millions de francs.	millions de francs.
	I. — *Prêts aux entreprises nationales et à la Société nationale des chemins de fer français:*			
1°	Prêts aux charbonnages de France et houillères de bassin	65.000	65.000	65.000
2°	Prêts à l'Electricité de France	97.300	97.300	97.300
3°	Prêts au Gaz de France	7.000	7.000	7.000
4°	Prêts à la Société nationale des chemins de fer français	32.700	32.500	32.500
	Total pour les prêts aux entreprises nationales et à la Société nationale des chemins de fer français	202.000	201.800	201.800
	II. — *Prêts aux établissements de crédit spécialisés ou à effectuer par leur intermédiaire:*			
5°	Avances ou prêts pour l'équipement de l'agriculture et l'industrie de l'azote	24.000	24.000	24.000
6°	Prêts pour l'équipement des entreprises industrielles (autres que celles visées aux lignes 1° à 5°)	23.000	23.000	23.000
7°	Prêts pour l'équipement des chemins de fer appartenant à des collectivités publiques	»	200	200
8°	Prêts pour l'équipement des entreprises de production et de transport dans les départements et territoires d'outre-mer (loi n° 46-860 du 30 avril 1946)	»	»	Mémoire.
	Total pour les prêts aux établissements de crédit spécialisés ou à effectuer par leur intermédiaire	47.000	47.200	47.200
9°	III. — *Prêts à effectuer pour la réalisation des investissements faits en Afrique du Nord et en Sarre*	20.000	20.000	20.000
	Total pour l'état A	269.000	269.000	269.000

Exposé des motifs. — Aux termes de l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, le fonds de modernisation et d'équipement, créé par l'article 1er des lois nos 48-30 et 48-31 du 7 janvier 1948, fonctionne comme un compte de commerce ouvert dans les écritures du Trésor public. La loi de finances doit donc, conformément aux dispositions de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 relatives au vote par le Parlement des dépenses imputables aux comptes spéciaux du Trésor, présenter le tableau complet des dépenses qui seront mises à sa charge en 1949.

Tel est l'objet du 1er alinéa du présent article et du tableau annexe A.

Dans un deuxième alinéa, le même texte fixe, conformément aux dispositions de l'article 41 de la loi du 6 janvier 1948, le découvert maximum du fonds de modernisation et d'équipement.

L'Assemblée nationale a donné son approbation aux dispositions précédentes en précisant toutefois que les autorisations accordées au Gouvernement n'étaient valables que jusqu'à approbation par le Parlement du plan quadriennal de modernisation et d'équipement, dans les conditions prévues par la loi du 17 août 1948.

En outre, elle a ajouté deux alinéas nouveaux.

Le premier dispose que les prêts et avances consentis par le fonds de modernisation sont réalisés par arrêtés rendus après avis du commissaire général au plan et de la commission des investissements. Cette procédure est celle-là même prévue par le décret n° 48-1597 du 1er octobre 1948 relatif aux opérations du fonds de modernisation et d'équipement et il n'a pas paru opportun d'y renoncer tant que le Parlement ne s'est pas définitivement prononcé sur le plan de modernisation.

Le dernier alinéa, ajouté en séance publique, prescrit au Gouvernement de soumettre ce dernier plan au Parlement avant le 31 mars prochain. L'article 4 de la loi du 17 août 1948 prévoyait que cette mesure devait intervenir avant le 1er janvier 1949. Mais comme cette disposition n'avait pas été suivie d'effet il est apparu nécessaire de fixer une nouvelle date limite.

Enfin, l'état annexe A s'est trouvé modifié par l'adjonction d'une ligne 7° (nouvelle) « Prêts pour l'équipement des chemins de fer appartenant à des collectivités publiques » dotée d'une autorisation de 200 millions de francs, la ligne 4° « Prêts à la S. N. C. F. » étant, pour maintenir l'équilibre, diminuée d'égale somme. Par cette mesure, l'Assemblée nationale a entendu venir en aide à des collectivités qui n'ont pas le moyen de financer le rééquipement de lignes qui cependant présentent, en raison de leur utilité économique, un intérêt supérieur à celui de certaines voies de la S. N. C. F., construites pour des besoins stratégiques aujourd'hui dépassés.

Commentaires. — Votre commission des finances a approuvé l'ensemble des dispositions ainsi votées sous réserve seulement de certaines adjonctions ou modifications,

Au premier alinéa il a paru opportun de supprimer la restriction « jusqu'à l'approbation par le Parlement du plan de modernisation et d'équipement », restriction que rend inutile l'adoption, en séance publique, du dernier alinéa du présent article. En revanche votre commission a mentionné que la répartition réalisée par l'état A n'était valable que sous réserve des modalités prévues à l'article 1 *bis* qu'elle vous propose d'ajouter au projet de loi. Toutes précisions utiles à ce sujet vous seront fournies sous cet article.

Un nouvel alinéa a été intercalé entre le deuxième et le troisième alinéa sur la proposition de notre collègue M. Saller appuyé par M. Ignacio-Pinto. Il tend à permettre l'attribution, sur les dispositifs du fonds de modernisation et d'équipement, de prêts ou avances pour favoriser le développement ou la modernisation des entreprises de production et de transport fonctionnant outre-mer. Corrélativement une ligne 8° (nouvelle) a été ajoutée à l'état A. Elle n'est ouverte que pour mémoire, mais devra être dotée en cours d'exercice par la procédure indiquée à l'article 1 *ter* (nouveau) ci-après.

A l'appui de sa proposition, notre collègue a fait valoir les considérations suivantes:

L'organisation du crédit dans les départements et territoires d'outre-mer ne réserve actuellement aux entreprises privées de production et de transport que des facilités très réduites.

Les organismes bancaires: banques d'émission et agences de banques nationalisées,

pour la plupart, ne peuvent du fait même de leurs statuts que faire du crédit à court terme (18 mois au maximum), c'est-à-dire faciliter le commerce des produits (exception doit être faite cependant pour les territoires où s'exerce l'activité de la banque de l'Indochine devenue depuis peu une banque d'affaires).

La caisse centrale de la France d'outre-mer, habilitée par la loi du 30 avril 1946 et le décret du 24 octobre suivant à effectuer des opérations à moyen et long terme en vue du développement économique de ces départements et territoires, ne peut y consacrer en vertu même de ces textes que ses fonds propres, c'est-à-dire son capital, ses réserves et ses bénéfices, sommes très peu importantes en l'état actuel des choses.

Le Crédit national, qui pourrait également s'intéresser à la modernisation et l'équipement de ces entreprises, réserve tous ses fonds aux entreprises de la métropole et n'intervient qu'exceptionnellement outre-mer.

Enfin le marché financier de ces départements et territoires est inexistant, faute d'épargne locale et les émissions d'actions ou d'obligations ne peuvent être faites que dans la métropole, c'est-à-dire sur un marché déjà insuffisant pour les besoins de la France métropolitaine et qui n'accueille au surplus que les affaires d'un certain volume ayant fait les preuves de leur importance et de leur solidité.

On a fait état, dans les discussions de l'Assemblée nationale des disponibilités du F. I. D. E. S. A tort, parce que les textes qui ont constitué cet organisme (loi du 30 avril 1946 et décrets des 5 juillet et 24 octobre 1946) font du F. I. D. E. S. un compte pour les opérations d'équipement public et lui interdisent de consentir du crédit aux entreprises privées. La confusion vien peut-être du fait que le comité directeur du F. I. D. E. S. est chargé, en outre des attributions de gestion dudit compte, de donner un avis sur les opérations de crédit privé à effectuer par la caisse centrale de la France d'outre-mer pour l'exécution des plans de développement économique des départements et territoires en cause. Par conséquent, les subventions prévues au budget de l'Etat en faveur du F. I. D. E. S. ne servent qu'à l'équipement public et il ne peut en être fait état pour prouver que les départements et territoires d'outre-mer reçoivent en 1949 des crédits pour la modernisation et l'équipement de leur production.

Il en est de même en ce qui concerne les 10 milliards d'avances consentis à la caisse centrale par l'article 36 de la loi sur les comptes spéciaux. Cet article, conforme d'ailleurs aux dispositions du décret du 24 octobre 1946 précité, précise bien que les 10 milliards sont réservés aux avances que la caisse centrale doit consentir aux territoires pour alimenter leurs budgets spéciaux de développement économique et social, c'est-à-dire des dépenses publiques.

Il reste donc que les entreprises de production et de transport d'outre-mer ne disposeront en 1949 d'aucun moyen de financement autre que les moyens très réduits cités plus haut et qui, dans la pratique sont réservés aux grosses entreprises. En face d'un total de crédits pour l'équipement public qui s'élève déjà à 30 milliards (20 au budget de l'Etat et 10 aux comptes spéciaux) la production ne disposera éventuellement que des quelques centaines de millions que la caisse centrale pourrait prélever sur ses fonds propres. Il y a là un déséquilibre évident et dangereux pour la balance des comptes, d'autant plus dangereux que la masse des producteurs autochtones ne peut compter sur aucun crédit. Faute de modernisation et d'équipement de la production autochtone, il faut se résigner à ne pas obtenir les quantités supplémentaires de matières grasses, de cacao, de café, de coton, etc..., sur lesquelles on compte pour réduire le déficit de la balance commerciale.

C'est pourquoi les crédits sont demandés pour la modernisation et l'équipement de ces entreprises de production. Ces crédits seront utilisés par l'intermédiaire des organismes spécialisés existant ou à créer: caisses de crédit agricole, caisses locales de crédit industriel, etc.., et seront distribués avec toutes les garanties nécessaires soit à des petites entreprises ayant existence légale, soit à des coopératives pour leur permettre d'acquérir le matériel dont elles ont besoin et de construire les immeubles d'exploitation qui leur font défaut.

Au quatrième alinéa (nouveau) décidant que les arrêtés d'attribution requièrent l'avis du commissaire général au plan et de la commission des investissements, il a été prévu qu'avis devrait également être pris des commissions financières du Parlement. Il convient de remarquer en effet que l'état annexe A ne fixe les autorisations que par grandes masses. Certes, il n'est pas question d'introduire en la matière une spécialisation aussi poussée qu'en matière budgétaire; néanmoins il semble nécessaire que le Parlement soit tenu informé de la répartition de ces grandes masses. La procédure proposée, qui n'implique aucun droit de veto, est de nature à donner tous apaisements au sujet de l'emploi des autorisations, sans pour autant gêner le fonctionnement des services.

Pour terminer, une modification de forme affecte le cinquième alinéa. Il est maintenant certain que la loi aujourd'hui en discussion ne pourra être promulguée avant le 31 mars 1949. Votre commission vous propose dans ces conditions de décider que le plan devra être soumis au Parlement dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi. J'indiquerai d'ailleurs qu'aux termes de renseignements fournis à votre commission par un représntant du commissaire général au plan, le Gouvernement serait d'ores et déjà saisi du projet de loi en cours, ce qui donne lieu d'espérer que la présente disposition sera mieux respectée que l'article 4 de la loi du 17 août 1948.

Article 1er *bis* (nouveau).

Répartition en tranches des versements du fonds de modernisation et d'équipement ou destinés à la reconstruction de la Société nationale des chemins de fer français.

Texte proposé par le Gouvernement:
Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:
Néant.

Texte proposé par votre commission:

Les versements effectués aux entreprises visées au paragraphe I de l'état A, par le fonds de modernisation et, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, au titre de son compte spécial de reconstruction, seront répartis en deux tranches conformément à l'état A *bis*.

La première tranche est disponible immédiatement.

La seconde tranche sera autorisée par arrêtés pris sur la proposition de la commission des investissements, après avis des sous-commissions parlementaires créées par l'article 70 de la loi du 21 mars 1947.

Etat A bis. — *Répartition par tranches des versements du fonds de modernisation et d'équipement ou destinés à la reconstruction de la Société nationale des chemins de fer français.*

DÉSIGNATION DES PRETS	VERSEMENTS totaux effectués au titre du fonds de modernisation ou de la reconstruction de la S. N. C. F.	1re TRANCHE	2e TRANCHE
	millions de francs.	millions de francs.	millions de francs.
Charbonnages de France et houillères de bassin	65.000	35.000	30.000
Electricité de France	97.300	97.300	»
Gaz de France	7.000	6.000	1.000
Société nationale des chemins de fer français.	70.500	40.500	30.000

Exposé des motifs et commentaires. — Ainsi qu'il a été indiqué en fin du premier alinéa de l'article 1er ci-dessus la répartition d'autorisations prévue à l'Etat A est subordonnée à certaines modalités. Ces modalités sont fixées par le présent article 1 *bis* et l'état annexe A *bis* dans les conditions suivantes.

Le Conseil se rappellera que lors du vote de la loi des maxima, la commission des finances lui avait proposé, sur ma suggestion, d'ajouter à l'article 3 une disposition prévoyant expressément que les versements à effectuer par le fonds de modernisation ne devraient servir à couvrir que des investissements productifs, à l'exclusion de toutes les dépenses d'entretien ou de renouvellement constituant des charges normales d'exploitation. J'avais en effet été amené à remarquer, en conclusion d'études que m'avait confiées la sous-commission chargée de suivre la gestion des entreprises nationalisées, que certaines de ces entreprises envisageaient d'utiliser une fraction des sommes demandées par elles, non à l'augmentation de leur patrimoine productif, mais simplement au renouvellement ou à l'entretien de cette part du matériel en service qui doit, conformément aux règles d'une saine gestion, être remplacée chaque année pour éviter une réduction de la capacité de production de l'établissement.

Le Gouvernement ayant en séance publique demandé la disjonction de cette disposition, vous n'avez pas estimé ses explications convaincantes et avez, à une forte majorité, suivi votre commission des finances.

Cependant, la loi des maxima ayant été dans son ensemble rejetée par le Conseil de la République, la disposition en cause ne put venir en discussion devant l'Assemblée nationale. C'est pourquoi votre rapporteur prit l'initiative de vous proposer une nouvelle fois ce texte dans le cadre de la loi de finances du 31 décembre 1948. Et cette fois encore le Conseil l'adopta sous le titre d'article 18 *bis* malgré l'opposition du Gouvernement. Celui-ci fut en revanche plus heureux devant l'Assemblée qui disjoignit l'article.

Votre rapporteur aurait pu envisager dans ces conditions de présenter une troisième fois à vos suffrages la même disposition. Certains de nos collègues et en particulier M. Diethelm l'y engageaient. Mais s'il pouvait se flatter que vous voudriez bien le suivre cette fois encore, il lui a paru vraisemblable que l'Assemblée nationale ne modifierait pas sa précédente décision. Et comme il tient essentiellement à assainir la gestion de nos grandes entreprises nationales, estimant que c'est là la meilleure manière de les servir, il a été amené à prévoir une formule plus souple, qui ne semble pas susceptible d'être rejetée par l'Assemblée nationale.

Il s'agit en l'espèce de répartir les autorisations demandées pour les entreprises nationalisées en deux tranches. La première, inconditionnelle, sera disponible immédiatement, dans les conditions précisées à l'article 1er. L'utilisation de la seconde, en revanche, sera subordonnée à un avis spécial de la commission des investissements et des sous-commissions parlementaires chargées de suivre la gestion des entreprises nationalisées.

Je préciserai toutefois que cette procédure s'appliquera non seulement aux versements du fonds de modernisation aux entreprises nationales, mais également aux versements faits à la Société nationale des chemins de fer français pour sa reconstruction en application de l'article 3 de la loi des maxima (38 milliards de francs).

J'insisterai pour terminer sur le fait que le chiffre de 61 milliards qui représente le total

de la deuxième tranche n'est nullement arbitraire. Il a été obtenu par une étude attentive des demandes des entreprises nationales, étude menée en commun avec les dirigeants de ces entreprises. Il s'est d'ailleurs trouvé plus que confirmé par les conclusions du commissariat au plan; en effet le représentant officiel de cet organisme a bien voulu indiquer à votre commission que celui-ci avait toujours affirmé qu'une dépense de l'ordre de 65 milliards aurait normalement dû être mise à la charge du fonds de renouvellement à créer dans les entreprises nationalisées.

Article 1er *ter* (nouveau).

Financement des prêts pour l'équipement des entreprises de production et de transport dans les départements et territoires d'outre-mer.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Néant.

Texte proposé par votre commission:

La fraction de la seconde tranche visée au 3e alinéa de l'article précédent qui ne donnera pas lieu à autorisation d'emploi sera affectée, selon la procédure prévue au même alinéa, à la ligne 8e (nouvelle) de l'état A: « Prêts pour l'équipement des entreprises de production et de transport dans les départements et territoires d'outre-mer ».

Exposé des motifs et commentaires. — Le présent article a pour objet de permettre le financement des prêts pour l'équipement des entreprises de production et de transport dans les départements et territoires d'outre-mer.

Comme il vous a été indiqué en effet à l'article premier, cette nouvelle catégorie d'activités va se trouver désormais ouverte au fonds de modernisation et une ligne spéciale a été créée à cet effet à l'état A. Toutefois cette ligne n'est inscrite que pour mémoire.

MM. Saller et Boudet auraient préféré qu'une dotation fût expressément prévue, de vingt, ou sinon de dix milliards de francs. Mais la nécessité de rester dans le cadre des maxima obligeait à réduire d'égale somme les autres lignes de l'état. Un tel transfert ne pouvait être qu'arbitraire et n'a pas été admis par votre commission.

Mais celle-ci a estimé que son désir de favoriser au maximum le développement économique des territoires d'outre-mer pouvait se conjuguer très heureusement avec celui d'exclure du présent projet tout investissement non productif. Il suffisait à cet effet de décider que toutes les économies réalisées sur la deuxième tranche prévue à l'état A *bis* serait utilisées en prêts aux entreprises privées de production et de transport d'outre-mer.

Tel est l'objet du présent article dont votre commission vous recommande l'adoption.

Article 2.

Autorisations de programme et de payement afférentes aux indemnités de dommages de guerre et à la reconstruction pour l'exercice 1949.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est accordé au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, pour 1949, au titre des dépenses à la charge de la caisse autonome de la reconstruction, des autorisations de programme s'élevant à 359 milliards de francs et des autorisations de payement d'un montant total de 270 milliards de francs, réparties conformément à l'état B annexé à la présente loi. Cette répartition pourra être modifiée en cours d'exercice par décrets contresignés par le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le ministre des finances.

Les dépenses visées au paragraphe II de l'état B annexé à la présente loi seront imputées à un compte d'affectation spéciale qui sera crédité des provisions et des remboursements de la caisse autonome de la reconstruction.

Les autorisations de programme et de payement afférentes aux indemnités de reconstitution seront automatiquement majorées en cours d'exercice du montant des indemnités affectées au remboursement des dépenses payées, pendant l'exercice 1949 ou les exercices antérieurs, au titre des divers travaux, constructions, acquisitions ou avances visés à l'état B annexé à la présente loi.

Les payements effectués par la remise de titres émis en application de l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 s'imputeront sur les autorisations de payement accordées par le présent article.

Les payements effectués par la remise de titres émis en application de l'article 10 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 donneront lieu à majoration en cours d'exercice des autorisations de payement accordées par le présent article. Les autorisations de programmes seront corrélativement majorées dans la limite du double des majorations des autorisations de payement. Le rattachement des majorations des autorisations de programme et de payement aux lignes intéressées de l'état B annexé à la présente loi sera effectué trimestriellement par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre des finances.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Il est accordé au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, pour 1949, au titre des dépenses à la charge de la caisse autonome de la reconstruction, des autorisations de programme s'élevant à 359.650 millions de francs et des autorisations de payement d'un montant total de 270 milliards de francs, réparties conformément à l'état B annexé à la présente loi. Cette répartition pourra être modifiée en cours d'exercice par décrets contresignés par le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le ministre des finances. Toutefois les crédits prévus au titre des indemnités pour reconstitution des meubles d'usage courant ou familial ne pourront qu'être majorés, mais en aucun cas diminués.

2e, 3e, 4e et 5e alinéas. — Conformes.

Texte ajouté:

Les redevances d'occupation des constructions provisoires constituent une ressource de la caisse autonome de la reconstruction. Elles sont obligatoirement affectées à l'entretien et à l'amélioration desdites constructions.

Texte proposé par votre commission:

Il est accordé au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, pour 1949, au titre des dépenses mises à la charge de la caisse autonome de la reconstruction, des autorisations de programme s'élevant à 359.650 millions de francs et des autorisations de payement d'un montant total de 270 milliards de francs, réparties conformément à l'état B annexé à la présente loi. Cette répartition pourra être modifiée en cours d'exercice par décrets contresignés par le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le ministre des finances après avis des commissions compétentes du Parlement. Toutefois les crédits prévus au titre des indemnités et avances payées aux sinistrés, ne pourront qu'être majorées mais en aucun cas diminués.

2, 3e et 4e alinéas. — Conformes.

Les payements effectués par la remise de titres émis en application de l'article 10 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 donneront lieu à majoration en cours d'exercice des autorisations de payement accordées par le présent article. Les autorisations de programmes seront corrélativement majorées dans la limite du double des majorations des autorisations de payement. Le rattachement des majorations des autorisations de programme et de payement aux lignes intéressées de l'état B annexé à la présente loi sera effectué trimestriellement par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre des finances après avis des commissions compétentes du Parlement.

Texte ajouté. — Conforme.

Etat B. — *Tableau des autorisations de programme et de payement de dépenses accordées au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre.*

NATURE DES DEPENSES	PROPOSITIONS du Gouvernement.		VOTES de l'Assemblée nationale.		PROPOSITIONS de la commission des finances du Conseil de la République.	
	Autorisations de programme.	Autorisations de payement.	Autorisations de programme.	Autorisations de payement.	Autorisations de programme.	Autorisations de payement.
	(Millions de francs).		(Millions de francs).		(Millions de francs).	
§ 1er. — Indemnités et avances payées aux sinistrés:						
1° Indemnités pour reconstruction des immeubles de toute nature (loi du 28 octobre 1946)	205.750	148.300	197.500	142.500	197.500	142.500
2° Indemnités pour reconstitution des meubles d'usage courant ou familial (loi du 28 octobre 1946)	1.000	2.000	15.000	12.000	15.000	13.000
3° Indemnités pour reconstitution des biens autres que ceux visés aux 1° et 2°: cheptel, matériel agricole, industriel, commercial, etc. (loi du 28 octobre 1946)	67.450	59.000	66.250	58.200	66.250	58.200
4° Allocations d'attente (loi du 30 août 1947).	500	500	500	500	500	500
5° Avances aux sinistrés étrangers (loi du 28 octobre 1946, art. 12)	500	500	500	500	500	500
6° Indemnités d'éviction (lois des 28 octobre 1946 et 26 août 1948)	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Total pour le premier paragraphe	276.200	211.300	280.750	214.700	280.750	214.700

NATURE DES DEPENSES	PROPOSITIONS du Gouvernement.		VOTES de l'Assemblée nationale.		PROPOSITIONS de la commission des finances du Conseil de la République	
	Autorisations de programme.	Autorisations de payement.	Autorisations de programme.	Autorisations de payement.	Autorisations de programme.	Autorisations de payement.
	(Millions de francs).		(Millions de francs).		(Millions de francs).	
§ 2. — Dépenses effectuées par l'Etat pour la reconstruction:						
1° Travaux de voirie et de réseaux d'assainissement et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité (ordonnance n° 46-2062 du 8 septembre 1945, art. 16, 17, 18 et 20).....	20.500	11.000	18.000	10.000	18.000	10.000
2° Acquisitions ou expropriations de terrains (loi validée des 11 octobre 1940-12 juillet 1941, art. 10 et art. 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947).....	2.000	1.600	2.000	1.600	2.000	1.600
3° Travaux préliminaires à la reconstruction (ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945, art. 21 et art. 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947)	10.000	6.200	8.900	5.700	8.900	5.700
4° Constructions et aménagements provisoires et réparations urgentes (exécutées d'office (ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945. — Titres II et III).....	26.500	17.300	24.500	15.900	24.500	15.900
5° Construction d'immeubles d'habitation par l'Etat (ordonnance n° 45-2061 du 8 septembre 1945)	5.800	11.000	5.800	11.000	5.800	11.000
6° Constructions expérimentales par l'Etat d'immeubles d'habitation (ordonnance n° 45-2061 du 8 septembre 1945 et art. 14 de la présente loi).....	1.700	1.700	1.700	1.200	1.700	1.200
7° Avances aux associations syndicales et aux sociétés coopératives de reconstruction pour la construction d'immeubles d'habitation (ordonnance n° 45-2061 du 8 septembre 1945 et art. 15 de la présente loi) et aux groupements de reconstruction pour l'installation des services communs (art. 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947).....	10.300	3.900	12.000	3.900	12.000	3.900
Total pour le 2° paragraphe.....	76.800	52.700	72.900	49.300	72.900	49.300
§ 3. — Participation de la France à la reconstruction des territoires d'outre-mer, de l'Union française et des pays de protectorat (lois des 21 et 28 octobre 1946, loi du 30 mars 1947, art. 50 et 51 et art. 8 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947).....	6.000	6.000	6.000	6.000	6.000	6.000
Total pour l'état B.....	359.000	270.000	359.650	270.000	359.650	270.000

Exposé des motifs. — La répartition des autorisations de programme et des autorisations de payement qui font l'objet du premier alinéa du présent article est donnée par l'état B annexé au projet de loi et, avec plus de détails, par les tableaux de développement dudit état B figurant en annexe III au projet n° 5943.

Les autorisations de programme demandées par le Gouvernement s'élèvent à 359 milliards contre 272 en 1948 et les autorisations de payement à 270 milliards contre 183 en 1948. Sur ces 359 milliards d'autorisation de programme, 101 sont prévus pour la réévaluation du programme en cours et 258 pour l'engagement d'un nouveau programme.

Quant aux autorisations de payement, elles concernent le programme en cours pour 152 milliards et le programme nouveau pour 118 milliards.

Les autorisations de payement afférentes à la reconstruction immobilière (indemnités immobilières et travaux d'Etat) se totalisent pour 200 milliards, contre 128 l'an dernier. Elles doivent permettre la réalisation d'un volume de reconstruction au moins égal, compte tenu de la hausse des prix et des modifications récemment apportées aux règles du payement différé. La part des travaux d'Etat sera relativement beaucoup plus faible en 1949 (51 milliards sur 200) qu'en 1948 (53 milliards sur 128): il est souhaitable que de plus en plus la reconstruction soit l'œuvre des sinistrés eux-mêmes.

Le souci de donner le maximum à la reconstruction immobilière, tout en respectant la limite des dépenses qu'impose la situation financière générale, entraîne inévitablement une moindre majoration, voire une certaine compression des autres postes. Les nécessités de l'heure commandent de faire un choix; l'urgence des constructions de logement est incontestablement prioritaire.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article contiennent des dispositions d'ordre comptable, le troisième reproduisant une disposition qui figurait dans les lois antérieures.

Les quatrième et cinquième alinéas sont la traduction sur le plan budgétaire des dispositions relatives au payement sous forme de titres de tout ou partie de certaines indemnités de dommages de guerre, dispositions qui font l'objet des articles 9 et 10 de la loi portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima de dépenses publiques et évaluation des voies et moyens.

L'Assemblée nationale a apporté au présent article deux modifications.

L'une, à l'alinéa 1er, dispose que les modifications de répartition à opérer par décrets ne pourront jamais avoir pour effet de réduire les crédits prévus au titre des indemnités pour reconstitution des meubles d'usage courant ou familial.

L'autre constitue les alinéas 6 et 7 nouveaux. Elle affecte les redevances des constructions provisoires à la caisse autonome de la reconstruction, et plus spécialement encore à l'entretien et à l'amélioration desdites constructions.

D'autre part des modifications assez nombreuses ont été apportées à la répartition de l'état B. Le détail en est donné ci-dessus, étant observé qu'elles se soldent par une majoration nette de 650 millions des autorisations d'engagement.

Commentaires. — Votre commission des finances a donné son plein accord à la répartition votée par l'Assemblée nationale à l'état B.

Elle a en revanche estimé opportun, sur la suggestion de M. Debû-Bridel, de décider que l'interdiction de réduction devrait porter non seulement sur les indemnités pour reconstitution de meubles, mais sur toutes les indemnités et avances payées aux sinistrés. Il apparaît en effet que l'attribution de ces indemnités constitue un procédé plus avantageux que la reconstruction directe par l'Etat. Il faut donc éviter que les crédits prévus pour le premier cas puissent se trouver réduits sans l'intervention du Parlement au profit de l'autre procédé.

D'autre part, sur la proposition de votre rapporteur, et pour les motifs déjà exposés sous l'article 1er, votre commission vous propose de décider que les décrets prévus aux alinéas 1 et 5 ne pourront intervenir qu'après avis des commissions parlementaires compétentes.

Article 3.

Emploi de l'excédent éventuel des ressources affectées à la reconstruction et à l'équipement.

Texte proposé par le Gouvernement:

Dans la mesure où le total des ressources affectées en 1949 à la reconstruction et à l'équipement s'élèverait à un niveau supérieur à celui des charges prévues à l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, les versements au fonds de modernisation et d'équipement et à la caisse autonome de la reconstruction fixés par ledit article seront majorés à due concurrence par décrets pris en conseil des ministres.

Des autorisations supplémentaires pourront être accordées dans la limite de ces majorations, et selon la même procédure, en ce qui concerne:

1° Les autorisations de programme et de payements afférentes aux indemnités de dom-

mages de guerre et à la reconstruction accordées par l'article 2 ci-dessus;

2° Les prêts du fonds de modernisation et d'équipement prévus à l'article 1er ci-dessus;

3° Les dépenses de travaux neufs des entreprises nationales visées à l'article 7 ci-après.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

1er alinéa. — Conforme.

Texte ajouté après le 1er alinéa:

Ces majorations seront affectées par priorité à la caisse autonome de la reconstruction à concurrence du montant des crédits de payement bloqués en application de l'alinéa 2 de l'article 3 *quater* ci-après.

2e, 3e, 4e et 5e alinéas. — Conformes.

Texte ajouté:

4° Les dépenses de travaux neufs qui feront l'objet d'une tranche spéciale de constructions scolaires.

Texte proposé par votre commission:

Dans la mesure où le total des ressources affectées en 1949 à la reconstruction et à l'équipement s'élèverait à un niveau supérieur à celui des charges prévues à l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, les versements au fonds de modernisation et d'équipement et à la caisse autonome de la reconstruction fixés par ledit article seront majorés à due concurrence par décrets pris en conseil des ministres après avis des commissions financières du Parlement.

(Le reste sans changement.)

Exposé des motifs. — Le montant des versements mis à la charge du Trésor par l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 a été arrêté sur la base d'une évaluation des ressources affectées à ces investissements qui peut s'avérer inférieure aux résultats effectifs de 1949. Le présent article tend à réserver l'excédent éventuel au fonds de modernisation et d'équipement et à la caisse autonome de la reconstruction. Des décrets pris en conseil des ministres décideront de l'une ou l'autre affectation et relèveront, selon le cas, soit les autorisations d'engagement et de payement des dépenses de reconstruction, soit le montant maximum des prêts du fonds de modernisation et d'équipement et, le cas échéant, celui des dépenses de travaux neufs des entreprises nationales.

L'Assemblée nationale a donné son accord à cette formule, en précisant toutefois que, par priorité, ces affectations devraient être utilisées au déblocage des crédits bloqués dans les conditions qui seront précisées ci-après sous l'article 3 *quater*. Elle a ajouté, d'autre part, à la liste des opérations susceptibles de donner lieu à autorisations supplémentaires une quatrième catégorie, relative aux travaux neufs de constructions scolaires.

Commentaires. — Votre commission vous propose de donner notre adhésion au texte ainsi modifié, étant seulement prévu, pour les mêmes motifs qu'à l'article 1er, que les décrets de majoration de crédit devront être pris après avis des commissions financières du Parlement.

Article 3 A.

Règlement des dépenses afférentes à la revision du recensement des dommages immobiliers.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme est autorisé à imputer dans la limite de 50 millions de francs en autorisations de programme et de 50 millions de francs en autorisations de payement, sur les dotations inscrites au 3° du paragraphe II de l'état B « Travaux préliminaires à la reconstruction », les dépenses afférentes à la revision du recensement des dommages immobiliers.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cette disposition a été introduite par l'Assemblée nationale à la demande de M. Courant à l'effet de permettre l'accélération des travaux de revision du recensement des dommages immobiliers.

Il est apparu à votre commission que cette dotation aurait pu plus régulièrement trouver sa place dans la loi portant fixation des crédits d'équipement et de reconstruction d'Etat. Néanmoins elle n'a pas estimé que cette observation dût conduire à la disjonction du présent article.

Article 3 B.

Admission des titres de l'emprunt libératoire en couverture de souscriptions.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le 2e alinéa de l'article 3 de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Ils pourront, en outre, être admis en souscription, pour une valeur au moins égale à leur valeur nominale, à des emprunts émis postérieurement par l'Etat ou garantis par lui, ainsi qu'à des emprunts émis par les communes et syndicats de communes, en vue de l'exécution de travaux d'équipement ruraux, les limites et conditions de l'admission en souscription étant fixées, dans le premier cas, par les contrats d'émission des emprunts et, dans le second cas, par arrêté du ministre des finances. »

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article additionnel, dû à l'initiative de M. Dagain, député, tend à permettre l'admission des titres de l'emprunt libératoire de janvier 1948 au payement partiel des souscriptions, non seulement aux emprunts d'Etat, mais également aux emprunts émis par les collectivités locales pour l'exécution de travaux ruraux.

Il n'appelle pas d'observations de la part de votre commission.

Article 3 *bis*.

Demandes en remise du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation. Extension ds pouvoirs des commissions départementales.

Texte proposé par le Gouvernement (lettre rectificative n° 6276):

Le troisième alinéa de l'article 9 *quater* de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 est complété par la disposition suivante:

« Cette condition ne sera pas exigée si la commission admet le bien-fondé des motifs particuliers invoqués par le contribuable pour en être dispensé. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le troisième alinéa de l'article 9 *quater* de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 modifiée par loi loi n° 48-424 du 12 mars 1948, est complété par la disposition suivante:

« Cette condition ne sera pas exigée si la commission admet le bien-fondé des motifs particuliers invoqués par le contribuable pour en être dispensé. »

Dans le deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 48-424 du 12 mars 1948 les mots « jusqu'à la fin du mois suivant celui au cours duquel les rôles auront été mis en recouvrement » sont remplacés par les mots « jusqu'au 30 avril 1949 ».

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Il est prévu dans l'article 9 *quater*, 3e alinéa, ajouté à la loi du 7 janvier 1948 par celle du 12 mars 1948, que les commissions départementales chargées de statuer sur les demandes en remise du prélèvement exceptionnel pourraient accorder aux contribuables des délais supplémentaires pour souscrire à l'emprunt libératoire. Toutefois, cette faculté n'est pas donnée sans réserves aux commissions départementales. Seuls peuvent bénéficier d'un délai supplémentaire de souscription les contribuables qui, dans les délais légaux, ont déjà souscrit à l'emprunt libératoire pour une part du prélèvement (deux tiers dans le cas général, la moitié pour les agriculteurs).

Il paraît équitable d'assouplir ce régime. Certains contribuables de bonne foi ont pu, pour des raisons valables, omettre de souscrire ou souscrire insuffisamment à l'emprunt. Le projet d'article proposé a pour objet de permettre aux commissions départementales de tenir compte du cas particulier de chaque contribuable lorsqu'il s'agit d'accorder un délai supplémentaire de souscription à l'emprunt.

L'Assemblée nationale a complété ce texte par un nouvel alinéa à l'effet de décider que les redevables du prélèvement pouvaient déposer leur demande de remise ou de réduction devant la commission paritaire non plus seulement jusqu'à la fin du mois suivant la mise en recouvrement des rôles, mais jusqu'au 30 avril 1949.

Commentaires. — Cet article a été adopté par votre commission. Certains membres de cette dernière ont toutefois manifesté leur regret de voir une fois de plus prévoir des dispositions de faveur pour les redevables qui ne se sont pas libérés dans les délais légaux, ce qui ne peut manquer d'inciter les contribuables à ne pas remplir leurs obligations fiscales, dans l'espoir de dérogations ultérieures.

Articles 3 *ter* à 3 *quinquies*.

Payement par titres des indemnités de dommages de guerre.

Texte proposé par le Gouvernement (lettre rectificative n° 6713:

Art. 3 *ter*. — L'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les indemnités de dommages de guerre afférentes aux reconstitutions reconnues prioritaires à partir de 1949 en conformité de l'article 7 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946 ou aux reconstitutions reconnues prioritaires avant 1949 mais non encore entreprises au 1er janvier 1949 seront, à compter de cette date, et dans la limite du montant dont le règlement n'est pas différé en exécution de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, modifié par la loi n° 48-1188 du 25 septembre 1948, payées pour moitié par remise de titres, lorsqu'elles concernent les biens ci-après : »

Le reste sans changement.

Art. 3 *quater*. — Le blocage prévu par l'article 14, troisième alinéa, de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 est supprimé en ce qui concerne les versements à la caisse autonome de la reconstruction.

Il est bloqué, sur les crédits de l'état B annexé à la présente loi, un montant de 90 milliards de francs en autorisations de programme et un montant de 45 milliards de francs en crédit de payement. La répartition de ces montants entre les différentes lignes de l'état B sera effectuée par décret dans le délai de vingt jours à dater de la promulgation de la présente loi.

Les ressources particulières nouvelles qui seront affectées à la reconstruction en 1949 et versées par décret en conseil des ministres à la caisse autonome de la reconstruction, seront utilisées, par priorité, pour réaliser le déblocage des autorisations de programme et de payements bloquées en vertu du deuxième alinéa du présent article.

Art. 3 *quinquies*. — L'article 11, premier alinéa de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 est modifié ainsi qu'il suit:

« La caisse autonome de la reconstruction est autorisée à émettre des titres en 1949, dans la limite de 31 milliards 250 millions pour l'application de l'article 9 ci-dessus et de 58 milliards 750 millions pour l'application de l'article 10 ci-dessus. »

Texte voté par l'Assemblée nationale :

Art. 3 *ter*. — I. — Les deux premiers alinéas de l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« A compter du 1er janvier 1949, et dans la limite du montant dont le règlement n'est pas différé en exécution de l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 modifiée par la loi n° 48-1188 du 25 septembre 1948, seront payées pour moitié par remise de titres les indemnités de dommages de guerre afférentes aux biens indiqués aux alinéas 6, 7 et 8 du présent article, lorsqu'elles concernent:

Soit les reconstitutions reconnues prioritaires à partir de 1949;

Soit les reconstitutions reconnues prioritaires avant 1949 et non encore entreprises avant 1949;

Soit les reconstitutions reconnues prioritaires et entreprises avant 1949, en ce qui concerne les programmes nouveaux lancés à partir de 1949.

Ces dispositions s'appliquent aux biens ci-après :

Immeubles d'habitations appartenant à des personnes morales;

Le cinquième alinéa de l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 est complété par les mots: « associations et sociétés sans but lucratif effectuant des reconstructions d'édifices cultuels, d'établissements hospitaliers et d'enseignement ».

Art. 3 *quater*. — 1er et 2e alinéas. — Conformes.

3e alinéa. — Les ressources particulières nouvelles qui seraient affectées à la reconstruction en 1949 et versées à la caisse autonome de la reconstruction seraient utilisées, par priorité, pour réaliser, par décret en conseil des ministres, le déblocage des autorisations de programme et de payement bloquées en vertu du deuxième alinéa du présent article.

Art. 3 *quinquies*. — Conforme.

Texte proposé par votre commission :

Art. 3 *ter*. — Disjoint.

Art. 3 *quater*. — 1er alinéa. — Les 2e et 3e alinéas de l'article 3 de la loi n° 49-333 du 12 mars 1949 portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le mois de mars 1949 sont abrogés.

2e alinéa. — Conforme.

3e alinéa. — Les ressources particulières qui seraient affectées à la reconstruction en 1949 et versées à la caisse autonome de la reconstruction seront utilisées, par priorité, pour réaliser, par décret, en conseil des ministres, le déblocage des autorisations de programme et de payement bloquées en vertu du deuxième alinéa du présent article.

Art. 3 *quinquies*. — Disjoint.

Exposé des motifs. — La loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, prévoyant, dans certains cas, le payement pour moitié des indemnités de dommages de guerre par remise de titres a admis que certaines catégories de sinistrés échapperaient à cette disposition. Pour répondre à un vœu exprimé par la généralité des sinistrés, et concrétisé notamment par une résolution du Conseil de la République, le projet d'article 3 *ter* tendait à faire bénéficier du payement intégral en espèces les sinistrés à qui sont dues les indemnités correspondant aux reconstitutions faites régulièrement avant le 1er janvier 1947 ou des indemnités correspondant aux reconstitutions poursuivies ou commencées en 1947 et 1948 dans la limite des inscriptions aux ordres de priorité de 1947 et 1948.

Ces dispositions nouvelles se justifiaient si l'on considère que les sinistrés en question pouvaient légitimement compter, au moment où ils ont entrepris leurs travaux, sur le versement en espèces du montant des indemnités. Il n'en est pas moins vrai qu'elles contribuent à augmenter les charges de la trésorerie au cours de 1949. Il est donc indispensable de les compléter par des mesures financières compensatrices. Les décaissements supplémentaires, qui sont la conséquence du nouvel article 3 *ter*, peuvent être évalués en nombre rond a 45 milliards de francs.

Pour maintenir l'équilibre des charges et ressources de l'Etat, un projet d'article 3 *quater* bloquait effectivement, sur les crédits de l'état B, un montant de 90 milliards en autorisations de programme et un montant de 45 milliards en crédits de payement, ces crédits ne devant être débloqués que si des ressources particulières nouvelles sont dégagées, c'est-à-dire, en pratique, si des emprunts peuvent encore être réalisés en 1949 pour les besoins généraux de la reconstruction.

Enfin, un projet d'article 3 *quinquies* prévoyait que la faculté d'émission de titres accordée à la caisse autonome de la reconstruction pour payer à concurrence de la moitié certaines indemnités de reconstitution serait diminuée en conséquence. Par contre, la faculté d'émission dont dispose la caisse pour régler intégralement en titres les sinistrés qui acceptent ce mode de règlement était majorée d'un montant égal.

L'Assemblée nationale a adopté ces articles sous réserve de certaines modifications, dans sa séance du 9 mars.

Mais depuis lors, comme vous le savez, les deux Chambres ont voté la loi n° 49-333 du 12 mars 1949 portant autorisation d'investissement pour le mois de mars 1949 et, en raison de l'urgence, les présents articles 3 *ter* à 3 *quinquies* ont été insérés sous les nos 2 à 4 dans le dispositif de ce texte, sans autre modification qu'un aménagement d'ordre comptable tenant à ce que la loi des maxima n'a accordé que des autorisations de payement, les autorisations d'engagement étant prévues seulement dans le texte aujourd'hui en discussion.

Commentaires. — Le vote des articles 2 et 4 ci-dessus visés ne peut conduire qu'à la disjonction des projets d'articles 3 *ter* et 3 *quinquies* qui leur sont rigoureusement identiques.

En revanche, il convient pour l'article 3 *quater* de reprendre les dispositions primitives visant le blocage, non seulement des autorisations de payement, mais en outre des autorisations d'engagement. Votre commission vous propose en conséquence d'abroger les 2e et 3e alinéas de l'article 3 de la loi du 12 mars 1949 en les remplaçant par les 2e et 3e alinéas du présent article 3 *quater*.

Titre II. — Dispositions relatives a l'équipement

Article 4.

Fonctionnement du fonds de modernisation et d'équipement.

Texte proposé par le Gouvernement (lettre rectificative n° 6649) :

L'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art.* 12. — Le fonds de modernisation et d'équipement créé par les lois n° 48-30 et 48-31 du 7 janvier 1948 consent, soit directement, soit par l'entremise des établissements de crédit spécialisés et dans les conditions qui seront fixées par décret, des avances ou des prêts, libellés en francs ou en devises étrangères, aux entreprises, organismes, collectivités, qui procèdent aux investissements prévus par le plan de modernisation et d'équipement.

« Les opérations du fonds de modernisation et d'équipement sont assujetties aux règles fixées par l'article 41 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, à l'exception des dispositions dudit article interdisant les opérations d'avances ou de prêts.

Les intérêts payés et les remboursements effectués par les bénéficiaires visés au premier alinéa du présent article sont versés au fonds de modernisation et d'équipement qui peut les affecter en tout ou partie à de nouvelles avances ou à de nouveaux prêts.

« Lorsque les entreprises, organismes, collectivités visés au premier alinéa du présent article, auxquels des avances ou des prêts auront été consentis soit directement, soit par l'entremise des établissements de crédit spécialisés pour le compte du fonds de modernisation, sont ou deviennent propriétaires d'immeubles, hypothèque doit être consentie sur ces immeubles au profit de l'Etat, dès que le fonds de modernisation ou l'établissement de crédit en fait la demande et dans la forme des actes administratifs, en application de l'article 14 de la loi des 28 octobre, 5 novembre 1790. La mainlevée de l'inscription hypothécaire sera donnée dans les mêmes formes.

« Les actes de constitution d'hypothèque ainsi que les actes de mainlevée et les bordereaux d'inscription seront signés pour le compte de l'Etat par le directeur de l'établissement de crédit spécialisé. »

Texte voté par l'Assemblée nationale :

1er, 2e, 3e et 4e alinéas. — Conformes.

5e et 6e alinéas. — Non pris en considération.

Texte proposé par votre commission:

Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 12 de la loi du 21 mars 1948 réservait aux entreprises et aux collectivités publiques le bénéfice des avances et des prêts du fonds de modernisation et d'équipement. Afin de permettre à cet organisme d'apporter son concours, indépendamment des subventions du budget général, à l'œuvre d'équipement poursuivie dans les Etats et territoires associés de l'Union française ainsi que dans les territoires d'outre-mer ou dans les territoires rattachés à l'économie française tels que la Sarre, il est apparu nécessaire d'en compléter la rédaction initiale.

Certains investissements prévus au plan de modernisation et d'équipement doivent être effectués en devises étrangères. Plutôt que de consentir aux entreprises qui procèdent à ces investissements des prêts en francs leur permettant de se procurer les devises nécessaires, il paraît préférable, afin qu'il soit tenu compte au moment du remboursement des variations éventuelles de change, de leur consentir des prêts libellés en devises.

D'autre part, le fonds de modernisation et d'équipement, qui est un compte de commerce, conservera le bénéfice des intérêts et de l'amortissement des avances ou des prêts qu'il consent. Ainsi se trouvera accru le volume de ses opérations.

Enfin, par une lettre rectificative n° 6649 annexée au procès-verbal de la séance du 3 mars 1949, le Gouvernement a proposé à l'Assemblée nationale d'ajouter au texte primitif deux alinéas afin de permettre, dans un souci d'économie des deniers publics, d'inscrire en la forme administrative les hypothèques qui seront prises en garantie des avances consenties par le fonds de modernisation; dans ce but, il devait être fait recours à la procédure prévue par la loi des 28 octobre, 5 novembre 1790 dont l'application a déjà été l'objet d'une extension lors de la loi du 5 août 1920 relative au crédit mutuel et à la coopération agricole.

Cet article a été voté par l'Assemblée nationale dans sa rédaction primitive sans qu'aucune explication soit fournie sur la non-prise en considération de la lettre rectificative, bien que l'Assemblée ait tenu compte d'une autre lettre rectificative postérieure de cinq jours puisqu'elle est annexée au procès-verbal de la séance du 8 mars sous le n° 6713.

Il est apparu à votre commission des finances qu'en raison de l'intérêt certain que présentent les deux derniers alinéas pour les bénéficiaires du fonds de modernisation, il convenait de reprendre dans son intégralité le texte proposé par le Gouvernement.

Article 5.

Opérations du fonds de modernisation et d'équipement en Algérie, Tunisie et Maroc.

Texte proposé par votre commission:

Le ministre des finances est autorisé :

1° A émettre en Algérie, en Tunisie et au Maroc, pendant l'année 1949, dans la limite de 18 milliards de francs, des effets à court terme pour financer les opérations de prêts et d'avances du fonds de modernisation et d'équipement dans ces territoires;

2° A consentir, dans la même limite, sur les ressources supplémentaires du fonds de modernisation et d'équipement ainsi constituées, ou à défaut sur des ressources qui seront mises localement à la disposition du fonds par le Trésor métropolitain, des avances et des prêts aux collectivités, organismes et entreprises qui procèdent dans ces territoires à des investissements productifs. Ces avances ou prêts seront attribués suivant la procédure prévue à l'article 4 de la présente loi.

Texte voté par l'Assemblée nationale :

Conforme.

Texte proposé par votre commission :

Conforme.

Exposé des motifs. — Le fonds de modernisation et d'équipement doit consentir, en Algérie, en Tunisie et au Maroc, en plus des avances et des prêts en francs métropolitains qui sont prévus à la neuvième ligne de l'état annexe A, des prêts en monnaie locale pour la couverture des dépenses de travaux neufs réglés sur place. Le présent article a pour objet de fixer le montant maximum et les conditions de ces prêts, et de prévoir les ressources à l'aide desquelles ces derniers seront effectués.

Article 6.

Autorisation de payement de dépenses de travaux neufs des entreprises nationalisées.

Texte proposé par le Gouvernement :

Le montant maximum des dépenses de travaux neufs que les entreprises nationales vi-

sées aux articles 9 et 10 de la loi n° 48-32 du 7 janvier 1948 sont autorisées à payer en 1949 est fixé à la somme de 260 milliards de francs, répartie conformément à l'état C annexé à la présente loi.

En ce qui concerne les rubriques afférentes à une même entreprise, cette répartition pourra être modifiée en cours d'exercice par arrêté pris sur avis de la commission des investissements.

Texte voté par l'Assemblée nationale :

Le montant maximum des dépenses de travaux neufs que les entreprises nationales vi-

sées aux articles 9 et 10 de la loi n° 48-32 du 7 janvier 1948 sont autorisées à payer en 1949 est fixé à la somme de 259.800 millions de francs, répartis conformément à l'état C annexé à la présente loi.

En ce qui concerne les rubriques afférentes à une même entreprise, cette répartition pourra être modifiée en cours d'exercice par arrêté pris sur avis de la commission des investissements.

Texte proposé par votre commission :

Le montant maximum des dépenses de travaux neufs que les entreprises nationales vi-

sées aux articles 9 et 10 de la loi n° 48-32 du 7 janvier 1948 sont autorisées à payer en 1949 est fixé à la somme de 260 milliards de francs, répartie conformément à l'état C annexé à la présente loi.

En ce qui concerne les rubriques afférentes à une même entreprise, cette répartition pourra être modifiée en cours d'exercice par arrêté pris sur avis de la commission des investissements et des sous-commissions parlementaires créées par l'article 70 de la loi du 21 mars 1947.

Etat C. — *Tableau par catégories de travaux des dépenses de travaux neufs des entreprises nationales et de la Société nationale des chemins de fer français.*

NUMÉRO d'ordre.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX	AUTORISATIONS DE PAYEMENT — Propositions du Gouvernement.	Votes de l'Assemblée nationale.	Propositions de la commission des finances du Conseil de la République.
		millions de francs.	millions de francs.	millions de francs
1	*Charbonnages de France et houillères de bassin.*			
	Habitations et œuvres sociales	7.000	7.000	7.000
	Travaux neufs à moyen terme et enseignement technique	12.500	12.500	12.500
	Grands ensembles	27.500	27.500	27.500
	Industries de la houille	18.000	18.000	18.000
	Total pour les charbonnages de France	65.000	65.000	65.000
2	*Electricité de France.*			
	Grand équipement (hydraulique)	56.300	56.300	56.300
	Grand équipement (thermique)	16.000	16.000	16.000
	Grand équipement (transport)	14.000	14.000	14.000
	Travaux complémentaires de premier établissement	5.000	5.000	5.000
	Distribution et répartition	13.000	13.000	13.000
3	Gaz de France	7.000	7.000	7.000
	Divers et charges annexes d'équipement	13.000	13.000	13.000
	Total pour Electricité de France et Gaz de France	124.300	124.300	124.300
4	*Société nationale des chemins de fer français.*			
	I. — Etablissement.			
	Matériel roulant	1.770	1.770	1.770
	Mobilier et outillage	1.550	1.550	1.550
	Electrification	14.000	13.900	13.900
	Installations fixes	6.710	6.610	6.610
	Participations financières et divers	860	860	860
	Equipement hydroélectrique	700	700	700
	Total pour l'établissement	25.620	25.420	25.420
	II. — Reconstitution.			
	Matériel roulant	31.010	31.010	31.010
	Mobilier et outillage	1.620	1.620	1.620
	Installations fixes	12.450	12.450	12.450
	Total pour la reconstitution	45.080	45.080	45.080
	Total pour la Société nationale des chemins de fer français	70.700	70.500	70.500
	Total pour l'état C	260.000	259.800	259.800

Exposé des motifs et commentaires. — Le présent article tend à fixer, conformément aux dispositions des articles 9 et 10 de la loi n° 48-32 du 7 janvier 1948, le montant maximum des dépenses de travaux neufs des entreprises nationales.

L'objet détaillé de ces autorisations, ainsi que l'estimation des charges qu'elles feront peser sur les exercices ultérieurs, est indiqué en annexe au projet n° 5913 (annexes I et II).

Les crédits de payement proprement dits, qui figurent à l'état C ci-dessus, ont été répartis entre grandes catégories de travaux, comme il a été fait par la loi n° 48-1479 du 24 septembre 1948. Etant donné, néanmoins, les conditions de la gestion industrielle des entreprises en cause, il ne paraît pas possible d'appliquer strictement à ces dernières les règles de la spécialité budgétaire. C'est pourquoi il est prévu qu'à l'intérieur des crédits afférents à une même entreprise, des arrêtés pris sur avis de la commission des investissements pourront modifier en tant que de besoin la répartition opérée entre les rubriques.

L'Assemblée nationale a adopté l'article et l'état annexe sous réserve d'une seule modification tendant à réduire de 200 millions le montant des travaux autorisés pour la S. N. C. F., en conséquence de la mesure décidée à l'article 1er.

Votre commission des finances se rallie également à ces dispositions mais, en raison des préoccupations qui vous ont déjà été exposées, elle vous demande de prévoir l'avis des sous-commissions parlementaires de contrôle des entreprises nationalisées dans l'intervention des arrêtés ayant pour objet de modifier la répartition de l'état C.

Article 7.

Autorisations d'emprunts accordées aux entreprises nationales.

Texte proposé par le Gouvernement :

Les entreprises visées à l'article précédent sont autorisées à émettre des emprunts soit pour la couverture des dépenses de travaux neufs autorisés audit article, soit pour la

couverture des dépenses supplémentaires susceptibles d'être autorisées dans les conditions fixées à l'article 3 ci-dessus. L'objet et les modalités d'émission de ces emprunts seront déterminés par arrêté du ministre des finances.

Texte voté par l'Assemblée nationale:
Conforme.

Texte proposé par votre commission:
Les entreprises visées à l'article précédent sont autorisées à émettre des emprunts soit pour la couverture des dépenses de travaux neufs autorisés audit article, soit pour la couverture des dépenses supplémentaires susceptibles d'être autorisées dans les conditions prises au premier alinéa de l'article 3 ci-dessus. L'objet et les modalités d'émission de ces emprunts seront déterminées par arrêté du ministre des finances.

Exposé des motifs et commentaires. — Le présent article tend à autoriser l'émission d'emprunts par les entreprises nationales pour assurer la couverture de leurs dépenses de travaux neufs ou le financement des autorisations supplémentaires susceptibles d'être accordées dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus. En attendant l'émission de ces emprunts, les dépenses autorisées à l'article précédent seront financées par les prêts du fonds de modernisation et d'équipement.

Votre commission des finances vous propose l'adoption de ce texte; toutefois, pour éviter toute difficulté d'interprétation, il convient de préciser que la référence qui y est incluse vise l'alinéa 1er et non toute autre disposition de l'article 3.

Article 8.

Visa des actes d'engagements des marchés des entreprises et sociétés nationales.

Texte proposé par le Gouvernement:
Les nouveaux engagements effectués et les marchés passés par les entreprises visées à l'article 6 ci-dessus, en vertu des autorisations accordées par ledit article, seront soumis au visa préalable des contrôleurs d'Etat ou des missions de contrôle placés auprès de ces entreprises lorsqu'ils seront supérieurs, en un ou plusieurs lots, à un montant fixé par arrêté du ministre des finances.

Les résultats de ce contrôle seront portés à la connaissance de la commission des investissements.

Texte voté par l'Assemblée nationale:
Conforme.

Texte proposé par votre commission:
1er alinéa. — Conforme.

2e alinéa. — Les résultats de ce contrôle seront portés à la connaissance de la commission des investissements et des sous-commissions parlementaires créées par l'article 70 de la loi du 21 mars 1947.

Exposé des motifs et commentaires. — Lors de la discussion de la loi n° 48-1475 du 24 septembre 1948 relative aux autorisations de dépenses et d'avances à diverses entreprises nationales, et à la demande du Parlement une disposition avait été jointe au projet de texte, prévoyant un contrôle temporaire des marchés desdites entreprises par la commission des investissements. Il paraît opportun de maintenir cette disposition, tout en l'assouplissant, c'est-à-dire en chargeant le contrôleur d'Etat du soin de viser lui-même les marchés, la commission étant tenue informée des résultats de ce contrôle.

Celui-ci doit avoir pour objet de prévenir l'engagement d'opérations non comprises dans la liste donnée ci-après en annexe; il ne doit pas faire double emploi avec l'examen des clauses de chaque marché tel qu'il est assuré par d'autres organismes de contrôle.

Votre commission donne son approbation à ce texte, sous réserve que les résultats des travaux des contrôleurs d'Etat soient portés à la connaissance non seulement de la commission des investissements, mais également des sous-commissions parlementaires de contrôle des établissements nationalisés.

Certains commissaires ont toutefois exprimé le vœu que tout en s'attachant à éviter des engagements de dépenses irrégulières, on évite de paralyser le fonctionnement des entreprises industrielles par un formalisme trop lourd.

Article 9.

Dépenses de travaux neufs de l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger, au cours de l'exercice 1949.

Texte proposé par le Gouvernement:
Les dépenses qui peuvent être faites ou engagées au cours de l'exercice 1949 par l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger sont fixées à 112 millions de francs, se répartissant ainsi qu'il suit:

A. — Travaux, 20 millions de francs.
B. — Acquisition de matériel roulant, 50 millions de francs.
C. — Charges du capital, 22 millions de francs.
D. — Dépenses rattachées et diverses, 20 millions de francs.
Total, 112 millions de francs.

Ces dépenses seront couvertes soit par le produit d'emprunts effectués dans les conditions prévues par l'article 7 de l'ordonnance n° 45-2681 du 2 novembre 1945 fixant l'organisation administrative et le régime financier du réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger, soit par des prêts du fonds de modernisation et d'équipement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:
Conforme.

Texte proposé par votre commission:
Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — En vertu de l'article 7 de l'ordonnance n° 45-2681 du 2 novembre 1945 fixant l'organisation administrative et le régime financier du réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger, la loi de finances doit chaque année fixer le montant des emprunts qui pourront être émis, soit par les soins du ministre des finances, soit directement par l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger, pour faire face aux dépenses de construction dudit chemin de fer.

En attendant la réalisation des emprunts en cause, le ministre des finances est autorisé par le même article 7 à faire des avances du Trésor à cette administration, et à fixer le montant et le taux d'intérêt de ces avances. Celles-ci s'effectueront désormais par l'intermédiaire du fonds de modernisation et d'équipement.

Le programme des dépenses prévues, en accord avec le ministre des travaux publics et des transports et les services intéressés, s'élève pour 1949 à 112 millions de francs se décomposant comme il est prévu ci-desssus.

Votre commission vous propose de donner votre accord à ces dispositions, observation étant faite qu'elles permettent simplement le fonctionnement de la ligne dans son développement actuel, à l'exclusion de toute extension.

Article 10.

Octroi d'une garantie d'intérêt en vue du financement des organismes de recherches de produits pétroliers.

Texte proposé par le Gouvernement (lettre rectificative n° 6276):
Le ministre des finances est autorisé à donner la garantie de l'Etat à l'intérêt des titres qui seront émis par les sociétés françaises par actions ayant pour objet exclusif de financer, sous quelque forme que ce soit, les organismes de recherches de produits naturels en France dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et états associés.

Texte voté par l'Assemblée nationale:
Le ministre des finances est autorisé, jusqu'au 31 décembre 1952, à donner la garantie de l'Etat à l'intérêt des titres qui seront émis par les sociétés françaises par actions ayant pour objet exclusif de financer, sous quelque forme que ce soit, les organismes de recherche de produits pétroliers en France, dans les départements et territoires d'outre-mer, et dans les territoires et Etats associés et ce, sur un capital maximum de cinq milliards de francs.

Texte proposé par votre commission:
Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Les articles 5 et 6 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 ont institué certaines exonérations fiscales en vue de faciliter la constitution de sociétés ayant pour objet de financer les organismes de recherches de produits pétroliers; ainsi les charges qu'impose à l'Etat l'exécution de ces travaux de recherches pourraient désormais être assumées par le capital privé.

Il apparaît, toutefois, que les aléas que comportent les recherches poursuivies sont de nature à détourner de tels placements une grande partie des capitaux d'épargne. Un appel au public n'est donc susceptible d'être envisagé que si les souscripteurs sont assurés que les capitaux engagés par eux seront rémunérés pendant un certain nombre d'années, quels que soient les résultats immédiats des recherches entreprises.

A cet effet, il était proposé d'autoriser le ministre des finances à accorder une garantie d'intérêt aux titres émis par les sociétés dont il s'agit, ainsi, d'ailleurs, qu'à celles qui auraient pour objet la recherche d'autres produits naturels.

L'Assemblée nationale a donné son assentiment à ce texte sous réserve de trois modifications:

1° La durée de l'autorisation est limitée au 31 décembre 1952, les chances de succès des recherches entreprises devant être appréciées à cette date;

2° Le terme de produits « pétroliers » est substitué à celui de produits « naturels » jugé trop imprécis;

3° Le montant de l'autorisation est limité à 5 milliards de francs.

Votre commission des finances vous demande d'adopter l'article ainsi modifié. Elle demanderait toutefois que le Gouvernement veuille bien fournir en séance publique des renseignements plus précis sur l'intérêt économique de la mesure proposée.

Article 10 *bis*.

Octroi d'une garantie d'intérêt aux émissions d'obligations de la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien.

Texte proposé par le Gouvernement (lettre rectificative n° 6276):
Le montant des obligations garanties que la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien a été autorisée à émettre, au titre de l'année 1948, par l'article 66 de la loi du 26 septembre 1948, est porté de 200 à 470 millions de francs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:
Le montant des obligations amorties que la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien a été autorisée à émettre, au titre de l'année 1948, par l'article 66 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948, est porté de 200 à 470 millions de francs.

Texte proposé par votre commission:
Conforme.

Exposé des motifs. — La Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba poursuit, depuis deux ans, l'exécution d'un programme en vue de rééquiper et de moderniser la ligne de chemin de fer qu'elle exploite tant en Côte française des Somalis qu'en Ethiopie.

Aux termes de la convention du 29 mars 1909, qui définit ses rapports avec l'Etat, la compagnie peut être autorisée à émettre des obligations jouissant de la garantie de l'Etat, dans une limite fixée dans la loi de finances.

C'est ainsi que la loi de finances pour l'exercice 1947 a fixé la limite en question à 240 millions et celle pour l'exercice 1948 à 200 millions de francs. Cette dernière autorisation s'avérant insuffisante, il est demandé, aujourd'hui, au Parlement de vouloir bien relever cette autorisation à 470 millions pour ledit exercice.

Cette mesure n'appelle aucune observation de la part de votre commission.

Article 10 *ter*.

Augmentation de capital des charbonnages nord-africains.

Texte proposé par le Gouvernement (lettre rectificative n° 6276):

L'Etat est autorisé à participer au capital de la société anonyme « Charbonnages nord-africains » au delà de la somme de 330 millions de francs fixée par l'article 185 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, dans la limite de 17 p. 100 du capital social.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — L'article 185 de la loi de finances du 7 octobre 1946 a autorisé l'Etat à participer, à concurrence d'une somme totale de 330 millions de francs, au capital de la société anonyme « Charbonnages nord-africains ».

Cette société des charbonnages nord-africains comportait à l'origine un capital de 1.132 millions ainsi réparti:

Etat marocain: 48 p. 100; Etat français: 10 p. 100; groupes privés: 42 p. 100.

Le programme de travaux neufs établi en 1947 pour cinq ans, en vue de porter la production nouvelle de la mine de Djerada de 300.000 à 1 million de tonnes marchandes devait entraîner à l'origine une dépense estimée à 2.800 millions sur la base des prix du premier semestre 1947.

Les dépenses de 1947, s'élevant à 1.443 millions, ont été couvertes sur la trésorerie constituée par les souscriptions d'actions en numéraire tant lors de la constitution de la société qu'à l'occasion d'une augmentation de capital réalisée en juillet 1948 et qui a porté le capital de 1.132 à 1.639 millions. A la suite de cette augmentation de capital, le montant des apports de l'Etat (324 millions) avait presque atteint la limite maximum fixée par la loi du 7 octobre 1946.

La tranche 1948 du programme de travaux a été entièrement financée par l'emprunt.

Les dépenses afférentes à la tranche 1949 sont évaluées à 1.300 millions. La société se propose d'y subvenir au moyen d'une nouvelle augmentation de capital. Pour permettre à l'Etat de participer à cette augmentation, il est nécessaire de relever la limite fixée par la loi du 7 octobre 1946.

Tel est l'objet du présent article que votre commission vous propose de voter.

Article 10 *quater*.

Financement des travaux d'équipement rural.

Texte proposé par le Gouvernement (lettre rectificative n° 6010).

L'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 est modifié ainsi qu'il suit:

Le ministre de l'agriculture est autorisé à subventionner au cours des années 1949 et 1950 des travaux d'équipement effectués par les collectivités publiques et privées soit en capital, dans la limite des autorisations d'engagement fixées annuellement au titre de la loi sur les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement et suivant des modalités fixées par décret, soit en annuités pour les collectivités publiques et privées qui font appel pour leur financement à l'emprunt local.

Pour les subventions de l'Etat payables en annuités, le montant de l'annuité est calculé pour permettre l'amortissement en quinze ans au taux de 4 p. 100 du montant de la subvention en capital que l'Etat pourrait allouer suivant les barèmes en vigueur au moment de l'attribution.

Le volume annuel des travaux pouvant donner lieu à une subvention de l'Etat est fixé chaque année, compte tenu des ressources disponibles par un arrêté pris conjointement par les ministres de l'agriculture, des finances et des affaires économiques dans la double limite d'un montant global annuel des travaux de 20 milliards de francs et d'une annuité à la charge de l'Etat de 1 milliard de francs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

1er alinéa. — Conforme.

« *Art.* 1er. — Le ministre de l'agriculture est autorisé à subventionner au cours des années 1949 et 1950 des travaux d'équipement rural effectués par des collectivités publiques et privées. La subvention de l'Etat est versée moitié en capital, moitié en annuités pour les collectivités qui font appel pour leur financement à l'emprunt local.

« Dans un délai d'un mois à compter de la promulgation de la présente loi, des modalités spéciales réduisant la part de l'emprunt local dans le financement seront fixées par décret pour les communes sinistrées et les communes économiquement faibles.

« Pour les subventions de l'Etat payables en annuités le montant de l'annuité est calculé pour permettre l'amortissement sur un délai minimum de quinze ans au taux de 5 p. 100 du montant de la subvention en capital que l'Etat pourrait allouer suivant les barèmes en vigueur au moment de l'attribution.

Les subventions de l'Etat sont payables en capital et en annuités d'amortissement suivant le barème établi avant l'application de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947.

« Le volume annuel des travaux pouvant donner lieu à une subvention de l'Etat est fixé pour chacune des années 1949 et 1950 à un montant de 25 milliards de francs comportant une annuité à la charge de l'Etat de 600 millions de francs.

« Les communes dont les projets ont été agréés, mais n'ont pu être exécutés, du fait des difficultés de placement des emprunts locaux, bénéficieront d'un droit de priorité, pour l'application des dispositions ci-dessus.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article proposé a pour objet de faciliter l'exécution des travaux d'équipement rural prévus par la loi du 14 août 1947.

Cette loi permet dans son article 1er, l'attribution de subventions en annuités aux collectivités publiques ou privées qui font appel à un emprunt local pour le financement de la part de dépenses couvertes normalement par une subvention de l'Etat en capital.

Les difficultés rencontrées par les collectivités intéressées dans le placement de ces emprunts ont conduit le Gouvernement à envisager l'octroi de subventions en capital.

Ces subventions doivent entrer normalement, dans la limite fixée par la loi des maxima, dans le cadre du projet de dépenses de reconstruction et d'équipement qui sera déposé incessamment sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Cette Assemblée, tout en acceptant avec empressement le principe de la mesure, réclamée depuis longtemps par le Parlement, a modifié très sensiblement, dans un sens libéral, le texte qui lui était soumis. Elle a décidé notamment que dans tous les cas la subvention de l'Etat serait versée moitié en capital et moitié en annuité, et elle a fixé également pour les années 1949 et 1950 le volume des travaux à subventionner à 25 milliards de francs, l'annuité à la charge de l'Etat étant de 600 millions.

Votre commission des finances a donné un accord à l'ensemble de ces dispositions, auxquelles elle vous propose de vous rallier.

Article 10 *quinquies*.

Emploi des fonds libres des communes et des fonds de concours.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Il est ajouté après l'article 1er de la loi 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement, un article 1er *bis* nouveau ainsi conçu:

« *Art.* 1er bis. — Les collectivités qui disposeront de fonds libres pourront les affecter à tout ou partie des dépenses qu'elles devraient couvrir par l'emprunt local et bénéficieront, en ce qui concerne les fonds ainsi employés des annuités de l'Etat dans les conditions fixées par le troisième alinéa de l'article 1er de la présente loi.

« Les offres de concours consenties par les intéressés soit en nature soit en argent, en vue de l'exécution des travaux, entreront en compte comme fonds libres pour l'application du présent article. »

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Sur proposition de M. de Tinguy, l'Assemblée nationale a adopté cet article qui tend pour l'obtention de subventions à faire bénéficier du même régime que les fonds d'emprunt, les fonds libres des communes ainsi que les offres de concours en nature ou en argent.

Votre commission vous propose de l'accepter.

Article 10 *sexies*.

Constructions scolaires.

Texte proposé par le Gouvernement (lettre rectificative n° 6010):

Le ministre de l'éducation nationale est autorisé à subventionner au titre des années 1949 et 1950, dans les conditions prévues à l'article précédent, des travaux de constructions d'écoles primaires.

Le volume annuel des travaux pouvant donner lieu à une subvention de l'Etat en annuités est déterminé chaque année, compte tenu des ressources disponibles, par un arrêté pris conjointement par les ministres de l'éducation nationale, des finances et des affaires économiques dans la double limite d'un montant annuel de travaux et d'une annuité à la charge de l'Etat qui seront fixés par la loi sur les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le ministre de l'éducation nationale est autorisé à subventionner, au cours des années 1949 et 1950, des travaux de construction d'écoles primaires publiques.

La participation de l'Etat s'effectuera sous la forme de subventions en capital, ou en annuités si les communes en font la demande, et dans la proportion fixée par le décret du 21 avril 1939, le taux maximum des subventions prévu par ce décret étant à 85 p. 100.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Cet article a pour objet d'étendre aux travaux de constructions scolaires le procédé de financement prévu en ce qui concerne les travaux d'équipement rural.

D'abord proposé par le Gouvernement et inséré dans la présente loi sous le n° 10 *quinquies*, il a été disjoint par la commission des finances de l'Assemblée nationale. Repris par amendement, en séance publique, il a été voté avec un nouveau numéro, et sous réserve de modification tendant notamment à préciser qu'il ne s'applique qu'aux écoles primaires publiques et à porter à 85 p. 100 le taux maximum des subventions de l'Etat.

Votre commission vous en propose l'adoption.

TITRE III. — DISPOSITIONS RELATIVES A LA RECONSTRUCTION

Article 11.

Conditions d'emploi du produit des emprunts émis par les groupements de sinistrés en application de l'article 44 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947.

Texte proposé par le Gouvernement (lettre rectificative n° 6276):

Dans la mesure où il ne provient pas de la reprise des titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, le produit des emprunts émis en 1949 par les groupements de sinistrés constitués en application de l'article 44 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947, sera utilisé dans les conditions suivantes.

Il servira en premier lieu à couvrir les payements à faire en 1949 pour la continuation ou l'achèvement des opérations déjà engagées au compte des groupements

Le surplus sera consacré, dans la proportion que fixeront les groupements eux-mêmes

a) Soit à compléter le financement de reconstitutions admises à l'ordre de priorité de 1949 et qui se trouveraient insuffisamment dotées;

b) Soit à couvrir tout ou partie de la fraction des indemnités afférentes aux reconstitutions admises ou à admettre à l'ordre de priorité de 1949 et dont le payement est différé en exécution de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946, modifiée par la loi n° 48-1188 du 25 septembre 1948;

c) Soit à entreprendre le financement de reconstitutions non encore admises audit ordre de priorité et qui feront l'objet d'un ordre de priorité supplémentaire.

Les groupements auront également la faculté de décider qu'une partie de ces majorations pourra être utilisée au financement de la part différée de reconstructions entreprises antérieurement à 1949, sous réserve qu'elles aient été légalement autorisées et qu'il soit démontré que les travaux de reconstitution sont ou risquent d'être arrêtés faute de trésorerie.

Les payements effectués en application du présent article donneront lieu à majoration en cours d'exercice des autorisations de payement accordées par l'article 2 ci-dessus. Les autorisations de programme seront affectées de la même majoration que les autorisations de payement; elles pourront être toutefois affectées d'une majoration plus forte, au plus égale au double de la majoration de l'autorisation de payement, dans la mesure où les fonds d'emprunts recevront l'utilisation prévue à l'alinéa c du 3e paragraphe du présent article.

Le rattachement des majorations des autorisations de programme et de payement aux lignes intéressées de l'état B annexé à la présente loi sera effectué trimestriellement par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre des finances.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

1er, 2e et 3e alinéas. — Conformes.

a) Soit à compléter le financement de reconstitutions admises à l'ordre de priorité de 1948 et 1949 et qui se trouvaient...

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — La loi n° 48-1436 du 17 septembre 1948 relative à l'utilisation des fonds d'emprunts des groupements de sinistrés a laissé aux membres des groupements toute liberté pour utiliser le produit des emprunts dans la mesure où ce produit ne provenait pas de la reprise des titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel. Cette liberté ayant été très appréciée par les membres des groupements, il est proposé de reprendre pour 1949 les dispositions de la loi du 17 septembre 1948.

Toutefois, il convient d'affecter en premier lieu les fonds recueillis à la continuation ou l'achèvement des opérations engagées au compte des groupements en 1948.

L'Assemblée nationale a adopté ce texte en mettant toutefois sur pied d'égalité les reconstitutions admises à l'ordre de priorité en 1948 comme en 1949.

Votre commission vous propose de vous rallier à ces dispositions.

Article 12.

Application dans les territoires d'outre-mer des dispositions des articles 44 à 49 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947 relatifs aux groupements de sinistrés.

Texte proposé par le Gouvernement:

Des décrets fixeront les conditions dans lesquelles les dispositions des articles 44 à 49 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947, relatifs aux groupements de sinistrés, seront applicables en Algérie et dans les départements de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ainsi que dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Exposé des motifs et commentaires. — La loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre est applicable par décret dans les territoires d'outre-mer en vertu d'une disposition expresse de son article 75. Il est logique que les articles 44 à 49 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947 qui, en autorisant les groupements de sinistrés, ont complété sur un point important les dispositions de la loi du 28 octobre 1946, puissent eux aussi être applicables par décret dans les territoires d'outre-mer.

Article 13.

Limitation du privilège prévu au dernier alinéa de l'article 46 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947 en faveur des groupements de sinistrés.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les groupements de sinistrés autorisés à contracter des emprunts dans les conditions fixées par les articles 44 à 49 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947, ne pourront requérir l'inscription du privilège prévu au dernier alinéa de l'article 46 de ladite loi qu'après fixation définitive de l'indemnité de reconstitution et seulement pour assurer la garantie de la partie de la somme avancée au sinistré qui excédera le montant de cette indemnité.

Par dérogation à l'article 46 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, les groupements de sinistrés et les établissements prêteurs habilités en exécution de l'article 44 de ladite loi ou de l'article 149 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 pourront inscrire concurremment leurs privilèges respectifs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Le privilège spécial établi au profit des groupements de sinistrés en vue de garantir les avances qu'ils versent à leurs adhérents prime tous les autres privilèges ou hypothèques à la seule exception du privilège des frais de justice. Il frappe l'ensemble du fonds immobilier dont font partie les bâtiments sinistrés, ne laissant aux autres créanciers privilégiés ou inscrits antérieurement aucune garantie particulière sur les biens non endommagés. Son inscription ne peut être requise qu'une fois et au profit d'une seule personne. Il se trouve que, par suite de la portée rétroactive de ce privilège, la seule menace de son inscription paralyse l'intervention des établissements financiers en faveur des sinistrés, tout au moins leur intervention à long terme. Les banques, en effet, ne peuvent se permettre d'imposer à leurs emprunteurs, comme une condition de leurs prêts, l'engagement de n'adhérer à aucun groupement de sinistrés: elles ne sauraient retirer aux victimes de la guerre une facilité que ces dernières tiennent de la loi. Dans cette situation, pour ne pas s'exposer à voir un jour les sûretés données par leurs emprunteurs sinistrés anéanties ou amoindries par l'inscription du privilège, les établissements financiers préfèrent bien souvent s'abstenir. Préjudiciable à tous les sinistrés, l'institution du privilège prévu par la loi du 30 mars 1947 l'est particulièrement aux industriels et aux commerçants — et ainsi elle porte tort au redressement économique du pays — puisque, dans bien des cas, elle ne permet pas aux chefs d'entreprises d'obtenir les concours qui seraient indispensables au relèvement de leur activité professionnelle ou à la modernisation de leurs installations.

Il se trouve ainsi que dans la pratique les dispositions de la loi du 30 mars 1947 vont à l'encontre des intentions qui étaient celles du législateur en autorisant la constitution des groupements de sinistrés.

Le projet d'article de loi présente tend à assouplir le régime existant pour permettre aux organismes prêteurs de bénéficier du privilège concurremment avec les groupements de sinistrés et de ne plus faire entre les entreprises demanderesses de crédit des distinctions suivant qu'elles ont été atteintes par les événements de guerre ou au contraire épargnées.

Article 14.

Autorisation d'émission de titres pour le payement des indemnités d'éviction.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances est autorisé à émettre en 1949 des titres pour l'application de la loi du 26 août 1948 relative à l'indemnité d'éviction, dans la limite d'un plafond de deux milliards de francs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — La loi du 26 août 1948 relative à l'indemnité d'éviction a prévu que la loi de finances fixerait chaque année le montant maximum des titres que le ministre des finances est autorisé à émettre pour l'application de ladite loi.

Compte tenu des autorisations de dépenses prévues en l'objet à l'état B annexé au présent projet de loi et des autorisations accordées pour 1948 et restées sans emploi, il est proposé de fixer à 2 milliards de francs le plafond d'émission de l'exercice en cours.

Article 15.

Prorogation des dispositions de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 relatives à des constructions expérimentales par l'Etat d'immeubles d'habitation.

Texte proposé par le Gouvernement:

En vue de poursuivre l'expérimentation des diverses techniques de la construction et le contrôle de leur prix de revient, la construction d'immeubles d'habitation à caractère définitif pourra être entreprise par l'Etat sur l'initiative du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945, dont les dispositions sont prorogées à cet effet pendant l'année 1949.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

En vue de poursuivre l'expérimentation des diverses techniques de la construction et le contrôle de leur prix de revient, la construction d'immeubles d'habitation à caractère définitif pourra être entreprise par l'Etat sur l'initiative du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945, dont les dispositions sont à nouveau prorogées à cet effet pendant l'année 1949.

Texte proposé par votre commission:

La construction d'immeubles d'habitation à caractère définitif destinée à l'expérimentation des diverses techniques de la construction et au contrôle de leur prix de revient, pourra être entreprise par l'Etat.

(Le reste sans changement.)

Exposé des motifs. — L'article 2 de la loi n° 47-2046 du 31 décembre 1947, portant autorisation d'engagement et de payement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre pour l'exercice 1948 prévoyait la prorogation jusqu'au 1er janvier 1949 des dispositions de l'ordonnance 45-2064 du 8 septembre 1945 en vue de permettre l'expérimentation des diverses techniques de la construction et le contrôle du prix de revient des bâtiments.

Les chantiers n'ont pu être tous ouverts au cours de l'année 1948 et il est nécessaire, dans ces conddiitions, en vue de permettre l'ouverture des derniers chantiers, de proroger à nouveau pour un an ces mêmes dispositions.

Cette prorogation permettra notamment de continuer à prendre rapidement possession des terrains nécessaires par application de l'article 4 de l'ordonnance susvisée.

Commentaires. — Votre commission vous propose d'accepter cette disposition sous réserve d'une simple amélioration de rédaction.

Elle ne peut toutefois manquer de vous rappeler que lorsque des autorisations de prorogation analogues ont été demandées pour 1947, puis pour 1948, la commission des finances du précédent Conseil de la République a tenu à souligner que la construction d'im-

meubles d'habitation par l'Etat au lieu et place des sinistrés était une formule exceptionnelle à limiter au programme en cours d'exécution. Il apparaît dans ces conditions qu'une troisième prorogation constitue une limite extrême et qu'il ne saurait plus être question d'en prévoir une quatrième.

Article 16.

Prorogation des dispositions de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 en ce qui concerne la construction d'immeubles d'habitation par des associations syndicales et des sociétés coopératives de reconstruction.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les dispositions de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 sont prorogées pour l'année 1949 en ce qui concerne la construction d'immeubles d'habitation par des associations syndicales de reconstruction. Il pourra être fait application de ces dispositions à des sociétés coopératives de reconstruction agréées, dans les conditions qui seront fixées par décret.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les dispositions de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 sont prorogées pour l'année 1949 en ce qui concerne la construction d'immeubles d'habitation par des associations syndicales de reconstruction. Il pourra être fait application de ces dispositions à des sociétés coopératives de reconstruction. Ces dispositions s'appliquent également aux sociétés coopératives de reconstruction agréées instituées par la loi du 16 juin 1948.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Les dispositions de l'ordonnance n° 45-2064 ont prévu la construction d'immeubles à caractère définitif soit par l'Etat, soit par des associations syndicales de reconstruction pendant les années 1945 et 1946.

Ces dispositions ont été prorogées pour l'année 1947 et, en faveur des associations syndicales seulement, pour l'année 1948 par la loi du 31 décembre 1947.

Il apparaît que cette faculté, dont un usage très limité a été fait en 1948 par suite de la modicité des crédits mis à ce titre à la disposition du M. R. U., présente, à divers points de vue, un incontestable intérêt.

D'une part, elle facilite une reconstruction cohérente, notamment dans les zones de reconstruction continue, en permettant aux groupements de reconstruction de se substituer à des propriétaires sinistrés défaillants.

D'autre part, elle permet d'entreprendre immédiatement la reconstruction dans certaines villes, notamment les ports, où le remembrement a subi des retards dus, le plus souvent, à la complexité des décisions à prendre sur les plans d'aménagement.

Enfin, par la construction en série, sans tenir compte de programmes individuels préalables, les groupements de reconstruction ont, grâce à ces dispositions, la possibilité de donner à certains de leurs membres disposant de faibles indemnités des immeubles bénéficiant, néanmoins, d'un confort minimum.

Il a semblé nécessaire, dans ces conditions, de proroger, pour l'année 1949, les dispositions de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 pour autant qu'elles s'appliquent aux associations syndicales de reconstruction.

D'autre part, la loi du 16 juin 1948 prévoyant en outre que les sinistrés peuvent également se grouper en sociétés coopératives de reconstruction, il semble qu'il n'y ait pas lieu de faire de distinction entre les deux formes de groupement pour bénéficier de ces mêmes facilités. Il y aurait donc lieu de prévoir l'extension des dispositions de l'ordonnance n° 45-2064 aux sociétés coopératives de reconstruction agréées.

Le Gouvernement avait prévu que cette dernière extension se ferait dans des conditions fixées par décret. L'Assemblée nationale a préféré qu'elle ait lieu de plein droit.

Votre commission des finances vous propose d'accepter le texte ainsi modifié.

Article 17.

Autorisation d'emprunt à l'office national de la navigation en application de l'article 59 de la loi du 27 avril 1946.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le montant maximum des emprunts bénéficiant de la garantie de l'Etat que l'office national de la navigation est autorisé à contracter en 1949, en application de l'article 59 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946, est fixé à 1.500 millions de francs.

Texte votée par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — En vue de faciliter l'application à la batellerie de la législation sur la reconstruction, il a été constitué, par l'article 59 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946, une société anonyme à capital et personnel variable, dite société pour la reconstruction et le renouvellement du parc fluvial (S. R. P. F.), qui représente de plein droit les propriétaires de bateaux de navigation intérieure qui y ont adhéré, pour tout ce qui concerne l'exercice des droits qu'ils détiennent de la législation sur les dommages de guerre.

En vertu de l'article 59 de la même loi, l'office national de la navigation est autorisé à emprunter en vue de les mettre à la disposition de la S. R. P. F., les fonds nécessaires au financement des dépenses de reconstruction non couvertes par la participation financière de l'Etat.

Sur la base des caractéristiques qui ont été adoptées pour la nouvelle flotte en cours de reconstruction, et compte tenu du remplacement systématique des anciens bateaux en bois par des unités en fer, le montant des soultes que la S. R. P. F. doit financer à l'aide des fonds ainsi empruntés est estimé à environ 6.500 millions de francs pour l'ensemble du programme de reconstitution de la flotte.

Des autorisations d'emprunt, pour un total de huit milliards et demi, ont été données à l'office national de navigation au titre des exercices 1946, 1947 et 1948 par les lois de finances des 27 avril 1946, 31 décembre 1946 et 31 décembre 1947.

Au vu de l'état actuel d'avancement des travaux, les sommes nécessaires pour couvrir, en 1949, la part des dépenses de la S. R. P. F. qui ne sont pas déjà couvertes par la participation financière de l'Etat (M. R. U.) peuvent être évaluées à 1.500 millions.

Le texte proposé a pour objet de permettre à l'office national de la navigation de contracter les emprunts correspondants, par application de l'article 59 de la loi du 27 avril 1946.

Article 18.

Octroi de la garantie de l'Etat aux avances consenties aux entreprises d'armement à la pêche, en application des dispositions des articles 149 et 150 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les avances consenties aux entreprises d'armement à la pêche en application des dispositions des articles 149 et 150 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 pourront bénéficier de la garantie de l'Etat dans les conditions qui seront fixées par un décret contresigné du ministre des finances et du ministre de la marine marchande.

Les inscriptions hypothécaires prises en vertu du présent article au profit des établissements prêteurs, tant sur les navires donnés en gage que sur tous biens immobiliers affectés également en garantie, seront dispensées pendant toute la durée du prêt du renouvellement décennal. Les conventions à intervenir entre le ministre des finances et des affaires économiques et les établissements prêteurs pour l'application des dispositions qui précèdent seront dispensées des droits de timbre et d'enregistrement. Tous actes et écrits relatifs à ces avances seront dispensés du timbre et exonérés de tous droits d'enregistrement et d'hypothèque. Les honoraires des notaires et le salaire des conservateurs des hypothèques et receveurs des douanes seront réduits de moitié.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — La flotte de pêche a été durement éprouvée par la guerre. Sa reconstitution qui comporte à la fois la reconstruction du tonnage perdu et le remplacement des navires hors d'âge entraîne, pour l'armement à la pêche, des sorties de fonds extrêmement importantes qui l'obligent à faire un très large appel au crédit. Un régime spécial de prêts a été institué à cet effet par les articles 149 et 150 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946.

Ce texte prévoit que les établissements appelés à effectuer les prêts bénéficieront d'une hypothèque sur les navires construits ou réparés. Or, cette garantie apparaît insuffisante en raison de l'existence des nombreux privilèges susceptibles de primer l'hypothèque maritime.

Afin de permettre aux établissements prêteurs d'apporter un concours efficace à la reconstitution de notre flotte de pêche, il est indispensable de prévoir que les prêts consentis pourront bénéficier de la garantie de l'Etat.

Les prêts en cause pouvant être consentis pour une durée de quinze ans, il apparaît, en outre, nécessaire de dispenser les établissements prêteurs du renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires et de confirmer certaines dispenses de droits ou réductions d'honoraires, dont les articles 149 et 150 de la loi du 7 octobre 1946 avaient posé le principe.

Votre commission des finances vous propose d'accepter ces dispositions. Elle regrette toutefois avec M. Diethelm que des dispositions d'ordre fiscal se trouvent ainsi adoptées sans référence à la codification, ce qui va directement à l'encontre de l'effort de simplification auquel correspond la réforme fiscale.

Article 19.

Reconstitution de la flotte de pêche en acier.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le dernier alinéa de l'article 57 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946, est complété comme suit: « Les prix qui en résulteront serviront de base au calcul des indemnités de dommages de guerre. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — L'article 57 de la loi de finances du 27 avril 1946 a prévu et prescrit une péréquation des prix des navires construits ou achetés neufs, en exécution du programme de reconstitution de la flotte de pêche en acier. La péréquation a pour objet de garantir les armateurs sinistrés, attributaires des constructions neuves contre les aléas de ces attributions dans le temps; les prix de revient des constructions neuves varient, en effet, de façon sensible suivant l'époque de la construction et aussi suivant les pays dans lesquels les commandes ont été passées.

L'application de cette disposition dans le cadre de la législation des dommages de guerre, et en vue de la liquidation des indemnités à verser aux sinistrés, exige que les modalités comptables de liquidation des indemnités de dommages de guerre soient exactement articulées avec le système de péréquation des prix prévus par l'article 57 susvisé.

Article 19 *bis*.

Exécution des travaux de reconstitution de la flotte de commerce et de pêche.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les travaux de la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche devront être confiés

par priorité aux chantiers français de constructions navales et aux arsenaux maritimes dans le cadre de la reconversion.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cette disposition introduite par l'Assemblée nationale tend à favoriser les chantiers navals et arsenaux français par rapport aux établissements étrangers.

Article 20.

Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche.

Texte proposé par le Gouvernement (lettre rectificative n° 6276):

Le ministre de la marine marchande est autorisé à engager, en 1949, sur compte spécial d'investissement, au titre de la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche, des dépenses s'élevant à 70.523 millions de francs, soit 35.523 millions de francs pour la poursuite et la revalorisation des travaux en cours et 35 milliards de francs pour la conclusion d'opérations nouvelles.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Les tableaux figurant en annexe IV au projet n° 5943 analysent les prévisions pour l'exercice 1949 comparées aux dotations accordées antérieurement. En ce qui concerne la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche une somme de 35.523 millions est demandée pour la poursuite et la revalorisation des commandes en cours. La réalisation du plan établi pour la reconstitution du tonnage exige, en outre, la passation de commandes nouvelles pour un volume minimum de 222.000 tonneaux; 35 milliards devront être engagés à cette fin en 1949. Les autorisations de payement figurent à l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948.

Article 21.

Reconstitution de la flotte rhénane.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des travaux publics et des transports est autorisé à engager, en 1949, sur compte spécial d'investissement, au titre de la reconstitution de la flotte rhénane, des dépenses s'élevant à la somme de 200 millions de francs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — La décomposition des opérations concernant la reconstitution de la flotte rhénane est donnée par l'annexe IV au projet n° 5943.

L'autorisation d'engagement de 200 millions de francs présentement demandée correspond seulement à la réévaluation d'opérations en cours, à l'exclusion de tout lancement d'opérations nouvelles. L'autorisation de payement correspondante est donnée par l'article 3 de la loi des maxima.

Sous le bénéfice de ces observations votre commission vous propose d'adopter le projet de loi ci-après.

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Dispositions générales.

Art. 1er. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à consentir, en 1949, sur les ressources du fonds national de modernisation et d'équipement, des avances et des prêts dont le total est arrêté à la somme de 269 milliards de francs, conformément à l'état A annexé à la présente loi et compte tenu des modalités prévues à l'article 1 *bis* ci-après.

Au cours de l'année 1949, le découvert du fonds national de modernisation et d'équipement ne devra pas dépasser le chiffre de 20 milliards de francs.

Les avances et les prêts concernant les départements et territoires d'outre-mer visés par la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 seront consentis dans les conditions fixées par ladite loi. Ils auront exclusivement pour objet de favoriser le développement et la modernisation des entreprises de production et de transport et particulièrement des entreprises autochtones.

Tous ces prêts et avances seront faits par arrêtés après avis du commissaire général au plan, de la commission des investissements et des commissions financières du Parlement.

Le Gouvernement devra soumettre à l'approbation du Parlement, dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, le plan de modernisation et d'équipement de la métropole définissant pour quatre années les objectifs à atteindre pour développer la production nationale et assurer l'équilibre de la balance des comptes.

Art. 1 *bis* (nouveau). — Les versements effectués aux entreprises visées au paragraphe I de l'état A, par le fonds de modernisation et, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, au titre de son compte spécial de reconstruction, seront répartis en deux tranches conformément à l'état A *bis*.

La première tranche est disponible immédiatement.

La seconde tranche sera autorisée par arrêtés pris sur la proposition de la commission des investissements, après avis des sous-commissions parlementaires créées par l'article 70 de la loi du 21 mars 1947.

Art. 1 *ter* (nouveau). — La fraction de la seconde tranche visée au 3e alinéa de l'article précédent qui ne donnera pas lieu à autorisation d'emploi sera affectée, selon la procédure prévue au même alinéa, à la ligne 8° (nouvelle) de l'état A: « Prêts pour l'équipement des entreprises de production et de transport dans les départements et territoires d'outre-mer ».

Art. 2. — Il est accordé au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, pour 1949, au titre des dépenses mises à la charge de la caisse autonome de la reconstruction, des autorisations de programme s'élevant à 359.650 millions de francs et des autorisations de payement d'un montant total de 70 milliards de francs, réparties conformément à l'état B annexé à la présente loi. Cette répartition pourra être modifiée en cours d'exercice par décrets contresignés par le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le ministre des finances après avis des commissions compétentes du Parlement. Toutefois, les crédits prévus au titre des indemnités et avances payées aux sinistrés ne pourront qu'être majorés, mais en aucun cas diminués.

Les dépenses visées au paragraphe II de l'état B annexé à la présente loi seront imputées à un compte d'affectation spéciale qui sera crédité des provisions et des remboursements de la caisse autonome de la reconstruction.

Les autorisations de programme et de payement afférentes aux indemnités de reconstitution seront automatiquement majorées, en cours d'exercice, du montant des indemnités effectées au remboursement des dépenses payées, pendant l'exercice 1949 ou les exercices antérieurs, au titre des divers travaux, constructions, acquisitions ou avances visés à l'état B annexé à la présente loi.

Les payements effectués par la remise de titres émis en application de l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 s'imputeront sur les autorisations de payement accordées par le présent article.

Les payements effectués par la remise de titres émis en application de l'article 10 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 donneront lieu à majoration en cours d'exercice des autorisations de payement accordées par le présent article. Les autorisations de programme seront corrélativement majorées dans la limite du double des majorations des autorisations de payement. Le rattachement des majorations des autorisations de programme et de payement aux lignes intéressées de l'état B annexé à la présente loi sera effectué trimestriellement par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre des finances après avis des commissions compétentes du Parlement.

Les redevances d'occupation des constructions provisoires constituent une ressource de la caisse autonome de la reconstruction.

Elles sont obligatoirement affectées à l'entretien et à l'amélioration desdites constructions.

Art. 3. — Dans la mesure où le total des ressources affectées en 1949 à la reconstruction et à l'équipement s'élèverait à un niveau supérieur à celui des charges prévues à l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, les versements au fonds de modernisation et d'équipement et à la caisse autonome de la reconstruction fixés par ledit article seront majorés à due concurrence par décrets pris en conseil des ministres après avis des commissions financières du Parlement.

Ces majorations seront affectées par priorité à la caisse autonome de la reconstruction à concurrence du montant des crédits de payement bloqués en application de l'alinéa 2 de l'article 3 *quater* ci-après.

Des autorisations supplémentaires pourront être accordées dans la limite de ces maporations, et selon la même procédure, en ce qui concerne:

1° Les autorisations de programme et de payements afférentes aux indemnités de dommages de guerre et à la reconstruction accordées à l'article 2 ci-dessus;

2° Les prêts du fonds de modernisation et d'équipement prévus à l'article 1er ci-dessus;

3° Les dépenses de travaux neufs des entreprises nationales visées à l'article 7 ci-après;

4° Les dépenses de travaux neufs qui feront l'objet d'une tranche spéciale de constructions scolaires.

Art. 3 A. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme est autorisé à imputer dans la limite de 50 millions de francs en autorisations de programme, et de 50 millions de francs en autorisations de payement, sur les dotations inscrites au 3° du paragraphe 2 de l'état B « Travaux préliminaires à la reconstruction », les dépenses afférentes à la revision du recensement des dommages immobiliers.

Art. 3 B. — Le deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Ils pourront, en outre, être admis en souscription, pour une valeur au moins égale à leur valeur nominale, à des emprunts émis postérieurement par l'Etat ou garantis par lui, ainsi qu'à des emprunts émis par les communes et syndicats de communes, en vue de l'exécution de travaux d'équipement ruraux, les limites et conditions de l'admission en souscription étant fixées, dans le premier cas, par les contrats d'émission des emprunts et, dans le second cas, par arrêté du ministre des finances. »

Art. 3 *bis*. — Le troisième alinéa de l'article 9 *quater* de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, modifiée par la loi n° 48-424 du 12 mars 1948, est complété par la disposition suivante:

« Cette condition ne sera pas exigée si la commission admet le bien-fondé des motifs particuliers invoqués par le contribuable pour en être dispensé. »

Dans le deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 48-424 du 12 mars 1948, les mots: « jusqu'à la fin du mois suivant celui au cours duquel les rôles auront été mis en recouvrement », sont remplacés par les mots: « jusqu'au 30 avril 1949 ».

Art. 3 *ter*. — . . . . . .

Art. 3 *quater*. — 1. — Les 2e et 3e alinéas de l'article 3 de la loi n° 49-333 du 12 mars 1949 portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le mois de mars 1949 sont abrogés.

2. — Il est bloqué, sur les crédits de l'état B annexé à la présente loi, un montant de 90 milliards de francs en autorisations de programme et un montant de 45 milliards de francs en crédits de payement. La répartition de ces montants entre les différentes lignes de l'état B sera effectuée par décret dans le délai de 20 jours à dater de la promulgation de la présente loi.

3. — Les ressources particulières nouvelles, qui seraient affectées à la reconstruction en 1949 et versées à la caisse autonome de la reconstruction, seront utilisées, par priorité, pour réaliser par décret en conseil des mi-

nistres le déblocage des autorisations de programme et de payement bloquées en vertu du deuxième alinéa du présent article.

Art. 3 *quinquies*. — .....

TITRE II

Dispositions relatives à l'équipement.

Art. 4. — L'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 12. — Le fonds de modernisation et d'équipement créé par les lois n°s 48-30 et 48-31 du 7 janvier 1948 consent, soit directement, soit par l'entremise des établissements de crédit spécialisés et dans les conditions qui seront fixées par décret, des avances ou des prêts libellés en francs ou en devises étrangères, aux entreprises, organismes et collectivités qui procèdent aux investissements prévus par le plan de modernisation et d'équipement.

« Les opérations du fonds de modernisation et d'équipement sont assujetties aux règles fixées par l'article 41 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, à l'exception des dispositions dudit article interdisant les opérations d'avances ou de prêts.

« Les intérêts payés et les remboursements effectués par les bénéficiaires visés au premier alinéa du présent article sont versés au fonds de modernisation et d'équipement qui peut les affecter en tout ou partie à de nouvelles avances ou à de nouveaux prêts.

« Lorsque les entreprises, organismes, collectivités visés au premier alinéa du présent article, auxquels des avances ou des prêts auront été consentis soit directement, soit par l'entremise des établissements de crédits spécialisés pour le compte du fonds de modernisation, sont ou deviennent propriétaires d'immeubles, hypothèque doit être consentie sur ces immeubles au profit de l'Etat, dès que le fonds de modernisation ou l'établissement de crédit en fait la demande et dans la forme des actes administratifs, en application de l'article 14 de la loi des 28 octobre-5 novembre 1790. La mainlevée de l'inscription hypothécaire sera donnée dans les mêmes formes.

« Les actes de constitutions d'hypothèque ainsi que les actes de mainlevée et les bordereaux d'inscription sont signés pour le compte de l'Etat par le directeur de l'établissement de crédit spécialisé ».

Art. 5. — Le ministre des finances est autorisé:

1° A émettre en Algérie, en Tunisie et au Maroc, pendant l'année 1949, dans la limite de 18 milliards de francs, des effets à court terme pour financer les opérations de prêts et d'avance du fonds de modernisation et d'équipement dans ces territoires;

2° A consentir, dans la même limite, sur les ressources supplémentaires du fonds de modernisation et d'équipement ainsi constituées, ou à défaut sur des ressources qui seront mises localement à la disposition du fonds par le Trésor métropolitain, des avances et des prêts aux collectivités, organismes et entreprises qui procèdent dans ces territoires à des investissements productifs. Ces avances ou prêts seront attribués suivant la procédure prévue à l'article 4 de la présente loi.

Art. 6. — Le montant maximum des dépenses de travaux neufs que les entreprises nationales visées aux articles 9 et 10 de la loi n° 48-32 du 7 janvier 1948 sont autorisées à payer en 1949 est fixé à la somme de 259.800 millions de francs, répartie conformément à l'état C annexé à la présente loi.

En ce qui concerne les rubriques afférentes à une même entreprise, cette répartition pourra être modifiée en cours d'exercice par arrêté pris sur avis de la commission des investissements et des sous-commissions parlementaires créées par l'article 70 de la loi du 21 mars 1947.

Art. 7. — Les entreprises visées à l'article précédent sont autorisées à émettre des emprunts soit pour la couverture des dépenses de travaux neufs autorisées audit article, soit pour la couverture des dépenses supplémentaires susceptibles d'être autorisées dans les conditions fixées au premier alinéa de l'article 3 ci-dessus. L'objet et les modalités d'émission de ces emprunts seront déterminés par arrêté du ministre des finances.

Art. 8. — Les nouveaux engagements effectués et les marchés passés par les entreprises visées à l'article 6 ci-dessus, en vertu des autorisations accordées par ledit article, seront soumis au visa préalable des contrôleurs d'Etat ou des missions de contrôle placés auprès de ces entreprises lorsqu'ils seront supérieurs, en un ou plusieurs lots, à un montant fixé par arrêté du ministre des finances.

Les résultats de ce contrôle seront portés à la connaissance de la commission des investissements et des sous-commissions parlementaires créées par l'article 70 de la loi du 21 mars 1947.

Art. 9. — Les dépenses qui peuvent être faites ou engagées au cours de l'exercice 1949 par l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger sont fixées à 112 millions de francs, se répartissant ainsi qu'il suit:

A. — Travaux, 20 millions de francs.

B. — Acquisition de matériel roulant, 50 millions de francs.

C. — Charges du capital, 22 millions de francs.

D. — Dépenses rattachées et diverses, 20 millions de francs.

Total, 112 millions de francs.

Ces dépenses seront couvertes soit par le produit d'emprunts effectués dans les conditions prévues par l'article 7 de l'ordonnance n° 45-2681 du 2 novembre 1945 fixant l'organisation administrative et le régime financier du réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger, soit par des prêts du fonds de modernisation et d'équipement.

Art. 10. — Le ministre des finances est autorisé, jusqu'au 31 décembre 1952, à donner la garantie de l'Etat à l'intérêt des titres qui seront émis par les sociétés françaises par actions ayant pour objet exclusif de financer, sous quelque forme que ce soit, les organismes de recherche de produits pétroliers en France, dans les départements et territoires d'outre-mer, et dans les territoires et Etats associés et ce, sur un capital maximum de cinq milliards de francs.

Art. 10 *bis*. — Le montant des obligations garanties que la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien a été autorisée à émettre, au titre de l'année 1948, par l'article 66 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948, est porté de 200 à 470 millions de francs.

Art. 10 *ter*. — L'Etat est autorisé à participer au capital de la société anonyme Charbonnages nord-africains au delà de la somme de 330 millions de francs fixée par l'article 185 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, dans la limite de 17 p. 100 du capital social.

Art. 10 *quater*. — L'article premier de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 est modifié ainsi qu'il suit :

« *Art.* 1er. — Le ministre de l'agriculture est autorisé à subventionner au cours des années 1949 et 1950 des travaux d'équipement rural effectués par des collectivités publiques et privées. La subvention de l'Etat est versée moitié en capital, moitié en annuités pour les collectivités qui font appel pour leur financement à l'emprunt local.

« Dans un délai d'un mois à compter de la promulgation de la présente loi, des modalités spéciales réduisant la part de l'emprunt local dans le financement seront fixées par décret pour les communes sinistrées et les communes économiquement faibles.

« Pour les subventions de l'Etat payables en annuités le montant de l'annuité est calculé pour permettre l'amortissement sur un délai minimum de quinze ans au taux de 5 p. 100 du montant de la subvention en capital que l'Etat pourrait allouer suivant les barèmes en vigueur au moment de l'attribution.

« Les subventions de l'Etat sont payables en capital et en annuités d'amortissement, suivant le barème établi avant l'application de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947.

« Le volume annuel des travaux pouvant donner lieu à une subvention de l'Etat est fixé pour chacune des années 1949 et 1950 à un montant de 25 milliards de francs comportant une annuité à la charge de l'Etat de 600 millions de francs.

« Les communes dont les projets ont été agréés, mais n'ont pu être exécutés du fait des difficultés de placement des emprunts locaux, bénéficieront d'un droit de priorité pour l'application des dispositions ci-dessus. »

Art. 10 *quinquies*. — Il est ajouté après l'article premier de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement, un article premier *bis* (nouveau) ainsi conçu :

« *Art.* 1er bis. — Les collectivités qui disposeront de fonds libres pourront les affecter à tout ou partie des dépenses qu'elles devraient couvrir par l'emprunt local et bénéficieront, en ce qui concerne les fonds ainsi employés, des annuités de l'Etat dans les conditions fixées par le troisième alinéa de l'article 1er de la présente loi.

« Les offres de concours consenties par les intéressés soit en nature, soit en argent, en vue de l'exécution des travaux entreront en compte comme fonds libres pour l'application du présent article. »

Art. 10 *sexies*. — Le ministre de l'éducation nationale est autorisé à subventionner, au cours des années 1949 et 1950, des travaux de construction d'écoles primaires publiques.

La participation de l'Etat s'effectuera sous la forme de subventions en capital, ou en annuités si les communes en font la demande, et dans la proportion fixée par le décret du 21 avril 1939, le taux maximum des subventions prévu par ce décret étant élevé à 85 p. 100.

TITRE III

Dispositions relatives à la reconstruction.

Art. 11. — Dans la mesure où il ne provient pas de la reprise des titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, le produit des emprunts émis en 1949 par les groupements de sinistrés constitués en application de l'article 44 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947, sera utilisé dans les conditions suivantes.

Il servira en premier lieu à couvrir les payements à faire en 1949 pour la continuation ou l'achèvement des opérations déjà engagées au compte des groupements.

Le surplus sera consacré, dans la proportion que fixeront les groupements eux-mêmes:

a) Soit à compléter le financement de reconstitutions admises à l'ordre de priorité de 1948 et 1949 et qui se trouveraient insuffisamment dotées;

b) Soit à couvrir tout ou partie de la fraction des indemnités afférentes aux reconstitutions admises ou à admettre à l'ordre de priorité de 1949 et dont le payement est différé en exécution de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946, modifié par la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948;

c) Soit à entreprendre le financement de reconstitutions non encore admises audit ordre de priorité et qui feront l'objet d'un ordre de priorité supplémentaire.

Les groupements auront également la faculté de décider qu'une partie de ces majorations pourra être utilisée au financement de la part différée de reconstructions entreprises antérieurement à 1949, sous réserve qu'elles aient été légalement autorisées et qu'il soit démontré que les travaux de reconstruction sont ou risquent d'être arrêtés faute de trésorerie.

Les payements effectués en application du présent article donneront lieu à majoration en cours d'exercice des autorisations de payement accordées par l'article 2 ci-dessus. Les autorisations de programme seront affectées de la même majoration que les autorisations de payement; elles pourront être toutefois affectées d'une majoration plus forte, au plus égale au double de la majoration de l'autorisation de payement, dans la mesure où les fonds d'emprunts recevront l'utilisation prévue à l'alinéa *c* du troisième paragraphe du présent article.

Le rattachement des majorations des autorisations de programme et de payement aux lignes intéressées de l'état B annexé à la présente loi sera effectué trimestriellement par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre des finances.

Art. 12. — Des décrets fixeront les conditions dans lesquelles les dispositions des ar-

ticles 44 à 49 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947 relatifs aux groupements de sinistrés seront applicables en Algérie et dans les départements de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ainsi que dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer.

Art. 13. — Les groupements de sinistrés autorisés à contracter des emprunts, dans les conditions fixées par les articles 44 à 49 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947, ne pourront requérir l'inscription du privilège prévu au dernier alinéa de l'article 46 de ladite loi qu'après fixation définitive de l'indemnité de reconstitution et seulement pour assurer la garantie de la partie de la somme avancée au sinistré qui excédera le montant de cette indemnité.

Par dérogation à l'article 46 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, les groupements de sinistrés et les établissements prêteurs habilités en exécution de l'article 44 de ladite loi ou de l'article 149 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 pourront inscrire concurremment leurs privilèges respectifs.

Art. 14. — Le ministre des finances est autorisé à émettre en 1949 des titres pour l'application de la loi du 26 août 1948 relative à l'indemnité d'éviction, dans la limite d'un plafond de deux milliards de francs.

Art. 15. — La construction d'immeubles d'habitation à caractère définitif destinée à l'expérimentation des diverses techniques de la construction et au contrôle de leur prix de revient pourra être entreprise par l'Etat sur l'initiative du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945, dont les dispositions sont à nouveau prorogées à cet effet pendant l'année 1949.

Art. 16. — Les dispositions de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 sont prorogées pour l'année 1949 en ce qui concerne la construction d'immeubles d'habitation par des associations syndicales de reconstruction. Ces dispositions s'appliquent également aux sociétés coopératives de reconstruction agréées, instituées par la loi du 16 juin 1948.

Art. 17. — Le montant des emprunts bénéficiant de la garantie de l'Etat que l'office national de la navigation est autorisé à contracter en 1949, par application de l'article 59 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946, est fixé à 1.500 millions de francs.

Art. 18. — Les avances consenties aux entreprises d'armement à la pêche en application des dispositions des articles 149 et 150 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 pourront bénéficier de la garantie de l'Etat dans les conditions qui seront fixées par un décret contresigné du ministre des finances et du ministre de la marine marchande.

Les inscriptions hypothécaires prises en vertu du présent article au profit des établissements prêteurs, tant sur les navires donnés en gage que sur tous biens immobiliers affectés également en garantie, seront dispensées pendant toute la durée du prêt du renouvellement décennal. Les conventions à intervenir entre le ministre des finances et des affaires économiques et les établissements prêteurs pour l'application des dispositions qui précèdent seront dispensées des droits de timbre et d'enregistrement. Tous actes et écrits relatifs à ces avances seront dispensés du timbre et exonérés de tous droits d'enregistrement et d'hypothèque. Les honoraires des notaires et le salaire des conservateurs et receveurs des douanes seront réduits de moitié.

Art. 19. — Le dernier alinéa de l'article 57 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946 est complété comme suit: « Les prix qui en résulteront serviront de base au calcul des indemnités de dommages de guerre ».

Art. 19 *bis*. — Les travaux de reconstitution de la flotte de commerce et de pêche devront être confiés par priorité aux chantiers français de constructions navales et aux arsenaux maritimes dans le cadre de la reconversion.

Art. 20. — Le ministre de la marine marchande est autorisé à engager, en 1949, sur compte spécial d'investissement, au titre de la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche, des dépenses s'élevant à 70.523 millions de francs, soit 35.523 millions de francs pour la poursuite et la revalorisation des travaux en cours et 35 milliards de francs pour la conclusion d'opérations nouvelles.

Art. 21. — Le ministre des travaux publics et des transports est autorisé à engager, en 1949, sur compte spécial d'investissement, au titre de la reconstitution de la flotte rhénane, des dépenses s'élevant à la somme de 200 millions de francs.

ETATS ANNEXES

Etat A. — *Tableau des avances et des prêts autorisés sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement.*

I. — Prêts aux entreprises nationales et à la Société nationale des chemins de fer français:

Prêts aux Charbonnages de France et houillères de bassin, 65 millions de francs.

Prêts à l'Electricité de France, 97.300 millions de francs.

Prêts au Gaz de France, 7.000 millions de francs.

Prêts à la Société nationale des chemins de fer français, 32.500 millions de francs.

Total pour les prêts aux entreprises nationales et à la Société nationale des chemins de fer français, 201.800 millions de francs.

II. — Prêts aux établissements de crédit spécialisés ou à effectuer par leur intermédiaire:

Avances ou prêts pour l'équipement de l'agriculture et de l'industrie de l'azote, 24.000 millions de francs.

Prêts pour l'équipement des entreprises industrielles (autres que celles visées aux lignes 1° à 5°), 23.000 millions de francs.

Prêts pour l'équipement des chemins de fer appartenant à des collectivités publiques, 200 millions de francs.

Prêts pour l'équipement des entreprises de production et de transports dans les départements et territoires d'outre-mer (loi n° 46-860 du 30 avril 1946), mémoire.

Total pour les prêts aux établissements de crédit spécialisés ou à effectuer par leur intermédiaire, 47.200 millions de francs.

III. — Prêts à effectuer pour la réalisation des investissements faits en Afrique du Nord et en Sarre, 20.000 millions de francs.

Total pour l'état A, 269.000 millions de francs.

Etat A *bis*. — *Répartition par tranches des versements du fonds de modernisation et d'équipement ou destinés à la reconstruction de la Société nationale des chemins de fer français:*

Charbonnages de France et houillères de bassin:

Versements totaux effectués au titre du fonds de modernisation ou de la reconstruction de la Société nationale des chemins de fer français, 65.000 millions de francs; 1re tranche, 35.000 millions de francs; 2e tranche, 30.000 millions de francs.

Electricité de France:

Versements totaux effectués au titre du fonds de modernisation ou de la reconstruction de la Société nationale des chemins de fer français, 97.300 millions de francs; 1re tranche, 97.300 millions de francs; 2e tranche, néant.

Gaz de France:

Versements totaux effectués au titre du fonds de modernisation ou de la reconstruction de la Société nationale des chemins de fer français, 7.000 millions de francs; 1re tranche, 6.000 millions de francs; 2e tranche, 1.000 millions de francs.

Société nationale des chemins de fer français:

Versements totaux effectués au titre du fonds de modernisation ou de la reconstruction de la Société nationale des chemins de fer français, 70.500 millions de francs; 1re tranche, 40.500 millions de francs; 2e tranche, 30.000 millions de francs.

Etat B. — *Tableau des autorisations de programme et de payement de dépenses accordées au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre.*

§ 1er. — Indemnités et avances payées aux sinistrés:

1° Indemnités pour reconstructions des immeubles de toute nature (loi du 28 octobre 1946): autorisation de programme, 197.500 millions de francs; autorisations de payement, 142.500 millions de francs.

2° Indemnités pour reconstitution des meubles d'usage courant ou familial (loi du 28 octobre 1946): autorisations de programme, 15.000 millions de francs; autorisations de payement, 12.000 millions de francs.

3° Indemnités pour reconstitution des biens autres que ceux visés aux 1° et 2°: cheptel, matériel agricole, industriel, commercial, etc., (loi du 28 octobre 1946): autorisations de programme, 66.250 millions de francs; autorisations de payement, 58.200 millions de francs.

4° Allocations d'attente (loi du 30 août 1947): autorisations de programme, 500 millions de francs; autorisations de payement, 500 millions de francs.

5° Avances aux sinistrés étrangers (loi du 28 octobre 1946, art. 12): autorisations de programme, 500 millions de francs; autorisations de payement, 500 millions de francs.

6° Indemnités d'éviction (lois des 28 octobre 1946 et 26 août 1948): autorisations de programme, 1.000 millions de francs; autorisations de payement, 1.000 millions de francs.

Totaux pour le paragraphe 1er: autorisations de programme, 280.750 millions de francs; autorisations de payement, 214.700 millions de francs.

§ 2. — Dépenses effectuées par l'Etat pour la reconstruction:

1° Travaux de voirie et de réseaux d'assainissement et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité (ordonnance n° 45-2062 du 8 septembre 1945, art. 16, 17, 18 et 20): autorisations de programme, 18 milliards de francs; autorisations de payement, 10 milliards de francs.

2° Acquisitions ou expropriations de terrains (loi validée des 11 octobre 1940-12 juillet 1941, art. 10 et art. 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947): autorisations de programme, 2 milliards de francs; autorisations de payement, 1 milliard 600 millions de francs.

3° Travaux préliminaires à la reconstruction (ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945, art. 21 et art. 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947): autorisations de programme, 8 milliards 900 millions de francs; autorisations de payement, 5 milliards 700 millions de francs.

4° Constructions et aménagements provisoires et réparations urgentes exécutées d'office (ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945. — Titres II et II): autorisations de programme, 24 milliards 500 millions de francs; autorisations de payement, 15 milliards 900 millions de francs.

5° Construction d'immeubles d'habitation par l'Etat (ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945): autorisations de programme, 5 milliards 800 millions de francs; autorisations de payement, 11 milliards de francs.

6° Constructions expérimentales par l'Etat d'immeubles d'habitation (ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 et art. 14 de la présente loi): autorisations de programme, 1 milliard 700 millions de francs; autorisations de payement, 1 milliard 200 millions de francs.

7° Avances aux associations syndicales et aux sociétés coopératives de reconstruction pour la construction d'immeubles d'habitation (ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 et art. 15 de la présente loi) et aux groupements de reconstruction pour l'installation des services communs (art. 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947): autorisations de programme, 12 milliards de francs; autorisations de payement, 3 milliards 900 millions de francs.

Totaux pour le paragraphe 2: autorisations de programme, 72 milliards 900 millions de francs; autorisations de payement, 49 milliards 300 millions de francs.

§ 3. — Participation de la France à la reconstruction des territoires d'outre-mer de l'Union française et des pays de protectorat (lois des 21 et 28 octobre 1946, loi du 30 mars 1947, art. 50 et 51, et art. 8 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947): autorisations de programme, 6 milliards de francs; autorisations de payement, 6 milliards de francs.

Totaux pour l'état B: autorisations de programme, 359 milliards 650 millions de francs; autorisations de payement, 270 milliards de francs.

Etat C. — *Tableau, par catégories de travaux, des dépenses de travaux neufs des entreprises nationales et de la Société nationale des chemins de fer français.*

Charbonnages de France et Houillères de bassin:
Habitations et œuvres sociales, 7 milliards de francs.
Travaux neufs à moyen terme et enseignement technique, 12 milliards 500 millions de francs.
Grands ensembles, 27 milliards 500 millions de francs.
Industries de la houille, 18 milliards de francs.
Total pour les Charbonnages de France, 65 milliards de francs.
Electricité de France:
Grand équipement (hydraulique), 56 milliards 300 millions de francs.
Grand équipement (thermique), 16 milliards de francs.
Grand équipement (transport), 14 milliards de francs.
Travaux complémentaires de premier établissement, 5 milliards de francs.
Distribution et répartition, 13 milliards de francs.
Gaz de France, 7 milliards de francs.
Divers et charges annexes d'équipement, ment, 13 milliards de francs.
Total pour Electricité de France et Gaz de France, 124 milliards 300 millions de francs.
Société nationale des chemins de fer français:
I. — Etablissement:
Matériel roulant, 1 milliard 770 millions de francs.
Mobilier et outillage, 1 milliard 550 millions de francs.
Electrification, 13 milliards 900 millions de francs.
Installations fixes, 6 milliards 610 millions de francs.
Participations financières et divers, 860 millions de francs.
Equipement hydroélectrique, 700 millions de francs.
Total pour l'établissement, 25 milliards 420 millions de francs.
II. — Reconstitution:
Matériel roulant, 31 milliards 10 millions de francs.
Mobilier et outillage, 1 milliard 620 millions de francs.
Installations fixes, 12 milliards 450 millions de francs.
Total pour la reconstitution, 45 milliards 80 millions de francs.
Total pour la Société nationale des chemins de fer français, 70 milliards 500 millions de francs.
Total pour l'état C, 259 milliards 800 millions de francs.

ANNEXE N° 255

(Session de 1949. — Séance du 12 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant que le **général Giraud** (Henri-Honoré), qui a commandé en chef devant l'ennemi, sera **inhumé** dans l'Hôtel national des **Invalides** et portant ouverture de **crédits** pour ses **funérailles nationales,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 12 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 12 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi portant que le général Giraud (Henri-Honoré), qui a commandé en chef devant l'ennemi, sera inhumé dans l'Hôtel national des Invalides et portant ouverture de crédits pour ses funérailles nationales.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le général d'armée Giraud (Henri-Honoré), qui a commandé en chef devant l'ennemi, sera inhumé dans l'Hôtel des Invalides.

Art. 2. — Il sera fait au général Giraud des obsèques nationales.

Art. 3. — Il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 3.500.000 F et applicables au chapitre 6182: « Obsèques nationales du général Giraud » du budget de l'éducation nationale pour l'exercice 1949.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6815, et in-8° 1675

ANNEXE N° 256

(Session de 1949. — Séance du 12 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant que le **général Giraud** (Henri-Honoré), qui a commandé en chef devant l'ennemi, sera **inhumé** dans l'hôtel national des **Invalides** et portant ouverture de **crédits** pour ses **funérailles nationales,** par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 mars 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 mars 1949, p. 698, 3e colonne.)

ANNEXE N° 257

(Session de 1949. — Séance du 22 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, portant modification de l'article 53 de la loi n° 48-975 du 16 juin 1948, relative aux **sociétés coopératives de reconstruction** et aux **associations syndicales de reconstruction,** modifié par la loi n° 48-1983 du 31 décembre 1948, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de la reconstruction et des dommages de guerre.)

Paris, le 16 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 9 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi portant modification de l'article 53 de la loi n° 48-975 du 16 juin 1948, relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, modifié par la loi n° 48-1983 du 31 décembre 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit;

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 53 de la loi n° 48-975 du 16 juin 1948, relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, modifié par la loi n° 48-1983 du 31 décembre 1948, est modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 53. — Tout groupement existant à la date de la promulgation de la présente loi sera appelé en assemblée générale, et ce dans le délai d'un an à dater de ladite promulgation, à l'effet de se prononcer à la majorité des membres présents ou représentés, sur sa transformation en coopérative ou en association syndicale de reconstruction, selon le cas. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir nos: Assemblée nationale (1re législature): 6815 et in-8° 1675; Conseil de la République: 255 (année 1949).
(2) Voir: Assemblée nationale (1re législature): nos 6180, 630 et in-8° 1619.

ANNEXE N° 258

(Session de 1949. — Séance du 22 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à l'abrogation de l'acte dit loi du 14 décembre 1942 relative aux **droits à pension des fonctionnaires de l'Etat** ayant appartenu aux **services du Sénat et de la Chambre des députés,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de comptabilité.)

Paris, le 18 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 11 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'acte dit loi du 14 décembre 1942, relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services du Sénat et de la Chambre des députés.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit loi du 14 décembre 1942. Toutefois, la constatation de cette nullité ne porte pas atteinte aux effets découlant de son application antérieure à la date de la présente loi.

Art. 2. — Conformément à l'article 10 de la loi du 11 avril 1924 et à l'article 8 (§ 1, 3°) de

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 5854, 6103 et in-8° 1667.

la loi du 20 septembre 1948, les services antérieurement accomplis dans les cadres des administrations des assemblées parlementaires seront pris en compte dans la constitution du droit à pension des fonctionnaires de l'Etat.

Les caisses de retraites des assemblées verseront au Trésor public les retenues encaissées correspondant aux services effectués et majorées des intérêts composés au taux légal.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 259

(Session de 1949. — Séance du 22 mars 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la **reconstitution** des **listes d'ancienneté** des **officiers** des différents corps et cadres de l'**armée de l'air**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la défense nationale.)

Paris, le 18 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 11 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les listes générales d'ancienneté d'officiers de l'armée de l'air des différents corps ou cadres, telles qu'elles résultent des nominations et promotions faites depuis le 25 juin 1940 par les autorités des forces françaises libres, le comité français de la libération nationale, le gouvernement provisoire de la République française et compte tenu du maintien des mesures prévues par le décret du 4 octobre 1944 et l'ordonnance du 30 octobre 1945, seront constituées et rendues publiques, dans un délai de deux mois après la promulgation de la présente loi pour les officiers d'active, et dans un délai d'un an après la promulgation de la présente loi pour les officiers de réserve.

Art. 2. — Dans l'établissement de ces listes, les dates de prises de rang qui ont pu être fixées, soit lors de leur intégration dans l'armée active aux officiers ayant pris part aux combats contre les puissances de l'axe dans des unités constituées en France, F. F. I., F. F. C.) ou hors de France, soit lors de la régularisation de leur situation aux officiers déportés, prisonniers de guerre ou en service en Extrême-Orient, soit enfin comme suite à l'épuration de l'armée, seront maintenues aux intéressés.

Art. 3. — Les modifications du rang d'ancienneté auxquelles pourra donner lieu la reconstitution prévue à l'article 1er n'entraîneront aucun rappel de solde et les trop-perçus ne seront pas repris.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 2212, 3523, 5510 et in-8° 1663.

ANNEXE N° 260

(Session de 1949. — Séance du 22 mars 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la **constatation**, la **poursuite** et la **répression** des **infractions à la législation économique**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 18 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 12 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les articles 34, 35, 36 et 37 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique sont abrogés.

Art. 2. — L'article 38 de ladite ordonnance est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 38. — La procédure devant le tribunal correctionnel est suivi conformément au droit commun.

« Le tribunal, sauf les cas prévus par la loi du 20 mai 1863, est saisi par voie de citation donnée aux prévenus dans les trois mois au plus tard de la clôture du procès-verbal ou de l'information. »

Art. 3. — Le second alinéa de l'article 61 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 est abrogé.

Art. 4. — L'article 64 de ladite ordonnance est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 64. — Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Toutefois, les attributions conférées au juge de paix par l'article 18 seront exercées dans ces départements par le tribunal cantonal. »

Art. 5. — Les affaires pendantes devant les chambres correctionnelles économiques sont déférées d'office, et dans le même état de la procédure, aux chambres correctionnelles ordinaires des tribunaux civils. Les prévenus et témoins déjà cités devant les chambres correctionnelles économiques comparaîtront aux mêmes jours et heures et dans les mêmes locaux devant la chambre correctionnelle ordinaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 261

(Session de 1949. — Séance du 22 mars 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la **convention internationale des télécommunications, signée à Atlantic-City** (Etats-Unis d'Amérique) le 2 octobre 1947, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.)

Paris, le 18 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 12 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale des télécommunications, signée à Atlantic-City (Etats-Unis d'Amérique le 2 octobre 1947.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier la convention internationale des télécommunications, signée à Atlantic-City (Etats-Unis d'Amérique), le 2 octobre 1947.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 262

(Session de 1949. — Séance du 31 mars 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant ouverture de **crédits** au budget de la **France d'outre-mer** (subvention au **budget** local du territoire de **Saint-Pierre et Miquelon**), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 23 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 23 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la France d'outre-mer (subvention au budget local du territoire de Saint-Pierre et Miquelon).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre de la France d'outre-mer sur l'exercice 1949, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législature): nos 3921, 6305, 6710 et in-8° 1676.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 5896, 6659 et in-8° 1677.

(2) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6716, 6837 et in-8° 1685.

somme totale de 324 millions de francs, dont 120 millions de francs pour le fonds de compensation créé par la loi n° 48-1077 du 7 juillet 1948, et applicables au chapitre 502 du budget de la France d'outre-mer (dépenses civiles): « Subvention au budget local du territoire de Saint-Pierre et Miquelon. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 263

(Session de 1949. — Séance du 31 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **répartition** de l'**abattement global** opéré sur le **budget du travail et de la sécurité sociale** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 24 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 22 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget du travail et de la sécurité sociale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

Article unique. — L'abattement global de 940.500.000 F, opéré sur les crédits ouverts au ministre du travail et de la sécurité sociale au titre du budget du travail et de la sécurité sociale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles), en vue de limiter le total des dépenses ordinaires civiles au chiffre de 750 milliards de francs prévu par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques, est porté à 959.351.000 F et réparti par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETAT ANNEXE

Travail et sécurité sociale.

4e partie. — Personnel.

Chap. 115. — Directions régionales de la sécurité sociale. — Salaires et indemnités du personnel auxiliaire, 8.866.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 309. — Entretien de la main-d'œuvre déplacée et dépenses diverses, 8 millions de francs.

Chap. 310. — Fonctionnement des services des magasins et transports, 640.000 F.

Chap. 312. — Directions régionales de la sécurité sociale. — Matériel, 445.000 F.

Chap. 315. — Magasins et transports. — Entretien et fonctionnement des véhicules, 6.400.000 F.

6e partie. — Charges sociales.

Chap. 406. — Contribution annuelle de l'Etat au fonds spécial de retraites de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, 900 millions de francs.

Chap. 411. — Prime d'accueil pour les travailleurs immigrants italiens, 35 millions de francs.

Total, 959.351.000 F.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6177, 6521 et in-8° 1682.

ANNEXE N° 264

(Session de 1949. — Séance du 31 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **répartition** de l'**abattement global opéré** sur le **budget de l'aviation civile et commerciale** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 24 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 22 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'aviation civile et commerciale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — L'abattement global de 288.197.000 F, opéré sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, au titre du budget de l'aviation civile et commerciale, par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles), en vue de limiter le total des dépenses ordinaires civiles au chiffre de 750 milliards de francs prévu par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques, est fixé à 288.197.000 F et réparti par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETAT ANNEXE

Travaux publics, transports et tourisme.

II. — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

4e partie. — Personnel.

Chap. 112. — Navigation aérienne. — Traitement du personnel spécialiste, 10 millions de francs.

Chap. 117. — Météorologie nationale. — Traitements du personnel spécialiste, 2 millions 500.000 F.

Chap. 121. — Bases aériennes. — Rémunération du personnel contractuel, 2 millions 500.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 302. — Fonctionnement du groupement aérien du ministère. — Carburants et ingrédients, 3 millions de francs.

Chap. 305. — Ports aériens et circulation aérienne. — Matériel et frais de fonctionnement, 10 millions de francs.

Chap. 306. — Télécommunications et signalisations. — Matériel et frais de fonctionnement, 4 millions de francs.

Chap. 307. — Météorologie nationale. — Matériel et frais de fonctionnement, 100 millions de francs.

Chap. 312. — Ecole de l'aviation civile, 10 millions de francs.

Chap. 317. — Frais de correspondance télégraphique et téléphonique, 9 millions de francs.

Chap. 321. — Travaux d'entretien des bases aériennes, 85 millions de francs.

6e partie. — Charges sociales.

Chap. 402. — Œuvres sociales, 1.397.000 F.

7e partie. — Subventions.

Chap. 502. — Subvention pour la couverture du déficit des lignes d'intérêt général exploitées par la compagnie Air France et les entreprises associées, 50 millions de francs.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 601. — Informations générales en France et à l'étranger, 800.000 F.

Total, 288.197.000 F.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6173, 6519, et in-8° 1683.

ANNEXE N° 265

(Session de 1949. — Séance du 31 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **répartition** de l'**abattement global** opéré sur le **budget de la justice** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 24 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 22 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la justice par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

Article unique. — L'abattement global de 100 millions de francs, opéré sur les crédits ouverts au garde des sceaux, ministre de la justice, au titre du budget de la justice, par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles), en vue de limiter le total des dépenses ordinaires civiles au chiffre de 750 milliards de francs, prévu par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques, est porté à 412.359.000 F et réparti par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6248, 6652 et in-8° 1684.

ETAT ANNEXE

Justice.

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

4e partie. — Personnel.

Chap. 100. — Traitement du ministre et du personnel de l'administration centrale, 281.000 francs.
Chap. 101. — Indemnité du ministre et du personnel de l'administration centrale, 61.000 francs.
Chap. 102. — Conseil supérieur de la magistrature. — Rémunération des membres du conseil, 80.000 F.
Chap. 103. — Conseil d'Etat. — Traitements, 952.000 F.
Chap. 104. — Haute cour de justice. — Traitements, 11.000 F.
Chap. 105. — Cour de cassation. — Traitements, 340.000 F.
Chap. 106. — Cour d'appel. — Traitements, 2.732.000 F.
Chap. 107. — Tribunaux de 1re instance. — Traitements, 13.802.000 F.
Chap. 108. — Tribunaux cantonaux du ressort de la cour d'appel de Colmar. — Traitements, 258.000 F.
Chap. 109. — Greffes et secrétariats de diverses juridictions du ressort de la cour d'appel de Colmar. — Traitements, 779.000 F.
Chap. 110. — Justices de paix. — Traitements, 1.371.000 F.
Chap. 111. — Services extérieurs judiciaires. — Indemnités fixes diverses, 196.000 F.
Chap. 112. — Services extérieurs judiciaires. — Indemnités variables, 11.000 F.
Chap. 113. — Versements mensuels aux magistrats de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif et indemnités de fonctions aux greffiers des cours et tribunaux, 4.006.000 F.
Chap. 114. — Administration centrale et services extérieurs judiciaires. — Rémunération des personnels contractuels, 18.000 F.
Chap. 115. — Administration centrale et services extérieurs judiciaires. — Rémunération des personnels des cadres complémentaires, 48.000 F.
Chap. 116. — Administration centrale et services extérieurs judiciaires. — Rémunération des personnels auxiliaires, 1.236.000 F.
Chap. 117. — Jury national des marchés de guerre, 6.000 F.
Chap. 118. — Services extérieurs pénitentiaires. — Traitements, 15.063.000 F.
Chap. 122. — Services extérieurs pénitentiaires. — Indemnités fixes, 1.319.000 F.
Chap. 124. — Services extérieurs pénitentiaires. — Indemnités allouées pour services rendus par des tiers, 576.000 F.
Chap. 125. — Services pénitentiaires de la Guyane. — Traitements, 179.000 F.
Chap. 126. — Services pénitentiaires de la Guyane. — Salaires des personnels auxiliaires, 16.000 F.
Chap. 127. — Services pénitentiaires de la Guyane. — Indemnités fixes, 26.000 F.
Chap. 128. — Services extérieurs de l'éducation surveillée. — Traitements, 1.087.000 F.
Chap. 129. — Services extérieurs de l'éducation surveillée. — Rémunération des personnels contractuels, 491.000 F.
Chap. 131. — Services extérieurs de l'éducation surveillée. — Rémunération des personnels auxiliaires, 231.000 F.
Chap. 132. — Services extérieurs de l'éducation surveillée. — Indemnités fixes, 123.000 francs.
Chap. 133. — Services extérieurs de l'éducation surveillée. — Indemnités variables, 4.000 F.
Chap. 134. — Services extérieurs de l'éducation surveillée. — Indemnités allouées pour services rendus par des tiers, 339.000 F.
Chap. 135. — Indemnités de résidence, 5.277.000 F.
Chap. 136. — Supplément familial de traitement, 514.000 F.
Chap. 137. — Congés de longue durée, 95.000 F.
Chap. 140. — Indemnités pour difficultés administratives dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, 12.652.000 F.
Chap. 141. — Rémunération des greffiers et autres personnels non fonctionnaires de diverses juridictions, 1.203.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 300. — Administration centrale. — Matériel, 42.000 F.
Chap. 301. — Conseil supérieur de la magistrature. — Matériel, 10.000 F.
Chap. 302. — Conseil d'Etat. — Matériel, 50.000 F.
Chap. 303. — Haute Cour de justice. — Matériel, 12.000 F.
Chap. 304. — Cour de cassation. — Matériel, 21.000 F.
Chap. 305. — Cour d'appel. — Matériel, 247.000 F.
Chap. 306. — Cour de justice. — Matériel, 33.000 F.
Chap. 307. — Services judiciaires. — Remboursement des frais de déplacement, 2.440.000 F.
Chap. 308. — Services judiciaires. — Entretien et fonctionnement du matériel automobile, 19.000 F.
Chap. 310. — Frais des impressions du ministère de la justice, 40.000 F.
Chap. 311. — Frais de reconstitution d'actes de l'état civil et d'archives hypothécaires, 70.000 F.
Chap. 312. — Frais de registres de l'état civil et frais d'impression des cadres pour la formation des listes du jury criminel, 63.000 F.
Chap. 313. — Dépenses de matériel pour le fonctionnement des services temporairement déplacés, 5.000 F.
Chap. 315. — Services pénitentiaires de la Guyane. — Matériel, 33.000 F.
Chap. 317. — Services pénitentiaires de la Guyane. — Frais de déplacement et de transport, 209.000 F.
Chap. 318. — Services extérieurs de l'éducation surveillée. — Frais de déplacement, 95.000 F.
Chap. 322. — Entretien des détenus et des pupilles et frais de séjour des détenus et des pupilles hors des établissements pénitentiaires et de l'éducation surveillée, 25.381.000 francs.
Chap. 323. — Services pénitentiaires de la Guyane. — Entretien des détenus et frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires, 131.000 F.
Chap. 325. — Services pénitentiaires de la Guyane. — Rémunération des détenus, 6.000 francs.
Chap. 327. — Frais de correspondance télégraphique et téléphonique, 195.000 F.
Chap. 328. — Indemnités pour difficultés exceptionnelles d'existence, 775.000 F.

6e partie. — Charges sociales.

Chap. 400. — Allocations familiales, 2.084.000 F.
Chap. 402. — Entretien des mineurs délinquants confiés aux institutions habilitées, 651.000 F.
Chap. 403. — Œuvres sociales, 53.000 F.

7e partie. — Subventions.

Chap. 500. — Services judiciaires et pénitentiaires. — Subventions diverses, 81.000 F.
Chap. 501. — Services de l'éducation surveillée. — Subventions diverses, 434.000 F.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 601. — Frais de justice en France, 6.750.000 F.
Chap. 602. — Fonctionnement des tribunaux des pensions, 127.000 F.
Chap. 603. — Secours temporaires, 15.000 F.
Chap. 604. — Approvisionnement des cantines, 2.361.000 F.
Chap. 605. — Services pénitentiaires métropolitains. — Régie directe du travail, 4.529.000 francs.
Chap. 606. — Services pénitentiaires de la Guyane. — Régie directe du travail, 5.000 F.
Total, 112.359.000 F.

ANNEXE N° 266

(Session de 1949. — Séance du 31 mars 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant **répartition** de l'**abattement global** opéré sur le **budget des affaires économiques** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 24 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 23 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des affaires économiques par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

Article unique. — L'abattement global de 169.411.000 F, opéré sur les crédits ouverts au budget des affaires économiques par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) en vue de limiter le total des dépenses ordinaires civiles au chiffre de 750 milliards de francs prévu par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation, pour l'exercice 1949, des maxima des dépenses publiques, est porté à 170.413.000 F et réparti par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETAT ANNEXE

Finances.

II. — AFFAIRES ÉCONOMIQUES

4e partie. — Personnel.

Chap. 108. — Experts économiques d'Etat. — Traitements, 841.000 F.
Chap. 109. — Experts économiques d'Etat. — Indemnités pour frais de services, 120.000 F.
Chap. 112. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Traitements, 100.000 F.
Chap. 113. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Salaires, 35 millions 51.000 F.
Chap. 114. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Indemnités, 2 millions 542.000 F.
Chap. 117. — Direction générale du contrôle et des enquêtes économiques. — Traitements du personnel départemental, 12 millions 998.000 F.
Chap. 118. — Direction générale du contrôle et des enquêtes économiques. — Rémunération du personnel contractuel, 10 millions 62.000 F.
Chap. 120. — Direction générale du contrôle et des enquêtes économiques. — Indemnités du personnel, 2 millions de francs.
Chap. 121. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Traitements des personnels titulaires, 8 millions 2.000 F.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6227, 6515 et in-8° 1636.

Chap. 123. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Salaires des personnels auxiliaires, 28 millions 641.000 F.

Chap. 124. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Indemnités et allocations diverses, 800.000 F.

Chap. 129. — Indemnité de résidence, 9.615.000 F.

Chap. 130. — Supplément familial de traitement, 572.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap 300. — Indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existance, 660.000 F.

Chap. 301. — Loyers et indemnités de réquisition, 1.510.000 F.

Chap. 303. — Entretien du matériel automobile, 4.145.000 F.

Chap. 304. — Administration centrale et services annexes. — Remboursement de frais, 610.000 F.

Chap. 305. — Administration centrale. — Frais de fonctionnement, 1.762.000 F.

Chap. 307. — Expansion économique à l'étranger. — Frais de fonctionnement, 10.602.000 F.

Chap. 308. — Frais de fonctionnement du service de l'expertise économique d'Etat, 32.000 F.

Chap. 309. — Direction générale du contrôle et des enquêtes économiques. — Remboursement de frais, 5.635.000 F.

Chap. 310. — Direction générale du contrôle et des enquêtes économiques. — Frais de fonctionnement, 2.289.000 F.

Chap. 311. — Direction générale du contrôle et des enquêtes économiques. — Frais judiciaires et frais divers, 510.000 F.

Chap. 312. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Remboursement de frais, 200.000 F.

Chap. 313. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Frais de fonctionnement, 2.609.000 F.

Chap. 314. — Institut national de la statistique et des études économiques. —Frais d'impression, 203.000 F.

Chap. 315. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Achat de matériel spécial, 2.500.000 F.

Chap. 316. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Frais de fonctionnement des ateliers, 500.000 F.

Chap. 317. — Conseil supérieur de la comptabilité. — Frais de fonctionnement, 48.000 F.

Chap. 318. — Remboursement à l'administration des postes, télégraphes et téléphones, 1.387.000 F.

Chap. 319. — Remboursement à l'Imprimerie nationale, 525.000 F.

Chap. 320. — Bibliothèques et documentations, 54.000 F.

Chap. 321. — Frais d'impression, 495.000 F.

Chap. 322. — Travaux immobiliers, 217.000 F.

6e partie. — Charges sociales.

Chap. 400. — Allocations familiales, 19.263.000 francs.

Chap. 401. — Œuvres sociales, 277.000 F.

7e partie. — Subventions.

Chap. 501. — Dépenses relatives aux foires à l'étranger, 2.002.000 F.

Chap. 502. — Subventions aux chambres de commerce françaises à l'étranger, 500.000 F.

Chap. 504. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Subventions à divers instituts de statistique, 245.000 F.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 601. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Enquêtes sur le coût de la vie, 57.000 F.

Chap. 602. — Frais de fonctionnement des comités régionaux et départementaux des prix, 135.000 F.

Chap. 605. — Rémunération d'études économiques, 64.000 F.

Total, 170.413.000 F.

ANNEXE N° 267

(Session de 1949. — Séance du 31 mars 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République, tendant à définir les conditions dans lesquelles les **militaires dégagés des cadres** peuvent concourir pour la **Légion d'honneur** et la **Médaille militaire,** par M. le général Petit, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, vous avez adopté, le 31 décembre 1948, une proposition de loi tendant à définir les conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur et la Médaille militaire. Par suite d'une erreur d'ordre matériel, la rédaction du troisième alinéa de l'article 2 (où le mot « tableau » doit être remplacé par « travail ») se trouvait en contradiction avec la législation relative à l'attribution des décorations; c'est donc en vue d'obtenir une simple rectification de mots que vous est demandée une deuxième délibération.

Votre commission de la défense nationale ne saurait donc que vous proposer l'adoption du texte dans sa rédaction ainsi corrigée:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 30 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 sont applicables à tous les militaires rayés des cadres de l'armée active, par application des dispositions législatives relatives au dégagement des cadres antérieures à la promulgation de la présente loi.

Art. 2. — Les militaires rayés des cadres de l'armée active, admis à concourir pour la Légion d'honneur ou la Médaille militaire au titre de l'armée active, concourront entre eux. Ceux qui seront inscrits aux tableaux de concours y figureront sous une rubrique spéciale intitulée: « Militaires dégagés des cadres ». Un contingent annuel de décorations avec traitement leur sera réservé.

Les titres de ces militaires seront appréciés dans les mêmes conditions que ceux des militaires en activité. Ceux de ces titres qui résultent de l'ancienneté leur seront comptés comme s'ils étaient en activité de service pendant la période au cours de laquelle ils sont admis à concourir au titre de l'armée active.

Ceux de ces militaires qui n'ont pas été compris dans l'un au moins des travaux normaux de concours établis après la cessation des hostilités et qui ne sont plus proposables, la période au cours de laquelle ils pouvaient concourir au titre de l'armée active étant révolue, seront, s'ils en font la demande, compris dans le premier travail normal de concours à intervenir, à condition que cette période n'ait pas pris fin avant la publication du premier tableau de concours normal postérieur à la cessation des hostilités.

Art. 3. — Les officiers qui, dégagés des cadres, ont été mis en non-activité par suppression d'emploi, concourront entre eux pour la Légion d'honneur dans les mêmes conditions que les militaires en activité de service. Ceux qui seront inscrits au tableau y figureront sous une rubrique spéciale intitulée: « Militaires dégagés des cadres, en non-activité par suppression d'emploi. » Un contingent annuel de décorations avec traitement leur sera réservé.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 5380, 5381, 6171, 6341 et in-8° 1309, 1503 et 1596; Conseil de la République, nos 997, II-113 (année 1948), 193 (année 1949) et in-8° II-37 (année 1948).

ANNEXE N° 268

(Session de 1949. — Séance du 31 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **répartition** des **abattements globaux** opérés sur le **budget de la santé publique et de la population** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Monsieur le président,

Dans sa séance du 23 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la santé publique et de la population par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale.
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

Article unique. — L'abattement global de 179.095.000 F, opéré sur les crédits ouverts au ministre de la santé publique et de la population au titre du budget de la santé publique et de la population par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) en vue de limiter le total des dépenses ordinaires civiles au chiffre de 750 milliards de francs prévu par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques, est porté à 209.096.000 F et réparti par chapitre, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETAT ANNEXE

Santé publique et population.

4e partie. — Personnel.

Chap. 100. — Traitements du ministre, du sous-secrétaire d'Etat et du personnel titulaire de l'administration centrale, 820.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 306. — Publication des acquisitions et des pertes de la nationalité française, 5 millions de francs.

Chap. 308. — Services extérieurs. — Dépenses de fonctionnement. — Matériel, 1 million 175.000 F.

Chap. 324. — Indemnités pour difficultés exceptionnelles d'existence, 1 million de francs.

6e partie. — Charges sociales.

Chap. 410. — Assistance à l'enfance, 15 millions de francs.

Chap 411. — Dépenses occasionnées par les aliénés, 50 millions de francs.

Chap. 420. — Dépenses d'immigration en France, 50 millions de francs.

7e partie. — Subventions.

Chap. 501. — Lutte contre le paludisme, 4.001.000 F.

Chap. 508. — Subvention de fonctionnement aux œuvres d'intérêt national participant à

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6261, 6599 et in-8° 1687.

la lutte contre la tuberculose, 1 million de francs.

Chap. 515. — Subvention à l'institut national d'hygiène, 3.300 000 F.

Chap. 516. — Dotations des établissements nationaux de bienfaisance, 10 millions de francs.

Chap. 519. — Subvention à l'institut national d'études démographiques, 1.200.000 F.

Chap. 524. — Centres régionaux pour la jeunesse déficiente ou en danger moral. — Subvention aux organismes publics ou privés, 6 millions de francs.

Chap. 525. — Subventions aux organismes publics ou privés spécialisés dans le dépistage d'enfants en danger moral, 2 millions de francs.

Chap. 526. — Subvention pour la protection maternelle et l'enfance, 3.600.000 F.

Chap. 527. — Remboursement à la Croix-Rouge française des frais de transport des dons provenant de l'étranger sous pavillon Croix-Rouge ou Entr'aide française, 15 millions de francs.

Chap. 531. — Subvention à l'Entr'aide française et à diverses œuvres de secours, 40 millions de francs

Total, 209.096.000 F.

ANNEXE N° 269

(Session de 1949. — Séance du 31 mars 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **répartition** des **abattements globaux** opérés sur le **budget de la reconstruction et de l'urbanisme** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 25 mars 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 23 mars 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la reconstruction et de l'urbanisme par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

Art. 1er. — L'abattement global de 700 millions de francs, opéré sur les crédits ouverts au budget de la reconstruction et de l'urbanisme par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) en vue de limiter le total des dépenses ordinaires civiles au chiffre de 750 milliards de francs prévu par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques, est porté à la somme de 740.500.000 F et réparti par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, en excédent des crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, un crédit de 38.500.000 F applicable au chapitre 615 (nouveau) « Liquidation des opérations de déminage et de désobusage » du budget de la reconstruction et de l'urbanisme.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 mars 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6277, 6517, et in-8° 1688.

Reconstruction et urbanisme.

4e partie. — Personnel.

Chap. 100. — Traitements du ministre et du personnel de l'administration centrale, 20 millions 877.000 F.

Chap. 101. — Traitements et rémunérations du personnel des services extérieurs, 173 millions 456.000 F.

Chap. 102. — Rémunération des agents auxiliaires, 31.281.000 F.

Chap. 103. — Indemnités et allocations diverses du personnel de l'administration centrale, 1.778.000 F.

Chap. 104. — Indemnités et allocations diverses du personnel des services extérieurs, 3.386.000 F.

Chap. 107. — Indemnités de résidence, 26 millions 269.000 F.

Chap. 108. — Supplément familial de traitement, 3.213.000 F.

Chap. 109. — Indemnités pour difficultés administratives dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, 1 million de francs.

Chap. 111. — Personnel des commissions de juridiction des dommages de guerre, 3.210.000 francs.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 300. — Frais de déplacements et de missions, 28 millions de francs.

Chap. 301. — Indemnités pour difficultés exceptionnelles d'existence, 9 millions de francs.

Chap. 302. — Matériel, 1 million de francs.

Chap. 303. — Dépenses de matériel des commissions de dommages de guerre, 2 millions de francs.

Chap. 304. — Dépenses exceptionnelles entraînés par le regroupement de certaines délégations départementales de la reconstruction, 6 millions de francs.

Chap. 306. — Frais de correspondance télégraphique et téléphonique, 6 millions de francs.

Chap. 308. — Edification de baraquements provisoires pour l'installation des services, 3 millions de francs.

Chap. 310. — Entretien du matériel automobile, vélomoteurs et bicyclettes, 11 millions de francs.

6e partie. — Charges sociales.

Chap. 400. — Allocations familiales, 49 millions 500.000 F.

Chap. 406. — Subventions aux organismes d'habitations à bon marché et de crédit immobilier éprouvés par les hostilités, 1 million de francs.

7e partie. — Subventions.

Chap. 500. — Participation de l'Etat aux dépenses de remembrement et de fonctionnement des associations syndicales de remembrement et des coopératives et associations syndicales de reconstruction, 310 millions de francs.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 606. — Contrôle technique des travaux de reconstruction, 4 millions de francs.

Chap. 607. — Expertises et constats des dommages de guerre, 45 millions de francs.

Total, 740.500.000 F.

ANNEXE N° 270

(Session de 1949. — Séance du 31 mars 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à maintenir, en cas d'**insuffisance de prix** ou d'évaluation, la procédure de l'**expertise** prévue par les articles **168** et suivants du **code de l'enregistrement**, présentée par M. Mathieu, sénateur, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le décret du 9 décembre 1948, portant réforme fiscale, a, en matière d'établissement des insuffisances de prix ou d'évaluation de certains droits proportionnels ou progressifs d'enregistrement, apporté une réforme profonde.

Au lieu d'une procédure d'expertise judiciaire, mise en mouvement en cas d'échec d'un accord amiable, l'article 206 du décret précité introduit le recours à une commission départementale de conciliation instituée en vue de fixer la valeur taxable.

Cette modification n'apporte pas de progrès dans l'ordre des solutions équitables pour régler les différends entre l'administration et les contribuables.

En dépit de ses inconvénients, la procédure de l'expertise judiciaire n'était point un système condamnable: ne présentait-il pas en effet certaines garanties pour les vendeurs comme pour les acquéreurs ? Jusqu'à nouvel ordre, les uns comme les autres ont, dans leur ensemble, conservé une grande confiance dans les décisions de leurs magistrats.

Nous nous refusons à admettre une supériorité quelconque du nouveau système qui n'est qu'un trompe l'œil. En effet la majorité des représentants de l'administration est indiscutable: 4 membres sur 8, le président étant le directeur de l'enregistrement des domaines et du timbre; « en cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante ».

Comment concevoir, en effet, que les deux représentants de l'enregistrement, le représentant des contributions directes et le représentant des contributions indirectes pourront se prononcer en sens divers ? Leur unité de choix est acquise d'avance, tandis que, du côté des contribuables, on ne compte que trois membres; quand au notaire, de par ses activités, son point de vue sera nuancé. Au reste, peu importe, puisque le point de vue de l'administration triomphera quelle que soit son attitude.

Dans ces conditions, la commission de conciliation (qui, à tort, ne présente aucun des caractères d'une commission) perd toute raison d'être puisque ses décisions seront fatalement à sens unique.

Est-ce là une étape vers la suppression totale de toute phase d'arbitrage, vers une extension abusive de la taxation administrative qui deviendrait sans appel ? Nous ne pouvons le croire, bien qu'un organisme devenu inutile soit généralement condamné à disparaître.

Pour notre part, nous nous refusons à envisager une telle hypothèse qui consacrerait un triomphe par trop décisif des administrations fiscales et plus encore des conséquences les plus fâcheuses pour demain.

Plus l'impôt devient lourd, plus, dans un pays comme la France dont les nationaux sont meilleurs épargnants que contribuables (mais chaque peuple n'a-t-il pas son génie propre, même en matière financière ?), les heurts entre contribuables et administrations fiscales doivent être soumis à des procédures de règlement équitable.

Celle de l'article 206 apparaît, nous n'hésitons pas à le déclarer, constituer une supercherie. Le retour pur et simple au régime antérieur de l'expertise par le tribunal civil s'impose.

C'est pourquoi nous vous prions, mesdames, messieurs, d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Les dispositions de l'article 206 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale sont abrogées.